

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/
Couverture de couleur
- Covers damaged/
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments:
Commentaires supplémentaires: Les pages froissées peuvent causer de la distorsion.

- Coloured pages/
Pages de couleur
- Pages damaged/
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/
Pages détachées
- Showthrough/
Transparence
- Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary material/
Comprend du matériel supplémentaire
- Only edition available/
Seule édition disponible
- Pages wholly or partially obscured by errata slips, tissues, etc., have been refilmed to ensure the best possible image/
Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X



MEMOIRES

DES

COMMISSAIRES

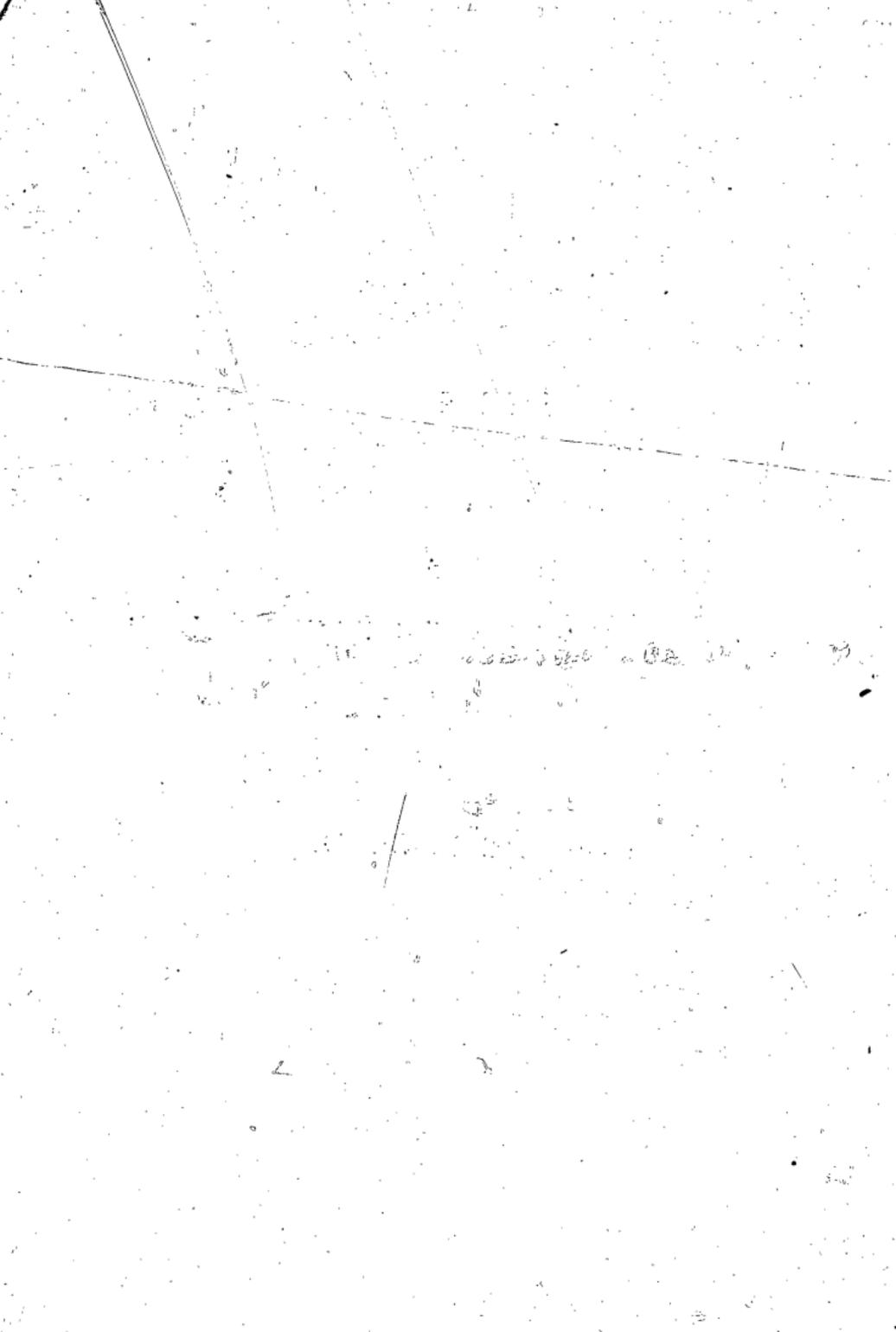
DE SA

MAJESTE' TRES-CHRE'TIENNE

ET DE CEUX

DE SA MAJESTE' BRITANNIQUE,

TOME SECOND.



MEMOIRES

DES

COMMISSAIRES

DE SA MAJESTE' TRES'-CHRETIENNE
ET DE CEUX DE SA MAJESTE'
BRITANNIQUE,

Sur les possessions & les droits respectifs

~~DES DEUX~~

COURONNES EN AMERIQUE;

Avec les Actes publics & Pièces justificatives.

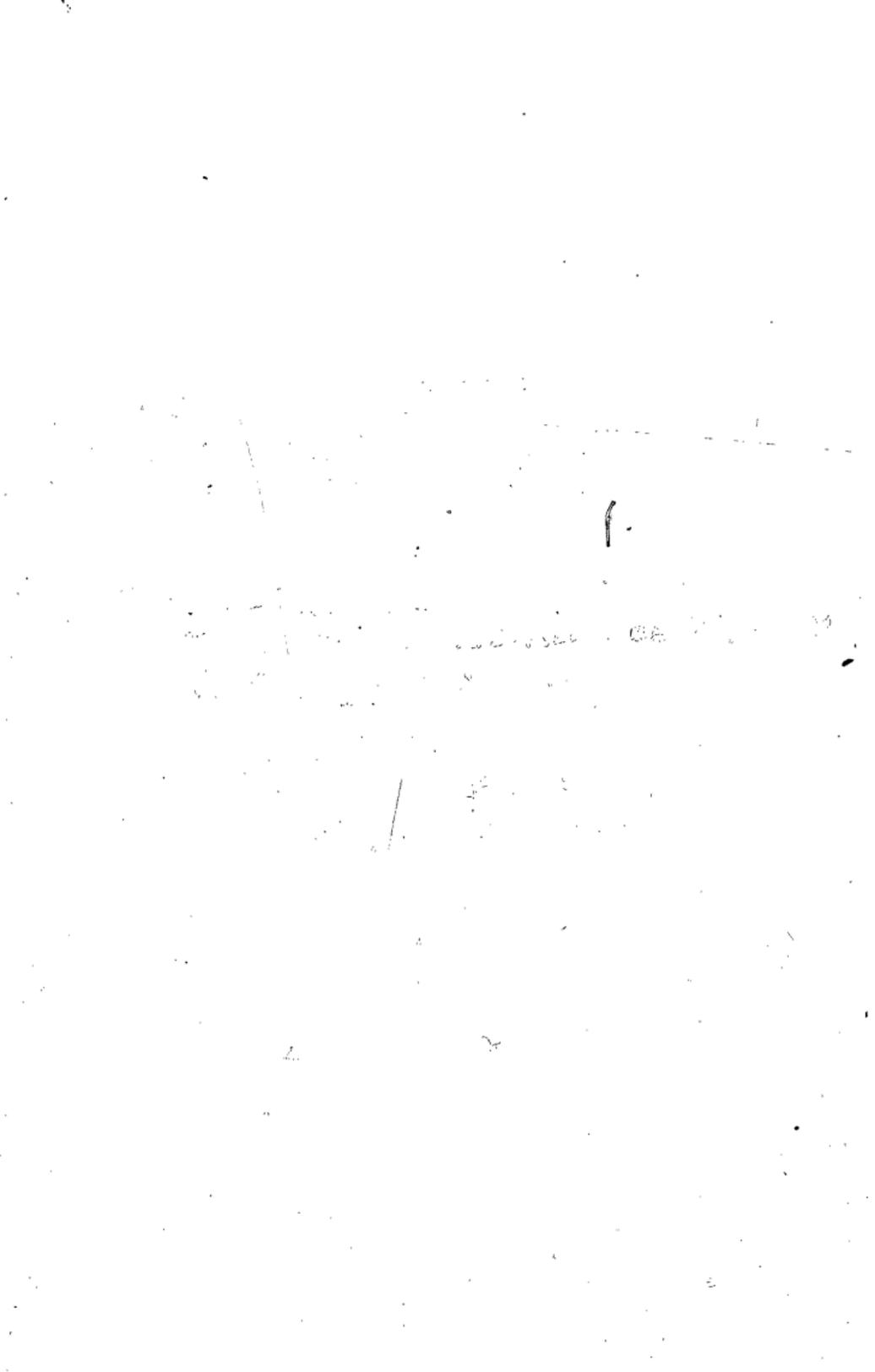
TOME SECOND.

*Contenant les Traités & Actes publics concernant l'A-
mérique en général, & les Pièces justificatives des
Mémoires sur les limites de l'Acadie.*



A AMSTERDAM ET A LEIPZIG,
Chez J. SCHREUDER
& PIERRE MORTIER le jeune.

M D C C L V.





P I E C E S
J U S T I F I C A T I V E S
S U R
L' A C A D I E.

TABLE Des Pièces contenues dans le
Second Volume.

PIECES JUSTIFICATIVES *concer-*
nant les limites de L'ACADIE.

PREMIERE PARTIE.

Contenant les Traités & autres Actes
publics.

1. *Traité de paix & de confédération entre*
Louis XIII roi de France & Charles I.^{er} Roi
d'Angleterre, fait à Suze le 24 avril 1629.

pag. 1
Acte de serment fait par le Roi d'Angle-
terre pour l'observation du traité du 24
avril, à Windsor le 12 septembre
1629.

Acte du serment fait par le Roi Très-
Chrétien, pour l'observation du traité
du
Tom. II.

II. PIÈCES JUSTIFICATIVES

du 24 avril dernier, à Fontainebleau
le 16 septembre 1629. 4

Preuves
Ire. partie.

Traité &
Actes publics.

II. Traité entre Louis XIII Roi de France & Charles I^{er} Roi d'Angleterre, pour la restitution de la nouvelle France, l'Acadie & Canada, & des navires & marchandises pris de part & d'autre, fait à Saint Germain en Laye le 29 mars 1632. 7

III. Traité de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Westminster le 3 novembre 1655. 14

IV. Traité de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Breda le $\frac{21}{11}$ juillet 1667. 20

V. Traité de paix & d'alliance entre Charles II Roi de la Grande-Bretagne & les provinces unies des Pays-Bas, fait à Breda le $\frac{21}{11}$ juillet 1667. 41

VI. Traité de paix entre Louis XIV Roi de France & les Etats Généraux des provinces unies des Pays-Bas, fait à Nimègue le 10 août 1678. 66

VII. Traité de neutralité pour l'Amérique, entre la France & l'Angleterre, conclu à Londres le 16 novembre 1686. 76

VIII. Traité provisionnel concernant l'Amérique, entre le Roi de France & le Roi d'Angleterre, conclu à Whitehall le 1^{er} décembre 1687. 87

IX. Traité de paix entre la France & l'Angleterre, fait à Ryfwick le 20 septembre 1697. 90

X. Traité pour une suspension d'armes, entre Louis XIV Roi de France & Anne Reine de la Grande-Bretagne, fait à Paris le 19 août 1712. 90

XI.

- XI. Proclamation de la Reine Anne, du 10 août 1712, vieux stile, pour la publication de la trêve. 94 Preuves
Ire partie.
- XII. Traité de paix & d'amitié, entre Sa Majesté Très-Chrétienne & Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, conclu à Utrecht le ^{31 mars}_{11 avril} 1713. 96 Traité &
Actes publics.
- XIII. Traité de navigation & de commerce, entre Louis XIV Roi de France & Anne Reine de la Grande-Bretagne, fait à Utrecht le ^{31 mars}_{11 avril} 1713. 96
- XIV. Articles préliminaires pour parvenir à la paix, signés à Aix-la-Chapelle le 30 avril 1748, entre les Ministres de France, de la Grande-Bretagne & des provinces unies des Pays-bas. 97
- XV. Déclaration des Ministres de France, de la Grande-Bretagne & des provinces unies des Pays-bas, du 21 mai 1748, pour rectifier les articles I & II des préliminaires. 97
- XVI. Déclaration des Ministres de France, de la Grande-Bretagne & des provinces unies des Pays-bas, du 8 juillet 1748, sur la restitution des places dans les Indes & en Amérique, & sur la cessation des hostilités par mer. 97
- XVII. Traité de paix entre le Roi de France, le Roi de la Grande-Bretagne & les États-Généraux des provinces unies des Pays-bas, conclu à Aix-la-Chapelle le 18 octobre 1748, auquel ont accédé, ainsi qu'aux préliminaires, l'Impératrice Reine de Hongrie, le Roi d'Espagne, le Roi de Sardaigne, la République de Gènes & le Duc de Modène. 98

IV PIÈCES JUSTIFICATIVES

Preuves
de partie.

Des Commis,
Anglois.

PIÈCES JUSTIFICATIVES concernant les limites de L'ACADIE.

SECONDE PARTIE.

Contenant les Pièces produites par les Commissaires de Sa Majesté Britannique, au soutien de leur Mémoire du 11 janvier 1751. 99

- I. Extrait de la concession de la colonie de Virginie, au Chevalier Thomas Gates, &c. par Jacques I. Roi d'Angleterre, du mois d'avril 1606. Pag. 99
- II. Charte de la concession de la nouvelle Ecosse au Chevalier Guillaume Alexandre, par Jacques Ier. Roi d'Angleterre, du 12^e septembre 1621. 105
- III. Charte de la concession des terres, baronnie & domaine de la nouvelle Ecosse, au Chevalier Guillaume Alexandre de Mersstrie, par Charles Ier. Roi d'Angleterre, du 12 juillet 1625. 131
- IV. Extrait concernant ce qui s'est passé dans l'Acadie & le Canada en 1627 & 1628, tiré d'une requête du Chevalier Louis Kirk, enregistré sur un livre appartenant au bureau du Commerce & des Plantations, remis audit bureau en 1696 par M. Blathwaite Secrétaire. 168
- V. Extrait sur le droit de la couronne d'Angleterre à la nouvelle Ecosse, enregistré sur un livre appartenant au bureau du Commerce & des Plantations, remis audit bu-

bureau en 1696 par M. Blatbwaite Secrétaire.

Preuves
Pag. 170 IIde partie.

VI. Premier extrait d'un Mémoire de Guillaume Crowne, E'cuyer, propriétaire en partie de la nouvelle E'cosse; enregistré sur un livre appartenant au bureau du Commerce & des Plantations, remis audit bureau en 1696, par M. Blatbwaite Secrétaire.

Des Com-
missaires An-
glois.

171

VII. Extrait d'un Mémoire sur l'affaire des sieurs Elliot, la Tour, Crowne & Temple, au sujet de la nouvelle E'cosse, enregistré sur un livre appartenant au bureau du Commerce & des Plantations, remis audit bureau en 1696 par M. Blatbwaite Secrétaire.

172

VIII. Second extrait d'un Mémoire du sieur Crowne, adressé au bureau du Commerce & des Plantations, daté du 24 janvier 1697-8.

173

IX. Lettres patentes du Roi, qui confirment le sieur d'Aulnay Charnisay dans le gouvernement & la possession de l'Acadie, du mois de février 1647.

174

X. Lettres patentes du Roi, qui confirment Charles de Saint-Etienne sieur de la Tour, dans le gouvernement & la possession de l'Acadie, du mois de février 1651.

181

XI. Troisième extrait d'un Mémoire du sieur Crowne, concernant la nouvelle E'cosse, & la révolution arrivée dans l'Acadie en 1654.

185

XII. Ordre de Cromwel au Capitaine Leverett, de remettre au Colonel Temple les forts de la nouvelle E'cosse, du 18 septembre 1656.

186

VI PIÈCES JUSTIFICATIVES

- Preuves IIIe. partie. XIII. Acte de cession de l'Acadie au Roi de France, du 17 février 1667-8. Pag. 187
- Des Commissaires Anglois. XIV. Lettre du chevalier Thomas Temple aux Lords du conseil, du 24 novembre 1668. 192
- XV. Réponse du chevalier Thomas Temple, du 18 novembre 1668, à la demande faite de la nouvelle Ecosse, pour le Roi de France, par M. du Bourg. 195
- XVI. Lettre du chevalier Temple au comte d'Arlington, du 25 décembre 1668. 198
- XVII. Lettre du sieur Morillon du Bourg à la compagnie françoise des Indes occidentales, du 9 novembre 1668. 202
- XVIII. Ordre définitif de Charles II Roi d'Angleterre, au chevalier Temple, pour la reddition de l'Acadie, du 6 août 1669. 205
- XIX. Ordre du chevalier Temple au Capitaine Walker, pour rendre l'Acadie au chevalier de Grandfontaine, du 7 juillet 1670. 208
- XX. Acte de la reddition du fort de Pentagoet dans l'Acadie, par le Capitaine Richard Walker, au chevalier de Grandfontaine, du 5 août 1670; avec un détail particulier de l'état dudit fort, & de tout ce qui étoit & restoit dans ledit fort au temps qu'il fut rendu audit chevalier de Grandfontaine. 210
- XXI. Procès verbal de prise de possession & de l'état du fort de Gemisick, par le sieur Joibert de Soulange, au nom du Roi de France, du 27 août 1670. 213
- XXII. Certificat de la reddition de Port-Royal, du 2 septembre 1670. 216
- XXIII.

XXI. Mémoire de l'Ambassadeur de France, Preuves
présenté au Roi d'Angleterre le 16 janvier 1685. 11de. partie.

XXII. Mémoire concernant des vins saisis à 217
Pentagoet, présenté au Roi d'Angleterre Des Commis-
par les Ministres de France, vers 1687. saires An-
glois.

XXIII. Requête de Jean Nelson aux Lords 219
justiciers, concernant le droit des Anglois
sur la nouvelle Ecosse, en 1697. 222

XXIV. Lettre de M. Villebon, Gouverneur
de l'Acadie, à M. Stoughton, Lieutenant
au gouvernement de la baie de Massachusetts,
du 5. septembre 1698. 224

XXV. Copie d'une lettre de M. Vernon, Se-
cretaire d'état, au Lord Lexington, avec
les alternatives proposées par l'Ambassadeur
de France, pour servir de limites dans l'A-
merique entre la France & l'Angleterre,
du 29 avril 1700. 226

Observations du bureau du Commerce & des
Plantations, sur les alternatives précéden-
tes, proposées par l'Ambassadeur de France
pour la détermination des limites en A-
merique entre la France & l'Angleterre.
228

XXVI. Extrait de la représentation faite par
le bureau du Commerce & des Plantations,
à la Reine Anne, en date du 2 juin 1709.
230

XXVII. Promesse du sieur de Subercase de
procurer des passeports aux Officiers An-
glois qui doivent le conduire en France, du
23 octobre 1710. 231

XXVIII. Premières propositions de la France,
du 22 avril 1711. 232

* 4

XXIX.

VIII PIÈCES JUSTIFICATIVES

- Preuves
Ide. partie.
- XXIX. Réponses de la France, du 8 octobre 1711, aux demandes préliminaires de la Grande-Bretagne. 234
- Des Commis-
saires An-
glois.
- XXX. Instruction de la Reine de la Grande-Bretagne à l'Evêque de Bristol, Garde du petit sceau, & au comte de Strafford, ses Plenipotentiaires, pour traiter de la paix générale, du 23 décembre 1711. 243
- XXXI. Mémoire de M. de Saintjean au Marquis de Torci, eu égard à l'Amérique septentrionale, au commerce & à la suspension d'armes, le 24 mai 1712, v. st. 256
- XXXII. Réponse du Roi au Mémoire envoyé de Londres le 5 juin 1712, n. st. à Marly le 10 juin 1712. 260
- XXXIII. Offres de la France, demandes de l'Angleterre, & réponses de la France, du 10 septembre 1712. 267

PIECES JUSTIFICATIVES *concer-* IIIe. partie.
nant les limites de L'ACADIE.

TROISIEME PARTIE.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

Contenant les pièces produites par les
Commissaires de Sa Majesté très-Chre-
tienne pour servir de preuves à leurs
Mémoires des 21 septembre & 16
novembre 1750 & 4 octobre 1751.
Pag. 274

- I. Lettres patentes de Henri VII Roi d'An-
gleterre, du 5 mars 1495-6, pour permet-
tre à Jean Cabot, citoyen de Venise, & à
ses fils, de naviguer sous pavillon d'Angle-
terre. ibid.
- II. Extrait tiré d'une carte de Sébastien Ca-
bot, gravée par Clément Adams. 277
- III. Discours de Sébastien Cabot, sur ses dé-
couvertes, à Galeatius Butrigarius, Legat
du Pape en Espagne. 278
- IV. Commission de François I.^{er} à Jacques
Quartier, pour l'établissement du Canada,
du 17 octobre 1540. 280
- V. Lettres patentes de la Reine E'lisabeth,
du 11 juin 1578, en faveur du chevalier
Humfrey Gilbert, pour former un établisse-
ment en Amérique. 285
- VI. Lettres patentes de la Reine E'lisabeth à
Adrien Gilbert & autres, pour découvrir
le passage du nord-ouest à la Chine, du 6
février 1583. 293
- VII. Lettres patentes de la Reine E'lisabeth,
du

X PIÈCES JUSTIFICATIVES

Preuves
IIIe. partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

du 25 mars 1584, en faveur du chevalier
Walter Raleigh pour l'établissement de nou-
velles Colonies. 301

VIII. Lettres patentes de Lieutenant général
du Canada & autres pays, pour le sieur de
la Roche, du 12 Janvier 1608. 310

IX. Lettres patentes pour le sieur de Monts,
de Lieutenant général à l'Acadie & pays
circonvoisins, du 8 novembre 1608. 317

X. Lettres patentes qui accordent au sieur de
Monts & à ses associés, la traite exclusive
des pelleteries dans l'Acadie & golfe Saint-
Laurent, & des deux côtés du fleuve du
Canada, du 18 décembre 1603. 323

XI. Lettres patentes de Jacques I^{er} du 27
avril 1610, en faveur du comte de Nort-
hampton, & autres y dénommés, pour l'é-
tablissement d'une colonie en Terre-neuve. 326

XII. Commission de Commandant en la nou-
velle France, du 15 octobre 1612, par M.
le Comte de Soissons, Lieutenant général
audit pays, en faveur du sieur de Cham-
plain. 331

XIII. Commission de Commandant en la nou-
velle France du 15 février 1625, par M.
le Duc de Venadour qui en étoit Viceroi,
en faveur du sieur de Champlain. 336

XIV. Déclaration du Roi, du 8 mai 1627,
portant interdiction à tous ses sujets & au-
tres résidant en son royaume, de faire
aucun commerce & trafic en Angleterre. 340

XV. Acte pour l'établissement de la compagnie
des cent associés pour le commerce du Ca-
nada, contenant les articles accordés à la-
di-

- dite compagnie par M. le Cardinal de Richelieu, le 29 avril 1627. 345*
- XVI.** *Lettre de David Kertk au sieur de Champlain, pour le sommer de lui remettre le Canada, du 8^e juillet 1628. 377*
- XVII.** *Réponse du sieur de Champlain à la lettre de David Kertk, qui le sommoit de lui remettre le Canada. 380*
- XVIII.** *Lettre de Louis & Thomas Kertk au sieur de Champlain, pour le sommer de leur remettre la ville de Québec, du 19 juillet 1629. 382*
- XIX.** *Réponse du sieur de Champlain à Louis & Thomas Kertk, pour la capitulation de Québec, du 19 juillet 1629. ibid.*
- XX.** *Capitulation de Québec, articles demandés par les sieurs de Champlain & du Pont, le 19 juillet 1629. 383*
- XXI.** *Concession faite à M. le commandeur de Razilly, de la rivière & baye Sainte-Croix, dans la nouvelle France, du 19 mai 1632. 385*
- XXII.** *Concession de la compagnie de la nouvelle France, à Charles de Saint-Etienne sieur de la Tour, Lieutenant general de l'Acadie, du fort de la Tour dans la rivière Saint-Jean, du 15 janvier 1635. 388*
- XXIII.** *Lettre du Roi Louis XIII, au sieur d'Aulnay Charnisay, Commandant es forts de la Héne, Port-Royal, Pentagoet & côtes des Etchemins en la nouvelle France, pour régler les bornes du commandement entre lui & le sieur de la Tour, du 10 février 1638. 391*
- XXIV.** *Ordre du Roi au sieur d'Aulnay Char-*

XII PIÈCES JUSTIFICATIVES

Preuves
III^e. partie.

Des Com-
missaires
Français.

- Charnisay, de faire arrêter & repasser en France le sieur de la Tour, du 13 fevrier 1641. 393
- XXV. Arrêt par lequel Sa Majesté approuve la délibération de la compagnie de la nouvelle France, & le traité fait en conséquence entre ladite compagnie & le député des habitans de la nouvelle France, du 6 mars 1645. 394
- XXVI. Prolongation de la commission de Gouverneur & Lieutenant général à Québec, accordée par le Roi au sieur Huault de Montmagny, du 6 juin 1645. 397
- XXVII. Provisions en faveur du sieur de Lauson, de la charge de Gouverneur & Lieutenant général du Roi en Canada, du 17 janvier 1651. 399
- XXVIII. Provisions pour le sieur Nicolas Denys, de Gouverneur & Lieutenant général en Canada, renfermant & désignant les bornes & étendue de son gouvernement, du 30 janvier 1654. 401
- XXIX. Capitulation de Port-Royal, du 16 août 1654. 407
- XXX. Traduction informe de la concession faite par Cromwel, aux sieurs Charles de Saint Etienne, qualifié baron d'Escoffe, Crowne & Temple, du 9 août 1656. 414
- XXXI. Lettres patentes de Gouverneur de la nouvelle France, en faveur du Vicomte d'Argenson, du 26 janvier 1657. 422
- XXXII. Arrêt portant défenses à tous habitans de la nouvelle France d'en sortir sans le congé du Gouverneur, du 12 mars 1658. 424
- XXXIII. Concession des isles de la Magdeleine &

- & de Saint-Jean, au sieur Doublet, du 19
 janvier 1663. 427 Breuves III^e. partie.
- XXXIV. Lettres patentes du Roi, qui éta-
 blissent le sieur de Mézy, Gouverneur pour
 trois ans, dans l'étendue du fleuve Saint-
 Laurent dans la nouvelle France, à la place
 du sieur Du-Bois d'Avaugour, rappelé par
 Sa Majesté, du premier mai 1663. 429 Des Commissaires Français.
- XXXV. Association pour l'exploitation de l'isle
 de Saint-Jean, & autres, concédées au
 sieur Doublet, du 1^{er} février 1664. 431
- XXXVI. Édit du Roi, portant établissement
 d'une Compagnie des Indes occidentales,
 pour faire tout le commerce dans les isles
 & terres fermes de l'Amérique, & autres
 pays; aux concessions, pouvoirs, facultés,
 droits, exemptions & privilèges y contenus,
 du 28 mai 1664. 436
- XXXVII. Extrait de la lettre du Comte d'E-
 strades au Roi, du 27 février 1662. 457
- Extrait de la lettre du Roi au Comte d'Estra-
 des, du 4 mars 1662. 461
- Extrait de la lettre du Comte d'Estrades au
 Roi, du 13 mars 1662. ibid.
- Extrait de la lettre du Roi au Comte d'Estra-
 des, du 18 mars 1662. 469
- Extrait de la lettre du Comte d'Estrades au
 Roi, du 27 novembre 1664. ibid.
- Extrait de la lettre du Comte d'Estrades au
 Roi, du 25 décembre 1664. 471
- Extrait de la lettre du Roi au Comte d'Estra-
 des, du 29 août 1665. ibid.
- Extrait de la lettre de M. de Lionne au Com-
 te d'Estrades, du 20 mai 1667. 473
- Extrait de la lettre du Comte d'Estrades au
 Roi, du 9 juin 1667. 474
 Ex-

XIV PIÈCES JUSTIFICATIVES

- Preuves
III^e partie.
Des Commissaires-François.
- Extrait de la lettre du Comte d'Estades à M. de Lionne, du 9 juin 1667. 475
- Extrait de la lettre du Comte d'Estades au Roi, du 6 juin 1667. 476
- XXXVIII. Lettre du Colonel Temple du sieur du Bourg, sur les ordres qui l'empêchent de restituer l'Acadie, du 29 novembre 1668. 477
- XXXIX. Ordre du Roi d'Angleterre au Colonel Thomas Temple, pour restituer l'Acadie à la France, du 8 mars 1669. ibid.
- XL. E'dit du Roi portant révocation de la Compagnie des Indes occidentales, & union au domaine de la Couronne, des terres, isles, pays & droits de ladite Compagnie; avec permission à tous les sujets de Sa Majesté d'y trafiquer, &c. du mois de décembre 1674. 479
- XLI. Concession de la terre de Soulange sur la rivière de Saint-Jean, par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur du Canada, du 12 octobre 1676. 489
- XLII. Concession de la terre de Soulange sur la rivière de Saint-Jean, par M. Duchesneau, Intendant de la Nouvelle France, du 12 octobre 1676. 492
- XLIII. Concession au sieur Foibert de Soulange, du fort de Gemisik, par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur du Canada, du 16 octobre 1676, 495
- XLIV. Concession au sieur Foibert de Soulange, du fort de Gemisik, par M. Duchesneau, Intendant de la Nouvelle France, du 16 octobre 1676. 499
- XLV. Concession de Chignitou ou Beaubassin, au sieur le Neuf de la Vallière, par M. le Com-

- Comte de Frontenac Gouverneur du Canada,
du 24 octobre 1676. 502
- XLVI. Concession de Chignitou ou Beauharnois,
au sieur le Neuf de la Vallière, par M. Du-
chesneau, Intendant de la Nouvelle France,
du 24 octobre 1676. 505
- XLVII. Extrait d'un Mémoire de 1684, sur
l'étendue des terres du Canada, adressé au
Roi par M. de Meules, Intendant de la
Nouvelle France. 508
- XLVIII. Requête des habitans de la côte du
sud du fleuve Saint-Laurent, 1684. 509
- XLIX. Concession des sieurs de la Barre,
Gouverneur du Canada, & de Meules, In-
tendant de la Nouvelle France, au sieur
d'Amours, E'cuyer, sieur des Chauffours,
de la rivière de Richibouctou, du 20 sep-
tembre 1684, avec la confirmation du 24
mai 1689. 513
- L. Concession de M. de la Barre, Gouverneur
du Canada, & de M. de Meules, Inten-
dant de la Nouvelle France, à René d'A-
mours sieur de Chignancourt, des terres à la
rivière de Saint-Jean, près de Medouet,
du 20 septembre 1684. 518
- LI. Mémoires de M. de Meules, Intendant
du Canada, sur la baie de Cbedabouctou,
1686. 523
- LII. Concession à la rivière de Saint-Jean,
du lieu nommé Canibecacliche, &c. à Pier-
re Chesnet, E'cuyer, sieur du Breuil, par
MM. de Denonville & de Champigny,
Gouverneur & Intendant de la Nouvelle
France, du 7 janvier 1689. 524
- LIII. Charte accordée par le Roi Guillaume
& la Reine Marie aux habitans de la
pro:

Preuves
IIIe. partie.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

XVI. PIÈCES JUSTIFICATIVES &c.

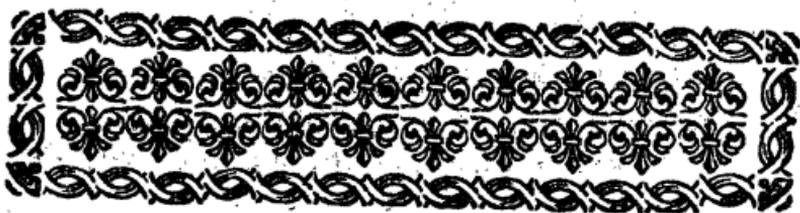
Preuves
III^e. partie. province de la baie de Massachusset en la
Nouvelle Angleterre, le 7 octobre 1691.

Des Commis-
saires Fran-
çois.

LIV. Lettre de M. Nicholson, Commandant
les forces de Sa Majesté Britannique, à M.
de Subercase, Gouverneur de Port-Royal,
pour le sommer de rendre cette Place, du 3
octobre 1710. 527

LV. Manifeste du Général & Commandant
en chef les troupes de Sa Majesté Britanni-
que, en Amérique, tiré de l'histoire de la
Nouvelle France par le P. Charlevoix, tome
II. page 357. 563





MÉMOIRES

SUR LES POSSESSIONS
EN AMÉRIQUE.

PIECES JUSTIFICATIVES
PREMIERE PARTIE.

CONTENANT LES TRAITÉS ET
AUTRES ACTES PUBLICS.

N^o. I. *Traité de paix & de confédération,
entre Louis XIII. Roi de France,
& Charles I. Roi d'Angleterre.
Fait à Suze le 24 avril 1629.*

Tiré du Corps diplomatique tome V, partie II, p. 580.

I.  Les deux Rois demeureront d'accord de renouveler les anciennes alliances entre les deux Couronnes, & les garder inviolablement avec ouverture du commerce sûr & libre; & pour le regard dudit commerce, s'il y a quelque chose à ajoûter ou diminuer, se fera de part & d'autre de gré à gré, ainsi qu'il sera jugé à propos.

II. Et d'autant qu'il seroit difficile de faire les restitutions de part & d'autre, des diverses prises qui ont été faites durant la guerre, les deux Couronnes sont demeurées

Traité &
autres actes
publics.

No. I.
Traité de Su-
ze de 1629.

2 M E' M O I R E S S U R L E S

d'accord qu'il ne s'en fera aucune; & ne s'accordera aucune représaille par mer, ou autre façon quelconque, pour ce qui s'est passé entre les deux Rois & leurs sujets, durant cette dernière guerre.

III. Quant à ce qui regarde les articles & contrats de mariage de la Reine de la grande Bretagne, ils seront confirmés de bonne foi.

IV. Et sur ce qui concerne la maison de la Reine, s'il y a quelque chose à ajouter ou diminuer, se fera de part & d'autre de gré à gré, ainsi qu'il sera jugé plus à propos pour le service de ladite Reine.

V. Toutes les anciennes alliances, tant de l'une que de l'autre Couronne, demeureront en leur vigueur, sans que pour le présent traité il y ait aucune altération.

VI. Les deux Rois, par le présent traité, étant remis en l'affection & intelligence en laquelle ils étoient auparavant, s'employeront respectivement à donner assistance à leurs alliés & amis, selon que la constitution des affaires & l'avantage du bien public le requerront & le pourront permettre; le tout à dessein de procurer un entier repos à la Chrétienté, pour lequel les Ambassadeurs des deux Couronnes seront chargés de propositions & d'ouvertures.

VII. Toutes lesdites choses étant établies & acceptées de côté & d'autre, Ambassadeurs extraordinaires, personnes de qualité, seront envoyés réciproquement avec ratification de ce présent accord; lesquels porteront aussi la dénomination des Ambassadeurs extraordinaires, pour résider en l'une & l'autre Cour, afin de raffermir cette bon-

ne

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 3

ne union, & empêcher toutes les occasions qui la pourront troubler.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

VIII. Et d'autant qu'il y a beaucoup de vaisseaux en mer avec lettres de marque, & pouvoir de combattre les ennemis, qui ne pourront pas si-tôt entendre cette paix, ni recevoir ordre de s'abstenir de toute hostilité, il sera accordé par cet article que tout ce qui se passera dans l'espace de deux mois prochains, après cet accord fait, ne dérogera ni empêchera cette paix, ni la bonne volonté de ces deux Couronnes; à la charge toutefois que ce qui sera pris dans l'espace de deux mois depuis la signature du Traité, sera restitué de part & d'autre.

Sur l'Amérique en général.

IX. Les deux Rois signeront les présens articles le 24 du présent mois d'avril, lesquels seront consignés en même temps, par leur commandement, ès mains des sieurs Ambassadeurs de Venise, George Georgy & Louis Contarin, résidans près leur personne, pour les délivrer réciproquement auxdits deux Rois, à jour préfix, incontinent que chacun d'eux aura sù l'un de l'autre qu'ils ont lesdits articles entre les mains; & du jour de la signature; tous actes d'hostilité, tant par mer que par terre, cesseront, & les proclamations nécessaires à cet effet seront faites le 20^e. jour de mai dans les deux royaumes. Et dedans le premier jour de juin prochain, les deux Rois feront trouver leurs Ambassadeurs, l'un à Calais, & l'autre à Douvre, pour passer en même temps, l'un en Angleterre, & l'autre en France. Fait à Suze, ce vingt-quatrième jour d'avril mil six cens vingt-neuf.

Acte de serment fait par le Roi d'An-
gleterre, pour l'observation du Trai-
té du 24 avril. A Windsor, le 1^{er} sep-
tembre 1629.

NOS Carolus, Dei gratia, magnæ Britan-
niæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei
Defensor, &c. promittimus & juramus in ma-
nus illustrissimi viri de l'Aubespine, marchion-
nis de Château-neuf, hinc presentis, Legati &
Procuratoris serenissimi & potentissimi princi-
pis Ludovici XIII, Francorum & Navarræ
Regis Christianissimi, fratris, affinis & ami-
ci nostri charissimi, & super hæc sacro-sancta
Dei evangelia, quod nos inviolabilem, & sine
fraude, aut dolo malo, observabimus reconci-
liationis Tractatum, conclusum & accordatum
inter nos, & dictum nostrum fratrem charissi-
mum Regem Christianissimum, die 14 mensis
aprilis anni presentis, secundum omnes & sin-
gulos articulos in eodem Tractatu contentos.
Neque consentiemus vel per nos aut subditos
nostros aliquid tentetur seu innovetur, directe
aut indirecte, contra dictam reconciliationem
& pacificationem, vel in præjudicium dicti
Tractatus. In cujus rei testimonium manum
nostram propriam presentibus apposuimus 6 sep-
tembris, anno regni nostri 5, annoque Domini
1629. Corps diplomatique, tom. V, part. II,
pag. 581.

Acte du serment fait par le Roi Très-chré-
tien, pour l'observation du Traité du
24 avril dernier. A Fontainebleau, le
16 septembre 1629.

LE seizième jour de septembre 1629, très-
haut, très-excellent & très-puissant Prin-
ce

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 5

ce Louis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, notre souverain Seigneur, présent & assistant le sieur Thomas Edmont Ambassadeur extraordinaire de très-haut, très-excellent & très-puissant Prince Charles, aussi par la grace de Dieu, Roi de la grande Bretagne, a fait & prêté en l'église du bourg de Fontainebleau le serment de l'observation du Traité de paix, réconciliation & amitié, fait & conclu entre Sa Majesté & ledit sieur Roi de la grande Bretagne, le 24^e. du mois d'avril dernier, duquel serment la teneur ensuit.

Nous Louis, par la grace de Dieu, Roi Très-chrétien de France & de Navarre, jurons & promettons en foi & parole de Roi sur les saints Evangiles, pour ce par nous touchés, en présence du sieur Thomas Edmont Chevalier, Ambassadeur extraordinaire de très-haut, très-excellent & très-puissant Prince Charles, par la même grace de Dieu, Roi de la grande Bretagne, notre très-cher & très-ami bon-frère, beau-frère, cousin & ancien allié, que nous accomplirons & observerons, ferons observer, accomplir pleinement, réellement & de bonne foi, tous & chacuns les points & articles accordés & portés par le Traité de paix, réconciliation & amitié, fait & conclu entre nous, & notredit très-cher & ami bon-frère & beau-frère, nos Royaumes, États, Pays & Sujets, le 24^e. du mois d'avril dernier; lesquels Traités & articles ayant ci-devant approuvés & confirmés, nous approuvons & confirmons de nouveau, & en jurons & promettons devant Dieu, & à mains jointes, l'observation, sans jamais y contrevenir di-

Pièces justificatives.
I^{re}. partie.
Sur l'Amérique en général.

Traités &
autres actes
publics.

No. I.
Traité de Suo
ze de 1629.

rectement ni indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune manière; ainsi Dieu nous soit en aide. En foi & témoignage de quoi nous avons publiquement signé ces présentes de notre propre main, & à icelles fait mettre & apposer notre scel, en l'église du bourg de Fontainebleau, le seizième jour de septembre, l'an de grace mil six cens vingt-neuf, & de notre règne le vingtième.

Ledit acte a été signé Louis; & sur le repli, Par le Roi, Bouthillier, & scellé du grand sceau de cire jaune, sur double queue, baillé audit Ambassadeur séparément d'avec le présent procès verbal.

A laquelle prestation de serment se sont trouvés présens, & ont assisté très-haute, très-excellente & très-puissante Princesse Marie, par la grace de Dieu, Reine de France & de Navarre, douairière, mère du Roi; très-haute, très-excellente & très-puissante Princesse Anne, par la même grace de Dieu, Reine de France & de Navarre, épouse de Sa Majesté; Monseigneur le Comte de Soissons, Pair & Grand Maître de France, Gouverneur & Lieutenant général pour Sa Majesté en Dauphiné; M. le Cardinal de Richelieu, tenant le livre des saints E'vangiles, sur lequel Sa Majesté avoit les mains posées; M. le Cardinal de la Valette, plusieurs Princes, Ducs, Pairs de France, & Officiers de la Couronne; & M. de Marillac, Garde des sceaux de France.

En témoin de quoi, & à la requête dudit sieur Edmont Ambassadeur, & par commandement de Sa Majesté, nous Henri Auguste de Loménie, sieur de la Ville-aux-clercs,
comte

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 7

comte de Montbron; Charles de Beauclerc, Pièces justifi-
 sieur & baron d'Achères; Claude Bouthillier, ficatives.
 sieur du Mesnil & des Caves; Louis Phely-Ire. partie.
 peaux sieur de la Vrillière, Chevaliers, Con-
 seillers & Secrétaires d'état dudit sieur Roi, & *Sur l'Amé-
 rique en géne-
 ral.*
 de ses commandemens, avons signé la pré-
 sente de nos mains, en la manière accoutu-
 mée, les jours & an que dessus. *Signé DE*
 LOMÉNIE, DE BEAUCLERC, BOUTHILLIER &
 PHELYPEAUX.

*N^o. II. TRAITE'. Entre le Roi Louis
 XIII & Charles I^{er}. Roi d'Angleterre,
 pour la restitution de la Nouvelle Fran-
 ce, l'Acadie & Canada, & des navires
 & marchandises pris de part & d'autre.
 Fait à Saint Germain-en-Laye le 29
 mars 1632.*

Tiré du Recueil des Traités par Léonard, tome V.

P R E M I E R E M E N T.

DE la part de Sa Majesté Très-chrétienne,
 suivant le pouvoir qu'Elle en a donné
 aux sieurs du Bullion Conseiller du Roi en
 ses Conseils d'état & privé, de Bouthillier,
 aussi Conseiller du Roi en seldits Conseils &
 Secrétaire de ses commandemens, dont co-
 pie sera insérée à la fin des présentes; il est
 promis & accordé que les sieurs Lumague ou
 Vanelli donneront caution & assurance, au
 nom de sadite Majesté & en leur propre &
 privé nom, présentement après la signature
 & date des présentes, de payer dans l'espa-
 ce de deux mois à compter du jour de ladi-
 te date, au sieur Isaac Wake Chevalier &

Traités &
autres actes
publics.

No. II.
Traité de
Saint Ger-
main-en-Laye
de 1632.

Ambassadeur de la Grande-Bretagne, ou à qui il ordonnera en la ville de Paris, la somme de soixante-quatre mille deux cens quarante-six livres quatre sols trois deniers tournois, pour les marchandises du vaisseau *le Jacques*, & la somme de soixante-neuf mille huit cens quatre-vingt-seize livres neuf sols deux deniers tournois, pour les marchandises du vaisseau *la Bénédiction*, le tout au taux du Roi; & que dans quinze jours lesdits deux navires, *le Jacques* & *la Bénédiction*, étant maintenant au port & havre de Dieppe avec leurs cordages, canons & munitions, agrêts, apparaux & victuailles qui furent trouvés à leur arrivée audit Dieppe, seront restitués au dit sieur Ambassadeur d'Angleterre, ou à qui il ordonnera; & si quelque chose de cela vient à manquer, lui sera payé en argent comptant.

II. Et pour le regard du navire *le Bride* ou *l'E'pousée*, les sommes auxquelles se trouveront monter ce qui a été vendu à Calais, tant des vins & autres marchandises que du corps du navire, canons, munitions, agrêts, apparaux & victuailles d'icelui seront payés, ensemble les sommes auxquelles se trouveront monter le reste de la charge dudit navire trouvée dans icelui lorsqu'il fut pris; lesquelles seront payées sur le pied de la dernière vente faite audit Calais, pour le payement de quoi lesdits sieurs Lumague ou Vanelli passeront caution pour le payer à Paris audit sieur Ambassadeur, ou à qui il ordonnera, dans le terme susdit,

III. De la part de Sa Majesté de la Grande-Bretagne ledit sieur Ambassadeur, en vertu du pouvoir qu'il a, lequel sera inséré en fin des présentes, a promis & promet pour
&

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 9

& au nom de sadite Majesté, de rendre & restituer à Sa Majesté Très-chrétienne tous les lieux occupés en la nouvelle France, l'Acadie & Canada par les sujets de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, iceux faire retirer desdits lieux; & pour cet effet, ledit sieur Ambassadeur délivrera lors de la passation & signature des présentes, aux Commissaires du Roi Très-chrétien, en bonne forme, le pouvoir qu'il a de Sa Majesté de la Grande-Bretagne pour la restitution desdits lieux, ensemble les commandemens de sadite Majesté à tous ceux qui commandent dans le Port-royal, Fort de Québec & Cap-Breton, pour être lesdites places & Forts rendus & remis es mains de ceux qu'il plaira à Sa Majesté Très-chrétienne ordonner, huit jours après que lesdits commandemens auront été notifiés à ceux qui commandent ou commanderont esdits lieux; ledit temps de huit jours leur étant donné pour retirer cependant hors desdits lieux, places & Forts leurs armes, bagages, marchandises, or, argent, ustensiles, & généralement tout ce qui leur appartient; auxquels & à tous ceux qui sont esdits lieux, est donné le terme de trois semaines après lesdits huit jours expirés, pour durant icelles, ou plutôt si faire se peut, rentrer en leurs navires avec leurs armes & munitions, bagages, or, argent, ustensiles, marchandises, pelleteries, & généralement tout ce qui leur appartient, pour de là se retirer en Angleterre, sans séjourner davantage esdits pays.

IV. ET comme il est nécessaire que les Anglois envoient esdits lieux pour reprendre leurs gens & les ramener en Angleterre, il

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

Traité &
autres actes
publics.

No. II.
Traité de
Saint Ger-
main-en-Laye
de 1632.

10 M'EMOIRES SUR LES

est accordé que le Général de Caen payera les frais nécessaires pour l'équipage d'un navire de deux cens ou deux cens cinquante tonneaux de port, que les Anglois enverront esdits lieux, à savoir, du louage du navire d'allée & retour, victuailles de gens, tant de marine pour la conduite du navire, que de ceux qui sont à terre, lesquels on doit ramener, salaire d'iceux, & généralement tout ce qui est nécessaire pour l'équipage d'un navire dudit port pour un tel voyage, selon les usances & coutumes d'Angleterre.

V. Et de plus, que pour les marchandises loyales & marchandes qui pourront rester es mains des Anglois non troquées, qu'il leur donnera satisfaction esdits lieux selon qu'elles auront coûté en Angleterre, avec trente pour cent de profit, en considération des risques de la mer & port d'icelles payé par eux.

VI. PROCE'DANT par les sujets de Sa Majesté de la grande Bretagne à la *restitution* desdites places, elles seront *restituées* au même état qu'elles étoient lors de la prise, sans aucune démolition des choses existantes lors de ladite prise.

VII. LES armes & munitions contenues en la déposition du sieur Champlain, ensemble les marchandises & ustensiles qui furent trouvées à Québec lors de la prise, seront rendues ou en espèce ou en valeur, selon que le porte la déposition dudit sieur Champlain; & fera le contenu en icelle, ensemble tout ce qui est justifié par ladite déposition avoir été trouvé audit lieu lors de la prise, rendu & délaissé audit Fort entre les mains des François; & si quelque chose manque du
nom-

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. II

nombre de chacune espèce, sera satisfait & payé par le sieur Philippe Burlamachi, à qui par Sa Majesté Très-chrétienne sera ordonné; horsmis les coûteaux, castors & provenus des dettes, enlevés par les Anglois, de quoi on a convenu ci-dessous, & satisfaction a été donnée audit Général de Caen pour & au nom de tous ceux qui y pourroient avoir intérêt.

Pièces justificatives.

Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

VIII. DE plus ledit sieur Burlamachi de la part de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, pour & au nom de sadite Majesté, à la requête & commandement dudit sieur Ambassadeur, selon l'ordre qu'il a reçu d'elle & encore en son propre & privé nom, a promis & promet de payer audit Général de Caen, dans deux mois du jour de la signature & date des présentes, pour toutes & chacunes desdites pelleteries & coûteaux, dettes dûes par les Sauvages audit Général de Caen & autres marchandises à lui appartenantes, trouvées dans ledit fort de Québec en l'an 1629, la somme de quatre-vingt-deux mille sept cens livres tournois.

IX. PLUS, lui faire rendre & restituer en Angleterre la barque nommée *l'Hélène*, agrêts, canons, munitions & appartenances, selon le mémoire qui en a été justifié par-devant les Seigneurs du Conseil d'Angleterre.

X. SERONT de plus restituées audit Général de Caen dans l'habitation de Québec, toutes les barriques de galettes, barriques de pois, prunes, raisins, farines, & autres marchandises & victuailles de traite qui étoient dans ladite barque lors de la prise d'icelle en l'an 1629, ensemble les marchandises à lui appartenantes qui ont été déchargées & laissées l'année dernière à Québec en la rivière de

de Saint-Laurent, pays de la nouvelle France.

XI. Et en outre promet ledit sieur Burlamachi, audit nom que dessus, payer ou faire payer dans Paris à qui par Sa Majesté Très-chrétienne sera ordonné, la somme de soixante mille six cens deux livres, tournois dans le dit temps, pour les navires *le Gabriel* de Saint-Gilles, *Sainte-Anne* du Havre de Grâce, *la Trinité* des Sables d'Olonne, *le Saint-Laurent* de Saint-Malo, & *le Cap du Ciel* de Calais, canons, munitions, agrêts, cordages, victuailles & marchandises, & généralement toutes choses comprises ès inventaires & estimations desdits navires; faites par les juges de l'Amirauté en Angleterre; pareillement pour la barque d'avis envoyée par les associés du Capitaine Bontemps, avec les canons, munitions, agrêts, appaux, marchandises & victuailles, la somme que l'on trouvera que ladite barque & marchandises, agrêts, canons & munitions, auront été vendus ou évalués par ordre des juges de l'Amirauté d'Angleterre; & le même pour le vaisseau donné par ledit Bontemps aux Anglois repassés en Angleterre, selon l'évaluation qui en aura été faite comme dessus.

XII. A été accordé que sur les sommes qui doivent être restituées par les Anglois & François, seront déduits les droits d'entrée, ensemble ce qui aura été baillé pour la garde des marchandises & réparation desdits navires; & particulièrement douze cens livres pour ce qui touche les droits d'entrée des marchandises dudit Général de Caen, & douze cens livres qu'il doit payer pour les vivres fournis aux François à leur retour en Angleterre & France en 1629.

XIII. De

Trairés &
autres actes
publics.

No. II.
Traité de
Saint Ger-
main-en-Laye
de 1632.

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 13

XIII. DE plus a été convenu de part & d'autre, que si lors de ladite prise desdits vaisseaux *le Jacques, la Bénédiction, le Gabriel de Saint-Gilles, Sainte-Anne du Havre de Grace, la Trinité des Sables d'Olonne, le Saint-Laurent de Saint-Malo, le Cap d'ural, Ciel de Calais,* a été pris aucune chose contenue ès inventaires, & qui néanmoins n'aura été comprise ès procès verbaux de ventes ou estimations; comme aussi si lors de la prise desdits vaisseaux il a été soustrait & enlevé quelque chose non comprise ès inventaires faits tant en Angleterre qu'en France par les Officiers de la Marine & Officiers de l'Amirauté; il sera loisible aux intéressés desdits navires de se pourvoir par les voies ordinaires de la justice contre ceux qu'ils pourront prouver être coupables de ce délit, pour iceux être contraints par corps à la restitution de ce qui sera prouvé avoir été enlevé par eux, & qu'à ce faire ils seront contraints solidairement, le solvable pour l'insolvable; sans toutefois que lesdits intéressés puissent pour raison de ce, prétendre aucune réparation de leurs griefs par repréailles ou lettres de marque, soit par mer ou par terre.

XIV. POUR l'exécution de ce que dessus, toutes lettres & arrêts nécessaires seront expédiés de part & d'autre, & fournis dans quinze jours.



Traité &
autres actes
publics.

No. III.
Traité de
Westminster
de 1655.

N^o. III. Traité de Paix entre la France & l'Angleterre. *Fait à Westminster, le 3 novembre 1655.*

Tiré du Recueil des Traités par Léonard, *tome V.*
(Le texte Latin de ce Traité étoit joint à cette
Version Française & se trouve imprimée dans
l'Édition originale in 40. qui est tirée du Corps
diplomatique, *tome VI. part. II, page 121.*)

COMME ainsi soit que depuis ces derniers temps l'intelligence & la liberté du commerce eussent été interrompues entre la France & l'Angleterre, & que pour rétablir l'une & l'autre, Louis XIV Roi de France & de Navarre Très-chrétien, eût envoyé en Angleterre le sieur Antoine de Bordeaux, chevalier, seigneur de Neufville, Conseiller de Sa Majesté en ses Conseils d'état, Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, président en son Grand-Conseil, son Ambassadeur, & lui eût donné plein-pouvoir de passer tous traités à cet effet nécessaires; & que le Protecteur de la République d'Angleterre, E'cossé & Irlande, afin d'avancer une œuvre si sainte, eût député des Commissaires pour traiter avec ledit seigneur Ambassadeur: enfin il a été de part & d'autre convenu des articles suivans.

I. IL y aura désormais une ferme paix, amitié, société & alliance entre le Royaume de France & la République d'Angleterre, E'cossé & Irlande, & toutes les terres, pays, villes & lieux qui en dépendent; & les sujets & peuples de l'un & de l'autre E'tat pourront sûrement & librement aller, venir & séjourner dans tous les ports, havres & villes

viles que bon leur semblera, sans qu'il leur soit fait aucun tort ni injure, mais plutôt toute faveur & justice; à quoi les Juges & Officiers des lieux auront ordre de tenir la main.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

II. IL ne sera donné de part ni d'autre, directement ni indirectement, aucun secours ou assistance aux rebelles, ni aux ennemis présentement déclarés, ou ceux qui leur adhéreront à l'avenir: & si l'un ou l'autre vient à faire paix ou trêve avec ses ennemis présentement déclarés, celui qui aura fait ladite paix ou trêve ne donnera contre l'autre aucun secours ou assistance auxdits ennemis, ou à ceux qui leur adhéreront.

III. *Item.* Cesseront à l'avenir de part & d'autre, tant sur mer que sur terre & rivières, tous actes d'hostilité; & toutes les commissions & lettres de marque ou représailles, qui ont été accordées par l'un & l'autre Etat & leurs sujets & peuples ou autres personnes quelconques, contre ledit Royaume ou République, ou aucuns de leurs sujets & peuples, seront révoquées, cassées & annulées; & tout ce qui sera pris quatorze jours après la publication du présent Traité, sous quelque prétexte que ce soit, sera de bonne foi rendu & restitué: que si par les sujets, peuples & habitans de l'un des Etats, il étoit fait quelque prise ou dommage aux sujets, peuples & habitans de l'autre, au préjudice du présent Traité ou contre le droit commun; il ne sera néanmoins accordé aucune lettre de marque ou représailles devant que la justice en ait été demandée; & si elle est ou dilayée ou déniée, elle sera requise & poursuivie par l'Etat, ou Ambassadeurs & Mi-

Traités &
autres actes
publics.

No. III.
*Traité de
Westminster
de 1655.*

Ministres de celui dont les sujets auront souffert le dommage; & en cas qu'ils ne pussent obtenir justice trois mois après ladite réquisition, il sera lors libre d'accorder lesdites lettres de marque ou représailles, lesquelles néanmoins ne s'exécuteront point contre les biens, navires & personnes qui sont dans les ports, rades ou havres, si ce n'est contre ceux qui auront commis le délit.

IV. IL y aura liberté entière de commerce entre ledit royaume de France & ladite République d'Angleterre, leurs sujets & peuples, tant sur terre que sur mer & rivières, dans tous & chacun les pays, juridictions, territoires, provinces, villes, bourgs & villages, & généralement en tous les lieux de l'Europe où le commerce s'est ci-devant exercé: & pourront les sujets de sadite Majesté & ceux de ladite République, sans passeport ni permission générale ou particulière, trafiquer sûrement, aller, venir & séjourner, entrer indifféremment avec leurs vaisseaux chargés ou à vuide, tant par terre que par mer & rivières, dans tous les ports, côtes, rades, détroits & autres lieux; comme aussi porter avec toutes sortes de voitures leurs marchandises, les exposer en vente, en acheter d'autres; se pourvoir dans lesdits lieux de vivres, & autres choses nécessaires pour leur voyage, à prix raisonnable; réparer leurs vaisseaux & voitures, & s'en retourner librement avec leurs marchandises & biens où bon leur semblera, sans aucun empêchement, en payant toutefois les droits & impositions qui seront dûs à l'un ou à l'autre E'tat, & sans préjudice aussi des loix & coûtumes de l'un & de l'autre.

V. *Item.*

V. *Item.* A été convenu & accordé que les peuples & habitans de ladite République d'Angleterre, E'cosse & Irlande, & lieux qui en dépendent, pourront librement transporter & vendre dans tous les ports, villes & villages de France, toutes manufactures de laine & de soie qui se font dans l'étendue de ladite République, sans qu'elles soient sujettes à confiscation ni autre peine quelconque; non-obstant toutes les loix, édits, ordonnances, coûtumes & autres choses à ce contraires; à la charge néanmoins que le règlement porté par le treizième article du Traité de 1606, entre Henri IV. Roi de France & de Navarre, & Jacques Roi de la grande Bretagne, touchant les draps vicieux, sera observé selon sa forme & teneur: comme aussi les sujets de Sa Majesté pourront librement transporter & vendre dans tous les ports, villes & villages de ladite République, toutes sortes de vins françois, & toutes manufactures de laine & de soie qui se font dans le royaume de France ou pays qui en dépendent, sans qu'elles soient sujettes à confiscation ni autres peines quelconques, non-obstant toutes les loix, édits, ordonnances, coûtumes ou autres choses à ce contraires: & tant les sujets de Sa Majesté que ceux de ladite République, seront favorablement traités, & jouiront les uns chez les autres des mêmes privilèges dont jouissent les autres étrangers.

Pièces justificatives
1re. partie.
Sur l'Amérique
que en général.

VI. AFIN que les droits & impositions qui se lèvent en l'un & l'autre E'tat soient notoires, & que les marchands sachent ce qu'ils devront payer, il sera dressé & affiché une pancarte desdits droits & impositions, tant à

Traités &
autres actes
publics.

No. III.
Traité de
Westminster
de 1655.

Rouen & autres villes de France, qu'à Londres & autres villes de la République d'Angleterre, pour y avoir recours au besoin, lorsqu'il arrivera quelque différend sur le sujet desdits droits & impositions.

VII. Et d'autant que quelques villes & lieux de l'un & de l'autre Etat prétendent quelques droits, impositions & privilèges à leur profit particulier & de leurs habitans; il a été convenu que les Magistrats & Officiers desdits lieux auront ordre de tenir la main à ce qu'il ne soit exigé autres droits que ceux qui seront légitimement dûs.

VIII. Et d'autant que dans quelques ports de France & d'Angleterre il a été introduit, par certaines coutumes non autorisées d'aucune loi, de faire payer à chacun pour l'entrée & pour la sortie, un tribut, en France appelé *du Chef*, en Angleterre *Head-Money*; il a été accordé que désormais ce tribut ne s'exigera point, afin que l'entrée & la sortie soient libres à tous, de quelque condition qu'ils soient, sans rien payer pour ce regard, & qu'en iceux & en toute autre chose, les étrangers seront traités comme les naturels du pays.

IX. *Item.* Il a été convenu de part & d'autre, que les marchands François trafiquans en Angleterre, ne seront contraints de donner autre caution de la vente & emplette de leurs marchandises, que leur caution juratoire, ni d'obtenir aucune prolongation ou décharge, ni faire pour ce regard autres frais que ceux auxquels sont sujets les naturels du pays.

X. LES navires François pourront aller librement jusqu'au quai de la ville de Londres,

dres, & autres ports & havres d'Angleterre, E'cosse & Irlande, & lieux qui en dépendent; & y étant, charger & fréter sans qu'il leur soit donné aucun empêchement, ni qu'ils soient obligés de décharger leurs vaisseaux en d'autres: semblablement les navires Anglois pourront aller librement & sans empêchement dans tous les ports de France, & y jouiront des mêmes privilèges & avantages que les navires François auront en Angleterre; & en toutes autres choses, l'égalité & la liberté du commerce seront gardées & observées autant que faire se pourra.

Pièces justificatives
Ite. partie.

Sur l'Amérique en général.

XI. Les navires marchands des sujets & habitans de ladite République, qui iront à Bordeaux ou entreront dans la rivière de Garonne, ne seront contraints de laisser en passant au château de Blaye, leurs canons, pièces d'artillerie, armes & munitions de guerre: ne recevront aussi les sujets de Sa Majesté, de tels empêchemens en aucuns ports de ladite République d'Angleterre, E'cosse & Irlande; ce qui sera pareillement observé en tous les ports de France, en faveur des sujets de ladite République: & généralement les sujets, peuples & habitans de l'une & de l'autre nation jouiront les uns chez les autres, tant dans les tribunaux de la justice ordinaire, que de l'Amirauté, des mêmes privilèges, libertés, franchises & avantages dont jouissent & jouiront en après les peuples & sujets des autres E'tats leurs alliés.

XII. AFIN d'augmenter le commerce entre les sujets & peuples de l'une & de l'autre nation, il a été accordé que les marchands & habitans de ladite République d'Angleterre pourront tester librement, & disposer à leur

Traités &
autres actes
publics.

No. III.
*Traité de
Westminster
de 1655.*

volonté, soit entre vifs ou pour cause de mort, de leurs marchandises, argent monnoyé, dettes & biens meubles qu'ils posséderont ou devront posséder en France au temps de leur mort; & soit qu'ils aient testé ou non, leurs héritiers ou exécuteurs, nommés ou légitimes, jouiront desdits biens suivant les loix d'Angleterre, en quelque lieu de France qu'ils soient décédés, nonobstant le droit d'aubaine, qui n'aura lieu à leur égard: les sujets de Sadite Majesté jouiront aussi du même droit & privilège dans toute l'étendue de ladite République d'Angleterre, pourvû néanmoins que les testamens & prochaines successions, tant des sujets du Roi que de ceux de ladite République, soient légitimement prouvés aux lieux où ils seront décédés, soit en France ou en Angleterre.

XIII. Les habitans des îles de Gersey & de Garnesey jouiront en France des mêmes privilèges & franchises dont jouissent les François esdites îles, en payant de part & d'autre les droits & impositions qu'ils devront.

XIV. Pour prévenir les abus & déprédations qui se commettent sur mer, a été accordé que les capitaines & armateurs devant que de sortir, ou leurs vaisseaux, des ports & havres, donneront par-devant les Officiers de l'Amirauté, ou autres Magistrats des lieux, bonnes & suffisantes cautions (autres toutefois que les intéressés à l'armement) de la double valeur du vaisseau & équipage, qu'ils se comporteront bien en mer & n'entreprendront rien contre les sujets, navires & marchandises de l'un ni de l'autre E'tat, ni ne leur donneront aucun trouble ou empêche-

pêchement ; & à faute par les Officiers de l'Amirauté & autres Magistrats des lieux, de recevoir lesdites cautions bonnes & valables, ils seront tenus de répondre en leur nom, des dommages qui auront été faits.

Pièces justificatives
Ire. partie.
Sur l'Amérique en général.

XV. En attendant qu'on puisse établir quelque chose de certain pour empêcher les désordres qui pourroient arriver sur mer, a été convenu que durant quatre ans, à compter du jour de la ratification du présent Traité, les navires appartenans aux sujets & peuples de part & d'autre, qui trafiqueront sur la mer méditerranée ou du levant, & sur l'Océan, seront libres & rendront leur charge libre, bien qu'il y eût dedans de la marchandise, même des grains & légumes appartenans aux ennemis de l'un ou de l'autre ; sauf & excepté toutefois les marchandises de contrebande, à savoir, poudre, mousquets & toutes sortes d'armes, munitions, chevaux & équipages servant à la guerre : même ne pourront transporter des hommes pour le service des ennemis ; auquel cas, tant les navires que marchandises & équipages, seront de bonne prise : ce qui sera aussi sévèrement exécuté contre ceux qui transporteront des hommes, bleds & vivres dans une place assiégée par l'un ou par l'autre.

XVI. Il sera donné ordre de part & d'autre aux Commandans des flottes ou leurs Lieutenans, & à tous Capitaines de vaisseaux portant les pavillons de l'un ou de l'autre État, ayant commission d'eux ou étant à leur service, de ne point prendre les navires, vaisseaux, biens & marchandises de l'un ou de l'autre, leurs sujets & peuples, & de ne leur donner aucun trouble ni em-

Traité &
autres actes
publics.

No. III.
*Traité de
Westminster
de 1655.*

pêchement, mais plutôt de bien observer le contenu au présent Traité; & ceux qui y contreviendront seront punis corporellement, suivant l'exigence du cas, & répareront s'ils peuvent l'injure qu'ils auront faite; autrement celui desdits Confédérés auquel ils seront sujets, fera donner satisfaction à ceux qui auront souffert le dommage, dans trois mois après qu'il en aura eu connoissance & que ladite satisfaction aura été requise: & les vaisseaux du convoi se rencontrant sur la route des vaisseaux marchands de l'un ou de l'autre, seront tenus de les défendre contre ceux qui les voudroient attaquer, aussi long-temps qu'ils iront ensemble.

XVII. Si les Capitaines des vaisseaux de l'un ou de l'autre E'tat, leur sujets & peuples, font quelque prise sur mer, ils seront tenus dans les vingt-quatre heures après leur entrée au port, de remettre tous les livres de comptes, papiers, congés & charte-parties qu'ils auront trouvés esdits navires pris, par-devant les Juges de l'Amirauté, afin que les intéressés en puissent tirer des copies; & où il n'y aura pas de juge de l'Amirauté, lesdits papiers & connoissemens seront mis ès mains des Officiers des lieux, pour être envoyés clos & scellés aux juges de l'Amirauté: & ne pourront les mariniers & matelots desdits navires pris, en être chassés, ni aucuns biens d'iceux mis à terre, sans préalable ordre du juge de l'Amirauté & inventaire fait en présence des intéressés, auxquels en sera donné copie par ledit juge.

XVIII. LES Capitaines & maîtres des vaisseaux qui auront fait des prises sur mer, ne mettront hors des navires pris, les Capitaines

nés ou maîtres d'iceux, si ce n'est pour les
 ouïr & examiner; auquel effet ils n'en pour-
 ront amener que deux ou trois au plus, qui
 seront ouïs dans l'espace de vingt-quatre
 heures par-devant le Juge de l'Amirauté, ou
 au défaut d'icelui, par-devant les Magistrats
 & Officiers des lieux: après quoi ledi Juge ou
 Magistrat seront tenus de les mettre en liber-
 té pour poursuivre leurs affaires, & ceux qui y
 contreviendront seront punis corporellement.

Pièces justi-
 ficatives
 1^{re}. partie.

Sur l'Améri-
 que en géné-
 ral.

XIX. Les pirates & écumeurs de mer ne
 seront reçus ni retirés dans aucun des ports,
 rades, villes & villages de l'un ni de l'autre
 desdits Confédérés, ni ne sera souffert que
 leurs sujets & peuples leur donnent aucune
 retraite, secours ni vivres: au contraire,
 lesdits pirates, leurs complices & auteurs,
 seront poursuivis, arrêtés & punis sévère-
 ment, pour servir d'exemple aux autres;
 comme aussi les biens, navires & marchan-
 dises qui auront été pris par eux, & ame-
 nés dans les ports de l'un ou de l'autre des
 Confédérés, même celles qui auront été
 vendues si elles sont en nature, ou leur lé-
 gitime valeur, seront rendues & restituées
 aux propriétaires ou à leurs procureurs
 fondés de lettres de procuration, la preu-
 ve légitime de la propriété d'icelles préa-
 lablement faite par-devant les juges de l'A-
 mirauté; auquel effet les biens qui auront
 été repris sur lesdits pirates, seront amenés
 dans les ports de l'un ou de l'autre desdits
 Confédérés, & donnés en garde aux Offi-
 ciers des lieux, qui seront tenus d'en ré-
 pondre en leur propre nom, s'ils ne sont
 rendus sans délai auxdits propriétaires, après
 qu'ils auront fait la preuve de ladite pro-

Traités &
autres actes
publics.

No. III.
*Traité de
Westminster
de 1655.*

priété par-devant les Juges des lieux où ils auront fait charger lesdits biens déprédés ; sauf toutefois auxdits accusés leurs exceptions & défenses à admettre de droit.

XX. IL ne sera permis ni souffert de part ni d'autre, que les navires ou biens qui auront été pris par les rebelles de l'un ou de l'autre, en vertu & sous prétexte de quelque commission que ce puisse être, & amenés dans les ports & havres de l'un ou de l'autre, soient ôtés aux véritables propriétaires, mais plutôt ils leurs seront rendus ou à leurs procureurs, aussi-tôt qu'ils auront fait la preuve de ladite propriété ; & jusqu'à ce que lesdits propriétaires ou leurs procureurs les auront redemandés, les Officiers des lieux où lesdits navires ou biens auront été amenés, les feront sûrement garder & conserver, & empêcheront que rien n'en dépérisse.

XXI. Si la tourmente, fortune de mer, ou crainte de guerre, force les sujets & peuples de l'un ou de l'autre E'tat, d'entrer & jeter l'ancre dans aucuns ports, ils auront toute liberté d'en sortir sans payer aucun droit, ni pour l'entrée ni pour la sortie, pourvû qu'ils n'exposent en vente leurs marchandises, & qu'aussi-tôt après leur arrivée ils en donnent connoissance aux Magistrats & Officiers des lieux où ils aborderont, & qu'ils en repartent après que le danger sera passé.

XXII. LES peuples & habitans de ladite République pourront sûrement & librement naviger & trafiquer dans les royaumes, pays & lieux qui sont en paix, amitié ou neutralité avec elle, & il ne leur sera donné aucun trouble ni empêchement par les navires

ou sujets dudit Roi, encore qu'il y eût inimitié & hostilité entre Sa Majesté & ces royaumes, pays & lieux, ou aucuns d'iceux: le même sera observé de la part de la République envers les sujets & peuples de France, pourvû que ledit trafic ne se fasse en aucun port ou ville assiégée par l'un ou par l'autre des Confédérés, & pourvû que ni l'un ni l'autre, leurs sujets & peuples, ne transportent des marchandises de contrebande dans lesdits royaumes, pays & lieux qui sont en inimitié & hostilité avec l'un ou l'autre; à la charge aussi que l'article XV. touchant les marchandises défendues ou de contrebande, & les villes ou places assiégées, sera observé de part & d'autre.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XXIII. IL sera donné ordre de part & d'autre à ce que bonne & brève justice, suivant les loix & l'équité, soit rendue au peuple de l'un & de l'autre E'tat, dans toutes les causes qui sont à juger ou qui pourront être ci-après intentées; & les jugemens qui ont été rendus à l'avantage des uns ou des autres, ensemble les conventions qui ont été faites, demeureront valables, & les juges seront obligés de tenir la main à l'exécution, sans gréver néanmoins ceux qui feront les poursuites de leurs droits.

XXIV. ET d'autant que depuis l'an 1640, il a été fait plusieurs prises sur mer, & plusieurs dommages ont été soufferts par l'une & l'autre nation, leurs sujets & peuples; il a été convenu qu'immédiatement après la ratification du présent Traité, il sera nommé de part & d'autre trois Commissaires, avec pouvoir suffisant de voir, examiner, estimer & liquider lesdites prises & dommages, &

Traité &
autres actes
publics.

No. III.
Traité de
Westminster
de 1655.

en ordonner & régler le payement, la compensation ou satisfaction, sur les demandes qui seront remises par-devant eux par l'un ou l'autre E'tat, leurs sujets & peuples, dans les temps & terme de trois mois, à compter du jour de la publication du présent Traité: auquel effet, six semaines après ladite publication lesdits Commissaires s'assembleront dans la ville de Londres, & termineront les différends, s'il se peut, dans les cinq mois suivans: que si dans ledit terme de six mois & deux semaines lesdits Commissaires ne sont point d'accord entre eux, les différends qui resteront indécis seront, comme par ces présentes ils sont remis à l'arbitrage de la République de Hambourg, pour être terminés dans quatre mois à compter du jour que le terme donné auxdits Commissaires sera expiré: auxquelles fins ladite République de Hambourg sera, comme par ces présentes elle est priée de vouloir accepter ledit arbitrage, & députer des Commissaires qui donneront leur jugement là-dessus, au lieu qui leur semblera le plus convenable; & tout ce qui sera jugé par lesdits Commissaires ou arbitres obligera l'une & l'autre partie, & sera six mois après exécuté de bonne foi: si néanmoins il arrive que dans ledit temps, tant lesdits Commissaires nommés de part & d'autre, que lesdits arbitres, ne puissent terminer ces différends, il ne sera fait aucun tort à personne, ni les lettres de marque mises à exécution, ni n'en sera accordé de nouvelles pendant quatre mois à compter du jour qu'expireront les quatre donnés à la ville de Hambourg pour terminer ces différends.

XXV. Et sur ce que ledit seigneur Ambassadeur de Sa Majesté Très-chrétienne demandoit la *restitution* de trois forts, à savoir de *Pentagoet, Saint-Jean & Port-royal*, pris depuis peu dans l'Amérique, ensemble des biens qui ont été trouvés dans lesdits forts, & que les sieurs Commissaires de Son Altesse souvenoient au contraire qu'ils ont droit de les retenir; il a été accordé que ce différend sera, comme par ces présentes il est remis aux mêmes Commissaires & arbitres, auxquels les dommages soufferts de part & d'autre depuis l'année 1640, sont remis par la teneur du précédent article, pour être de même jugé & terminé dans ledit temps.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XXVI. EN faveur du commerce, il a été convenu que s'il arrive guerre entre ledit Royaume & ladite République, il sera donné aux marchands dans les villes & bourgs où ils se trouveront, l'espace de six mois après la guerre déclarée, pour vendre & transporter leurs biens & marchandises; & si quelque chose leur étoit enlevée dans ledit temps, ou s'il leur est fait quelque tort par l'un ou l'autre E'tat, leurs sujets & peuples, il leur sera donné entière satisfaction.

XXVII. QUE s'il arrive, tant que cette alliance, amitié & confédération dureront, qu'aucun des sujets ou habitans de l'un ou de l'autre E'tat fasse ou entreprenne quelque chose par terre, mer ou rivière, contre ce qui est contenu au présent Traité; cette alliance, amitié & confédération d'entre les deux nations ne seront pas pourtant interrompues, mais elles demeureront en leur entier, & seulement ceux qui auront contrévenu au présent Traité, & non aucuns autres,

Traité &
autres actes
publics.

No. III.
Traité de
Westminster
de 1655.

autres; seront punis; & il sera fait droit & donné satisfaction à tous ceux qu'il appartiendra, par ceux qui auront fait ou attenté quelque chose tant par terre que par mer & rivières, contre le présent Traité, dans un an après que la justice en aura été requise: que si les infracteurs du Traité ne comparoissent & se représentent en jugement, ni ne donnent satisfaction dans ledit temps, ils seront déclarés ennemis de l'un & de l'autre E'tat, leurs biens & revenus saisis & annotés, pour être vendus & employés au dédommagement de ceux à qui ils auront fait tort; & en outre, s'ils tombent dans la puissance de l'un ou de l'autre, ils seront punis suivant la qualité de leur crime.

XXVIII. *Item.* Il a été convenu, conclu & accordé, que le présent Traité & le contenu en icelui, sera confirmé & ratifié de part & d'autre par lettres patentes scellées du grand sceau, dans quinze jours prochains, ou plus tôt si faire se peut, & les instrumens en seront échangés de part & d'autre dans ledit temps; & sera le présent Traité & alliance, aussi-tôt après l'échange desdits instrumens, publié aux lieux & en la forme accoutumée.

En foi & témoignage de quoi, Nous, Ambassadeur plénipotentiaire de Sa Majesté Très-chrétienne, en vertu de notre pouvoir & commission, avons signé les présentes, & icelles fait sceller du sceau de nos armes. FAIT à Westminster, le mercredi trois novembre, style nouveau, l'an mil six cens cinquante-cinq. DE BORDEAUX, ainsi signé à l'original.

*Article arrêté depuis la signature dudit
Traité, pour y être ajoûté.*

Pièces justi-
ficatives
Ire. partie.

IL a été accordé & conclu de part & d'autre, que les États Généraux des Provinces unies des Pays-bas seront compris & enclos au Traité de paix fait entre la France & l'Angleterre, daté à Westminster le 3^e. jour de novembre, style nouveau, 1655. comme par les présentes ils y sont compris & enclos, avec tous & un chacun les domaines & territoires qui leur appartiennent; comme aussi tous les alliés & confédérés des deux États, qui dans l'espace de trois prochains mois ensuivans la date de ces présentes, desireront être compris audit Traité. En témoignage de quoi, Nous, Ambassadeur de Sa Majesté Très-chrétienne, avons confirmé ces présentes sous notre seing & sceau. FAIT à Westminster, le vingt-troisième jour de novembre, style vieil, mil six cens cinquante-cinq: ledit article ainsi signé. DE BORDEAUX.

Sur l'Amérique
en générale.

N^o. IV. Traité de Paix entre la France & l'Angleterre. *Fait à Breda le*
 $\frac{21}{31}$ juillet 1667.

Tiré du Corps diplomatique, tome VII, partie I,
page 41.

ATOUTS ceux en général, & à chacun en particulier, qui sont intéressés ou qui le pourront être en quelque façon que ce soit, l'on fait à savoir, qu'après que la guerre s'est allumée entre le sérénissime & très-puissant Prince Louis XIV, Roi de France & de Navarre, d'une part; & le sérénissime & très-puissant Prince Charles II, Roi de la Grande-Bre-

Traité &
autres actes
publics.

No. IV.
Traité de
Breda de
1667. entre la
France &
l'Angleterre.

Bretagne, d'autre, à l'occasion de la guerre qui étoit entre lui seigneur Roi de la Grande-Bretagne, & hauts & puissans seigneurs les E'tats Généraux des Provinces unies des Pays-bas, les affaires ont été enfin réduites à ce point par la Bonté divine, que l'on a conçu des pensées de faire la paix; le sérénissime & très-puissant Prince Charles, Roi de Suède, des Goths & Vandales, ayant interposé ses bons & sincères offices de sa médiation, porté d'un amour & affection particulière qu'il a pour les Rois susnommés qui se faisoient la guerre, & pour leurs royaumes, & aussi poussé du zèle qu'il a pour le salut de la chrétienté, & pour y rétablir & conserver le repos & la tranquillité; & que pour parvenir à cette fin, les Parties, d'un mutuel consentement & accord, ont pris & nommé la ville de Breda pour le lieu de l'assemblée des Ambassadeurs & Plénipotentiaires: pour l'avancement de laquelle affaire & négociation, & pour la conduire à la perfection tant souhaitée, les Ambassadeurs extraordinaires de sa sacrée royale Majesté de Suède, le sieur George Flemmingh, libre baron de Liebelits, seigneur de Normaas & de Lydinge, Sénateur de sa sacrée royale Majesté & du royaume de Suède, & Conseiller de la Chancellerie; & le sieur Christophe Delphique, burgrave & comte de Dhona, seigneur héréditaire de Carwinden, Schlovitten, Burgsdorf, Stockenfels & Fischbach, Maréchal de camp dans les affaires de la guerre; & encore le seigneur Pierre-Jules Croyet, seigneur héréditaire de Bengtsboda & Lyngebygardh, Chevalier, Conseiller d'E'tat aulique de sa sacrée royale Majesté & de sa Chan-

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 31

Chancellerie (qui toutefois, peu de temps après son arrivée en ce lieu, a été prévenu de mort inopinée lorsqu'il étoit occupé & qu'il travailloit à un ouvrage si saint) ont employé avec promptitude & sincérité toute leur industrie, adresse & prudence; & pareillement les Rois ci-dessus nommés, tendant à une si bonne fin, ont commis & député, pour traiter l'accommodement & la paix, leurs Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires; à savoir, le Roi Très-chrétien, le sieur Godefroy d'Estrades, Lieutenant général dans les armées de Sa Majesté, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpétuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amérique, Chevalier des Ordres de sa sacrée royale Majesté; & le sieur Honoré Courtin, Conseiller d'Etat de sa sacrée royale Majesté, & Maître des requêtes; & le Roi de la Grande-Bretagne, le sieur Denzel Holles, baron d'Isfield, Conseiller de sa sacrée royale Majesté; & le sieur Henri Coventrye, fils de très-honoré seigneur Thomas Coventrye, vivant, Garde du grand sceau d'Angleterre, Gentilhomme privé de la Chambre de sa sacrée royale Majesté, Sénateur dans le Conseil suprême ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des terres du royaume d'Irlande; lesquels après avoir échangé & communiqué entre eux les lettres de leurs plein-pouvoirs, dont les copies sont insérées de mot à mot à la fin du présent Traité, ont d'un commun accord & consentement, fait le Traité d'amitié & confédération, aux conditions suivantes.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

PREMIEREMENT. IL y aura paix universelle, perpétuelle, vraie & sincère amitié entre le
sé-

Traités &
autres actes
publics.

No. IV.
*Traité de
Brèdu de
1667. entre la
France &
l'Angleterre.*

féreniffime & très-puiffant Prince le Roi Très-chrétien, & le féreniffime & très-puiffant Prince le Roi de la Grande-Bretagne, leurs héritiers & fucceffeurs, & auffi entre leurs royaumes, E'tats & fujets: laquelle paix fera fincèrement & inviolablement gardée & obfervée, en forte que l'un faffe ce qui fera pour l'utilité, honneur & bien de l'autre; & que de part & d'autre l'on vive comme voisins qui ont confiance réciproque, & qu'enfin l'ancienne amitié reprenne force & vigueur.

II. TOUTES les inimitiés, hoftilités, difcordes & guerres entre les fufnommés le Roi Très-chrétien & le Roi de la Grande-Bretagne, cefleront & demeureront abolies; en forte que l'un & l'autre s'abftiendront à l'avenir de fe piller, dépréder, de fe faire tort ou injure, de fe molefter & inquiéter en quelque manière que ce foit, par terre ou par mer, ou dans les rivières, en quelque part du monde que ce puiſſe être, & principalement dans l'étendue & détroit de leurs royaumes, terres, feigneuries & lieux quels qu'ils puiſſent être.

III. SERONT oubliées toutes les offenses, injures & dommages que le fufnommé feigneur Roi Très-chrétien, ſes fujets, ou le fufnommé feigneur Roi de la Grande-Bretagne & ſes fujets auront reçûs & foufferts l'un de l'autre pendant cette guerre, de façon que, pour quelque caufe que ce foit, l'un ou l'autre & leurs fujets, ne ſe feront à l'avenir, ni ne commanderont, ou fouffriront qu'il ſe faffe aucuns actes d'hoſtilité & d'inimitié, & qu'on ſe donne de l'empêchement ou du trouble.

IV. LA navigation & le commerce seront libres entre les sujets des deux seigneurs Rois, comme auparavant durant la paix, & avant la déclaration de la dernière guerre, en sorte que tous puissent librement & sans aucun trouble, aller avec leurs marchandises dans les royaumes de l'un ou de l'autre, leurs provinces, places de commerce, ports & rivières, & y demeurer & négocier.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

V. Les prisonniers de part & d'autre, nul excepté, de quelque dignité ou qualité qu'ils soient, seront sans aucun retardement délivrés, sans payer aucune rançon en argent ou autrement; à la charge qu'ils payeront ce qu'ils pourront devoir légitimement pour leur nourriture ou pour autre chose.

VI. Tous les édits & arrêts que l'une des Parties aura publiés contre la liberté de la navigation ou du commerce, au préjudice de l'autre, à raison de la présente guerre, seront abrogés de part & d'autre.

VII. LE ROI Très-chrétien rendra au Roi de la Grande-Bretagne, ou à ceux qui auront pouvoir & mandement de lui, dûment scellé du grand Sceau d'Angleterre, la partie de l'isle de saint Christophe, que les Anglois possédoient le premier jour de janvier 1665, avant la déclaration de la dernière guerre, & la restitution s'en fera le plus tôt qu'il sera possible, ou au plus tard dans six mois, à compter du jour de la signature du présent Traité; & pour cet effet le susnommé Roi Très-chrétien, incontinent après qu'il l'aura ratifié, donnera ou fera donner au susnommé seigneur Roi de la Grande-Bretagne, ou à ses Officiers qu'il commettra pour cela, tous les actes & mandemens né-

Traité &
autres actes
publics.

No. IV.
*Traité de
Breda de
1667, entre la
France &
l'Angleterre.*

cessaires, expédiés en bonne & dñe forme.

VIII. Si toutefois quelqu'un des sujets dudit seigneur Roi de la Grande-Bretagne, a vendu les biens qu'il possédoit en cette isle, & qu'il ait reçu le prix de la vente, il ne rentrera point en possession en vertu du présent Traité, & ils ne lui seront restitués qu'après qu'il aura réellement & de fait remboursé & rendu l'argent qu'il aura reçu pour le prix.

IX. QUE s'il étoit arrivé (ce qui toutefois n'a point été scû jusqués ici) que les sujets du Roi Très-chrétien eussent été chassés de cette isle saint Christophe par les sujets du ci-dessus nommé Roi de la Grande-Bretagne, avant la signature du présent Traité ou depuis, les choses toutefois seront rétablies au même état qu'elles étoient au commencement de l'année 1665. (c'est-à-dire avant la déclaration de la présente guerre qui se termine) & le Roi de la Grande-Bretagne, à l'instant que la chose sera venue à sa connoissance, mettra sans différer ni retarder, ou commandera que l'on mette entre les mains du Roi Très-chrétien, ou de ses Officiers qui seront par lui commis, tous actes & mandemens expédiés en bonne & dñe forme, nécessaires pour faire exécuter la restitution.

X. LE ci-devant nommé seigneur le Roi de la Grande-Bretagne, restituera aussi & rendra au ci-dessus nommé seigneur le Roi Très-chrétien, ou à ceux qui auront charge & mandement de sa part, scellé en bonne forme du grand Sceau de France, le pays appelé l'Acadie, situé dans l'Amérique septentrionale, dont le Roi Très-chrétien a au-
tre-

trefois joui : & pour exécuter cette restitution, le susnommé Roi de la Grande-Bretagne, incontinent après la ratification de la présente alliance, fournira au susnommé Roi Très-chrétien tous les actes & mandemens expédiés dûement & en bonne forme, nécessaires à cet effet, ou les fera fournir à ceux de ses Ministres & Officiers qui seront par lui délégués.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XI. Si quelques-uns des habitans du pays appelé l'Acadie, préfèrent de se soumettre pour l'avenir à la domination du Roi d'Angleterre, ils auront la liberté d'en sortir pendant l'espace d'un an, à compter du jour que la restitution de ce pays sera faite, & de vendre & aliéner leurs fonds, champs & terres, esclaves, & en général tous leurs biens, meubles & immeubles, ou en disposer autrement à leur discrétion & volonté; & ceux qui auront contracté avec eux, seront tenus & obligés, par l'autorité du sérénissime Roi Très-chrétien, d'accomplir & exécuter leurs pactions & conventions, que s'ils aiment mieux emporter avec eux leur argent comptant, meubles, ustensiles, & emmener leurs esclaves, & généralement tous leurs biens-meubles, ils le pourront faire entièrement sans aucun empêchement ou trouble.

XII. Le Roi Très-chrétien restituera aussi au Roi de la Grande-Bretagne, en la forme ci-dessus déclarée, les isles appelées Antigoa & Montsarat, si elles sont encore à présent entre ses mains: & encore toutes les isles, pays, forteresses & colonies qui peuvent avoir été conquises par les armes du Roi Très-chrétien, devant ou après la

Traités &
autres actes
publics.

No. IV.
*Traité de
Breda de
1667. entre la
France &
l'Angleterre.*

signature du présent Traité, & qui étoient possédées par le Roi de la Grande-Bretagne avant qu'il eût commencé la guerre (qui se termine par ce Traité) contre les E'tats Généraux des Provinces unies des Pays-bas; & réciproquement le Roi de la Grande-Bretagne restituera & rendra au Roi Très-chrétien, en la forme ci-dessus exprimée, toutes les isles, pays, forteresses & colonies, en quelque part du monde qu'elles soient situées, qu'il possédoit avant le premier jour de janvier de l'an 1665. & qui auront pû être prises par les armes du Roi de la Grande-Bretagne, devant ou après le présent Traité signé.

XIII. Si quelques-uns des esclaves qui servoient aux Anglois habitans de la partie de l'isle saint Christophe, qui appartenoit au Roi de la Grande-Bretagne, & aussi des isles d'Antigoa & Montsarat qui ont été prises par les armes du Roi Très-chrétien, veulent retourner une autre fois sous la domination des Anglois (sans toutefois qu'ils y soient forcés ou contraints) il leur sera permis de le faire dans le temps de six mois, à compter du jour que ces isles seront rendues; que si les Anglois, avant que d'en sortir, avoient vendu quelques esclaves, & qu'ils eussent reçu le prix de la vente, ils ne seront point rendus & remis entre leurs mains, si ce n'est en remboursant & rendant le prix qu'ils en auront reçu.

XIV. SEMBLABLEMENT, si quelques-uns des sujets du Roi de la Grande-Bretagne (qui ne sont point de la condition d'esclaves) s'étoient obligés, comme mercenaires, à servir de soldats ou de colons & laboureurs,

ou en quelqu'autre qualité, soit au Roi Très-chrétien, soit à quelqu'un de ses sujets demeurans dans ces isles, moyennant des gages payables par années, ou par mois ou à la journée; telles pactions & conventions d'obligation & de louage cesseront après la restitution des isles, en payant les gages à ceux qui se seroient engagés de la sorte, à proportion de leur peine & travail; & ils auront la liberté de retourner avec ceux de leur nation, & de vivre sous la domination du sérénissime Roi de la Grande-Bretagne.

Pièces justificatives.
Ire. partie.
Sur l'Amérique en général.

XV. Tout ce qui a été conclu & arrêté touchant les isles ci-dessus nommées & les sujets qui les habitent, est aussi entendu pour conclu & arrêté touchant toutes les isles, forteresses, pays, colonies, sujets & esclaves qui y font leur demeure, que le Roi Très-chrétien aura pris & conquis, ou dont il se rendra le maître par ses armes avant ou après que le présent Traité aura été signé, pourvû que le Roi de la Grande-Bretagne en ait été le possesseur avant qu'il commençât la présente guerre (qui finit par le présent Traité) contre les seigneurs les États Généraux des Provinces unies des Pays-bas; & réciproquement le même est entendu au regard des isles, pays, forteresses, colonies, sujets & esclaves qui y demeurent, qui auront été en la possession du Roi Très-chrétien avant le premier janvier 1665. & dont le Roi de la Grande-Bretagne se fera rendu maître, ou se rendra avant ou après la signature du Traité.

XVI. Toutes lettres, tant de représailles que de marque ou contre-marque, qui jusques ici, pour quelque cause & sujet que ce

Traité &
autres actes
publics.

No. IV.
Traité de
Breda de
1667, entre
la France &
& Angleterre.

puisse être, ont été délivrées de part & d'autre, demeurent nulles, cassées & sans effet, & seront tenues pour telles; & à l'avenir nul des deux seigneurs Rois n'en délivrera de semblables contre les sujets de l'autre, si au préalable il n'apparoît manifestement du déni de justice: ce qui ne pourra apparôître & être tenu pour constant & indubitable, si la requête & supplication de celui qui demande telles lettres de représailles n'a été montrée & présentée au Ministre ou Officier qui se trouve sur le lieu de la part du Roi, contre les sujets duquel il en poursuit l'obtention, afin que dans le temps de quatre mois, ou plus tôt, celui-ci puisse informer au contraire, ou faire en sorte que le défendeur satisfasse au demandeur & poursuivant: que si en ce lieu-là il ne se trouve aucun Ministre ou Officier du Roi, contre les sujets duquel on demande des lettres de représailles, l'on n'en donnera point qu'après les quatre mois expirés, à compter du jour que la requête très-humble aura été présentée & montrée au Roi, contre les sujets duquel on les demande, ou à son Conseil privé.

XVII. Et pour retrancher toute matière de contention, procès & débats qui pourroient être mis à cause de la restitution des vaisseaux, marchandises & autres choses qui tiennent nature de meubles, qui après la paix conclue & signée, & avant qu'elle puisse parvenir à la connoissance de ceux qui sont en des pays & côtes de mer très-éloignées, seront prises & enlevées sur l'une des parties par l'autre, & dont elle pourroit faire plainte; tous navires, marchandises & autres biens meubles qui, après la signature

&

& publication du présent Traité, pourront être pris de part & d'autre, demeureront à ceux qui s'en feront saisis dans le temps de douze jours, dans les mers proches & voisines & dans les prochaines mers jusques au cap saint Vincent; & dans l'espace de six semaines au de-là de ce cap, & au de-çà de la ligne équinoctiale ou équateur, tant dans l'océan, mer méditerranée qu'ailleurs; & finalement dans l'espace de six mois au delà des limites de la même ligne par toute la terre, sans aucune exception, ou plus ample distinction de temps & de lieu, & sans que l'on ait égard à aucune restitution ou compensation.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

Sur l'Amérique
que en général.

XVIII. QUE s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que les méfintelligences & inimitiés se renouvellassent entre les deux Rois, & qu'ils en vinssent à une guerre ouverte, les vaisseaux, marchandises & tous les biens-meubles de l'une des Parties, qui se trouveront dans les ports & lieux de la domination de la Partie adverse, ne seront point confisqués ni endommagés: mais on donnera aux sujets de l'un & l'autre des seigneurs Rois ci-dessus nommés, le terme de six mois entiers, pendant lesquels ils pourront, sans qu'il leur soit donné aucun trouble & empêchement, enlever ou transporter où bon leur semblera leurs biens de la nature ci-dessus exprimée, & tous leurs autres effets?

XIX. SERONT compris dans le présent Traité ceux qui avant l'échange des ratifications d'icelui, ou six mois après, seront nommés du commun consentement de l'une & de l'autre des Parties; cependant, comme celles qui traitent ensemble, reconnoissent

Traités &
autres actes
publics.

No. IV.
Traité de
Breda de
1667, entre
la France &
l'Angleterre.

avec gratitude les offices sincères, & le zèle
le continuel du sérénissime Roi de Suède,
qui a par sa médiation, assisté de l'aide di-
vine, avancé cet ouvrage salutaire de la paix,
& l'a conduit à l'issue souhaitée & désirée ;
ainsi pour lui témoigner une pareille affec-
tion, toutes ensemble, d'un commun con-
sentement, ont résolu & arrêté que sa sacrée
& royale Majesté de Suède, ci-dessus nom-
mée, soit comprise dans le présent Traité
de paix, en la meilleure forme qu'il se peut,
avec tous ses royaumes, seigneuries, provin-
ces & tous les droits qui lui appartiennent.

XX. Et pour la conclusion finale du pré-
sent Traité & alliance, les ratifications so-
lemnelles, expédiées en bonne & due for-
me, seront représentées de part & d'autre
en cette ville de Breda, & réciproquement
& de bonne foi échangées dans le terme de
quatre semaines, à compter du jour que le Trai-
té aura été signé, ou plutôt, s'il est possible.

En foi de toutes, & chacune des choses
ci-dessus, & pour leur donner plus de for-
ce & d'autorité, Nous, Ambassadeurs ex-
traordinaires & Plénipotentiaires, conjoint-
ment avec les illustres & excellentissi-
mes Ambassadeurs extraordinaires & média-
teurs, avons souffigné le présent Acte, & y
avons apposé les cachets de nos armes. Fait
à Breda, le trente-un du mois de juillet,
nouveau style, & le vingt-un, style ancien,
l'an mil six cens soixante-sept.

(L. S.) FLEMMINGH.

(L. S.) CH. DELPHIQUE.

(L. S.) D'ESTRADES.

(L. S.) COURTIN.

(L. S.) HOLLES.

(L. S.) HEN. COVENTRYE.

No. V.

No. V. Traité de Paix & d'Alliance, Pièces justificatives
Ire. partie.
Entre Charles II. Roi de la Grande-Bretagne & les Provinces unies des Pays-bas. Fait à Breda le $\frac{21}{2}$ juillet 1667. Sur l'Amérique en général.

Tiré des lettres & mémoires de M. le Comte d'Estrades, tome V, page 407. * Edition de la Haye, 1719,

SOIT notoire à tous & un chacun qu'il appartiendra, ou à qui en quelque manière il pourroit appartenir : comme depuis quelques années en-cà quelques différends sont survenus entre le très-sérénissime & très-puissant Prince & seigneur Charles second du nom, Roi de la Grande-Bretagne, d'une part, & les hauts & puissans seigneurs les États Généraux des Provinces unies des Pays-bas, d'autre part; lesquels sont venus à tel point, que non seulement ils se sont tournés en une guerre ouverte & véhémement, mais aussi que le très-sérénissime & très-puissant Prince & seigneur Louis quatorzième du nom, Roi Très-chrétien de France & de Navarre; & le très-sérénissime & très-puissant Prince & seigneur Frederic III. Roi de Danemark & de Norwege; à cause de leur alliance avec lesdits seigneurs États, se sont mis de la partie; par où il s'est ensuivi une grande effusion de sang chrétien, au grand dommage des uns & des autres : il est arrivé qu'enfin, par la Bonté divine, le très-sérénissime

* On retranche ici le texte latin de ce traité, qui se trouve dans l'édition originale de ce livre; il est tiré du Corps diplomatique tome VII. partie 1. pag. 44.

Traité &
autres actes
publics.

No. V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

renéissime & très-puissant Prince & seigneur Charles Roi de Suède, des Goths & des Vandales, par un effet de l'amitié & affection qu'il porte aux susdits Rois & Seigneurs, & outre ce par un desir de rétablir & de conserver le bien & le repos général de la chrétienté; pour cette cause interposant ses amiables & sincères offices de médiation, ils sont venus à reprendre des sentimens de paix; & pour cette fin la ville de Breda ayant, du consentement unanime des parties, été choisie pour l'assemblée des Ambassadeurs & Plénipotentiaires, afin d'amener la négociation à la fin désirée; sa susdite Majesté le Roi de Suède a nommé pour ses Ambassadeurs extraordinaires le sieur George Flemming Baron de Libelith, seigneur de Nornaas & de Lidinge, Sénateur de Sa Majesté & de son royaume, & Conseiller de la Chancellerie; le sieur Christophe Delphique, Burgrave & Comte de Dhona, seigneur de Carwinden, Schlovitten, Burghsdorf, Stockenfels & Fischbach, Maréchal de camp & Conseiller de guerre de Sa Majesté; & le sieur Pierre-Jules Coyet seigneur de Bengtstoda & de Linngbygardh, Chevalier, Conseiller d'état dans la Chancellerie de Sa Majesté de Suède (qui néanmoins non long-temps après son arrivée audit lieu, pendant qu'il étoit occupé à une œuvre si pieuse, a été enlevé de la terre); lesquels au nom & de la part de sadite Majesté, ont employé toute la diligence, la dextérité, la prudence & la sincérité possibles, & sans jamais se rebuter: & le susdit seigneur Roi de la Grande-Bretagne & lesdits seigneurs E'tats Généraux, butant à un dessein

dessein si louable de parvenir à ladite paix, Pièces justifi-
 ont aussi député leurs Ambassadeurs extraor- ficatives.
 dinaires & Plénipotentiaires, savoir; le sieur ^{1re. patrie.}
 Denzel Holles Baron d'Isfield, &c. Conseil-
 ler de Sa Majesté; & le sieur Henri Coven- <sup>Sur l'Améri-
 que en gé-
 ral.</sup>
 trye, en son vivant Garde du grand sceau
 d'Angleterre, Gentilhomme de la chambre
 de lit de Sa Majesté, Conseiller au grand
 Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Com-
 missaire dans le royaume d'Irlande, d'une
 part; & les sieurs Députés à l'assemblée des
 seigneurs États Généraux de la part des pro-
 vinces de Gueldres, Hollande, Zélande,
 Frise, Groningue & Ommelande; savoir,
 premièrement le sieur Hiérôme de Bever-
 ningk, &c. le sieur Pierre de Hubert seig-
 neur de Rengerskerke, Everswaert, Con-
 seiller, Pensionnaire des seigneurs États de
 Zélande; & le sieur Allard-Pierre Jongstal
 premier Conseiller & Président en la Cour
 de Frise; en vertu des plein-pouvoirs qui
 ont été octroyés le 5 mai dernier & qui ont
 été délivrés en commençant la négociation:
 & aussi depuis, le sieur Adolph-Henri Rip-
 perda seigneur de Beurse & de Heer - Jans-
 dam; & le sieur Ludolphe Tiarda de Sterc-
 kenburg seigneur de Wéede, Surdyck, Nyen-
 clooster; suivant les lettres & pouvoirs po-
 stérieurs du 28 du présent mois de juillet,
 ayant été députés pour une plus solemnelle
 signature dudit Traité, d'autre part: en for-
 te qu'après un convenable échange des plein-
 pouvoirs, dont copies sont insérées mot à
 mot au bas du présent instrument, on a traité
 & convenu de la paix, amitié & confédé-
 ration, en la manière suivante.

I. En premier lieu, que dès cejourd'hui
 il

Traité &
autres actes
publics.

No V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

il y aura une sincère, constante & inviolable amitié, alliance & union, entre le très-sérénissime Roi de la Grande-Bretagne & leurs hautes Puissances les seigneurs E'tats Généraux des Provinces unies des Pays-bas, leurs pays, provinces & villes qui sont sous leur obéissance, sans différence de places & situation, & entre leurs sujets & habitans, de quelque qualité que ce puisse être.

II. *Item.* Que dorénavant cesseront & feront anéanties toutes fortes de désunion, inimitié, discorde & guerre entre ledit seigneur Roi & les susdits seigneurs E'tats Généraux, & leurs habitans & sujets, & que de part & d'autre ils s'abstiendront de toutes fortes de pillages, saccagemens, dommages, injures & troubles, tant par terre que par mer & eaux douces, par-tout, & principalement dans leurs pays réciproques, seigneuries, places, gouvernemens, de quelque condition que ce puisse être.

III. *Item.* Seront oubliées de part & d'autre toutes les offenses, dommages & pertes que ledit seigneur Roi & ses sujets, & lesdits seigneurs E'tats & les leurs ont souffert des deux côtés pendant cette guerre ou ci-devant, en quelque temps que ce soit, pour quelque sujet ou sous quelque prétexte que ce puisse être, & seront effacées de leur souvenir tout de même que si elles n'étoient jamais arrivées: mais afin aussi que la susdite paix, amitié & confédération soit appuyée sur un fondement ferme & inébranlable, & que dès cejourd'hui tout sujet de nouveaux différends & de désunion puisse être retranché, il a de plus été arrêté que chacune des susdites parties tiendra & possédera

dera à l'avenir en tout droit de souveraineté, propriété & possession, tous & tels pays, isles, villes, forts, places & colonies, & autant que chacune, soit pendant cette guerre ou auparavant, en quelque temps que ce soit en a pris & retenu de l'autre, par force & par les armes ou de quelque manière que ce puisse être, & ce, de la manière qu'elles les auront occupées & possédées le 10 de mai dernier, aucunes desdites places [n'étant *] exceptées.

Pièces justificatives.
Ire. partie.
Sur l'Amérique en général.

IV. QUE semblablement tous les vaisseaux avec leurs équipages & marchandises, & tous les biens meubles, qui pendant cette guerre ou auparavant, en quelque temps que ce soit, sont tombés en la puissance de l'une ou l'autre des parties ou de leurs sujets, demeureront sans aucune compensation ou restitution aux occupans; en sorte que chacun demeurera le propriétaire & possesseur à toujours de tout ce qui aura été ainsi occupé, & ce sans aucune controverse de lieux, de temps & de choses.

V. QUE de même toutes les actions & prétentions, quelles qu'elles puissent être, ou qui en quelque manière que ce soit & en vertu de quelque Traité de paix ou d'alliance ci devant fait, & spécialement aussi par le XV^e. article de celui de l'an 1662, auroient été restreintes, définies & réservées, & lesquelles ledit seigneur Roi & lesdits seigneurs États Généraux ou leurs sujets pourroient ou voudroient les uns contre les autres intenter, instituer ou mouvoir, ou

qui

* Ce mot n'est pas dans l'édition du Comte d'Estrades, que nous suivons.

Traité &
autres actes
publics.

No. V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

qui à l'égard de quelques effets & biens se-
roient survenues pendant cette guerre, ou
avant ou après le susdit Traité de 1662 jus-
qu'au jour que commencera la présente con-
fédération, seront oubliées, abrogées &
anéanties, comme ledit seigneur Roi & les-
dits seigneurs États Généraux ont déclaré &
déclarent par ces présentes, pour eux & pour
leurs successeurs, qu'en vertu des présentes
ils y renonceront entièrement & pour tou-
jours, comme de fait ils y renoncent; en
sorte que pour raison d'icelles aucun diffé-
rend ne pourra être mû à l'avenir.

VI. Et au cas que l'une ou l'autre des
parties après le 10^e. jour de mai, vieux sty-
le, exprimé ci dessus dans le troisième arti-
cle, ou après la paix arrêtée, ou après la
signature du présent Traité de confédération,
l'une des parties venoit à prendre à l'autre
ou occuper quelques pays, isles, villes, forts,
colonies ou autres places, elles seront aussitôt,
sans aucune différence de temps ou de
lieu, rendues & remises de bonne foi à cha-
cun au même état auquel elles auront été
trouvées alors, en cas que l'accomplissement
de la paix aura été signifié dans lesdites
contrées.

VII. MAIS pour ci-après prévenir toute
sorte de matière de dissensions & de diffé-
rends qui surviennent quelquefois pour cau-
se de restitution ou de liquidation, touchant
des vaisseaux, marchandises & autres effets
mobilières, que les deux parties ou l'une
d'elles pourroient prétexter avoir été prises
après la paix faite & parfaite, ou avoir oc-
cupé dans des lieux & contrées éloignées,
& ce avant que la paix y ait été sûe; il a
été

été convenu que tels vaisseaux, marchandises & autres effets mobiliers, qui peuvent être auront été occupés après la conclusion & publication du présent instrument de paix, dans le Canal & dans la mer du Nord dans le temps de douze jours, & du Canal en remontant jusqu'au cap Saint-Vincent dans six semaines; & depuis ledit cap jusqu'à la ligne équinoxiale, tant dans l'Océan & la mer méditerranée qu'ailleurs, dans dix semaines; & depuis au delà de ladite ligne par tout le monde dans huit mois, sans aucune exception ou autre différence de temps ou de lieux, & sans avoir égard à restitution ou compensation, seront & demeureront au profit de ceux qui les auront occupés.

Pièces justificatives.
1^{re} partie.

Sur l'Amérique
que en général.

VIII. *Item.* Il est arrêté que sous lesdites renonciations & stipulations seront aussi comprises toutes sortes de lettres de représailles, de marque & contre-marque, comme on les nomme, tant générales que particulières, & autres telles sortes de lettres en vertu desquelles on auroit en après commis quelque hostilité; & que par l'autorité publique de la présente alliance, elles seront de part & d'autre retenues & révoquées: & au cas que nonobstant ce, quelqu'un de l'une des deux Nations après une telle révocation, sous prétexte & en vertu de telles lettres ou commissions (qui après la paix faite sont révoquées) & après le temps limité dans le VII^e article ci-dessus, se trouvât avoir commis quelque nouvelle hostilité, il sera, comme perturbateur du repos public, puni selon le Droit des Gens, outre la restitution entière des effets occupés & l'entière indemnité des dommages soufferts, à quoi il sera obligé nonob-

Traité &
autres actes
publics.

nonobstant toutes clauses contraires qui pourroient être inférées dans lesdites lettres ci-dessus révoquées.

No. V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

IX. ET comme dans les lieux éloignés; comme en Afrique & en Amérique, & principalement en Guinée, quelque protestation, déclaration & semblables écrits peuvent avoir été donnés & publiés au nom des Souverains de part & d'autre, & contraires à la liberté du commerce & de la navigation; il est pareillement convenu que telles protestations, déclarations & autres écrits seront annullés, & réputés à l'avenir pour nuls & de nulle valeur, & que chacune des deux parties, & leurs habitans & sujets jouiront de la même liberté de commerce & de navigation, tant en Afrique qu'en Amérique, dont ils jouissoient ou pouvoient jouir selon le droit au temps de la signature du Traité de 1662.

X. *Item.* Que tous les prisonniers de part & d'autre, de quelque état & condition qu'ils soient, pas un excepté, seront rendus sans rançon & remis en liberté, en payant par eux toutes les dettes par eux contractées pour cause de nourriture ou autres raisons légitimes.

XI. *Item.* Que ledit seigneur Roi & lesdits seigneurs E'tats Généraux demeureront amis confédérés, unis & liés par une amitié particulière, pour défendre les droits & immunités des sujets réciproques, contre qui que ce soit qui voudroit entreprendre de troubler la paix de l'un ou de l'autre E'tat par mer ou par terre, ou qui s'étant retirés sous l'autorité de qui que ce soit, se feront déclarés ennemis ouverts de l'un ou l'autre E'tat.

XII.

XII. *Item.* Que ledit seigneur Roi & lesdits seigneurs États Généraux ne feront, ne traiteront ni n'entreprendront rien l'un contre l'autre, ni les sujets des uns contre les sujets des autres, en quelques lieux, mers, havres, districts, bayes & eaux douces, en quelque occasion que ce soit, & que ni l'un ni l'autre, ni les sujets de part & d'autre, ne donnera ou démontrera aucune aide, conseil ou faveur, ni ne souffrira qu'il soit rien fait, négocié ou entrepris par aucun, qui que ce puisse être, au dommage & défavantage l'un de l'autre ou de leurs sujets réciproques; mais toutes les deux parties contrediront, agiront & empêcheront tous & un chacun demeurant sous l'obéissance de l'une ou de l'autre, d'entreprendre, faire, traiter ou attenter quelque chose contre elles.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XIII. *Item.* Que le susdit seigneur Roi ou la susdite République, ni personne de leurs sujets, habitans ou autres qui se tiennent ou demeurent sous leur juridiction, ne soutiendra ou assistera de conseil ou de faveur les rebelles l'un de l'autre, mais empêcheront expressément qu'à tels rebelles ne soit donné aucune aide ou assistance par aucun de leurs sujets, habitans ou autres demeurant dans leur juridiction, & ce, soit par mer ou par terre, & qu'il ne leur soit fourni troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre ou autres marchandises défendues, ni même aucun argent ou vivres, & seront adjugés à celui ou à ceux contre qui il sera contrevenu en cela, & confisqués à leur profit tous les vaisseaux, armes, munitions de guerre ou autres marchandises défendues, ensemble l'argent & les victuailles à qui que

Traité &
autres actes
publics.

No. V.
Traité de
Breda de
1667. entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

lesdites choses puissent appartenir, ou qui les auront fournies contre la disposition de cet article; & seront ceux, qui de leur sù & volonté auront fait ou entrepris quelque chose de contraire à ce dit article, déclarés ennemis des deux parties, & seront punis aux lieux où le délit aura été commis, comme traîtres à l'E'tat; & sera convenu ci-après de la spécification des marchandises qui seront réputées être de contrebande.

XIV. *Item.* Que ledit seigneur Roi & lesdits seigneurs E'tats Généraux s'assisteront réciproquement, sincèrement & de bonne foi contre les rebelles de l'un & des autres, tant par mer que par terre, & ainsi que besoin sera, de troupes & vaisseaux, de telle quantité & grandeur, & en la manière & aux conditions qu'il sera ci-après convenu, selon que la nécessité & les conjonctures l'exigeront de l'un ou des autres; le tout néanmoins aux dépens & à la charge de celui qui demandera le secours.

XV. *Item.* Que ni le susdit seigneur Roi, ni lesdits seigneurs E'tats Généraux ou leurs sujets, ne recevront celui ou ceux qui sont ou seront déclarés rebelles fugitifs de l'un ou de l'autre, dans leurs seigneuries, pays, provinces, havres, bayes ou contrées, ni ne sera à pas un d'eux, dans leursdites seigneuries, patrie, provinces, pays, havres, bayes ou contrées, accordé, donné ou administré aucune aide, conseil, demeure, soldats, vaisseaux, argent, armes, munitions de guerre ou vivres; ni ne consentiront ni ne permettront, pas une des deux parties, que personne dans leurs seigneuries, patrie, provinces, pays, havres, ba-
yes

yes ou contrées donnent, accordent ou fournissent à de tels rebelles ou fugitifs aucune aide, conseil, demeure, faveur, armes, munitions, soldats, vaisseaux, argent ou vivres, mais l'empêcheront expressément & de fait.

Pièces justificatives
1^{re}. partie.

Sur l'Amérique en général

XVI. Que quand une des parties aura fait savoir & aura déclaré à l'autre par lettres publiques & authentiques, que telle ou telle personne ou personnes ont été & sont leur rebelle ou rebelles, fugitif ou fugitifs, & que lui ou eux les reçoivent dans leurs seigneuries, juridictions, patrie; havres, contrées ou quelqu'une d'icelles, ou qu'ils y demeurent, s'y tiennent cachés ou s'y réfugient; alors celle des parties qui aura reçu de telles lettres ou à qui cela aura été signifié, sera obligée dans le temps de vingt-huit jours consécutivement; à compter du jour que ladite notification aura été faite, d'enjoindre & ordonner audit rebelle ou rebelles, fugitif ou fugitifs, de sortir & se retirer de la juridiction, des pays, provinces, contrées & de chacune d'icelles. & que si quelqu'un desdits ennemis, rebelles ou fugitifs ne viennent à sortir & se retirer dans le temps de quinze jours, à compter du jour que telle injonction ou tel commandement leur aura été fait, ils seront chacun punis de mort & de confiscation de leurs terres & de leurs biens.

XVII. Item. Qu'aucun rebelle du susdit seigneur Roi de la Grande-Bretagne ne pourra être reçu en aucun château, ville, bourgade, havre, contrée ou autre lieu, soit qu'ils soient privilégiés ou non, que quelque personne, de quelque état & dignité qu'il-

Traités &
autres actes
publics.

No. V.
Traité de
Breda de
1667. entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

qu'elle soit, pourroit ou pourra posséder dans la souveraineté ou obéissance des Provinces unies, sous quelque droit ou titre que ce soit; & personne, de quelque état & dignité que ce soit, ne permettra ou contribuera à ce qu'ils y soient reçus ou qu'ils y demeurent: ne permettront ni souffriront non plus lesdits seigneurs États Généraux, que dans les susdits lieux il soit par aucune personne, de quelque état & dignité qu'elle soit, donné auxdits rebelles aucun vaisseau, soldats, argent, vivres ou quelque autre manière d'aide, de conseil ou de faveur, mais l'empêcheront sévèrement & ouvertement & de fait; & en cas que quelque personne ou personnes, de quelque état & dignité qu'elles soient, se tenant ou demeurant sous l'obéissance des Provinces unies, viennent à faire ou commettre quelque chose contre ce qui est convenu ci-dessus, toutes & chacune de ces personnes perdront pour toute leur vie les châteaux, villes, bourgades, terres & autres lieux qu'elles ou l'une d'entre elles auront dans ce temps-là, lesquelles leur seront confisquées, quelque droit & titre qu'ils prétendent y avoir: semblablement aucun rebelle des États Généraux des Provinces unies ne pourra être reçu ou souffert, demeurer ou converser dans les châteaux, villes, havres & autres lieux, ou dans aucun d'iceux, privilégié ou non privilégié, que quelque personne de quelque état & dignité qu'elle soit, posséderoit ou possédera par quelque droit ou titre que ce pourroit être, dans les Royaumes ou Dominations dudit seigneur Roi de la Grande-Bretagne; & le dit seigneur Roi ne permet-

tra, souffrira, ni ne consentira non plus qu'aucune personne, de quelqu'état qu'elle soit, dans les susdits lieux donne ou accorde auxdits rebelles aucun vaisseau, soldats, argent, vivres ou autre manière d'assistance, de conseil ou de faveur, mais l'empêchera & le défendra sévèrement, ouvertement & par effet; & en cas que quelqu'un des sujets dudit seigneur Roi, ou quelqu'un étant sous sa domination, vienne à contrevenir ou attenter en quelque chose à ce présent Traité, chaque personne qui l'aura fait, perdra pareillement pour toute sa vie, & seront sur elle confisqués les châteaux, villes, bourgades, terres & autres lieux qu'elle ou elles ont ou posséderont alors, quelque droit, titre ou prétention qu'elles y aient.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XVIII. *Item.* Que ledit seigneur Roi de la Grande-Bretagne & ses sujets, & tous les habitans de la domination de Sa Majesté; comme aussi les susdites Provinces unies & leurs sujets & habitans, de quelqu'état & condition qu'ils soient, seront obligés de se traiter les uns les autres en toutes choses civilement & amiablement; que, soit par mer ou par terre, ils pourront venir, fréquenter & demeurer librement & sûrement, autant qu'ils voudront, dans les pays, villes, villages murés ou non fermés, fortifiés ou non fortifiés, qui sont de leur domination réciproque dans toute l'Europe, & y acheter, sans nul empêchement, des vivres autant qu'ils en auront besoin, & aussi trafiquer & négocier de toutes sortes de marchandises, ainsi que bon leur semblera, y en apporter ou en faire sortir & emporter,

Traités &
autres actes
publics.

No. V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

ter, en payant seulement les impositions qui y sont mises, sauf néanmoins tous les statuts & les loix de l'une & l'autre domination: & que les sujets & habitans réciproques, en poussant leur commerce dans les pays & domination les uns des autres, ne seront dorénavant obligés de payer de plus grandes charges, impositions, douane & autres droits, que proportionnellement aux autres étrangers qui y commercent.

XIX. *Item.* Que les navires & vaisseaux marchands des Provinces unies, tant de guerre qu'équipés pour repousser les forces de l'ennemi, & autres, lesquels rencontreront dans les mers britanniques quelques vaisseaux de guerre dudit Roi de la Grande-Bretagne, baisseront le pavillon du haut du mât & laisseront tomber la voile de Mars, comme cela s'est pratiqué par le passé.

XX *Item.* Que pour plus grande liberté du commerce & de la navigation, il a été convenu & conclu que ni ledit Roi ni lesdits E'tats Généraux, ne recevront ou ne permettront pas que leurs sujets reçoivent dans leurs havres, villes & places réciproques, les pirates & capres de part & d'autre, ni ne leur permettront d'y demeurer, ni ne leur donneront aide ni vivres, mais feront leurs efforts à ce que lesdits pirates & capres, leurs complices & adhérens, pour terreur aux autres, soient poursuivis, pris & punis suivant leur mérite, & tous les vaisseaux, marchandises & denrées pris par eux en piratant & amenés dans les havres de la domination de l'une ou l'autre des parties, & qui seront encore en nature, encore qu'elles fussent déjà vendues, seront restituées

aux

aux véritables propriétaires d'icelles, ou bien à ceux qui comme ayant charge les réclamont, pourvû que le droit des propriétaires ait apparu aux collèges de l'Amirauté.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

XXI. *Item.* Il ne sera point permis aux sujets dudit Roi, ni aux habitans des royaumes & pays de sa domination, ni aux habitans & sujets des Provinces unies, de commettre aucune hostilité ni violence les uns contre les autres par mer ou par terre, sous quelque prétexte que ce puisse être; comme aussi, par conséquent, ne sera point permis auxdits sujets & habitans, de prendre d'aucun Prince ou État avec lesquels l'un des Confédérés seroit en quelque différend ou guerre ouverte, aucunes lettres patentes (nommées commissions), ou de représailles, & beaucoup moins de causer, en vertu desdites lettres, aucune fâcherie ou aucun dommage à l'un des Confédérés: il ne sera pas non plus permis aux étrangers qui vont en mer avec des lettres de représailles, & qui ne sont pas sujets de l'un ou l'autre des Confédérés, mais qui ont leurs commissions de quelques autres Princes ou États, d'équiper leurs vaisseaux dans les havres de l'un ou l'autre des susdits Confédérés, & d'y vendre les choses qu'ils auront prises, les faire racheter, ou en quelque manière que ce soit, les échanger, soit que ce soient des vaisseaux, marchandises ou quelques autres denrées de quelque nature qu'elles soient: & ne leur sera pas non plus permis d'acheter aucuns vivres que ceux dont ils auront absolument besoin pour venir dans les havres du Prince dont ils ont obtenu les commissions; & si par rencontre quelques sujets

Sur l'Amérique en général.

Traités &
autres actes
publics.

No. V.
*Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.*

de Sa Majesté ou des susdits seigneurs E'tats Généraux, soit par permutation ou échange, ou par quelque autre manière que ce soit, ont eu quelque vaisseau ou marchandise de l'un ou l'autre des sujets, les susdits sujets seront en ce cas obligés de rendre sans aucun délai ledit vaisseau ou lesdites denrées ou marchandises aux propriétaires, & ce sans aucun dédommagement ou restitution de l'argent donné ou promis pour lesdits effets, pourvû qu'ils puissent justifier par-devant le Conseil de Sa Majesté, ou par-devant lesdits seigneurs E'tats Généraux, qu'ils en sont les propriétaires.

XXII. Si ledit seigneur Roi de la Grande-Bretagne, ou lesdits seigneurs E'tats Généraux des Provinces unies des Pays-bas, contractent quelque alliance, amitié, confédération & engagement avec quelqu'un, soit Rois, Républiques, Princes ou E'tats; l'une ou l'autre des parties avec leurs dominations, ou chacune d'elles, y seront comprises en cas qu'elles le veuillent, & s'avertiront l'une l'autre de tels Traités, amitié & confédération.

XXIII. *Item.* S'il arrivoit que durant cette alliance, amitié & société, quelqu'un des sujets ou des habitans de l'une ou l'autre des parties vint à entreprendre quelque chose par mer, par terre ou eaux douces, contre cette alliance, lesdites amitié, alliance & société ne seront pourtant pas pour cela interrompues ni cassées entre les deux Nations, mais demeureront en leur entier & dans leur force & vertu, & seront seulement punis ceux qui y auront contrevenu, & non autres; & sera fait droit & donné satisfac-
tion

tion à ceux qui s'y trouveront intéressés, par ceux qui par terre, par mer ou autres eaux, auront commis quelque chose contre ladite alliance, soit dans quelque partie de l'Europe ou en quelqu'autre lieu dans le détroit de Gibraltar, ou en quelque pays, isles, mers, fleuves, bayes, rivières ou autres lieux en deçà du cap de Bonne-espérance, dans le temps d'un an du jour que l'on aura demandé justice être faite; mais dans le temps de dix-huit mois à l'égard de tous les lieux qui sont au delà du cap de Bonne-espérance: mais si les contrevenans ne comparoissent point & refusent de se soumettre à justice, ou de donner satisfaction dans l'un ou l'autre espace de temps ci-dessus limité, selon la distance des lieux, les susdits contrevenans seront déclarés pour ennemis de part & d'autre, & leurs biens, moyens & tous leurs revenus, seront publiquement vendus pour en tirer l'indemnité & satisfaction convenable du dommage par eux causé; & outre cela seront, s'ils tombent au pouvoir de l'une ou l'autre partie, sujets à la peine qu'ils auront méritée, suivant la nature de leur crime.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XXIV. *Item.* Que tous les sujets dudit seigneur Roi, qui seront sous sa domination, pourront librement & sûrement venir dans les Provinces unies & dans chacune de leurs dominations en Europe, & passer & voyager par eau ou par terre & par toutes leurs places, villes & forteresses qui sont dans le ressort de leur domination dans lesdites Provinces unies ou ailleurs dans l'Europe, & y faire leur négoce soit par eux-mêmes ou par leurs négocians, facteurs ou serviteurs,

Traité &
autres actes
publics.

No. V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

més ou sans armes, (mais armés, non en plus grand nombre que de quarante à la fois) tant avec, que sans marchandises, en quelque lieu qu'ils veuillent aller : jouiront aussi les sujets & habitans des Provinces unies, de la même liberté à l'égard des dominations du susdit seigneur Roi en Europe, à condition que chacun de part & d'autre se comportera pour le commerce & le trafic selon les loix & statuts de l'un & de l'autre E'tat.

XXV. *Item.* Si les vaisseaux marchands des uns ou des autres sujets, poussés par quelque tempête, pirates ou autre nécessité, viennent à entrer dans les havres de la domination de l'une ou de l'autre des parties, ils en pourront ressortir librement & sans empêchement avec leurs vaisseaux & marchandises, sans payer aucun péage ou autres droits, pourvu néanmoins qu'ils ne les déchargent ou ne les vendent point, ni ne les mettent en vente ; & ne seront pas non plus sujets à aucune recherche, pourvu seulement qu'ils ne prennent dans leur bord ni personnes ni marchandises, ou qu'ils ne fassent rien contre les loix, ordonnances ou coutumes des lieux dans les havres desquels ils seront entrés, comme il a été dit.

XXVI. *Item.* Que les marchands, bate-
liers, pilotes ou mariniers, ou leurs vaisseaux, denrées ou marchandises de l'un ne pourront pas être retenus ni arrêtés dans les pays, havres, rades ou fleuves de l'autre, en vertu d'un ordre général ou spécial, soit en guerre ou en vertu de quelqu'autre usage, à moins qu'une nécessité très-urgente ne le demandât ainsi, & qu'on n'en fit un dédommagement convenable ; à condition toute-

toutefois qu'il ne soit pas dérogé par là aux Pièces justificatives
 faïties & arrêts qui, selon le droit & les loix des dominations réciproques, se font justement & avec ordre. 1re. partie.

XXVII. *Item.* Que les marchands de part & d'autre, leurs facteurs & serviteurs, comme aussi les bateliers & autres gens de marine, tant en allant qu'en retournant avec leurs vaisseaux par mer & autres eaux, comme aussi dans les havres de l'un ou de l'autre, ou étant venus à terre pour se défendre eux & leurs marchandises, pourront pour leur défense porter toutes sortes d'armes offensives & défensives, & s'en servir; & étant arrivés dans leurs auberges ou logemens, mettre leurs armes bas & à part; jusqu'à ce qu'ils s'en retournent à leurs vaisseaux pour faire voile.

Sur l'Amérique en général.

XXVIII. *Item.* Que les vaisseaux de guerre & de convoi, rencontrant en mer quelque vaisseau ou vaisseaux marchands appartenans à l'un ou l'autre des sujets ou habitans, & qui tiendront le même cours ou feront le même voyage, les devront convoyer & défendre contre tous & un chacun qui voudroient les attaquer & leur faire violence.

XXIX. *Item.* Si un ou plusieurs vaisseaux appartenans à des sujets ou habitans de l'une ou l'autre partie, ou à des personnes neutres, viennent à être pris dans l'un ou l'autre havre par un tiers qui ne sera point sujet ou habitant de quelqu'une des parties, ceux dans les havres ou domaine de qui lesdits vaisseaux auront été pris, seront tenus avec l'autre partie de contribuer, ou faire en sorte que lesdits vaisseau ou vaisseaux soient

Traités &
autres actes
publics.

No. V.
*Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.*

soient poursuivis & repris, & restitués aux propriétaires d'iceux; mais alors tout se fera aux dépens des propriétaires, ou par ceux qui y auront intérêt.

XXX. *Item.* Que les Douaniers & autres semblables Officiers auront à se régler suivant la teneur des loix du domaine de l'une ou l'autre des parties, & n'exigeront pas de plus grands droits que ceux portés par leur commission & instruction,

XXXI. *Item.* Si les sujets de l'une viennent à recevoir quelque dommage causé par les sujets de l'autre partie, contre les articles de la présente alliance ou le Droit commun, il ne sera néanmoins accordé aucune lettre de repréfailles ou de marque & contre-marque, avant que justice ait été demandée; mais si la justice y étoit refusée ou longtemps différée, alors le susdit seigneur Roi & les susdits seigneurs E'tats Généraux, ou leurs Ministres, dont les sujets & habitans auront reçu le dommage ou tort par ceux ou la justice (comme est dit ci-dessus) sera différée ou refusée, ou par le Magistrat qui est établi pour entendre, poursuivront l'affaire publiquement, afin que le différend soit terminé à l'amiable, ou par les procédures ordinaires du Droit: mais si l'affaire étoit néanmoins encore différée plus longtemps, & que droit ni satisfaction ne fût pas faite dans le temps de trois mois après que la réquisition en aura été faite, lettres de repréfailles, de marque ou de contre-marque pourront alors être accordées.

XXXII. *Item.* Il a été convenu que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que les différends déjà terminés entre ledit seigneur Roi

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 61

Roi & lesdits seigneurs États Généraux, Pièces justifi-
vinissent à se renouveler & à tourner en une catives
guerre ouverte; les vaisseaux, marchandises ^{1^{re} partie.}
& toutes sortes d'effets mobiliers de l'une _____
ou l'autre part, lesquels se trouveront être ^{Sur l'Améri-}
dans les havres & sous la domination de la ^{que en géné-}
partie adverse, ne seront nullement confis-
qués ni endommagés; mais sera aux uns &
aux autres sujets des deux parties accordé le
temps de six mois entiers, pendant lequel
ils transporteront lesdits effets où ils vou-
dront.

XXXIII. *Item.* Que ceux qui recevront des
lettres ou commissions de l'une des parties,
avant de les recevoir, donneront par-de-
vant le Juge bonne & suffisante caution par
personnes non adhérentes ou intéressées, ou
ayant part audit vaisseau, qu'ils ne feront
aucun dommage ni tort aux sujets & habi-
tans l'un de l'autre.

XXXIV. *Item.* Est convenu & accordé
qu'il sera permis aux sujets de part & d'au-
tre d'avoir accès libre en tout temps dans les
havres réciproques, & qu'il leur sera loisi-
ble d'y rester & d'en repartir non seulement
avec leurs marchandises & leurs vaisseaux
fretés, mais aussi avec des vaisseaux de
guerre, soit qu'ils appartiennent audit seig-
neur Roi ou auxdits seigneurs États Géné-
raux, ou à ceux qui en ont reçu commission
spéciale; soit qu'ils y soient entrés par for-
ce, tempête ou péril de la mer, ou pour y
radouber ou calfater leurs vaisseaux, ou y
acheter des vivres; pourvu néanmoins qu'ils
n'excèdent pas le nombre de huit, & qu'ils
y soient entrés volontairement, & qu'ils n'y
demeurent pas plus de temps qu'il ne faut
pour

Traités &
autres actes
publiés.

No. V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

pour y reparer les vaisseaux, y acheter des vivres & les autres choses dont ils auront besoin; & s'il arrivoit qu'un plus grand nombre de vaisseaux y voulussent entrer, ils ne pourront sans en avoir auparavant obtenu la permission de ceux ou celui à qui lesdits havres appartiendront, à moins qu'ils n'y aient été contraints par tempête, violence ou autre nécessité, pour éviter le péril de la mer; ce qui arrivant ainsi, ils feront savoir au Gouverneur ou premier Magistrat du lieu la cause de leur arrivé, & n'y resteront qu'autant que ledit Gouverneur ou premier Magistrat le permettra, & restant dans les dits havres, ils n'entreprendront rien au préjudice dudit lieu.

XXXV. *Item.* Est convenu & arrêté que les deux parties observeront & exécuteront le présent Traité véritablement & constamment, & tout ce qui y est contenu & compris, & feront en sorte qu'il soit observé par les sujets & habitans de part & d'autre.

XXXVI. *Item.* Pour plus grande assurance & fermeté que le susdit Traité de confédération sera exécuté sincèrement & de bonne foi; de la part des seigneurs E'tats Généraux des Provinces unies & de leurs sujets, il a été convenu, comme en effet lesdits seigneurs E'tats Généraux s'engagent & s'obligent par ces présentes, que tous & un chacun de ceux qu'eux ou les E'tats des provinces particulières choisiront, feront & établiront, en quelque temps que ce soit, pour Capitaine général, Gouverneur ou Stadhouder, Maréchal de camp sur les armées de terre, ou pour Amiral sur les flottes, vaisseaux ou forces de mer, seront tenus & obligés de confirmer le présent Traité & les articles d'ice-
lui

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 63

Iui par serment, & promettront saintement de l'observer religieusement, & autant qu'eux fera, le feront observer en ce qui les regardera, & auront soin qu'il soit observé & exécuté par les autres.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XXXVII. Dans ce présent Traité de paix seront compris ceux qui avant la ratification qui en sera faite, ou dans six mois après, seront nommés d'un consentement unanime; & comme cependant les parties contractantes reconnoissent avec gratitude les offices sincères & la diligence infatigable par lesquels le très-sérénissime Roi de Suède a par son entremise & médiation, avec l'aide & grâce de Dieu, amené ce salutaire ouvrage à la fin souhaitée; lesdites parties contractantes, pour témoignage de leur inclination réciproque, & d'un commun consentement ont arrêté & sont convenues que sadite Majesté Suédoise, avec tous ses royaumes, seigneuries, provinces & droits, sera comprise dans ce Traité & dans ce présent Instrument de paix en la meilleure manière.

XXXVIII. *Item.* Il a été convenu, résolu & arrêté que le présent Traité & tout ce qui y est contenu, sera par ledit seigneur Roi de la Grande-Bretagne & par lesdits seigneurs États Généraux des Provinces unies des Paysbas, approuvé & ratifié par leurs lettres patentes respectives, & confirmé du grand sceau en la plus convenable & authentique forme, & les Instrumens échangés de part & d'autre dans le temps de quatre semaines prochainement venantes, ou plus tôt si faire se peut; & sera ledit Traité & alliance, après l'échange des Instrumens, publié dans les lieux & en la manière accoutumée. Et pour plus grande

Traités &
autres actes
publics

No. V.
Traité de
Breda de
1667, entre
l'Angleterre
& la Hollan-
de.

grande sûreté de tout ce que dessus, Nous
lesdits Ambassadeurs & Plénipotentiaires de
Sa Majesté de la Grande-Bretagne, avons,
avec les Ambassadeurs extraordinaires & Mé-
diateurs, signé le présent Instrument de paix,
& icelui confirmé de notre sceau. FAIT à
Breda, le trente-un juillet mil six cens soixan-
te-sept; & est signé

(L. S.) GEORGE FLEMMINGH.

(L. S.) CHRISTOPHE DELPHIQUE-
IN DHONA.

(L. S.) HOLLES.

(L. S.) HENRY COVENTRYE.

ARTICLES SE'PARE'S.

EN cas que quelques tapis, tapisseries,
tableaux ou quelques autres meubles,
joyaux, bagues, pierreries ou quelques au-
tres effets mobiliers appartenans au Roi
de la Grande Bretagne, se trouvaient pré-
sentement ou ci-après chez lesdits E'tats Gé-
néraux ou quelqu'un de leurs sujets, les sus-
dits seigneurs E'tats promettent de ne pro-
téger en aucune manière les possesseurs de
quelques effets mobiliers appartenans au-
dit seigneur Roi; lesquels effets leur seront
ôtés, de telle manière que l'on ne fasse
point de tort ni d'injustice à ceux qui s'y
trouveront lésés, mais qu'ils puissent leur
être rendus; & promettent les susdits seigneurs
E'tats de faire en sorte, autant qu'il leur
sera possible, qu'il soit procéder sommaire-
ment en cette affaire, sans s'astreindre aux
formes & manières de procéder qui se prati-
quent dans les Cours de Justice, & que droit
soit fait de manière que, autant qu'il se pour-
ra, Sa Majesté en soit contente.

Item.

Item. Que si quelques personnes se trouvent coupables de l'abominable meurtre commis en la personne de feu le Roi Charles Ire. d'heureuse mémoire, & qu'elles se trouvent légitimement accusées, convaincues ou sententiées, & qu'elles soient trouvées sous la domination desdits seigneurs États Généraux; que dès que lesdits États ou quelques-uns de leurs Officiers en auront eu connoissance ou qu'on les leur aura dénoncées, elles seront appréhendées, mises en prison & envoyées liées en Angleterre, ou livrées ès mains de celui qui sera pour ce commis par Sa Majesté Britannique, pour les garder & les faire retourner en Angleterre. Pour plus grande confirmation de tout, & que les présens articles séparés sont de mot à mot du même contenu que celui qui a été conclu à Whitehal le 4^e septembre, vieux style, & 14^e, style nouveau, l'an 1662, & qu'il doit en toute vigueur être aussi bien observé que tous ceux qui sont contenus dans le Traité principal; Nous, Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires de sadite Majesté le Roi d'Angleterre, l'avons signé, & à icelui appliqué notre sceau. FAIT à Breda, le trente-un juillet mil six cens soixante-sept; & est signé.

(L. S.) GEORGE FLEMMINGH.

(L. S.) CHRISTOPHE DELPHIQUE.
IN DHONA.

(L. S.) HOLLES.

(L. S.) HENRY COVENTRYE.



Traités &
autres actes
publics.

No. VI.
Traité de
Nimègue en-
tre la France
& la Hol-
lande. 1678.

N^o. VI. TRAITE' DE PAIX *Entre Louis XIV Roi de France, & les Etats Généraux des Provinces unies des Pays-bas. Fait à Nimègue, le 10 août 1678.*

Tiré du Corps diplomatique, tome VII, partie I, page 350.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; salut. Comme notre très-cher & bien amé cousin le sieur comte d'Estades, Maréchal de France, & Chevalier de nos Ordres: notre bien amé & féal le sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en notre Conseil d'Etat; & notre bien amé & féal le sieur de Mesmes, Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires, en vertu des plein-pouvoirs que nous leur en avions donnés, auroient conclu, arrêté & signé le dixième de ce mois, en la ville de Nimègue, avec le sieur Hiérôme de Beverningk, seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, ci-devant Conseiller & Trésorier Général des Provinces unies des Pays bas; le sieur Guillaume de Nassau seigneur d'Odyck, Cortgène & premier noble, & représentant la noblesse dans les Etats & au Conseil de Zélande; & le sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires de nos très-chers & grands amis les Etats Généraux des Provinces unies des Pays-bas, pareillement munis de plein-pouvoirs, le

Trai-

Traité de paix dont la teneur s'ensuit.

Pièces justifi-
catives.
Ire. partie.

Au nom de Dieu le créateur; A tous pré-
sens & à venir, soit notoire. Comme pen-
dant le cours de la guerre qui s'est émue de-
puis quelques années entre le très-haut, très-
excellent & très-puissant Prince Louis XIV.
par la grace de Dieu Roi Très-chrétien de
France & de Navarre, & les seigneurs E'-
tats Généraux des Provinces unies, Sa Ma-
jesté auroit toujours conservé un sincère de-
sir de rendre auxdits seigneurs E'tats sa pre-
mière amitié; & eux, tous les sentimens de
respect pour Sa Majesté, & de reconnoissan-
ce pour les obligations & les avantages con-
sidérables qu'ils ont reçûs d'Elle & des Rois
ses prédécesseurs, il est enfin arrivé que ces
bonnes dispositions, secondées des puissans
offices de très-haut, très-excellent & très-
puissant Prince le Roi de la Grande-Breta-
gne, qui durant ces temps fâcheux, quand
presque toute la Chrétienté s'est trouvée en
armes, n'a cessé de contribuer par ses con-
seils & bons avertissemens au salut & au re-
pos public, auroient porté Sa Majesté Très-
chrétienne & lesdits seigneurs E'tats Géné-
raux, comme aussi tous les autres Princes &
Potentats qui se sont intéressés dans cette
guerre, à consentir que la ville de Nimé-
gue fût choisie pour y traiter de paix; &
pour y parvenir, Sa Majesté Très-chrétien-
ne auroit nommé pour ses Ambassadeurs ex-
traordinaires & Plénipotentiaires le sieur
Comte d'Estrades, Maréchal de France &
Chevalier de ses Ordres; le sieur Colbert
Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller
ordinaire en son Conseil d'E'tat; & le sieur
de Mesmes Chevalier, Comte d'Avaux, aussi

Sur l'Amé-
rique en géné-
ral.

Traité &
autres actes
publics.

No. VI.
*Traité de
Nimègue en-
tre la France
& la Hollan-
de. 1678.*

Conseiller en ses Conseils; & lesdits seigneurs E'tats Généraux, le sieur Hiérôme de Beverningk, seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, ci devant Conseiller & Trésorier Général des Provinces unies; le sieur Guillaume de Nassau seigneur d'Odyck, Cortgène & Premier Noble, & représentant la noblesse dans les E'tats & au Conseil de Zélande; & le sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, députés en leurs assemblées de la part des E'tats de Hollande, Zélande, &c. lesquels Ambassadeurs extraordinaires & Plénipotentiaires dûment instruits des bonnes intentions de leurs Maîtres, se seroient rendus en ladite ville de Nimègue, où après une réciproque communication des plein-pouvoirs, dont à la fin de ce Traité les copies sont insérées de mot à mot, seroient convenus des conditions de paix & d'amitié, en la teneur qui s'ensuit.

I. IL y aura à l'avenir entre Sa Majesté Très-chrétienne & ses successeurs Rois de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part: & les seigneurs E'tats Généraux des Provinccs unies des Pays-bas, d'autre, une paix bonne, ferme, fidèle & inviolable, & cesseront ensuite, & seront délaissés tous actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient, entre ledit seigneur Roi & lesdits seigneurs E'tats Généraux, tant par mer & autres eaux, que par terre, en tous leurs Royaumes, pays, terres, provinces & seigneuries, & pour tous leurs sujets & habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des lieux ou des personnes.

II. Et si quelques prises se font de part ou d'autre dans la mer Baltique ou celle
du

du nord, depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de Saint-Vincent, dans l'espace de six semaines; & de-là dans la mer Méditerranée, & jusqu'à la Ligne, dans l'espace de dix semaines; & au-delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du monde, dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la publication de la paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après les termes préfix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

III. Il y aura de plus entre ledit seigneur Roi & lesdits seigneurs États Généraux, & leurs sujets & habitans réciproquement, une sincère, ferme & perpétuelle amitié, & bonne correspondance, tant par mer que par terre, en tout & par-tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites guerres.

IV. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant Sa Majesté que les seigneurs États Généraux, procureront & avanceront fidèlement le bien & la prospérité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tout temps; & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou négociations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront, & en donneront les avis réciproquement avec soin & sincérité, aussitôt qu'ils en auront connoissance.

Traité &
autres actes
publics.

No. VI.
*Traité de
Nimègue en-
tre la France
& la Hollan-
de. 1678.*

V. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite guerre, leurs héritiers ou ayant cause, de quelle condition ou religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du présent Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la justice, nonobstant toutes incorporations au fisc, engagements, dons en faits, sentences préparatoires ou définitives, donnés par défaut & contumace en l'absence de Parties & icelles non ouïes, Traités, accords & transactions, quelques renonciations qui aient été mises esdites transactions pour exclurre de partie desdits biens, ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns biens & droits, qui, conformément au présent Traité, seront restitués ou doivent être restitués réciproquement aux premiers propriétaires, leurs hoirs ou ayans cause, pourront être vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impêtrer pour ce, consentement particulier; & ensuite les propriétaires des rentes, qui de la part des fisco, seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions étant à la charge des fisco respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelle par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VI. Et comme le Marquisat de Berg-op zoom, avec tous les droits & revenus qui en dépendent, & généralement toutes les terres & biens appartenant à M. le Comte d'Auvergne, Colonel Général de la Cavalerie légère de France, & qui sont sous le pouvoir desdits seigneurs États Généraux des
Pro-

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 71

Provinces unies, ont été saisis & confisqués à l'occasion de la guerre, à laquelle le pré-sent Traité doit mettre une heureuse fin; il a été accordé que ledit sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit marquisat de Berg op-zoom, ses appartenances & dépendances; comme aussi dans ses droits, actions, privilèges, usances & prérogatives, dont il jouissoit lors de la déclaration de la guerre.

Pièces justificatives.
1^{re}. partie.

Sur l'Amérique en général.

VII. CHACUN demeurera saisi & jouira effectivement des pays, villes & places, terres, isles & seigneuries, tant au dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & possède à présent, sans être troublé ni inquiété directement ni indirectement de quelque façon que ce soit.

VIII. MAIS Sa Majesté Très-chrétienne voulant rendre aux seigneurs États Généraux sa première amitié & leur en donner une preuve particulière dans cette occasion, les remettra immédiatement après l'échange des ratifications dans la possession de la ville de Maestricht, avec le comté de Vroon-hof, & les comtés & pays de Fauquemont, Dialhem & Rolleduc d'Outremeuse, avec les villages de Rédemption, Banc de Saint-Servais & tout ce qui dépend de ladite ville.

IX. LESDITS seigneurs États Généraux promettent, que toutes choses qui concernent l'exercice de la Religion Catholique Romaine, & la jouissance des biens de ceux qui en font profession, seront rétablies & maintenues sans aucune exception dans ladite ville de Maestricht & ses dépendances, en l'état & comme elles étoient réglées par sa capitulation de 1632, & que ceux qui auront

Traité & autres act. s publics.

No. VI.
Traité de
Nimègue en-
tre la France
& la Hollan-
de. 1678.

été pourvûs de quelques biens Ecclésiastiques, canonicats, personats, prévôtés & autres bénéfices, y demeureront établis & en jouiront sans aucune contradiction.

X. SA MAJESTE' rendant auxdits seigneurs E'tats Généraux la ville de Maestricht & pays en dépendans, en pourra faire retirer & emporter toute l'artillerie, poudres, boulets, vivres & autres munitions de guerre qui s'y trouveront au temps de la remise ou restitution d'icelle; & ceux qu'Elle aura commis à cet effet se serviront, si bon leur semble, pendant deux mois des charriots & bateaux du pays, auront le passage libre, tant par eau que par terre, pour la retraite desdites munitions; & leur sera donné par les Gouverneurs, Commandans, Officiers ou Magistrats de ladite ville, toutes les facilités qui dépendent d'eux pour la voiture & conduite desdites artillerie & munitions: pourront aussi les Officiers, soldats, gens de guerre & autres qui sortiront de ladite place, en tirer & emporter les biens meubles à eux appartenans; sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des habitans de ladite ville de Maestricht & des environs, ni endommager leurs maisons, ou emporter aucune chose appartenant auxdits habitans.

XI. Tous prisonniers de guerre seront délivrés de part & d'autre sans distinction ou réserve, & sans payer aucune rançon.

XII. LA levée des contributions demandées par l'Intendant de la ville de Maestricht aux pays qui y sont soumis, sera continuée pour tout ce qui restera à écheoir jusqu'à la ratification du présent Traité, & les arrérages qui resteront, seront payés dans l'espace

space de trois mois après le terme susdit, Pièces justificatives. Ite. partie.
 dans des termes convenables, & moyennant
 caution valable & resseante dans une des villes
 de la domination de Sa Majesté.

XIII. LES seigneurs E'tats Généraux ont Sur l'Amérique en général.
 promis & promettent non seulement de de-
 meurer dans une exacte neutralité, sans pou-
 voir assister directement ni indirectement les
 ennemis de la France & de ses alliés, mais
 aussi de garantir toutes les obligations dans
 lesquelles l'Espagne entrera par le Traité qui
 interviendra entre leurs Majestés Très-chré-
 tienne & Catholique, & principalement celle
 par laquelle ledit seigneur Roi Catholique sera
 tenu de garder cette même neutralité.

XIV. Si par inadvertance ou autrement il
 survenoit quelqu'inobservation ou inconvé-
 nient au présent Traité, de la part de ladite
 Majesté ou desdits seigneurs E'tats Généraux
 & leurs successeurs, cette paix & alliance ne
 laissera pas de subsister en toute sa force, sans
 que pour cela on en vienne à la rupture de
 l'amitié & de la bonne correspondance; mais
 on réparera promptement lesdites contraven-
 tions; & si elles procèdent de la faute de quel-
 ques particuliers sujets, ils en seront seuls pu-
 nis & châtiés.

XV. Et pour mieux assurer à l'avenir le
 commerce & l'amitié entre les sujets dudit
 seigneur Roi & ceux desdits seigneurs E'tats
 Généraux des provinces unies des Pays-bas,
 il a été accordé & convenu qu'arrivant ci-
 après quelqu'interruption d'amitié, ou rupture
 entre la Couronne de France & lesdits sei-
 gneurs E'tats des provinces unies (ce qu'à
 Dieu ne plaise), il sera toujours donné six
 mois de temps après ladite rupture aux su-
 jets

Traités & autres actes publics.

No VI.
Traité de Nimègue entre la France & la Hollande. 1678.

jets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera; ce qui leur sera permis de faire: comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni procéder pendant ledit temps de six mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leur personne

XVI. TOUCHANT les prétentions & intérêts qui concernent M. le Prince d'Orange, dont il a été traité & convenu séparément par acte signé cejourd'hui, ledit E'crit & tout le contenu d'icelui sortira son effet, & sera confirmé, accompli & exécuté selon sa forme & teneur, ni plus ni moins que si tous lesdits points en général, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot à mot insérés en ce présent Traité.

XVII. Et comme Sa Majesté & les seigneurs E'tats Généraux reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande-Bretagne a contribués incessamment par ses conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a été convenu de part & d'autre que sadite Majesté Britannique, avec ses royaumes, soit comprise nommément dans le présent Traité, de la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. EN ce présent Traité de paix & d'alliance seront compris, de la part dudit seigneur Roi Très-chrétien, le Roi de Suède, le Duc de Holstein, l'E'vêque de Strasbourg & le Prince Guillaume de Furstemberg, comme intéressés dans la présente guerre: en outre seront compris, si compris y veulent être, le Prince & la Couronne de Portugal, le

le Duc & Seigneurie de Venise, le Duc de Savoie, les treize Cantons des ligues Suisses & leurs alliés, l'Électeur de Bavière, le Duc Jean-Frédéric de Brunswik-Hanover, & tous Rois, Potentats, Princes & États, villes & personnes particulières à qui Sa Majesté Très-chrétienne, sur la réquisition qu'ils lui en feront, accordera de sa part d'être compris dans ce Traité.

Pièces justificatives.
1re. partie.
Sur l'Amérique en général.

XIX. Et de la part des seigneurs États Généraux, le Roi d'Espagne, & tous leurs autres alliés qui dans le temps de six semaines, à compter depuis l'échange des ratifications, se déclareront d'accepter la paix; comme aussi les treize louables Cantons des ligues Suisses, & leurs alliés & confédérés, la ville d'Embsen, & de plus tous Rois, Princes & États, villes & personnes particulières à qui les seigneurs États Généraux, sur la réquisition qui leur en sera faite, accorderont de leur part d'y être compris.

XX. LEDIT seigneur Roi & lesdits seigneurs États Généraux consentent que le Roi de la Grande-Bretagne, comme Médiateur, & tous autres Potentats & Princes qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à Sa Majesté & auxdits seigneurs États Généraux leurs promesses & obligations de garantie de l'exécution de tout le contenu au présent Traité.

XXI. LE présent Traité sera ratifié & approuvé par ledit seigneur Roi & lesdits États Généraux, & les lettres de ratification seront délivrées de l'un & l'autre en bonne & dûe forme dans le terme de six semaines, ou plus tôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En

Traité &
autres actes
publics.

No. VII.
*Traité de
neutralité
de Londres
de 1686.*

En foi de quoi, Nous, Ambassadeurs susdits de Sa Majesté & des seigneurs E'tats Généraux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces présentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes. A Nimégué, le dixième jour du mois d'aôut mil six cens soixante-dix-huit.

LE MARCHAL D'ESTRADES.

COLBERT.

DE MESMES.

H. DE BEVERNINGK.

W. DE NASSAU.

W. DE HAREN.

No. VII. *Traité de Neutralité pour L'Amérique, entre la France & l'Angleterre. Conclu à Londres, le 16 novembre 1686.*

Tiré du Corps diplomatique, tome VII, partie II, page 141.

LE très-haut & très-puissant Prince Louis XIV Roi Très-chrétien de France & de Navarre, & très-haut & très-puissant Prince Jacques II Roi de la Grande-Bretagne, n'ayant rien plus à cœur que d'établir tous les jours de plus en plus une amitié mutuelle entre eux, & une sincère concorde & correspondance entre les Royaumes, E'tats & sujets de leurs Majestés, & à cet effet, ayant jugé à propos de faire un Traité de paix, bonne correspondance & neutralité en Amérique, pour prévenir, autant qu'il seroit possible, toutes les contestations & les différends qui pourroient naître entre les sujets de l'une & de l'autre Couronne dans ces pays éloignés, leurs-
dites

dites Majestés ont résolu d'envoyer de part *Pièces justifi-*
 & d'autre leurs Plénipotentiaires, pour en *ficatives.*
 traiter & en convenir, savoir; Sa Majesté *1re. partie.*
 Très-chrétienne, le sieur Paul Barillon d'A-
 moncourt Marquis de Branges, Conseiller *Sur l'Améri-*
 ordinaire en son Conseil d'E'tat, & son Am- *que en géné-*
 bassadeur extraordinaire; & sadite Majesté *ral.*
 Britannique, les sieurs George Baron de Jef-
 freis de Wem, grand Chancelier d'Angleter-
 re; Laurent Comte de Rochester, grand
 Trésorier d'Angleterre; Robert Comte de
 Sunderland, Président du Conseil privé &
 Secrétaire d'E'tat; Charles Middleton aussi
 Secrétaire d'E'tat, & Sidney sieur de Go-
 dolphin, tous du Conseil privé de Sa Ma-
 jesté; pour convenir, après l'échange des
 lettres de plein-pouvoir, des articles qui sui-
 vent.

I. IL a été conclu & accordé que du jour du
 présent Traité, il y aura entre la nation Fran-
 çoise & la nation Angloise une ferme paix, u-
 nion, concorde & bonne-correspondance, tant
 sur mer que sur terre, dans l'Amérique sep-
 tentrionale & méridionale, & dans les isles,
 colonies, forts & villes, sans aucune distinction
 de lieux, sises dans les E'tats de Sa Majesté
 Très-chrétienne & de Sa Majesté Britannique,
 & gouvernées par les Commandans de leurs-
 dites Majestés respectivement.

II. QU'AUCUNS vaisseaux ou bâtimens,
 grands ou petits, appartenans aux sujets de
 Sa Majesté Très-chrétienne, ne seront équi-
 pés ni employés dans lesdites isles, colonies,
 forteresses, villes & gouvernemens des E'tats
 de sadite Majesté, pour attaquer les sujets
 de Sa Majesté Britannique dans les isles, co-
 lonies, forteresses, villes & gouvernemens
 de

Traité &
autres actes
publics.

No. VII.
Traité de
neutralité de
Londres de
1686.

de ladite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage; & pareillement qu'aucuns vaisseaux ou bâtimens, grands ou petits, appartenans aux sujets de Sa Majesté Britannique, ne seront équipés ou employés dans les isles, colonies, forteresses, villes & gouvernemens de ladite Majesté, pour attaquer les sujets de Sa Majesté Très-chrétienne dans les isles, colonies, forteresses, villes & gouvernemens de ladite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage.

III. Qu'aucuns soldats ou gens de guerre, ou autres personnes quelconques qui habitent & demeurent dans lesdites isles, colonies & forteresses, villes & gouvernemens de Sa Majesté Très-chrétienne, ou qui y viennent d'Europe en garnison, n'exerceront aucun acte d'hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux sujets de Sa Majesté Britannique dans lesdites isles, colonies, forteresses, villes & gouvernemens de ladite Majesté, & ne prêteront ni donneront aucune aide ou secours d'hommes ou de vivres, aux Sauvages contre qui Sa Majesté Britannique aura la guerre; & pareillement qu'aucuns soldats ou gens de guerre, ou autres personnes quelconques qui habitent & demeurent dans lesdites isles, colonies, forteresses, villes & gouvernemens de Sa Majesté Britannique, ou qui y viennent d'Europe en garnison, n'exerceront aucun acte d'hostilité & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux sujets de Sa Majesté Très-chrétienne dans lesdites isles, colonies, forteresses, villes & gouvernemens de ladite Majesté; & ne prêteront ni donneront aucune

ne

ne aide ou secours d'hommes ou de vivres, aux Sauvages avec qui Sa Majesté Très-chrétienne aura guerre.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

IV. IL a été convenu que chacun desdits Rois aura & tiendra les domaines, droits & prééminences dans les mers, détroits & autres eaux de l'Amérique, & avec la même étendue qui leur appartient de droit & en la même manière qu'ils en jouissent à présent.

Sur l'Amérique en général.

V. ET que pour cet effet les sujets & habitans, marchands, Capitaines de vaisseaux, pilotes & matelots des royaumes, provinces & terres de chacun desdits Rois respectivement, ne feront aucun commerce ni pêche dans tous lieux dont l'on est ou l'on sera en possession de part & d'autre dans l'Amérique; c'est à savoir, que les sujets de Sa Majesté Très-chrétienne ne se mêleront d'aucun trafic, ne feront aucun commerce & ne pêcheront point dans les ports, rivières, bayes, embouchures de rivières, rades, côtes, ou autres lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Britannique en Amérique; & réciproquement les sujets de Sa Majesté Britannique ne se mêleront d'aucun trafic, ne feront aucun commerce & ne pêcheront point dans les ports, rivières, bayes, embouchures de rivières, rades, côtes, ou autres lieux qui sont ou seront ci-après possédés par Sa Majesté Très-chrétienne en Amérique; & au cas qu'aucun vaisseau ou barque soit surpris faisant trafic, ou pêchant contre ce qui est porté par le présent Traité, ledit vaisseau ou barque avec sa charge sera confisqué, après que la preuve de la contravention aura été légitimement faite: il sera néanmoins permis à la partie qui se

Traité &
autres actes
publics.

No. VII.
*Traité de
neutralité de
Londres de
1686.*

se sentira gravée par la sentence de confiscation, de se pourvoir au Conseil d'Etat du Roi dont les Gouverneurs ou Juges auront rendu ladite sentence de confiscation, & d'y porter sa plainte, sans que pour cela l'exécution de la sentence soit empêchée; bien entendu néanmoins que la liberté de la navigation ne doit être nullement empêchée, pourvu qu'il ne se commette rien contre le véritable sens du présent Traité.

VI. De plus, il a été accordé que si les sujets & habitans de l'un ou de l'autre desdits Rois & leurs vaisseaux, soit de guerre & publics, soit marchands & particuliers, sont emportés par les tempêtes, ou étant poursuivis par les pirates ou par les ennemis, ou pressés par quelque autre nécessité, sont contraints, pour se mettre en sûreté, de se retirer dans les ports, rivières, bayes, embouchures de rivières, rades & côtes quelconques appartenantes à l'autre Roi dans l'Amérique; ils y seront bien & amiablement reçus, protégés & favorablement traités; qu'ils pourront, sans qu'on les empêche en quelque manière que ce soit, s'y rafraîchir, & même acheter au prix ordinaire & raisonnable, des vivres & toutes sortes de provisions nécessaires, ou pour la vie, ou pour radouber les vaisseaux & pour continuer leur route; qu'on ne les empêchera non plus en aucune manière de sortir des ports & rades, mais qu'il leur sera permis de partir & s'en aller en toute liberté, quand & où il leur plaira, sans être molestés ou empêchés; qu'on ne les obligera point à se défaire de leur charge, ou à décharger & exposer en vente leurs marchandises ou balots; qu'aussi de

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 81

de leur part ils ne recevront dans leurs vaisseaux aucunes marchandises & ne feront point de pêche, sous peine de confiscation desdits vaisseaux & marchandises, conformément à ce qui a été convenu dans l'article précédent: de plus, a été accordé que toutes & quantes fois que les sujets de l'un ou de l'autre desdits Rois seront contraints, comme il a été dit ci-dessus, d'entrer avec leurs vaisseaux dans les ports de l'autre Roi, ils seront obligés en entrant d'arborer la bannière ou marque de leur nation, & d'avertir de leur arrivée par trois coups de mousquet; à faute de quoi faire & d'envoyer une chaloupe à terre, ils pourront être confisqués.

Pièces justificatives.
Ire. partie.
Sur l'Amérique en général.

VII. PAREILLEMENT, si les vaisseaux de l'un ou de l'autre desdits Rois, & de leurs sujets & habitans, viennent à échouer, jeter en mer leurs marchandises, ou, ce qu'à Dieu ne plaise, faire naufrage, ou qu'il leur arrive quelque autre malheur que ce soit: on donnera aide & secours avec bonté & charité à ceux qui seront en danger ou auront fait naufrage: il leur sera délivré des sauf-conduits ou passeports pour pouvoir se retirer dans leur pays en sûreté & sans être molestés.

VIII. QUE si les vaisseaux de l'un ou l'autre Roi qui seront contraints par quelque aventure ou cause que ce soit, comme il a été dit, de se retirer dans les ports de l'autre Roi, se trouvent au nombre de trois ou de quatre, & peuvent donner quelque juste cause de soupçon, ils seront aussi-tôt connoître au Gouverneur ou principal Magistrat du lieu la cause de leur arrivée, & ne demeureront qu'autant de temps qu'ils en auront

Traité &
autres actes
publics.

No. VII.
Traité de
neutralité de
Londres de
1686.

permission dudit Gouverneur ou Comman-
dant, & ce qu'il sera juste & raisonnable pour
se pourvoir de vivres & pour radouber &
équiper leurs vaisseaux.

IX. De plus, on est convenu qu'il sera
permis aux sujets de Sa Majesté Très-chré-
tienne qui demeurent dans l'isle de Saint-
Christophe, d'entrer dans les rivières de la
grande Baye pour faire de l'eau & s'en-four-
nir: qu'il sera aussi permis aux sujets de Sa
Majesté Britannique de prendre du sel aux
salines dudit lieu, & de l'enlever tant par
mer que par terre, sans être inquiétés ni
empêchés: pourvû néanmoins que lesdits
sujets de Sa Majesté Très-chrétienne puissent
de l'eau pendant le jour seulement, & qu'aussi
lesdits sujets de Sa Majesté Britannique ne
chargent du sel dans leurs vaisseaux ou bar-
ques que pendant le jour, & que les vaisse-
aux ou barques de l'une & de l'autre nation
respectivement, qui viendront se fournir d'eau
ou de sel, feront savoir leur arrivée en ar-
borant la bannière ou marque de leur na-
tion, & en avertiront par trois coups de
canon, ou s'ils n'ont point de canon, par
trois coups de mousquet: que si aucun vais-
seau de l'une ou l'autre nation, sous prétex-
te de venir prendre de l'eau ou du sel, en-
treprend de trafiquer, il sera confisqué.

X. Qu'aucuns sujets de l'une ni de l'autre
nation ne retireront les Sauvages habitans
du lieu, ou leurs esclaves, ou les biens que
lesdits habitans emporteront appartenans aux
sujets de l'autre nation; & qu'ils ne leur
donneront aucune aide ni protection dans
lesdits enlèvemens ou pillages.

XI. Que les Commandans, Officiers &
sujets

ſujets de l'un des deux Rois ne troubleront ni moleſteront les ſujets de l'autre Roi dans l'établiſſement de leurs colonies reſpective-
ment, ou dans leur commerce & navigation.

Pièces juſti-
ficatives
Ire. partie.

XII. Et afin de pourvoir plus pleinement à la ſûreté des ſujets, tant de Sa Maieſté Très-chrétienne que de Sa Maieſté Britan-
nique, & à ce que les vaiſſeaux de guerre ou autres vaiſſeaux armés en guerre par des particuliers, ne leur faſſent aucun tort ni dommage; il ſera défendu à tous les Capitaines de vaiſſeaux, tant de Sa Maieſté Très-chrétienne que de Sa Maieſté Britannique, & à tous leurs ſujets qui équiperont des vaiſſeaux à leurs dépens, comme auſſi aux privilégiés & aux compagnies, de faire aucun tort ou dommage à ceux de l'autre nation, ſous peine d'être punis en cas de contravention, & de plus d'être tenus à tous dommages & intérêts, à quoi ils pourront être contraints, tant par faiſie de leurs biens que par emprifonnement de leur perſonne.

Sur l'Amé-
rique en gé-
né-
ral.

XIII. Et pour cette cauſe, tous Capitaines des vaiſſeaux armés en guerre aux dépens des particuliers, ſeront dorénavant tenus, avant qu'on leur délivre des patentes ou commiſſions ſpéciales, de donner, par-devant un Juge compétent, bonne & ſuffiſante caution de gens ſolvables & qui n'auront aucune part ni intérêt dans ledit vaiſſeau, pour la ſomme de mille livres ſterlings, ou treize mille livres; & loſqu'il y aura plus de cent cinquante hommes, pour la ſomme de deux mille livres ſterlings, ou de vingt-fix mille livres, s'obligeant de ſatisfaire entièrement à tous torts & dommages quelconques, qu'eux ou leurs Officiers, ou autres

Traités &
autres actes
publics.

No. VII.
*Traité de
neutralité de
Londres de
1686.*

gens étant à leur service, causeront pendant le cours de leur navigation contre le présent Traité, ou autre Traité quelconque fait entre Sa Majesté Très-chrétienne & Sa Majesté Britannique, sous peine aussi de révocation & cassation de leurs commissions & lettres spéciales, dans lesquelles il sera toujours fait mention qu'ils auront, comme dit est, donné caution; & de plus, il est convenu que le vaisseau même sera tenu de satisfaire aux torts & dommages qu'il aura causés.

XIV. Et d'autant que les pirates qui courent les mers de l'Amérique, tant septentrionale que méridionale, font beaucoup de tort au commerce, & causent de grands dommages aux sujets de l'une & de l'autre Couronne qui trafiquent & font commerce dans ces pays; il a été accordé qu'il sera expressément enjoint aux Gouverneurs & Officiers de l'un & de l'autre desdits Rois, de ne donner en quelque manière que ce soit aux pirates de quelque nation qu'ils soient, aucun secours, aide ni retraite dans les ports & rades sis dans leurs E'tats respectivement; & qu'il sera expressément ordonné auxdits Gouverneurs & Officiers de punir comme pirates, tous ceux qui se trouveront avoir armé un ou plusieurs vaisseaux en course, sans commission & autorité légitime.

XV. Qu'AUCUN sujet de l'un ou de l'autre des deux Rois, ne demandera ou prendra d'aucun Prince ou E'tat que ce soit, avec qui l'autre aura guerre, aucun pouvoir ou commission d'armer & équiper en course un ou plusieurs navires dans l'Amérique septentrionale ou méridionale; & que si quelqu'un prend

prend un tel pouvoir ou commission, il soit puni comme pirate.

XVI. QUE les sujets de Sa Majesté Très-chrétienne auront pleine & entière liberté de pêcher des tortues dans les isles de Cayman.

Pièces justificatives
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

XVII. QUE s'il survient des contestations ou différends entre les sujets de leursdites Majestés dans les isles, colonies, forts, villes & gouvernemens qui sont sous leur domination, la paix faite par le présent Traité ne sera pour cela ni interrompue ni enfreinte; mais ceux qui commanderont dans les lieux où les contestations seront arrivées, ou qui seront par eux députés, connoîtront desdites contestations survenues entre les sujets de leursdites Majestés, & les régleront & décideront; & au cas que lesdits Commandans ne puissent vuider & terminer lesdites contestations dans un an, lesdits Commandans les enverront au plus tôt à l'un ou à l'autre desdits Rois, pour être fait droit en la manière qu'il sera convenu entre leursdites Majestés.

XVIII. DE plus, il a été conclu & accordé que si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, il arrive quelque rupture en Europe entre lesdites Couronnes, les garnisons, gens de guerre, ou sujets quelconques de Sa Majesté Très-chrétienne, étant dans les isles, colonies, forts, villes & gouvernemens, qui sont à présent ou seront ci-après sous la domination de sadite Majesté dans l'Amérique, n'exerceront aucun acte d'hostilité par mer ni par terre, contre les sujets de Sa Majesté Britannique, qui habiteront dans quelques colonies que ce soit de l'Amérique.

Traités &
autres actes
publics.

No. VII.
Traité de
neutralité de
Londres de
1686.

ou y demeureront; & réciproquement audit cas de rupture en Europe, les garnisons, gens de guerre, ou sujets quelconques de Sa Majesté Britannique, étant dans les isles, colonies, forts, villes & gouvernemens qui sont à présent ou seront ci-après sous la domination de Sa Majesté Britannique en Amérique, n'exerceront aucun acte d'hostilité, ni par mer ni par terre, contre les sujets de Sa Majesté Très-chrétienne, qui habiteront dans quelques colonies que ce soit de l'Amérique, ou y demeureront; mais il y aura toujours une véritable & ferme paix & neutralité entre lesdits peuples de France & de la Grande-Bretagne, tout de même que si ladite rupture n'étoit point arrivée en Europe.

XIX. Il a été réglé & accordé que le présent Traité ne dérogera en aucune manière au Traité conclu entre leursdites Majestés, à Breda, le $\frac{3}{11}$ jour du mois de juillet 1667, mais que tous & chacuns les articles & clauses dudit Traité, demeureront dans leur force & vigueur, & seront observés.

XX. Et que tous les Traités & articles conclus & arrêtés ci devant, en quelque temps que ce soit, en Amérique ou ailleurs, entre lesdites deux nations, touchant l'isle de Saint-Christophe, demeureront dans leur force & vigueur, & seront observés de part & d'autre, comme ils l'ont été ci-devant, si ce n'est en ce qui s'y trouvera de contraire au présent Traité.

XXI. ENFIN, il a été convenu & accordé que le présent Traité, & toutes & chacune choses contenues en icelui, seront ratifiées & confirmées de part & d'autre le plus

plus tôt qu'il sera possible, & que les ratifications seront réciproquement échangées en bonne forme de part & d'autre dans un mois, à compter de la date du présent Traité, & que dans huit mois, ou plus tôt, s'il est possible, le présent Traité sera publié dans tous les royaumes, domaines & colonies de l'un & de l'autre d'édits Rois, tant en Amérique qu'ailleurs.

Pièces justificatives.
Ire partie.

Sur l'Amérique en général.

En foi de toutes & chacunes lesquelles choses, Nous, susdits Plénipotentiaires avons soussigné de nos propres mains le présent Traité, & nous y avons apposé les sceaux de nos armes. FAIT dans le Palais royal de Whitehal, le $\frac{4}{22}$ jour de novembre mil six cens quatre-vingt-six. Ainsi signé,

BARILLON D'AMONCOURT.

JEFFREYS.

C. ROCHESTER.

SUNDERLAND.

P. MIDDLETON.

GODOLPHIN.

No. VIII. Traité provisionnel concernant l'Amérique, entre le Roi de France & le Roi d'Angleterre. Conclu à Whitehal, le $\frac{11}{21}$ décembre 1687.

Copie communiquée du Dépôt des affaires étrangères.

COMME ainsi soit que le sérénissime & très-puissant Prince Louis XIV, Roi Très-chré-

On a retranché dans cette édition le texte latin.

Traité &
autres actes
publics.

No. VIII.
*Traité pro-
visionnel de
Whitehal de
1687.*

88. M E M O I R E S S U R L E S
chrétien de France & de Navarre, & le sé-
renissime & très-puissant Prince Jaques II,
Roi de la Grande-Bretagne, ayant jugé à
propos de nommer des Commissaires; fa-
voir, ledit Roi Très-chrétien, M. Paul Ba-
rillon son Conseiller d'Etat ordinaire & son
Ambassadeur extraordinaire, & M. François
Duffon de Bonrepaus, Conseiller en tous ses
Conseils, Lecteur ordinaire de sa chambre
& Intendant général de la Marine; & ledit
Roi de la Grande-Bretagne, M. Robert
Comte de Sunderland, Président de son
Conseil privé, l'un de ses principaux Secrétaires
d'Etat; Charles Comte de Middleton,
l'autre de ses principaux Secrétaires d'Etat;
& Sidney, seigneur de Godolphin, tous
Conseillers de Sa Majesté pour l'exécution
du Traité conclu le 6 novembre 1686,
pour régler & terminer toutes les contesta-
tions & différens qui sont survenus, ou qui
peuvent survenir, entre les Sujets des deux
Couronnes en l'Amérique; comme aussi pour
fixer les bornes ou limites des colonies,
îles, terres & pays qui sont sous la domi-
nation des deux Rois en l'Amérique & gou-
vernés par leurs Commandans, ou qui sont
de leur dépendance; nous, Commissaires
susdits, en vertu des pouvoirs qui nous ont
été donnés par lesdits Rois nos Maîtres,
promettons, convenons & stipulons en leur
nom, par le présent Traité que jusques au
11 de janvier de l'année 1689, nouveau sty-
le, & après ce temps-là jusqu'à ce que les-
dits

tin, qui se trouve joint à la version Française,
dans l'édition originale in 40. de Paris.

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 89

dits sérénissimes Rois donnent sur cela quelques nouveaux ordres exprès & par écrit, il est absolument défendu à toutes personnes & aux Commandans ou Gouverneurs des colonies, isles, terres & pays qui sont sous la domination des deux Rois dans l'Amérique, d'exercer aucun acte d'hostilité contre les Sujets de l'un desdits Rois ou de les attaquer, & les Commandans ou Gouverneurs ne souffriront pas, sous quelque prétexte que ce soit, qu'il leur soit fait aucune violence; & en cas de contravention de la part desdits Gouverneurs, ils seront punis & obligés en leur propre & privé nom, à la réparation du dommage qui aura été causé par une telle contravention, ce qui aura lieu aussi à l'égard de tous autres contrevenans, & la présente convention aura son plein & entier effet en la meilleure manière que ce puisse être: nous sommes convenus, en outre, que lesdits sérénissimes Rois enverront au plus tôt les ordres nécessaires à cet égard à leurs Commandans en l'Amérique, & qu'il en sera remis réciproquement de part & d'autre des exemplaires authentiques.

Pièces justificatives.
Ire. partie.

Sur l'Amérique en général.

En foi de quoi nous avons signé les présentes, & y avons apposé le cachet de nos armes. DONNE' au Palais royal de White-hal le ^{II} décembre, mil six cens quatre-vingt-sept.



Traité &
autres actes
publics.

N^o. IX. TRAITE' DE PAIX.

ENTRE

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

Fait à Ryswick, le 20 septembre 1697.

Tiré du Corps Diplomatique, tome VII, partie II,
page 399.

(On supprime ici entièrement ce Traité qui se trouve en François & Latin dans l'édition originale in 4^o. de Paris, ce Traité se trouve imprimé dans plusieurs livres, entr'autres dans les *actes & Négociations de la paix de Ryswick* imprimés à la Haye 1707. 5 vol. 12. dans les *Mémoires pour servir à l'intelligence de cette paix*, par M. du Mont 4 vol. dans le *Mercur Historique & Politique* &c)

N^o. X. Traité pour une suspension d'armes, entre Louis XIV. Roi de France, & Anne Reine de la Grande-Bretagne. *Fait à Paris, le 19 août 1712.*

Tiré du Corps diplomatique, tome VIII, partie I,
page 308.

COMME il y a lieu d'espérer un heureux succès des conférences établies à Utrecht par les soins de leurs Majestés Britanique & Très-chrétienne, pour le rétablissement de la paix générale, & qu'Elles ont jugé nécessaire de prévenir tous les évènements de guerre capables de troubler l'état où

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 91

où la négociation se trouve présentement, ^{Pièces justi-} leursdites Majestés attentives au bonheur de ^{ficatives} la Chrétienté, sont convenues d'une suspen- ^{1^{re} partie.} sion d'armes, comme du moyen le plus sûr pour parvenir au bien général qu'Elles se ^{Sur l'Améri-} proposent; & quoique jusqu'à présent Sa ^{que en gend-} Majesté Britannique n'ait pu persuader ses ^{ral.} Alliés d'entrer dans ces mêmes sentimens, le refus qu'ils font de les suivre n'étant pas une raison suffisante pour empêcher Sa Majesté Très-chrétienne de marquer par des preuves effectives le desir qu'Elle a de rétablir au plus tôt une parfaite amitié & une sincère correspondance entre la Reine de la Grande-Bretagne & Elle, les Royaumes, E'tats & sujets de leurs Majestés; sadite Majesté Très-chrétienne, après avoir confié aux troupes Angloises la garde des ville, citadelle & fort de Dunkerque, pour marque de sa bonne foi, consent & promet, comme la Reine de la Grande-Bretagne promet aussi de sa part.

I. QU'IL y aura une suspension générale de toutes entreprises & faits d'armes, & généralement de tous actes d'hostilité entre les armées, troupes, flottes, escadres & navires de leurs Majestés Britannique & Très-chrétienne, pendant le terme de quatre mois, à commencer du vingt-deuxième du présent mois d'août, jusqu'au vingt-deuxième du mois de décembre prochain.

II. LA même suspension sera établie entre les garnisons & gens de guerre, que leurs Majestés tiennent pour la défense & garde de leurs places, dans tous les lieux où leurs armes agissent ou peuvent agir, tant par terre que par mer, sur les rivières ou autres eaux:

Traité &
autres actes
publics.

No. X.
*Suspension
d'armes de*
1712.

eaux : en sorte que s'il arrivoit que pendant le temps de la suspension on y contrevint de part ou d'autre par la prise d'une ou de plusieurs places, soit par attaque, surprise ou intelligence secrète, en quelque endroit du monde que ce fût, qu'on fit des prisonniers ou quelques autres actes d'hostilité, par quelque accident imprévu, de la nature de ceux qu'on ne peut prévenir, contraires à la présente cessation d'armes, cette contravention se réparera de part & d'autre de bonne foi sans délai ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été pris, & mettant les prisonniers en liberté, sans demander aucune chose pour leur rançon ni pour leur dépense.

III. POUR prévenir pareillement tous sujets de plaintes & de contestations qui pourroient naître à l'occasion des vaisseaux, marchandises ou autres effets qui seroient pris par mer pendant le temps de la suspension, on est convenu réciproquement que lesdits vaisseaux, marchandises & effets qui seroient pris dans la Manche & dans les mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter depuis la signature de la susdite suspension, seront de part & d'autre restitués réciproquement.

Que le terme sera de six semaines pour les prises faites depuis la Manche, les mers Britanniques & les mers du Nord jusqu'au Cap Saint Vincent.

Et pareillement de six semaines depuis & au delà de ce Cap jusqu'à la Ligne, soit dans l'océan, soit dans la méditerranée.

Enfin, de six mois au delà de la Ligne & dans tous les autres endroits du monde, sans
aucu.

POSSESSIONS EN AMÉRIQUE. 93

aucune exception ni autre distinction plus particulière de temps & de lieu.

Pièces justificatives.

IV. COMME la même suspension sera observée entre les Royaumes de la Grande-Bretagne & d'Espagne, Sa Majesté Britannique promet qu'aucun de ses navires de guerre ou marchands, barques ou autres bâtimens appartenans à Sa Majesté Britannique ou à ses sujets, ne seront désormais employés à transporter, ou convoyer en Portugal, en Catalogne, ni dans aucun des lieux où la guerre se fait présentement, des troupes, armes, habits, ni en général aucunes munitions de guerre & de bouche.

Ire. partie.

Sur l'Amérique
général.

V. TOUTEFOIS il sera libre à Sa Majesté Britannique de faire transporter des troupes, des munitions de guerre & de bouche, & autres provisions dans les places de Gibraltar & de Port-Mahon, actuellement occupées par ses armes, dont la possession doit lui demeurer par le Traité de paix qui interviendra: comme aussi de retirer d'Espagne les troupes Angloises, & généralement tous les effets qui lui appartiennent dans ce Royaume soit pour les faire passer dans l'isle de Minorque, soit pour les conduire dans la Grande-Bretagne; sans que lesdits transports soient censés contraires à la suspension.

VI. LA Reine de la Grande-Bretagne pourra pareillement, sans y contrevenir, prêter ses vaisseaux pour transporter en Portugal les troupes de cette Nation qui sont actuellement en Catalogne, & pour transporter en Italie les troupes Allemandes qui sont aussi dans la même province.

VII. IMMÉDIATEMENT après que le présent Traité de suspension aura été déclaré en

en

Traités &
autres actes
publics.

No. XI.
Proclama-
tion pour la
cessation des
Hostilités en
1712.

en Espagne, le Roi se fait fort que le blocus de Gibraltar sera levé, & que la garnison Angloise, aussi-bien que les marchands qui se trouveront dans cette place, pourront en toute liberté vivre, traiter & négocier avec les Espagnols.

VIII. Les ratifications du présent Traité seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, & en vertu des ordres & pouvoirs que Nous, soussignés, avons reçu de la Reine de la Grande-Bretagne & de Sa Majesté Très-chrétienne, nos Maîtresse & Maître, avons signé les présentes, & y avons fait apposer les sceaux de nos armes. FAIT à Paris le dix-neuvième août mil sept cents douze.

(L. S.) DE BOLINGBROKE.

(L. S.) COLBERT DE TORCY.

No. XI. Proclamation *De la Reine Anne, du 10 août 1712, vieux style, pour la publication de la Trêve.*

Tirée du Recueil de Lamberti, tome VII, page 489.

D'AUTANT que pour mettre fin à cette guerre longue & onéreuse, & pour rétablir la paix générale, on a commencé depuis quelque temps des conférences à Utrecht, où elles se tiennent encore; & que pour prévenir l'effusion du sang chrétien & tous les évènements de guerre capables de troubler le progrès de cette négociation, & pour mieux assurer le commerce de nos Ro-

yau-

yaumes & des États qui en dépendent, il a été convenu entre Nous & Sa Majesté Très-chrétienne de ce qui suit, savoir :

Pièces justificatives
1re. partie.

Qu'il y aura suspension générale de toutes actions & entreprises militaires, & de tous actes d'hostilité en général, entre les armées, troupes, flottes, escadres & vaisseaux de Sa Majesté de la Grande-Bretagne & du Roi Très-chrétien pendant le terme de quatre mois, à commencer du 22 du présent mois d'août jusqu'au 22 du mois de décembre prochain.

Sur l'Amérique
que en général.

Et pour prévenir tous sujets de plaintes & de disputes qui pourroient naître à l'occasion des vaisseaux, marchandises ou autres effets qui seroient pris par mer pendant le temps de la suspension; il a été convenu réciproquement que les vaisseaux, marchandises & effets qui seront pris dans la Manche & dans les mers du Nord après l'espace de douze jours, à compter depuis le 19 du présent mois d'août, auquel le susdit Traité de suspension a été signé, & que tous les vaisseaux, marchandises & effets qui seront pris après six semaines depuis ledit 19^e jour d'août, au delà de la Manche, des mers Britanniques & des mers du Nord jusqu'au Cap Saint Vincent, ou au delà dudit Cap jusques à la Ligne, soit dans l'océan ou dans la méditerranée, seront rendus des deux côtés.

Nous avons trouvé à propos, de l'avis de notre Conseil privé, de notifier le contenu ci-dessus à tous nos bons sujets; & Nous leur déclarons que notre volonté royale & notre plaisir est tel; & Nous ordonnons & commandons expressément à tous nos Officiers, tant par mer que par terre, & à tous

Traité &
autres actes
publics.

No. XI.
*Proclama-
tion pour la
cessation des
Hostilités en
1712.*

nos autres sujets de quelque qualité qu'ils soient, d'empêcher tous actes d'hostilité, soit par terre ou par mer, contre Sa Majesté Très-chrétienne, ses vassaux ou sujets, durant ledit espace de quatre mois, sous peine d'encourir notre plus grande indignation. DONNE' à notre château de Windsor, le dix août mil sept cens douze, la onzième année de notre règne.

No. XII. Traité de Paix & d'Amitié,
*Entre Sa Majesté Très-chrétienne, &
Sa Majesté la Reine de la Grande-Bre-
tagne. Conclu à Utrecht le $\frac{31}{11}$ $\frac{\text{mars}}{\text{avril}}$ 1713.*

Le texte Latin est tiré des Actes & Mémoires concernant la paix d'Utrecht, *tome III, page 145.*
La Version Françoisé est tirée du Corps diplomatique, *tome VIII. partie I, page 339.*

(On supprime dans cette édition ce Traité que l'on trouve imprimé ailleurs, en plusieurs Livres que bien des personnes possèdent.)

No. XIII. T R A I T E'
DE NAVIGATION ET DE COMMERCE,
*Entre Louis XIV. Roi de France, &
Anne Reine de la Grande-Bretagne.*

Fait à Utrecht, le $\frac{31}{11}$ $\frac{\text{mars}}{\text{avril}}$ 1713.

Tiré du Corps diplomatique, *tome VIII, partie I, page 345.*

(On supprime dans cette édition ce Traité, qui se trouve imprimé ailleurs en plusieurs Livres que bien des personnes possèdent.)

No. XIV.

N^o. XIV. ARTICLES PRÉLIMINAIRES

Pièces justificatives.
Ire. partie.

POUR PARVENIR A LA PAIX,

Sur l'Amérique en général.

Signés à Aix-la-Chapelle, le 30 avril 1748, entre les Ministres de France, de la Grande-Bretagne, & des Provinces unies des Pays-bas.

N^o. XV. DÉCLARATION

Des Ministres de France, de la Grande-Bretagne, & des Provinces unies des Pays-bas, du 21 mai 1748, pour rectifier les articles I & II des Préliminaires.

N^o. XVI. DÉCLARATION

Des Ministres de France, de la Grande-Bretagne, & des Provinces unies des Pays-bas, du 8 juillet 1748, sur la restitution des places dans les Indes & en Amérique, & sur la cessation des hostilités par mer.

Traité &
autres actes
publics.

N^o. XVII. TRAITE' DE PAIX

*Entre le Roi de France, le Roi de la
Grande-Bretagne, & les Etats Gé-
néraux des Provinces unies des
Pays - bas.*

Conclu à Aix-la-Chapelle, le 18 octobre 1748.

*Auquel ont accédé, ainsi qu'aux prélimi-
naires, l'Impératrice Reine de Hongrie,
le Roi d'Espagne, le Roi de Sardaigne,
la République de Gènes, & le Duc de
Modène (*).*

* On supprime dans cette édition ces Traités & actes sous No. XIV. XV. XVI. XVII. parce qu'on les trouve dans le Recueil de Roussier, dans le Mercure Historique & dans d'autres Livres, que bien de personnes possèdent,





MÉMOIRES

SUR LES LIMITES

DE L'ACADIE.

PIECES JUSTIFICATIVES

SECONDE PARTIE.

Pièces produites par Messieurs les Commissaires Anglois, au soutien de leur Mémoire, du 11 janvier 1751.

N^o. I. EXTRAIT de la concession de la colonie de Virginie au Chevalier Thomas Gates, &c. * par Jacques 1^{er}. Roi d'Angleterre, du mois d'Avril 1606.

On retranche dans cette édition le texte Anglois qui se trouve dans l'édition originale in-40.

J ACQUES, par la grace de Dieu, &c. nos bien amés & fidèles sujets le Chevalier Thomas Gates, & le Chevalier George Sommers, Richard Hackluit, Clerc prébendier de Westminster, & Edouard Marie

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* C'est en vertu de cette Charte qu'a été établie la Virginie en 1607. Si on la lit avec attention, on reconnoitra que c'est moins une concession déterminée, qu'une permission provisionnelle de s'établir entre les limites prescrites, supposé que le terrain n'en fût point occupé. Or le terrain depuis

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. I.
Charte de
la Virginie
de 1606.

Marie Winghfeilde, Thomas Hannan, & Raleigh Gilbert, E'cuyers, Guillaume Parker & George Popham, Gentils-hommes, & plusieurs autres de nos sujets, nous ayant humblement supplié de vouloir bien leur accorder notre permission de faire des habitations & plantations, & de conduire une colonie dans cette partie de l'Amérique, appelée communément Virginie, & autres parties & territoires de l'Amérique à nous appartenans, ou qui ne sont pas actuellement possédés par aucun Prince ou peuple chrétien, situés le long des côtes de la mer, entre le trente-quatrième & le quarante-cinquième degré de latitude septentrionale, & dans la terre ferme, entre lesdits trente-quatrième & quarante-cinquième degrés, & les isles qui avoisinent, ou qui sont contenues dans l'espace de cent milles de la côte des susdits pays; & pour cet effet, & exécuter plus promptement lesdites plantations & habitations, ils desireroient de se partager en deux différentes colonies & compagnies; la première, composée d'un certain nombre de Chevaliers, Gentils-hommes, négocians, & autres intéressés de notre ville de Londres, & autres endroits, qui par la suite s'associeroient avec eux pour commencer des plantations & habitations dans quelque lieu propre & convenable, entre le trente-quatrième &

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

le quarantième degré de latitude septentrionale, étoit occupé par M. de Monts, en vertu de ses lettres de 1603 & de 1605; par conséquent cette Charte porte en elle-même les preuves de son inutilité dans la contestation présente.

& le quarante-unième degré de latitude le long des côtes de la Virginie & de l'Amérique, comme il est dit ci-dessus : & la seconde, composée de différens Chevaliers, Gentils-hommes, Commerçans, & autres intéressés de nos villes de Bristol, Exeter, Plymouth & autres places, qui s'associeroit pour commencer des plantations & habitations dans quelque lieu propre & convenable, entre le trente-huitième & le quarante-cinquième degré de latitude, dans l'étendue desdites côtes de la Virginie & de l'Amérique : Ayant en grande recommandation & recevant favorablement leurs desirs pour l'avancement d'un ouvrage aussi glorieux, qui pourra dans la suite, par la providence de Dieu tout-puissant, tendre à la gloire de sa divine Majesté par la propagation de la Religion chrétienne chez des peuples qui vivent encore dans les ténèbres & dans une ignorance malheureuse de la véritable connoissance & du culte de Dieu, & peut-être, avec le temps, porter les Infidèles & les Sauvages qui vivent dans ces contrées, à des sentimens d'humanité & à un gouvernement fixe & tranquille; Nous acceptons par ces présentes, & consentons à leurs supplications & louables desirs : en conséquence nous accordons & consentons pour Nous, nos hoirs & successeurs, que lesdits Chevaliers Thomas Gates & George Sommers, Richard Hackluit & E'douard - Marie Weingfeild, intéressés au nom & pour notre ville de Londres, & tous autres qui sont ou seront associés à ceux de cette colonie, seront appelés première colonie, & qu'ils pourront commencer leur première plantation & éta-

Pièces justificatives
 Ide. partie.
 Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. 1.
Charte de
la Virginie
de 1606.

blir leur premier séjour & habitation en tel lieu que ce soit de ladite côte de Virginie ou d'Amérique qu'ils jugeront à propos, entre le trente-quatrième & quarante-unième degrés de latitude, & qu'ils auront toutes les terres, bois, terrains, havres, ports, rivières, mines, minéraux, marais, eaux, pêches & héritages quelconques, à commencer du lieu de leur première plantation & habitation, en s'étendant l'espace de cinquante milles d'Angleterre le long de ladite côte de Virginie & d'Amérique vers l'ouest & sud-ouest, suivant le gisement de la côte; avec toutes les isles situées à cent milles de distance directe de ladite côte, & aussi toutes les terres, terrains, havres, ports, rivières, mines, minéraux, bois, marais, eaux, pêches & héritages quelconques, depuis ledit lieu de leur première plantation & habitation, dans une pareille étendue de cinquante milles d'Angleterre le long de ladite côte de la Virginie & de l'Amérique à l'est & au nord-est, suivant le gisement de la côte; ensemble toutes les isles situées à cent milles de distance directe de cette même côte, & aussi toutes les terres, bois, terrains, havres, ports, rivières, mines, minéraux, marais, eaux, pêches & héritages quelconques, situés à cent milles de distance directe de ladite côte dans l'intérieur des terres *; pourront y habiter,

de.
OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Il n'est concédé que cinquante milles d'Angleterre de chaque côté de leur première habitation le long des côtes, & cent milles dans la profondeur des terres; ce qui fait pour les côtes seize lieues deux tiers de chaque côté, & trente-trois lieues un tiers de profondeur.

demeurer, bâtir & fortifier dans l'intérieur dudit pays pour leur plus grande sûreté & défense, suivant la prudence & les avis du Conseil de ladite colonie; sans qu'il soit permis à aucun autre de nos sujets de former des habitations & plantations en arrière de cette colonie, qu'il n'en ait préalablement obtenu par écrit la permission expresse & le consentement du Conseil de ladite colonie. Nous accordons & consentons pareillement par ces présentes, pour Nous, nos hoirs & successeurs, que ledit Thomas Hannan & Raleigh Gilbert, Guillaume Parker & George Popham, & tous autres de nos villes de Bristol, d'Exeter & de celle de Plymouth dans la province de Devon, ou autres qui sont ou seront associés à ceux de cette colonie, seront appelés seconde colonie, & qu'ils pourront commencer leur première plantation, & établir leur premier séjour & habitation en tel lieu que ce soit de ladite côte de Virginie & d'Amérique qu'ils jugeront propre & convenable, entre le trente-huitième & le quarante-cinquième degré de latitude *, & qu'ils auront toutes les terres, terrains, havres, ports, rivières, mines, minéraux, bois, marais, eaux, pêches & héritages quelconques, à commencer du lieu de leur première plantation & habitation, en

Pièces justificatives
11^{de}. partie.

Sur l'Acadie.

s'é-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Les bornes prescrites par cette Charte, à supposer qu'elle eût pu avoir son exécution, & qu'elle l'eût eue, ne passeroient pas au nord de la rivière de Sainte-Croix & de Canseau; & par conséquent toute la Baye Françoisé & tout le nord de la Presqu'île seroient restés à la France.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. I.
Charte de
la Virginie
de 1606.

s'étendant l'espace de cinquante milles d'Angleterre, comme il est dit ci-dessus, le long de ladite côte de la Virginie & de l'Amérique, à l'ouest, sud-ouest ou sud, suivant le gisement de la côte; & toutes les isles situées à cent milles de distance directe de ladite côte, & aussi toutes les terres, terrains, havres, ports, rivières, mines, minéraux, bois, marais, eaux, pêches & héritages quelconques, depuis ledit lieu de leur première plantation & habitation, dans une pareille étendue de cinquante milles d'Angleterre le long de ladite côte de la Virginie & de l'Amérique, à l'est, nord-est ou nord, suivant le gisement de la côte; ensemble toutes les isles situées à cent milles de distance directe de cette même côte, & aussi toutes les terres, terrains, havres, ports, rivières, bois, mines, minéraux, marais, eaux, pêches & héritages quelconques, situés à cent milles de distance directe de ladite côte dans l'intérieur des terres: pourront y habiter, demeurer, bâtir & fortifier dans l'intérieur du dit pays pour leur plus grande sûreté & défense, suivant la prudence & les ordres du Conseil de ladite colonie; sans qu'il soit permis à aucun de nos sujets de former des habitations & plantations en arrière de cette colonie, qu'il n'en ait préalablement obtenu par écrit la permission expresse ou le consentement du Conseil de ladite colonie: Entendons néanmoins, voulons & nous plaît, que de ces deux colonies celle qui formera les derniers établissemens, ne pourra le faire que ce ne soit à cent milles de distance des établissemens de celle qui aura formé les premières habitations &

plan.

plantations, ainsi & de la manière qu'il est dit ci-dessus.

Pièces justificatives
II^e partie.

Je certifie la présente copie véritable & collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce bureau. Du Bureau des Plantations, le 12 juillet 1750. Signé THOMAS HILL.

Sur l'Acadie.

N^o. II. Charte de la concession de la nouvelle E'cosse * au Chevalier Guillaume Alexandre, par Jacques I^{er}. Roi d'Angleterre. Du 1^{er} Septembre 1621.

On retranche ici le texte latin qui se trouve dans l'édition originale.

JACQUES, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, & Défenseur de la Foi: A tous les bons citoyens de son royaume, ecclésiastiques & séculiers, SALUT. Vous saurez que nous avons toujours été attentifs à saisir toutes les occasions de procurer la gloire & l'utilité de notre royaume d'E'cosse; & que pour ce qui concerne les nouvelles acquisitions, nous n'en avons point trouvé de plus faciles & en même temps de plus légitimes, que l'établissement des colonies dans des royaumes étrangers & incultes, qui fournissent d'ailleurs les choses nécessaires à la vie, sur-tout lorsque ces royaumes sont DE POURVUS D'HABITANS

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* On trouve une partie de cette Charte dans la description de l'Amérique par de Laët; il en faisoit si peu de cas, qu'il paroît ne l'avoir rapportée que pour ne rien omettre; & il croyoit si peu à l'existence de la Nouvelle E'cosse, ou à sa légitimité, qu'il a placé dans le livre II, uniquement destiné à la description de la Nouvelle France, celle de tout le pays désigné par cette Char-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1621.

BITANS *, OU OCCUPE'S PAR DES INFIDELES dont la conversion à la Foi chrétienne importe beaucoup à la gloire de Dieu: mais comme beaucoup d'autres Royaumes, & depuis peu celui d'Angleterre, ont donné leurs noms d'une manière très-louable aux nouvelles terres qu'ils ont acquises & subjuguées; & faisant attention au grand nombre de peuples qui, par la grace de Dieu, se trouvent aujourd'hui sous notre obéissance, & combien il est expédient de les exercer à des travaux utiles & honnêtes, pour empêcher que la paresse & l'oïveté ne les fassent tomber dans les vices & les maux les plus déplorables, Nous avons cru qu'il seroit à propos d'en faire passer une partie dans une nouvelle contrée qu'ils rempliroient de colonies, étant par leur courage, leur activité, la force de leur corps & leur nombre, aussi capables d'affronter les difficultés qu'aucuns autres mortels: Nous pensons que ce projet est très-avantageux à ce Royaume, en ce qu'il ne demande que des hommes & des femmes, des bestiaux & des grains, sans exportation d'argent: & qu'il ne peut apporter aucun préjudice à la Nation, à qui elle procurera la vente des marchandises du Royaume dans un temps où le
com-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

te: & qu'il n'en dit pas un seul mot dans le livre III, où il décrit les possessions des Anglois en Amérique.

* Cette condition qui est inséparable du reste du titre, l'a rendu dans son principe, nul & de nul effet, puisque tout le pays qui y est décrit, avoit été concédé à M. de Monts en 1603, & occupé par les François en 1604.

commerce est si diminué. À ces causes, & pour le bon, fidèle & agréable service que nous a rendu & doit rendre dans la suite notre amé Conseiller le Chevalier Guillaume Alexandre, le premier de ses compatriotes qui auroit tâché d'établir cette colonie à ses propres dépens, & qui nous auroit demandé les différentes terres bornées par les limites ci-dessous mentionnées: Nous donc, en vertu de notre vigilance royale dans tout ce qui concerne la propagation de la Religion, l'opulence, prospérité & paix des sujets naturels de notre dit royaume d'E'cosse, & suivant l'exemple de ce que les autres Princes étrangers ont fait jusqu'à présent dans des cas semblables; de l'avis & consentement de notre très-amé cousin & Conseiller le Comte de Mar seigneur d'E'reskine & de Eareoch, notre grand Trésorier, Reviseur des comptes, Collecteur & Trésorier des nouvelles acquisitions & augmentations de ce royaume d'E'cosse, & des autres seigneurs Commissaires du même Royaume: Nous avons donné, accordé & disposé, & par la teneur des présentes, donnons, accordons & disposons en faveur dudit sieur Guillaume Alexandre, à ses hoirs & héritiers quelconques ou ayans cause, toutes & chacunes terres, continens & isles situées en Amérique entre le promontoire communément dit Cap de Sable, situé environ à quarante-trois degrés de latitude boréale; partant ensuite de ce promontoire & suivant le rivage de la mer qui s'étend à l'occident vers le Port de Sainte-Marie, vulgairement appelé *Saint Mary's Bay*, & delà vers le nord, en allant en ligne droite à l'entrée ou port de la grande

Pièces justificatives.
II^{de}. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle
Ecosse, de
1621.

de Baye qui s'étend dans la partie orientale des terres, entre les pays des Souriquois & des Etchemins jusqu'au fleuve communément appelé de Sainte-Croix, & à la source la plus éloignée qui est à la partie occidentale & dont les eaux se mêlent immédiatement avec celles de ladite rivière; d'où, par une ligne droite imaginaire que l'on concevra traverser les terres & s'étendre vers le nord jusqu'à la prochaine baye, fleuve ou source qui se décharge dans la grande rivière du Canada; & en partant de ce point vers l'orient, en suivant les rivages du même fleuve de Canada, jusqu'à la baye, port ou rivage communément dit de *Gachepe* ou *Gaspé*, & delà vers le sud-est aux isles appellées *Baccaloos* ou *Cap-Breton*; laissant à droite lesdites isles, & à gauche le golfe dudit fleuve de Canada ou de la grande Baye, & les terres de Newfoundland ou Terre-neuve, avec les isles qui appartiennent auxdites terres; prenant ensuite au promontoire du Cap-Breton, gissant à peu près à la latitude boréale de quarante-cinq degrés; & depuis ledit promontoire du Cap-Breton, continuant vers le midi & l'occident jusqu'au Cap de *Sable*, où nous avons commencé la présente énumération *, qui ren-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Il y a de l'affectation à n'avoir pas nommé l'Acadie, à laquelle on n'a cependant pas pû substituer d'autre nom, parce qu'il n'y en a jamais eu. Cette réticence est d'autant plus remarquable, que la côte & le nom d'Acadie étoient beaucoup plus connus que la plupart des noms rapportés dans cette Charte.

renferme & comprend entre les mers, riva-
ges de fleuves & leurs contours depuis une
mer jusqu'à l'autre, tous les continens, avec
leurs fleuves, torrens, embouchûres, riva-
ges, isles & mers adjacentes à six lieues à la
ronde des parties ci-dessus mentionnées,
soit du côté de l'occident, du nord ou de
l'orient; & depuis le sud-est, où est le Cap-
Breton, & à sa partie australe, où est situé
le Cap de Sable, Nous lui donnons toutes
les mers & toutes les isles qui sont vers le
midi à la distance de quarante lieues des ri-
vages ci-dessus désignés, & en outre la gran-
de isle communément appelée Isle de Sable
ou de Sablon, gisant vers le Carban, autre-
ment vers le sud-sud-est, environ à trente
lieues en mer dudit Cap-Breton & à la lati-
tude de quarante-quatre degrés, ou environ;
lesquelles terres ci-dessus nommées porteront
à l'avenir le nom de Nouvelle E'cosse; &
ledit Sr. Guillaume les divisera en parties &
portions comme il le jugera à propos, &
leur imposera des noms suivant son bon plai-
sir: il jouira pareillement de toutes les mi-
nes, tant des mines royales d'or & d'argent,
que de celles de fer, de plomb, d'étain, de
cuivre & de tous les autres minéraux quel-
conques; avec la permission de miner, creu-
ser, retirer de la terre, fondre, purifier &
repurger lefdits minéraux; de les convertir
à son propre usage ou à d'autres usages quel-
conques, comme il plaira audit sieur Guil-
laume Alexandre, à ses hoirs ou héritiers,
ou ayans cause, & à ceux qu'il établira en
sa place dans lefdites terres: nous réservant
seulement à Nous & à nos successeurs la di-
xième partie du métal vulgairement appelé

Pièces justi-
ficatives.
Ile. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1621.

Oare, c'est-à-dire, de l'or & de l'argent que l'on tirera de la terre dans la suite, ou que l'on exploitera; laissant audit sieur Guillaume, ses hoirs ou ayans cause, tous les autres métaux en entier, soit de cuivre, de fer, d'étain, de plomb & autres minéraux quelconques, sans que Nous & nos successeurs puissions en rien exiger, afin que ledit sieur Guillaume soit plus en état de supporter les dépenses considérables que lui causera l'exploitation desdits minéraux; & en outre, lui accordons la jouissance de toutes les pierreries & celles que l'on nomme ordinairement perles, & autres pierres précieuses; comme aussi la jouissance des forêts, buissons, pâturages, marais, lacs, & toutes les pêches, tant dans l'eau salée que dans l'eau douce, tant des poissons royaux que des autres; la liberté des chasses, commodités, plantations & métairies quelconques; avec puissance, privilège & juridiction libre de royauté à perpétuité, en fait de chapelle & chancellerie: avec donation de patronage à l'égard des églises, chapeleries & Bénéfices, droit de fiefs & d'exigence de service de la part des vassaux; avec les offices & dignités de haute justice & d'amirauté dans les confins & bornes ci-dessus mentionnés: en outre, la puissance d'établir des villes libres, des bourgs libres, des ports, villages & bourgs portant droits de baronnie; liberté d'établir des foires & marchés publics dans l'étendue & confins desdites terres; des cours de Justice & d'Amirauté, dans l'espace compris entre lesdites limites des ports & mers ci-dessus mentionnés; & en outre, la liberté d'imposer,
de

de diminuer & de recevoir tous les droits ^{Pièces justifiées} de péage, de douane, d'ancre, & tous autres. les autres droits des bourgs, foires, marchés & ports libres; de les posséder & en jouir à tous égards, comme un grand ou ^{IIde. partie.} petit Baron en a joui ou pût jouir dans notre royaume d'E'cosse au temps passé ou futur; avec toutes les autres prérogatives, privilèges, immunités, dignités, casuels, profits & émolumens dans toute l'étendue desdites terres, mers & bornes qui les concernent; & tout ce que nous pouvons donner ou accorder, en une forme aussi libre & aussi ample que Nous ou quelqu'un de nos prédécesseurs auroient donné ou pût donner des patentes libres, des inféodations, donations ou diplomes, à tout sujet de quelque qualité ou degré que ce soit, à toute société ou communauté, pour habiter des terres étrangères ou pour en découvrir de nouvelles; en un mot, en une forme aussi libre & aussi ample qu'elle pourroit l'être insérée dans ces présentes patentes: Faisons, constituons & ordonnons ledit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs ou ayans cause, ou leurs députés, pour être nos héritiers & Lieutenans généraux, afin de représenter notre personne royale, tant par mer que par terre dans lesdites contrées, mers, rivages & confins susdits, soit en allant dans lesdites terres ou tant qu'il y demeurera, soit en s'en retournant, pour gouverner, régir & punir tous ceux de nos sujets qui iront dans lesdites terres, ou qui les habiteront, ou qui feront commerce avec les habitans, ou qui s'y établiront, soit pour leur pardonner, accorder grace, établir des loix,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1621.

statuts, constitutions, décrets, instructions, formes de gouvernement, charges de magistrature; & cela, dans les bornes desdites terres & selon le bon plaisir dudit sieur Guillaume Alexandre, ou de ceux établis par lui pour le gouvernement dudit pays & de ses habitans, dans toutes les causes tant criminelles que civiles; avec la liberté d'altérer & de changer les mêmes loix, gouvernemens, formes, charges & cérémonies toutes les fois qu'il lui plaira, à lui ou à ses ayans cause, pour le bien & l'utilité dudit pays; de façon que les loix qu'on y établira soient conformes, autant qu'il sera possible, à celles de notre royaume d'E'cosse: Nous voulons en outre, que dans le cas de rébellion ou de sédition, il fasse usage des loix militaires contre les coupables ou contre ceux qui voudroient se soustraire à son autorité, & que cet usage soit aussi libre que celui dont jouissent ou peuvent jouir nos Lieutenans dans nos royaumes & domaines en vertu de leur charge & lieutenance, à l'exclusion de tous les autres Officiers tant de terre que de mer du royaume d'E'cosse, qui voudroient dans la suite reclamer quelque droit ou autorité, ou prendre quelque intérêt auxdites terres, ou prétexter quelque juridiction dans lesdites contrées ou provinces en vertu de quelque diplôme ou disposition précédente: Et pour encourager les personnes de naissance à des expéditions si louables, & à former des plantations & des colonies dans lesdites terres; nous donnons & nous accordons pour Nous, nos successeurs & nos hoirs, de l'avis & consentement susdit, en vertu des présentes patentes, pleine

pleine & entière liberté audit sieur Guillaume Alexandre & ses ayans cause, de conférer des faveurs, privilèges, charges & honneurs à ceux qu'il jugera à propos; avec pleine puissance de disposer & faire donation à tous ceux ou à quelqu'un de ceux qui pourront dans la suite faire des conventions ou des contrats avec ledit sieur Guillaume ou ses ayans causé pour lesdites terres, moyennant sa propre signature ou celle des personnes qui en auront droit, & le sceau ci-après mentionné; lui laissant la liberté de donner une portion ou différentes portions desdites terres, ports, baies, fleuves, ou de quelque partie d'iceux; de faire même construire des machines de différens genres, d'établir des arts, des facultés ou sciences, ou d'en empêcher l'exercice en tout ou en partie, comme il le jugera convenable pour le bien & l'utilité desdits pays; en outre, de donner, accorder & attribuer telles charges qu'il voudra, de constituer des droits & des pouvoirs, de désigner tels Capitaines, Officiers, Baillis, Gouverneurs, ou tous autres Officiers quelconques de royauté, baronnie ou de bourg, & tous autres ministres quelconques pour l'administration de la justice dans toute l'étendue des limites ci-dessus mentionnées, & même pendant la route que l'on fera, soit pour aller par mer auxdites terres, soit pour en revenir, comme il lui semblera nécessaire, selon les qualités, conditions & mérite des personnes qui voudront aller dans quelque'une des colonies desdites terres, ou qui voudront en habiter une portion, ou qui exposeront leurs biens & leurs fortunes pour le bien & l'accroissement

Pièces justificatives.

IIdé. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

N^o. II.
*Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1621.*

ment des colonies; lui laissant la liberté de les déposer de leurs charges, de modifier ou de changer lesdites charges, comme il paroîtra convenable à lui ou à ses ayans cause: Et comme des projets de cette nature ne peuvent s'exécuter sans de grands travaux & des dépenses considérables, qu'ils exigent même des sommes d'argent qui surpassent les facultés des particuliers, & qu'ils demandent les secours de plusieurs; à ces causes, Nous voulons que tous ceux de nos différens sujets qui feront des contrats avec ledit sieur Guillaume Alexandre ou ses ayans cause, pour des envois ou des réceptions particulières, pour des terres, des pêches, des marchandises, ou pour les transporter avec leurs pacotilles, biens & effets dans la Nouvelle E'cosse; Nous voulons, dis-je, que tous ceux qui feront de tels contrats avec ledit sieur Guillaume, avec signature & apposition de cachet, en limitant, assignant & fixant le jour & le lieu pour le transport de leurs personnes, biens ou effets; ou s'obligeant de payer la somme d'argent dont on sera convenu, & qui cependant bien loin d'observer lesdits contrats en frustreront ledit sieur Guillaume & lui nuiront considérablement, & mettroient même un obstacle à nos louables intentions & tendroient à les anéantir; alors il sera permis audit sieur Guillaume & ses ayans cause, ou à leurs Députés & au Juge Conservateur ci-dessous mentionné, de prendre & saisir en vertu de la violation du contrat, pour lui ou ceux qui y seront intéressés, toutes lesdites sommes d'argent, biens, effets & marchandises: & pour en rendre l'exécution plus

plus facile & éviter en même temps la prolixité des loix, Nous avons donné & accordé, & en vertu des présentes, donnons & accordons pleine licence, liberté & pouvoir audit sieur Guillaume, ses hoirs ou ayans cause, de choisir, nommer; assigner, établir & ordonner un Conservateur des libertés & privilèges que nous lui avons accordés en vertu des présentes, à lui & ses ayans cause; lequel Conservateur fera exécuter avec promptitude & diligence les loix & statuts qui seront faits par ledit sieur Guillaume ou les siens susdits, en vertu du pouvoir que nous lui en avons donné par ces présentes: Nous voulons & nous ordonnons que la puissance dudit Conservateur, dans les affaires & les causes qui concerneront les personnes contractantes dans ladite plantation, sera absolue, sans aucun appel ou délai quelconque; lequel Conservateur possédera & jouira de tous les privilèges, immunités, libertés & dignités quelconques que tout Conservateur des privilèges d'E'cosse chez les étrangers a toujours possédés, soit en France, en Flandre ou en tout autre pays; & quoique tous les contrats qui se passeront entre ledit sieur Guillaume ou les siens susdits, & les personnes qui voudront hasarder sur mer & faire transporter des hommes avec leurs biens & effets, soient accomplis au jour marqué, & qu'ils abordent aux rivages de ladite province de la Nouvelle E'cosse avec leurs biens, pacotilles & effets, dans le dessein d'établir une colonie & de s'y fixer; & qu'il arrive cependant dans la suite que sans la permission dudit sieur Guillaume, de ses hoirs ou dé-

Pièces justificatives.

IIde. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
*Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1621.*

putés, lefdites personnes viennent à quitter ladite province de la Nouvelle E'cosse & ses confins, & les sociétés & colonies fufdites dont elles étoient membres & avec lesquelles elles vivoient en société, & que lefdites personnes se transportent chez des peuples sauvages & dans des endroits éloignés, pour y habiter dans des déserts; alors lefdites personnes perdront, à raison de forfaiture, toutes les terres qui leur avoient été accordées & tous leurs biens contenus dans l'étendue des limites ci-dessus mentionnées; & il sera permis audit sieur Alexandre & aux siens fufdits, de les appliquer au fisc, d'aller reconnoître toutes les terres abandonnées, de s'en emparer aussi-bien que de toutes les choses qui appartiendront, de quelque manière que ce soit, auxdites personnes, de les convertir à son propre usage & à celui des siens fufdits: Et afin que tous nos bien amés sujets, tant de nos royaumes & domaines, que les étrangers qui voudront aller auxdites terres ou en quelqu'endroit de la Nouvelle E'cosse pour y commercer, soient informés plus amplement de nos intentions, & se soumettent à la puissance & autorité que nous avons donnée à notre fidele Conseiller le sieur Guillaume Alexandre & aux siens fufdits; pour toutes les commissions, contrats de donation qu'il accordera & constituera pour le futur ou en quelque temps que ce soit, pour la décence & validité des constitutions & réglemens des Officiers, pour le gouvernement de ladite colonie, concession des terres, & exécution de la justice envers lefdits habitans, commerçans, députés, facteurs ou fondés de procu-

procuracion, demeurant dans quelqu'une desdites terres ou qui y feront voile; Nous de l'avis & consentement ci-dessus mentionné, ordonnons que ledit sieur Guillaume Alexandre & les siens susdits auront un sceau commun pour l'office de Lieutenant de Justice & d'Amirauté; lequel sceau sera gardé à l'avenir par ledit sieur Guillaume Alexandre, les siens susdits ou leurs députés: voulons que nos armes soient gravées sur un des côtés dudit sceau, avec ces mots à l'entour: *le Sceau du Roi d'Ecosse, d'Angleterre, de France & d'Irlande;* & au revers sera gravée notre image ou celle de nos successeurs, avec ces mots: *pour le Lieutenant de la Nouvelle Ecosse;* un pareil sceau demeurera entre les mains & à la garde dudit Conservateur, afin de s'en servir, suivant sa charge, selon que les circonstances le requerront: Et comme il est de la dernière importance que tous nos bien amés sujets qui iront habiter ledit pays de la nouvelle Ecosse vivent tous ensemble dans la crainte de Dieu & dans son vrai culte, en faisant tous leurs efforts pour y établir & affermir la Religion chrétienne, entretenir la paix & l'union avec les habitans, les Sauvages & les naturels du pays, afin qu'ils puissent y exercer le commerce en sûreté & avec joie, & jouir de la paisible possession de tous les biens qu'ils auront acquis par leurs fatigues & leurs travaux; nous voulons, pour Nous & nos successeurs, & nous avons jugé à propos de donner & accorder en vertu des présentes, audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens susdits ou ayans cause, ou à tous les Gouverneurs, Officiers & Ministres

Pièces justificatives.

IId. partie.

Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
*Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1621.*

nommés de leur part, pleine & absolue puis-
sance de faire & de contracter paix, allian-
ce, amitié, assemblées, communication avec
les Sauvages & naturels du pays, ou avec
leurs chefs ou autres quelconques ayant
puissance sur eux; de nourrir & d'entretenir
ladite amitié & affinité qu'ils contracteront
avec eux, pourvû que d'un autre côté les
Sauvages observent fidèlement les conven-
tions; que s'ils y manquent, nous permet-
tons de prendre les armes, afin de les ré-
duire dans l'ordre & le devoir, comme il
paroîtra expédient audit sieur Guillaume ou
aux siens susdits, pour l'honneur, l'obéis-
sance & le service de Dieu, comme aussi
pour affermir, défendre & conserver notre
autorité parmi ces peuples; avec pouvoir
audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens
susdits, leurs députés, substitués ou désignés
par eux, pour leur défense & sûreté, en
tout temps & dans des circonstances légit-
mes, d'attaquer inopinément, saisir, chas-
ser & courir sus & repousser par la force
des armes, tant par mer que par terre, tous
ceux qui, sans une permission expresse du-
dit sieur Alexandre ou des siens susdits,
prétendroient habiter lesdites terres, exer-
cer le commerce dans ladite Nouvelle E'cos-
se, province ou partie quelconque d'icelle,
& pareillement tous ceux qui oseroient ap-
porter quelque dommage, détriment, dés-
truction, lésion ou invasion à l'égard de la-
dite province ou de ses habitans; & pour
plus grande facilité il sera permis au sieur
Guillaume Alexandre, aux siens susdits ou
leurs députés, facteurs ou personnes désig-
nées, d'exiger & de lever des contributions
sur

sur les négocians & habitans dudit pays, par proclamations ou tout autre moyen, & dans les temps qui leur paroîtront convenables; de convoquer tous nos sujets compris dans lesdites limites de ladite province de la Nouvelle E'cosse, les habitans & ceux qui y exerceront le commerce, afin de pourvoir aux troupes nécessaires pour la défense du peuple & desdites colonies, pour leur amélioration & accroissement; avec plein-pouvoir, privilège & liberté audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens susdits ou leurs substitués, de naviger dans toutes les mers sous notre pavillon & étendards, avec autant de vaisseaux & aussi grands qu'ils le voudront, chargés d'autant de munitions & de vivres qu'ils en pourront avoir, en tout temps & autant de fois qu'ils le jugeront à propos, & de transporter toutes les personnes qu'ils voudront dans lesdites terres d'E'cosse, de quelque qualité ou condition qu'elles soient, nos sujets ou les personnes désirant de l'être & de faire le voyage, avec le transport de leurs bestiaux, chevaux, bœufs, moutons, biens, effets, munitions, machines de toute espèce, armes & instrumens militaires, toutes les commodités & choses nécessaires à l'usage de ladite colonie, au commerce avec les naturels du pays ou avec ceux qui commercent avec lesdites colonies; comme aussi de transporter dudit pays dans notre royaume d'E'cosse toutes les commodités & marchandises nécessaires, sans payer aucune taxe, douane ou impôt, à Nous, à nos douaniers ou leurs députés, suspendant quant à ce point leur office pendant l'espace de sept ans, à compter du jour de la date des présentes; laquelle exemption

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1621.

est accordée pour l'espace de treize années consécutives, & par la teneur des présentes l'accordons & disposons en faveur dudit sieur Guillaume Alexandre & des siens susdits, & cela dans la proportion de cinq pour cent, sur les marchandises dont il fera fait mention dans la suite; & après les treize années écoulées, il sera permis à Nous & à nos successeurs, de prendre sur tous les biens & marchandises qui seront transportées de ce royaume d'E'cosse à la dite province, ou de ladite province à notre Roïaume d'E'cosse ou dans ses ports quelconques par ledit sieur Guillaume, la seule somme de cinq livres sur cent, selon l'ancienne coutume du commerce, sans aucune autre imposition, taxe, douane, impôt ou devoir quelconque; laquelle somme de cinq livres sur cent sera payée par ledit sieur Guillaume & ses ayans cause, à nos Officiers constitués à cet effet; & dès-lors il sera permis audit sieur Guillaume & aux siens susdits, de transporter les mêmes biens de notre royaume d'E'cosse dans d'autres parties ou régions étrangères, sans payer d'autres droits, taxes, impôts ou devoirs, à Nous, nos héritiers ou successeurs, ou à quelques autres que ce soit; pourvû cependant que lesdits biens soient remis derechef sur les vaisseaux dans l'espace de treize mois après leur arrivée dans les ports de notre royaume: Donnons & accordons pleine & entière puissance audit sieur Guillaume & aux siens susdits, de prendre, lever & recevoir de tous nos sujets qui voudront trafiquer & exercer le commerce avec lesdites colonies, ou s'en revenir desdites colonies dans notre royaume, outre ladite somme qui

qui nous est dûe, cinq livres sur cent sur ^{Pièces justi-}
 tous les biens & marchandises, soit à raison ^{ficatives.}
 de leur exportation de notre royaume d'E- ^{IId. partie.}
 cosse à la province de la Nouvelle E'cosse, —————
 ou à raison de leur importation de ladite pro- ^{Sur l'Acadie.}
 vince dans notre royaume d'E'cosse, & ce-
 la, pour son usage & celui des siens susdits;
 & pareillement de prendre sur tous les biens
 & marchandises qui seront transportées de
 ladite province de la Nouvelle E'cosse dans
 nos domaines quelconques, par nos sujets
 conducteurs de colonies, négocians, navi-
 gateurs, ou qui seront exportées de nos ro-
 yaumes & autres lieux de nos domaines à
 ladite Nouvelle E'cosse, au delà & par-des-
 sus la somme susdite à Nous destinée, cinq
 livres sur cent; & quant aux biens & mar-
 chandises de tous les étrangers qui ne sont
 point sous notre obéissance, qui feront des
 exportations ou des importations dans ladi-
 te province de la Nouvelle E'cosse, Nous
 permettons de prendre au delà & par-dessus
 la somme qui nous est destinée, dix livres
 sur cent, qui sera levée, prise & reçue pour
 l'usage dudit sieur Guillaume & des siens
 susdits, par tels ministres, officiers, substi-
 tuts, facteurs ou députés qui seront consti-
 tués & nommés à cet effet: Et pour plus
 grande sûreté & commodité dudit sieur
 Guillaume & des siens susdits, comme aussi
 de tous nos autres sujets qui voudront aller
 habiter dans la Nouvelle E'cosse ou y faire
 le commerce, & généralement de tous ceux
 qui ne feront point difficulté de se soumettre
 à notre puissance & autorité; Nous avons ju-
 gé à propos & nous voulons qu'il soit per-
 mis audit sieur Guillaume & aux siens sus-
 dits,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1621.

dits, de bâtir ou faire bâtir une ou plusieurs places fortifiées, ouvrages de défense, châteaux, citadelles, redoutes, arsenaux, forts, & autres édifices militaires, avec des ports, baies & autres lieux propres au mouillage des vaisseaux, comme aussi des vaisseaux de guerre pour la défense desdits lieux, comme il semblera convenable audit sieur Guillaume & aux siens susdits; & en outre d'y établir des troupes de soldats pour leur propre défense, & en général tout ce qui sera nécessaire pour l'état florissant, augmentation du peuple, habitation, conservation & gouvernement de ladite Nouvelle E'cosse, de ses rivages & territoires dépendans desdits lieux & compris dans l'étendue des limites ci-dessus mentionnées; de faire en notre nom & par notre autorité tout ce que nous pourrions faire nous-mêmes si nous étions présens, nonobstant qu'un tel cas requit des ordres plus spécifiés & plus strictes que ceux qui sont prescrits par les présentes: Voulons, ordonnons & prescrivons très-strictement à tous nos Justiciers, Officiers & sujets qui se transporteront dans lesdits lieux, de se soumettre à la présente Ordonnance, & d'obéir audit sieur Guillaume & aux siens susdits dans ce que nous avons ordonné ci-dessus, en tout ou en partie, en substance, circonstances & dépendances, & que dans l'exécution ils lui soient aussi obéissans qu'ils le doivent être à notre égard, puisqu'il représente notre Personne, & cela sous peine de désobéissance & de rébellion: Et parce qu'il peut se faire que ceux qui devront être transportés dans lesdits lieux, deviennent refractaires & refusent d'aller dans les-

lesdits lieux, ou bien résistent audit sieur Guillaume & aux siens susdits; il nous plaît que tous les Vicomtes, Sénéchaux, Baillis, royaux, Juges de paix & Baillis des villes, leurs Officiers & ministres de justice quelconques, assistent, prêtent main-forte, & secourent ledit sieur Guillaume & ses délégués & autres susdits, dans toutes & chacune choses légitimes & affaires qu'ils feront & entreprendront à l'effet de ce que nous avons accordé ci-dessus, de la même manière que s'ils avoient notre concession spéciale à cet effet: Déclarons en outre, par la teneur des présentes, à tous les Rois, Princes & E'tats chrétiens, que s'il arrive dans la suite que quelques-uns exerçant le métier de pirates dans lesdites colonies ou en quelque partie de la Nouvelle E'cosse, par permission ou ordre, par terre ou par mer, enlèvent les biens de quelqu'un, ou commettent hostilement quelque chose d'injuste ou de fâcheux à l'égard de quelqu'un de nos sujets ou de ceux de nos héritiers & successeurs, ou des autres Rois, Princes, Gouverneurs ou E'tats qui seront en alliance avec Nous, & qu'en vertu de ladite alliance quelqu'un desdits Rois, Princes, Gouverneurs, E'tats ou leurs sujets, nous portent de justes plaintes sur les excès commis par lesdits Confédérés; Nous, nos héritiers & successeurs, aurons soin de faire des proclamations publiques dans quelque'une des parties de notre royaume d'E'cosse qui nous paroitra la plus convenable à cet effet, pour que lesdits pirates qui commettront de telles rapines restituent pleinement, dans un temps qui sera limité par lesdites proclamations,

Pièces justificatives
 Idem. partie.
 Sur l'Acadie.

**Pièces des
Commissai-
res Anglois.**

No. II.
*Charte de La
Nouvelle E-
cosse, de 1621.*

tions, tous les biens qu'ils auront enlevés, & donnent satisfaction des injures qu'ils auront faites, de façon que lesdits Princes & les autres qui se seront plaints, avouent avoir reçu une parfaite satisfaction; que si après avoir commis de telles actions, ils refusent de restituer ou faire restituer dans le temps limité les biens qu'ils auront enlevés, Nous déclarons qu'ils ne seront plus dorénavant sous notre sauve-garde & protection, & qu'il sera permis à tous les Princes & autres susdits de poursuivre les délinquans en ennemis & de courir sus: Et quoiqu'il soit statué qu'aucun des Nobles & Gentils-hommes ne sortent de leur patrie sans notre permission, néanmoins nous voulons que le présent Diplome serve de permission & de garant à tous ceux qui voudront faire le voyage de la Nouvelle E'cosse, pourvû qu'ils ne soient pas coupables de lèze-majesté, ou empêchés par quelque ordonnance spéciale; & déclarons en outre, par la teneur des présentes, & voulons qu'on ne permette dans ces sortes de temps à qui que ce soit de sortir de la patrie pour aller dans la Nouvelle E'cosse, qu'à ceux qui auparavant auront reconnu par serment notre droit de suprématie; à l'effet de quoi Nous donnons & accordons pleine puissance & autorité, en vertu des présentes, audit sieur Guillaume, aux siens susdits ou à leur Conservateur ou députés, d'exiger & requérir le même serment de toutes les personnes qui se transporteront dans lesdites terres & colonies: de plus, déclarons, décernons & ordonnons, de l'avis & consentement susdit, pour Nous & nos successeurs, que tous nos sujets qui partiront pour la nouvelle E'cosse
ou

ou qui voudront s'y établir, leurs enfans & postérité qu'ils y laisseront, comme aussi tous les négocians y faisant commerce, posséderont & jouiront de toutes les libertés, immunités & privilèges que possèdent tous les sujets libres & naturels de notre royaume d'E'cosse ou de tous nos autres domaines, de la même façon que s'ils y fussent nés : En outre, donnons & accordons, pour Nous & nos successeurs, audit Guillaume Alexandre & aux siens susdits, libre puissance d'établir & faire frapper monnoie, pour la plus grande facilité du commerce des habitans de ladite province, de quelque métal & sous quelque forme qu'ils le voudront ; & s'il s'éleve quelque difficulté ou quelque doute sur l'interprétation ou l'énoncé de quelque clause insérée dans les présentes, on les prendra & interprétera dans la forme la plus ample, & en même temps la plus favorable audit sieur Guillaume & aux siens susdits : Et de plus, Nous, de notre certaine science, propre mouvement, autorité & puissance royale, avons fait, uni, annexé, érigé, créé, incorporé, & par la teneur des présentes, faisons, unissons, annexons, érigeons, créons & incorporons ladite province de la Nouvelle E'cosse toute entière, aussi-bien que les terres de la Nouvelle E'cosse, avec toutes leurs limites, mers, minéraux d'or & d'argent, de plomb, de cuivre, d'acier, d'étain, de fer, avec toutes les autres mines quelconques, perles, pierres précieuses, forêts, buissons, pâturages, marais, lacs, pêches tant en eaux douces que salées, tant des poissons royaux que d'autres : villes libres, ports francs, bourgs, cités, bourgs de

Pièces justificatives.

IId. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle E^c
casse, de 1621.

de baronnie, ports de mer, mouillages, machines, moulins, charges & offices, juridictions & toutes les choses tant générales que particulières ci-dessus mentionnées, en un seul, entier & libre domaine & baronnie, que l'on appellera dans tous les temps futurs du nom de *Nouvelle E'casse*: Voulons & accordons, & pour Nous & nos successeurs, décernons & ordonnons que la seule prise de possession qui sera faite à l'avenir par ledit sieur Guillaume & les siens susdits, sur une partie dudit fonds des terres & province susdite, fera suffisante pour tout le pays avec ses parties, dépendances, privilèges, casuels, libertés & immunités ci-dessus mentionnées; sans qu'aucune autre prise de possession particulière soit faite par lui & les siens susdits dans aucune autre partie ou lieu, en vertu de laquelle prise de possession & de tout ce qui doit s'ensuivre, Nous, de l'avis & consentement susdit, pour Nous & nos successeurs, avons accordé & accordons par la teneur des présentes, de la manière que nous le dirons plus bas, la possession & jouissance de toute & de l'entière région & domaine de la Nouvelle E'casse, avec toutes ses limites comprises dans l'étendue des mers ci-dessus assignées; avec toutes les mines d'or & d'argent, de cuivre, acier, plomb, étain, fer & autres mines quelconques, pierreries, pierres précieuses, forêts, buissons, pâturages, marécages, lacs, eaux, pêches tant en eaux douces qu'en eaux salées, tant des poissons royaux que d'autres; villes libres, bourgs libres, ports, cités & bourgs de baronnie, ports de mer, mouillages, moulins, charges & juridictions, & toutes les autres choses,

choses, tant générales que particulières, ci-dessus mentionnées; avec tous les autres privilèges, libertés, immunités, casuels & ce dont on a fait mention ci-dessus, audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs ou ayans cause, en fief, héritage, domaine libre, baronnie libre & droits régaliens à perpétuité, de la manière ci-dessus mentionnée, dans toute l'étendue des bornes & limites prises en ligne droite; comme aussi la possession des maisons, édifices, bâtimens construits ou à construire, bois, plaines, marais, marécages, chemins, franche-court, routes, eaux, étangs, ruisseaux, prés, pâturages, moulins, droits des grains moulus & tout ce qui en dépend, chasses des oiseaux & des bêtes fauves, pêches, tourbes & tourbières, charbons & charbonnières, colombiers & pigeonniers, bruyères, landes, broussailles, genets, forêts, bois de haute futaie, bois taillis, arbrisseaux, carrières, matières à faire de la chaux, & tout ce qui en dépend, avec des cours & leurs dépendances; droit de seigneur sur les vassaux, droits de remise, droits d'aubaine dans les mariages, droits de fourches & lieux patibulaires, culs-de-fosse, droit de franche-court, droit de *soc*, de *sak*, *thole*, *thane*, *infangtbief* ou *fangtbief*, ou *wrak*, *wavi*, *vek*, *venysone*, *pit* & *gallows*; avec toutes les autres libertés, privilèges, profits, émolumens qui en dépendent, tant ceux qui ont été nommés, que ceux qui ne l'ont point été, tant sous terre que sur terre, & dans l'étendue & aux environs dudit pays; & d'en jouir pour la suite librement, pleinement, entièrement, honnêtement & paisiblement, sans aucune ré-

Pièces justificatives.

Idem partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1621.

vocation, contradiction, empêchement ou obstacle quelconque; à la charge audit sieur Alexandre & aux siens susdits de nous payer, à Nous, nos héritiers & successeurs, un denier de monnoie d'E'cosse sur le fonds desdites terres & province de la Nouvelle E'cosse, à la fête de la Nativité de Notre-seigneur, sous le nom de *Blanche-ferme*, & seulement lors qu'on exigera ce droit: & encore qu'à raison de la tenue desdites terres & province de la Nouvelle E'cosse nous puissions exiger ce droit, s'il arrive cependant que ledit droit & ladite *Blanche-ferme* vienne à manquer & ne nous soit pas payé à cause de la distance considérable depuis lesdites terres jusqu'à notre royaume d'E'cosse, sur-tout lorsque quelque héritier ou successeur dudit sieur Guillaume entreront en possession desdites terres, ne voulant pas pour cette raison que lesdites terres soient privées d'un possesseur en quelque temps que ce soit, ou que ledit sieur Guillaume & les siens susdits soient frustrés des bénéfices, profits & émolumens qui en reviennent; Nous, de l'avis ci-dessus mentionné, avons dispensé, & par la teneur des présentes, dispensons pour nous & nos successeurs avons renoncé & déchargé, & par la teneur des présentes, renonçons & déchargeons ledit sieur Guillaume & les siens susdits, dudit droit, & qu'à raison du défaut de paiement lesdites terres avec leurs appartenances ne tomberont point entre nos mains & en notre possession; pourvû cependant que ledit sieur Guillaume, ses héritiers ou personnes désignées par lui, dans l'espace de sept ans après la mort de leurs prédécesseurs, ou après leur entrée dans la possession desdites

terres, nous fassent hommage à Nous & à nos successeurs, par eux-mêmes ou par ceux qui auront puissance à cet effet, & qu'en entrant dans la jouissance desdites terres ils soient reçus & mis en possession par Nous, selon les loix & statuts de notre royaume d'E'cosse: Enfin nous voulons, discernons & ordonnons, pour Nous & nos successeurs, que les présentes patentes & inféodation concernant le domaine desdites terres & pays de la nouvelle E'cosse, ses privilèges & libertés, soient ratifiées, approuvées & confirmées dans la prochaine assemblée de notre Parlement d'E'cosse, afin qu'elles y reçoivent la force & efficace de Decret: En vertu de quoi Nous, pour Nous & nos successeurs, déclarons que les présentes seront un garant suffisant, & promettons en foi de Prince qu'elles seront ratifiées & approuvées, & même de les réitérer, renouveler, étendre & énoncer dans la forme la plus ample, toutes les fois qu'il plaira audit sieur Guillaume & aux siens susdits: En outre il nous a plu, & nous ordonnons & commandons à nos très-amés nos Vicomtes spécialement constitués en cette partie, après qu'ils auront vû les présentes scellées de notre grand sceau, de donner & accorder audit sieur Guillaume & aux siens susdits, son procureur ou ceux qui auront procuration de lui, l'état & possession actuelle & réelle des terres, domaines, baronnies & autres choses susdites, avec toutes les libertés, privilèges, immunités & tout ce qui est exprimé ci-dessus: déclarons par la teneur des présentes, ladite possession aussi légitime & formelle que si elle étoit ordonnée & scel-

Pièces justificatives
IId. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. II.
Charte de la
Nouvelle E.
cosse, de 1621.

lée sous la forme la plus ample & avec toutes les clauses nécessaires à cet effet, ce dont nous donnons dispense pour Nous & nos successeurs à perpétuité: en témoignage de quoi nous avons ordonné qu'on apposât aux présentes notre grand sceau, en présence de nos très-amés Conseillers & cousins Jacques Marquis de Hamilton, Comte d'Aran, seigneur d'E'van; George Comte Maréchal, seigneur de Keith, Maréchal de notre Royaume; Alexandre Comte de Dumfermline, seigneur de Fyerie, & notre Chancelier; Thomas Comte de Melross & notre Secrétaire; nos très-amés Conseillers, E'cuyers, les sieurs Richard Cockburne, le jeune, de Cleikingtourne, Garde de notre sceau secret; George Stay de Kinfarms, Clerc des archives de nos registres & de notre Conseil, & Jean Scott de Scottistarvit, Directeur de notre Chancellerie. DONNE' en notre château de Windsor, le dix de septembre, l'an du Seigneur mil six cens vingt-un, & de nos regnes cinquante-cinq & dix-neuf. Signé de la main du Roi notre souverain Seigneur, & de celles du Chancelier, Trésorier & Secrétaire du Prince, & de tous les autres Commissaires & Seigneurs du Conseil privé d'E'cosse.

Extrait des registres conservés dans les Archives, & conforme auxdits registres, contenant ici vingt-une pages précédentes; par moi Guillaume Hal, un des principaux Clercs du Conseil, comme ayant spécialement reçu commission à cet effet d'Alexandre seigneur de Polwarth, Clerc des Archives & des Registres.

Je certifie la présente copie véritable, & collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. III.

No. III. *Charte de la concession des terres, Baronnie & domaines de la Nouvelle E'cosse * au Chevalier Guillaume Alexandre de Menstrie, par Charles Ier. Roi d'Angleterre. Du 12 Juillet 1625.*

Pièces justificatives.

119^e. partie.

Sur l'Acadie.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, & Défenseur de la Foi: A tous les bons citoyens de son royaume, ecclésiastiques & séculiers, SALUT. Savoir faisons que nous avons toujours été attentifs à faire toutes les occasions de procurer la gloire & l'utilité de notre Royaume d'E'cosse; &

On supprime ici le texte latin qui se trouve dans l'édition originale.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Quoique cette pièce soit presque une copie de la Charte de 1621, ce n'en est cependant point une confirmation, comme on pourroit le présumer de ce qu'en ont dit MM. les Commissaires Anglois, paragraphe XL, & de ce que nous en avons dit nous-mêmes après eux. La Charte de Jacques Ier, de 1621, n'y est pas même rappelée: par celle-ci le Roi Charles Ier. fait connoître que la précédente n'avoit point eu d'exécution, puisqu'il n'y parle de l'établissement de la prétendue Nouvelle E'cosse, que comme d'une chose à faire, & non comme d'une chose commencée; & qu'il ne dit pas un mot du voyage entrepris par les ordres de Guillaume Alexandre, suivant Laët en 1622, & terminé infructueusement en 1623.

On supprime à dessein plusieurs autres réflexions sur ces deux Actes: quand ils auroient eu dans leur temps toute la validité qu'ils n'avoient pas, ils auroient été détruits sans retour par les Traités de Suze & de Saint-Germain.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
*Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.*

que pour ce qui concerne les nouvelles acquisitions, nous n'en avons point trouvé de plus faciles & en même temps de plus légitimes, que l'établissement des colonies dans des royaumes étrangers & incultes, qui fournissent d'ailleurs les choses nécessaires à la vie, sur-tout lorsque ces royaumes sont DEPOURVUS D'HABITANS, OU OCCUPÉS PAR DES INFIDÈLES dont la conversion à la Foi chrétienne importe beaucoup à la gloire de Dieu: mais comme beaucoup d'autres Royaumes, & depuis peu celui d'Angleterre, ont donné leurs noms d'une manière très-louable aux nouvelles Terres qu'ils ont acquises & subjuguées; & faisant attention au grand nombre de peuples qui, par la grace de Dieu, se trouvent aujourd'hui sous notre obéissance, & combien il est expédient de les exercer à des travaux utiles & honnêtes, pour empêcher que la paresse & l'oisiveté ne les fassent tomber dans les vices & les maux les plus déplorables, Nous avons cru qu'il seroit à propos d'en faire passer une partie dans une nouvelle contrée qu'ils rempliroient de colonies, étant par leur courage, leur activité, la force de leur corps & leur nombre, aussi capables d'affronter les difficultés qu'aucuns autres mortels: Nous pensons que ce projet est très-avantageux à ce Royaume, en ce qu'il ne demande que des hommes & des femmes, des bestiaux & des grains, sans exportation d'argent; & qu'il ne peut apporter aucun préjudice à la Nation, à qui elle procurera la vente des marchandises du Royaume dans un temps où le commerce est si diminué. A ces causes, & pour le bon, fidèle & agréable

ble service que nous a rendu & doit rendre dans la suite notre amé Conseiller le sieur Guillaume Alexandre, Chevalier, le premier de ses compatriotes qui auroit tâché d'établir cette colonie à ses propres dépens, & qui nous auroit demandé les différentes terres bornées par les limites ci-dessous mentionnées: Nous donc, en vertu de notre vigilance royale dans tout ce qui concerne la propagation de la Religion, l'opulence, prospérité & paix des sujets naturels de notre dit Royaume d'E'cosse, & suivant l'exemple de ce que les autres Princes étrangers ont fait jusqu'à présent dans des cas semblables; de l'avis & consentement de notre très-amé cousin & Conseiller le Comte de Mar seigneur d'Ereskine & de Eareoch, notre grand Trésorier, Reviseur des comptes, Collecteur & Trésorier des nouvelles acquisitions & augmentations de ce Royaume d'E'cosse, & des autres seigneurs Commissaires du même Royaume; Nous avons donné, accordé & disposé, & par la teneur des présentes, donnons, accordons & disposons en faveur dudit sieur Guillaume Alexandre, à ses hoirs & héritiers quelconques ou ayans cause, toutes & chacunes terres, continens & isles situées en Amérique entre le promontoire communément dit Cap de Sable, situé environ à quarante-trois degrés de latitude boréale; partant ensuite de ce promontoire & suivant le rivage de la mer qui s'étend à l'occident vers le Port de Sainte-Marie, vulgairement appelé *Saint Mary's Bay*, & delà vers le nord, en allant en ligne droite à l'entrée ou port de la grande Baye qui s'é-

Pièces justificatives.
11^{de}. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

N^o. III.
Charte de la
Nouvelle
Ecosse, de
1625.

tend dans la partie orientale des terres, entre les pays des Souriquois & des Etchemins jusqu'au fleuve communément appelé de Sainte-Croix, & à la source la plus éloignée qui est à la partie occidentale & dont les eaux se mêlent immédiatement avec celles de ladite rivière; d'où par une ligne droite imaginaire que l'on concevra traverser les terres & s'étendre vers le nord jusqu'à la prochaine baye, fleuve ou source qui se décharge dans la grande rivière du Canada; & en partant de ce point vers l'orient, en suivant les rivages du même fleuve de Canada, jusqu'à la baye, port ou rivage communément dit de *Gachepe* ou *Gaspé*, & delà vers le sud-est aux isles appelées *Baccalaos* ou *Cap-Breton*; laissant à droite lesdites isles, & à gauche le golfe dudit fleuve de Canada ou de la grande Baye, & les terres de Newfoundland ou Terre-neuve, avec les isles qui appartiennent auxdites terres; prenant ensuite au promontoire du Cap-Breton, gisant à peu près à la latitude boréale de quarante-cinq degrés; & depuis ledit promontoire du Cap-Breton, continuant vers le midi & l'occident jusqu'au Cap de Sable, où nous avons commencé la présente énumération, qui renferme & comprend entre les mers, rivages de fleuves & leurs contours depuis une mer jusqu'à l'autre, tous les continens, avec leurs fleuves, torrens, embouchûres, rivages, isles & mers adjacentes à six lieues à la ronde des parties ci-dessus mentionnées, soit du côté de l'occident, du nord ou de l'orient; & depuis le sud-est, où est le Cap-Breton, & à sa partie australe, où est situé le Cap de Sable, Nous
lui

lui donnons toutes les mers & toutes les isles qui sont vers le midi à la distance de quarante lieues des rivages, ci-dessus mentionnés, & en outre la grande isle communément appelée Isle de Sable ou de Sablon, gissant vers le Carban, autrement vers le sud-sud-est, environ à trente lieues en mer dudit Cap-Breton & à la latitude de quarante-quatre degrés, ou environ: lesquelles terres ci-dessus nommées porteront à l'avenir le nom de Nouvelle E'cosse; & ledit Sr. Guillaume les divisera en parties & portions comme il le jugera à propos, & leur imposera des noms suivant son bon plaisir: il jouira pareillement de toutes les mines, tant des mines royales d'or & d'argent, que de celles de fer, de plomb, d'étain, de cuivre & de tous les autres minéraux quelconques, avec la permission de miner, creuser, retirer de la terre, fondre, purifier & repurger lesdits minéraux; de les convertir à son propre usage ou à d'autres usages quelconques, comme il plaira audit sieur Guillaume Alexandre, à ses hoirs ou héritiers, ou ayans cause, & à ceux qu'il établira en sa place dans lesdites terres: nous réservant seulement à Nous & à nos successeurs la dixième partie du métal vulgairement appelé Oare, c'est-à-dire, de l'or & de l'argent que l'on tirera de la terre dans la suite, ou que l'on exploitera; laissant audit sieur Guillaume, ses hoirs ou ayans cause, tous les autres métaux en entier, soit de cuivre, de fer, d'étain, de plomb & autres minéraux quelconques, sans que Nous & nos successeurs puissions en rien exiger, afin que ledit sieur Guillaume soit plus en état de supporter les

Pièces justificatives.

IIde. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.

Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.

dépenses considérables que lui causera l'ex-
ploitation desdits minéraux; & en outre, lui
accordons la jouissance de toutes les pierreries
& celles que l'on nomme ordinairement per-
les, & autres pierres précieuses; comme
aussi la jouissance des forêts, buissons, pâ-
turages, marais, lacs, & toutes les pêches,
tant dans l'eau salée que dans l'eau douce,
tant des poissons royaux que des autres; la
liberté des chasses, commodités, plantations
& métairies quelconques; avec puissance,
privilege & juridiction libre de royauté à per-
pétuité, en fait de chapelle & chancellerie;
avec donation de patronage à l'égard des
églises, chapellenies & Bénéfices, droit de
Fief & d'exigence de service de la part des
vassaux; avec les offices & dignités de haute
Justice & d'Amirauté dans les confins & bor-
nes ci-dessus mentionnés; en outre, la puis-
sance d'établir des villes libres, des bourgs
libres, des ports, villages & bourgs portant
droits de baronnie; liberté d'établir des foi-
res & marchés publics dans l'étendue & con-
fins desdites terres; des cours de Justice &
d'Amirauté, dans l'espace compris entre les-
dites limites des ports & mers ci-dessus men-
tionnés; & en outre, la liberté d'imposer,
de lever & de recevoir tous les droits de
péage, de douane, d'ancrage, & tous les
autres droits des bourgs, foires, marchés &
ports libres; de les posséder & en jouir à
tous égards, comme un grand ou petit Baron
en a joui ou pû jouir dans notre royaume
d'E'cosse au temps passé ou futur; avec toutes
les autres prérogatives, privilèges, immuni-
tés, dignités, casuels, profits & émolumens
dans toute l'étendue desdites terres, mers
&

& bornes qui les concernent; & tout ce que nous pouvons donner ou accorder, en une forme aussi libre & aussi ample que quelqu'un de nos prédécesseurs auroient donné ou pût donner des chartes, lettres patentes, des inféodations, donations ou diplomes, à tout sujet de quelque qualité ou degré que ce soit, à toute société ou communauté, pour habiter des terres étrangères, ou pour en découvrir de nouvelles; en un mot, en une forme aussi libre & aussi ample qu'elle pourroit l'être, insérée dans ces présentes patentes: Faisons, constituons & ordonnons ledit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs ou ayans cause, ou leurs députés, pour être nos Lieutenans généraux héréditaires, afin de représenter notre personne royale, tant par mer que par terre dans lesdites contrées, mers, rivages & confins susdits, soit en allant dans lesdites terres ou tant qu'il y demeurera, soit en s'en retournant pour gouverner, régir & punir tous ceux de nos sujets qui iront dans lesdites terres, ou qui les habiteront, ou qui feront commerce avec les habitans, ou qui s'y établiront, soit pour leur pardonner, accorder grace, établir des loix, statuts, constitutions, décrets, instructions, formes de gouvernement, charges de magistrature; & cela, dans les bornes desdites terres & selon le bon plaisir dudit sieur Guillaume Alexandre, ou de ceux établis par lui pour le gouvernement dudit pays & de ses habitans, dans toutes les causes tant criminelles que civiles; avec la liberté d'altérer & de changer les mêmes loix, gouvernemens, formes, charges & cérémonies toutes les fois qu'il lui plaira, à lui ou à ses

Pièces justificatives.

Ide. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
*Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.*

ayans cause, pour le bien & l'utilité dudit pays: de façon que les loix qu'on y établira soient conformes, autant qu'il sera possible, à celles de notre royaume d'E'cosse: Nous voulons en outre, que dans le cas de rebellion ou de sédition, il fasse usage des loix militaires contre les coupables ou contre ceux qui voudroient se soustraire à son autorité, & que cet usage soit aussi libre que celui dont jouissent ou peuvent jouir nos Lieutenans dans nos royaumes & domaines en vertu de leur charge & lieutenance, à l'exclusion de tous les autres Officiers tant de terre que de mer du royaume d'E'cosse, qui voudroient dans la suite reclamer quelque droit ou autorité, ou prendre quelque intérêt auxdites terres, ou prétexter quelque juridiction dans lesdites contrées ou provinces en vertu de quelque diplôme ou disposition précédente: Et pour encourager les personnes de naissance à des expéditions si louables, & à former des plantations & des colonies dans lesdites terres; nous donnons & nous accordons pour Nous, nos successeurs & nos hoirs, de l'avis & consentement susdit, en vertu des présentes patentes, pleine & entière liberté audit sieur Guillaume Alexandre & ses ayans cause, de conférer des faveurs, privilèges, charges & honneurs à ceux qu'il jugera à propos; avec pleine puissance de disposer & faire donation à tous ceux ou à quelqu'un de ceux qui pourront dans la suite faire des conventions ou des contrats avec ledit sieur Guillaume ou ses ayans cause pour lesdites terres, moyennant sa propre signature ou celle des personnes qui en auront droit, & le sceau ci-dessous

men-

mentionné; lui laissant la liberté de donner une portion ou différentes portions desdites terres, ports, baies, fleuves, ou de quelque partie d'iceux; de faire même construire des machines de différens genres, d'établir des arts, des facultés ou sciences, ou d'en empêcher l'exercice en tout ou en partie, comme il le jugera convenable pour le bien & l'utilité desdits pays; en outre, de donner, accorder & attribuer telles charges qu'il voudra, de constituer des droits & des pouvoirs, de désigner tels Capitaines, Officiers, Baillis, Gouverneurs, ou tous autres Officiers quelconques de royauté, baronnie ou de bourg, & tous autres ministres quelconques pour l'administration de la justice dans toute l'étendue des limites ci-dessus mentionnées, & même pendant la route que l'on fera, soit pour aller par mer auxdites terres, soit pour en revenir, comme il lui semblera nécessaire, selon les qualités, conditions & mérite des personnes qui voudront aller dans quelqu'une des colonies desdites terres, ou qui voudront en habiter une portion, ou qui exposeront leurs biens & leurs fortunes pour le bien & l'accroissement des colonies; lui laissant la liberté de les déposer de leurs charges, de modifier ou de changer lesdites charges, comme il paroîtra convenable à lui ou à ses ayans cause: Et comme des projets de cette nature ne peuvent s'exécuter sans de grands travaux & des dépenses considérables, qu'ils exigent même des sommes d'argent qui surpassent les facultés des particuliers, & qu'ils demandent les secours de plusieurs; à ces causes. Nous voulons que tous ceux de nos différens sujets

Pièces justificatives
IId. partie.

Sur l'Acadie.

qui

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. 111.
*Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.*

qui feront des contrats avec ledit sieur Guillaume Alexandre ou ses ayans cause, pour des envois ou des réceptions particulières, pour des terres, des pêches, des marchandises, ou pour les transporter avec leurs pacotilles, biens & effets dans la Nouvelle E'cosse; Nous voulons, dis-je, que tous ceux qui feront de tels contrats avec ledit sieur Guillaume, avec signature & apposition de cachet, en limitant, assignant & fixant le jour & le lieu pour le transport de leurs personnes, biens & effets; ou s'obligeant de payer la somme d'argent dont on sera convenu, & qui cependant bien loin d'observer lesdits contrats en frustreront ledit sieur Guillaume & lui nuiroient considérablement, & mettroient même un obstacle à nos louables intentions & tendroient à les anéantir; alors il sera permis audit sieur Guillaume & ses ayans cause, ou à leurs Députés, au Juge Conservateur ci-dessous mentionné, de prendre & saisir en vertu de la violation du contrat, pour lui ou ceux qui y seront intéressés, toutes lesdites sommes d'argent, biens, effets & marchandises: & pour en rendre l'exécution plus facile & éviter en même temps la prolixité des loix, Nous avons donné & accordé, & en vertu des présentes donnons & accordons pleine puissance aux seigneurs de notre Conseil, de les réduire dans l'ordre & punir les violateurs de ces contrats ou traités, qui ont pour objet le transport des hommes; & quoique tous les contrats qui se passeront entre ledit sieur Guillaume ou les siens susdits, & les personnes qui voudront hasarder sur mer & faire transporter des hommes avec leurs biens & effets, soient

soient accomplis au jour marqué, & qu'ils ^{Pièces justificatives.} abordent aux rivages de ladite province de la Nouvelle E'cosse avec leurs biens, paco- ^{Ide. partie.} tilles & effets, dans le dessein d'établir une ^{Sur l'Acadie.} colonie & de s'y fixer; & qu'il arrive cependant dans la suite que sans la permission dudit sieur Guillaume, de ses hoirs ou députés, lesdites personnes viennent à quitter ladite province de la Nouvelle E'cosse & ses confins, & les associations & colonies susdites dont elles étoient membres & avec lesquelles elles vivoient en société, & que lesdites personnes se transportent chez des peuples Sauvages & dans des endroits éloignés, pour y habiter dans des déserts; alors lesdites personnes perdront, à raison de forfaiture, toutes les terres qui leur avoient été accordées & tous leurs biens contenus dans l'étendue des limites ci-dessus mentionnées; & il sera permis audit sieur Alexandre & aux siens susdits, de les appliquer au sicc, d'aller reconnoître toutes les terres abandonnées, de s'en emparer aussi-bien que de toutes les choses qui appartiendront, de quelque manière que ce soit, auxdites personnes, de les convertir à son propre usage & à celui des siens susdits: Et afin que tous nos bien aimés sujets, tant de nos royaumes & domaines, que les étrangers qui voudront aller auxdites terres ou en quelqu'endroit de la Nouvelle E'cosse pour y commercer, soient informés plus amplement de nos intentions, & se soumettent à la puissance & autorité que nous avons donnée à notre fidèle Conseiller le sieur Guillaume Alexander & aux siens susdits, pour toutes les commissions, contrats de donation qu'il accordera & constituera

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.

stituera pour le futur ou en quelque temps que ce soit, pour la décence & validité des constitutions & réglemens des Officiers, pour le gouvernement de ladite colonie, concession des terres, & exécution de la justice envers lesdits habitans, commerçans, députés, facteurs ou fondés de procuration, demeurant dans quelque'une desdites terres ou qui y feront voile; Nous, de l'avis & consentement ci-dessus mentionné, ordonnons que ledit sieur Guillaume Alexandre & les siens susdits auront un sceau commun pour l'office de Lieutenant de Justice & d'Amirauté; lequel sceau sera gardé à l'avenir par ledit sieur Guillaume Alexandre, les siens susdits ou leurs députés: voulons que nos armes soient gravées sur un des côtés dudit sceau, avec ces mots à l'entour: *le Sceau du Roi d'E'cosse, d'Angleterre, de France & d'Irlande*; & au revers sera gravée notre image ou celle de nos successeurs, avec ces mots: *pour le Lieutenant de la Nouvelle E'cosse*; un pareil sceau demeurera entre les mains & à la garde du Conservateur des privilèges de la Nouvelle E'cosse, afin de s'en servir, suivant sa charge, selon que les circonstances le requerront: Et comme il est de la dernière importance que tous nos bien amés sujets qui iront habiter ledit pays de la Nouvelle E'cosse vivent tous ensemble dans la crainte de Dieu & dans son vrai culte, en faisant tous leurs efforts pour y établir & affermir la Religion chrétienne, entretenir la paix & l'union avec les habitans, les Sauvages & les naturels du pays, afin qu'ils puissent y exercer le commerce en sûreté & avec joie, & jouir de la paisible possession de tous les biens qu'ils

qu'ils auront acquis par leurs fatigues & leurs travaux; nous voulons, pour Nous & nos successeurs, & nous avons jugé à propos de donner & accorder en vertu des présentes, audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens susdits ou ayans cause, ou à tous les Gouverneurs, Officiers & Ministres nommés de leur part, pleine & absolue puissance de faire & de contracter paix, alliance, amitié, assemblées, communication avec les Sauvages & naturels du pays, ou avec leurs chefs ou autres quelconques ayant puissance sur eux; de nourrir & d'entretenir ladite amitié & affinité qu'ils contracteront avec eux, pourvû que d'un autre côté les Sauvages observent fidèlement les conventions; que s'ils y manquent, nous permettons de prendre les armes, afin de les réduire dans l'ordre & le devoir, comme il paroîtra expédient audit sieur Guillaume & aux siens susdits, pour l'honneur, l'obéissance & le service de Dieu, comme aussi pour affermir, défendre & conserver notre autorité parmi ces peuples; avec pouvoir audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens susdits, leurs députés, substitués ou désignés par eux, pour leur défense & sûreté, en tout temps & dans des circonstances légitimes, d'attaquer inopinément, saisir, chasser & courir sus & repousser par la force des armes, tant par mer que par terre, tous ceux qui, sans une permission expresse dudit sieur Alexandre ou des siens susdits prétendroient habiter lesdites terres, exercer le commerce dans ladite Nouvelle E'cosse, province ou partie quelconque d'icelle, & pareillement tous ceux qui oseroient apporter quelque dommage, détriment, destruction,

Pièces justificatives.

IId. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
*Charte de la
Nouvelle E'-
cosse, de 1625.*

tion, lésion ou invasion à l'égard de ladite province ou de ses habitans; & pour plus grande facilité il sera permis au sieur Guillaume Alexandre, aux siens susdits ou leurs députés, facteurs ou personnes désignées, d'exiger & de lever des contributions sur les négocians & habitans dudit pays, par proclamations ou tout autre moyen, & dans les temps qui leur paroîtront convenables; de convoquer tous nos sujets compris dans lesdites limites de ladite province de la Nouvelle E'cosse, les habitans & ceux qui y exerceront le commerce, afin de pourvoir aux troupes nécessaires pour la défense du peuple & desdites colonies, pour leur amélioration & accroissement; avec plein pouvoir, privilège & liberté audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens susdits ou leurs substitués, de naviger dans toutes les mers sous notre pavillon & étendards, avec autant de vaisseaux & aussi grands qu'ils le voudront, chargés d'autant de munitions & de vivres qu'ils en pourront avoir, en tout temps & autant de fois qu'ils le jugeront à propos, & de transporter toutes les personnes qu'ils voudront dans lesdites terres d'E'cosse, de quelque qualité ou condition qu'elles soient, nos sujets ou les personnes desirant de l'être & de faire le voyage, avec le transport de leurs bestiaux, chevaux, bœufs, moutons, biens, effets, munitions, machines de toute espèce, armes & instrumens militaires, toutes les commodités & choses nécessaires à l'usage de ladite colonie, au commerce avec les naturels du pays ou avec ceux qui commercent avec lesdites colonies; comme aussi de transporter dudit pays dans
notre

notre royaume d'E'cosse toutes les commo-
 dités & marchandises nécessaires, sans payer aucune
 taxe, douane ou impôt, à Nous, à nos douaniers
 ou leurs députés, suspendant quant à ce point
 leur office pendant l'espace de sept ans, à
 compter du jour de la date des présentes;
 laquelle exemption est accordée pour l'espace
 de treize années consécutives, & par la teneur
 des présentes l'accordons & disposons en faveur
 dudit sieur Guillaume Alexandre & des siens
 susdits, & cela dans la proportion de cinq
 pour cent, sur les marchandises dont il sera
 fait mention dans la suite; & après les treize
 années écoulées, il sera permis à Nous & à
 nos successeurs, de prendre sur tous les biens
 & marchandises qui seront transportées de ce
 royaume d'E'cosse à ladite province, ou de
 ladite province à notre royaume d'E'cosse ou
 dans ses ports quelconques par ledit sieur
 Guillaume, la seule somme de cinq livres sur
 cent, selon l'ancienne coutume du commerce,
 sans aucune autre imposition, taxe, douane,
 impôt ou devoir quelconque; laquelle somme
 de cinq livres sur cent sera payée par ledit
 sieur Guillaume & ses ayans cause, à nos
 Officiers constitués à cet effet; & dès-lors
 il sera permis audit sieur Guillaume & aux
 siens susdits, de transporter les mêmes biens
 de notre royaume d'E'cosse dans d'autres
 parties ou régions étrangères; sans payer
 d'autres droits, taxes, impôts ou devoirs,
 à Nous, nos héritiers ou successeurs, ou à
 quelques autres que ce soit; pourvû cepen-
 dant que lesdits biens soient remis derechef
 sur les vaisseaux dans l'espace de treize
 mois après leur arrivée dans les ports de
 notre royaume: Donnons

Pièces justificatives.
 II^{de}. partie.
 Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.

& accordons pleine & entière puissance au-
dit sieur Guillaume & aux siens susdits, de
prendre, lever & recevoir de tous nos su-
jets qui voudront trafiquer & exercer le
commerce avec lesdites colonies, ou s'en
revenir desdites colonies dans notre ro-
yaume, outre ladite somme qui nous est
due, cinq livres sur cent sur tous les
biens & marchandises, soit à raison de leur
exportation de notre royaume d'E'cosse à la
province de la Nouvelle E'cosse, ou à rai-
son de leur importation de ladite province
dans notre royaume d'E'cosse, & cela, pour
son usage & celui des siens susdits; & pa-
reillement de prendre sur tous les biens &
marchandises qui seront transportées de la-
dite province de la Nouvelle E'cosse dans
nos domaines quelconques, par nos sujets
conducteurs de colonies, négocians, navi-
gateurs, ou qui seront exportées de nos ro-
yaumes & autres lieux de nos domaines à
ladite Nouvelle E'cosse, au delà & par-des-
sus ladite somme à Nous destinée, cinq li-
vres sur cent; & quant aux biens & mar-
chandises de tous les étrangers qui ne sont
point sous notre obéissance, qui feront des
exportations ou des importations dans ladite
province de la Nouvelle E'cosse, Nous per-
mettons de prendre au delà & par-dessus la
somme qui nous est destinée, dix livres sur
cent, qui sera levée, prise & reçue pour
l'usage dudit sieur Guillaume & des siens
susdits, par tels ministres, officiers, substi-
tuts, facteurs ou députés qui seront consti-
tués & nommés à cet effet: Et pour plus
grande sûreté & commodité dudit sieur Guil-
laume & des siens susdits, comme aussi de
tous nos autres sujets qui voudront aller ha-
biter

biter dans la Nouvelle E'cosse ou y faire le ^{pièces justifi-} commerce, & généralement de tous ceux ^{catives} qui ne feront point difficulté de se soumet- ^{IId.e. partie.} tre à notre puissance & autorité; Nous avons jugé à propos & nous voulons qu'il soit per- ^{Sur l'Acadie.} mis audit sieur Guillaume & aux siens susdits, de bâtir ou faire bâtir une ou plusieurs places fortifiées, ouvrages de défense, châteaux, citadelles, redoutes, arsenaux, forts & autres édifices militaires, avec des ports, baies & autres lieux propres au mouillage des vaisseaux, comme aussi des vaisseaux de guerre pour la défense desdits lieux, comme il semblera convenable audit sieur Guillaume & aux siens susdits; & en outre d'y établir des troupes de soldats pour leur propre défense, & en général tout ce qui sera nécessaire pour l'état florissant, augmentation du peuple, habitation, conservation & gouvernement de ladite Nouvelle E'cosse, de ses rivages & territoires dépendans desdits lieux & compris dans l'étendue des limites ci-dessus mentionnées; de faire en notre nom & par notre autorité tout ce que nous pourrions faire nous-mêmes si nous étions présents, nonobstant qu'un tel cas requit des ordres plus spécifiés & plus précis que ceux qui sont prescrits par les présentes: Voulons, ordonnons & prescrivons très-étroitement à tous nos Justiciers, Officiers & sujets qui se transporteront dans lesdits lieux, de se soumettre à la présente Ordonnance, & d'obéir audit sieur Guillaume & aux siens susdits dans ce que nous avons ordonné ci-dessus, en tout ou en partie, en substance, circonstances & dépendances, & que dans l'exécution ils lui soient aussi obéissans qu'ils le doivent être à notre égard, puisqu'il re-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.

présente notre Personne, & cela sous peine de désobéissance & de rébellion: Déclarons en outre, par la teneur des présentes, à tous les Rois, Princes & E'tats chrétiens, que s'il arrive dans la suite que quelques-uns exerçant le métier de pirates dans lesdites colonies ou en quelque partie de la Nouvelle E'cosse, par permission ou ordre, par terre ou par mer, enlèvent les biens de quelqu'un, ou commettent hostilement quelque chose d'injuste ou de fâcheux à l'égard de quelqu'un de nos sujets ou de ceux de nos hoirs & successeurs, ou des autres Rois, Princes, Gouverneurs ou E'tats qui seront en alliance avec Nous, & qu'en vertu de ladite alliance quelqu'un desdits Rois, Princes, Gouverneurs, E'tats ou leurs sujets, nous portent de justes plaintes sur les excès commis par lesdits Confédérés; Nous, nos hoirs & successeurs, aurons soin de faire des proclamations publiques dans quelqu'une des parties de notre royaume d'E'cosse qui nous paroîtra la plus convenable à cet effet, pour que lesdits pirates qui commettront de telles rapines restituent pleinement, dans un temps qui sera limité par lesdites proclamations, tous les biens qu'ils auront enlevés, & nous donnent satisfaction des injures qu'ils auront faites, de façon que lesdits Princes & les autres qui se seront plaints, avouent avoir reçu une pleine satisfaction; que si après avoir commis de telles actions, ils refusent de restituer ou faire restituer dans le temps limité, les biens qu'ils auront enlevés, Nous déclarons qu'ils ne seront plus dorénavant sous notre sauvegarde & protection, & qu'il sera permis à tous les Princes & autres susdits de poursui-

vre les délinquans en ennemis & de courir Pièces justifi-
 sus: Et quoiqu'il soit statué qu'aucun des catives.
 Nobles & Gentilshommes ne sortent de leur IIde. partie.
 patrie sans notre permission, néanmoins nous
 voulons que le présent Diplome serve de Sur l'Acadie.
 permission & de garant à tous ceux qui vou-
 dront faire le voyage de la Nouvelle E'cos-
 se, pourvû qu'ils ne soient pas coupables de
 lèze-majesté, ou empêchés par quelque'or-
 donnance spéciale; & déclarons en outre,
 par la teneur des présentes, & voulons
 qu'on ne permette à qui que ce soit de for-
 tir de la patrie pour aller dans la Nouvelle
 E'cosse, qu'à ceux qui auparavant auront re-
 connu par serment notre droit de suprema-
 tie; à l'effet de quoi Nous donnons & ac-
 cordons pleine puissance & autorité, en
 vertu des présentes, audit sieur Guillaume,
 aux siens susdits ou à leurs Conservateurs ou
 députés, de requérir & d'exiger le même
 serment de toutes les personnes qui se trans-
 porteront dans lesdites terres & colonies:
 de plus, déclarons, décernons & ordonnons,
 de l'avis & consentement susdit, pour Nous
 & nos successeurs, que tous nos sujets qui
 partiront pour la Nouvelle E'cosse ou qui
 voudront s'y établir, leurs enfans & posté-
 rité qui y naîtront, comme aussi tous les
 négocians y faisant commerce, posséderont
 & jouiront de toutes les libertés, immuni-
 tés & privilèges que possèdent tous les su-
 jets libres & naturels de notre Royaume
 d'E'cosse ou de tous nos autres domaines,
 de la même façon que s'ils y fussent nés:
 En outre, donnons & accordons, pour
 Nous & nos successeurs, audit Guillaume
 Alexandre & aux siens susdits, libre puis-
 sance d'établir & faire frapper monnoie,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625,

pour la plus grande facilité du commerce des habitans de ladite province, de quelque métal & sous quelque forme qu'ils le voudront: & s'il s'éleve quelque difficulté ou quelque doute sur l'interprétation ou l'énoncé de quelque clause insérée dans les présentes, on les prendra & interprétera dans la forme la plus ample, & en même temps la plus favorable audit sieur Guillaume & aux siens susdits. De plus, Nous, de notre certaine science, propre mouvement, autorité & puissance Royale, avons fait, uni, annexé, érigé, créé, incorporé, & par la teneur des présentes, faisons, unissons, annexons, érigeons, créons & incorporons ladite province toute entière & les terres de la Nouvelle E'cosse, ainsi que toutes leurs limites & confins en un seul, entier & libre domaine & Baronnie, que l'on appellera dans tous les temps futurs du nom de *Nouvelle E'cosse*: Voulons & accordons, & pour Nous & nos successeurs, décernons & ordonnons qu'une seule prise de possession qui sera faite à présent & dans tout le temps à venir par ledit sieur Guillaume & les siens susdits, sur une partie desdites terres, sera suffisante pour tout le pays avec toutes ses parties, dépendances, privilèges, casuels & immunités ci dessus mentionnées: sans que ni lui ni les siens susdits soient tenus d'aucune autre prise de possession spéciale ou particulière d'aucune autre partie; en vertu de laquelle prise de possession & de tout ce qui doit s'ensuivre, Nous, de l'avis & consentement susdit, pour Nous & nos successeurs, avons accordé & accordons par la teneur des présentes, de la manière que nous le dirons plus bas, la possession & jouissance
pour

pour toujours de toute & de l'entière région & domaine de la Nouvelle E'cosse, avec toutes ses limites comprises dans l'étendue des mers ci-dessus assignées; avec tous les autres privilèges, libertés, immunités, casuels & autres droits ci-dessus exprimés, audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs ou ayans cause, pour être tenus de Nous & de nos successeurs à perpétuité, en fief, héritage, domaine libre, baronnie libre & droits régaliens, de la manière ci-dessus mentionnée, dans toute l'étendue des bornes & limites prises en ligne droite, tant en longitude qu'en latitude; comme aussi la possession des maisons, édifices construits ou à construire, jardins, plaines, bois, marais, chemins, routes, eaux, étangs, ruiffeaux, prés, pâturages, moulins, droits des grains moulus & tout ce qui en dépend, chasses des oiseaux & des bêtes fauves, pêches, tourbes & tourbières, charbons & charbonnières, lapins & garennes, colombiers & pigeonniers, ateliers, forges, bruyères, genêts, forêts, bois de haute futaie, bois taillis, arbrisseaux, carrières, matières à faire de la chaux, avec cours de Justice & leur ressort, droit de seigneur sur les vassaux, droits de remise, droits d'aubaine dans les mariages, droits de fourches & lieux patibulaires, culs-de-fosse, droit de franchecourt, droit de sok, de sok, thole, thane, infangthief out fangthief, out wrark, wavi, vesk, venysane, pit & galleus; avec toutes les autres libertés, privilèges, profits, émolumens qui en dépendent, tant ceux qui ont été nommés, que ceux qui ne l'ont point été, tant sous terre que sur terre, & qui regardent ou doivent justement

Pièces justificatives
IIde. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle
E'cosse, de
1625.

regarder de près ou de loin le susdit domai-
ne, Baronnie & droits régaliens en quel-
que manière que ce soit; & d'en jouir par
la suite librement, pleinement, entièrement,
honorifiquement & paisiblement, sans aucu-
ne révocation, contradiction, empêchement
ou obstacle quelconque; à la charge audit
sieur Alexandre & aux siens susdits de nous
payer, à Nous, nos hoirs & successeurs; un
denier de monnoie d'E'cosse sur le fonds
desdites terres & province de la Nouvelle
E'cosse, à la fête de la Nativité de Notre-
seigneur, sous le nom de *Blanche-ferme*, &
au cas seulement qu'on demandât ce droit:
& parce que lesdites terres de la Nouvelle
E'cosse étant tenues en *Blanche-ferme*, se-
roient sujettes à tomber en notre main tou-
tes les fois que les héritiers ou ayans cause
quelconques dudit sieur Guillaume Alexan-
dre n'en auroient pas pris possession suivant
les loix, ce qui leur seroit difficile à cause
de l'éloignement, & que nous aurions droit
d'en jouir jusqu'à cette prise de possession
ou entrée légitime du légitime héritier;
Nous ne voulant pas que lesdits pays puis-
sent jamais tomber en nos mains par faute
de ladite entrée légitime, ni que le sieur
Guillaume Alexandre & les siens susdits
soient frustrés des bénéfices, profits & émo-
lumens qui en reviennent; Nous, de l'avis
ci-dessus mentionné, avons dispensé, & par
la teneur des présentes, dispensons pour
Nous & nos successeurs, avons renoncé &
déchargé, & déchargeons ledit sieur Guil-
laume & les siens susdits, de ladite obliga-
tion d'entrée légitime, faute de laquelle
lesdites terres avec leurs appartenances ne
tomberont point en nos mains & en notre
pos-

possession; pourvû cependant que ledit sieur Guillaume, ses hoirs ou personnes désignées par lui, dans l'espace de sept ans après la mort de leurs prédécesseurs, ou après leur entrée dans la possession desdites terres, nous fassent hommage à Nous & à nos successeurs, par eux-mêmes ou par ceux qui auront pouvoir à cet effet, & qu'en entrant dans la jouissance desdites terres ils soient reçûs & mis en possession par Nous, selon les loix & statuts de notre dit Royaume d'E'cosse; dans lequel cas les hoirs & ayans cause du sieur Guillaume Alexandre, nonobstant le défaut de prise de possession, jouiront & posséderont toutes & chacunes les terres, pays & domaines de la Nouvelle E'cosse, avec tous les profits, commodités, bénéfices, privilèges & libertés desdites terres, comme si ladite prise de possession n'eût point manqué, ou que lesdites terres n'eussent point tombé en vacance par ce défaut. Lesquelles terres & domaine de la Nouvelle E'cosse, tant de la terre ferme que des isles & leurs limites, les mers qui les environnent, avec les pêches tant en eaux salées qu'en eaux douces, tant des poissons royaux que des autres, avec les perles, pierres précieuses, veines, mines, minéraux royaux d'or & d'argent, & les autres mines de fer, d'acier, de plomb, de cuivre, d'airain, d'étain, de laiton & autres quelconques, avec les privilèges, libertés, immunités, prérogatives, charges, juridictions qui auront appartenu audit sieur Guillaume Alexandre, à ses hoirs & ayans cause, & qui auront été resignées entre nos mains dûment & légitimement par ledit sieur & ses héritiers & cointénués de procuration: & ce pour la nouvelle

Pièces justificatives
IIdé. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1625.

velle inféodation héréditaire desdites terres en vacance, en faveur dudit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause susdits, en la forme d'ue, compétente & convenable, pour être tenues, ainsi qu'il a été dit, avec dispense de l'obligation d'entrée légitime, en la manière susdite: Nous de l'avis susdit, & à cause du bon, fidèle & gratuit service qui nous a été rendu par ledit sieur Guillaume Alexandre; & ayant égard aux grandes dépenses *qu'il sera obligé de faire pour la plantation dans lesdites limites du domaine & pays de la Nouvelle E'cosse & leur réduction sous notre obéissance*, & pour d'autres causes graves & onéreuses, Nous avons donné de nouveau, accordé & disposé, & par la teneur de la présente, donnons, accordons & disposons audit sieur Guillaume, ses hoirs & ayans cause, toutes & chacunes les terres susdites, domaines & pays de la Nouvelle E'cosse, avec tous les châteaux, tours, forteresses, manoirs, édifices construits & à construire, jardins, vergers, plantations, prairies, pâturages, forêts, bruières, moulins & moutures, & terres sujettes auxdits droits, pêches, tant des poissons rouges que des blancs, saumons, grands & petits poissons, tant en eaux douces qu'en eaux salées, avec toutes les dixmes en gerbe qui leur appartiennent, y compris tant les grosses que les menues, avec droit de Patronage & de nomination aux Bénéfices, E'glises, & Chapellenies, & tous les autres droits annexés & dépendans, droit de fief & d'exigence de services dans lesdites terres, avec toutes les pierres précieuses, cristaux, aluns, coraux & tous les autres minéraux, veines,
pier-

pierreries, tant des métaux & minéraux royaux d'or & d'argent renfermés dans l'étendue desdites terres & domaine de la Nouvelle E'cosse, que des autres minéraux quelconques, avec toutes leurs parties, portions, dépendances, privilèges, libertés & immunités de toutes & chacunes les terres, domaines & pays de la Nouvelle E'cosse, avec pleine puissance & privilège audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, de rechercher, fouiller & remuer les terres pour en retirer les métaux; de les exploiter, purger, purifier; de s'en servir, de les convertir & appliquer à son propre usage, nous réservant seulement à Nous & à nos successeurs la dixième partie des métaux royaux, communément appelée *Oare*, or & argent, qu'on trouvera & qu'on retirera dans la suite desdites terres; & quant au reste des autres métaux, minéraux, pierres précieuses & pierreries quelconques, ils appartiendront audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, & ce à perpétuité, avec pleine puissance de s'en servir & de les convertir à leur propre usage, avec tous les profits & émolumens qu'ils en retireront, avec une entière puissance audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, de bâtir & faire construire dans toute l'étendue dudit pays, comme ils le jugeront à propos, des villes, des bourgs libres de baronnie, des villages & métairies, des ports & des rades; d'établir & désigner des foires & des marchés, tant dans les villages qu'autre part; d'imposer, lever & recevoir tous & chacuns les impôts, droits d'ancrege & les autres droits des villes, bourgs & ba-

Pièces justificatives.
IId. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.

Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1625.

baronnie, villages, métairies, foires, mar-
chés, ports libres, baies, rades, avec tous
les casuels, profits & émolumens quelcon-
ques: De décorer lesdites villes & bourgs,
tant en dedans qu'au dehors, de Magistrats
habiles & capables, des Juges de paix, de
Baillis, de Sénateurs, Juges de police, d'au-
tres Officiers, Bourgeois libres, d'Entrepre-
neurs de manufactures, d'artisans & ou-
vriers de toute espèce, avec leurs Doyens
& toutes autres choses à ce requises, avec
pleine puissance, privilège & liberté à eux,
& à leurs libres citoyens & bourgeois, de
vendre du vin, du cidre, des saumons, des
harengs & des denrées & marchandises de
tout genre, de bâtir des églises, des cha-
pelles, des hôpitaux, hôtels-dieu, des lieux
d'hospice & de retraite, d'élever des croix,
des clochers & des cloches, & tous les or-
nemens qui en dépendent, & d'attacher aux-
dites églises des Docteurs, des Prédicateurs
& des Ministres; & pareillement d'ériger,
fonder & bâtir des petites écoles, des col-
lèges & universités sous la direction de Maî-
tres habiles, Recteurs, Régens, Professeurs
de toutes sciences, de lettres & de langues,
& d'établir des revenus pour leur entretien
& leur subsistance: comme aussi d'y établir
des Prélats, Archevêques, Evêques, Cu-
rés & Vicaires dans les églises paroissiales;
de partager & diviser toute l'étendue dudit
pays en différens Vicomtés, Provinces &
Paroisses, afin de mieux pourvoir à l'admi-
nistration des Eglises & des Vicomtés, &
à toute autre police civile: Et pareillement
de fonder, ériger & instituer un Sénat,
des lieux & des collèges de Justice, des
Con-

Conseillers, des Sénateurs & Assesseurs pour l'administration de la Justice, & ce dans toute l'étendue dudit pays; & en outre d'ériger & désigner des conseils secrets & privés, & des assemblées pour le bien public & l'utilité dudit pays; de donner & accorder des titres, des honneurs & dignités aux Membres qui les composeront, de créer des Clercs & leurs Huiffiers, d'établir des sceaux & d'établir des archives avec leurs Gardes; comme aussi d'ériger & instituer des Officiers d'état, un Chancelier, un Trésorier, un Secrétaire, Avocat, Procureur ou Clerc général des comptes, rôles & collections, & des Clercs d'archives & des rôles, des Gardes de Justice, un Clerc Directeur, ou des Directeurs de la chancellerie, un Conservateur ou des Conservateurs des privilèges dudit pays, des Avocats des Procureurs, des Solliciteurs de causes, des Agens & tous les autres membres nécessaires; & pareillement de convoquer, d'assembler & de constituer des assemblées & des convocations de Prélats ecclésiastiques, & que ces assemblées soient générales, synodales, provinciales, ou de tout autre genre qu'on le jugera à propos pour la police & la discipline ecclésiastique; comme aussi d'autoriser, réaliser & confirmer les mêmes assemblées, conseils & congrégations par des actes, des statuts & des décrets, afin de leur donner plus d'autorité: En outre Nous avons fait, constitué & ordonné, & par la teneur de la présente, faisons, constituons & ordonnons ledit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, Lieutenans généraux de Nous, nos hoirs & successeurs, pour représenter

Pièces justificatives
IId. parties:

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle E-
cosse; de 1625.

l'entier de notre Personne royale, tant par mer que par terre, dans tout le pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, tant pendant le temps qu'il y demeurera que pendant celui qu'il fera en voyage, soit pour aller ou pour s'en revenir des mêmes terres, sans aucun intervalle de temps ou de lieux; & excluant toutes autres personnes, tant par mer que par terre, de l'usurpation de tout à ce contraire, ou de l'attribution de tout droit, bénéfice, autorité; intérêt dans l'étendue desdites limites & domaine de la Nouvelle E'cosse, comme aussi de toute juridiction en vertu de quelque droit ou titre précédent, ou subséquent quelconque; & avec puissance spéciale audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens susdits de gouverner, régir, punir & pardonner à tous nos sujets & autres qui habiteront dans l'étendue desdites limites & pays de la Nouvelle E'cosse, ou qui y feront voyage, & qui violeront la paix & les loix dudit pays de la Nouvelle E'cosse, d'y faire établir & créer des loix tant civiles que criminelles, avec des loix concernant la justice, l'Amirauté, les sénéchaussées, la royauté & vicométe selon leur bon plaisir, pourvu que lesdites loix soient conformes, autant que faire se pourra; aux loix de notre Royaume d'E'cosse, ayant cependant égard aux circonstances du lieu, du pays, des personnes & de leurs qualités; & pareillement de désigner les Gouverneurs, Commandans & Chefs de toutes & chacunes desdites villes, bourgs ports de mer, rades, baies, détroits & les Capitaines des camps, des forts & forteresses, tant par mer & sur les côtes maritimes que par terre, bien & suffisamment munis,

ren-

renforcés & fortifiés de troupes pour la maintenance, défense & conservation desdits lieux & forts, & pour repousser toutes les invasions tant domestiques qu'extérieures ; de convoquer, d'assembler & faire assembler tous les habitans dudit pays dans toutes les occasions nécessaires à l'effet prescrit, pour repousser & résister à toutes les autres forces & violences quelconques : Et pour la plus grande sûreté dudit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, donnons puissance audit sieur Guillaume Alexandre & aux siens susdits de transporter dudit royaume & autres limites toutes sortes de munitions, des canons de toute espèce, grands, moyens & petits canons, demi-canons, ellingues, fauconneaux de bronze & de fer, avec tous les autres instrumens & machines de guerre, petits fusils, appelés communément mousquets, carabines, pistolets, avec de la poudre & des bales, & autres choses nécessaires, avec des armes offensives & défensives, de porter & de se servir de ces armes, tant dans l'étendue dudit pays de la Nouvelle E'cosse, que dans le passage auxdites terres ou dans les voyages de retour, & cela à tous leurs compagnons associés ou subordonnés : Nous, de l'avis susdit, avons fait, constitué & ordonné, & par la teneur de la présente, faisons, constituons & ordonnons ledit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, nos Justiciers généraux dans toutes les causes criminelles, & ce dans l'étendue des limites dudit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, grand Amiral & Seigneur des droits royaux & de l'amirauté, Sénéchaux héréditaires dudit pays & de tous

Pièces justificatives
IId. partie

Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.

Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1625.

les droits royaux de cette contrée, avec puissance audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, d'user, exercer & jouir de toutes & chacunes juridictions susdites, charges de judicature, avec tous les privilèges, prérogatives, immunités & casuels desdites charges, de la même manière & aussi librement que quelqu'autre Justicier ou Justiciers généraux, Sénéchaux, Amiraux, Vicomtes ou Seigneurs de droits royaux ont eu ou pû avoir possédé, joi de ces sortes de charges, dignités & prérogatives dans quelqu'un de nos royaumes, limites & domaines quelconques, avec puissance audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, de constituer, choisir, nommer & créer des Clercs, Officiers, Sergens, Huiffiers priseurs & autres membres des judicatures & juridictions susdites respectivement avec tous les fiefs, impôts & casuels qui y appartiennent, comme ils le jugeront convenable, sans aucun préjudice de toutes les autres inféodations, droits ou dispositions faites par Nous ou nos prédécesseurs à une personne quelconque, ou à différentes personnes qui sont ou qui seront parties intéressées dans ladite colonie de la Nouvelle E'cosse, & cela sur la résignation seulement, & non autrement, dudit Guillaume Alexandre, des parties quelconques ou portions dudit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, avec les privilèges & immunités des inféodations mentionnées: Et comme à raison du grand intervalle & distance dudit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, de notredit ancien Royaume d'E'cosse, & comme on ne peut aller ni facilement ni commodément dans

dans ledit pays que dans les temps d'été, & que ledit pays manque de tabellions & notaires requis pour se mettre en possession des fonds & seigneuries, & que cette possession ne peut se prendre dans tous les temps sur ledit lieu, & qu'ayant même égard aux grands & différens inconvéniens qui peuvent arriver lorsqu'on ne se met pas en possession dans le temps convenable, Nous voulons y pourvoir par le présent Diplome, comme aussi aux différentes Chartes & semblables inféodations accordées & à accorder dans lesdites terres & domaines de la Nouvelle E'cosse, ou dans quelque partie d'icelles : C'est pourquoi afin que la présente Charte soit plus efficace, & que la possession puisse se prendre plus aisément, il est nécessaire que la possession de toutes les terres dudit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse se prenne dans notre dit Royaume d'E'cosse, & cela dans le lieu le plus célèbre dudit Royaume, ce qui ne peut se faire convenablement & légitimement sans une union expresse dudit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse : C'est pourquoi pour la facilité, commodité & convenance de ladite prise de possession, Nous, de l'avis susdit, avons annexé, uni & incorporé, & par la teneur de la présente, unissons, annexons & incorporons à notre dit Royaume d'E'cosse tout ledit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, avec ses dixmes à la gerbe & autres dixmes, & toutes ses parties, appartenances, droits, privilèges, juridictions & libertés, & généralement & spécialement tout ce qui a été ci-dessus mentionné; & par la teneur de la présente, voulons, déclarons, décernons & ordonnons

Pièces justificatives
 II^e de partie.
 Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1625.

que la seule prise de possession qui se doit faire à notre Château d'E'dimbourg, comme le principal & le plus célèbre lieu de notre dit Royaume d'E'cosse, de toutes & chacunes les terres, pays & domaine de la Nouvelle E'cosse en tout & en partie, avec les dixmes à la gerbe & autres dixmes, est & sera une prise de possession suffisante pour toutes les terres, pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, & pour chaque partie d'icelles, avec toutes les dixmes, droits & appartenances respectivement, & avec tous les privilèges, juridictions & libertés du même pays, & toutes les autres prérogatives spécialement & généralement ci-dessus mentionnées, nonobstant que les mêmes terres, pays & domaine de la Nouvelle E'cosse soient très-distans & éloignés de notre dit Royaume d'E'cosse, sur quoi Nous, de l'avis & consentement susdits, avons dispensé, & par la teneur de la présente, dispensons à perpétuité, sans préjudicier & déroger en aucune façon aux privilèges & prérogatives accordés audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause pour l'établissement des loix, actes & constitutions de toutes & chacunes desdites terres, pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, tant par mer que par terre, & par la teneur des présentes, déclarons que nonobstant ladite union (que nous déclarons n'être seulement accordée que pour la commodité & convenance de la prise de possession), ledit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse sera jugé, régi & gouverné selon les loix & constitutions faites, à faire, à constituer, à établir par ledit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs, ayans cause & inté-

intéressés audit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, de la même manière & aussi librement à cet égard, que si ladite union n'eût point été faite & accordée: Et en outre il sera permis, nonobstant ladite union, audit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, de donner, accorder & disposer de quelques parties & portions desdites terres du pays & domaine de la Nouvelle E'cosse, qui leur appartiennent héréditairement, en faveur de quelques personnes que ce soit, leurs hoirs ou ayans cause, avec les dixmes à la gerbe & autres (pourvu que ces personnes soient nos sujets), pour être tenues dudit sieur Guillaume Alexandre ou de Nous & nos successeurs, soit en blanche ferme, ferme fieffée, ferme simple ou de relief selon leur bon plaisir, de titrer & dénommer les mêmes parties & portions de quelques noms, titres & dénominations selon qu'ils le jugeront convenables, ou selon le desir & l'option dudit sieur Guillaume Alexandre & des siens susdits, lesquelles inféodations & dispositions seront approuvées & confirmées par Nous & nos successeurs, librement sans aucune composition & payement: De plus, Nous & nos successeurs recevrons les résignations que fera ledit sieur Alexandre, ses hoirs & ayans cause, de toutes lesdites terres & domaines de la Nouvelle E'cosse ou de quelque partie d'icelles, en nos mains & celles de nos successeurs & Commissaires susdits, avec les dixmes à la gerbe & autres, & toutes autres prérogatives, tant généralement que particulièrement ci-dessus mentionnées, & ce en faveur de quelque personne ou de quelques personnes que ce soit

Pièces justificatives

Même partie

Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
*Charte de la
Nouvelle E'-
cosse, de 1625.*

(pouvû qu'elles soient nos sujets, & qu'elles vivent sous notre obéissance), & délivreront là-dessus les inféodations qui les feront relever en blanche ferme libre de Nous, nos hoirs & successeurs de la manière ci-dessus mentionnée, librement & sans aucune composition. Lequel pays & domaine de la Nouvelle E'cosse avec les dixmes à la gerbe & autres, & autres appartenances, dépendances, privilèges, juridictions, prérogatives & libertés desdites terres généralement & spécialement mentionnées, avec tout droit, intérêt, prétentions tant au petitoire qu'au possessoire, que Nous, nos prédécesseurs ou successeurs avons eu, avons ou que nous avons pû avoir, revendiquer ou prétendre aux mêmes ou à quelqu'une des terres, cens, fermes, profits & impôts aux années passées ou termes passés quelconques pour quelque cause & en quelque occasion que ce soit; Nous, de l'avis susdit, pour les raisons ci-dessus mentionnées, donnons de nouveau, accordons & disposons en faveur dudit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause héréditairement, renonçant pleinement & déchargeant ledit sieur Guillaume Alexandre, ses hoirs & ayans cause, tant du payement des impôts & redevances contenus dans les inféodations originales, que de la reddition d'hommage, du défaut d'accomplissement de quelque point de ladite inféodation originale, de quelque faute d'omission de fait, ou de commission préjudiciable, & qui pourroit servir dans la suite à attaquer ladite inféodation originale, la revoquer en doute ou la troubler de quelque façon que ce soit, acquittant & leur remettant purement &

& simplement avec tout titre, action, intérêt ^{Pièces justifi-}
 compétant ou qui peut compéter à Nous, ^{ficatives}
 nos hoirs & successeurs, renonçant en leur ^{II^{de}. partie.}
 faveur à tout droit, litige & cause, avec
 promesse de ne point nous porter deman- Sur l'Acadie.
 deurs, & en suppléant à tous les défauts,
 tant ceux qui n'ont point été nommés que
 ceux qui l'ont été, & que nous voulons re-
 garder par la présente comme si on en eût
 fait mention expresse, nous contentant que
 lesdites terres soient tenues en blanche fer-
 me, comme il a été dit ci-dessus, & dispen-
 sant de leur chûte en vacance de la manière
 ci-dessus mentionnée: De plus Nous, pour
 nous & nos successeurs, de l'avis susdit, don-
 nons, accordons & commettons pouvoir
 audit sieur Guillaume Alexandre, ses succes-
 seurs & ayans cause, d'établir & faire battre
 une monnoie qui ait cours dans ledit pays
 & domaine de la Nouvelle E'cosse & parmi
 ses habitans pour la plus grande commodité
 du commerce & des conventions mutuelles,
 de tel métal, forme & modèle qu'ils le dé-
 signeront & établiront; & à cet effet, don-
 nons, accordons & attribuons à eux, leurs
 hoirs & ayans cause, ou leurs Lieutenans
 dans ledit pays, le privilège de faire frapper
 monnoie avec les instrumens, & d'y établir
 les Officiers nécessaires à cet égard: En ou-
 tre, Nous, pour nous & nos successeurs,
 de l'avis susdit, avons donné & accordé,
 ratifié & confirmé, & par la teneur de la
 présente, donnons, accordons, ratifions &
 confirmons audit sieur Guillaume Alexandre,
 ses hoirs & ayans cause, toutes les places,
 privilèges, prérogatives, prééminences &
 préséances quelconques données, accordées

Pièces des
Commissai-
rés Anglois.

No. III.

Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1625.

& réservées, ou à donner, accorder & ré-
server audit sieur Guillaume, ses hoirs & a-
yans cause, ses successeurs & Lieutenans du-
dit pays & domaine de la Nouvelle E'cosse,
à la préférence des Chevaliers, Baronnets &
autres Seigneurs de ladite colonie, de sorte
que ledit sieur Guillaume Alexandre & les
hoirs mâles qui descendront de lui, pren-
dront en qualité de ses Lieutenans, & pour-
ront prendre la place, prérogative, préémi-
nence & préséance, tant devant les E'cuyers,
Seigneurs & Nobles, communément appelés
Esquires, Lords & Gentlemen, de notredit
Royaume d'E'cosse, que devant lesdits Che-
valiers, Baronnets du même Royaume, &
ceux devant lesquels lesdits Chevaliers, Ba-
ronnets peuvent avoir place & préséance en
vertu de leurs privilèges & dignités: Et pour
aider & favoriser davantage ladite colonie
de la Nouvelle E'cosse, Nous déclarons que
lesdits Chevaliers, Baronnets, leurs préro-
gatives & leurs dignités n'ont été créées,
de l'avis susdit, dans notredit Royaume d'E-
cosse, que comme une marque de notre fa-
veur spéciale à leur égard, & qu'ils n'ont
été établis dans la colonie que sous la condi-
tion qu'ils n'excederoient pas le nombre de
cent cinquante: Enfin, Nous, de l'avis sus-
dit, pour nous, nos hoirs & successeurs,
voulons, discernons & ordonnons que ce
présent Diplome avec inféodation soit rati-
fié, approuvé & confirmé avec tout ce qu'il
contient dans le prochain Parlement de no-
tre Royaume d'E'cosse, qu'il ait la force &
l'efficace d'acte, de statut & de decret de
cette même Cour souveraine; en vertu de
quoi Nous, pour nous & nos successeurs,
dé-

déclarons & ordonnons que la présente ^{Pièces justi-}
 Charte sera un garant suffisant aux princi- ^{ficatives.}
 paux du Parlement pour la ratifier & la ^{IIde. partie.}
 confirmer; En outre à tous & chacun de ^{Sur l'Acadie.}
 nos bien-amés Vicomtes spécialement con-
 stitués en cette partie, vous mandons &
 ordonnons à ce que vous ayez à donner &
 délivrer sans délai audit sieur Guillaume A-
 lexandre ou à celui qui sera commis de sa
 part, & porteur des présentes, l'état &
 possession héréditaire, comme aussi la pos-
 session corporelle, réelle & actuelle de tou-
 tes & chacunes desdites terres du pays &
 domaine de la Nouvelle E'cosse, avec tou-
 tes ses parties, dépendances, privilèges,
 commodités, immunités & tout ce qui a été
 mentionné ci-dessus, tant en général qu'en
 particulier, & ce à notredit château d'E-
 dimbourg, & que vous n'en fassiez faute;
 à l'effet de quoi Nous vous donnons, à tous
 & à chacun de vous nos Vicomtes, con-
 jointement & séparément, en cette partie,
 par la teneur de la présente, pleine & irré-
 vocable puissance. Voulons, déclarons &
 ordonnons, de l'avis susdit, & par la teneur
 de la présente, pour Nous & nos succes-
 seurs, que ladite prise de possession soit aussi
 légitime & aussi suffisante que si les ordres
 de ladite prise de possession fussent émanés
 à cet effet, séparément & ordinairement de
 notre Chancellerie sur la présente Charte,
 de laquelle clause, Nous, de l'avis susdit,
 pour nos hoirs & successeurs, avons dispen-
 sé & dispensons à perpétuité: En foi de
 quoi Nous ordonnons que notre grand Sceau
 soit apposé à la présente Charte, en présen-
 ce de nos bien amés cousins & Conseillers

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. III.
*Charte de la
Nouvelle E-
cosse, de 1625.*

Jacques Marquis de Hamilton, Comte d'Arran & de Cambridge, Seigneur d'Evan & d'Inverdaill; George Maréchal, Comte, Seigneur de Keith, Maréchal de notre Royaume; notre amé Chancelier George Stay de Kinfarms, Chevalier, notre Conseiller; notre amé cousin & Conseiller Thomas Comte de Melroff, Seigneur de Bynming & notre Secrétaire; nos bons amis Conseillers les Seigneurs Chevaliers Richard Cockburne de Cleikingtourne, Garde de notre Sceau privé, Jean Hamilton de Magdalens, Clerc du Conseil de nos archives; & Jean Scott de Scottistarvit, Directeur de notre Chancellerie. **DONNE'** en notre palais de Oblandis, le douzième de juillet, l'an de Notre Seigneur mil six cens vingt-cinq, & de notre regne le premier.

Je certifie que la présente copie a été remise à ce Bureau par l'ordre du Lord Avocat d'Ecosse, comme une copie authentique, tirée des archives de ce Royaume. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 19 octobre 1750.

Signé **THOMAS HILL.**

No. IV. **EXTRAIT** concernant ce qui s'est passé dans l'Acadie & le Canada en 1627 & 1628, tiré d'une requête du Chevalier Louis Kirk, enregistré sur un livre appartenant au Bureau du commerce & des plantations, remis audit Bureau en 1696, par M. Blathwaite, Secrétaire.

Le texte Anglois qui se trouve dans l'Édition originale, est retranché ici.

A PRES que la guerre se fut élevée entre Sa Majesté le Roi Charles I & Louis XIII,

XIII, l'an 1627 & 1628, le Chevalier David Kirk & ses frères, & plusieurs parens qu'ils avoient en Angleterre, envoyèrent en mer & à grands frais, en vertu d'une commission de Sa Majesté, d'abord trois vaisseaux, ensuite neuf, chargés de préparatifs de guerre, pour rentrer* en possession des pays situés de l'un & de l'autre côté de la rivière du Canada, & chasser tous les François commerçans dans ces parties; ce qu'ils exécutèrent avec succès: Ils s'emparèrent, en 1627, d'environ dix-huit vaisseaux François, où ils trouvèrent cent trente cinq pièces d'artillerie, destinées à secourir Port-Royal dans l'Acadie, & Québec dans la Nouvelle France, sous le commandement de M. de Lockman, & prirent M. de la Tour, père de M. de la Tour, Gouverneur dudit Port-Royal, qu'ils conduisirent, avec lesdits vaisseaux & canons, en Angleterre.

Pièces justificatives.

Ide. partie.

Sur l'Acadie.

L'an 1628 ils s'emparèrent de tout le pays du Canada ou de la Nouvelle France, situé à la partie septentrionale de la rivière, ensemble du fort ou château de Quebec. Le sieur Louis Kirk ayant été alors établi Gouverneur de la Place, les François ayant été ou chassés ou transportés en Angleterre, & les armes du Roi d'Angleterre y ayant été arborées publiquement & placées par tout, ledit sieur Guillaume Alexandre, aidé en même temps des avis & des secours dudit

Kirk,

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Avant ces incursions, qui sont de 1628 & de 1629, jamais Anglois n'avoit eu ni prétendu de possession, ni de l'un, ni de l'autre côté de la rivière de Canada.

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. V.
Extrait d'un
Mémoire a-
nonyme.

Kirk, avoit amené les choses au point avant l'année 1628, que toutes les parties de l'Acadie ou de la Nouvelle Ecosse, au midi de la rivière du Canada, & les forts qui avoient été élevés, devenus le fruit de ses conquêtes, ne reconnoissoient alors d'autre maître que le Roi d'Angleterre (a); le pays, qui est à la partie méridionale, étant tombé en la possession dudit sieur Guillaume Alexandre, & celui qui est au nord, ayant été occupé par Kirk.

Je certifie la présente copie véritable, & collationnée sur l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12. juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. V. EXTRAIT sur le droit de la Couronne d'Angleterre à la Nouvelle Ecosse (b), enregistré sur un livre appartenant au Bureau du commerce & des plantations, remis audit Bureau en 1696, par M. Blathwaite, Secrétaire.

Le texte Anglois est retranché ici.

EN 1630, le Comte de Sterling cède, par considération à M. de la Tour, une partie

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Jamais les Anglois ne purent s'emparer du fort du Cap de Sable, où commandoit le sieur la Tour fils; & en surplus, tout ce qu'ils avoient pris, fut restitué à la France par le Traité de Saint-Germain de 1632.

(b) On ne dit point de quelle Pièce ou Mémoire cet Extrait est tiré: l'autorité seule du Bureau des Plantations ne peut lui donner aucune créance;

nom-

partie de la Nouvelle E'cosse, avec droit de Marquisat, &c. L'Acte fut confirmé sous le grand Sceau d'E'cosse.

Pièces justificatives.
Ide. partie.

Je certifie la présente copie véritable & conforme à l'original qui est dans les registres de ce bureau. Du Bureau des Plantations, le 12 juillet 1750. Signé THOMAS HILL.

Sur l'Acadie.

N^o. VI. PREMIER EXTRAIT d'un Mémoire de Guillaume Crowne E'cuyer, propriétaire en partie de la Nouvelle E'cosse*, enregistré sur un livre appartenant au Bureau du commerce & des plantations, remis audit Bureau en 1696 par M. Blatbwaite, Secrétaire.

Les choses demeurèrent en cet état jusqu'en l'année 1630, auquel temps, en considération des grandes dépenses que le sieur Claude Saint-Etienne avoit faites en bâtimens & en faisant valoir le pays, & pour la grande amitié & les services qu'il avoit rendus au Chevalier Guillaume Alexandre,

Le texte Anglois est retranché ici.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

nombre de Pièces produites par MM. les Commissaires Anglois, dans la discussion présente, font connoître qu'on a rassemblé dans les registres de ce Bureau toutes sortes de Mémoires obscurs & de papiers qui ne méritent aucune attention, qui ne contiennent que des renseignements peu sûrs & infidèles, & dont vraisemblablement le Bureau des Plantations ne fait usage qu'au défaut de vrais titres.

* Voyez les notes sur les précédens articles, & ce qui est dit dans le Mémoire des Commissaires du Roi, pag. 169 & suiv. au tom. II. 1^{re} partie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. VII
Extrait d'un
Mémoire de
Guillaume
Crowne.

xandre, ledit Chevalier fit concession de tout le pays, à l'exception dudit Port Royal audit sieur Claude Saint Etienne & à Charles son fils aîné, & à leurs héritiers pour toujours, à condition qu'ils continueront d'être bons & fidèles sujets du Roi d'E'cosse, laquelle concession est en date du 30 avril 1630,

Je certifie la présente copie véritable, & conforme à l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. VII. *EXTRAIT* d'un Mémoire sur l'affaire des sieurs Elliot, la Tour, Crowne & Temple, au sujet de la Nouvelle E'cosse, enregistré sur un livre appartenant au Bureau du commerce & des plantations, remis audit Bureau en 1696 par M. Blatbwaite, Secrétaire.

On retranche ici le texte Anglois.

LE Chevalier Guillaume Alexandre accorda, le 12 avril 1630*, aux la Tour une partie des territoires; savoir, tout le pays, les côtes, & particulièrement les isles qui s'y trouvent renfermées, avec tous les profits qui en pourroient résulter, conformément aux loix d'E'cosse, ainsi que tous les privilèges qu'un Marquis peut réclamer, sous le titre des deux Barons, Etienne & la Tour, à condition qu'ils demeureroient & per-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Si l'on compare cette date avec celle de la Pièce précédente & de la suivante, ainsi que les titres donnés aux sieurs de la Tour dans ces différentes Pièces, on aura de nouvelles preuves du peu d'exactitude du Bureau des Plantations.

perfilteroient fidèlement attachés au Roi d'E'cosse. Pièces justificatives. Ide. partie.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationné avec l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

N^o. VIII. SECOND EXTRAIT d'un Mémoire du sieur Crowne* adressé au Bureau du commerce & des plantations, daté du 24 janvier 1697-8.

LEDIT Chevalier Guillaume Alexandre, par son contrat daté du 30 avril 1630, transporta tous les droits & titres qu'il avoit auxdites terres, au sieur Claude Saint-E'tienne, Seigneur de la Tour & de Uuarre, & à son fils le sieur Charles de Saint-E'tienne, Seigneur de Saint Denniscourt, & à leurs hoirs à perpétuité. Lesdits sieurs Claude & Charles de Saint-E'tienne étoient des protestans François, qui pour la liberté de religion, avoient abandonné la France depuis plusieurs années; & en reconnoissance de leurs services, & des soins qu'ils avoient pris de faire fleurir ladite colonie, ils ont été créés tous les deux Baronnets de la Nouvelle E'cosse.

On retranche ici le texte Anglois.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, & conforme à l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Même observation sur cette Pièce que sur les précédentes,

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. IX.
Commission
du sieur Char-
nisay.

No. IX. LETTRES PATENTES du
Roi, qui confirment le sieur d'Aulnay
Charnisay dans le gouvernement & la
possession de l'Acadie, du mois de février
1647.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de
France & de Navarre: A tous présens &
à venir, Salut. E'tans bien informés & as-
surés de la louable & recommandable af-
fection, peine & diligence que notre cher
& bien amé Charles de Menou, Chevalier,
sieur d'Aulnay Charnisay, institué & établi
par le feu Roi de très-heureuse mémoire,
notre très-honoré Seigneur & Père (que Dieu
absolve), Gouverneur & notre Lieutenant
général au pays & côte de l'Acadie en la
Nouvelle France, a depuis quatorze ans en
çà apporté, & utilement employé, tant à la
conversion des Sauvages dudit pays, à la foi
& religion chrétienne, qu'à l'établissement
de notre autorité en toute l'étendue dudit
pays; ayant construit un seminaire, exercé
& conduit par un bon nombre de religieux
Capucins pour l'instruction des enfans des-
dits Sauvages, &, par son soin, courage &
valeur, chassé les étrangers religionnaires
du fort de Pentagoet, duquel ils s'étoient
emparés au préjudice des droits & de l'au-
torité de notre Couronne, & par notre ex-
près commandement recouvert par force
d'armes, & remis sous notre obéissance le
fort de la rivière Saint-Jean, lequel Charles
de Saint E'tienne, sieur de la Tour, avoit
occupé, & par rebellion ouverte s'efforçoit
de

de retenir contre notre volonté & au mépris des arrêts de notre Conseil, à l'aide & faveur des étrangers religionnaires, desquels il s'étoit allié à cette fin; & que davantage ledit sieur d'Aulnay Charnifay a heureusement commencé à former & établir une colonie Française audit Pays, fait défricher & cultiver quantité de terres, & pour la dépense & conservation dudit pays sous notre autorité & puissance construit & vertueusement maintenu contre les entreprises & efforts desdits étrangers religionnaires, quatre forts es lieux plus nécessaires, & iceux munis & garnis de nombre suffisant de gens de guerre, de soixante pièces de canon & de toutes autres choses à ce requises: le tout avec une grande & immense dépense; pour subvenir à laquelle, il a été contraint de faire de très-grandes dépenses, & d'emprunter de plusieurs particuliers de notables sommes de deniers, n'ayant pû, pendant ledit temps, lui donner à cette occasion l'assistance que nous eussions bien désirée, si la nécessité de nos affaires nous l'eût pû permettre; SAVOIR FAISONS que nous desirans de tout notre cœur, pour la gloire de Dieu, l'augmentation de la foi & religion chrétienne, le salut des ames de ces pauvres Sauvages, qui vivent dans l'ignorance sans aucune religion ni connoissance de notre Créateur, comme aussi pour l'honneur & grandeur de notre Couronne, qu'un œuvre si pieux & honorable, déjà si bien acheminé, soit conduit & parachevé à la plus grande perfection que faire se pourra, en pleine confiance, & assuré des zèle, soins & industrie, courage, valeur, bonne & sage conduite dudit d'Aulnay

Pièces justificatives.

II^{de}. partie.Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. IX.
Commission
du sieur Char-
nisay.

nay Charnisay: Et voulant, comme il est bien raisonnable, reconnoître ses bons & fidèles services, avons, par l'avis de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & Mère, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, icelui sieur d'Aulnay Charnisay confirmé & confirmons de nouveau, en tant que besoin est ou seroit, ordonné & établi, ordonnons & établissons par ces présentes, signées de notre main, Gouverneur & notre Lieutenant général représentant notre Personne en tous lesdits pays, territoire, côte & CONFINS de l'Acadie, *à commencer dès le bord de la grande rivière de Saint-Laurent*, tant du long de la côte de la mer & des isles adjacentes, qu'au dedans de la *Terre ferme*, & en icelle étendue, tant & si avant que faire se pourra, jusqu'aux *Virgines*, établir & faire connoître notre nom, puissance & autorité, y assujétir, soumettre & faire obéir les peuples qui y habitent, & les amener & faire instruire à la connoissance du vrai Dieu, & à la lumière de la foi & religion Chrétienne, & y commander tant par mer que par terre; ordonner & faire exécuter tout ce qu'il connoitra se devoir & pouvoir faire pour maintenir & conserver lesdits lieux sous notre autorité & puissance, avec pouvoir de commettre, établir & instituer tous Officiers tant de guerre que de justice & police, pour la *première fois*, de là en avant nous les nommer & présenter pour les pourvoir, & leur donner nos lettres à ce nécessaires; & selon les occurrences des affaires, avec l'avis & conseil des plus prudens & capables, faire & établir loix, statuts & ordonnances, le plus

plus qu'il se pourra, conformes aux nôtres, Pièces justificatives. IIde. partie.
 fédération avec lesdits peuples, leurs Princes ou autres ayant pouvoir ou commandement sur eux, leur faire guerre ouverte pour établir & conserver notre autorité & la liberté du trafic & négoce entre nos sujets & eux, & autres cas qu'il jugera à propos. Donner & octroyer à nosdits sujets qui habiteront ou négocieront audit pays, & aux originaires d'icelui, graces, privilèges, charges & honneurs, selon les qualités & mérite des personnes; le tout sous notre bon plaisir, voulons & entendons que ledit sieur d'Aulnay Charnifay puisse, & lui donnons pouvoir de retenir & se réserver & approprier ce qu'il jugera être plus commode, & propre à son établissement & usage, des terres desdits pays, & lieux & d'en donner & départir telle part qu'il avisera, tant à nosdits sujets qui s'y habitueront, qu'auxdits originaires, & de leur attribuer tels titres, honneurs, droits, pouvoirs & facultés qu'il jugera bon être, selon les qualités, mérite & services des personnes; de faire soigneusement rechercher les mines d'or, argent, cuivre & autres métaux & minéraux, & de les faire mettre & convertir en usage, comme il est prescrit par nos ordonnances; nous réservant, du profit qui proviendra de celles d'or, argent & de cuivre, seulement le dixième denier, & lui délaissions & affectons ce qui nous pourroit appartenir aux autres métaux & minéraux, pour lui aider à supporter les autres dépenses que sadite charge lui apporte. Voulons que ledit sieur d'Aulnay Charnifay puisse faire bâtir & construire villes,

Sar l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. IX.
Commission
da sieur Char-
nisay.

forts, ports & havres, & autres places qu'il
verra utiles à l'effet que dessus, & y établir
les Officiers & garnisons que besoin sera :
*Et généralement faire pour la conquête, peu-
plement, habitation & conservation desdits pays,
terres & côtes de l'Acadie, depuis ladite ri-
vière St. Laurent jusqu'aux Virgines, leurs
appartenances & dépendances, sous notre nom
& autorité, tout ce que nous pourrions faire
si nous y étions en personne : lui donnant à
cette fin tout pouvoir, autorité, commission
& mandement spécial par cesdites présentes:
Et d'autant que le seul moyen qu'a jusqu'ici
eu & peut avoir à présent & à l'avenir ledit
sieur d'Aulnay Charnisay de subvenir à par-
tie des grandes dépenses qu'il lui a convenu
& convient de faire incessamment pour l'en-
retien & manutention, tant desdits quatre
forts & garnisons qui y sont établis, que
de la colonie qui s'y forme, & des Religieux
& Séminaire susdits; toutes lesquelles choses
sont entretenues, & subsistent à ses propres
coûts & dépens, sans qu'autres y aient con-
tribué ou aidé, ni y contribuent aucune
chose; est la traite & trafic des pelleteries
qui se fait avec lesdits Sauvages, sans la-
quelle il ne pourroit se maintenir, & seroit
contraint de délaisser & abandonner le tout,
au préjudice de l'honneur de Dieu & de no-
tre Couronne, & des ames des Sauvages
qui ont déjà embrassé le Christianisme ;
• Nous, de nos mêmes graces & autorités
que dessus, avons audit sieur d'Aulnay Char-
nisay, privativement à tous autres concédé,
octroyé & attribué; & par cesdites présentes
concédon, accordons & attribuons, en
confirmant la possession en laquelle il est
de*

de ce faire, le privilège, pouvoir & faculté de trafiquer, & faire la traite des pelleteries avec lesdits Sauvages, dans toute l'étendue dudit pays DE TERRE FERME & côte de l'Acadie, depuis ladite rivière St. Laurent jusqu'à la mer & tant que lesdits pays & côtes se peuvent étendre jusqu'aux Virgines, pour en jouir, ensemble des terres, mines d'or, argent, cuivre & autres métaux & minéraux, & de toutes les choses ci-dessus déclarées, lui, ses hoirs, successeurs & ayans droit & cause, & nous en faire l'hommage en personne ou par procureur, attendu la distance des lieux & le péril qu'il y auroit de s'en absenter; faire exercer ladite traite de pelleteries par ceux qu'il commettra, & à qui il en voudra donner la charge: faisant très-expresses inhibitions & défenses à tous marchands, Maîtres & Capitaines de navires, & autres nos sujets & originaires dudit pays, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de faire trafic & la traite desdites pelleteries avec lesdits Sauvages, sans son exprès congé & permission, à peine de désobéissance & de confiscation entière de leurs vaisseaux, vivres, armes, munitions & marchandises, au profit dudit sieur d'Aulnay Charnisay, & de trente mille livres d'amende; permettons à icelui sieur d'Aulnay Charnisay de les empêcher par toutes voies, & d'arrêter les contrevenans à nosdites défenses, leurs navires, armes & victuailles pour les remettre es mains de la justice, & être procédé contre les personnes & biens desdits désobéissans, ainsi qu'il appartiendra. Et à ce que cette notre intention & volonté soit notoire, & qu'aucun n'en puisse prétendre

Pièces justificatives
M^e. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. IX.
Commissior
du sieur
Charnisay.

cause d'ignorance, mandons & ordonnons à tous nos Justiciers & Officiers, chacun en droit foi qu'il appartiendra, qu'à la requête dudit sieur d'Aulnay Charnisay ils aient à faire lire, publier & registrer ces présentes, & le contenu en icelles faire garder & observer ponctuellement, faisant mettre & afficher es ports & havres & autres lieux de notre Royaume, pays & terres de notre obéissance que le besoin sera, par un extrait sommaire le contenu en icelles, voulant qu'aux copies qui en seront dûment collationnées par l'un de nos amés & feaux Conseillers & Secrétaires ou Notaire royal sur ce requis, foi y soit ajoûtée comme au présent original : Car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. DONNE' à Paris au mois de février, l'an de grace mil six cens quarante-sept, & de notre règne le quatrième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, LA REINE REGENTE sa Mère présente. DE LOMENIE. A côté, *visa* & scellées du grand sceau de cire verte, en lacs de soie verte & rouge.

Collationné à l'original, par moi Conseiller, Secrétaire du Roi & de ses finances.

Signé JANISOT.

Copie véritable de l'original que j'ai reçu de M. Nelson, E'cuyer, neveu & exécuteur du Chevalier Thomas Temple, Baronnet de la Nouvelle E'cosse. *Signé* FRANÇOIS NICHOLSON.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée avec l'original qui est dans les registres de ce Bureau, Du Bureau des Plantations, A Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. X.

N^o. X. LETTRES PATENTES du
*Roi, qui confirment Charles de Saint-
 Etienne, sieur de la Tour, dans le gou-
 vernement & la possession de l'Acadie,*
du mois de février 1651.

Pièces justi-
 ficatives.
 II^e. partie.
 Sur l'Acadie.

L OUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous présens & à venir, Salut. E'tant bien informés & assurés de la louable & recommandable affection, peine & diligence que notre cher & bien amé Charles de Saint-E'tienne, Chevalier, sieur de la Tour, qui étoit ci-devant institué & établi par le feu Roi de très-heureuse mémoire, notre très-honoré Seigneur & père (que Dieu absolve), Gouverneur & notre Lieutenant général au pays & côte de l'Acadie en la Nouvelle France, & lequel, depuis *quarante-deux ans* * en ça, a apporté & utilement employé tous ses soins, tant à la conversion des Sauvages dudit pays, à la foi & religion chrétienne, qu'à l'établissement de notre autorité en toute l'étendue dudit pays; ayant construit deux forts, & contribué de son possible pour l'instruction des enfans desdits Sauvages, & , par son courage & valeur, chassé les étrangers religieux desdits forts, desquels ils s'étoient emparés au préjudice des droits & autorités de notre Couronne; ce qu'il auroit continué de faire, s'il n'en eût été empêché par Char-
 les

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* C'est-à-dire depuis 1609. Que devient donc la concession faite par le Roi d'Angleterre à Guillaume Alexandre en 1621?

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. X.
Commission
du sieur de
la Tour.

les de Menou, sieur d'Aulnay Charnifay, lequel auroit favorisé ses ennemis en des accusations & suppositions qu'ils n'ont pu vérifier, & desquelles ledit de Saint Etienne a été absous le seizième février dernier: Et que davantage, il est besoin d'établir audit pays des colonies Françoises, pour défricher & cultiver les terres, & pour la défense & conservation dudit pays, munir & garnir les forts de nombre suffisant de gens de guerre, & autres choses à ce requises & nécessaires, où il convient faire de grandes dépenses; SA VOIR FAISONS que Nous, en pleine confiance du zèle, soin, industrie, courage, valeur, bonne & sage conduite dudit de Saint-Etienne, & voulant, comme il est bien raisonnable, reconnoître ses bons & fidèles services, avons, par l'avis de la Reine Régente, notre très-honorée Dame & mère, & de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royale, icelui sieur de Saint-Etienne, confirmé & confirmons de nouveau, en tant que besoin est ou seroit, ordonné & établi, ordonnons & établissons par ces présentes, signées de notre main, Gouverneur & Lieutenant général, représentant notre personne en tous les pays, territoires, côtes & CONTRAINTS de l'Acadie, suivant & conformément aux patentes qui, si dûment lui en ont été expédiées, pour y établir & faire reconnoître notre nom, puissance & autorité, y assujétir, soumettre & faire obéir les peuples qui y habitent, & les faire instruire en la connoissance du vrai Dieu & à la lumière de la foi & religion chrétienne, & y commander, tant par mer que par terre; ordonner & faire exécuter tout ce qu'il connoitra se de-
voir

voir & pouvoir faire, pour maintenir & con-
 server lesdits lieux sous notre autorité & con-
 puissance, avec pouvoir de commettre & éta-
 blir, & instituer tous Officiers, tant de
 guerre que de justice, pour la première fois,
 & delà en avant nous les nommer & présen-
 ter pour les pourvoir & leur donner nos
 lettres à ce nécessaires; & selon les occuren-
 ces des affaires, avec l'avis & conseil des
 plus prudens & capables, faire & établir
 loix, statuts & ordonnances, le plus qu'il
 se pourra, conformes aux nôtres: traiter &
 contracter paix, alliance & confédération a-
 vec lesdits peuples, ou autres ayant pouvoir
 ou commandement sur eux; leur faire guer-
 re ouverte, pour établir & conserver notre
 autorité; & la liberté du trafic & négoce
 entre nos sujets & eux, & autre cas qu'il
 jugera à propos; jouir & octroyer à nos su-
 jets qui habiteront ou négocieront auxdits
 pays & aux originaires d'icelui, graces &
 privilèges, & honneurs, selon les qualités
 & mérite des personnes; le tout sous notre
 bon plaisir. Voulons & entendons que ledit
 sieur de Saint-Etienne se réserve & approp-
 rie, & jouisse pleinement & paisiblement
 de toutes les terres à lui ci-devant concé-
 dées, & d'icelles en donner & départir telle
 part qu'il avisera, tant à nosdits sujets qui
 s'y habitueront, qu'auxdits originaires, ainsi
 qu'il jugera bon être, selon les qualités, mé-
 rite & services des personnes; de faire soi-
 gneusement rechercher les mines d'or, ar-
 gent, cuivre, & autres métaux & minéraux,
 & de les faire mettre & convertir en usage,
 comme il est prescrit par nos ordonnances;
 nous réservant du profit qui proviendra de

Pièces justi-
 ficatives.
 IIde. partie.
 Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. X.
Commission
du sieur la
Tour.

celles d'or, argent & cuivre seulement, le dixième denier, & lui délaissions & affectons ce qui nous pourroit appartenir des autres métaux & minéraux, pour lui aider à supporter les autres dépenses que sadite charge lui apporte. Voulons que ledit sieur de Saint E'tienne, privativement à tous autres, jouisse du privilège, pouvoir & faculté de trafiquer & faire la traite des pelleteries avec lesdits Sauvages, dans toute l'étendue dudit pays de TERRE FERME & côte de l'Acadie, pour en jouir & de toutes les choses ci-dessus déclarées, & par ceux qu'il commettra & à qui il en voudra donner la charge : faisant très-expresses inhibitions & défenses à tous marchands, Maîtres & Capitaines de navires, & autres nos sujets, originaires dudit pays, de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, de faire trafic & la traite desdites pelleteries avec lesdits Sauvages, audit pays & côte de l'Acadie, sans son exprès congé & permission, à peine de désobéissance & confiscation de leurs vaisseaux, vivres, armes, munitions & marchandises, au profit dudit sieur de Saint-E'tienne, & de dix mille livres d'amende, permettons à icelui sieur de Saint-E'tienne de les empêcher par toutes voies, & d'arrêter les contrevenans à nosdites défenses, leurs navires, armes & victuailles, pour les remettre es mains de la justice, & être procédé contre les personnes & biens desdits désobéissans, ainsi qu'il appartiendra. Et à ce que cette notre intention & volonté soit notoire, & qu'aucuns n'en prétendent cause d'ignorance, mandons & ordonnons à tous nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, qu'à la

requête dudit de Saint-Etienne ils ayent à faire lire, publier, registrer ces présentes, & le contenu en icelles faire garder & observer ponctuellement, faisant mettre & afficher es ports, havres & autres lieux de notre royaume, pays & terres de notre obéissance que besoin sera, un extrait sommaire du contenu en icelles: Voulant qu'aux copies, qui en seront dûment collationnées par l'un de nos amés & feaux Conseillers & Secrétaires ou Notaire royal sur ce requis, foi soit ajoutée comme au présent original: Car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. DONNE' à Paris, le vingt-cinquième jour de février, l'an de grace mil six cens cinquante-un, & de notre regne le huitième. *Signé LOUIS, & sur le repli est écrit.* Par le Roi & LA REINE RE'GENTE sa Mère présente. LE TELLIER, avec visa, & scellé de cire verte en lacs de soie.

Pièces justificatives
IId. partie.

Sur l'Acadie.

Collationné à l'original, par moi Conseiller, Secrétaire du Roi & de ses finances. Signé COUPEAU.

Je certifie que cet écrit est une véritable copie collationnée à l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

N^o. XI. TROISIEME EXTRAIT

d'un Mémoire du sieur Crowne, concernant la Nouvelle E'cosse, & la révolution arrivée dans l'Acadie en 1654.

VERS l'an 1654, Cromwel ayant une flotte à la Nouvelle Angleterre, sous les ordres

On retranche ici le texte Anglois.

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. XI.
Troisième
extrait d'un
Mémoire
du sieur
Crowne.

ordres du Major Sedgewich, ordonna de faire voile à la Nouvelle E'cosse, & de sommer le Gouverneur François de la rendre, étant anciennement une partie du domaine des Anglois, auquel les François ne pouvoient prétendre aucun droit. Le Major Sedgewich s'y rendit, & trouva ledit sieur Charles de Saint-Etienne en possession, tant de la Nouvelle E'cosse que de * Penobscot, & des terres qui en dépendent. Ledit sieur Charles de Saint-Etienne les rendit volontairement; car ayant eu beaucoup à souffrir de la part des Gouverneurs François, il desiroit de vivre sous la protection des Anglois.

Je certifie que cet extrait est une copie véritable, collationnée à l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Suivant cet extrait même, Penobscot ou Pentagoet ne fait pas partie de la Nouvelle E'cosse, & il étoit dans la possession des François. Au reste, tous les faits sont défigurés dans les différens extraits des Mémoires du sieur Crowne & autres: on peut consulter à cet égard le Mémoire des Commissaires du Roi, du 4 octobre 1751.

No. XII. ORDRE de Cromwel au Capitaine Leverett, de remettre au Colonel Temple les forts de la Nouvelle E'cosse, du 18 septembre 1656.

On retranche
ici le texte
Anglois

NOTRE volonté & notre plaisir est, que vous remettiez ou fassiez remettre à notre amé & feal le Colonel Thomas Temple,

ple, immédiatement après son arrivée dans l'Acadie, communément appelée Nouvelle E'cosse, située en l'Amérique, nos forts de Saint-Jean & de Pentagoet, tous les magasins, poudres, vaisseaux, munitions & autres choses quelconques appartenantes auxdits forts, ayant donné audit Colonel Temple la charge & gouvernement desdits forts & choses ci-dessus dites; & de ce ne ferez faute. DONNE' à Whitehall, le dix-huit septembre mil six cens cinquante-six.

Pièces justificatives
II^{de}. partie.
Sur l'Acadie.

Au Capitaine Jean Leverett, Gouverneur en chef de nos forts de Saint-Jean, Port Royal & Pentagoet en Acadie, communément appelée Nouvelle E'cosse, en Amérique, ou à son Lieutenant & autres Officiers.

Je certifie que cette copie est véritable, & conforme à l'original qui se trouve dans les papiers de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé. THOMAS HILL.

N^o. XIII. ACTE de la cession * de l'Acadie au Roi de France, du 17 février 1667-8.

CHARLES, &c. A tous ceux qui ces présentes lettres verront. Salut: D'autant que par le Traité de paix conclu à Breda, le 31 juillet dernier, entre notre Ambassadeur &

On retranche ici le texte Anglois

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Le Bureau des Plantations n'a trouvé nulle part dans l'Acte le mot de cession qu'il a mis dans le titre; & c'est une nouvelle marque de son exactitude ordinaire; car on ne veut pas supposer que ce mot ait été mis à dessein.

Pièces des
Commissai-
Anglois.

No. XIII.
Acte pour la
restitution de
l'Acadie, du
17 février
1667-8.

& ceux de notre bon frère le Roi Très-chrétien, il est entr'autres choses convenu que nous *restituerons* audit Roi, ou à ceux qui recevront pour cet effet sa commission, dûment scellée du grand sceau de France, le pays appelé l'Acadie, situé dans l'Amérique septentrionale, dont ledit Roi Très-chrétien jouissoit autrefois; & que pour cet effet nous délivrerions ou ferions délivrer, immédiatement après la ratification du Traité, audit Roi Très-chrétien ou à tels de ses Ministres qui seroient nommés à cette fin, tous les actes & ordres nécessaires dûment expédiés; comme aussi pareillement que nous **RESTITUERIONS** audit Roi Très-chrétien, toutes les isles, pays, forts & colonies situées EN QUELQUE ENDROIT QUE CE SOIT, qui auroient été conquises par nos armes, avant ou après la signature dudit Traité, & que ledit Roi Très-chrétien possédoit avant le premier janvier de l'année 1665; à condition que le Roi Très-chrétien nous restitueroit sans retardement & au plus tard dans six mois, à compter du jour de la signature du Traité, à Nous ou à ceux que nous chargerions de nos ordres, dûment scellés du grand sceau d'Angleterre, la partie de l'isle de Saint Christophe, que les Anglois possédoient le premier de janvier 1665, avant la déclaration de la dernière guerre; & pour cet effet nous remettrait ou feroit remettre, immédiatement après la ratification du Traité, à Nous ou à tels de nos Ministres qui seroient nommés à cet effet, tous les actes & ordres nécessaires; & aussi que ledit Roi Très-chrétien nous restitueroit pareillement les isles appelées Antigua & Mont.

Montferrat, si elles étoient, en son pouvoir & toutes les autres isles, pays, ports & colonies qui auroient été conquises par les armes dudit Roi Très chrétien avant ou après la signature dudit Traité, & que nous possédions avant d'entrer en guerre avec les États généraux (à laquelle guerre ce Traité inet fin), ainsi qu'il appert par les différens articles dudit Traité, savoir les articles VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV & XV: Et desirant de notre côté sincèrement & véritablement, sans aucun délai ou difficulté, sous quelque prétexte & couleur que ce soit, accomplir & observer ledit Traité & chaque article, clause & partie d'icelui, & plus particulièrement ce qui concerne la RESTITUTION & la délivrance desdites isles, pays, châteaux & colonies, que notre intention est de délivrer aussi tôt à notre dit bon frère, comme il est dit ci-dessus, ou à tels qui seront nommés & suffisamment autorisés par lui: Vous saurez que Nous, pour ces raisons & plusieurs autres bonnes considérations, nous avons donné, accordé, quitté, transféré, rendu & délivré par ces présentes signées de notre main royale, pour Nous, nos hoirs & successeurs pour toujours, tout le pays appelé l'Acadie, situé dans l'Amérique septentrionale, dont ledit Roi Très-chrétien jouissoit autrefois, nommément * les forts & habitations de Pentagoet, Saint-Jean, Port-Royal, la Hève & Cap de Sable, dont ses sujets avoient la jouissance sous son autorité, jusqu'à ce que les Anglois s'en mirent en possession en 1654 & 1655 & depuis; comme aussi le pays de Cayenne dans l'Amérique, avec tous & chacuns les forts & places

Pièces justificatives.
IId. partie.
Sur l'Acadie.

* Inscrit à la
requisition de
M. de Ruvi-
gny.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XIII.
*Acte pour la
restitution de
l'Acadie, du
17 février 1667-8.*

y appartenans, & toutes & chacunes les isles, pays, châteaux, forts & colonies qui étoient possédées par notredit bon Frère avant la déclaration de la guerre avec les Provinces unies des Pays-bas, ou qui ont été prises sur lui ou sur ses sujets par nos forcés avant ou après la signature dudit Traité, avec tous les droits, pouvoirs, privilèges, souveraineté, juridiction, prééminence & autorité qui appartiennent ou appartiendroient à Nous dans les mêmes pays & dans chacun d'eux, pour être & demeurer audit Roi Très-chrétien, ses hoirs & successeurs pour toujours, avec le même & semblable pouvoir, autorité & souveraineté, comme ils auroient fait ou auroient pu faire à Nous, nos hoirs & successeurs; A ces causes, par ces présentes, Nous nous dessaisissons & nous dépossédons à l'avenir, & pour toujours en faveur de notredit bon Frère, ses hoirs & successeurs; & en conséquence l'avons saisi & mis en possession lui & eux, par ces présentes, des mêmes pays & de chaque partie & parcelle d'iceux, en conformité de notredit Traité & des articles respectifs d'icelui, sans exemption, limitation ou exception quelconque; & pour l'entière & efficace exécution d'icelui, notre volonté & plaisir est, & par icelles, nous chargeons & requerons strictement notre Capitaine général & Gouverneur en chef de nos isles Caraïbes, ainsi que notre Gouverneur de notre pays de la Nouvelle Ecosse, pour le temps actuel & les différens Gouverneurs, Capitaines, Commandans en chef du pays de l'Acadie, la Cayenne & des autresdites isles, pays, châteaux, forts &

colonies respectivement, de rendre & remettre aussi-tôt, & en vertu d'icelles sans aucune difficulté ou délai, entre les mains de notredit bon Frère, ou à ceux qu'il nommera pour cet effet, comme il est dit ci-dessus, lesdits pays, isles, châteaux, forts & colonies & chacune d'elles, en retirant les garnisons & troupes qui y seront placées pour notre service; & pour cet effet, Nous avons libéré, acquitté & déchargé, & par ces présentes Nous libérons, acquittons & déchargeons pour Nous, nos hoirs & successeurs, notredit Capitaine général, les différens Gouverneurs, Capitaines & Commandans de toutes & chacunes des isles respectivement, & de la charge, commandement & gouvernement d'icelles, & tous ceux qui y sont employés par eux ou dans quelques-unes; en sorte que désormais ils ne seront plus en aucun temps chargés, responsables & comptables à Nous, nos hoirs ou successeurs, pour ou concernant les mêmes pays, ou quelque matière ou chose qu'ils feront en vertu de ces présentes; d'autant que Nous voulons que tous & chacun de nos Officiers inférieurs, civils & militaires, nos soldats, peuple & sujets de nosdites isles, pays, châteaux & forts, à qui il appartiendra, & chacun d'eux prennent connoissance, & obéissent en conséquence aux ordres & directions qui seront donnés à chacun d'eux par notredit Capitaine général, nos Gouverneurs, Capitaines & Commandans respectivement sur l'exécution juste & ponctuelle de ces présentes, sans délai, ou difficulté ou obstacle quelconque: Pourquoi celle-ci leur servira à eux & à chacun d'eux,

Pièces justificatives.

IId. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XIII.
*Acte pour la
restitution de
l'Acadie, de
17 février
1667-8.*

d'eux, & tous autres à qui il appartiendra, de garantie entière & suffisante, & décharge envers Nous, nos hoirs & successeurs: En foi de quoi Nous avons fait apposer notre sceau d'Angleterre à ces présentes. DONNE', &c. 17 février 1667-8.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XIV. LETTRES du Chevalier
Thomas Temple,
Aux Lords du Conseil, du 24 novembre
1668.

*Sa réponse du 16 novembre 1668, à la
demande de M. Morillon du Bourg.
Et sa lettre au Comte d'Arlington, du 25
décembre de la même année.*

LETTRE du Chevalier Thomas Temple
aux Lords du Conseil du 24 novem-
bre 1668.

On rétranche
ici le texte
Anglois.

M I L O R D S ,

MON devoir m'engage à vous informer que la lettre de Sa Majesté, en date du 31 décembre 1667, pour la reddition du pays de l'Acadie, m'est parvenue le 20 octobre 1668, par M. Morillon du Bourg, Député du Roi Très-chrétien, avec des ordres scellés du grand sceau de France, pour recevoir ledit pays. Je lui ai fait une réponse, dont vous trouverez ici une copie signée par lui, & scellée du cachet de ses armes ;

j'ai

J'ai l'honneur de vous y renvoyer. Le 10^{de} novembre de cette année, je reçus une lettre de Sa Majesté, en date du premier d'août, par laquelle il m'étoit ordonné de ne pas rendre le pays, que je ne fusse plus amplement informé de ses intentions: j'en fis part audit sieur Morillon du Bourg; je crus à propos de vous informer aussi que les places & les ports mentionnés dans les ordres que j'ai reçus en premier lieu, étoient une partie d'une des colonies de la Nouvelle Angleterre; savoir Pentagoet, qui appartient au Nouveau Plimouth; cette nouvelle donna à nos Magistrats de grands sujets d'alarme & de crainte d'un voisinage aussi redoutable, qui peut être d'une dangereuse conséquence pour le service & les sujets de Sa Majesté, puisque les isles Caraïbes en tirent la plus grande partie de leurs provisions; & que M. du Bourg m'informe que l'intention du Roi Très-chrétien, est d'établir une colonie à Pentagoet, & d'ouvrir une communication par terre avec Québec, la plus grande ville que la France ait dans le Canada, & qui n'est qu'à trois journées de distance de Pentagoet.

Je vous demande très-humblement pardon, Milords, si je présume de vous apprendre que L'ACADIE N'EST QU'UNE PETITE PARTIE DE LA NOUVELLE E'COSSE, qui est la première colonie que l'Angleterre ait possédée dans toute l'Amérique, dont les limites aient été fixées, étant bornée au nord par la grande rivière du Canada, & à l'ouest par la Nouvelle Angleterre; elle contient les deux grandes provinces d'Alexandrie & de Caledonie, & a été établie & confirmée par di-

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. XIV.
Lettres du
Chevalier
Temple sur
l'exécution du
Traité de
Breda, de
1662.

vers actes du Parlement d'E'cosse, & annexée à cette Couronne : on en conserve jusqu'à ce jour les pièces * authentiques dans le château d'E'dimbourg. Ce pays pourroit être d'un avantage infini à Sa Majesté & à ses sujets, s'il étoit cultivé; abondant en bons ports, rivières, bonnes terres, mines, excellens bois de toutes fortes, sur-tout pour la marine, & la mer y produisant une grande quantité de morue. Cette colonie n'étant pas peuplée, les fourrures & les peaux d'élans en font jusqu'à présent le seul revenu; il se monte annuellement à neuf cens livres sterling, dont M. Elliot en reçoit six cens. J'avois formé le projet, il y a environ trois ans, d'y établir un commerce de pêche, ainsi que vous le pouvez voir, Milords, si vous jettez les yeux sur les papiers ci-inclus; mais la guerre qui s'alluma alors, fit échouer entièrement ce projet, & excita les François, mes voisins, à faire plusieurs tentatives sur le pays que je commande. Mes efforts, graces à Dieu, l'ont conservé; je l'ai fait à mes dépens & à mes fraix, avec le secours de la colonie, sans aucune assistance de Sa Majesté, ayant eu recours à quelques Commerçans, auxquels cette colonie est à cette occasion redevable de cinq mille livres sterling: C'est ce qui m'engage, Milords, à vous supplier respectueusement de vouloir bien envisager ma situation malheureuse, dans le cas où Sa Majesté se dé-

ter-
OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Il n'a été produit aucunes de ces pièces, qui auroient pu donner de nouvelles lumières sur les véritables & anciennes limites de l'Acadie.

termineroit à rendre ce pays, ainsi que sa dernière lettre semble le donner à entendre, étant vieux, infirme, réduit à la dernière misère; accablé de dettes; à moins que Sa Majesté, touchée de compassion pour mon état déplorable, n'ordonne, par votre médiation, que je sois remboursé des grandes sommes qu'il m'en a coûté, & à mes amis, pour l'achat des terres que nous avons fait dans ce pays. Vous en trouverez un extrait ci-inclus*; mais n'osant pas étendre plus loin mes espérances, j'implore humblement, Milords, votre protection, & je vous supplie de m'excuser, priant Dieu pour la prospérité de Sa Majesté & pour la vôtre, Milords. Je suis votre très-humble & très-obéissant serviteur.

Pièces justificatives.
Ide. partie.
Sur l'Acadie.

Signé T. TEMPLE.

De Boston, dans la Nouvelle Angleterre, le 24 novembre 1668.

RÉPONSE du Chevalier Thomas Temple du 12 novembre 1668, à la demande faite de la Nouvelle Ecosse, pour le Roi de France, par M. du Bourg.

On retranche ici le texte Anglois.

D'AUTANT que le sieur du Bourg m'a remis un ordre de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne,

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cet extrait n'a point été produit par les Commissaires Anglois: il est vraisemblable qu'on y pourroit trouver de nouvelles preuves sur les anciennes limites de l'Acadie, qu'aucun Anglois ne paroît avoir si bien connues que le Chevalier Temple.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XIV.
*Lettres du
Chevalier
Temple sur
l'exécution du
Traité de
Brada, de
1662.*

ne, en date du 31 décembre 1667, sous le sceau privé, avec une copie des articles X & XI du Traité de Breda, pour la reddition de l'Acadie dans l'Amérique septentrionale au Roi Très-chrétien, ou à telles personnes chargées de ses ordres, dûment scellés du grand sceau de France, ledit sieur du Bourg faisant sa demande en conséquence, & requerant ma réponse, je la fais ainsi qu'il suit.

D'autant que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, par ses lettres patentes scellées du sceau d'Angleterre, m'a confié LE GOUVERNEMENT DE L'ACADIE, ET D'UNE PARTIE DE LA NOUVELLE E'COSSE; & que j'ai reconnu qu'il y a plusieurs places dénommées dans le susdit ordre, qui sont DANS LA NOUVELLE E'COSSE ET NON DANS L'ACADIE, Sa Majesté m'enjoignant pareillement dans ledit ordre de me conformer auxdits articles, dans lesquels il n'est pas fait mention de la Nouvelle E'cosse.

Et d'autant que dans l'ordre, qui m'est aujourd'hui remis par le sieur du Bourg, Sa Majesté dit que l'on m'a ci-devant envoyé copie des articles du Traité de Breda; comme je ne les ai point reçus, ni aucuns autres directement de Sa Majesté, & pareillement que la reddition de l'isle de Saint-Christophe devoit précéder la RESTITUTION de l'Acadie; ce qui, suivant des avis certains, n'est pas encore fait.

Et comme aussi le sieur le Borgne, à qui le sieur du Bourg a laissé le commandement en chef de Port-Royal, avant d'avoir reçu cet ordre, a pareillement envahi hostilement la Nouvelle E'cosse appartenante à Sa

Ma-

Majesté, ce qui est contraire à la teneur des articles; pour ces raisons & considérations, il est de mon devoir de surseoir à la reddition dudit pays jusqu'à ce que je sois plus amplement informé des intentions de Sa Majesté, par rapport aux bornes & aux limites de l'Acadie & de la Nouvelle E'cosse, n'y ayant des places mentionnées dans mon ordre, que la Hève & le Cap de Sable qui appartiennent à l'Acadie; & les autres places mentionnées, savoir Pentagoet, Saint-Jean & Port-Royal, étant dans la Nouvelle E'cosse, confinant la Nouvelle Angleterre & renfermant toute l'étendue de pays que je commande ensemble l'invasion irrégulière, faite hostilement, dudit pays ci-dessus mentionné: ayant encore de justes raisons de soupçonner qu'il y a eu plus d'hostilités & de déprédations commises, que nous n'en avons appris, ce qui est contraire aux articles du Traité de paix de Breda, & fait un préjudice très-considérable à Sa Majesté, & à un grand nombre de ses sujets.

Pièces justificatives.
IId. partie.
Sur l'Acadie.

Aussi-tôt que Sa Majesté m'aura fait connoître ses intentions sur les choses susdites, j'aurai soin de les remplir avec une entière obéissance. E'crit de ma main,

APRES avoir exposé à M. le Chevalier Temple la demande de la restitution de l'Acadie & des places y comprises, contenue dans le mémoire des Commissaires du Roi de France, dont je suis pourvû, & dans les ordres du Roi d'Angleterre, dont je suis chargé, & que je lui ai remis entre les mains; il est convenu de la réponse ci dessus, dont il m'a donné copie signée de sa main, & cachetée du cachet ordinaire de ses armes; & en con-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XIV.
Lettres du
Chevalier
Temple sur
l'exécution
du Traité de
Breda, de
1668.

198 M E' M O I R E S S U R L E S
séquence, j'ai fait le même à la présente,
qu'il garde par - devers lui, pour lui servir
en temps & lieu. FAIT à Boston, ce 16
novembre 1668. Signé DE MORILLON DU
BOURG, Commissaire député par le Roi de
France pour l'exécution du Traité de Breda
en Acadie.

LETTRE du Chevalier Temple au Com-
te d'Arlington.

M I L O R D,

On retranche
ici le texte
Anglois.

J'AI reçu, le 10 de novembre 1668, du
Capitaine Jean Wyburn, par la Caïche le
Portsmouth, une lettre de Sa Majesté, da-
tée du premier août. J'y ai fait réponse par
le Capitaine Jean Fairweather, le 24 no-
vembre, & je l'ai adressée aux Lords du
Conseil, ne presumant pas d'en importuner
Sa Majesté; je m'y réfère, Milord, pour ce
qui regarde les affaires de la Nouvelle E-
cosse & de l'Acadie. Je vous en envoie
néanmoins un duplicata, dans le cas où
l'autre ne parviendroit pas jusqu'à vous, où
à temps; je vous envoie aussi une ancienne
carte de la Nouvelle E'cosse; c'est tout ce
que j'ai pu trouver dans ces pays: je l'ai
ajustée le mieux qu'il m'a été possible, quoi-
qu'assez médiocrement.

Je me proposois de passer en Angleterre
dans ce vaisseau, quoiqu'assez petit; mais
j'ai envoyé cette caïche à Port-royal, dont
je n'ai encore reçu aucune nouvelle; & j'y
ai joint deux petits navires à moi, chargés
d'hommes, de munitions & de provisions,
qui m'ont coûté beaucoup de frais & de
peine,

peine, étant dans le cœur de l'hiver, & la côte étant fort dangereuse. Je ne doute pas que je ne vienne à bout, avec l'aide de Dieu, de réduire la place, & de mettre les choses dans l'état où elles étoient avant l'arrivée de M. du Bourg, député du Roi de France, de la mission duquel je n'avois pas été prévenu, non plus que des ordres de Sa Majesté, que je n'ai connus que lorsqu'il me les a remis. Il s'y est pris avec beaucoup de subtilité, ayant longé les côtes de l'Acadie & de la Nouvelle E'cosse, & laissé un Gouverneur à Port-Royal, & ne me menaçant de rien moins ici, que de me faire couper la tête, si je refusois de rendre tout le pays; mais n'ayant pû réussir, il m'a informé de son départ pour l'Isle de Saint-Christophe, & il m'a prié de faire passer cette lettre à l'Ambassadeur de France en Angleterre. Je n'ai pû honnêtement le lui refuser, & je crois ne pouvoir mieux faire, que de la faire passer par vos mains, en vous priant de m'excuser. C'est un homme d'une adresse singulière, très-entendu dans les affaires de cette nature, les menaces qu'il a faites, n'ont été qu'en arriere de moi; mais en présence de plusieurs personnes. Je lui ai fait demander caution, que le Borgne qu'il avoit laissé à Port-Royal, en partiroit paisiblement: il craignoit beaucoup que je ne le retinssé ici lui-même; & il envoya à le Borgne une lettre, dont la copie est ci-incluse. Je l'ai traité avec respect & politesse, pour l'honneur de Sa Majesté; nos Magistrats en ont usé de même, ce dont il a paru très-satisfait. Il a été fort surpris de l'accroissement, de la splendeur & de la

Pièces justificatives.
IId. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XIV.
*Lettres du
Chevalier
Temple sur
l'exécution du
Traité de
Breda, de
1668.*

force de cette ville, sur-tout en si peu de temps. Sur ce qu'il avoit laissé le Borgne à Port-Royal, il a répondu que le Borgne avoit une commission particulière du Roi de France, ce que j'ai reconnu véritable. Aussitôt que les affaires de l'Acadie & de la Nouvelle E'cosse seront réglées, je me propose, avec l'aide de Dieu, d'aller me jeter aux pieds de Sa Majesté, pour lui rendre compte de toutes mes actions, ayant appris depuis peu d'Angleterre par plusieurs de mes amis, que M. Thomas Elliot, parce qu'il n'est pas encore payé de toute sa rente, a beaucoup aigri Sa Majesté contre moi; ce qui m'a causé une douleur inexprimable, d'autant plus qu'il est si puissant, que je n'ai point d'ami qui veuille ou qui ose intercéder pour moi. Il ne me reste d'autre ressource, après Dieu, que dans la justice de Sa Majesté, & dans les dispositions généreuses & les bontés de Milord. La connoissance que j'ai de l'importance de votre place & de vos occupations, m'engage à vous épargner le récit fastidieux de mes affaires particulières; la seule grace que j'ose vous demander, Milord, c'est de supplier Sa Majesté pour moi, de ne pas permettre que je souffre, & que je sois entièrement ruiné sans m'entendre; mais que je puisse me défendre. Je consentirai de bon cœur à subir la sentence la plus rigoureuse, si je ne prouve non-seulement mon innocence, mais même que j'ai mérité des traitemens tout opposés. Je vous prie, Milord, d'être inexorable à mon égard, si je ne vous écris pas la vérité; mais en parlant pour moi, j'abuserois de vos bontés, je les implor

plore cependant, Milord; mon esprit est dévoré de chagrin, & mon corps accablé d'infirmités: j'ai recours à vous avec tant plus de confiance, que ce que vous m'avez dit d'obligeant à Hamptoncourt, lorsque je pris congé de Sa Majesté, quoique je ne l'eusse point mérité de votre part, est ce qui m'a le plus encouragé à passer dans ce pays. Rien, Milord, après la disgrâce de Dieu, n'est plus sensible à une ame vertueuse, lorsqu'on est parvenu à la vieillesse, & que l'on a bien fait & réussi, que de tomber dans l'infamie, le mépris & la pauvreté; puisque l'honneur, dénué de secours & de moyens, devient insupportable. Mon papier m'avertit de vous demander pardon de la longueur de cette lettre, & les faveurs que vous m'avez déjà fait éprouver, me font prier Dieu Tout-puissant, le Scrutateur des cœurs, d'augmenter, & de continuer ici & pour toujours, vos honneurs & votre prospérité. Je suis, Milord, votre très-humble, &c.

Pièces justificatives
IId. partie.
Sur l'Acadie.

Signé THOMAS TEMPLE.

A la suite de cette lettre à Milord Arlington, il y avoit une seconde copie de la réponse du Chevalier Temple, du 12 novembre 1668, à M. du Bourg. Comme elle a été rapportée ci-dessus, il seroit inutile de la répéter une seconde fois.

Cette copie étoit suivie d'une espèce de billet du Chevalier Temple, que l'on rapportera ici, quoiqu'inutile en soi, & confus par rapport aux personnes & aux dates. Il parott qu'il y a fort peu d'ordre dans les papiers qui viennent du Bureau des Plantations.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XIV,
Lettres du
Chevalier
Temple sur
l'exécution
du Traité de
Breda, de
1668.

Voilà une copie de la réponse que j'ai faite à M. Morillon du Bourg, avant que la caiche du Roi arrivât ici : je vous supplie d'en informer les Lords, & de prier Milord de faire part de ma lettre aux Lords du Conseil de Sa Majesté. J'ai chargé un de mes amis de vous remettre cette lettre, s'il relâchoit heureusement à l'ouest de l'Angleterre, craignant de l'envoyer par la poste; je me propose d'écrire à Milord Arlington lui-même, par le dernier vaisseau qui doit partir d'ici la semaine prochaine. Le 9 décembre 1668.

A Boston, dans la Nouvelle-Angleterre, le 25 décembre 1668.

Je certifie que ces papiers sont des copies véritables, & collationnées aux originaux qui sont dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

N^o. XV. LETTRE du sieur Morillon
du Bourg à la Compagnie Françoisse
des Indes occidentales.

MESSIEURS,

DESIRANT répondre à la confiance que vous avez eue en moi, & voulant exécuter de point en point vos mémoires, les commissions de Sa Majesté, & les ordres du Roi d'Angleterre, dont vous avez eu la bonté de me charger, j'ai suivi toute la côte de l'Acadie avec M. de Belleisle (a), pour voir les

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Ce M. de Belleisle est le même que M. le Chevalier Temple appelle dans ses lettres le Borgne,

les lieux marqués dans mes instructions; mais comme il n'y avoit pas apparence de s'y établir, qu'auparavant je n'eusse conféré avec M. le Chevalier Temple, je suis venu à Boston pour lui remettre la lettre de Sa Majesté Britannique, & les articles du Traité de Breda, qu'il a fort bien reçus, & auxquels il dit se vouloir conformer; cependant il fait une différence très-grande de l'Acadie à la Nouvelle Écosse, qu'il dit être son propre, & qu'il fait consister depuis Mirliguesche jusqu'à Pentagoet, & tirant du côté du Cap Breton jusqu'à la rivière de Québec. Ainsi, Messieurs, l'on se seroit mal entendu; & vous voyez par là que Pentagoet, Saint-Jean, le Port Royal, le Cap de Sable & la Hève, spécifiés dans les ordres, ne font point de l'Acadie, mais de la Nouvelle Écosse (a). En outre, M. le Chevalier Temple dit que M. de Belleisle n'a point dû demeurer au Port-Royal, n'ayant pas voulu venir plus loin avec moi, qu'au préalable notre entrevue n'eût été. Il se plaint même de quelque violence qu'il a faite depuis peu à quelques-uns de ses gens; & ensuite revenant au Traité général, il soutient que nous devons avoir rendu les isles de Saint Christophe, Antigoa & Monferat; ce que

Pièces justificatives
Idé. partie.
Sur l'Acadie.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) M. Morillon du Bourg confondoit toutes les idées du Chevalier Temple, où la copie de cette lettre n'est pas exacte; il y a plus d'un endroit dans le stile qui donneroit lieu de soupçonner que ce seroit une traduction d'une traduction Angloise.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XV.
Lettre du M.
du Bourg du
9 novembre.
1668.

que bien loin d'avoir fait, il m'assure que l'on a eu ici nouvelle certaine la semaine passée, que le Seigneur Anglois, Gouverneur général des isles, avoit été par deux diverses fois, pour répéter à M. de la Barre ce qui est convenu par le traité; mais que ledit sieur de la Barre lui avoit répondu qu'il feroit passer au fil de l'épée tous ceux qui viendroient pour s'établir, sans exception d'âge ni de sexe; sur quoi M. le Chevalier Temple veut être éclairci, & avoir réponse positive avant que de rien conclure & terminer avec moi. Cela étant, Messieurs, je me vois bien éloigné de vous informer de l'état du pays, puisque j'aurois eu peine à le faire que par rapport, étant arrivé trop tard pour en pouvoir prendre connoissance moi-même. Ces différentes conjonctures sont d'autant plus fâcheuses pour moi, que la saison est extrêmement avancée, le pays rude, & que je ne vois pas de retraite où je puisse me mettre à couvert & en sûreté. Néanmoins, Messieurs, quelques difficultés que je trouve & que je vous écrive, je vous supplie d'être persuadés que le service du Roi & vos intérêts particuliers me sont trop chers pour me rendre aux premiers obstacles, & que je ne démentirai jamais les protestations que je vous ai faites, d'être toute ma vie, &c.

M E S S I E U R S ,

Je ne puis vous mander ce que je ferai ni où j'irai, M. le Chevalier Temple me remettant de jour à autre pour avoir des nouvelles; ainsi ce n'est que pour ne point perdre de temps à vous informer des choses

fes, que je vous écris, quoiqu'elles soient pièces justificatives fort indécises.

A Boston, le 9 novembre 1668.

11^{de}. partie.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original qui est dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750. Sur l'Acadie.

Signé THOMAS HILL.

No. XVI. ORDRE définitif de Charles II. Roi d'Angleterre, au Chevalier Temple pour la reddition de l'Acadie *, du 6 août 1669.

CHARLES, Roi: A notre amé & féal, &c. On retranche Salut. D'autant qu'en conséquence du ici le texte Traité conclu à Breda, le $\frac{2}{7}$ juillet 1667, Anglois. Nous vous avons fait connoître nos dernières intentions par nos lettres du 8 mars 1668-9, afin qu'en conséquence de nos premières

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Il est remarquable que dans cette pièce, qui est postérieure à la réception des représentations du Chevalier Temple, le mot de *Nouvelle E'cosse* ne se trouve pas, quoique dans le fait on la rende à la France. On regardoit donc à la Cour d'Angleterre la concession de Guillaume Alexandre, comme n'ayant eu nul effet: si l'on se rappelle l'association du Chevalier Temple avec le sieur de la Tour, les acquisitions qu'il avoit faites de ce même de la Tour, & le ton plaintif des lettres qu'on a rapportées, on sera convaincu du peu de confiance qu'il avoit à la Charte de 1621. Enfin tout annonce dans cette pièce qu'il n'a pas été question au Traité de Breda de discuter les limites; mais de rendre de bonne foi à la France tout ce qui lui avoit ci-devant appartenu.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XVI.
Ordre pour la
restitution de
l'Acadie
1669.

mières lettres à vous adressées, du 31 décembre 1667, vous eussiez à donner, immédiatement après les avoir reçues, des ordres précis pour rendre au plûtôt, & sans aucun délai ou difficulté, à notre bon Frère le Roi Très-chrétien, ou à ceux qu'il chargerait à cet effet de ses ordres, scellés du grand Sceau de France, le pays de l'Acadie, situé dans l'Amérique septentrionale, qui appartenait anciennement audit Roi, nommément les forts & habitations de Pentagoet, Saint-Jean, Port-Royal, la Héve & Cap de Sable, dont les sujets de Sa Majesté jouissoient sous son autorité, jusqu'à ce que les Anglois s'en emparèrent en 1654 & 1655 & depuis; & que vous eussiez à agir en ceci sincèrement & de bonne foi, vous conformant dans l'exécution à ce qui est prescrit par les articles X & XI dudit Traité, & à nos lettres du premier d'août, nonobstant toutes choses à ce contraires; & d'autant qu'il est survenu quelque doute au sieur Colbert, Ambassadeur de notre bon Frère le Roi Très-chrétien auprès de nous, si nosdites lettres du 8 mars ne pouvoient pas souffrir quelque difficulté ou délai dans leur exécution; Nous, en conséquence des intentions fermes & sincères avec lesquelles nous avons toujours procédé dans toute cette affaire, ayant résolu de la faire exécuter entièrement & pleinement; & notre bon Frère ayant aussi de son côté, en conséquence dudit Traité, donné ses ordres pour nous restituer la partie Angloise de l'isle Saint-Christophe, ne doutant pas qu'il ne veuille soigneusement à les faire exécuter ponctuellement, avons jugé à propos sur les desirs dudit Ambassadeur, pour prévenir fi-
nale-

nalement, & dissiper tous scrupules & pré-
 textes quelconques que l'on pourroit alléguer
 pour ne pas obéir à nos premières lettres du
 8 mars : Nous répétons par celles-ci que no-
 tre plaisir est, & en conséquence que nous
 voulons très-expressément, & nous plaît que
 vous rendiez ou vous fassiez rendre aussi-tôt,
 sans difficultés, scrupules, délais ou doutes
 quelconques, audit Roi Très-chrétien, ou à
 ceux qu'il chargera pour cet effet de ses or-
 dres, scellés du grand Sceau de France, le-
 dit pays de l'Acadie, situé dans l'Amérique
 septentrionale, qui appartenoit autrefois au-
 dit Roi, nommément les forts & habitations
 de Pentagoet, Saint-Jean, Port-Royal, la
 Hève & Cap de Sable, dont ses sujets jouis-
 soient sous son autorité, jusqu'à ce que les
 Anglois s'en emparèrent en 1654 & 1655 &
 depuis; & que vous ayez dans ceci à procé-
 der sincèrement & de bonne foi, vous con-
 formant dans l'exécution à ce qui est porté
 par les articles x & xi dudit Traité, & à nos
 lettres du premier d'août, nonobstant toutes
 choses à ce contraires, & de ce ne ferez fau-
 te; & vous servira la présente de toute dé-
 charge nécessaire. **DONNE'** à notre Cour, à
 Whitehall, le six août mil six cents soixante
 neuf, la vingt-unième année de notre regne.
Et plus bas, par le Roi, au-dessous,

Signé ARLINGTON.

*Je certifie que ce papier est une copie véritable,
 collationnée à l'original dans les registres de ce Bu-
 reau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall,
 le 12 juillet 1750.*

Signé THOMAS HILL.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XVII.
Ordre pour
la restitution
de l'Acadie
1669.

On retranche
ici le texte
Anglois.

No. XVII. ORDRE du Chevalier Tem-
ple au Capitaine Walker, pour rendre
l'Acadie au Chevalier de Grand-Fon-
taine, du 7 juillet 1670.

D'AUTANT que je souffigné Thomas Tem-
ple, Chevalier, Baronnet, Lieutenant
pour Sa Majesté dans les contrées de la
Nouvelle E'cosse & de l'Acadie, ai reçu de
Sadite Majesté un ordre, daté du 6 août 1669,
sous le sceau privé, & qui m'a été remis par
le Chevalier de Grand-Fontaine le 6 juillet
1670, afin de remettre le pays de l'Acadie,
nommément les forts & habitations de Pen-
tagoet, Saint-Jean, Port-Royal, la Hève &
Cap de Sable, au Roi Très chrétien, ou à
ceux à qui il donnera pouvoir à cet effet par
une commission scellée du grand sceau de
France: Et d'autant que Sa Majesté Très-
chrétienne a nommé & donné pouvoir audit
M. le Chevalier de Grand-Fontaine pour re-
cevoir lesdites places, ainsi qu'il paroît plei-
nement par une commission scellée du grand
sceau de France, en date du 22 juillet 1669,
& qu'il m'a fait voir; en conséquence, pour
obéir audit commandement, en conformité
des articles x & xi du Traité de Breda, con-
clu le $\frac{24}{37}$ juillet 1667. & dont il est fait men-
tion dans le commandement de Sa Majesté,
je déclare ici que j'y obéis pleinement & li-
brement; que sans aucun doute, difficulté ni
délai, je rends ladite contrée de l'Acadie,
située dans l'Amérique septentrionale, audit
sieur le Chevalier de Grand-Fontaine, en
exécution de quoi, étant actuellement mala-
de,

de, je nomme & autorise le Capitaine Richard Walker, Gouverneur député en ma place dans ladite contrée, actuellement présent, à ce qu'il délivre la possession dudit pays de l'Acadie, nommément les forts & habitations de Pentagoet, Saint-Jean, Port-Royal, la Hève & Cap de Sable, me conformant en ceci aux articles ci-dessus mentionnés; & je commande & ordonne à tous mes Capitaines, Officiers, soldats & autres qui y sont sous mes ordres, de se conformer promptement & sans délai à la présente ordonnance, espérant & ne doutant point qu'ils ne s'y conforment envers M. le Chevalier de Grand-Fontaine, pareillement suivant lesdits articles, & suivant la convention faite présentement avec lui, qu'il m'a remise, signée de sa main, & scellée du cachet de ses armes *.

Pièces justificatives
 II^{de}. partie.

 Sur l'Acadie.

„ Et en outre, que tous les lieux ci-dessus
 „ mentionnés, & toutes les terres & rivières
 „ généralement comprises dans l'étendue
 „ des côtes & pays de l'Acadie, soient rendues
 „ & mises entre les mains de M. le
 „ Chevalier de Grand-Fontaine qui demeurera
 „ Commandant pour Sa Majesté Très-chrétienne,
 „ par tous les susdits Officiers qui sont sous
 „ mon commandement dans ledit pays, sans y
 „ apporter aucune difficulté, ni refus, ni
 „ autre prétexte que ce soit, sous peine de
 „ désobéissance; & ce à la première demande
 „ que ledit sieur Chevalier en fera, ou gens par
 „ lui ordonnés.

FAIT

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* La suite de cette pièce se trouve en François dans la copie Angloise qui nous a été communiquée.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

FAIT à Boston, ce septième juillet mil six
cens soixante-dix. Signé de ma propre main,
& scellé du cachet de mes armes.

*Je certifie que cette copie est véritable, En colla-
tionnée à l'original qui se trouve au dépôt des pa-
piers. Du Bureau des Plantations, à Whitehall,
le 12 juillet 1750,*

Signé THOMAS HILL.

*No. XVIII. ACTE de la reddition du
fort de Pentagoet dans l'Acadie, par le
Capitaine Richard Walker, au Cheva-
lier de Grand-Fontaine, du 5 août 1670,
avec un détail particulier de l'état dudit
fort, & de tout ce qui étoit & restoit
dans ledit fort au temps qu'il fut rendu
audit Chevalier de Grand-Fontaine.*

On retranche
ici le texte
Anglois.

LE cinquième d'août de l'an 1670, étant
dans le fort de Pentagoet, dans le pays
de l'Acadie, dont nous avons pris possession
pour Sa Majesté Très-chrétienne, le dix-
septième du mois dernier; le Capitaine Ri-
chard Walker, ci-devant député Gouverneur
dudit fort & dudit pays de l'Acadie, repré-
sentant la personne de Thomas Temple,
Chevalier Baronnet, accompagné d'Isaac
Garden, Gentilhomme, nous ont requis con-
jointement de leur donner un détail particu-
lier de l'état dudit fort, & de tout ce qui
étoit & restoit dans ledit fort, lorsque le
fusdit Capitaine Richard Walker nous en a
mis en possession, afin d'avoir un acte par
écrit à remettre au Chevalier Temple pour
leur décharge; ce à quoi nous avons consen-
ti: Et pour cet effet, Nous, en présence des
fus-

lus nommés & du sieur Jean Maillard, Ecri-^{Pièces justifi-}
vain du Roi sur le vaisseau de Sadite Ma-^{catives.}
jesté, appelé le Saint-Sebastien, commandé ^{Ido. partie.}
par M. de la Clocheterie; comme aussi d'un
autre Secrétaire, écrivant sous nous, de la ^{Sur l'Acadie.}
manière & forme, ainsi qu'il suit.

10. A l'entrée dudit fort, à main gauche, nous avons trouvé dans la cour, un Corps-de-garde de la longueur d'environ quinze pas, sur dix de large, ayant à main droite une maison de même longueur & largeur, bâtie de pierre de taille, & couverte de bardeau; & au-dessus une Chapelle de la longueur d'environ six pas, sur quatre de large, couverte de bardeau, & bâtie sur une terrasse, sur laquelle il y a une petite tour qui renferme une petite cloche pesant environ dix huit livres.

Plus, à main gauche, en entrant dans la dite cour, il y a un magasin à deux étages, bâti de pierre, & couvert de bardeau, de la longueur d'environ trente-six pas, sur dix de large, lequel magasin est ancien, & a besoin de beaucoup de réparations; au-dessous une petite cave, dans laquelle il y a un puits.

Et de l'autre côté de la cour, à droite, il y a une maison de la même longueur & largeur que le magasin, dont une moitié est couverte de bardeau, & l'autre découverte, & a besoin de beaucoup de réparations, lesquelles choses nous avons examinées & observées exactement.

Sur le rempart dudit fort, & en présence de notre Canonier, que nous y avons fait venir afin d'examiner les différentes pièces de canon, les canons sont comme il suit.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XVIII.

Restitution
de Pentagoot
en 1670.

1°. Six canons de fer, portant des boulets de six livres, dont deux sont fournis de nouveaux affûts, & les quatre autres de vieux affûts, avec des roues neuves; deux de ces canons pésent chacun mille huit cens cinquante livres; trois, chacun mille cinq cens livres, & l'autre deux cens trente livres.

Plus, deux canons de fer, portant des boulets de quatre livres, ayant de vieux affûts avec des roues neuves; l'un pesant mille trois cens dix livres, & l'autre mille deux cens trente-deux.

Plus, deux petites coulevrines de fer, portant des boulets de trois livres, ayant de vieux affûts, avec des roues neuves, pesant chacune neuf cens vingt-cinq livres.

Ensuite nous sommes partis dudit fort, & sommes allez à une petite plate-forme, près le bord de la mer, sur laquelle nous avons vû deux canons de fer, portant des boulets de huit livres, avec de nouveaux affûts & des roues neuves; l'un pesant trois mille deux cens livres, & l'autre trois mille cent livres.

Ce qui fait en tout douze canons de fer, pesant vingt un mille cent vingt-deux livres.

Plus, nous avons trouvé dans ledit fort six pierriers sans leurs boetes, pesant mille deux cens livres.

Plus, deux cens boulets de fer, depuis trois jusqu'à huit livres de balles.

Enfin, à trente ou quarante pas dudit fort, au dehors il y a une petite maison de la longueur d'environ vingt pas, sur huit de large, bâtie de planches & à demi couverte de bardeau, qui ne sert à d'autre usage qu'à loger le bétail.

Plus,

Plus, environ à cinquante pas de ladite maison, il y a un jardin carré, enfermé de pieux, dans lequel il y a cinquante ou soixante arbres fruitiers. Pièces justificatives. IIde. partie.

Lesquelles choses susdites nous avons vues & reconnues exactement, en présence des personnes soussignées; & je reconnois qu'elles sont de la qualité & condition, ainsi qu'il est déclaré ci-dessus; & du tout nous avons donné le présent état circonstancié, pour qu'on puisse tenir compte de leur valeur audit Chevalier Thomas Temple, à ses hoirs ou à ses ayans cause, ou à qui il appartiendra: Et à cet effet, avons, avec les susnommés, signé & fait certifier le présent par notre Secrétaire, le jour & an que dessus, *Signé* le Chevalier DE GRAND-FONTAINE, JEAN MAILLARD, R. WALKER, ISAAC GARNER, MARSHAL Secrétaire. *Sur l'Acadie.*

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

N^o. XIX. PROCE'S VERBAL de prise de possession, & de l'état du fort de Gemisick, par le sieur Joibert de Soulanges, au nom du Roi de France, du 27 août 1670.

AUJOURD'HUI vingt-septième du mois d'août mil six cens soixante dix, je Pierre de Joibert, E'cuyer, Seigneur de Soulanges & Marson, Lieutenant de Monsieur le Chevalier de Grand-Fontaine, commandant pour le Roi dans le pays de l'Acadie, ayant

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XIX.
Restitution
de Gemisick,
en 1670.

214 M E M O I R E S S U R L E S

été envoyé par lui au fort de Gemisick, situé à vingt cinq lieues au haut de la rivière Saint-Jean, pour prendre possession dudit fort pour Sa Majesté Très-chrétienne; où étant arrivé ledit jour, en compagnie de Monsieur le Capitaine Richard Walker, député ci-devant Gouverneur dudit pays de l'Atadie en la personne du sieur Thomas Temple, Chevalier & Baronnet, & conjointement avec lui Isaac Garner, Gentilhomme, lesquels m'avoient requis de vouloir faire procès verbal de l'état dudit fort, & des choses en icelui lors de la prise & présente possession qui m'a été donnée par lesdits Messieurs, afin qu'ils en puissent porter pour décharge audit sieur Chevalier Temple un double; ce que nous lui avons accordé, & pour cet effet, aurions, en compagnie des sieurs susnommés, procédé ainsi qu'il s'ensuit.

Premièrement, nous avons fait le tour dudit fort, qui est de quarante pas en longueur, & trente en largeur, fermé tout à l'entour de perches neuves de dix-huit pieds en hauteur, attachées par deux traverses avec deux clous de fiche à chacune desdites perches; puis nous avons entré par la porte, laquelle est aussi neuve, faite de trois planches d'épaisseur, avec ses ferremens; & ayant fait le tour par dedans, nous avons trouvé des piquets appuyés contre lesdites perches de neuf pieds de hauteur; ensuite nous avons trouvé trois plate-formes & trois coins dudit fort faites de planches neuves, dans lesquelles il s'est trouvé quatre pièces de canon de fer, l'un du poids de quatre cens vingt-sept livres, un autre du même poids,

poids, le troisième du poids de six cens vingt-
 cinq livres, & le quatrième du poids de trois
 cens livres. Plus, une autre pièce de canon, *Pièces justifi-*
 aussi de fer, que nous avons trouvée au mi- *ficatives.*
 lieu de la cour, destinée pour le quatrième *Idem. partie.*
 coin du fort, laquelle est du poids de trois *Sur l'Acadie.*
 cens cinquante livres, dont la plate-
 forme dudit coin n'est pas encore achevée, ayant
 seulement les planches propres pour cet ef-
 fet. Ensuite, nous avons visité la maison qui
 est à main droite en entrant dans ledit fort,
 de longueur de vingt pas & dix de largeur,
 où il y a, à un bout de sa porte, un Corps-
 de-garde, avec une cheminée faite en ma-
 çonnerie de pierre & de brique, au-dessus
 duquel Corps-de-garde il y a un plancher, &
 deux cabannes tout à l'entour pour le loge-
 ment; au milieu de ladite maison, il y a une
 chambre, dans laquelle il y a une cabanne;
 dans le milieu de ladite chambre, il y a une
 cheminée, bâtie de même que celle du Corps-
 de-garde; dans ladite chambre il s'est trouvé
 une table à deux tirans aux deux bouts, &
 deux chaises de bois; à l'autre bout de la
 maison, il y a un magasin, dans lequel il
 s'est trouvé une grande armoire, servant à
 mettre des marchandises: au bout de ladite
 chambre & magasin, il y a un plancher, avec
 quelques cloisons pour la séparation des
 grains, le tout couvert de vieux bardeau;
 à la gauche de la porte, il y a une cabanne,
 qui a servi pour être une forge, où il s'est
 trouvé environ un tonneau de charbon du
 pays; à environ six pas du même côté, il y a
 une cave où il peut tenir deux tonneaux.

Toutes lesquelles choses ci-dessus, nous
 avons exactement vûes & visitées en compa-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XX.
*Restitution de
Port-Royal
en 1670.*

pagnie & présence des susnommés, & recon-
noissons être en l'état ci-déclaré; de quoi
nous avons fait dresser le présent procès ver-
bal, pour valoir & servir audit sieur Thomas
Temple, ou à ses héritiers, ou autres affi-
gnés par lui, ou à qui il appartiendra, ayant
signé avec lesdits sieurs susnommés, le jour
& an susdit. *Signé DE MARSON DE SOULAN-
GES, RICHARD WALKER, ISAAC GARNER.*

*Je certifie que ce papier est une copie véritable,
collationnée sur l'original dans les registres de ce
Bureau. Du Bureau des Plantations, à White-
hall, le 12 juillet 1750.*

Signé THOMAS HILL.

**No. XX. CERTIFICAT de la reddition
de Port-Royal, du 2 septembre 1670.**

A U J O U R D ' H U I second jour du mois de
septembre mil six cents soixante-dix, je
Pierre de Joibert, E'cuyer, Seigneur de Sou-
langes & Marson, Lieutenant de Monsieur
le Chevalier de Grand-Fontaine, comman-
dant pour le Roi dans le pays de l'Acadie,
ayant été envoyé par lui au Port-Royal pour
prendre possession dudit lieu pour Sa Majes-
té Très-chrétienne, où étant Richard Wal-
ker, député ci-devant Gouverneur dudit pays
en la personne du sieur Thomas Temple,
Chevalier & Baronnet, & conjointement a-
vec lui Isaac Garner, Gentilhomme; lesquels
m'auroient requis vouloir faire assembler des
habitans dudit lieu; ce qui avoit été fait à
l'instant, où en leur présence lesdits sieurs
Capitaine Richard Walker & Garner auroient
déclaré à haute voix comme ils se démet-
toient, en vertu de leur ordre, dudit lieu,
&

& en laissoient la possession libre & vacante audit sieur de Marson, agissant comme des-
sus; de laquelle démission, comme aussi de celle du fort de la Tour, en l'état qu'il se trouvera, où ledit sieur Capitaine Walker a envoyé l'ordre du sieur Chevalier Temple au sieur de Rinedon, Commandant dudit fort, pour qu'il le remette à l'ordre que dessus; de quoi lesdits sieurs m'auroient requis le présent Certificat, pour valoir & servir audit sieur Thomas Temple, à ses héritiers, ou aux assignés pour lui, ou à qui il appartiendra. FAIT audit lieu, le jour & l'an susdits.
Signé DE MARSON DE SOULANGES.

Pièces justificatives
IId. partie.
Sur l'Acadie.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXI. MÉMOIRE * de l'Ambassadeur de France, présenté au Roi d'Angleterre, le 16 janvier 1685.

LA côte de l'Acadie, qui s'étend depuis l'isle Persée jusqu'à celle de Saint-George,

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ce Mémoire a été cité par MM. les Commissaires Anglois, au paragraphe 49 de leur Mémoire du 11 janvier 1751, pour prouver que les François reconnoissoient une Nouvelle E'cosse, puisque ce terme avoit été employé par un Ministre de France; mais en lisant cette pièce, on sera surpris de n'y pas trouver une seule fois le mot de Nouvelle E'cosse, ni rien qui ait pu donner occasion à la méprise de MM. les Commissaires Anglois,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXI.
Mémoire de
l'Ambassa-
deur de Fran-
ce en 1685.

ge, a été possédée par les François jusqu'en l'année 1664, que les Anglois s'en emparèrent pendant la guerre, & qu'elle fut rendue à Sa Majesté en 1667 par le Traité de Breda; ainsi Sa Majesté a pour titre de sa souveraineté & seigneurie de ladite côte, la première occupation de ses sujets, une longue possession & un Traité de paix: cependant ne trouvant pas à la Nouvelle Angleterre les mêmes avantages qui se trouvent dans l'Acadie, ils ont continué de faire la pêche dans les Ports appartenans à Sa Majesté, quelquefois en vertu des permissions qui leur ont été données par le Commandant, & fort souvent sans permission; en sorte que le commerce des François en est fort interrompu. Au mois de décembre 1683, Sa Majesté accorda permission, par lettres patentes, au sieur Bergier & à sa compagnie, d'établir une pêche sédentaire le long de cette côte & rivière Saint-Jean; & Elle rendit au mois de mars 1684 un arrêt, par lequel Sa Majesté déclara que les vaisseaux étrangers qui seroient trouvés faisant le commerce de pelleteries, ou la pêche dans l'étendue de la concession qu'Elle a faite le long de ladite côte à ladite compagnie, seroient pris & arrêtés, & amenés dans les ports de son Royaume pour y être confisqués.

Cet arrêt fut publié, & il en fut donné connoissance aux Anglois de la Nouvelle Angleterre, qui ne laissèrent pas de venir pêcher dans l'étendue de ladite concession; de quoi ledit Bergier, qui y étoit pour lors avec le vaisseau le Saint-Louis, ayant eu avis, arrêta aux mois de juillet & d'août 1684, huit barques Angloises, nommées la
Marie,

Marie, l'Aventure, l'Hirondelle, la Rose, l'Industrie, l'Alouette, l'Amitié & l'Industrie, desquelles il prit seulement le poisson & les pelleteries, & amena en France les Maîtres desdites barques, qui furent interrogés par devant les Officiers de l'Amirauté de la Rochelle.

Pièces justificatives
Ide. partie.
Sur l'Acadie.

Par l'examen que Sa Majesté fit de la procédure desdits Officiers, il se trouva deux Maîtres qui avoient obtenu permission du sieur de la Valière de pêcher le long de la côte, sur quoi Sa Majesté ordonna qu'ils seroient ramenés en Acadie aux dépens dudit Bergier & de sa compagnie, & que leurs barques & leurs marchandises, ou le prix d'icelles, seroient restituées sans aucuns dommages & intérêts.

A l'égard des six autres, Sa Majesté en ordonna la confiscation, attendu que les Maîtres n'avoient aucunes permissions; étant d'ailleurs convenus qu'ils avoient connoissance des défenses expresses que Sa Majesté avoit faites d'aller faire commerce & la pêche à ladite côte de l'Acadie.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

signé THOMAS HILL.

No. XXII. MEMOIRE concernant des vins saisis à Pentagoët, présenté au Roi d'Angleterre par les Ministres de France vers 1687.

LEs soussignés Ambassadeur & Envoyé extraordinaires de France, Commissaires

Réclamation
par la France
d'une prise
faite à Pentagoët.
1687.

dépu.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXII.

*Réclamation
par la France
d'une prise
faite à Pen-
tagoet. 1687.*

députés pour l'exécution du Traité de neutralité pour l'Amérique, représentent à votre Majesté que le nommé Philippe Syuret, maître d'un vaisseau nommé *la Jeanne*, étant parti de Malgue pour la Nouvelle France, chargé de marchandises pour le compte des sieurs Nelson, Watkins & consorts, & les ayant délivrées, suivant ses connoissemens, au sieur Vincent de Castène *, marchand établi à Pentagoet, situé dans la province de l'Acadie; le Juge de Péniguide, qui est sous l'obéissance de votre Majesté, fit équiper un vaisseau qu'il envoya à Pentagoet, d'où il enleva lesdites marchandises comme étant de contrebande, & prétendant que Pentagoet appartient à votre Majesté, mit en arrêt le vaisseau dudit Syuret, & refuse encore présentement de le restituer. Mais comme par les articles X & XI du Traité de Breda, il est expressément déclaré que l'Acadie appartient au Roi notre Maître: & qu'en exécution de ce Traité, le feu Roi d'Angleterre par sa dépêche du 2^e août 1669 a envoyé ses ordres au Chevalier Temple, pour lors Gouverneur de Boston, de remettre l'Acadie entre les mains du Chevalier de Grand-Fontaine, & nommément les forts & habitations de Pentagoet qui en font partie; que de plus ledit Chevalier Temple, après la réception de cet ordre, étant indisposé, donna pouvoir au Capitaine Richard Walker, par un écrit du 7^e juillet 1670, de remettre en son absence ladite province de

l'A-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* C'est le sieur de Saint-Castain qu'on a voulu dire.

l'Acadie, & nommément les forts & habitations de Pentagoet entre les mains dudit Chevalier de Grand-Fontaine, autorisé du Roi notre Maître pour la recevoir; outre cela ledit Capitaine Walker obligea le Chevalier de Grand-Fontaine de lui donner un écrit daté du 5 août 1670, par lequel il reconnoît que lui Capitaine Walker s'est acquitté de la commission qu'il a reçue du Chevalier Thomas Temple, & qu'il lui a remis à lui Chevalier de Grand-Fontaine la province de l'Acadie, & nommément les forts & habitations de Pentagoet.

Lesdits souffignés Ambassadeur & Envoyé espèrent de la justice de Votre Majesté, qu'après avoir pris connoissance de tous ces faits, Elle défavouera le procédé du Juge de Péniguide, défendra qu'il se commette de pareilles contraventions à l'avenir, & ordonnera que toutes les marchandises dudit Syuret lui seront restituées, ou la juste valeur, que son vaisseau lui sera rendu incessamment, & qu'il sera dédommagé de tous les frais que cette interruption dans son commerce lui a causés. *Signé* BARILLON & BONREPAUS.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.



Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXIII.

No. XXIII. *REQUÊTE* de Jean Nel-
son * aux Lords justiciers, concernant
le droit des Anglois sur la Nouvelle E-
cosse, en 1697.

On retranche
ici le texte
Anglois.

A LEURS Excellences les Lords justiciers
d'Angleterre,

Représente humblement que ledit Cheva-
lier Thomas Temple acheta, il y a long-
temps, de M. Charles de la Tour l'héritage
de la Nouvelle E'cosse, & une partie du
pays appelé l'Acadie, & tous les forêts, plan-
tations & commerce d'iceux pour lui & ses
hoirs; lesquelsdits pays furent premièrement
découverts & plantés par le Chevalier Guil-
laume Alexandre, depuis Comte de Ster-
ling, & par d'autres E'cossois au temps du
Roi Jacques Ier; & le gouvernement & la
propriété d'iceux furent accordés par cette
Couronne audit Comte & à ses hoirs, & en-
suite par lui cédés au susdit M. Charles de
la Tour, pour relever du royaume d'E'cos-
se; il en eut la jouissance paisible jusqu'à ce
que l'Angleterre, qui formoit alors un E'tat
républicain, s'en empara en 1654. Ce pays
étoit alors entre les mains d'un François,
qui,

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi,

* Presque tous les faits énoncés dans la Reque-
te de ce particulier, sont altérés, comme les Com-
missaires du Roi l'ont établi dans leur Mémoire
du 4 octobre 1751: le gouvernement d'Angleterre
n'eut aucun égard à la Requête du sieur Nelson;
& cette pièce ne sert aujourd'hui qu'à prouver,
que c'est avec connoissance de cause, qu'au Traité
de Ryswick, on n'a rien changé aux stipulations
du Traité de Breda qui concernent l'Amérique.

qui, étant arrivé sur ces entrefaites en Angleterre, & ayant prouvé ses titres par la cession que lui avoit faite ledit Comte de Sterling & la Couronne d'Ecosse, fut rétabli dans ses droits, & les céda au Chevalier Temple, comme il a été dit ci-dessus, qui en jouit jusqu'au Traité de Breda, bâtit plusieurs forts pour la défense du pays, & fit plusieurs autres accroissemens, qui coûtèrent plus de seize mille livres sterling. Malgré cela, sur quelques fausses persuasions des Ministres François, que ce pays appartenoit autrefois à la Couronne de France, le feu Roi Charles II, sans en avoir informé ni donné connoissance aux parties intéressées, consentit, par un article du Traité susdit, qu'on rendit ce pays à la France, & par plusieurs ordres du Conseil, ordonna qu'on le remit à M. le Chevalier de Grandfontaine, que le Roi de France avoit envoyé; ce qui fut exécuté en conséquence.

Que ledit Chevalier Thomas Temple, en mourant, légua par son testament tous ses droits & titres des susdits pays au Suppliant, qui, pendant la guerre présente avec la France, a exposé sa personne & ses biens pour le reprendre sur les François; sa mauvaise fortune l'ayant fait tomber entre leurs mains, il a resté prisonnier en France pendant ces cinq dernières années, & l'est encore sous caution. Sur ces entrefaites les Anglois ayant reconquis la plus grande partie de ce pays, elle a été par surprise comprise dans la patente du gouvernement de la baye de Massachusset dans la Nouvelle Angleterre: tel est le véritable état des affaires; & le Suppliant ayant été informé d'un

Traité

Pièces justificatives
114^e. partie.
—————
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXIII.
*Reclamation
de la Nouvel-
le E'cosse par
Jean Nelson.*
1697.

Traité actuellement sur le tapis entre l'An-
gleterre & la France, & craignant que Sa
Majesté, faute d'être bien informée, se lais-
sât surprendre dans cette affaire, en négli-
geant ou rendant une partie si considérable
de ses E'tats & de son commerce, ainsi que
la propriété du Suppliant.

Pour quoi le Suppliant prie humblement
vos Excellences, qu'il leur plaise de mettre
dans le temps cette affaire sous les yeux de
Sa Majesté, pour que l'on y ait de justes
égards, ainsi qu'il paroîtra juste & convena-
ble à la haute sagesse de Sa Majesté.

*Je certifie que ce papier est une copie véritable,
collationnée à l'original dans les registres de ce Bu-
reau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall,
le 12 juillet 1750.*

Signé THOMAS HILL.

No. XXIV. LETTRE de M. de Vil-
lebon Gouverneur de l'Acadie, à M.
Stoughton Lieutenant au gouvernement
de la Baye de Massafuchet.

M O N S I E U R,

JE vous écris, par le sieur David Basset,
que j'ai retenu ici depuis l'année dernière,
& à qui Sa Majesté a accordé le pardon de
tout ce qu'il a fait contre son service, en
s'établissant en ce pays, comme il s'y est en-
gagé; ainsi je suis persuadé que vous ne fe-
rez aucune difficulté, comme je ferois en
pareille occasion, de le laisser revenir, & de
donner la main à ce qu'il puisse terminer ses
affaires, sans qu'on lui fasse aucun tort ni
trouble. Je

Je suis fort surpris, après ce que je vous ai mandé à l'égard de nos Sauvages prisonniers, que vous n'avez point répondu à ce que je souhaitois de vous, & que vous vous obstinez à les garder: je ne vous en parlerai plus, vous remettant à ce que je vous en ai écrit par ma dernière lettre, en date du 27 juin 1698.

Je suis informé que vous avez plusieurs pêcheurs à nos côtes, & vous permettez outre cela le commerce de vos gens dans les habitations Françoises; vous devez vous attendre, Monsieur, que je ferai prendre tout ce qui se trouvera d'Anglois en pêche ou en commerce; d'autant plus que vous n'avez aucun lieu d'ignorer que cela est absolument défendu par le Traité entre nos Couronnes, que vous m'avez vous-même envoyé, & que M. de Bonaventure commandant cette année le vaisseau du Roi l'*Envieux*, vous a confirmé, en vous renvoyant en arrivant à ces côtes, quelques bâtimens de vos pêcheurs qu'il a pris, en vous faisant informer de la part du Roi, que s'il en revenoit encore pour la pêche ou commerce, qu'ils seroient de bonne prise.

J'ai ordre de la part du Roi mon maître, de me conformer au Traité de neutralité, conclu à Londres le 16 novembre 1686, avec le Roi Jacques touchant les Amériques.

Il m'est aussi expressément ordonné de la part de Sa Majesté, de maintenir les bornes qui sont entre la Nouvelle Angleterre & nous, qui sont du haut de la rivière de Kinibeki jusqu'à son embouchûre, en laissant libre son cours aux deux nations; ainsi je

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXIV.
Lettre de M.
de Villebon
du 5 Septem-
bre 1698.

ne doute pas, Monsieur, que vous ne vous y conformiez, & que vous ne cessiez de prétendre de traiter les Sauvages qui y sont établis, comme vos sujets, pour éviter toutes les suites fâcheuses qui pourroient en arriver par la proximité qu'ils ont avec vous. Il ne me reste qu'à vous assurer que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour l'exécution des ordres que j'ai reçûs de Sa Majesté. Je suis très-véritablement, Monsieur, votre, &c.

Au bas de la rivière Saint-Jean, le 5 septembre 1698.

Je certifie que ce papier est une copie véritable, collationnée à l'original dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Plantations, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXV. COPIE d'une lettre de M. Vernon Secrétaire d'Etat, au Lord Lexington, avec les alternatives proposées par l'Ambassadeur de France, pour servir de limites dans l'Amérique, entre la France & l'Angleterre, du 29 avril 1700.

Et les observations du Bureau du commerce & des plantations, sur lesdites alternatives.

On retranche ici le texte Anglois de cette lettre de M. Vernon.

M I L O R D,

AYANT reçu l'alternative de l'Ambassadeur de France, je vous envoie une copie pour qu'elle soit examinée dans votre Conseil

seil mercredi prochain. Je suis, Milord, Pièces justifi-
 &c. catives.

Signé JACQUES VERNON. IIde. partie.

Alternatives proposées pour servir de limites dans l'Amérique, entre la France & l'Angleterre. Sur l'Acadie.

Par la première alternative, je propose que la France garde le fort de Bourbon, & l'Angleterre celui de Chichitouan, ayant de part & d'autre pour limites, entre les deux nations de ce côté, le * qui est justement à moitié chemin entre les deux forts susdits, & en ce cas-là les limites de la France, du côté de l'Acadie, seroient restraints à la rivière Saint-George.

* Je crois que l'endroit que j'ai laissé en blanc s'appelle le Cap Henriette-Marie; mais je n'en suis pas tout-à-fait assuré; M. Vernon

Par la deuxième alternative, je propose que le fort de Chichitouan reste à la France, & le fort de Bourbon à l'Angleterre, ayant pour limites le même endroit dont je viens de parler ci-dessus; mais en ce cas l'on demande que les limites de la France, du côté de l'Acadie, s'étendent jusqu'à la rivière Kinibeki.

sauroit facilement si ce lieu est à moitié chemin.

Quant à la pêche, comme tout commerce est défendu entre les deux nations dans les colonies, & que sous le prétexte de venir pêcher on ne manqueroit pas de venir trafiquer en contrebande, l'on croit que, suivant l'usage déjà établi en ces pays-là, il faut que la pêche soit défendue hors de la portée de la vue; mais comme il survient toujours des incidens quand il n'y a point une distance déterminée, on demande qu'elle soit fixée à huit lieues, & que par la même raison & crainte des mêmes inconvé-

niens

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

niens qu'on vient d'exposer, les isles qui se trouveront comprises dans cet espace-là, appartiennent à celle des deux nations sur la côte de laquelle elles se trouveront.

No. XXV.

Observations
du Bureau
des Planta-
tions sur les
limites, en
1700.

Observations par le Bureau du commerce & des plantations, sur les alternatives précédentes, proposées par l'Ambassadeur de France, pour la détermination des limites en Amérique, entre la France & l'Angleterre.

On retran-
che ici le tex-
te Anglois.

Personne ne peut mieux déterminer, que la compagnie même de la baie de Hudson, quel est son plus grand intérêt, ou de garder le fort de Chichitouan, autrement fort d'Albanie, ou de le donner en échange pour celui de Bourbon, autrement le fort d'York.

Pour ce qui concerne l'équivalent proposé par les François vers les confins de la Nouvelle Angleterre, au cas qu'ils gardent le fort de Bourbon, autrement le fort d'York, on doit observer que les limites de l'Angleterre doivent s'étendre de droit vers l'est jusqu'à Sainte-Croix; les François ne peuvent alléguer aucune raison pour prétendre quelque droit du côté de l'ouest au delà de la rivière Saint-George *, de sorte que l'é-
qui-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Les François avoient pour preuves de leur droit les actes passés en exécution du Traité de Breda, que les Commissaires Anglois ont eux-mêmes produits. Par ces Actes l'Angleterre restitue à la France Pentagoet, qui est à l'ouest de la rivière Saint-George. Il est bien singulier que le Bureau des Plantations ait entrepris d'accréditer une allégation détruite par ses propres titres. On peut

quivalent offert, de fixer les limites de la France & de l'Angleterre à la rivière Saint-George n'est nullement recevable, puisque bien loin de rien ajoûter à nos droits, ce seroit nous en dépouiller.

Pièces justificatives.
IIdc. partie.
Sur l'Acadie.

L'offre que l'on fait de fixer les limites du côté de la baie de Hudson, n'a aucun fondement légitime; car par le dernier Traité de paix, article VIII, le seul droit réservé aux François dans ladite baie, n'a rapport qu'aux places qui ont été prises par les François sur les Anglois durant la paix qui a précédé la dernière guerre, & qui ont été reprises par les Anglois durant ladite guerre; ce qui ne peut comporter une extension de territoire au delà des places prises & possédées; d'ailleurs la compagnie de la baie d'Hudson alléguant un droit incontestable sur la baie entière, qui est antécédant à toutes les prétentions de la France, on doit consulter cette compagnie avant de rien céder aux François.

Je certifie que ces copies sont véritables & conformes aux originaux dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des Colonies, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Signé THOMAS HILL.

No. XXVI.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.
peut juger par-là combien il y a d'assurance dans les assertions, & peu d'exactitude dans les faits qui sont avancés par ce Bureau, dont on prétend que l'autorité est si respectable: au surplus on ne trouve point dans toute cette pièce le nom de *Nouvelle Ecosse*; nouvelle preuve qu'en 1700 la Nouvelle Ecosse n'existoit pas même pour le gouvernement d'Angleterre.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXVI.

No. XXVI. *EXTRAIT de la représentation faite par le Bureau du commerce & des plantations, à la Reine Anne, en date du 2 juin 1709.*

On retranche
ici le texte
Anglois.

EN l'année 1621 la Nouvelle E'cosse fut plus particulièrement accordée, par le Roi Jacques I^{er}, au Chevalier Guillaume Alexandre, depuis Comte de Sterling, qui en prit possession *, en chassa les François, & y établit une colonie.

En l'année 1627, le Roi Charles I^{er} étant en guerre avec le Roi de France Louis XIII, donna commission au Chevalier David Kirk & à d'autres, de prendre possession des terres situées des deux côtés de la rivière du Canada, & de chasser tous les François qui trafiquoient dans ces contrées; ils y eurent un heureux succès, & la même année on s'empara de vingt vaisseaux François, dont les Officiers & matelots furent conduits en Angleterre: En 1628 ils se mirent en possession de la partie du Canada située au nord de la rivière, & se rendirent maîtres du fort

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ceci est presque copié mot pour mot d'une requête de Louis Kirk, produite parmi les pièces précédentes, sous le No. IV. On y retrouve en partie les mêmes fautes: nouvelle preuve du peu d'exactitude du Bureau des Plantations. D'ailleurs quel rapport peut avoir avec les anciennes limites de l'Acadie, un écrit fait en Angleterre en 1709, dans le temps d'une guerre ouverte.

fort de Québec*, pendant que le Chevalier Alexandre soumettoit à la puissance du Roi toute l'Acadie ou Nouvelle E'cosse.

Pièces justificatives.
IIdc. partie.

Je certifie que cet extrait est véritable, & conforme à l'original dans les registres de ce Bureau. Du Bureau des colonies, à Whitehall, le 12 juillet 1750.

Sur l'Acadie

Signé THOMAS HILL.

N^o. XXVII. PROMESSE du sieur de Subercase de procurer des Passeports aux Officiers Anglois qui devoient le conduire en France, du 23 octobre 1710.

NOUS, Daniel Dager de Subercase, Chevalier de l'Ordre militaire de Saint-Louis, Gouverneur de l'Acadie, de Cap-Breton, isles & terres adjacentes, depuis le Cap des Rosiers du fleuve de Saint Laurent jusqu'à l'ouest de la rivière de Kinibekî.

Promettons de faire donner des passeports à Messieurs les Majors Richard Wallins & Charles Brown, pour s'en retourner par terre ou par mer à la vieille Angleterre, après nous avoir conduits à la Rochelle ou à Rochefort, où l'ordre de Monsieur François

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* La capitulation de Québec, qui est une pièce publique & connue, est de 1629, & la restitution que les Anglois en firent par le Traité de Saint-Germain en 1632, ainsi que de l'Acadie, n'est pas moins connue, & n'auroit pas dû être omise dans cette pièce du Bureau des Plantations: au surplus on ne trouvera pas dans le Traité de 1632 le mot de Nouvelle E'cosse, dont le Bureau des Plantations s'est servi en rappelant les évènements de ces anciens temps.

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. XXVIII.
Propositions
de la France
pour la paix,
1711.

232 MEMOIRES SUR LES
Trois Nicholson, Général des troupes de la
Reine de la Grande Bretagne en la Nouvel-
le Angleterre, les destine, conformément
à la capitulation faite entre lui & nous sur
la reddition du fort du Port-Royal à l'Ac-
die. FAIT audit lieu, le vingt-troisième
jour d'octobre, mil sept cens dix, & à ice-
lui fait apposer le cachet de nos armes, &
contre-signer par notre Secrétaire. Signé
DE SUBERCASE. *Et plus bas, par Monseigneur, FONTAINE.*

Je certifie que c'est une véritable copie de l'original.

Signé PIERRE CAPON.

No. XXVIII. PREMIERES PRO-
POSITIONS * de la France, du 22
avril 1711.

La copie Françoisse est tirée des Mémoires de
Lamberty, tome VI, page 669.

On retranche
ici le texte
Anglois.

COMME on ne sauroit douter que le Roi
ne soit en état de continuer la guerre
avec honneur, on ne sauroit aussi envisager
comme une marque de foiblesse la démar-
che que fait Sa Majesté de rompre le silence
qu'il a gardé depuis la séparation des confé-
rences tenues à Gertruidenberg, & qu'il
don-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Si les Commissaires Anglois n'ont produit cer-
te pièce que pour rappeler la position avantageu-
se où se trouvoit alors l'Angleterre, il en résulte
que les cessions qui lui ont été faites, ont eu tou-
te l'étendue qu'elles pouvoient avoir; & que l'on
ne peut, ni l'on ne doit aujourd'hui les étendre
au delà de l'Acadie suivant ses anciennes limites.

donne de nouvelles marques, avant l'ouverture de la campagne, du desir qu'il a toujours conservé de procurer le rétablissement du repos de l'Europe; mais après l'expérience qu'il a faite des sentimens de ceux qui gouvernent aujourd'hui la République de Hollande, & des artifices dont ils se sont servi pour rendre les négociations infructueuses, il a jugé à propos, pour le bien public, d'adresser à l'Angleterre les propositions qu'il croit propres à finir la guerre, & à assurer fortement la tranquillité universelle de la Chrétienté.

Pièces justificatives
Iide. partie.

Sur l'Acadie.

C'est en cette vûe que le Roi offre à traiter de la paix sur la base des conditions suivantes.

I. Qu'on donnera aux Anglois des sûretés réelles pour l'exercice futur de leur commerce en Espagne, aux Indes & dans les ports de la Méditerranée.

II. LE Roi accordera aux Pays-bas une barrière suffisante pour la sûreté de la République de Hollande; & cette barrière sera agréable à l'Angleterre, & à la satisfaction des Anglois; Sa Majesté promet en même temps une entière liberté & sûreté de commerce aux Hollandois,

III. ON conviendra sincèrement, & de bonne foi, des voies les plus raisonnables pour satisfaire tous les Alliés de l'Angleterre & de la Hollande.

IV. COMME le bon état où se trouvent les affaires du Roi d'Espagne, fournit de nouveaux expédiens pour terminer les différens qui regardent cette Monarchie, & pour les régler à la satisfaction des parties intéressées, on tâchera de surmonter les difficultés qui

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXIX.
Réponses aux
demandes de
l'Angleterre.

se trouvent à cet égard, & à assurer les états, le commerce, & généralement les intérêts de toutes les parties engagées dans la présente guerre.

V. ON ouvrira immédiatement les conférences pour traiter de la paix sur la base de ces conditions, & les Plénipotentiaires que le Roi nommera pour y assister, traiteront avec ceux d'Angleterre & de Hollande seuls, ou conjointement avec ceux de leurs Alliés, au choix de l'Angleterre.

VI. SA Majesté propose les villes d'Aix-la-Chapelle & de Liège pour le lieu où les Plénipotentiaires s'assembleront, & laisse à l'Angleterre le choix d'une de ces deux places pour y traiter de la paix générale. DONNE' à Marly, le vingt-deux avril mil sept cens onze.

Signé DE TORCY.

Copie véritable. J. DYSON.

No. XXIX. RE'PONSES de la France, du 8 octobre 1711, aux demandes préliminaires de la Grande-Bretagne *.

La copie Françoisise est tirée du Recueil de Lamberty, tome VI, page 681.

On retranche
ici le texte
Anglois.

„ LE Roi étant particulièrement informé,
„ par le dernier Mémoire que les Mi-
nistres

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Par cette pièce & par les suivantes, MM. les Commissaires Anglois administrent eux-mêmes la preuve du peu de rapport du Traité de Breda avec celui d'Utrecht. Premièrement, celui de Breda n'est nommé dans aucune de ces pièces, ni dans aucune autre qui soit parvenue à notre connoissance :

„ nistres de la Grande-Bretagne ont remis Pièces justi-
 „ entre les mains du sieur Menager, des ficatives.
 „ dispositions où se trouve cette Couronne IIde. partie.
 „ de faciliter la paix générale à la satisfac-
 „ tion de toutes les parties intéressées dans Sur l'Acadie.
 „ la présente guerre: Et Sa Majesté voyant
 „ bien, comme le marque le Mémoire,
 „ qu'il ne sauroit courir aucun risque en
 „ s'engageant de la manière qu'il est con-
 „ çû, puisque les articles préliminaires n'au-
 „ ront aucun effet avant la signature de la
 „ Paix générale; & souhaitant de plus très-
 „ sincèrement, de faire tout ce qui lui sera
 „ possible pour contribuer au rétablissement
 „ du repos de l'Europe, & sur tout par une
 „ voie aussi agréable a Sa Majesté, que
 „ l'est l'entremise d'une Princesse que les
 „ liens du sang devoient unir avec lui, &
 „ dont les sentimens, à l'égard de la tran-
 „ quillité publique, ne sauroient être ré-
 „ voqués en doute: A ces causes, Sa Ma-
 „ jesté a ordonné au sieur Menager, Che-
 „ valier de l'Ordre de Saint Michel, & dé-
 „ puté au conseil de commerce, de donner
 „ par écrit les réponses suivantes aux arti-
 „ cles contenus dans le Mémoire qui lui a
 „ été envoyé, intitulé *Demandes préliminai-*
 „ *res pour la Grande-Bretagne en particulier.*
DE-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

sance: Secondement, si on avoit voulu céder,
 par le Traité d'Utrecht, ce qui avoit été restitué
 par celui de Breda, il étoit plus nécessaire de nom-
 mer Pentagoet, le fort de la rivière Saint-Jean,
 &c. comme cédés avec l'Acadie, que Port-Royal;
 ces Places étant hors de la presqu'isle, & ayant
 été moins confondues avec l'Acadie.

Pièces de
Commissai-
Anglois.

DEMANDES PRELIMINAIRES

N^o. XXIX.

plus particulières de la Grande-Bretagne.

I. **L**A succession de la Couronne de ces Royaumes, selon l'établissement présent, sera reconnue.

REPONSES DU ROI.

On retranche
ici le texte
Anglois.

I. **S**A MAJESTE' reconnoitra la Reine de la Grande-Bretagne en cette qualité, aussi-bien que la succession à cette Couronne, suivant l'établissement présent.

Dem. II. UN nouveau Traité de commerce, entre la Grande-Bretagne & la France, sera fait à la manière la plus juste & raisonnable.

Rép. II. LE Roi consent à faire un nouveau Traité de commerce avec la Grande-Bretagne, de la manière la plus juste & raisonnable, & la plus avantageuse à la France & à la Grande Bretagne.

Dem. III. DUNKERQUE sera démoli.

Rép. III. QUOIQUE Dunkerque ait coûté des sommes très-grandes, tant pour l'acquérir que pour le fortifier, & qu'il soit nécessaire de faire encore une dépense très-considérable pour en raser les ouvrages, Sa Majesté veut bien toutefois s'engager à les démolir immédiatement après la conclusion de la paix; à condition qu'il lui sera donné, pour les fortifications de cette Place, un équivalent convenable, & dont Elle soit contente: & comme l'Angleterre ne peut fournir ledit équivalent, la discussion en sera remise,

remise aux conférences qui se tiendront pour la négociation de la paix générale.

Dem. IV. GIBRALTAR & Port-Mahon resteront entre les mains de ceux qui les possèdent présentement.

Pièces justificatives.

Ile. partie.

Sur l'Acadie.

Rép. IV. LE ROI promet au nom du Roi son petit-fils, & suivant le pouvoir que Sa Majesté en a reçu de ce Prince, que Gibraltar & Port-Mahon demeureront entre les mains des Anglois, qui possèdent présentement l'un & l'autre.

Dem. V. LE Pacte d'Assiento sera fait avec les Anglois, de la même manière que les François le possèdent à présent, & telles places, dans l'Amérique Espagnole, seront assignées aux intéressés dans le commerce pour le rafraichissement & ventes de leurs Nègres, qui seront trouvées nécessaires & convenables.

Rép. V. LES Anglois auront, après la paix conclue, la traite des Nègres de Guinée aux Indes occidentales, autrement le Pacte de l'Assiento, aux mêmes conditions que cette convention a été faite par le Roi d'Espagne avec les François; en sorte que la Compagnie qui sera établie pour cet effet en Angleterre, aura la prérogative de faire reposer, rafraichir, vendre & débiter ses Nègres dans toutes les places & ports de l'Amérique septentrionale, dans celui de Buenos-aires, & généralement dans toutes les places & ports dont l'entrée étoit permise aux vaisseaux de la Compagnie formée en France sous le nom de l'Assiento.

Dem. VI. Tous les avantages, droits & privilèges qui sont déjà accordés, ou qui pourront l'être dorénavant par l'Espagne aux sujets,

Pièces des Commissaires Anglois. sujets de France, & de quelqu'autre nation que ce soit, seront pareillement accordés aux sujets de la Grande-Bretagne.

No. XXIX. Réponses aux demandes de l'Angleterre, en 1711. *Rép. VI.* LE ROI promet pour lui même, & pour le Roi son petit fils, suivant le pouvoir qui est entre les mains de Sa Majesté, que cet article sera accordé, en cas de la conclusion de la paix, comme les précédens, & qu'il sera ponctuellement exécuté.

Dem. VII. ET pour mieux protéger le commerce dans l'Amérique Espagnole, on y mettra les Anglois en possession de telles places, qui seront nommées dans le Traité de paix.

La France ayant offert une sûreté réelle pour le commerce des sujets de la Reine de la Grande-Bretagne dans l'Amérique Espagnole, on n'a jamais douté qu'elle n'entendit par-là des places, & l'on a été confirmé dans cette opinion, vû qu'elle a proposé Gibraltar comme une sûreté pour le commerce d'Espagne & de la Méditerranée: les avantages & les privilèges offerts par le sieur Menager, ne doivent pas être regardés comme des sûretés réelles, parce qu'il sera toujours dans le pouvoir de l'Espagne de les reprendre; c'est pourquoi l'on croit que la France est dans l'obligation, ou de faire céder à la Grande-Bretagne les places demandées dans cet article, ou de lui demander de nouveaux avantages, tels que l'amour de la paix puisse faire accepter comme un équivalent. Sur quoi l'on se trouve obligé d'insister que ce Ministre soit muni d'un pouvoir suffisant; & pour marquer d'autant mieux la sincérité avec laquelle on traite, & le desir que Sa Majesté de la Grande-Bretagne a d'avan-

d'avancer la paix générale, Elle a trouvé à propos de déclarer que la difficulté survenue sur cet article, pourra être levée en lui accordant les articles suivans.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie

Que le Pacte de l'Assiento soit fait avec la Grande-Bretagne pour le terme de trente ans.

Réponse VII. Quoique le Roi d'Espagne, au commencement de son règne, fût porté à favoriser la nation Française; qu'il eût besoin de secours d'argent pour subvenir aux frais d'une guerre imminente; ce Prince, nonobstant ces considérations, n'a accordé que pour dix ans aux François le privilège de la traite des Nègres. Ce seroit beaucoup faire en faveur des Anglois que de laisser pendant vingt ans dans les mains de la nation Angloise, une prérogative dont il semble que toutes les nations de l'Europe voudroient jouir chacune à leur tour: toutesfois le Roi promet que le Roi son petit-fils laissera aux Anglois pendant trente années consécutives la traite des Nègres de Guinée aux Indes occidentales, autrement le pacte d'Assiento, aux mêmes conditions, prérogatives & privilèges accordés à la compagnie Française, & dont elle a joui ou dû jouir depuis le premier mai de l'année 1702, jusques à présent.

Suite de la Dem. VII. Que l'isle entière de Saint-Christophe soit assurée à la Grande-Bretagne.

Réponse. Le Roi accorde cet article.

Suite de la Dem. VII. Que les avantages & exemptions des droits promis par le sieur Menager, & qu'il prétend devoir monter à quinze pour cent sur toutes les marchandises du cru & des manufactures de la Grande-Bretagne, lui soient effectivement accordés.

Ré-

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No XXIX.
*Réponses aux
demandes de
l'Angleterre,
en 1711.*

Réponse. Sa Majesté promet pareillement, au nom du Roi d'Espagne, les avantages & exemptions de droits dont il est fait mention dans cet article, & dont les Anglois jouiront immédiatement après la conclusion de la paix, à l'échange des ratifications.

Suite de la Dem. VII. La Grande-Bretagne peut rafraîchir à la Jamaïque ses Nègres, & y faire la distribution de ceux qu'elle enverra à la Vera-Cruz, Porto-Bello & aux autres comptoirs dans cette partie des Indes; mais comme du côté de la rivière de la Plata, elle n'est en possession d'aucune colonie, on demande qu'il lui soit assigné dans cette rivière quelque étendue de terrain, sur lequel elle pourra non seulement rafraîchir ses Nègres, mais les garder en sûreté jusqu'à ce qu'ils soient vendus aux Espagnols; & comme on n'entend aucune finesse en faisant cette demande, on se soumettra à cet égard à l'inspection de l'Officier qui sera nommé à cette fin par l'Espagne.

Réponse. La paix générale étant faite, il sera assigné à la compagnie Angloise de l'Assiento une étendue de terrain dans la rivière de la Plata, sur lequel terrain elle pourra non-seulement rafraîchir ses Nègres, mais les garder en sûreté jusqu'à ce qu'ils soient vendus suivant les conditions qui seront stipulées par la convention qui doit être passée pour l'Assiento; & pour empêcher qu'il ne soit abusé de cette permission, le Roi d'Espagne nommera un Officier pour y veiller, à l'inspection duquel les intéressés à ladite Compagnie, & généralement tous ceux qu'ils emploieront pour en faire le service, seront soumis.

Dem. VIII. LA Terre-neuve, la baie & les détroits

troits de Hudson, seront entièrement restitués aux Anglois: la Grande-Bretagne & la France garderont & posséderont respectivement tous les pays, domaines & territoires dans l'Amérique septentrionale, que chacune de ces nations possédera au temps que la ratification de ce Traité sera publiée dans ces parties du monde.

Pièces justificatives.
II^{de}. partie.
Sur l'Acadie

Rep. VIII. LA discussion de cet article sera remise aux conférences générales de la paix, bien entendu que la faculté de pêcher & de sécher la morue sur l'isle de Terre-neuve, sera réservée aux François.

En exécution des ordres du Roi, nous, soussigné Chevalier de son Ordre de Saint-Michel, député au Conseil de commerce, avons arrêté les présentes réponses, aux demandes préliminaires de la Grande-Bretagne, au nombre de huit articles, en vertu du pouvoir de Sa Majesté, dont nous avons fourni la copie signée de notre main; & promettons au nom de Sa dite Majesté, que lesdites réponses seront regardées comme conditions qu'Elle convient d'accorder, dont les articles seront rédigés dans la forme ordinaire des Traités, & expliqués de la manière la plus nette & la plus intelligible, à la satisfaction commune des Couronnes de France & de la Grande-Bretagne, & en cas de signature du Traité de la paix générale; en foi de quoi nous avons signé & mis le cachet de nos armes. FAIT à Londres, le vingt-sept septembre, vieux style, & du nouveau, le huit octobre mil sept cens onze.
Signé MENAGER.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

L'acceptation de la part de la Grande-Bretagne étoit dans les termes suivans.

No. XXIX.
Réponses aux
demandes de
l'Angleterre,
en 1711.

„ Le Roi Très-chrétien ayant fait connoître à la Reine le desir sincère qu'il a de voir rétablir la tranquillité générale de l'Europe par une paix définitive, sûre & durable, qui réponde aux intérêts de tous les Alliés; & ayant souhaité que la Reine voulût bien contribuer à la négociation d'une paix de cette nature, on a jugé qu'il seroit juste & raisonnable de conclurre & d'assurer, en premier lieu, les intérêts de la Grande-Bretagne. Ce Prince ayant envoyé à cette fin le sieur Menager, Chevalier de l'Ordre de Saint-Michel, & député au Conseil de commerce, il est venu de huit articles, en vertu des pouvoirs qu'il a reçûs pour cela de Sa Majesté Très-chrétienne, dont il nous a remis une copie signée de sa main. Et nous, soussignés, déclarons, en vertu d'un ordre exprès de la Reine, qu'Elle accepte lesdits articles, comme articles préliminaires, qui ne contiennent que les sûretés & avantages que Sa Majesté croit pouvoir prétendre avec justice, quel que soit le Prince auquel la Monarchie d'Espagne sera assignée. Et ces articles seront regardés comme des conditions que le Roi Très-chrétien consent d'accorder, & qu'on réduira à la forme ordinaire des Traités, de la manière la plus claire & la plus intelligible, à la satisfaction commune de la Grande-Bretagne & de la France, & cela seulement au cas qu'on signe la paix générale; en foi de quoi nous avons signé ces présentes,

„ &

„ & y avons apposé le cachet de nos armes. Pièces justi-
 „ DONNE' à Londres, le vingt-sept septem- ficatives.
 „ bre, vieux style, & du nouveau, le huit II^e. partie.
 „ octobre mil sept cens onze. Signé (L. S.)
 DARMOUTH. (L. S.) H. St. JEAN. Sur l'Acadie.

Copie véritable. Signé J. DYSON.

No. XXX. INSTRUCTION de la Reine de la Grande-Bretagne à l'E'véque de Bristol, Garde du petit Sceau, & au Comte de Strafford, ses Plénipotentiaires, pour traiter de la paix générale, du 23 décembre 1711.

La copie Françoisé tirée du Recueil de Lamberty, tome VI, page 744.

A VOTRE arrivée à Utrecht, vous com- On retranche
 mencerez à concerter, avec les Minis- ici le texte
 tres des Alliés, de quelle manière il sera à Anglois.
 propos d'ouvrir les conférences, & la mé-
 thode qu'il faudra observer dans le cours du
 Traité : vous représenterez fortement, en
 cette occasion & dans toutes les autres, à
 ces Ministres, l'importance de paroître unis ;
 & par cette raison vous leur recommanderez,
 au cas qu'il arrivât ou survint quelque dispu-
 te, de l'accommoder entre vous, pour em-
 pêcher la France de s'en prévaloir ; & au
 contraire, toutes les fois que vous vous as-
 semblerez au congrès avec les Ministres des
 ennemis, il faudra prendre soin de soutenir,
 & de seconder de la force unie de toute la
 confédération, tout ce qui sera proposé, &
 toutes les instances qui seront faites.

Pour parvenir au plutôt à la conclusion de
 ce grand ouvrage, & empêcher, autant qu'il
 sera

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXX.
Instructions
de l'Angle-
terre pour la
paix d'U-
trecht, en
1711.

sera possible, que l'ennemi ne profite d'une longue négociation, en divisant les Alliés, ou en leur faisant ralentir les préparatifs de la campagne prochaine, vous leur proposerez de fixer un temps pour la conclusion, comme on a fait pour l'ouverture des conférences.

Si l'on juge à propos de commencer par la disposition de la Monarchie d'Espagne, vous insisterez que la sûreté & la satisfaction raisonnable, que les Alliés attendent, & que le Roi Très-chrétien a promise, ne sauroit s'obtenir, en laissant l'Espagne & les Indes occidentales à aucune branche de la Maison de Bourbon. Et au cas que l'ennemi objecte, comme ont fait les Ministres Impériaux, que le second article, des sept signés par le sieur Menager, implique que le Duc d'Anjou doit rester sur le trône d'Espagne, vous déclarerez que ces articles-là n'engagent que la France, & qu'ils ne sont nullement obligatoires à notre égard, ni à celui de nos Alliés; qu'on ne les a reçus que comme un motif pour faire l'ouverture des conférences, & qu'un accord, qui engage à prendre des mesures pour empêcher que les Couronnes de France & d'Espagne ne soient jamais réunies en la personne d'un même Prince, n'emporte nullement qu'on doive laisser la dernière sur la tête de celui qui la possède: puisqu'on insista sur le même point dans les six articles des préliminaires faits en 1709, bien qu'on fût convenu, dans les mêmes préliminaires, que le Duc d'Anjou abandonneroit le trône d'Espagne. C'est pourquoi, en traitant sur ce point-là, vous devez considérer & fixer, de concert avec nos Alliés, les mesures les plus

plus efficaces pour empêcher les Couronnes de France & d'Espagne de pouvoir jamais être réunies sur une même tête, & vous insisterez absolument sur les conditions qu'on conviendra être nécessaires pour cet effet.

Pièces justificatives.
Ide. partie.

Sur l'Acadie.

Soit que le grand article, qui regarde la Monarchie d'Espagne, soit réglé en premier lieu, ou qu'on juge à propos d'en différer la considération, vous demanderez en notre nom, & en faveur de nos Alliés, les conditions suivantes à la France, avec les extensions & les restrictions que les Puissances intéressées pourront souhaiter, & qui paroîtront justes & raisonnables. Et afin que vous soyez bien informés des choses, & que vous puissiez mieux régler votre conduite, on vous donnera les mémoires & les représentations que nous avons reçûs de plusieurs Princes & États, eu égard à leurs intérêts dans le Traité de paix.

En premier lieu, pour ce qui regarde les intérêts de notre bon Frère l'Empereur & de l'Empire, vous insisterez qu'on leur rende la ville & la citadelle de Strasbourg, en l'état où elles se trouvent à présent, avec le fort de Kehl & ses dépendances, situées des deux côtés du Rhin, sans aucun remboursement, non-obstant les demandes qu'on pourroit faire à cet égard, sous quelque prétexte que ce soit, avec cent pièces de canon de fonte, de différens calibres, & des munitions à proportion. Que ladite ville de Strasbourg soit aussi rétablie au rang, & jouisse des prérogatives & des privilèges qui appartiennent aux villes Impériales, de la même manière dont elle en jouissoit avant qu'elle fut tombée sous la domination du Roi Très-chrétien,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXX.

Instructions
de l'Angle-
terre pour la
paix d'U-
trecht, en
1711.

tant à l'égard des droits ecclésiastiques que civils, & vous demanderez que ladite ville & ses forts soient actuellement évacués au temps, & de la manière dont vous en conviendrez de concert avec nos Alliés.

Vous insisterez de plus, qu'on rende la ville de Brisac & son territoire à Sa Majesté Impériale & à la Maison d'Autriche, avec tout le canon, l'artillerie & les munitions qui s'y trouvent, pour que Sa Majesté Impériale en jouisse de la manière dont elle auroit dû en jouir, en conformité du Traité de Ryf-
wick.

Vous tâcherez de procurer, d'un autre côté, au Roi Très-chrétien la possession de l'Alsace, de la manière qui paroîtra la plus conforme au sens littéral du Traité de Westphalie, & qu'il se contente, en vertu de cela, du droit de préfecture sur les dix villes Impériales, situées dans ledit Landgraviat d'Alsace, sans étendre ce droit au préjudice des prérogatives, droits & privilèges qui leur appartiennent, comme aux autres villes libres de l'Empire; mais que ledit Roi Très-chrétien jouira desdits droits, de ses prérogatives, revenus & domaines, comme il en auroit dû jouir au temps de la conclusion dudit Traité.

Vous demanderez que les fortifications de ces dix villes soient mises au même état où elles étoient en ce temps-là, à la réserve de la ville de Landau, dont vous procurerez la possession à l'Empereur & à l'Empire, avec la liberté d'en démolir les fortifications, s'ils le jugent à propos.

Vous insisterez pareillement, que le Roi Très-chrétien fasse démolir, en conformité dudit

dudit Traité de Westphalie, & au temps dont on en conviendra, à ses propres dépens, les forteresses qu'il a présentement sur le Rhin, depuis Basle jusqu'à Philisbourg, savoir Huningue, le nouveau Brisac & Fort-Louis, avec les ouvrages qui dépendent dudit fort des deux côtés du Rhin, sans pouvoir jamais les rétablir.

Pièces justificatives.
IId. partie.
Sur l'Acadie.

Vous demanderez de plus, qu'on remette la ville & forteresse de Rhinfeld, avec ses dépendances, entre les mains de notre bon cousin le Landgrave de Hesse-Cassel, jusqu'à ce qu'on ait réglé autrement cette affaire.

Comme la clause insérée au quatrième article du Traité de Ryswick, par rapport à la religion, est contraire à l'honneur du Traité de Westphalie, vous insisterez qu'elle soit révoquée & annullée, & qu'on rétablisse l'état de la religion en Allemagne, selon la teneur du Traité de Westphalie.

Vous insisterez pareillement, que le Roi Très-chrétien reconnoisse notre bon Frère le Roi de Prusse en cette qualité, & qu'il promette de ne pas inquiéter ce Prince dans la possession de la Principauté de Neuschâtel & du Comté de Valengin, & qu'il rende la Principauté d'Orange à ceux à qui il paroîtra, par les loix, qu'elle doit retourner, & les autres biens qui appartenoient à notre cher Frère le défunt Roi Guillaume III, & qui sont présentement entre les mains de la France.

Vous demanderez aussi qu'on reconnoisse l'Electorat qui a été érigé en faveur du Duc de Hanover, présentement E'lecteur de Brunswick & de Lunebourg.

Et au cas qu'il survint quelques difficultés,

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXX.
Instructions
de l'Angle-
terre pour la
paix d'U-
trecht, en
1711.

concernant le temps auquel on devra reconnoître Sa Majesté Prussienne, & l'Electeur de Hanover, que les Ministres de France insistassent à ne le faire qu'après la signature de la paix, & les Ministres de ces Princes au contraire, à être reçûs à l'ouverture du congrès, l'un comme Ministre d'une tête couronnée, & l'autre comme celui d'un Electeur, vous tâcherez de trouver quelque expédient pour concilier la dispute. Vous pourrez, en premier lieu, proposer que les Ministres confèrent & traitent ensemble, sans échanger ou produire leurs plein-pouvoirs, jusques à la conclusion & à la signature du Traité. Vous offrirez, en second lieu, qu'on accepte les plein-pouvoirs des Ministres de Prusse & de Hanover, en déclarant que la chose ne fera d'aucune conséquence, à moins que la paix générale ne se conclue. En troisième lieu, vous pourrez tâcher de terminer ce différend, en proposant de remettre les plein-pouvoirs de tous les Ministres entre les mains de quelques Plénipotentiaires, dont les parties présentes conviendront.

Quant à notre bon Frère le Roi de Portugal, vous insisterez qu'il jouisse de tous les bénéfices & avantages qui lui ont été accordés par les Traités faits entre Nous, nos Alliés, & Sa Majesté.

Pour ce qui est des intérêts particuliers de nos bons amis & alliés les Etats Généraux, vous insisterez que le Roi Très-chrétien leur cède, pour former une barrière, Furnes, le fort de Knok, Menin, Ipres, Lille, Tournai, Condé, Valenciennes, Maubeuge, Douai, Bethune, Aire, Saint-
Ve-

Venant & Bouchain, avec leurs dépendances, le canon, l'artillerie & les munitions qui se trouvent dans celles de ces places, qui sont encore entre les mains de la France, pour y mettre les garnisons dont on est convenu, ou dont on conviendra entre Nous & lesdits E'tats Généraux, ou autres Puissances intéressées. Vous insisterez de plus, sur ce point-là, que Sa Majesté Très-chrétienne rende toutes les villes, forts & places dont elle est en possession, ou dont elle l'a été pendant le cours de cette guerre aux Pays-bas Espagnols, avec tout le canon, l'artillerie & les munitions qui s'y trouvent à présent, afin que celles d'entre elles qui ont été accordées, ou qu'on jugera encore à propos d'accorder, soient ajoutées à la barrière des E'tats Généraux.

Pièces justificatives.
II^{de}. partie.
Sur l'Acadie.

Vous ferez vos efforts pour procurer auxdits E'tats Généraux, de la part de la France, le tarif de 1664, & la suppression de tous ceux qui ont été faits depuis ce temps-là; de faire révoquer & annuler tous les édits, déclarations & decrets qui y sont contraires, & de leur faire accorder en même temps les avantages du Traité de Ryswick, avec l'exemption des cinquante sols par tonneau, imposés sur tous les vaisseaux Hollandois qui trafiquent dans les ports de France.

Mais vous prendrez soin cependant de ne pas laisser conclurre ces articles en faveur des E'tats généraux, jusqu'à ce que le Traité de la succession & de la barrière ait été expliqué, & qu'on ait levé les appréhensions que nous avons à l'égard des conséquences de quelques points de ce Traité, sur quoi

Pièces des Commissaires Anglois. vous avez déjà reçu les lumières nécessaires, & serez encore plus amplement instruits dans la suite.

No. XXX.
Instructions de l'Angleterre pour la paix d'Utrecht, en 1711.

Quant à notre bon Frère le Duc de Savoie, vous demanderez qu'il soit rétabli dans la possession du Duché de Savoie, du Comté de Nice & de tous ses pays héréditaires, & des lieux qui lui ont été cédés par les Traités faits avec l'Empereur & les autres Alliés: que le Roi Très-chrétien cède pareillement à ce Prince les villes d'Exilles, de Fenestrelles & de Chaumont, avec la vallée de Pragelas, & tout le terrain situé entre le Piémont & le Mont-Genève; en sorte que cette montagne serve à l'avenir de barrière au royaume de France & à la Principauté de Piémont.

Lorsqu'on prendra en considération la barrière de nos bons amis & alliés les E'tats Généraux, ou dans le temps qui vous paroitra le plus favorable pour cela pendant le cours de la négociation, vous presserez qu'on explique, qu'on étende & règle le VI^e. article signé par le sieur Mesnager, par rapport à la démolition de Dunkerque.

Vous serez particulièrement attentifs à nos intérêts pendant tout le cours de cette négociation, & vous vous servirez de tous les incidens qui pourroient survenir, & de toutes les occasions auxquelles les Alliés pourroient avoir besoin de notre assistance, pour contribuer à nosdits intérêts à leur égard.

Et d'autant que, par le Traité de la barrière, le commerce de nos Royaumes aux Pays-bas, & aux places cédées aux E'tats Généraux, en vertu dudit Traité, est exposé

fé à un danger évident, ou du moins à de grandes incertitudes, & que le sieur Buis, leur Envoyé extraordinaire auprès de Nous, est convenu de la justice de nos appréhensions, & de la raison que nous avons de souhaiter qu'on nous mette à couvert du préjudice que pourroit recevoir notre commerce par ces grandes acquisitions faites aux dépens du sang & des trésors de nos sujets; lorsque vous ferez vos efforts auprès de l'ennemi, & de ceux de nos Alliés qui sont intéressés en cette affaire, pour procurer aux E'tats l'effet dudit Traité, vous insisterez que les villes de Nieuport, de Dendermonde, le château de Gand, & les autres lieux qui paroissent plutôt une barrière contre Nous, que contre la France, ne soient pas remises entre les mains des Hollandois, sans qu'on trouve un expédient, en le faisant, pour assurer l'entrée & la sortie de nos sujets dans tous les Pays-bas, aussi librement & aussi sûrement que si cette barrière n'eût pas été accordée aux E'tats Généraux.

Quant au septième article du Traité de la Barrière, qui autorise les E'tats Généraux, au cas d'une rupture ou d'une guerre apparente, à mettre autant de troupes qu'ils le jugeront à propos dans toutes les villes, places & forts des Pays-bas, vous tâcherez de faire expliquer cet article, de manière que cela n'ait lieu à l'avenir qu'à l'égard d'une rupture ou d'une guerre avec la France; puisque rien ne seroit plus déraisonnable que d'autoriser les E'tats Généraux à se servir des dix Provinces contre ceux à qui la Souveraineté en appartiendra, ou contre la Grande-Bretagne.

Vous

Pièces justificatives.
IId^e partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXX.
*Instructions
de l'Anglèter-
re pour la
paix d'U-
trecht, en
1711.*

Vous aurez aussi un soin tout particulier de pourvoir que le commerce de nos sujets ne soit pas interrompu ou exposé par aucune des omissions du XV^e. article dudit Traité de la Barrière, & qu'on convienne très-expressément que les sujets de nos Royaumes pourront négocier aussi librement, & avec les mêmes avantages & privilèges, & sans autres impositions, qu'ils le faisoient lorsque ces places étoient sous la puissance de la France ou de l'Espagne, ou que les sujets des États Généraux l'ont fait ou le pourroient faire à l'avenir.

En vertu de ce qui a été dit, vous ferez toutes ces instances, & toutes celles qu'on vous ordonnera de faire sur ces points - là, & sur toutes les choses en quoi les intérêts de nos Royaumes & ceux des États Généraux pourroient être contraires, de manière que l'établissement de leur barrière ne puisse être préjudiciable à nosdits intérêts.

Vous insisterez de même, que le Roi Très-chrétien reconnoisse, de la manière la plus claire & la plus forte, la succession à la Couronne de nos Royaumes, comme elle est établie par les loix dans la Maison de Hanover, & qu'il oblige immédiatement la personne qui prétend y avoir droit, à sortir de France. Que ledit Roi Très-chrétien promette & s'engage de même, pour lui, & pour ses héritiers & ses successeurs, de ne jamais reconnoître qui que ce soit, en qualité de Roi ou de Reine de ces Royaumes, que Nous, & ceux qui doivent nous succéder en vertu de l'acte de l'établissement qui subsiste à présent.

Vous demanderez qu'on travaille au plûtôt

tôt à un Traité de commerce entre Nous & la France, & qu'on convienne, en attendant, des points qui paroîtront nécessaires pour prévenir les doutes & les difficultés qui pourroient naître dans la négociation qu'on doit faire sur ce sujet.

Pièces justificatives.

IId. partie.

Sur l'Acadie.

Comme la possession commune de l'isle de Saint-Christophe a causé de fréquentes disputes entre nos sujets & ceux du Roi Très-chrétien, & l'effusion de beaucoup de sang, vous demanderez & insisterez qu'on nous cède à l'avenir le droit & l'entière possession de cette isle, & que ledit Roi Très-chrétien renonce à tous les droits, titres & prétentions, ou intérêts que Sa Majesté ou ses sujets pourroient avoir ou prétendre sur cette isle, ou en aucune de ses parties.

Quant à nos intérêts dans la partie septentrionale de l'Amérique, vous prendrez soin de demander particulièrement, & en premier lieu, la restitution de la baie & du détroit de Hudson, avec toutes les assurances que vous pourrez obtenir pour la sûreté du négoce, & la compensation des pertes que cette Compagnie a souffertes.

Vous insisterez ensuite, que la France nous cède Plaisance, & toute l'isle de Terre-neuve.

En troisième lieu, vous demanderez que Sa Majesté Très-chrétienne se désiste de toutes ses prétentions, en vertu d'un Traité précédent, ou de quoi que ce puisse être, sur le pays nommé *Nouvelle E'cosse*, & particulièrement sur le Port-Royal, ou Annapolis Royale, dont nous sommes présentement en possession.

Vous tâcherez, en quatrième lieu, de décrire

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXX.

*Instructions
de l'Angleter-
re pour la
paix d'U-
trecht, en
1711.*

crire & de fixer, le mieux qu'il vous sera possible, les limites des colonies Britanniques & Françaises, établies en ce pays-là.

Outre les avantages & les privilèges que nos sujets ont droit de prétendre en vertu des anciens Traités ou accords, dans quelques parties de la domination de la Monarchie d'Espagne, vous insisterez dans celui qu'on doit faire sur les articles suivans.

Premièrement, que Gibraltar, le Port-Mahon & l'isle de Minorque, soient annexés à l'avenir à la Couronne de la Grande-Bretagne.

En second lieu, que le contrat de l'Affiento, pour fournir des Esclaves aux Indes occidentales Espagnoles, se fasse pour le terme de trente ans, avec ceux de nos sujets que nous nommerons & ordonnerons pour cela, lesquels jouiront de toutes les prérogatives, privilèges & avantages cédés à la France, par un contrat fait en l'an 1702, ou qui paroîtront nécessaires & raisonnables. Et vous insisterez particulièrement, qu'on assigne une certaine étendue de terrain le long de la rivière de la Plata, où nos sujets puissent rafraîchir leurs Nègres, & les garder sûrement jusqu'à ce qu'ils puissent les vendre aux Espagnols.

En troisième lieu, vous aurez soin de faire insérer un article général, en vertu duquel les sujets de la Grande-Bretagne jouiront à l'avenir de tous les avantages, droits & privilèges qui ont été accordés, ou pourroient dans la suite être accordés par les Espagnols, à la nation la plus favorisée.

En quatrième lieu, en réglant le commerce de nos sujets en Espagne, vous tâcherez
d'ob-

d'obtenir des exemptions de droits sur les denrées & marchandises du cru ou des manufactures de nos Royaumes, qui se montent à un avantage de quinze pour cent au moins.

Pièces justificatives.

11^{de}. partie.

Sur l'Acadie.

Vous êtes munis, à l'égard de ce qui regarde nos intérêts dans le commerce, des propositions & des observations qui ont été préparées & dressées par les Commissaires du commerce & des plantations; aussi-bien que des requêtes & représentations que nos compagnies de Turquie, des Indes orientales & de nos autres sujets ont faites sur ce sujet; desquelles, & des autres qui vous seront transmises à l'avenir, vous ferez le meilleur usage qu'il vous sera possible, pour le soulagement de nos sujets, & pour le progrès & l'avancement du commerce.

Et comme nous avons fait préparer un état des demandes que nous pouvons faire avec justice, non-seulement à l'égard des dépenses que nous avons faites pour nos bons amis & Alliés les États Généraux, mais en vertu des sommes immenses que nous avons fournies pour l'usage de notre bon Frère l'Empereur; on vous ordonne par ces présentes, d'insister, aussi-tôt que cet état sera remis entre vos mains, sur la satisfaction de ce qu'il paroît qui nous est dû à cet égard.

Et comme nous souhaitons de faire éclater en toutes les occasions, le zèle que nous avons pour la religion Protestante & pour ses intérêts, nous ne saurions conclurre ces instructions, sans vous ordonner de travailler de concert avec les Ministres des États Généraux & des autres Alliés Protestans, & de faire tout ce que vous jugerez le plus à pro-

Pièces des
Commissaires
Anglois.

propos & le plus efficace pour le rétablissement des Protestans de France dans leurs droits religieux & civils, & particulièrement pour le soulagement immédiat de ceux qui sont présentement sur les galères.

No. XXX.
*Instructions
de l'Angleterre
pour la
paix d'Utrecht, en
1711.*

Nous voulons & vous ordonnons, en dernier lieu, d'observer & d'exécuter les autres instructions & ordres que vous recevrez de notre part de temps en temps, ou de celle d'un de nos Secrétaires d'Etat, avec lequel vous entretiendrez une correspondance constante, & nous rendrez, par son canal, un compte exact de votre procédé dans ces négociations importantes, & de toutes les choses qui parviendront à votre connoissance pendant le cours de votre Ambassade, & le temps que vous serez employés à notre service hors du Royaume. ANNA REGINA.

Copie véritable.

J. DTSON.

No. XXXI. MEMOIRE de M. de Saint-Jean, au Marquis de Torci, eu égard à l'Amérique septentrionale, au commerce & à la suspension d'armes, le 24 mai 1712. V. S.

La copie Française tirée du Recueil de Lamberty, tome VII, page 161.

On retranche
ici le texte
Anglois.

POUR terminer toutes les disputes concernant l'Amérique septentrionale, la Reine propose :

1^o. Que le Roi Très-chrétien lui cède l'isle de Terre-neuve, avec Plaisance, & toutes les fortifications, l'artillerie & les munitions qui s'y trouvent, les petites isles voisines; & les plus proches de celles de Terre-neuve;

ve; aussi-bien que la Nouvelle E'cosse ou Pièces judi-
catives
l'Acadie, avec ses anciennes limites *.

2°. Que les sujets de Sa Majesté Très-chré- IIde. partie.
tienne pourront continuer de pêcher & de Sur l'Acadie
sêcher leur poisson sur la partie de l'isle de
Terre-neuve, nommée le petit Nord, sans
qu'il leur soit permis de le faire en nul au-
tre endroit de l'isle.

3°. Que les sujets de Sa dite Majesté joui-
ront, conjointement avec ceux de la Reine,
de l'isle du Cap-Breton.

4°. Que les isles qui sont dans le golfe de
Saint-Laurent, & à l'embouchûre de la ri-
vière de ce nom, possédées par la France,
resteront à Sa Majesté Très-chrétienne ;
mais à condition expresse qu'il ne sera nul-
lement permis à Sa dite Majesté, d'ériger,
ou de souffrir qu'on érige des fortifications
dans lesdites isles, ni dans celles du Cap-
Breton ; la Reine s'engageant de même à ne
point faire, ou permettre qu'on fasse de son
côté des fortifications dans les petites isles
voisines, & les plus proches de celles de
Terre-neuve, ni dans celle du Cap-Breton.

5°. La Reine insiste qu'on lui laisse tout le
canon & les munitions de guerre qui sont
dans tous les forts & les places de la baie &
du détroit de Hudson.

Par rapport au Négoce.

Comme il est survenu quelques difficultés
qui empêchent de mettre la dernière main
au

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* L'Angleterre ne peut pas demander plus que
ne comportent ces expressions, puisque c'est elle-
même qui les a proposées.

Pièces des
Commissaires
Anglois.

No. XXXI.

Propositions
pour l'Amé-
rique, &c.
1712.

au Traité de commerce entre les deux nations de la Grande-Bretagne & de France, aussi-tôt qu'on l'auroit souhaité, à cause de plusieurs prohibitions faites, & des droits excessifs qui ont été imposés dans ces Royaumes; & qu'il est cependant nécessaire pour le bien des sujets, de part & d'autre, qu'on rétablisse le commerce entre les deux nations, & qu'il sorte son effet aussi-tôt qu'il sera possible; la Reine auroit plusieurs choses à proposer à Sa Majesté Très-chrétienne sur ce sujet: mais comme ce sont des points pour la discussion desquels il faut plus de temps que la crise présente ne permet, la Reine, plus attentive à contribuer à la tranquillité publique qu'à des avantages particuliers, se contentera de faire deux demandes, qu'Elle ne croit pas qui puissent recevoir la moindre difficulté.

1^o. Qu'au cas qu'on ne puisse convenir des points en dispute, par rapport au commerce, on nommera des Commissaires, de part & d'autre, pour en faire l'examen à Londres, & régler les droits & les impositions payables en chaque Royaume, à l'avantage & à l'encouragement du commerce des deux nations.

2^o. Que la France n'accordera aucun privilège, ni aucun avantage à quelque nation étrangère que ce puisse être, à l'égard du commerce, sans l'accorder de même aux sujets de Sa Majesté de la Grande-Bretagne. Réciproquement on n'accordera aucun privilège ni avantage, à l'égard dudit commerce, à aucune nation étrangère, sans l'accorder aussi aux sujets de Sa Majesté Très-chrétienne.

Quant à la suspension d'armes.

Pièces justificatives

I^{de}. partie.

La Reine y consentira pendant l'espace de deux mois, à condition :

1^o. Que l'article qui regarde la réunion des deux Monarchies, soit ponctuellement & entièrement exécuté dans ce terme-là ; c'est-à-dire, que le Roi Philippe renonce dans ce terme-là, pour lui même & ses descendants, à ses droits sur la Couronne de France, & consente que cette renonciation soit inférée dans le Traité de paix à faire ; ou qu'il quitte l'Espagne dans ce terme-là, avec sa famille, & cède ce Royaume & les Indes au Duc de Savoie, aux conditions mentionnées dans ma lettre du 29 avril, vieux style, approuvées dans celle du Marquis de Torcy du 18 de ce mois, N. S.

Sur l'Acadie

2^o. Que la garnison Françoisse forte des ville, citadelle & forts de Dunkerque ; & que les troupes de la Reine y entrent le jour que la suspension d'armes aura lieu : Que cette place reste entre les mains de la Reine jusqu'à ce que les E'tats Généraux aient consenti à donner un équivalent au Roi Très-chrétien, à sa satisfaction, pour sa démolition. Bien entendu qu'en ce cas, Sa Majesté Très-chrétienne sera obligée de faire raser toutes les fortifications de cette place, d'en combler le port, & détruire les écluses de la manière requise par les Plénipotentiaires de la Reine.

3^o. En cas que les E'tats Généraux consentent à la suspension d'armes, en même temps que la Reine, il semble raisonnable qu'on leur accorde la liberté de mettre une

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

garnison dans Cambrai, le jour que la sus-
pension d'armes aura son effet. H. St. JEAN.

Copie véritable. J. DYSON.

No. XXXII.

Réponses con-
servant l'A-
mérique, &c.
1712.

No. XXXII. REPONSES du Roi au
Mémoire envoyé de Londres le 5 juin
1712. N. S. à Marli, le 10 juin 1712.

La copie Française tirée du Recueil de Lamberty,
tom. VII, p. 163.

On retranche
ici le texte
Anglois.

SA MAJESTE' consent de céder à la Rei-
ne de la Grande-Bretagne l'isle de Ter-
re-neuve, avec la ville de Plaisance, com-
me elle est fortifiée à présent; mais on en
tirera l'artillerie & les munitions, qui ne se-
ront pas comprises dans la cession qu'on fe-
ra de cette place & de l'isle, puisqu'on ne
fauroit prétendre qu'elles appartiennent à
l'une ou à l'autre: & pour se servir d'une
comparaison ordinaire, on doit regarder
l'artillerie & les munitions d'une place,
comme les meubles d'une maison, qu'un
particulier emporte, lorsqu'il la cède par un
contrat volontaire.

Les isles voisines de celle de Terre-neuve
n'ont été ni demandées ni promises par les
articles signés à Londres au mois d'octobre
dernier; & comme ces articles ont servi de rè-
gle au commencement & pendant le cours des
négociations, l'intention du Roi est de sui-
vre exactement cette règle, qu'il estime la
plus sûre pour parvenir à la conclusion du
Traité; & Sa Majesté est persuadée que la
Reine de la Grande-Bretagne, fidèle à sa
parole, n'insistera pas sur une demande qui
ne se trouve pas dans la convention signée
au nom de cette Princesse.

II.

II. LE ROI veut cependant bien ajouter à cette convention l'Acadie *, avec ses anciennes limites, comme le demande la Reine de la Grande Bretagne.

Pièces justificatives
I^{de}. partie.

Les articles signés à Londres, conservent aux sujets du Roi le droit de pêcher, & de sécher leur morue sur l'isle de Terre-neuve; une disposition faite & conclue ne sauroit être restreinte, ni recevoir d'autres changemens que ceux qu'on peut juger, de part & d'autre, conformes au bien public.

Sur l'Acadie.

Le Roi offre sur ce fondement, de laisser à l'Angleterre l'artillerie & les munitions de Plaisance, les isles voisines de Terre-neuve; de défendre aux François la liberté de la pêche, & de sécher leur poisson sur la côte de cette isle, qu'on nomme petit Nord; d'ajouter à ces conditions la cession des isles de Saint-Martin & de Saint-Barthelemi, voisines de celles de Saint-Christophe; pourvu qu'en vertu de cette nouvelle offre, la Reine de la Grande-Bretagne consente à rendre l'Acadie, à laquelle la rivière de Saint-George servira de borne, comme les Anglois l'ont prétendu autrefois.

On laisse ainsi au choix de la Reine de la Grande-Bretagne de s'en tenir aux articles signés à Londres, ou d'accepter l'échange que le Roi propose. En ce dernier cas, Sa Majesté tâchera de faciliter, autant qu'il lui

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Avant la signature du Traité d'Utrecht, on ne trouve dans aucune pièce des Ministres de France le nom de *Nouvelle Ecosse*; preuve qu'ils ne reconnoissoient aucun pays sous cette dénomination.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

lui sera possible, la conclusion de l'affaire de la rançon de l'isle de Nevis, à la satisfaction de l'Angleterre.

No. XXXII.
Réponses con-
cernant l'A-
mérique, &c.
1712.

III. COMME la correspondance parfaite que le Roi propose d'établir entre ses sujets & ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, doit faire, moyennant la grace de Dieu, un des principaux avantages de la paix, il faut éloigner toutes les propositions capables d'interrompre cette heureuse union. L'expérience a suffisamment fait connoître qu'il est impossible de la conserver dans les lieux possédés en commun par les François & les Anglois: aussi cette raison seule suffiroit pour empêcher Sa Majesté de consentir à la proposition de laisser posséder le Cap-Breton par les Anglois, conjointement avec les François. Mais il s'en trouve une autre plus forte encore contre cette proposition; c'est que comme on voit souvent les nations les plus unies devenir ennemies, il est de la prudence du Roi de conserver la possession de la seule isle, capable de lui procurer à l'avenir l'entrée de la rivière de Saint-Laurent, laquelle seroit absolument bouchée aux vaisseaux de Sa Majesté, si les Anglois, maîtres de l'Acadie & de Terre-neuve, possédoient outre cela l'isle du Cap-Breton en commun avec les François *; & même le

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Si le Roi n'a pas voulu admettre les Anglois dans l'isle du Cap-Breton, à cause qu'ils auroient pu nuire à la navigation du fleuve Saint-Laurent, comment ose-t-on supposer que l'intention de la France a été de céder à l'Angleterre toute la rive méridionale de ce même-fleuve, jusque vis-à-vis Québec!

Canada seroit perdu pour la France, s'il arrivoit que la guerre vînt à se rallumer entre les deux nations, ce qu'à Dieu ne plaise; mais le moyen le plus sûr pour l'empêcher, est de penser souvent que cela pourroit arriver.

Pièces justificatives.
Ide. partie.

Sur l'Acadie.

IV. ON ne dissimulera pas que le Roi souhaite, par la même raison, de conserver le droit naturel, & la liberté commune à tous les Souverains, pour faire dans les isles du golfe, & à l'embouchûre de la rivière de Saint-Laurent, aussi-bien que dans l'isle du Cap-Breton, les fortifications que Sa Majesté y jugera nécessaires. Ces ouvrages, qu'on ne fait que pour la sûreté du pays, ne sauroient jamais être préjudiciables aux isles & aux provinces voisines.

Il est juste que la Reine de la Grande-Bretagne ait la même liberté de faire des fortifications, selon qu'elle jugera à propos, soit en Acadie ou dans l'isle de Terre-neuve; Et par cet article, le Roi ne prétend pas exiger une chose contraire aux droits que la propriété & la possession donnent naturellement à cette Princesse.

V. LE Roi consent, par la considération particulière qu'il a pour la Reine de la Grande-Bretagne, de lui laisser le canon & les munitions qui se trouveront dans les forts & les places de la baie de Hudson, nonobstant les raisons que le Roi pourroit avoir de les en retirer & de les transporter ailleurs.

Article du commerce.

COMME le Roi souhaite sincèrement qu'on lève au plus tôt tout ce qui pourroit causer

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXXII.
Réponses
concernant
l'Amérique
&c. 1712.

de la division entre Sa Majesté & la Reine de la Grande-Bretagne, il lui seroit très-agréable de voir régler à Utrecht toutes les difficultés qui regardent le négoce par les Plénipotentiaires & ceux d'Angleterre; mais au cas qu'on ne puisse le faire avant la conclusion de la paix, Sa Majesté consent aux deux demandes faites au nom de cette Princesse, plutôt que de la différer.

1^o. De nommer des Commissaires, qui s'assembleront à Londres pour examiner & régler les droits & les impositions qu'il conviendra de payer dans chaque Royaume.

2^o. Que la France & l'Angleterre s'engagent réciproquement à accorder aux sujets des deux Couronnes les mêmes privilèges, & tous les avantages dont jouissent ou pourroient jouir les nations les plus favorisées.

Article d'une suspension d'armes.

UN terme de si peu de durée que deux mois, n'ôtera pas aux ennemis de la paix l'espérance d'interrompre les conférences avant la fin de la campagne. Le Roi persuadé des bonnes intentions de la Reine de la Grande-Bretagne, juge qu'il est nécessaire pour le bien public, de l'étendre jusqu'à celui de quatre mois.

1^o. Il doit suffire, pour achever de surmonter toutes les difficultés du Traité, les principales ayant déjà été levées par la ferme résolution que le Roi d'Espagne a prise de renoncer pour lui & pour ses descendans à la Couronne de France, de garder l'Espagne & les Indes, & de consentir que cette renonciation soit insérée dans le Traité de paix.

2^o. Après avoir rétabli le commencement
&

& le cours des négociations sur la bonne foi & la confiance mutuelle, dont on a déjà senti les heureux effets, il faut bannir jusqu'aux apparences de la méfiance, lorsqu'on approche, de part & d'autre, dans ses propositions, de la fin qu'on s'est proposée. Le Roi laisse à juger à l'équité de la Reine de la Grande-Bretagne, s'il n'y a pas quelque chose de desobligeant pour lui dans la demande qu'Elle fait, de mettre une garnison Angloise dans Dunkerque pendant la suspension d'armes, & si le public n'aura pas lieu de regarder cela, comme si l'on doutoit de l'exactitude de Sa Majesté à s'acquitter de ses promesses. Le Roi est persuadé que la Reine d'Angleterre est bien éloignée d'avoir cette pensée, ayant reçu trop de preuves de son estime pour le supposer; & comme il y a déjà long-temps qu'il fait fonds sur l'amitié de la Reine, nonobstant la continuation de la guerre, il est aussi persuadé qu'Elle n'insistera pas sur cette demande, parce qu'elle est inutile, & qu'elle pourroit produire un effet contraire aux intentions de cette Princesse.

Car il est certain que le but de la Reine n'est que d'obliger les Hollandois à donner volontairement au Roi un équivalent pour les fortifications de Dunkerque, que Sa Majesté a promis de démolir.

Il faut vaincre leur obstination, & leur faire voir qu'ils ne sauroient persister dans les sentimens où ils sont, sans que le mal en retombe sur eux. Mais ce n'est pas les menacer, que de leur déclarer que les troupes de la Reine garderont les ville, citadelle & forts de Dunkerque, jusques à ce que les États Généraux ayent donné au Roi un équivalent

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXXII.

Réponses
concernant
l'Amérique
Etc. 1712.

valent à la satisfaction de Sa Majesté. Le Roi souffrirait seul par les nouveaux obstacles qu'ils apporteroient à la paix ; & il faut des voies opposées pour rendre cette République plus flexible.

Comme la véritable intention du Roi, est de presser la démolition généralement de toutes les fortifications de Dunkerque, Sa Majesté propose qu'immédiatement après la signature du Traité de paix avec la Reine de la Grande-Bretagne, un corps de troupes Angloises campe sous Dunkerque ; & que ces troupes, dont le nombre sera fixé, travaillent conjointement avec les siennes à raser toutes les fortifications.

La condition de combler le port, & de ruiner les écluses de cette place, dépend, comme le Roi s'en est expliqué, de la restitution que Sa Majesté a demandée de Tournai & de ses dépendances. Il réitère la promesse qu'il en a faite ; mais la ruine des écluses de Dunkerque causera celle des pays d'alentour, les amis & les ennemis en souffriront également. Le Roi seroit bien aise de prévenir cette destruction inutile, à laquelle la Reine de la Grande-Bretagne n'a peut-être pas fait assez d'attention. Sa Majesté souhaite qu'on le représente encore une fois à cette Princesse, qui fera ensuite, sur cet article, ce qu'Elle jugera à propos, moyennant la restitution de Tournai & de ses dépendances.

3°. La paix est nécessaire à l'Europe ; le Roi la souhaite comme un bien général, & Sa Majesté regarde la suspension d'armes, comme le meilleur moyen pour y parvenir ; mais il refuseroit cette suspension, & rom-
proit

proit même les négociations de la paix, si l'on ne pouvoit obtenir cette suspension ou cette paix, sans admettre une garnison Hollandoise dans Cambrai, pëndant tel temps que ce puisse être. Il ne consentira jamais à une proposition si contraire à son honneur, à ses intérêts & au bien de son Royaume. FAIT à Marly, le dix juin mil sept cens douze. *Signé DE TORCY.*

Pièces justificatives
IId. partie.
Sur l'Acadie.

Copie véritable. J. DYSON.

N^o XXXIII. OFFRES de la France, Demandes de l'Angleterre, & Réponses de la France, du 10 septembre 1712.

La copie Françoisise tirée du Recueil de Lamberty, tome VII, page 491.

OFFRES DE LA FRANCE, à l'Angleterre.

I.

L E ROI promet de consentir sans aucune difficulté, à tout ce qui est contenu dans les I, II, III, IV, & V, articles des demandes spécifiques de la Reine de la Grande-Bretagne.

On retranche ici le texte Anglois.

II.

LE ROI fera démolir toutes les fortifications de Dunkerque, tant celles de la ville que de la citadelle, les Risbancs & autres forts du côté de la mer, dans l'espace de deux mois; & celles du côté de la terre, trois mois après, à compter du jour de l'échange des ratifications: le tout à ses propres dépens, avec promesse de ne les jamais rétablir en tout ou en partie.

III.

LE ROI cédera l'isle de Saint-Christophe à la Grande-Bretagne, aussi-bien que celle de

de

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXXIII.

Offres, de-
mandes & ré-
ponses. 1712.

de Terre-neuve, à condition que la ville de Plaisance sera démolie; qu'on conservera aux François le droit de la pêche, & de sécher leur morue librement & sans être molestés, sur les côtes de ladite isle de Terre-neuve, dans les mêmes lieux où ils avoient accoutumé de le faire. Les petites isles qui sont dans son voisinage, & celles qui sont les plus proches de Terre-neuve, seront pareillement cédées à l'Angleterre; bien entendu que l'isle du Cap-Breton, & les autres qui sont dans le golfe & à l'embouchure de la rivière de Saint-Laurent, dont la France est actuellement en possession, resteront au Roi.

DEMANDE. L'Angleterre demande que la ville de Plaisance lui soit cédée en l'état où elle est à présent.

REPOÑSE. Le Roi offre de laisser les fortifications de Plaisance en l'état où elles sont à l'Angleterre, de consentir à la demande des canons de la baie de Hudson, de céder de plus les isles de Saint-Martin & de Saint-Barthélemi, de se désister même du droit de la pêche, & de sécher le poisson sur les côtes de Terre-neuve, pourvû que les Anglois lui rendent l'Acadie en considération de ces cessions, qu'on propose comme un équivalent.

En ce cas, Sa Majesté consent que la rivière de Saint-George serve de limite à l'Acadie, comme l'Angleterre l'a souhaité.

Si les Plénipotentiaires de la Couronne de la Grande-Bretagne refusent d'admettre cet expédient pour la restitution de l'Acadie, le Roi, plutôt que de rompre la négociation, accordera leurs demandes; c'est-à-dire, de laisser les fortifications de Plaisance, & de rendre les canons de la
baie

baie de Hudson ; bien entendu que l'offre de céder les isles de Saint-Martin & de Saint-Barthélemi, & celle de se déssister du droit de la pêche & de sécher la morue sur les côtes de Terre-neuve, seront nulles, comme si on ne les avoit pas faites.

Pièces justificatives.
II^{de}. partie.

Sur l'Acadie.

IV.

LE ROI cédera la province d'Acadie, avec la ville de Port-Royal & ses dépendances, à la Grande-Bretagne, aussi bien que le détroit de la baie de Hudson.

V.

LES François qui quitteront les pays cédés à la Grande-Bretagne dans la partie septentrionale de l'Amérique, auront la permission d'en retirer leurs effets; & il sera de même permis au Roi d'en retirer le canon & toutes les munitions de guerre.

VI.

APRÈS la conclusion de la paix, on nommera des Commissaires de part & d'autre, tant pour régler, dans l'espace d'un an, les limites du Canada ou de la Nouvelle France, d'un côté, & celles de l'Acadie & des terres de la baie de Hudson, de l'autre, que pour accommoder à l'amiable toutes les demandes justes & raisonnables, prétendues de part & d'autre pour des griefs reçus contre les droits de la paix & de la guerre.

VII.

LES limites étant une fois fixées, on défendra aux sujets des deux Couronnes de les passer, & d'aller, par mer ou par terre, les uns parmi les autres; d'interrompre le négoce de l'une ou de l'autre nation parmi eux, ou de molester les Indiens qui sont alliés ou soumis à l'une ou à l'autre Couronne.

VIII.

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXXIII.

Offres, de-
mandes &
réponses.
1712.

LE ROI permettra à la Maison d'Hamilton, au Colonel Charles Douglas & autres, de lui représenter, après la conclusion de la paix, leurs droits & leurs prétentions particulières, & leur rendra justice.

DEMANDE. *Que le Duc de Richemond pourra hériter des biens de sa mère.*

REPONSE. Le Duc de Richemond ayant obtenu des lettres de naturalisation du Roi, jouira, après la conclusion de la paix, des privilèges annexés à la grace que Sa Majesté lui a accordée.

DEM. *Que le IV. article du Traité de Ryswick soit aboli, & que le Roi n'empêche pas que les affaires de la religion ne soient réglées dans l'Empire sur le pied du Traité de Westphalie.*

REP. Le Roi consent, en considération de l'Angleterre, qu'on règle cette affaire avec l'Empire; Sa Majesté ne prétendant pas déroger aux Traités de Westphalie, par rapport à ce qui regarde la religion.

IX.

LE ROI promet au nom du Roi d'Espagne son petit fils, que Gibraltar & Port-Mahon resteront aux Anglois.

DEM. *Qu'on cède à l'Angleterre une étendue de terrain, à deux portées de canon au tour de Gibraltar, & toute l'isle de Minorque.*

REP. Sa Majesté n'a pû obtenir, qu'avec beaucoup de peine, du Roi d'Espagne la cession de Gibraltar en faveur des Anglois; l'intention de ce Prince étant, comme il l'a déclaré plusieurs fois, de ne pas céder un pouce de terre en Espagne. On auroit encore plus de peine à en obtenir la moindre
faveur

faveur sur un point qui doit être si délicat, Pièces justifi-
à présent qu'on le presse de renoncer à la catives.

Couronne de France, & qu'on veut qu'il re- *Ido. partie.*
garde l'Espagne comme le seul patrimoine
qu'il doit laisser à sa postérité. *Sur l'Acadie.*

De sorte que cette nouvelle demande se-
roit infailliblement rejetée, le pouvoir que
Sa Majesté a reçu du Roi Catholique, étant
directement opposé à cette prétention.

Comme il ne s'est pas expliqué sur la ces-
sion absolue de l'isle de Minorque, le Roi
veut bien employer ses bons offices pour
l'obtenir, comme une espèce d'équivalent
pour le terrain que les Anglois demandent à
présent autour de Gibraltar; & Sa Majesté
promet même, dès-à-présent, de leur céder tou-
te l'isle de Minorque en cette considération.

X.

APRÈS la conclusion de la paix, les An-
glois auront le traité des Nègres, ou l'ac-
cord de l'Assiento des Nègres, aux mêmes
conditions qu'il a été accordé aux François
par le Roi d'Espagne; de sorte que la com-
pagnie qui sera établie en Angleterre pour
cet effet, aura le privilège de mettre à ter-
re, de vendre & débiter ses Nègres dans tous
les lieux & ports de l'Amérique sur la mer
du nord dans celle de Buenos-ayres, & gé-
néralement dans toutes les places & ports
où les vaisseaux de la compagnie formée en
France, sous le nom de l'Assiento, ont eu
permission d'entrer.

DEMANDES. *Qu'il ne sera permis aux Fran-
çois de retirer leurs effets, appartenans à l'As-
siento, que sur des vaisseaux Anglois ou Es-
pagnols.*

REPONSE. Les intéressés dans la compagnie
de

Pièces des
Commissai-
res Anglois.

No. XXXIII.

Offres, de-
mandes & ré-
ponses. 1712.

de l'Assiento seront obligés de se tenir exacte-
ment aux termes de leur contrat; par consé-
quent ils ne sauroient négocier directement
aux Indes, sous prétexte d'en retirer leurs
effets; & ils les perdroient absolument, si on
les obligeoit à employer d'autres vaisseaux
que ceux de leur compagnie pour les trans-
porter.

Comme le but de la paix est de procurer
un avantage mutuel aux François & aux
Anglois, il ne seroit pas juste qu'un des
premiers avantages qu'elle doit procurer à
l'Angleterre, fût préjudiciable à la France.
Si les Anglois veulent traiter pour les effets
de la compagnie Françoisé, ils leveront,
par cet expédient, les inconvéniens qu'ils
appréhendent.

XI.

CET accord subsistera pendant le ter-
me de trente années, & on accordera à
la compagnie Angloise de l'Assiento une
étendue de terrain sur la rivière de la Pla-
ta, où elle pourra non seulement rafraî-
chir ses Nègres, mais les garder sûrement
jusques à ce qu'ils soient vendus, selon les
conditions dont on conviendra par l'accord
à faire pour l'Assiento; & pour empêcher
qu'on ne fasse un mauvais usage de cette li-
cence, le Roi d'Espagne nommera un Offi-
cier, à l'inspection duquel seront obligés de
se soumettre les intéressés de ladite compa-
gnie, & tous ceux qu'elle emploiera.

DEMANDE. *Que ce terrain sera choisi par les
Anglois, & l'Inspecteur Espagnol supprimé.*

REP. On n'ignore pas en Angleterre les
demandes qu'on a faites au Roi sur ce su-
jet: Sa Majesté les a obtenues avec peine
du

du Roi son petit-fils; Elle ne sauroit plus rien demander, ni accorder en son nom des additions, à ce qu'on a déjà cédé de la paix. Si les Anglois croient qu'ils traitent directement avec les Plénipotentiaires d'Espagne, & qu'ils leur envoient les passeports nécessaires pour se rendre à Utrecht.

Pièces justificatives
IId. partie.
~~Sur l'Acadie~~

XII.

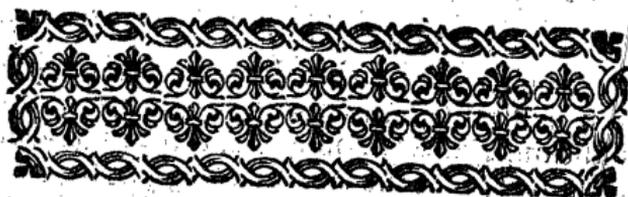
Tous les avantages, droits & privilèges que les Espagnols ont accordés, ou pourront accorder à l'avenir aux François ou à la nation la plus favorisée, seront accordés aux sujets de la Grande-Bretagne.

XIII.

Sa Majesté promet pareillement, que toutes les marchandises du cru & de la fabrique de la Grande-Bretagne qui seront envoyées aux Indes des ports d'Espagne, où les vaisseaux allans aux Indes occidentales seront examinés, seront exemptes des droits d'entrée & de sortie en Espagne, & de ceux d'entrée aux Indes.

XIV.

Tous ces articles seront étendus dans le Traité de paix, de la manière la plus ample & la plus convenable; & on y ajoutera toutes les clauses de la suspension des hostilités, & autres engagements réciproques, selon que cela s'est pratiqué dans les autres Traités, qui seront récités, & demeureront en pleine force & vigueur, à la réserve des choses auxquelles on aura dérogé en celui-ci, & l'on ajoutera cette clause à la fin de chaque instrument.



MÉMOIRES

SUR LES

LIMITES DE L'ACADIE.

PIECES JUSTIFICATIVES
TROISIEME PARTIE. *

Pièces produites par les Commissaires du Roi de France pour servir de preuves à leurs Mémoires des 21 septembre & 16 novembre 1750, & 4 octobre 1751.

No. I. LETTRES PATENTES de Henri VII, Roi d'Angleterre, du 5 mars 1495-6, pour permettre à Jean Cabot citoyen de Venise, & à ses fils, de naviguer sous pavillon d'Angleterre.

On retranche ici le texte latin de cette pièce, qui se trouve dans l'édition originale in-4o.

Hackluit, tome III, page 4.



ENRI, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre & de France, & Seigneur d'Irlande: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; Salut. Savoir faisons que

AVERTISSEMENT.

* Parmi les pièces qui forment cette troisième partie, celles qui sont comprises sous les numéros depuis I jusqu'à

que Nous avons donné & accordé, & par ces présentes, donnons & accordons, pour nous & nos successeurs, à nos amés Jean Cabot, citoyen de Venise, Louis, Sebastien & Sanche, fils dudit Jean, & à leurs héritiers & ayans cause, & à chacun d'eux, la pleine & libre autorité, faculté & pouvoir de naviguer dans tous les lieux, régions & golfes des mers orientale, occidentale & septentrionale, sous nos bannières, étendards & pavillons, avec cinq vaisseaux ou navires de quelque port & qualité qu'ils soient, & avec autant de matelots & d'hommes qu'ils voudront amener avec eux sur ledits navires, *aux frais & dépens dudit Cabot & des siens*, pour trouver, découvrir & rechercher toutes les isles, contrées, régions ou provinces de quelques payens & infidèles que ce soit, dans quelque partie du monde qu'elles soient situées, qui auront été inconnues jusqu'ici aux Chrétiens. Nous avons aussi accordé & permis aux susdits, à chacun d'eux, & à leurs héritiers & ayans cause, de planter nos susdites bannières & pavillons dans tout village, ville, château, isle ou terre ferme nouvellement découvertes par eux; & que ledit Jean & ses fils ou héritiers, & leurs ayans cause puissent subjuguier, occuper & posséder tous les villages, châteaux, villes & isles par eux découvertes,

Pièces justificatives
III^e partie.
Sur l'Acadie.

pour

A V E R T I S S E M E N T.

jusqu'à XX & XXXVI, XXXVII, XL, LIII & LV, se trouvent éparées dans divers livres. On les a indiquées à MM. les Commissaires Anglois. On leur a communiqué les autres pièces au nombre de trente, comme n'ayant point été imprimées; au moins l'on ignore qu'elles l'aient encore été.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. I.
Lettres de
Henri VII.
pour Jean
Cabot,
1495-6.

pour les posséder en qualité de nos vassaux, Gouverneurs & Lieutenans, Nous acquerant le domaine, titre & juridiction desdits villages, châteaux, villes, isles & terre ferme ainsi découverts; à condition néanmoins que de tous les fruits, profits, émolumens, avantages, gains & produits provenans de ladite navigation, ledit Jean & ses fils ou héritiers, & leurs préposés soient tenus & obligés à chaque voyage, & toutes les fois qu'ils aborderont à notre port de Bristol (auquel ils seront toujours tenus & astreints d'aborder) de nous payer en marchandises ou en argent, déduction faite de leurs frais & dépenses nécessaires, la cinquième partie du capital du gain qu'ils feront: Donnant & accordant aux susdits, leurs héritiers & ayans cause, d'être francs & exempts de tout payement de coutumes sur tous, & chacun les biens & marchandises qu'ils rapporteront des lieux ainsi nouvellement découverts: Et de plus, nous avons donné & accordé aux susdits, & leurs héritiers & ayans cause, que toutes les terres fermes, isles, villages, villes, châteaux & lieux quelconques par eux découverts, quelque nombre qu'ils parviennent à en découvrir, ne puissent être fréquentés ou visités par quels autres que ce soit de nos sujets, sans la permission du susdit Jean, de ses fils ou de leurs ayans cause, sous peine de la perte, tant des navires que de tous biens quelconques de ceux qui oseront naviguer auxdits lieux ainsi découverts: Vou-
lant & ordonnant très-étroitement à tous & chacun nos sujets qui se trouveront tant sur terre que sur mer, de donner bonne assistance audit Jean, & à ses fils & préposés, &
de

de leur donner toutes faveurs & secours, tant pour l'armement de leurs vaisseaux ou navires, que pour l'approvisionnement des marchandises & vivres qu'ils payeront de leurs deniers, & de toutes les autres choses dont ils auront à se pourvoir pour entreprendre ladite navigation. En foi de quoi nous avons fait dresser nos présentes lettres. En notre présence, à Westminster, le cinq mars, l'an onzième de notre règne.

Pièces justificatives
IIIe. partie
Sur l'Acadie

No. II. EXTRAIT tiré d'une carte de Sébastien Cabot, gravée par Clément Adams.

Hackluit, tome III, page 6.

L'AN du Seigneur 1497, le 24 juin à cinq heures du matin ou environ, Jean Cabot, Vénitien, & Sébastien son fils, découvrirent cette terre, à laquelle personne n'avoit osé aborder auparavant, & qu'il appella *Terre de première vue*, parce qu'à ce que je crois, étant en mer, il avoit jeté les yeux d'abord sur cette partie. Quant à l'isle qui est du côté opposé, il l'appela l'isle de *Saint-Jean* par cette raison, à ce que je présume, qu'elle fut découverte le jour consacré à Saint Jean-Baptiste. Ses habitans ont pour habits des peaux d'animaux, & les dépouilles des bêtes féroces; & ils en font autant de cas que nous de nos habits les plus précieux. Lorsqu'ils font la guerre, ils se servent d'arcs, de flèches, de piques, de dards, de massues de bois & de frondes. La terre est stérile, & ne porte aucun fruit, de là vient qu'elle est remplie d'ours blancs, & de cerfs d'une

On retranche ici le texte Latin qui se trouve dans l'édition originale.

Pièces des
Commisaires
Français.

No III.
Discours de
Sebastien
Cabot.

grandeur inconnue parmi nous; elle abonde en poissons qui sont fort grands, tels que les loups marins & ceux que le peuple appelle saumons. On y trouve des soles si longues, qu'elles ont plus d'une aune; il y a sur-tout une grande quantité de ces poissons qu'ils appellent dans leur langue *baccallaos*; il naît dans cette isle des vautours si noirs, qu'ils ressemblent parfaitement à des corbeaux; les perdrix & les aigles y sont noires aussi.

No. III. DISCOURS de Sébastien Cabot, sur ses découvertes, à Galeatius Butrigarius Légat du Pape en Espagne.

Hackluyt, tome III, page 6.

LORSQUE mon père partit de Venise pour demeurer en Angleterre, afin d'y faire le commerce, il m'amena avec lui à Londres. J'étois alors fort jeune; j'avois néanmoins quelque connoissance des humanités & de la sphère. Mon père mourut lorsqu'on apprit la nouvelle que Christophe Colomb, Génois, avoit découvert la côte de l'Inde. On en parloit beaucoup à la Cour d'Henri VII, qui régnoit alors; en sorte que tout le monde épris d'admiration, regardoit plutôt comme une chose divine qu'humaine, de se rendre par l'ouest à l'est, où croissent les épices, chemin qui n'avoit jamais été connu. Ces nouvelles augmentèrent dans mon cœur le desir que j'avois de faire quelque entreprise remarquable. Concevant, à raison de la sphère, que si je naviguois par le nord-ouest, j'abrégerois le chemin aux Indes, je fis informer le Roi de mon projet. Il com-
manda

manda immédiatement deux navires, munis de toutes les choses nécessaires pour un reil voyage, qui eut lieu, autant que je m'en ressouvénir, en 1496, au commencement de l'été. Je commençai donc à faire voile vers le nord-ouest, ne pensant point devoir rencontrer d'autre pays que celui du Cathay, & delà j'aurois tourné vers l'Inde; mais, après quelques jours, je trouvai que le pays s'étendoit vers le nord, ce qui me fit beaucoup de peine. Néanmoins je continuai de naviguer le long de la côte, pour voir s'il n'y auroit pas quelque golfe qui tournât les terres, & je trouvai toujours la terre jusqu'au cinquante-sixième degré de notre pôle. Voyant alors que la côte retournoit vers l'est, & desespérant de trouver un passage, je retournai sur mes traces, & je fis voile le long de la côte vers la ligne équinoctiale, toujours dans le dessein de trouver quelque passage aux Indes. J'arrivai à cette partie du continent, que l'on appelle actuellement la *Floride*: mes vivres commençant à manquer, j'en partis, & je revins en Angleterre, où je trouvai beaucoup de troubles parmi la nation, & qu'on se préparoit à la guerre d'E'cosse; ce qui fut cause qu'on ne fit aucune attention à ce voyage. Dans ces circonstances, je vins en Espagne vers le Roi Catholique & la Reine Isabelle, qui, informés de ce que j'avois fait, m'entretinrent & me donnèrent à leurs frais plusieurs navires à commander, pour faire la découverte des côtes du Bresil. J'y trouvai une très-grande rivière, qu'on appelle à présent le *Rio de la Plata*, que je remontai plus de soixante lieues: elle est habitée par un nom-

Pièces justifi-
catives
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

bre infini de nations qui accouroient à notre navire avec admiration : elle reçoit un si grand nombre d'autres rivières, que c'est presque incroyable. Je fis par la suite plusieurs autres voyages, que je passe ici sous silence. E'tant devenu vieux, je me repose deormais de mes voyages, y ayant à présent plusieurs Pilotes jeunes & vigoureux, qui ont de l'expérience, dont le courage me fait jouir du fruit de mes travaux ; &, comme vous le voyez, je me repose avec ma charge de Pilote-major.

No. IV.
Commission
de Jacques
Quartier
1549.

No. IV. COMMISSION de François
Ier. à Jacques Quartier, pour l'établif-
sement du Canada, du 17 octobre 1540.

Histoire de la Nouvelle France, par l'Escarbot,
page 197,

FRANÇOIS, par la grace de Dieu, Roi de France; A tous ceux qui ces présentes lettres verront; Salut. Comme pour le desir d'entendre & avoir connoissance de plusieurs pays qu'on dit inhabités, & autres être possédés par gens sauvages, vivans sans connoissance de Dieu & sans usage de raison, eussions dès pie-çà, à grands frais & mises, envoyé découvrir lesdits pays par plusieurs bons pilotes, & autres nos sujets de bon entendement, savoir & expérience, qui d'iceux pays nous auroient amené divers hommes que nous avons par long-temps tenus en notre Royaume, les faisant instruire en l'amour & crainte de Dieu, & de sa sainte loi & doctrine chrétienne, en intention de les faire remener esdits pays en compagnie de bon
nom.

nombre de nos sujets de bonne volonté, afin de plus facilement induire les autres peuples d'iceux pays à croire en notre sainte foi: Et entr'autres y eussions envoyé notre cher & bien aimé Jacques Quartier, lequel auroit découvert grand pays des terres de Canada & Hochelaga faisant un bout de l'Asie du côté de l'occident; lesquels pays il a trouvé (ainsi qu'il nous a rapporté) garnis de plusieurs bonnes commodités, & les peuples d'iceux bien fournis de corps & de membres, & bien disposés d'esprit & entendement; desquels il nous a semblablement amené aucun nombre, que nous avons par long-temps fait voir & instruire en notre dite sainte foi avec nosdits sujets: En considération de quoi, & de leur bonne inclination, Nous avons avisé & délibéré de renvoyer ledit Quartier esdits pays de Canada & Hochelaga, & jusques en la terre de Saguenai (s'il peut y aborder), avec bon nombre de navires, & de toutes qualités, arts & industrie, pour plus avant entrer esdits pays, converser avec les peuples d'iceux, & avec eux habiter (si besoin est); afin de mieux parvenir à notre dite intention, & à faire chose agréable à Dieu notre Créateur & Rédempteur, & que soit à l'augmentation de son saint & sacré Nom, & de notre Mère sainte Eglise catholique, de laquelle nous sommes dits & nommés le premier fils; Par quoi soit besoin pour meilleur ordre & expédition de ladite entreprise, députer & établir un Capitaine général & maître Pilote desdits navires, qui ait regard à la conduite d'iceux, & sur les gens, Officiers & Soldats y ordonnés

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des nés & établis: Savoir faisons que Nous, à
Commissai- plein confians de la personne dudit Jacques
res François. Quartier & de ses sens, suffisance, loyauté,
 prud'homme, hardiesse, grande diligence
 & bonne expérience, icelui pour ces causes
 & autres à ce nous mouvans, avons fait,
 constitué & ordonné, faisons, constituons,
 ordonnons & établissons par ces présentes,
 Capitaine général & maître Pilote de tous
 les navires & autres vaisseaux de mer, par
 Nous ordonnés être menés pour ladite en-
 treprise & expédition, pour ledit état &
 charge de Capitaine général & maître Pilote
 d'iceux navires & vaisseaux avoir, tenir &
 exercer par ledit Jacques Quartier, aux hon-
 neurs, prérogatives, prééminences, fran-
 chises, libertés, gages & bienfaits, tels que
 par Nous lui seront pour ce ordonnés, tant
 qu'il nous plaira: Et lui avons donné, &
 donnons puissance & autorité de mettre,
 établir & instituer auxdits navires tels Lieu-
 tenants, patrons, pilotes & autres ministres
 nécessaires pour le fait & conduite d'iceux,
 & en tel nombre qu'il verra & connoitra être
 besoin & nécessaire pour le bien de ladite
 expédition. Si donnons en mandement par
 cesdites présentes à notre Amiral ou Vice-
 Amiral, que prins & reçu dudit Jacques
 Quartier le serment pour ce deu & accou-
 tumé; icelui mettent & instituent, ou fassent
 mettre & instituer de par Nous en possession
 & saisine dudit état de Capitaine général &
 maître Pilote; & d'icelui, ensemble des
 honneurs, prérogatives, prééminences, fran-
 chises, libertés, gages & bienfaits, tels que
 par Nous lui seront pour ce ordonnés, le
 fassent, souffrent & laissent jouir & user
 plei-

pleinement & paisiblement, & à lui obéir & entendre de tous ceux, & ainsi qu'il ap-
partiendra ès choses touchant & concernant ledit état & charge: Et outre, lui fasse,
souffre & permette prendre le petit Galion, appelé l'E'merillon, que de présent il a de
Nous, lequel est jà vieil & caduc, pour servir à l'adoub de ceux des navires qui en
auront besoin, & lequel nous voulons être prins & appliqué par ledit Quartier pour
l'effet dessus dit, fans qu'il soit tenu en rendre aucun autre compte ne reliquat; & du-
quel compte & reliquat nous l'avons déchargé & déchargeons par icelles présentes:
Par lesquelles Nous mandons aussi à nos Prévôts de Paris, Baillifs de Rouen, de
Caen, d'Orléans, de Blois & de Tours, Sénéchaux du Maine, d'Anjou & Guienne,
& à tous nos autres Baillifs, Sénéchaux, Prévôts, Alloués & autres nos Justiciers &
Officiers, tant de notre Royaume que de notre pays de Bretagne uni à icelui par de-
vers lesquels sont aucuns prisonniers, accusés ou prévenus d'aucuns crimes quels qu'ils
soient, fors de crimes de lèze-Majesté divine & humaine envers Nous, & de faux mon-
noyeurs, qu'ils aient incontinent à délivrer, rendre & bailler ès mains dudit Quartier,
ou ses commis & députés portans ces présentes, ou le duplicata d'icelles pour notre
service en ladite entreprise & expédition, ceux desdits prisonniers qu'ils connoitra être
propres, suffisans & capables pour servir en icelle expédition, jusqu'au nombre de cin-
quante personnes, & selon le choix que ledit Quartier en fera, iceux premièrement
jugés & condamnés selon leurs démérites &

Pièces justifi-
catives.
III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. IV,
Commission
de Jacques
Quartier
1540.

la gravité de leurs méfaits, si jugés & con-
damnés ne font; & satisfaction aussi préala-
blement ordonnée aux parties civiles & in-
téressées, si faite n'avoit été: Pour laquelle
toutesfois Nous ne voulons la délivrance
de leur personne esdites mains dudit Quar-
tier (s'ils les trouve de service) être retar-
dée ne retenue; mais se prendra ladite sa-
tisfaction sur leurs biens seulement: Et la-
quelle délivrance desdits prisonniers accusés
ou prévenus, Nous voulons être faite esdi-
tes mains dudit Quartier pour l'effet dessus
dit, par nosdits Justiciers & Officiers res-
pectivement, & par chacun d'eux en leur
regard, pouvoir & juridiction, nonobstant
oppositions ou appellations quelconques fai-
tes ou à faire, relevées ou à relever, & sans
que par le moyen d'icelles, icelle délivran-
ce en la manière dessus dite, soit aucune-
ment différée: Et afin que le plus grand
nombre n'en soit tiré, outre lesdits cinquante,
Nous voulons que la délivrance que
chacun de nosdits Officiers en fera audit
Quartier, soit écrite & certifiée en la mar-
ge de ces présentes, & que néanmoins re-
gistre en soit par eux fait & envoyé in-
continent par devers notre amé & feal Chan-
celier, pour connoître le nombre & la qua-
lité de ceux qui auront été baillés & déli-
vrés: Car tel est notre plaisir; en témoin
de ce Nous avons fait mettre notre scel à
cesdites présentes. DONNE' à Saint-Pris, le
dix-septième jour d'octobre, l'an de grace
mil cinq cens quarante, & de notre règne
le vingt-sixième. Ainsi signé sur le repli,
Par le Roi, vous Monseigneur le Chance-
lier & autres présens, DE LA CHESNAYE.

Et

Et scellée sur le répli à simple queue de
cire jaune.

Pièces justi-
ficatives
IIIe. partie.

No. V. LETTRES PATENTES de *Sur l'Acadie.*
la Reine Elisabeth, du 11 juin 1578,
en faveur du Chevalier Humfrey Gil-
bert, pour former un établissement en
Amérique.

Hackluyt, tome III, page 135.

E'LISABETH, par la grace de Dieu, Rei-
ne d'Angleterre, &c. A tous ceux qui
ces présentes verront; SALUT. Savoir fai-
sons que de notre grace spéciale, certaine
science & propre mouvement, Nous avons
donné & accordé, & par ces présentes,
donnons & accordons pour nous, nos hoirs
& successeurs, à notre amé & féal serviteur
le Chevalier Humfrey Gilbert de Compton,
Chevalier dans notre comté de Devon, &
à ses hoirs & ayans cause, pour toujours,
pleine liberté & permission en tout & quel-
que temps que ce soit, à l'avenir & pour
toujours, de découvrir, chercher & recon-
noître les terres éloignées, habitées par des
Idolâtres & par des Barbares, *pays & ter-*
ritoires qui ne sont pas actuellement possédés
par aucun Prince ou peuple chrétien, qu'il ju-
gera convenable à lui, à ses hoirs & ayans
cause, & à tous & chacun d'eux, & de les
avoir, tenir, posséder & en jouir pour lui,
ses hoirs & ayans cause pour toujours, avec
tous les avantages, juridiction & droits ré-
galiens, tant par mer que par terre, & au-
dit Chevalier & à tous ceux qui en tout &
quel-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. V.
*Lettres pour
le Chevalier
Humfrey
Gilbert.*
1578.

quelque temps que ce soit, iront dans lesdits pays, & y voyageront par permission de Nous, de nos hoirs & successeurs, d'y habiter, séjourner, bâtir & fortifier suivant la volonté dudit Chevalier Humfrey, & de ses hoirs & ayans cause, nonobstant tous statuts ou actes du Parlement contre les fugitifs, ou contre ceux qui sortiront, séjourneront ou demeureront hors de notre royaume d'Angleterre sans permission, ou tout autre acte, règlement, loi ou chose quelconque à ce contraires: Et Nous donnons pareillement par ces présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, pleine autorité & pouvoir audit Chevalier Humfrey, à ses hoirs & ayans cause, & à chacun d'eux, d'avoir, prendre, conduire dans lesdits voyages, aller & habiter dans lesdits pays, tels & autant de nos sujets qui l'accompagneront volontairement; & à cet effet d'employer un nombre suffisant de vaisseaux, & tout ce qui est nécessaire pour leur transport; à condition toutefois qu'aucune desdites personnes ne soient de celles auxquelles il en seroit dans la suite fait défense particulière par nous, nos hoirs & successeurs: Et en outre, donnons pouvoir audit Humfrey, ses hoirs & ayans cause, & à tous ou chacun d'eux, d'avoir, tenir, posséder & jouir pour lui, ses hoirs ou ayans cause, ou chacun d'eux pour toujours, de tout le sol de toutes les terres, pays & territoires qui seront découverts & possédés comme il est dit ci-dessus, & de toutes les cités, châteaux, villes & villages, & places dans ledit pays; ensemble des coutumes, droits régaliens & juridictions, aussi-bien de la mer que d'autres,

tres, dans l'étendue desdites terres ou pays, Pièces justifi-
 ou des mers qui avoisinent, pour les avoir *ficatives.*
 & en jouir avec le plein pouvoir d'en dis- *IIIe. partie.*
 poser, & de chaque partie d'iceux en fief *Sur l'Acadie.*
 ou autrement conformément aux loix d'An-
 gleterre, autant que cela se pourra, & sui-
 vant sa volonté & son plaisir en faveur de
 toute personne, étant alors, ou qui sera sous
 l'obéissance de nous, nos hoirs & succes-
 seurs; en nous payant pour tous devoirs,
 droits & demandes la cinquième partie de
 tout le minéral d'or & d'argent qui pourra
 s'y trouver après la découverte, conquête
 & possession desdits pays: toutes lesquelles
 terres, pays & territoires seront pour tou-
 jours tenus par ledit Chevalier Humfrey,
 ses hoirs & ayans cause, de nous, nos hoirs
 & successeurs, avec hommage & avec ledit
 paiement de ladite cinquième partie, ré-
 servée seulement pour toute redevance.

De plus, Nous donnons & accordons par
 ces présentes, pour nous, nos hoirs & suc-
 cesseurs, la permission audit Chevalier Hum-
 frey Gilbert, ses hoirs ou ayans cause, &
 à chacun d'eux; en tout & quelque temps
 que ce soit, à l'avenir & pour toujours, de
 pouvoir, pour leur défense, attaquer, chas-
 ser, repousser & résister, aussi-bien par mer
 que par terre, & par quelque autre voie que
 ce soit, toutes personnes quelconques, &
 chacune d'elles qui sans la permission spé-
 ciale & l'approbation dudit Chevalier Hum-
 frey, & de ses hoirs & ayans cause, entre-
 prendront de s'établir dans lesdits pays ou
 dans aucun d'eux, ou dans l'espace de deux
 cens lieues de la place ou des places dans
 les pays ci-dessus (à moins que lesdits pays ne
 soient

Pièces des
Commissai-
res François.

No. V.

Lettres pour
le Chevalier
Humfrey
Gilbert.
1578.

soient déjà établis par les sujets de quelque Prince cbretien qui seroit en amitié avec nous); dans lesquels lieux, places & distances ledit Chevalier Humfrey, ses hoirs ou ayans cause, ou aucun de leurs associés ou compagnie, feront dans les six années suivantes leur habitation & établissement; comme aussi toutes & chaque personnes qui entreprendront & s'efforceront dans quelque temps à l'avenir d'attaquer illégitimement, soit par mer ou par terre, ledit Chevalier Humfrey, ses hoirs ou ayans cause, ou aucun d'eux ou compagnie: donnant & accordant de plus par ces présentes, pouvoir & autorité audit Chevalier Humfrey, ses hoirs & ayans cause, & à chacun d'eux en tout & quelque temps que ce soit, pour toujours & à l'avenir, de prendre & surprendre par toutes sortes de moyens quelconques, toutes & chaque personnes, leurs vaisseaux, bâtimens, effets & équipages qui seront trouvés commercer dans aucun des ports ou criques dans les limites ci-dessus, sans la permission dudit Chevalier Humfrey, ou de ses hoirs & ayans cause, comme il est dit ci-dessus (excepté seulement les sujets de nos Royaumes & États, & toutes autres personnes nos alliées qui y seroient jetées par tempête ou naufrage); & de retenir & s'emparer de ces personnes & de chacune d'elles, ainsi que de leurs vaisseaux, bâtimens, effets, équipages, comme d'une prise bonne & légitime, suivant la volonté dudit Chevalier Humfrey, de ses hoirs & ayans cause, & de tous ou chacun d'eux: Et afin d'unir, par une ligue & amitié plus étroite, ces pays, terres & territoires où l'on doit
fer-

former des établissemens, comme il est dit ci-dessus, avec nos royaumes d'Angleterre & d'Irlande, & d'encourager nos sujets à cette entreprise; Nous, par ces présentes, accordons & déclarons que tous les pays où l'on fera à l'avenir des établissemens, comme il est dit ci-dessus, seront dès-lors de notre obéissance, & de celle de nos hoirs & successeurs: Et nous accordons audit Chevalier Humfrey, à ses hoirs & ayans cause, & à tous & chacun d'eux, & à toutes personnes de notre obéissance, dont les noms seront désignés ou enregistrés dans quelques-uns de nos greffes dans notre royaume d'Angleterre, & qui, avec le consentement dudit Chevalier Humfrey, de ses hoirs ou ayans cause, se seront actuellement embarqués dans ce premier voyage pour la découverte desdits pays, ou qui seront du second voyage pour leur conquête, & qui parcourront & reconnoîtront lesdites terres, pays & territoires, comme il est dit ci-dessus, & à leurs hoirs & chacun d'eux; qu'eux & chacun d'eux nés dans l'intérieur de nosdits royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, ou dans quelqu'autre place de notre obéissance, & qui dans la suite s'établiront dans toutes lesdites terres, pays & territoires, y étant autorisés, comme il est dit ci-dessus, auront & pourront avoir, & jouiront de tous les privilèges de regnicoles & naturels d'Angleterre, & de tous nos sujets, nonobstant toute loi, coûtume ou usage à ce contraires.

Et d'autant que lors de la découverte & de l'établissement desdites terres éloignées, pays & territoires, comme il est dit ci-des-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. V.

Lettres pour
le Chevalier
Humfrey Gil-
bert. 1578.

fus, il sera nécessaire pour la sûreté de toutes les personnes qui entreprendront ces voyages, qu'elles soient déterminées à vivre ensemble dans la paix chrétienne & en société civile, afin que toutes & chacune d'elles puissent jouir avec d'autant plus de plaisir & d'avantage de ce qu'ils auront acquis avec beaucoup de peine & de péril: Nous avons pareillement jugé à propos, & il nous plaît pour nous, nos hoirs & successeurs, & par ces présentes, nous donnons & accordons audit Chevalier Humfrey, & à ses hoirs & ayans cause, pour toujours, à lui & à eux, & à tous & chacun d'eux, en tout & quelque temps que ce soit, pour toujours & à l'avenir, dans lesdites terres & pays éloignés dont il est parlé ci-dessus, & dans le cours des passages auxdites terres par mer, un plein & entier pouvoir, & autorité de corriger, punir, pardonner, gouverner & commander suivant leur police & prudence, & de tous & chacun d'eux, dans les causes capitales ou criminelles, ainsi que dans les causes civiles, tant sur mer qu'autre part, tous ceux de nos sujets & autres, qui en tout & quelque temps que ce soit, entreprendront à l'avenir lesdits voyages, & habiteront lesdites terres, pays & territoires comme il est dit ci-dessus, ou à deux cens lieues de distance de toutes & chacune des places où ledit Chevalier Humfrey, ou ses hoirs ou ayans cause, ou aucun d'eux, associés ou compagnie s'établiront dans l'espace de six années, depuis la date des présentes, conformément aux statuts, loix & ordonnances qui seront réglés & établis par ledit Che-

valier Humfrey, ses hoirs ou ayans cause, ^{Pièces justifi-}
 ou tous & chacun d'eux, pour mieux gouverner ledit peuple, ^{ficatives.} comme il est dit ci-dessus; en sorte toutefois que lesdits statuts, ^{IIIe partie.}
 loix & ordonnances puissent, autant que ^{Sur l'Acadie.}
 faire se pourra, être conformes à la disposition des loix & de la police d'Angleterre: Et aussi qu'elles ne soient pas opposées à la véritable foi & religion chrétienne que l'on professe aujourd'hui dans l'Eglise d'Angleterre, & qu'elles ne tendent point à soustraire aucuns de nos sujets & habitans de ces terres ou places, à l'obéissance qui nous est due à nous, à nos hoirs & successeurs, comme leurs Souverains immédiats sous l'autorité de Dieu.

De plus, Nous donnons & accordons par ces présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, plein pouvoir à notre féal & bien aimé Conseiller le Chevalier Guillaume Cecil, Lord Burleigh, notre grand Trésorier d'Angleterre, ou à celui qui sera Lord Trésorier d'Angleterre & à notre Conseil privé, de nous, nos hoirs & successeurs, ou à quatre d'entre eux, en tout & quelque temps que ce soit, pour toujours & à l'avenir, de permettre & d'autoriser sous leurs scings ou sceaux, en vertu des présentes, ledit Chevalier Humfrey Gilbert, ses hoirs & ayans cause, à embarquer par lui & par eux, ou par aucun de leurs fondés de procuration, députés, officiers, ministres, facteurs & serviteurs, & transporter hors de nos royaumes d'Angleterre & d'Irlande, tous & aucun de leurs effets & de ceux de leurs associés & compagnie; avec toutes choses nécessaires & marchandises de tous nos Royaumes que la sagesse ou dis-
 T 2 création

Pièces des
Commissai-
res François.

No. V.

*Lettres pour
le Chevalier
Humfrey Gil-
bert. 1578.*

création dudit Lord Trésorier, ou de quatre des membres du Conseil privé, de nous, nos hoirs ou successeurs, actuellement & alors, comme il est dit ci-dessus, jugeront convenables & nécessaires pour le secours dudit Chevalier Humfrey, ses hoirs ou ayans cause, & de tous & chacun d'eux, associés & compagnie, nonobstant tout acte, statut, loi & toutes choses quelconques à ce contraires.

Ordonnons toutefois, & notre volonté & plaisir est, & nous déclarons par ces présentes à tous Rois chrétiens, Princes & E'tats, que dans le cas où ledit Chevalier Humfrey, ses hoirs ou ayans cause, ou aucuns d'eux, ou tous autres chargés & autorisés par eux en tout & quelque temps que ce soit, feroient par la suite quelques déprédations sur mer ou sur terre, ou commettraient quelque acte d'hostilité injuste & illégitime, contre aucun des sujets de nous, nos hoirs ou successeurs, ou aucun des sujets d'aucun Roi, Prince, Chef, Gouverneur ou E'tat étant alors en alliance parfaite & en amitié avec nous, nos hoirs ou successeurs; Nous, nos hoirs & successeurs, sur ces outrages & sur les justes plaintes qui nous seront portées par tel Prince, Chef, Gouverneur ou E'tat, ou par leurs sujets, ferons publier une proclamation dans tous les ports de notre royaume d'Angleterre, à l'effet que ledit Chevalier Humfrey, ses hoirs ou ayans cause, ou tous autres que nos lettres patentes pourront concerner, soient tenus, dans le terme fixé par cette proclamation, de restituer pleinement, & de satisfaire aux torts qu'ils auront causés;

en sorte que nous & lesdits Princes ou autres se plaignant puissent être entièrement satisfait : & que si ledit Chevalier Humfrey, ses hoirs & ayans cause, ne font pas ou ne font pas faire raison en conséquence, dans le temps qui sera ainsi limité, alors nous, nos hoirs & successeurs serons en droit de priver de notre protection ledit Chevalier Humfrey, ses hoirs & ayans cause, & adhérens, & tous les habitans desdits pays à découvrir, comme il est dit ci-dessus ; & après que nous aurons retiré notre protection audit Chevalier Humfrey, ses hoirs & ayans cause, adhérens & autres qui seront dans ce cas, il sera libre à tous Princes & autres d'exercer contre eux des hostilités, comme n'étant plus nos sujets, & n'étant plus reconnus, maintenus ou défendus en aucune manière, ni ne devant plus être réputés attachés à nous & sous notre protection, souveraineté ou obéissance, &c. En témoignage de quoi, &c. & en notre présence. A Westminster, le 11 juin de la vingtième année de notre règne, l'an de Notre Seigneur 1588,

Pièces justificatives.

IIIe partie.

Sur l'Acadie

Per ipsam Reginam.

N^o. VI. LETTRES PATENTES
de la Reine Elisabeth, à Adrien Gilbert & autres, pour découvrir le passage du nord-ouest à la Chine, du 6 février 1583.

Hackluyt, tome III, page 96.

ELISABETH, par la grace de Dieu, Reine d'Angleterre, de France & d'Irlande,

Pièces des
Commissai-
res François,

No. VI.
Lettres pour
Adrien Gil-
bert. 1583.

de, défenseur de la foi; A tous ceux qui ces présentes verront; SALUT. D'autant que notre féal & bien amé sujet Adrien Gilbert de Sandridge dans le Comté de Devon, Gentilhomme, a fait beaucoup de voyages & de recherches à grands frais & dépens, & qu'il continue toujours ses travaux & recherches pour découvrir, faire connoître & fréquenter par nos sujets un passage à la Chine & aux Isles Moluques, par le nord-ouest, le nord-est & le nord, dans lesquelles parties du monde aucuns de nos fidèles sujets n'ont encore fait aucun trafic ou commerce; savoir faisons que pour ces considérations & plusieurs autres bonnes raisons à ce nous mouvans, Nous, de notre grace spéciale, science certaine & propre mouvement, avons donné & accordé, & par ces présentes donnons & accordons, pour nous, nos hoirs & successeurs, pleine liberté, pouvoir & autorité audit Adrien Gilbert, & à aucune autre personne qui sera assignée par lui ou par ses hoirs, & à ses associés & assistants, dont les noms sont écrits sur une cédule annexée à ces présentes, & à leurs hoirs & ayans cause, en tout temps & en aucun temps après la date de ces présentes, de naviguer sous nos bannières & enseignes, librement, sans empêchement, interruption ou opposition de nous, nos hoirs ou successeurs, nonobstant toute loi, statut, proclamation, patente, charte ou clauses à ce contraires, & de faire voile, voyager, & par toute sorte de moyens passer & aller de notre Royaume d'Angleterre, ou d'aucuns de nos Royaumes, états ou territoires dans toutes ou aucunes isles, pays, régions, provin-

vinces, territoires, mers, rivières, ports, baies, criques, bras de mer & tous havres, & toute sorte d'autres places quelconques qui seront découverts par lui, ses associés ou ayans cause dans ladite partie du nord, du nord-ouest & du nord-est, & pour ledit voyage & passage avoir & se servir d'autant de vaisseaux, barques, pinaces ou autres bâtimens de toute charge & grandeur, avec tout l'équipage d'hommes, vivres, & toute sorte de provisions nécessaires, armure, armes, artillerie, targes & appartenances quelconques, qui seront ou pourront être nécessaires, convenables ou commodes à ce voyage, nonobstant toute loi, statut, ordonnance ou clauses à ce contraires. Et aussi nous donnons & accordons audit Adrien Gilbert & à seldits associés, & à tels de ses ayans cause & de ses hoirs, & aux hoirs & ayans cause de chacun de seldits associés, pour toujours, plein pouvoir & autorité absolue de commercer & faire séjour dans aucune desdites isles, pays, régions, provinces, territoires, mers, rivières, ports, baies & havres, & toute sorte d'autres places quelconques, avec tous les effets, profits & émolumens qu'ils pourront retirer desdites places, ou d'aucune d'elles, avec toute sorte de privilèges, prérogatives, juridictions & droits royaux quelconques, tant par mer que par terre, en cédant & payant pour ce à nous, nos hoirs & successeurs la dixième partie de toutes les matières d'or & d'argent, perles, joyaux & pierres précieuses, ou la valeur d'iceux, que ledit Adrien Gilbert & seldits associés, leurs hoirs & ayans cause, serviteurs, facteurs ou ou-

Pièces justificatives.

III^e partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VI.
Lettres pour
Adrien Gil-
bert. 1583.

vriers, & tous ou aucuns d'eux trouveront; laquelle dixième partie sera dûement remise à notre Commis de la Douane, ou autres Officiers assignés à cet effet, par nous, nos hoirs & successeurs, dans les ports de Londres, Dartmouth ou Plymouth, auxquelles trois places seulement ledit Adrien Gilbert & sesdits associés, leursdits hoirs & ayans cause chargeront, arriveront & déchargeront toute sorte d'effets & marchandises quelconques, appartenantes & provenantes du nouveau commerce qu'ils feront dans ce voyage.

Et de plus, nous avons donné, accordé & autorisé, & par ces présentes donnons, accordons & autorisons, pour nous, nos hoirs successeurs, de notre grace spéciale, science certaine & propre mouvement, ledit Adrien Gilbert & sesdits associés, pour toujours, leurs hoirs & leursdits ayans cause & chacun d'eux; à l'effet que dans le cas où les isles susdites, pays, régions, provinces, territoires, mers, rivières, ports, baies ou havres, ou aucun des pays susdits qui seront découverts par ledit Adrien Gilbert ou ses associés, leurs hoirs & leursdits ayans cause, ou aucun d'eux, & où ils feront aucun commerce, comme il est dit ci-dessus, seroient visités, fréquentés, hantés par aucun de nos autres sujets; & où ils feroient le commerce de la manière susdite, sans la permission spéciale par écrit dudit Adrien Gilbert & de ses associés, & de leurs hoirs & ayans cause, pour toujours, ou par la plus grande partie d'eux; en sorte que ledit Adrien Gilbert, ses hoirs ou ayans cause soient de ce nombre: alors aussi-
bien

bien leurs vaisseaux, ou vaisseau, dont ils feront usage dans aucun de ces voyages ou voyage, que tous & leurs effets particuliers & marchandises, ou autres choses quelconques, qui doivent être transportées aux places ou à aucunes des places susdites qui oseront visiter, fréquenter & hanter ces pays, ou y faire le commerce, & s'y établir, seront confisqués *ipso facto*. Une moitié desdits effets & marchandises ou autres choses quelconques, ou la valeur, sera au profit de nous, nos hoirs & successeurs; & l'autre moitié d'icelles au profit dudit Adrien Gilbert & de sesdits associés, leurs hoirs & ayans cause pour toujours: Et nous imposons, assignons, créons & confirmons en faveur dudit Adrien Gilbert & de sesdits associés, leurs hoirs & ayans cause, le nom qui leur demeurera propre, pour être en droit; savoir, sous la dénomination d'*Associés pour la découverte du passage du nord-ouest*; & sous ce nom, nous les incorporons pour nous, nos hoirs & successeurs, & nous érigeons & créons une corporation qui subsistera toujours. De plus, nous avons donné & accordé, & par ces présentes donnons, accordons & confirmons en faveur dudit Adrien Gilbert & de sesdits associés, & de leurs hoirs & leursdits ayans cause, pour toujours, sous le nom d'*Associés, pour la découverte du passage du nord-ouest*, plein-pouvoir & autorité actuellement & alors, & en tout temps à l'avenir d'enjoindre, décerner & arrêter, constituer & ordonner, & de faire toutes les ordonnances, ordres, decrets, loix & actes que ladite nouvelle corporation ou corps politique, les *Associés*.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VI.

Lettres pour
Adrien Gil-
bert. 1583.

pour la découverte du passage du nord-ouest, jugeront à propos, convenables & nécessaires; en sorte qu'ils, ou aucuns d'eux, ne soient contraires aux loix de ce Royaume & de ce présent octroi.

Et Nous, en vertu de notre prérogative royale & plénitude de notre autorité, de notre grace spéciale, science certaine & propre mouvement, établissons, confirmons & ratifions toutes ces ordonnances, ordres, decrets, loix & actes, pour être en force & autorité aussi pleines & aussi grandes que nous, nos hoirs & successeurs peuvent dans aucun cas semblable accorder, confirmer & ratifier. De plus, pour mieux encourager nos amés sujets à cette découverte, Nous, en vertu de notre prérogative royale, & plénitude d'autorité pour nous, nos hoirs & successeurs, donnons, établissons, confirmons, ordonnons, ratifions & permettons par ces présentes audit Adrien Gilbert & à ses associés, & aux hoirs & ayans cause de tous & chacun d'eux, pour toujours, & à toute autre personne ou personnes de nos amés sujets quelconques, qui à l'avenir feront voile, découvriront ou voyageront, comme il est dit ci-dessus, dans aucune des isles, continents, pays ou territoires quelconques qui seront découverts en vertu de cet octroi, aux hoirs & ayans cause de tous & chacun d'eux nés dans l'intérieur d'aucunes desdites isles, continents, pays & territoires quelconques mentionnés ci-dessus, d'avoir & de jouir de tous les privilèges de regnicoles libres, comme personnes nés dans notre royaume d'Angleterre ou nos sujets, pour toujours, d'une manière & for-
me

me aussi amples que s'ils étoient nés, & qu'ils eussent une résidence personnelle dans notre dit Royaume, nonobstant tout acte, statut, proclamation, coûtume ou usage à ce contraires.

Pièces justificatives.
111e. partie.

Sur l'Acadie.

Et en outre, pour les considérations susdites en vertu des présentes, Nous donnons & accordons audit Adrien Gilbert, à ses hoirs & ayans cause, pour toujours, pleine liberté, permission & privilège; à l'effet qu'il ne sera pas permis pendant l'espace des cinq années suivantes, immédiatement de la date d'icelles, à aucune personne ou personnes quelconques, de visiter, hanter, fréquenter, commercer ou faire voyage dans aucune des isles, continens, pays, régions, provinces, territoires, mers, rivières, ports, baies & havres, ni dans aucun autre havre ou places quelconques qui n'ont pas encore été jusqu'ici découvertes par aucun de nos sujets en vertu de cet octroi, pour y faire commerce, sans avoir auparavant eu par écrit le consentement spécial & l'approbation dudit Adrien Gilbert, de ses hoirs au ayans cause; & si aucune personne ou personnes des associés dudit Adrien Gilbert, ses hoirs ou ayans cause, ou aucune autre personne ou personnes quelconques autorisées à cette découverte, font quelque acte ou actes contraires à la teneur & au véritable sens d'icelles, pendant l'espace desdites cinq années, alors les parties ou partie contrevenantes, eux & leurs hoirs seront privés pour toujours, *ipso facto*, des avantages & privilèges du présent octroi, & demeureront dans le même cas & condition que ceux qui n'auront pas obtenu le présent octroi.

Et

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VI.
Lettres pour
Adrien Gil-
bert. 1583.

Et de plus, en vertu d'icelles, Nous don-
nons & accordons pour nous, nos hoirs
& successeurs en tout temps pendant l'espa-
ce de cinq années, depuis la date d'icelles,
liberté & permission & pleine autorité audit
Adrien Gilbert, & à ses hoirs & ayans cause,
à l'effet que dans le cas où l'un des vaisseaux ou
vaisseau faisant voile pour ledit voyage se ré-
volteroit, exciteroit des séditions & du de-
sordre, ou par d'autres procédés licentieux
porteroit préjudice ou obstacle à l'espérance
du succès de l'entreprise que l'on doit at-
tendre de cette découverte, & du nouveau
commerce que l'on se propose; d'user ou
infliger contre lui ou les contrevenans tel
châtiment, correction ou peine que le cas
& la justice exigeront au jugement de douze
de la compagnie qui auront prêté serment
à cet effet, ainsi qu'il se doit en pareil cas.
Et sortira effet tout ce que dessus, encore
que mention expresse n'en soit faite, non
plus que de tous autres dons & concessions
qui auroient pû être faits ci-devant auxdits
Adrien Gilbert & à ses associés, & nonob-
stant toute loi, acte, statut, concession &
proclamation faites ou à faire, à ce con-
traires. En foi de quoi, nous avons fait
les présentes lettres patentes, en notre pré-
sence. A Westminster, le 6 février de la
vingt-sixième année de notre règne.



N^o. VII. LETTRES PATENTES

de la Reine E'lisabeth, du 25 mars
1584, en faveur du Chevalier Walter
Raleigh, pour l'établissement de nouvel-
les Colonies.

Pièces justi-
ficatives,
III^e. partie.
Sur l'Acadie.

Hackluyt, tome III, page 243.

E'LISABETH, par la grace de Dieu, Reine de France & d'Angleterre, défenseur de la foi, &c. A tous ceux qui ces présentes verront; Salut. Savoir faisons que de notre grace spéciale, science certaine & propre mouvement, nous avons donné & accordé, & par ces présentes donnons & accordons pour nous, nos hoirs & successeurs, à notre féal & bien amé serviteur Walter Raleigh, E'cuyer, & à ses hoirs & ayans cause, pour toujours, pleine liberté & permission, en tout & quelque temps que ce soit, pour toujours, à l'avenir, de découvrir, chercher, trouver & reconnoître les terres éloignées, habitées par des Idolâtres & par des Barbares, pays & territoires qui ne sont pas actuellement possédés par aucun Prince chrétien, nâ habités par des peuples chrétiens, & qu'il jugera convenables à lui, à ses hoirs & ayans cause, & à tous & chacun d'eux; & de les avoir, tenir, posséder & en jouir pour lui, ses hoirs & ayans cause, pour toujours, avec toutes les prérogatives, avantages, juridictions, droits royaux, privilèges, franchises & prééminences quelconques que nous pouvons par nos lettres patentes y accorder ou aux environs, tant par mer que par terre, & de la même manière que nous ou aucuns de

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VII.
Lettres
pour Walter
Raleigh.
1584.

de nos glorieux ancêtres ont autrefois accordé à quelques personnes ou personne, & corps politiques ou corporations. Et pourront ledit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, & tous ceux qui, en tout & quelque temps que ce soit, iront ou voyageront par permission de nous, de nos hoirs & successeurs dans ces pays, s'y établir & y demeurer, y bâtir & fortifier, à la volonté dudit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, nonobstant tous statuts ou actes du Parlement contre les fugitifs, ou contre ceux qui partiront, séjourneront hors de notre Royaume, ou l'abandonneront sans permission, ou aucun autre statut, loi ou ordonnance quelconque à ce contraires.

Nous donnons pareillement par ces présentes, de notre grace spéciale, propre mouvement & science certaine, pour nous, nos hoirs & successeurs, pleine autorité, liberté & pouvoir audit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, & chacun d'eux, en tout & quelque temps que ce soit, d'avoir, prendre, conduire, faire voyager dans lesdits pays, y établir & y habiter avec lui, eux & tous ou chacun d'eux, tous ceux de nos sujets & un chacun d'eux qui l'accompagneront ou les accompagneront volontairement, auxquels nous donnons aussi par ces présentes, pleine liberté & autorité à cet égard; & encore d'avoir, prendre, employer & se servir d'un nombre suffisant de vaisseaux, & de tout ce qui est nécessaire pour les transports & navigations à faire en conséquence; à condition toutefois qu'aucune desdites personnes ne soit de celles auxquelles il en seroit dans la suite fait défense par nous, nos hoirs ou successeurs.

De

De plus, donnons audit Walter Raleigh, Pièces justificatives.
à ses hoirs & ayans cause le droit d'avoir, IIIe. partie.
tenir, posséder & jouir pour lui, ses hoirs
& ayans cause, & chacun d'eux, pour tou-
jours, de tout le sol de toutes les terres, Sur l'Acadie.
pays & territoires qui seront découverts &
possédés, comme il est dit ci-dessus, & de
routes les cités, châteaux, villes & villages
& places dans ledit pays, ensemble des droits,
privileges royaux, franchises & juridictions,
aussi-bien de la mer que d'autres, dans l'é-
tendue desdites terres ou pays, ou des mers
qui avoisinent, pour les avoir & en jouir
avec le plein pouvoir d'en disposer, & de
chaque partie d'iceux en fief ou autrement,
conformément à la disposition des loix d'An-
gleterre, autant qu'il se pourra faire de la
manière la plus convenable, à sa volonté &
à son plaisir, en faveur de toute personne y
demeurant ou qui y demeurera, dans l'obéis-
sance de nous, nos hoirs & successeurs; nous
réservant toutefois à nous, nos hoirs & suc-
cessors, pour tous devoirs, droits & de-
mandes, la cinquième partie de toutes les
matières d'or & d'argent qu'ils y pourront
trouver en tout & quelque temps que ce soit,
après qu'ils auront découvert, subjugué &
possédé lesdits pays; toutes lesquelles terres,
pays & territoires seront pour toujours tenus
audit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans
cause, sous l'hommage de nous, nos hoirs
& successeurs, & sous la réserve de ladite
cinquième partie qui nous sera payée pour
toutes redevances.

De plus, Nous donnons & accordons par
ces présentes, pour nous, nos hoirs & suc-
cessors, la permission audit Walter Raleigh,
à ses

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VII.
Lettres
pour Walter
Raleigh,
1584.

à ses hoirs & ayans cause, à chacun d'eux, en tout & quelque temps que ce soit, à l'avenir & pour toujours, de pouvoir pour leur défense, attaquer, résister, repousser & chasser, aussi-bien sur mer que sur terre, & par quelqu'autre voie que ce soit, toutes personnes quelconques, & chacune d'elles qui, sans la permission & le consentement spécial dudit Walter Raleigh, & de ses hoirs & ayans cause, entreprendront de s'établir dans lesdits pays ou dans aucun d'eux, ou dans l'espace de deux cens lieues de la place ou des places dans les pays ci-dessus, *à moins que lesdits pays ne soient déjà établis par les sujets de quelque Prince chrétien* qui seroit en amitié avec nous; dans lesquels lieux, places & distances, ledit Walter Raleigh, ses hoirs ou ayans cause, associés & compagnies, feront dans les six années suivantes leur habitation & établissement, comme aussi toutes & chaque personnes qui entreprendront & s'efforceront dans quelque temps à l'avenir d'attaquer illégitimement, soit par mer ou par terre, ledit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, ou aucun d'eux, associés & compagnies: *Donnant & accordant de plus par ces présentes, pouvoir & autorité audit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, & à chacun d'eux, en tout & quelque temps que ce soit, pour toujours & à l'avenir, de prendre & surprendre par toutes sortes de moyens quelconques, toutes & chaque personnes, leurs vaisseaux, bâtimens, & autres effets & équipages qui seront trouvés commercer dans aucun des ports ou criques dans les limites ci dessus, sans la permission dudit Walter Raleigh, ou de ses hoirs ou ayans cause,*

cause, comme il est dit ci-dessus (excepté *Pièces justificatives.*
 seulement les sujets de nos Royaumes & E. *IIIe. partie.*
 tats, & toutes autres personnes nos alliées qui *Sur l'Acadie,*
 font le commerce de la pêche en Terre-neuve,
 ainsi qu'ils sont dans l'usage de le faire, ou qui
 auront été jetés par tempête ou naufrage);
 & de retenir & de s'emparer de ces person-
 nes & de chacuné d'elles, ainsi que de leurs
 vaisseaux, bâtimens, effets, équipages,
 comme d'une prise bonne & légitime, sui-
 vant la volonté dudit Walter Raleigh, de
 ses hoirs & ayans cause, & de tous ou cha-
 cun d'eux: Et afin d'unir, par une confédé-
 ration & une amitié plus étroite, ces pays,
 terres & territoires où l'on doit former des
 établissemens, comme il est dit ci-dessus, avec
 nos Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, &
 d'encourager nos sujets à cette entreprise.
 Nous, par ces présentes, accordons & dé-
 clarons que tous les pays où l'on fera à l'a-
 venir des établissemens, comme il est dit
 ci-dessus, seront dès-lors de notre obéis-
 sance, & de celle de nos hoirs & successeurs.
 Et nous accordons audit Walter Raleigh, à
 ses hoirs & ayans cause, & à tous & chacun
 d'eux, & à toutes personnes de notre obéis-
 sance, dont les noms seront désignés ou en-
 registrés dans quelques-uns de nos greffes
 dans notre Royaume d'Angleterre, qui, avec
 le consentement dudit Walter Raleigh, de
 ses hoirs ou ayans cause, l'auront accom-
 pagné dans les voyages qu'il fera pour aller
 à la découverte, ou qui auront eu part à la
 conquête de ces pays, & qui voyageront à
 l'avenir dans ces terres, pays & territoires,
 comme il est dit ci-dessus, & à leurs hoirs
 & chacun d'eux; qu'eux, & tous & chacun
 d'eux,

Fidces des
Commissai-
res François.

d'eux, nés dans l'intérieur de nosdits royaumes d'Angleterre, ou dans quelqu'autre place de notre obéissance, & qui à l'avenir s'établiront dans toutes lesdites terres, pays & territoires, y étant autorisés, comme il est dit ci-dessus, auront & pourront avoir tous les privilèges de regnicoles libres, & naturels d'Angleterre, & de notre obéissance, comme s'ils étoient nés, & qu'ils eussent une résidence personnelle dans notredit Royaume d'Angleterre, nonobstant toute loi, coutume ou usage à ce contraires.

No. VII.
Lettres
pour Walter
Raleigh,
1584.

Et d'autant que pour trouver, découvrir & habiter lesdites terres éloignées, pays & territoires, comme il est dit ci-dessus, il sera nécessaire pour la sûreté de toutes les personnes qui entreprendront ces voyages, qu'elles soient déterminées à vivre ensemble dans la paix chrétienne & société civile, afin que chacune d'elles puisse jouir avec d'autant plus de plaisir & d'avantage de ce qu'ils auront acquis avec beaucoup de peine & de péril; Nous avons pareillement jugé à propos, & il nous plaît, pour nous, nos hoirs & successeurs, & par ces présentes nous donnons & accordons audit Walter Raleigh, à ses hoirs & ayans cause, pour toujours, à lui, à eux, & à tous chacun d'eux, en tout & quelque temps que ce soit, pour toujours & à l'avenir, dans lesdites terres & pays éloignés dont il est parlé ci-dessus, & dans le cours du passage auxdites terres par mer, un plein & entier pouvoir & autorité, de corriger, punir, pardonner, gouverner & commander suivant leur police & prudence, & de tous & chacun d'eux, dans les causes capitales ou criminelles, ainsi que dans les causes

causes civiles, tant sur mer qu'autre part, Pièces justifi-
 tous ceux de nos sujets & autres qui, en tout ficatives.
 & quelque temps que ce soit, entrepren- IIIe. partie.
 dront à l'avenir lesdits voyages, & habite-
 ront lesdites terres, pays & territoires, ainsi *Sur l'Acadie*
 qu'il est dit ci-dessus, ou à deux cens lieues
 de distance de toutes & chacune des places
 où ledit Walter Raleigh, ses hoirs ou ayans
 cause, ou aucun d'eux, associés & compa-
 gnie s'établiront dans l'espace des six années,
 depuis la date des présentes, conformément
 aux statuts, loix & ordonnances qui seront
 réglées & établies par ledit Walter Raleigh,
 ses hoirs & ayans cause, ou tous & chacun
 d'eux, pour mieux gouverner ledit peuple,
 comme il est dit ci-dessus; en sorte toute-
 fois que lesdits statuts, loix & ordonnances
 puissent, autant que faire se pourra, être
 conformes à la disposition des loix, statuts,
 gouvernement ou police d'Angleterre; &
 aussi qu'elles ne soient pas opposées à la vé-
 ritable foi & religion chrétienne que l'on
 professe aujourd'hui dans l'Eglise d'Angle-
 terre, & qu'elles ne tendent point à soustraire
 aucun de nos sujets & habitans de ces terres
 ou places, à l'obéissance qui nous est due à
 nous, à nos hoirs & successeurs, comme
 leurs Souverains immédiats sous l'autorité
 de Dieu.

De plus, Nous donnons & accordons par
 ces présentes, pour nous, nos hoirs & suc-
 cesseurs, plein-pouvoir à notre féal & bien
 amé Conseiller, le Chevalier Guillaume
 Cecil, Lord Burleigh, notre grand Trésorier
 d'Angleterre, ou à celui qui sera Lord Tré-
 sorier d'Angleterre, & à notre Conseil privé
 de nous, nos hoirs & successeurs, ou quatre
 d'entre

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VII.
Lettres
pour Walter
Raleigh,
1584.

d'entre eux, ou à un plus grand nombre d'eux, en tout & quelque temps que ce soit, pour toujours & à l'avenir; de permettre & d'autoriser sous leurs seings ou sceaux, en vertu des présentes, ledit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, & tous ou chacun d'eux, à embarquer par lui & par eux, ou par aucun de leurs fondés de procuration, députés, officiers, ministres, facteurs & serviteurs, & transporter hors de nos royaumes d'Angleterre & d'Irlande, tous & aucun de leurs effets, & de ceux de leurs associés & compagnie, avec toutes choses nécessaires & marchandises de tous nos royaumes, que la sagesse & la discrétion dudit Lord Trésorier, & de quatre ou d'un plus grand nombre des membres du Conseil privé de nous, nos hoirs & successeurs, actuellement & alors; en tout & quelque temps que ce soit, comme il est dit ci-dessus, jugeront convenables & nécessaires pour le secours & le soutien dudit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, & de tous & chacun d'eux, associés & compagnie, nonobstant tout acte, loi & toute chose quelconque à ce contraires.

Ordonnons toutefois, & notre volonté & plaisir est, & déclarons par ces présentes à tous Rois chrétiens, Princes & E'tats, que dans le cas où ledit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, ou aucun d'eux, ou tous autres chargés & autorisés par eux, en tout & quelque temps que ce soit, feroient par la suite quelques déprédations sur mer ou sur terre, ou commettraient quelque acte d'hostilité injuste & illégitime contre aucun des sujets de nous, nos hoirs ou successeurs, ou aucuns des sujets d'aucun Roi, Prince, Chef,

Chef, Gouverneur ou E'tat, étant alors en alliance parfaite & en amitié avec nous, nos hoirs ou successeurs; nous, nos hoirs & successeurs, sur ces outrages & les justes plaintes qui nous seront portées par tel Prince, Chef, Gouverneur ou E'tat, ou par leurs sujets, ferons publier une proclamation dans tous les ports de notre royaume d'Angleterre, à l'effet que ledit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause & adhérens, ou tous autres que nos lettres patentes pourront concerner, soient tenus, dans le terme qui sera limité par cette proclamation, de restituer pleinement & de satisfaire aux torts qu'ils auront causés; en sorte que Nous & lesdits Princes ou autres se plaignant, puissent être entièrement satisfaits; & que si ledit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause, ne font pas, ou ne font pas faire raison en conséquence, dans le temps qui sera ainsi limité, alors nous, nos hoirs & successeurs serons en droit de priver de notre protection ledit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause & adhérens, & tous les habitans desdits pays à découvrir, comme il est dit ci-dessus; & après que nous aurons retiré notre protection audit Walter Raleigh, ses hoirs & ayans cause & adhérens, & autres qui seront dans ce cas, il sera libre à tous Princes & autres d'exercer contre eux des hostilités, comme n'étant plus nos sujets, & n'étant plus reconnus, maintenus ou défendus en aucune manière, ni ne devant plus être réputés attachés à nous, & sous notre protection, souveraineté ou obéissance. Et auront ces présentes leur exécution, encore qu'il n'y soit fait mention ni de la certitude du revenu annuel de tout

Pièces justificatives.

III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VII.
*Lettres de
Lieutenant
général en
Canada, &c.
pour le sieur
de la Roche,*
1598.

ce qui est ci-dessus accordé, ou de partie, & de tout autre don ou concession accordé ci-devant par nous ou aucun de nos ancêtres ou prédécesseurs audit Walter Raleigh, non-obstant toute autre concession, ordonnance, provision, proclamation ou défense à ce contraires, qui auroient été faites ou ordonnées ci-devant, ou quelque autre chose que ce soit. En foi de quoi nous avons fait expédier les présentes lettres patentes, en notre présence. A Westminster, le vingt-cinq mars de la vingt-fixième année de notre regne.

No. VIII. *LETTRES PATENTES
de Lieutenant général du Canada &
autres pays, pour le sieur de la Roche,
du 12 janvier 1598.*

Histoire de la Nouvelle France, par l'Escarbot,
page 408.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Le feu Roi François Ier. sur les avis qui lui auroient été donnés, qu'aux isles & pays de Canada, isle de Sable, Terres-neuves & autres adjacentes, pays très fertiles & abondans en toutes sortes de commodités, il y avoit plusieurs sortes de peuples bien formés de corps & de membres, & bien disposés d'esprit & d'entendement, qui vivent sans aucune connoissance de Dieu; auroit (pour en avoir plus ample connoissance) iceux pays fait découvrir par aucuns bons pilotes & gens à ce connoissans. Ce qu'ayant reconnu véritable, il auroit (poussé d'un zèle & affection de l'exal-

l'exaltation du nom Chrétien) dès le 15 janvier 1540 donné pouvoir à Jean-François de la Rocque, sieur de Roberval, pour la conquête desdits pays; ce que n'ayant été exécuté dès-lors, pour les grandes affaires qui seroient survenues à cette Couronne, Nous avons résolu, pour perfection d'une si belle œuvre & de si sainte & louable entreprise, au lieu dudit feu sieur de Roberval, de donner la charge de cette conquête à quelque vaillant & expérimenté personnage, dont la fidélité & affection à notre service nous soient connues, avec les mêmes pouvoirs, autorités, prérogatives & prééminences qui étoient accordés audit feu sieur de Roberval par lesdites lettres patentes dudit feu Roi François I^{er}. SAVOIR FAISONS que pour la bonne & entière confiance que nous avons de la personne de notre amé & féal Troillus du Mesgouets, Chevalier de notre Ordre, Conseiller en notre Conseil d'E'tat, & Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos ordonnances, le sieur de la Roche, Marquis de Cottenmeal, Baron de Las, Vicomte de Carentan & Saint-Lo en Normandie, Vicomte de Trévalot, sieur de la Roche, Gommard & Quennoalec, de Gornac, Bontéguigno & Lifcuit, & de ses louables vertus, qualités & mérites; aussi de l'entière affection qu'il a au bien de notre service & avancement de nos affaires; icelui, pour ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons, conformément à la volonté du feu Roi dernier décédé, notre très-honoré sieur & frère, qui jà avoit fait élection de sa personne pour l'exécution de ladite entreprise, icelui fait, faisons, créons, ordonnons & établissons par

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VIII.
Lettres de
Lieutenant
général en
Canada, &c.
pour le sieur
de la Roche,
1598.

ces présentes signées de notre main, notre Lieutenant général esdits pays de *Canada, Hochelaga, Terres-neuves, Labrador, rivière de la grande Baye, de Norembégue & terres adjacentes* desdites provinces & rivières, lesquelles étant de grande longueur & étendue de pays, *sans icelles être habitées par sujets de nul Prince chrétien*; & pour cette sainte œuvre & agrandissement de la foi catholique, établissons pour Conducteur, Chef, Gouverneur & Capitaine de ladite entreprise, ensemble de tous les navires, vaisseaux de mer, & pareillement de toutes personnes, tant gens de guerre, mer, que autres par nous ordonnés, & qui seront par lui choisis pour ladite entreprise & exécution; avec pouvoir & mandement spécial, d'élire, choisir les Capitaines, Maîtres de navire & Pilotes, commander, ordonner & disposer sous notre autorité; prendre, emmener & faire partir des ports & havres de notre Royaume, les nefs, vaisseaux mis en appareil, équipés & munis de gens, vivres & artillerie, & autres choses nécessaires pour ladite entreprise, avec pouvoir, en vertu de nos commissions, de faire la levée de gens de guerre, qui seront nécessaires pour ladite entreprise, & iceux faire conduire par ses Capitaines au lieu de son embarquement, & aller, venir, passer & repasser esdits ports étrangers, descendre & entrer en iceux, & mettre en notre main, tant par voies d'amitié ou amiable composition, si faire se peut, que par force d'armes, main-forte, & toutes autres voies d'hostilité, assaillir villes, châteaux, forts & habitations, iceux mettre en notre obéissance, en constituer & édifier d'au-

d'autres, faire loix, statuts & ordonnances politiques, iceux faire garder, observer & entretenir, faire punir les délinquans, leur pardonner, & remettre, selon qu'il verra bon être, *pourvu toutefois que ce ne soient pays occupés ou étant sous la sujétion & obéissance d'aucuns Princes & Potentats nos amis, alliés & confédérés.* Et afin d'augmenter & accroître le bon vouloir, courage & affection de ceux qui serviront à l'exécution & expédition de ladite entreprise, & même de ceux qui demeureront esdites terres; Nous lui avons donné pouvoir, d'icelles terres qu'il nous pourroit avoir acquises audit voyage, faire bail, pour en jouir par ceux à qui elles seront affectées & leurs successeurs, en tous droits de propriété: A sçavoir, aux Gentilshommes & ceux qu'il jugera gens de mérite, en fiefs, seigneuries, châtellemes, comtés, vicomtés, baronnies & autres dignités, relevant de nous, telles qu'il jugera convenir à leurs services; à la charge qu'ils serviront à la tuition & défense desdits pays: Et aux autres de moindre condition, à telles charges & redevances annuelles qu'il avisera, dont nous consentons qu'ils en demeurent quittes pour les six premières années, ou tel autre temps que notredit Lieutenant avisera bon être, & connoitra leur être nécessaire, excepté toutefois du devoir & service pour la guerre; aussi qu'au retour de notredit Lieutenant il puisse départir à ceux qui auront fait le voyage avec lui, les gaignages & profits mobiliers provenus de ladite entreprise, & avantager du tiers ceux qui auront fait ledit voyage; retenir un autre tiers pour lui, pour ses frais & dépens, & l'autre tiers

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

*Pièces des
Commissai-
res François.*

*No. VIII.
Lettres de
Lieutenant
général en
Canada, &c.
pour le sieur
de la Roche,
1598.*

tiers pour être employé aux œuvres commu-
nes, fortifications du pays & frais de guerre.
Et aîn que notredit Lieutenant soit mieux
assisté & accompagné en ladite entreprise,
nous lui avons donné pouvoir de se faire
assister en ladite armée de tous Gentilshom-
mes, marchands & autres nos sujets qui
voudront aller ou envoyer audit voyage,
payer gens & équipages, & munir nefs à
leurs dépens. Ce que nous leur défendons
très-expressément faire, ni trafiquer sans le
su & consentement de notredit Lieutenant,
sur peine à ceux qui seront trouvés, de per-
dition de tous leurs vaisseaux & marchand-
ses. Prions aussi, & requérons tous Poten-
tats, Princes nos alliés & confédérés, leurs
Lieutenans & sujets, en cas que notredit
Lieutenant ait quelque besoin ou nécessité,
lui donner aide, secours & confort, favo-
riser son entreprise. Enjoignons & com-
mandons à tous nos sujets, en cas de ren-
contre par mer ou par terre, de lui être en
ce secourables, & se joindre avec lui; revo-
quant dès-à-présent tous pouvoirs qui pour-
roient avoir été donnés, tant par nos prédé-
cesseurs Rois, que Nous, à quelques per-
sonnes, & pour quelque cause & occasion
que ce soit, au préjudice dudit Marquis
notredit Lieutenant général. Et d'autant
que pour l'effet dudit voyage, il sera besoin
passer plusieurs contrats & lettres, Nous les
avons dès-à-présent validés & approuvés,
validons & approuvons, ensemble les seings
& sceaux de notredit Lieutenant, & d'au-
tres par lui commis pour ce regard. Et
d'autant qu'il pourroit survenir à notredit
Lieutenant quelque inconvénient de ma-
ladie

ladie, ou arriver, faute d'icelui, aussi qu'à son retour il sera besoin laisser un ou plusieurs Lieutenans, voulons & entendons qu'il en puisse nommer & constituer par testament & autrement, comme bon lui semblera, avec pareil pouvoir ou partie d'icelui que lui avons donné. Et afin que notredit Lieutenant puisse plus facilement mettre ensemble le nombre de gens qui lui est nécessaire pour ledit voyage & entreprise, tant de l'un que de l'autre sèxe, Nous lui avons donné pouvoir de prendre, élire & choisir, & lever telles personnes en notredit Royaume, pays, terres & seigneuries, qu'il connoitra être propres, utiles & nécessaires pour ladite entreprise, qui conviendront avec lui aller, lesquels il fera conduire & acheminer des lieux où ils seront par lui levés, jusqu'au lieu de l'embarquement. Et pour ce que nous ne pouvons avoir particulière connoissance desdits pays & gens étrangers, pour plus avant spécifier le pouvoir qu'entendons donner à notredit Lieutenant général, voulons & nous plait qu'il ait le même pouvoir, puissance & autorité qu'il étoit accordé par ledit feu Roi François audit sieur de Roberval, encore qu'il n'y soit si particulièrement spécifié; & qu'il puisse en cette charge faire, disposer & ordonner de toutes choses opinées & inopinées concernant ladite entreprise, comme il jugera à propos pour notre service les affaires & nécessités le réquerir, & tout ainsi & comme nous-mêmes ferions & faire pourrions, si présens en personne y étions, jacoit que le cas requit mandement plus spécial; validant dès-à-présent, comme pour lors,

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. VIII.
- Lettres de
Lieutenant
général en
Canada, &c.
pour le sieur
de la Roche,
1598.

lors, tout ce que par notredit Lieutenant sera fait, dit, constitué, ordonné & établi, contracté, chevi & composé, tant par armes, amitié, confédération & autrement, en quelque sorte & manière que ce soit ou puisse être, pour raison de ladite entreprise, tant par mer que par terre. Et avons le tout approuvé, agréé & ratifié, agréons, approuvons & ratifions par ces présentes, & l'avouons & tenons, & voulons être tenu bon & valable, comme s'il avoit été par nous fait.

Si donnons en mandement à notre amé & féal le sieur Comte de Chiverny, Chancelier de France, & à nos amés & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlement, Grand Conseil, Baillis, Sénéchaux, Prévôts, Juges & leurs Lieutenans, & tous autres nos Justiciers & Officiers, chacun en droit soi, comme il appartiendra, que notredit Lieutenant, duquel nous avons cejourd'hui prins & reçu le serment en tel cas accoutumé, ils fassent & laissent, souffrent jouir & user pleinement & paisiblement, à icelui obéir & entendre, & à tous ceux qu'il appartiendra, ès choses touchant & concernant notredite Lieutenance.

Mandons en outre à tous nos Lieutenans généraux, Gouverneurs de nos provinces, Amiraux, Vice-amiraux, Maîtres des ports, havres & passages, lui bailler, chacun en l'étendue de son pouvoir, aide, confort, passage, secours & assistance, & à ses gens avoués de lui, dont il aura besoin. Et d'autant que de ces présentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs & divers lieux, Nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles dûment

ment collationné par un de nos amés & féaux ^{Pièces justifi-}
 Conseillers Notaires ou Secrétaires, ou fait ^{catives.}
 par-devant Notaires-royaux, foi soit ajoutée ^{III^e. partie.}
 comme au présent original: Car tel est no-
 tre plaisir; en témoin de quoi nous avons
 fait mettre notre scel esdites présentes.
 DONNE' à Paris, le douzième jour de jan-
 vier; l'an de grace mil cinq cens quatre-
 vingt-dix-huit, & de notre règne le neuf-
 vième.

Signé HENRY.

No. IX. LETTRES PATENTES

*pour le sieur de Monts, de Lieutenant
 général à l'Acadie & pays circonvoi-
 sins, du 8 novembre 1603.*

Histoire de la Nouvelle France, par l'Escarbot,
 page 417.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de
 France & de Navarre: A notre cher
 & bien amé le sieur de Monts, Gentilhom-
 me ordinaire de notre Chambre, SALUT.
 Comme notre plus grand soing & travail soit
 & ait toujours été, depuis notre avènement
 à cette Couronne, de la maintenir & con-
 server en son ancienne dignité, grandeur &
 splendeur, d'étendre & amplifier, autant
 que légitimement se peut faire, les bornes
 & limites d'icelle: Nous étant dès long-
 temps informés de la situation & condition
 des pays & territoire de l'Acadie, mès sur
 toutes choses d'un zèle singulier & d'une
 dévoute & ferme résolution que nous avons
 prise avec l'aide & assistance de Dieu, au-
 thœur, distributeur & protecteur de tous
 Ro-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. IX.
Lettres de
Lieutenant
général à
l'Acadie &
pays circon-
voisins, pour
le sieur de
Monts. 1603.

Royaumes & États, de faire convertir, amener & instruire les peuples qui habitent en cette contrée, de présent gens barbares, athées, sans foi ne religion, au Christianisme & en la créance & profession de notre foi & religion, & les retirer de l'ignorance & infidélité où ils sont. Ayans aussi dès long-temps reconnu, sur le rapport des Capitaines de navires, Pilotes, Marchands & autres qui de longue main ont banté, fréquenté & trafiqué avec ce qui se trouve de peuples esdits lieux, combien peut être fructueuse, commode & utile à nous, à nos États & sujets, la demeure, possession & habitation d'iceux, pour le grand & apparent profit qui se retirera par la grande fréquentation & habitude que l'on aura avec les peuples qui s'y trouvent, & le trafic & commerce qui se pourra, par ce moyen, sûrement traiter & négocier. Nous, pour ces causes, à plein confians de votre grande prudence, & en la cognoissance & expérience que vous avez de la qualité, condition & situation dudit pays de l'Acadie; pour les diverses navigations, voyages & fréquentations que vous avez faits en ces terres & autres proches & circonvoisines, nous assurant que cette notre résolution & intention vous étant commise, vous la sçavez attentivement, diligemment & non moins courageusement & valeureusement exécuter & conduire à la perfection que nous desirons; vous avons expressément commis & établi, & par ces présentes signées de notre main, vous commettons, ordonnons, faisons, constituons & établissons notre Lieutenant général, pour représenter notre personne, au pays, territoire

re, côtes & confins de l'Acadie, à commencer dès le quarantième degré jusqu'au quarante-sixième; & en icelle étendue ou partie d'icelle, tant & si avant que faire se pourra, établir, étendre & faire cognoître notre nom, puissance & autorité, & à icelle assujétir, submettre & faire obéir tous les peuples de ladite terre & les circonvoisins; & par le moyen d'icelles & toutes autres voies licites, les appeler, faire instruire, provoquer & émouvoir à la cognoissance de Dieu & à la lumière de la foi & religion chrétienne, la y établir, & en l'exercice & profession d'icelle, maintenir, garder & conserver lefdits peuples, & tous autres habitués esdits lieux, & en paix, repos & tranquillité, y commander, tant par mer que par terre, ordonner, décider, & faire exécuter tout ce que vous jugerez se devoir & pouvoir faire pour maintenir, garder & conserver lefdits lieux sous notre puissance & autorité, par les formes, voies & moyens prescrits par nos ordonnances: Et pour y avoir égard, avec vous commettre, établir & constituer tous Officiers, tant es affaires de la guerre que de justice & police, pour la première fois, & de là en avant, nous les nommer & présenter, pour en être par nous disposé, & donné les lettres, titres & provisions tels qu'ils feront nécessaires. Et selon les occurences des affaires, vous-même, avec l'avis de gens prudens & capables, prescrire, sous notre bon plaisir, des loix, statuts & ordonnances, autant qu'il se pourra, conformes aux nôtres, notamment es choses & matières auxquelles n'est pourvû par icelles, traiter & contracter

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. IX.

Lettres de
Lieutenant
général à
l'Acadie &
pays circon-
voisins, pour
le sieur de
Ments. 1603.

à même effet, paix, alliance & confédération, bonne amitié, correspondance & communication avec lesdits peuples & leurs Princes, ou autres ayans pouvoir & commandement sur eux, entretenir, garder & soigneusement observer les Traités & alliances dont vous conviendrez avec eux, pourvu qu'ils y satisfassent de leur part; & à ce défaut leur faire guerre ouverte pour les contraindre & amener à telle raison que vous jugerez nécessaire, pour l'honneur, obéissance & service de Dieu, & l'établissement, manutention & conservation de notre dite autorité parmi eux; du moins pour hanter & fréquenter par vous & tous nos sujets avec eux, en toute assurance, liberté, fréquentation & communication, y négocier & trafiquer amiablement & paisiblement, leur donner & octroyer graces & privilèges, charges & honneurs. Lequel entier pouvoir susdit, voulons aussi & ordonnons que vous ayez sur tous nosdits sujets & autres qui se transporteront & voudront s'habituer, trafiquer, négocier & résider esdits lieux, tenir, prendre, réserver & vous approprier ce que vous voudrez & verrez vous être plus commode & propre à votre charge, qualité & usage: desdites terres, en départir telles parts & portions, leur donner & attribuer tels titres, honneurs, droits, pouvoir & facultés que vous verrez besoing être, selon les qualités, conditions & mérites des personnes du pays ou autres, surtout peupler, cultiver & faire habiter lesdites terres, le plus promptement, soigneusement & dextrement, que le temps, les lieux & commodités le pourront permettre,

en

en faire ou faire faire à cette fin la découverte & reconnaissance en l'étendue de côtes maritimes & autres contrées de la Terre ferme, que vous ordonnerez & prescrirez en l'espace susdit du quarantième degré jusqu'au quarante-sixième, ou autrement, tant & si avant qu'il se pourra, le long desdites côtes & en la Terre ferme, faire soigneusement rechercher & reconnoître toutes sortes de mines d'or & d'argent, cuivre & autres métaux & minéraux, les faire fouiller, tirer, purger & affiner pour être convertis en usage, disposer suivant que nous avons prescrit par les édits & réglemens que nous avons faits en ce Royaume, du profit & émolument d'icelles, par vous ou ceux que vous aurez établis à cet effet, nous réservant seulement le dixième denier de ce qui proviendra de celles d'or, d'argent & cuivre, vous affectant ce que nous pourrions prendre auxdits autres métaux & minéraux, pour vous aider & soulager aux grandes dépenses que la charge susdite vous pourra apporter. Voulant cependant que pour votre sûreté & commodité, & de tous ceux de nos sujets qui s'en iront, habiteront & trafiqueront esdites terres, comme généralement de tous autres qui s'y accommoderont sous notre puissance & autorité, vous puissiez faire bâtir & construire un ou plusieurs forts, places, villes & toutes autres maisons, demeures & habitations, ports, havres, retraites & logemens que vous connoîtrez propres, utiles & nécessaires à l'exécution de ladite entreprise, établir garnisons & gens de guerre à la garde d'iceux, vous aider & prévaloir aux effets susdits des

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissaires
Français.

No. IX.

*Lettres de
Lieutenant
général à
l'Acadie &
pays circon-
voisins, pour
le sieur de
Monts. 1603.*

vagabonds, personnes oiseuses & sans aveu, tant es villes qu'aux champs, & des condamnés à bannissement perpétuel, ou à trois ans au moins hors notre Royaume, pourvu que ce soit par avis & consentement & de l'autorité de nos Officiers. Outre ce que dessus, & qui vous est d'ailleurs prescrit, mandé & ordonné par les commissions & pouvoirs que vous a donnés notre très-cher cousin le sieur d'Anville, Admiral de France, pour ce qui concerne le fait & la charge de l'Admirauté, en l'exploit, expédition & exécution des choses susdites; faire généralement, pour la conquête, peuplement, habitation & conservation de ladite terre de l'Acadie, & des côtes, territoires circonvoisins, & de leurs appartenances & dépendances, sous notre nom & autorité, ce que nous-mêmes ferions & faire pourrions, si présens en personne y étions, jaoit que le cas requit mandement plus spécial que nous ne le vous prescrivons par cesdites présentes, au contenu desquelles, mandons, ordonnons, & très-expressément enjoignons à tous nos Justiciers, Officiers & sujets de se conformer & vous obéir, & entendre en toutes & chacune les choses susdites, leurs circonstances & dépendances. Vous donner aussi, en l'exécution d'icelles, tout aide & confort, main-forte & assistance dont vous aurez besoin, & seront par vous requis, le tout à peine de rébellion & désobéissance; & afin que personne ne prétende cause d'ignorance de cette notre intention, & se veuille immiscer en tout ou partie de la charge, dignité & autorité que nous vous don-

donnons par ces présentes ; Nous avons, ^{Pièces justifi-}
 de nos certaine science, pleine puissance & carives
 autorité royale, révoqué, supprimé & de ^{IIIe. partie.}
 claré nuls & de nul effet, ci-après & dès-
 présent, tous autres pouvoirs & commissions, ^{Sur l'Acadie,}
 lettres & expéditions donnés & délivrés à
 quelque personne que ce soit, pour décou-
 vrir, conquérir, peupler & habiter en l'é-
 tendue susdite desdites terres, situées depuis
 ledit quarantième degré jusqu'au quarante-
 fixième, quelles qu'elles soient : Et outre
 ce, mandons & ordonnons à tous nosdits
 Officiers, de quelque qualité & condition
 qu'ils soient, que ces présentes ou *vidimus*,
 dûment collationnés d'icelles par l'un de
 nos amés & féaux Conseillers Notaires &
 Secrétaires, ou autre Notaire Royal, ils
 fassent à votre requête, poursuite & dili-
 gence, ou de nos Procureurs, lire, publier
 & registrer ès régristres de leurs juridictions,
 pouvoirs & détroits, cessant, en tant qu'à
 eux appartiendra, tous troubles & empêche-
 mens à ce contraires : Car tel est notre plai-
 sir. DONNE' à Fontainebleau, le huitième
 jour de novembre de l'an de grace mil six
 cens trois, & de notre règne le quizième.
 Signé HENRY. Et plus bas, Par le Roi.
 POTIER. Et scellé sur simple queue de cire
 jaune.

N^o. X. LETTRES PATENTES
 qui accordent au sieur de Monts & à
 ses associés, la Traite exclusive des pel-
 leteries dans l'Acadie & golfe Saint-
 Lau-

Pièces des
Commissai-
res François.

*Laurent, & des deux côtés du fleuve
du Canada, du 18 décembre 1603.*

Histoire de la Nouvelle France, par l'Escarbot,
page 424.

No. X.

Concession

pour dix ans
au sieur de
Monts, de la
Traite des
pelletteries des
deux côtés du
fleuve St.
Laurent, à
l'Acadie, &c.
1603.

HENRY, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A nos amés & féaux Conseillers les Officiers de notre Admirauté de Normandie, Bretagne, Picardie & Guienne, & à chacun d'eux en droit foi, & en l'étendue de leurs ressorts & juridictions; SALUT. Nous avons pour beaucoup d'importantes occasions, ordonné, commis & établi le sieur de Monts, Gentilhomme ordinaire de notre Chambre, notre Lieutenant général, pour peupler & habiter les terres, côtes & pays de l'Acadie, & autres circonvoisins, en l'étendue du quarantieme degré jusqu'au quarante-sixième, & là établir notre autorité, & autrement s'y loger & assurer; en sorte que nos sujets desormais y puissent être reçus, y hanter, résider & trafiquer avec les Sauvages habitans desdits lieux, comme plus expressement nous l'avons déclaré par nos lettres patentes, expédiées & délivrées pour cet effet audit sieur de Monts le huitième jour de novembre dernier, suivant les conditions & articles, moyennant lesquelles il s'est chargé de la conduite & exécution de cette entreprise. Pour faciliter laquelle, & à ceux qui s'y sont joints avec lui, & leur donner quelque moyen & commodité d'en supporter la dépense: Nous avons eu agréable de leur promettre & assurer qu'il ne seroit permis à aucuns autres nos sujets, qu'à ceux qui entreroient en association avec lui pour faire ladite dépense, de trafiquer de pel-

pelleterie & autres marchandises durant dix années, ès terres, pays, ports, rivières & avenues de l'étendue de sa charge; ce que nous voulons avoir lieu. Nous, pour ces causes & autres considérations à ce nous mouvans, vous mandons & ordonnons que vous ayez, chacun de vous en l'étendue de vos pouvoirs, juridictions & détroits, à faire de notre part, comme de notre pleine puissance & autorité Royale, nous faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous marchands, maîtres & Capitaines de navires, matelots & autres nos sujets de quelque état, qualité & condition qu'ils soient, autres néanmoins & fors à ceux qui sont entrés en association avec ledit sieur de Monts pour ladite entreprise, selon les articles & conventions d'icelles, par nous arrêtés, ainsi que dit est; d'équiper aucuns vaisseaux, & en iceux aller ou envoyer faire trafic & troque de pelleterie, & autres choses avec les Sauvages, fréquenter, négocier & communiquer durant ledit temps de dix ans, depuis le cap de Raze, jusqu'au quarantième degré, comprenant toute la côte de l'Acadie, terre & Cap Breton, baie de Saint-Cler, de Chaleur, isles percées, Gaspay, Cbichedec, Mesamichi, Lesquemin, Tadoussac & la rivière de Canada, tant d'un côté que d'autre, & TOUTES LES BAIES ET RIVIERES QUI ENTRENT AU DEDANS DESDITES COSTES, à peine de desobéissance, & confiscation entière de leurs vaisseaux, vivres, armes & marchandises, au profit dudit sieur de Monts & de ses associés, & de trente mille livres d'amende. Pour l'assurance & acquit de laquelle, & de la cohertion & punition de

Pièces justificatives
 IIIe. partie.
 Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. X.
Concession
pour dix ans
au sieur de
Monts, de la
Traite des
pelletteries des
deux côtés du
fleuve St.
J. aurent, à
l'Acadie, &c.
1603.

leur desobéissance, vous permettrez, com-
me nous avons aussi permis & permettons;
audit sieur de Monts & associés, de saisir,
appréhender & arrêter tous les contreve-
nans à notre présente défense & ordonnan-
ce, & leurs vaisseaux, marchandises, ar-
mes & victuailles, pour les amener & re-
mettre es mains de la justice, & être procé-
dé, tant contre les personnes que contre
les biens desdits desobéissans, ainsi qu'il ap-
partiendra: ce que nous voulons, & vous
mandons & ordonnons de faire incontinent
publier & lire par tous les lieux & endroits
publics de vosdits pouvoirs & juridictions
où vous jugerez besoin être, à ce qu'aucun
de nosdits sujets n'en puisse prétendre cause
d'ignorance, ains que chacun obéisse & se
conforme sur ce à notre volonté; de ce fai-
re nous vous avons donné & donnons pou-
voir & commission & mandement spécial:
Car tel est notre plaisir. DONNE' à Paris,
le dix-huit décembre, l'an de grace mil six
cens trois, & de notre règne le quinziesme,
ainsi signé HENRY. Et plus bas, Par le Roi,
POTIER. Et scellé du grand scel de cire jaulne.

No. XI. LETTRES PATENTES
de Jacques I^{er}, du 27 avril 1610, en
faveur du Comte de Northampton, &
autres y dénommés, pour l'établissement
d'une colonie en Terre-neuve.

Collection de Harris, intitulée: *Bibliotheca itine-
rantium*, tome I, page 861.

JACQUES, par la grace de Dieu, Roi de la
Grande-Bretagne, de France & d'Irlan-
de,

de, Défenseur de la foi, &c. A tous ceux qui ces présentes verront; SALUT. Savoir faisons, d'autant que plusieurs de nos bons & fidèles sujets desirent faire une plantation pour habiter & établir une colonie ou colonies dans les parties Est & Sud du pays & isle, ou isles qu'on appelle communément Terre-neuve, à la côte & au port où les sujets de notre royaume d'Angleterre ont été dans l'usage pendant plus de cinquante ans de se rendre en grand nombre pour la pêche, se proposant par ces plantation & habitation d'assurer ledit commerce de la pêche à nos sujets pour toujours, & aussi de tirer bon parti des terres qui n'ont pas encore été jusqu'ici cultivées (ainsi qu'il paroît manifeste), & contribuer par-là au bien général; & pour faciliter le succès de leurs projets & intentions, ont eu recours à notre autorité Royale & assistance, Nous, étant assurés que la même terre ou pays, qui avoisine les côtes susdites, où nos sujets sont dans l'usage de faire la pêche, est tellement *desert & déshabité d'habitans, qu'à peine a-t-on vu dans la plus grande partie dudit pays, un seul Sauvage dans l'espace de plusieurs années;* & bien convaincu que ces terres sont ainsi abandonnées: pour les raisons susdites, & pour plusieurs autres motifs qui sont avantageux à nous & à nos états, & que, *suiwant la loi de la nature & le droit des gens, nous pouvons, de notre autorité royale, nous mettre en possession de ces terres, & faire l'octroi d'icelles, sans porter préjudice à aucun autre Prince ou Etat, considérant qu'ils ne peuvent légitimement prétendre aucune souveraineté ou droits sur lesdits pays, puisqu'ils*

Pièces justificatives.
III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des Commissaires François. sont ainsi vacans, & qu'ils ne sont pas actuellement possédés & habités par aucun Prince chrétien ou autre quelconque; & persuadés en

conséquence que c'est une chose & une action convenable à un Roi chrétien, de mettre à profit ce que Dieu a créé dès le commencement pour le bien du genre humain, & ayant résolu pour ces raisons, non-seulement de travailler & de contribuer au bien-être & à l'avantage d'un grand nomore de nos sujets, mais principalement d'étendre la connoissance du Dieu Tout-puissant, & la propagation de la foi chrétienne, avons gracieusement accepté leursdites supplications & prières; & en conséquence, de notre grace spéciale, science certaine & propre mouvement, donnons, or accordons & confirmons par ces présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, à notre très-cher & bien-amié cousin & Conseiller Henri, Comte de Northampton, Garde de notre Sceau privé; & notre fidèle & bien-amié le Chevalier Laurent Tanfield, chef Baron de notre E'chiquier; le Chevalier Jean Dodridge, un de nos Avocats; le Chevalier François Bacon, notre Solliciteur général; le Chevalier Daniel Dun, le Chevalier Walter Cope, le Chevalier Piercival Willoughby & le Chevalier Jean Constable, Jean Weld, E'cuyer; Guillaume Freeman, Ralph Freeman, Jean Slany, Humfrey Slany, Guillaume Turner, Robert Kirkam, Gentilshommes; Jean Weld, Gentilhomme; Richard Fishburne, Jean Brown, Humfrey Spencer, Thomas Juxon, Jean Stokely, Ellis Cripse, Thomas Alport, François Needeham, Guillaume Jones, Thomas Langton, Philippe Gifford, Jean Whittin.

No. XI.

Lettres pour
partie de Ter-
re-neuve en
faveur du
Comte Nort-
hampton.
1610.

Whittingam, E'douard Allen, Richard Bowdler, Thomas Jones, Simon Stone, Jean Short, Jean Vigers, Jean Juxon, Richard Hobby, Robert Alder, Antoine Haveland, Thomas Aldwort, Guillaume Lewis, Jean Guy, Richard Hallworty, Jean Langton, Humfrey Hooker, Philippe Guy, Guillaume Meredith, Abraham Jenings & Jean Dowgthie, leurs hoirs & ayans cause, & à tels & en aussi grand nombre qui se présentent, ou se présenteront à l'avenir pour s'unir avec eux dans la forme qui sera exprimée ci-après dans ces présentes, soit qu'ils aillent en personne s'établir dans lesdites plantations, soit qu'ils n'y aillent pas; mais qu'ils exposent leur argent, effets & biens, le droit de former un corps ou société perpétuelle, & d'avoir une succession perpétuelle, & un sceau commun pour servir audit corps ou société; & qu'eux & leurs successeurs seront connus, appelés & incorporés sous le nom de Trésorier & Compagnie d'intéressés, & planteurs de la ville de Londres & de Bristol, pour la colonie & plantation de Terre-neuve; & qu'eux & leurs successeurs seront dès-lors, & à l'avenir, habiles à prendre, requérir & acheter sous le nom susdit, après avoir eu & obtenu premièrement la permission de nous, nos hoirs & successeurs, toute sorte de terres, tenemens, héritages, effets & biens dans notre royaume d'Angleterre & domaine de Galles; & qu'eux & leurs successeurs seront pareillement habiles, sous le nom susdit, à ester en droit devant aucuns de nos juges ou justices dans aucune de nos cours, & dans aucunes actions ou procès quelconques: Et

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Placés des
Commissai-
res François.

No. XI.

Lettres pour
partie de Ter-
re-neuve en
faveur du
Comte Nort-
hampton,
1610.

Nous aussi, de notredite grace spéciale, science certaine & propre mouvement, donnons, accordons & confirmons, pour nous, nos hoirs & successeurs, en faveur dudit Trésorier & Compagnie, & à leurs successeurs, sous les réserves, limitations & déclarations exprimées ci-après, toute cette partie & portion dudit pays, appelé communément Terre-neuve, qui est située & se trouve au midi de la ligne parallèle que l'on imaginera passer par le cap ou promontoire appelé communément, & connu sous le nom de *Bonewist*, *inclusivement*, lequel cap ou promontoire est au nord de la baie qu'on appelle communément baie de la Trinité, & toute la portion de pays située à l'est d'une ligne méridienne qu'on imaginera passer par le cap ou promontoire communément appelé, ou connu sous le nom cap *Santa-Maria*, ou cap Sainte-Marie *inclusivement*, lequel cap ou promontoire est à l'est de la baie communément appelée baie de *Placentia*; ensemble les mers & isles qui se trouvent dans l'étendue de dix lieues d'aucune partie de la côte maritime du pays susdit, & aussi tous ces pays, terres & isles qu'on appelle communément Terre-neuve, situées entre le quarante-sixième degré de latitude septentrionale & le cinquante-deuxième degré de la même latitude, ainsi que toutes les terres, sol, terroirs, havres, ports, rivières, mines; aussi-bien les mines royales d'or & d'argent, que les autres mines, minéraux, perles & pierres précieuses, bois, carrières, marais, eaux, pêches, chasses, chasses d'oiseaux de proie, & autres marchandises & héritages quelconques; ensemble

ble toutes les prérogatives, juridictions, ^{Pièces justifi-}
 droits royaux, privilèges, franchises & pré- ^{catives}
 minences dans l'étendue de tous lesdits ter- ^{IIIe. partie.}
 ritoires, & lieux quelconques qui en res- ^{Sur l'Acadie,}
 sortent, dans ces pays ou aux environs,
 tant par mer que par terre, ou qui leur ap-
 partiennent en quelque sorte, & que nous
 pouvons accorder par nos lettres patentes,
 d'une manière aussi ample que nous, ou au-
 cun de nos glorieux ancêtres ont autrefois
 accordé à aucune compagnie, corps politi-
 que ou corporation, ou à aucuns intéressés
 ou intéressé, entrepreneurs ou entrepreneur
 d'aucune découverte, plantation ou commer-
 ce dans aucun pays étranger quelconque, &
 d'une manière aussi ample & aussi étendue,
 que s'il en étoit fait ici mention expresse &
 particulière: Toutefois notre volonté & plai-
 sir est, & par ces présentes Nous entendons
 & déclarons expressément qu'on aura des
 égards & des menagemens pour toute sorte de
 personnes de toute nation quelconque, & aussi
 pour tous & chacun de nos fidèles sujets
 qui commerceront ou voyagent actuellement, ou
 voyageront ci-après dans lesdits pays pour la
 pêche, &c. Vingt-sept avril, la huitième
 année de notre règne.

N^o. XII. COMMISSION de Comman-
 dant en la Nouvelle France, du 15
 octobre 1612, par M. le Comte de
 Soissons, Lieutenant général audit pays,
 en faveur du sieur de Champlain.

Champlain, partie I., page 231.

CHARLES de Bourbon, Comte de Soif-
 sons, Pair & Grand-maitre de France,
 Gouver-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XII.
Commission de
Champlain.
1612.

Gouverneur pour le Roi es pays de Normandie & Dauphiné, & son Lieutenant général au pays de la Nouvelle France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Savoir faisons à tous qu'il appartient, que pour la bonne & entière confiance que nous avons de la personne du sieur Samuel de Champlain, Capitaine ordinaire pour le Roi en la marine, & de ses sens, suffisance, pratique & expérience au fait de la marine, & bonne diligence, connoissance qu'il a audit pays, pour les diverses navigations, voyages & fréquentations qu'il y a faits, & en autres lieux circonvoisins d'icelui. Icelui sieur de Champlain, pour ces causes, & en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, avons commis, ordonné & député, commettons, ordonnons & députons par ces présentes, notre Lieutenant, pour représenter notre personne audit pays de la Nouvelle France; & pour cet effet lui avons ordonné d'aller se loger, avec tous ses gens, au lieu appelé Québec, étant dedans le fleuve Saint-Laurent, autrement appelé la grande rivière de Canada, audit pays de la Nouvelle France; & audit lieu, & autres endroits que ledit sieur de Champlain avisera bon être, y faire construire & bâtir tels autres forts & forteresses qu'il lui fera besoin & nécessaire pour la conservation, & de seldits gens, lequel fort ou forts nous gardera à son pouvoir, pour audit lieu de Québec, & autres endroits en l'étendue de notre pouvoir, & tant & si avant que faire se pourra, établir, étendre & faire connoître le nom, puissance & autorité de Sa Majesté, & à icelle assujétir, soumettre & fai-

faire obéir tous les peuples de ladite terre, & les circonvoisins d'icelle; & par le moyen de ce, & de toutes autres voies licites, les appeler, faire instruire, provoquer & émouvoir à la connoissance & service de Dieu, & à la lumière de la foi & religion Catholique, Apostolique & Romaine, la y établir, & en l'exercice & profession d'icelle maintenir, garder & conserver lefdits lieux sous l'obéissance & autorité de Sa dite Majesté. Et pour y avoir égard & vaquer avec plus d'assurance, Nous avons, en vertu de notre dit pouvoir, permis audit sieur de Champlain, commettre, établir & constituer tels Capitaines & Lieutenans que besoin fera. Et pareillement commettre des Officiers pour la distribution de la justice & entretien de la police, réglemens & ordonnances; traiter, contracter à même effet, paix, alliance & confédération, bonne amitié, correspondance & communication avec lefdits peuples & leurs Princes, ou autres ayant pouvoir & commandement sur eux; entretenir, garder & soigneusement conserver les Traités & alliances dont il conviendra avec eux, pourvu qu'ils y satisfassent de leur part; & à ce défaut, leur faire guerre ouverte pour les contraindre & amener à telle raison qu'il jugera nécessaire, pour l'honneur, obéissance & service de Dieu, & l'établissement, manutention & conservation de l'autorité de Sa dite Majesté parmi eux, du moins pour vivre, demeurer, hanter & fréquenter avec eux en toute assurance, liberté, fréquentation & communication, y négocier & trafiquer amiablement & paisiblement: faire faire à cette fin les découvertures & reconnoissances

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XII.

Commission de
Champlain,
1612.

fances desdites terres, & notamment depuis ledit lieu appelé Québec, jusques & si avant qu'il se pourra étendre au dessus d'icelui, dedans les terres & rivières qui se déchargent dedans ledit fleuve Saint-Laurent, pour essayer de trouver le chemin facile pour aller par dedans ledit pays au pays de la Chine & Indes orientales, ou autrement, tant & si avant qu'il se pourra, le long des côtes & en la terre-ferme; faire soigneusement rechercher & reconnoître toutes sortes de mines d'or, d'argent, cuivre & autres métaux & minéraux; les faire fouiller, tirer, purger & affiner, pour être convertis, & en disposer selon & ainsi qu'il est prescrit par les édits & réglemens de Sa Majesté, & ainsi que par nous sera ordonné. Et où ledit sieur de Champlain trouveroit des François & autres trafiquans, négocians & communiquans avec les Sauvages, & peuples étant depuis ledit lieu de Québec, & au dessus d'icelui, comme dessus est dit, & qui n'ont été réservés par Sa Majesté, lui avons permis & permettons s'en saisir & appréhender, ensemble leurs vaisseaux, marchandises & tout ce qui se trouvera à eux appartenant, & iceux faire conduire & amener en France, es havres de notre gouvernement de Normandie, es mains de la justice, pour être procédé contre eux, selon la rigueur des ordonnances royales, & de ce qui nous a été accordé par Sadite Majesté: Et ce faisant, gérer, négocier & se comporter par ledit sieur de Champlain, en la fonction de ladite charge de notre Lieutenant, pour tout ce qu'il jugera être à l'avancement desdites conquête & peuplement; le Tout pour le bien, service & autorité de
Sadite

Sadite Majesté, avec même pouvoir, puissance & autorité, que nous ferions si nous y étions en personne, & comme si le tout étoit par exprès & plus particulièrement spécifié & déclaré. Et outre tout ce que dessus, avons audit sieur de Champlain permis & permettons d'associer & prendre avec lui telles personnes, & pour telles sommes de deniers qu'il avisera bon être pour l'effet de notre entreprise. Pour l'exécution de laquelle, même pour faire les embarquemens, & autres choses nécessaires à cet effet qu'il fera es villes & havres de Normandie, & autres lieux où jugerez être à propos, vous avons de tout donné & donnons par ces présentes, toute charge, pouvoir, commission & mandement spécial; & pour ce, vous avons substitué & subrogé en notre lieu & place à la charge d'observer & faire observer, par ceux qui seront sous votre charge & commandement, tout ce que dessus, & nous faire bon & fidèle rapport, à toutes occasions, de tout ce qui aura été fait & exploité, pour en rendre par nous prompte raison à Sadite Majesté. Si prions & requérons tous Princes, Potentats & Seigneurs étrangers, leurs Lieutenans généraux, Admiraux, Gouverneurs de leurs provinces, Chefs & Conducteurs de leurs gens de guerre, tant par mer que par terre, Capitaines de leurs villes & forts maritimes, ports, côtes, havres & détroits, donner audit sieur de Champlain, pour l'entier effet & exécution de ces présentes, tout support, secours, assistance, retraite, main-forte, faveur & aide, si besoin en a; & en ce qu'ils pourront être par lui requis. En témoin de ce nous avons

ces

Pièces justificatives

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XIII.
Commission de
Champlain,
1625.

cesdites présentes signé de notre main, & fait contre-signer par l'un de nos Secrétaires ordinaires, & à icelles fait mettre & apposer le cachet de nos armes. A Paris, le quinzième jour d'octobre, mil six cens douze. Signé CHARLES DE BOURBON. Et sur le repli, Par Monseigneur le Comte.

Signé BRESSON.

No. XIII. COMMISSION de Commandant en la Nouvelle France. du 15 février 1625, par M. le Duc de Ventadour, qui en étoit Viceroy, en faveur du sieur de Champlain.

Champlain, partie II, page 81.

HENRY DE LEVY, Duc de Ventadour, Pair de France, Lieutenant général pour le Roi au gouvernement de Languedoc, Vice-Roi & Lieutenant général au pays de la Nouvelle France, & terres circonvoisines : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; Salut. Savoir faisons que pour la bonne & entière confiance que nous avons du sieur Samuel de Champlain, Capitaine pour le Roi en la marine; & de ses sens, suffisance, pratiques, expérience au fait d'icelle, bonne diligence, connoissance qu'il a audit pays pour les diverses navigations, voyages, fréquentations qu'il y a faites, & en autres lieux circonvoisins d'icelui : Icelui sieur de Champlain, pour ces causes, & en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, conformément aux lettres de commission par lui obtenues, tant du feu sieur Comte de Soissons, que Dieu absolve, de Monsieur le Prince

Prince de Condé, & depuis de Monsieur le Duc de Montmorency, nos prédécesseurs en ladite Lieutenance générale, des 15 octobre & 22 novembre 1612, & 8 mars 1620, & à la nomination de Sa Majesté, par les articles ordonnés par arrêt du Conseil du 1^{er}. avril 1622, avons commis, ordonné, député, commençons, ordonnons & députons par ces présentes, notre Lieutenant, pour représenter notre personne audit pays de la Nouvelle France: & pour cet effet, lui avons ordonné d'aller se loger, avec tous ses gens, au lieu de Québec, étant dedans le fleuve Saint-Laurent, autrement appelé la grande rivière de Canada, audit pays de la Nouvelle France; & audit lieu, & autres endroits que ledit sieur de Champlain avisera bon être, faire construire & bâtir tels forts & forteresses qu'il lui sera besoin & nécessaire pour la conservation de ses gens, lequel fort ou forts il nous gardera à son pouvoir, pour, audit lieu de Québec, & autres lieux & endroits, en l'étendue de notredit pouvoir, tant & si avant que faire se pourra, établir, étendre & faire connoître le nom, puissance & autorité de Sa Majesté; & en icelles assujétir, soumettre & faire obéir tous les peuples de ladite terre, & les circonvoisins d'icelle; & par le moyen de ce, & de toutes autres voies licites, les appeler, faire instruire, provoquer & émouvoir à la connoissance & service de Dieu, & à la foi & religion catholique, apostolique & romaine; la y établir, & en l'exercice & profession d'icelle, maintenir, garder & conserver lefdits lieux sous l'obéissance & autorité de Sa dite Majesté; & pour y avoir égard & vaquer avec plus d'as-

Pièces justificatives.

III^e. partie.Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XIII.
Commission de
ChAMPLAIN,
1625.

surance, nous avons, en vertu de notredit pouvoir, permis audit sieur de Champlain, commettre & établir, & substituer tels Capitaines & Lieutenans pour nous, que besoin sera; & pareillement commettre des Officiers pour la distribution de la justice & entretien de la police, réglemens & ordonnances; jusqu'à ce que par nous autrement en ait été pourvû; traiter, contracter à même effet, paix, alliances, confédérations, bonne amitié, correspondance & communication avec lesdits peuples & leurs Princes, ou autres ayans commandement sur eux; entretenir, garder & soigneusement conserver les traités & alliances dont il conviendra avec eux, pourvû qu'ils y satisfassent de leur part; & à leur défaut, leur faire guerre ouverte, pour les contraindre & amener à telle raison qu'il jugera nécessaire pour l'honneur, obéissance & service de Dieu, & l'établissement, manutention & conservation de l'autorité de Sadite Majesté parmi eux; du moins pour vivre, hanter & fréquenter avec eux en toute assurance, liberté, fréquentation & communication, y négocier & trafiquer amiablement & paisiblement, faire faire à cette fin les découvertures desdites terres, & notamment depuis ledit lieu de Québec, jusques & si avant qu'il se pourra étendre au dessus d'icelui, *dedans les terres & rivières qui se déchargent dedans ledit fleuve Saint-Laurent*, pour essayer à trouver le chemin facile pour aller par dedans ledit pays au royaume de la Chine & Indes orientales; ou autrement tant & si avant qu'il se pourra étendre le long des côtes dudit pays; tant par mer que par terre, & faire en ladite Terre

ferme,

ferme, soigneusement rechercher & recon- Pièces justi-
 noître toutes sortes de mines d'or, d'argent, ficatives.
 cuivre & autres métaux & minéraux; les 111^e. partie.
 faire fouiller, tirer, purger & affiner, pour Sur l'Acadie.
 être convertis, & en disposer selon & ainsi
 qu'il est prescrit par les édits & réglemens
 de Sadite Majesté, & ainsi que par nous sera
 ordonné; & où ledit sieur de Champlain trou-
 veroit des François ou autres, trafiquans,
 négocians & communiquans avec les Sauva-
 ges & peuples, *notamment depuis le lieu de*
Gaspey, par la hauteur de quarante-huit à
 quarante-neuf degrés de latitude, & jusqu'au
 cinquante deuxième degré nord & sud dudit
Gaspey, qui nous est réservé par Sadite Ma-
 jesté, lui avons permis & permettons s'en
 saisir & les appréhender, ensemble leurs vais-
 seaux & marchandises, & tout ce qui se trou-
 vera à eux appartenant, & iceux faire con-
 duire & amener en France ès mains de la
 justice, pour être procédé contre eux selon
 la rigueur des ordonnances royales, & ce
 qui nous a été accordé par Sadite Majesté;
 ce faisant, gérer, négociier & se comporter
 par ledit sieur de Champlain, en la fonction
 de sadite charge de notre Lieutenant, pour
 tout ce qu'il jugera être en l'avancement des
 dites conquêtes & peuplement: le tout pour
 le bien, service & autorité de Sadite Ma-
 jesté, avec même pouvoir, puissance & au-
 torité que nous ferions si nous y étions en
 personne, & comme si tout y étoit par ex-
 près, & plus particulièrement spécifié &
 déclaré. Lui avons, & de tout ce que des-
 sus, donné & donnons par ces présentes,
 charge & pouvoir, commission & mande-
 ment spécial; & pour ce, & en tout notre

Pièces des Commissaires François. pouvoir esdits pays, à quoi nous n'aurions pourvû, & jusqu'à y être par nous particulièrement pourvû, avons ledit sieur de Champlain substitué & subrogé en notre lieu & place, à la charge d'observer & faire observer tout ce que dessus, par ceux qui seront sous sa charge & commandement, & de nous faire bon & fidèle rapport, à toutes occasions, de tout ce qu'il aura fait & exploité, pour en rendre par nous, prompte raison à Sadite Majesté. SI PRIONS ET REQUERONS tous Princes, Potentats & Seigneurs étrangers, les Lieutenans généraux, Amiraux, Gouverneurs de leurs provinces, chefs & conducteurs de leurs gens de guerre, tant par mer que par terre, Capitaines de leurs villes, forts maritimes, ports, côtes, havres & détroits, donner confort & aide audit sieur de Champlain, pour l'entier effet & exécution de ces présentes, tout support, assistance, retraite, & main forte, si besoin est, & en soient par lui requis. En témoin de quoi nous avons signé les présentes de notre main, & à icelle fait mettre notre scel. DONNÉ à Paris, le quinze février mil six cens vingt-cinq. Signé VENTADOUR. Et plus bas, par le commandement de mondit Seigneur. Signé GIRARD.

No. XIV. DECLARATION du Roi, du 8 mai 1627, portant interdiction à tous ses sujets & autres résidens en son Royaume, de faire aucun commerce & trafic en Angleterre.

Mercure François, tome XIII, page 201.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces

ces présentes lettres verront, Salut. Dès-lors que les Anglois, au préjudice de la paix contractée entre les deux Royaumes, & l'alliance & bonne intelligence que nous avons toujours désiré de conserver avec eux, ont commencé de dépréder nos sujets à la mer, d'amener leurs vaisseaux & marchandises en Angleterre, arrêté ce qui leur appartenoit audit pays, & contre le droit des gens, jugé de bonne prise, & fait confisquer & vendre le tout à leur profit; Nous avons au même temps employé tous les moyens convenables pour faire cesser ces desordres, & par toutes fortes de voies honorables, tâché de faire mettre à effet les promesses fréquentes qui nous ont été faites de leur part, de la restitution des marchandises & autres choses déprédées & arrêtées audit pays, sans néanmoins que l'exécution s'en soit ensuivie. Bien que de notre part nous ayons donné main levée des saisies de leurs marchandises, & de ce qui auroit été arrêté sur eux, pour les obliger à rendre la justice à nos sujets. A quoi n'ayant rien profité jusqu'à présent, nous nous trouvons forcés de chercher d'autres remèdes, pour garantir nos susdits sujets de ruines & pertes qu'ils ont souffertes, & souffrent tous les jours par la continuation desdits arrêts & déprédations. Et ayant mis cette affaire en délibération en notre Conseil, où étoient la Reine notre très-honorée Dame & Mère, notre très-cher & très-amé frère le Duc d'Orléans, plusieurs Princes, Ducs & Officiers de notre Couronne, & principaux Seigneurs de notre Conseil; de l'avis d'icelui, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons,

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XIV.

Interdiction
de commerce
avec l'Angle-
terre, 1627.

par ces présentes pour ce signées de notre main, interdit, pour l'avenir, tout commerce & trafic en Angleterre, en quelque sorte & manière que ce soit. Faisons défenses très-expresses à tous nos sujets & autres de quelque qualité, condition & nation qu'ils soient, même aux Anglois résidens en notre Royaume, commissionnaires ou autres ayant charge des affaires desdits Anglois ou autres étrangers, d'y porter ou envoyer aucunes marchandises ou argent en œuvre ou hors d'œuvre, monnoyé ou non monnoyé, grains, vins, légumes ou autres vivres, directement ni indirectement, sous quelque nom & prétexte que ce soit. Et pareillement d'acheter & faire venir dudit pays d'Angleterre en notre Royaume, aucuns draps, serges, laines, plomb, étain, étoffes, bas de soie, de laine, gants, couteaux, poisson de toutes sortes, drogueries, épiceries, charbon de terre & autres marchandises quelconques, ni en recevoir ou retenir en France de celles qui pourroient y être apportées après ces présentes défenses, sous quelque nom de François, Anglois, ou autre tel qu'il puisse être, soit qu'elles viennent directement d'Angleterre, ou qu'elles aient passé par autres provinces auparavant, à peine de confiscation de toutes lesdites marchandises, vaisseaux, charriots, charrettes & chevaux qui en seront chargés, & de tout ce qui sera trouvé en iceux, quelque passeport ou permission qu'ils en puissent avoir, même de punition corporelle aux contrevenans, leurs facteurs & entremetteurs, s'il y échet: Et en outre aux Anglois résidens en cettui notre Royaume, de perdre tous les privilèges qu'ils ont en icelui. Et a-

fin que notre intention soit plus exactement & soigneusement exécutée, Nous avons donné & donnons pouvoir à nos Juges & Officiers des lieux, de faire délivrer aux dénonciateurs le tiers de toutes les choses de cette qualité, qui auroient été par eux découvertes & à nous adjudées, afin de récompenser leur travail & diligence, & convier tous autres à faire le semblable, quand il sera venu quelque chose à leur connoissance. Et pour éviter aux abus qui pourroient arriver au préjudice de notre présente déclaration, à raison des marchandises des pays de la Grande-Bretagne, qui seront trouvées en notre Royaume, lorsqu'elle y sera publiée, Nous enjoignons très-expressément à tous marchands, leurs facteurs, & autres qui auront desdites marchandises, qu'ils aient à les faire marquer, & enregistrer par les Juges des lieux, les noms & sur-noms de ceux à qui elles appartiennent, dans huit jours après la publication de notredite déclaration; lesquelles marques & enregistrement seront faits gratuitement & sans frais. Et d'autant qu'il pourroit arriver qu'en chargeant des marchandises en notredit Royaume, sous prétexte de les porter ailleurs, l'on pourroit néanmoins les décharger en Angleterre, Nous voulons & entendons, pour y remédier, que tous ceux de nos sujets & autres, de quelque qualité & nation qu'ils soient, qui seront charger des marchandises, soient tenus, avant que de les transporter hors de notre Royaume, de s'obliger & donner bonnes & suffisantes cautions, de rapporter dans un an certificat des Juges des lieux non défendus, où lesdites

Pièces justificatives.

111e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XIV.

*Interdiction
de commerce
avec l'An-
gleterre,
1627.*

marchandises auront été déchargées, & où il se vérifiera qu'après ladite décharge de marchandises, on les eût après rechargées & portées en Angleterre, que les cautions en demeureront responsables, & en feront poursuivis par nos Officiers. Voulons & nous plaît, que tous les effets & marchandises qui se trouveront appartenir auxdits Anglois en ce Royaume, soient saisis & arrêtés entre les mains de qui que ce soit, même de leurs commissionnaires; leur faisant défenses très-expresses de vuidier leurs mains d'aucunes sommes de deniers, ou autres choses qu'ils peuvent avoir auxdits Anglois, à peine de les payer en leur privé nom, & autre punition, selon l'exigence du cas. Si donnons en mandement à nos amés & feaux Conseillers les gens tenant nos Cours de Parlement, Baillis, Sénéchaux, Prévôts, Juges ou leurs Lieutenans, Officiers en notre Amirauté, & tous autres nos Officiers qu'il appartiendra, que cette notre présente déclaration, ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en icelle, exactement garder, entretenir & observer, sans permettre qu'il y soit contrevenu; enjoignant à nos Procureurs généraux, & leurs Substituts, d'y tenir la main, & de faire publier & afficher ces présentes aux lieux accoutumés, afin qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance. Mandons aussi & ordonnons aux Gouverneurs & Lieutenans généraux de nos provinces, Capitaines & Gouverneurs de nos villes, Maires & E'chevins d'icelles, & tous autres qu'il appartiendra & qui en seront requis, d'y prêter main-forte aide & assistance, si besoin est; leur défendant

dant très-expressément de donner aucuns Pièces justificatives, passeports ni permissions, en aucune sorte & manière que ce soit, favoriser les contraventions à ces présentes, à peine de privation de leurs charges; & à nos Fermiers de donner aussi aucuns congés ni permissions, à peine de trois mille livres d'amende pour chacune contravention, & autres peines à l'arbitrage des Juges & confiscation desdites marchandises: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNE' à Paris le huitième jour de mai, l'an de grace mil six cens vingt-sept, & de notre règne le dix-septième. Signé LOUIS, & sur le repli, Par le Roi, DE LOMENIE, & scellé du grand-sceau de cire jaune.

Lies, publiées & registrées, ouï & ce requérant le Procureur général du Roi, pour être exécutées, gardées & observées selon leur forme & teneur; & que copies collationnées aux originaux d'icelles, seront envoyées aux Baillages & Sénéchaussées de ce ressort, pour y être pareillement lies, publiées, registrées, gardées & observées, à la diligence des Substituts dudit Procureur général, auxquels est enjoint d'y tenir la main, & certifier la Cour avoir ce fait au mois. A Paris, en Parlement, le dix-sept mai mil six cens vingt-sept. Signé DU TILLET.

No. XV. ACTE pour l'établissement de la Compagnie des cent Associés pour le commerce du Canada, contenant les articles accordés à ladite Compagnie par

Rièdes des
Commissai-
res François.

M. le Cardinal de Richelieu, le 29 a-
vril 1627.

Mercreur François, tome XIV, partie II, page 232.

No. XV.
E'tablis-
ment de la
Compagnie
du Canada,
1627 &
1628.

LE ROI continuant le même desir que le défunt Roi Henri le Grand son père, de glorieuse mémoire, avoit de faire rechercher & découvrir es pays, terres & contrées de *la nouvelle France*, dite *Canada*, quelque habitation capable pour y établir colonie, afin d'essayer, avec l'assistance divine, d'amener les peuples qui y habitent à la connoissance du vrai Dieu, les faire policer & instruire à la foi & religion catholique, apostolique & romaine: Monseigneur le Cardinal de Richelieu, Grand-Maitre, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, étant obligé par le devoir de sa charge, de faire réussir les saintes intentions & desseins desdits Seigneurs Rois, avoit jugé que le seul moyen de disposer ces peuples à la connoissance du vrai Dieu, étoit de peupler lesdits pays de naturels François catholiques, pour, par leur exemple, disposer ces nations à la religion chrétienne, à la vie civile, & même y établissant l'autorité royale, tirer desdites terres nouvellement découvertes, quelque avantageux commerce pour l'utilité des sujets du Roi.

Néanmoins ceux auxquels on avoit confié ce soin, avoient été si peu curieux d'y pourvoir, qu'encore à présent il ne s'y est fait qu'une habitation, en laquelle bien que pour l'ordinaire on y entretienne quarante ou cinquante François, plutôt pour l'intérêt des Marchands que pour le bien & l'avancement

cement du service du Roi audit pays: si est-
 ce qu'ils ont été mal assistés jufqu'à ce jour, que le Roi en a reçu diverses plaintes en son Conseil, & la culture du pays y a été si peu avancée, que si on avoit manqué à y porter une année les farines & autres choses nécessaires pour ce petit nombre d'hommes, ils seroient contraints d'y périr de faim, n'ayant pas de quoi se nourrir un mois après le temps auquel les vaisseaux ont accoutumé d'arriver tous les ans.

Ceux aussi qui avoient jusqu'à présent obtenu par eux seuls tout le commerce esdits pays, ont eu si peu de pouvoir ou de volonté de le peupler & cultiver, qu'en quinze années que devoit durer leur traité, ils ne se sont proposés d'y faire conduire au plus que dix huit hommes; & encore jusqu'à présent, qu'il y a sept ans que les articles en furent dressés, ils ne se sont mis en aucun devoir, ni commencé de satisfaire à ce dont ils s'étoient obligés. Car bien qu'ils soient tenus de passer pour trente-six livres chacun de ceux qui voudroient aller audit pays de la Nouvelle France, ils se sont rendus si difficiles, & ont tellement effarouché les François qui y voudroient aller habiter, que bien qu'il semble que l'on leur permette pour leur usage le commerce avec les Sauvages; néanmoins c'est une telle restriction, que s'ils ont un boisseau de blé par leur travail plus qu'il ne leur faut pour vivre, il leur est défendu d'en secourir les François, & autres qui en pourroient avoir besoin, & sont contraints de l'abandonner à ceux qui ont la traite, leur étant de plus la liberté ôtée de le donner à qui leur pourroit apporter

Pièces justificatives.
 IIIe. partie.

Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablis-
sement de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

ter de France les commodités nécessaires pour la vie.

Ces desordres étant parvenus à ce point, mondit Seigneur le Cardinal a cru être obligé d'y pourvoir, & en les corrigeant, suivre l'intention du Roi, & faire en sorte, que pour aider à la conversion de ces peuples, établissant une puissante colonie en cette province, la Nouvelle France soit acquise au Roi avec toute son étendue, pour une bonne fois; sans craindre que les ennemis de cette Couronne la ravissent aux François, comme il pourroit arriver s'il n'y étoit pourvû. C'est pourquoi après avoir examiné diverses propositions sur ce sujet, & ayant reconnu n'y avoir moyen de peupler ledit pays, qu'en révoquant les articles ci-devant accordés à Guillaume de Caen & ses associés, comme contraires à l'intention du Roi, mondit Seigneur le Cardinal a convié les sieurs de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne & Castillon, de lier une forte compagnie pour cet effet, s'assembler sur ce sujet, & en proposer les mémoires. Ce qu'ayant été par eux effectué, ils ont promis à mondit Seigneur le Cardinal de dresser une compagnie de cent associés, & faire tous leurs efforts pour peupler la *Nouvelle France*, dite *Canada*, suivant les articles ci-après déclarés, lesquels mondit Seigneur le Cardinal a accordés auxdits sieurs de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne & Castillon, tant pour eux que pour les autres, faisant le nombre de cent associés, pour l'établissement de ladite compagnie à l'effet de ladite colonie; & en vertu de son pouvoir, ledit

ledit Seigneur Cardinal a consenti & accordé, sous le bon plaisir de Sa Majesté, l'exécution desdits articles en la forme & manière qui ensuit.

Pièces justificatives.
III^e partie.

I. C'EST à favoir que lesdits de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne & Castillon, tant pour eux que pour les autres, faisant le nombre de cent leurs associés, promettront faire passer audit *pays de la Nouvelle France*, deux à trois cens hommes de tous métiers dès l'année prochaine 1628, & pendant les années suivantes en augmenter le nombre jusqu'à quatre mille de l'un & de l'autre sexe, dans quinze ans prochainement venans, & qui finiront en décembre, que l'on comptera 1643; les y loger, nourrir & entretenir de toutes choses généralement quelconques, nécessaires à la vie pendant trois ans seulement, lesquels expirés, lesdits associés seront déchargés, si bon leur semble, de leur nourriture & entretien, en leur assignant la quantité de terres défrichées, suffisantes pour leur subvenir, avec le blé nécessaire pour les ensemercer la première fois, & pour vivre jusqu'à la récolte lors prochaine, ou autrement leur pourvoir en telle sorte qu'ils puissent de leur industrie & travail subsister audit pays, & s'y entretenir par eux-mêmes.

Sur l'Acadie.

II. Sans toutefois qu'il soit loisible auxdits associés & autres, faire passer aucun étranger esdits lieux, ains peupler ladite colonie de naturels François catholiques; & fera enjoint à ceux qui commanderont en la Nouvelle France, de tenir la main à ce qu'exactly le présent article soit exécuté

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablisse-
ment de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

selon sa forme & teneur, ne souffrant qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou occasion que ce soit, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

III. EN chacune habitation qui sera construite par lesdits associés, afin de vaquer à la conversion des Sauvages & consolation des François qui seront en ladite Nouvelle France, y aura trois Ecclésiastiques au moins, lesquels lesdits associés seront tenus loger, fournir de vivres, ornemens, & généralement les entretenir de toutes choses nécessaires, tant pour leur vie que fonction de leur ministère, pendant lesdites quinze années, si mieux n'aiment lesdits associés, pour se décharger de ladite dépense, distribuer auxdits Ecclésiastiques des terres défrichées, suffisantes pour leur entretien. Même sera envoyé en ladite Nouvelle France plus grand nombre d'Ecclésiastiques, si métier est, & que la Compagnie le juge expédient, soit pour lesdites habitations, soit pour les missions: le tout aux dépens desdits associés durant le temps desdites quinze années; & icelles expirées, remettra Sa Majesté le surplus à la dévotion & charité, tant de ceux de ladite Compagnie, que des François qui seront sur les lieux, lesquels seront exhortés de subvenir abondamment, tant auxdits Ecclésiastiques, qu'à tous autres qui passeront en la Nouvelle France pour travailler au salut des ames.

IV. Et pour aucunement récompenser ladite compagnie, des grands frais & avances qu'il lui conviendra faire pour parvenir à ladite peuplade, entretien & conservation d'icelle, Sa Majesté donnera à perpétuité

aux-

auxdits cent associés, leurs hoirs & ayans cause, en toute propriété, justice & seigneurie, le fort & habitation de Québec, avec tout ledit pays de la Nouvelle France, dite Canada, tant le long des côtes depuis la Floride, que les prédécesseurs Rois de Sa Majesté ont fait habiter, en rangeant les côtes de la mer jusqu'au cercle arctique pour latitude, & de longitude depuis l'isle de Terre-neuve, tirant à l'ouest, jusqu'au grand lac, dit la mer douce, & au delà, que dedans les terres & le long des rivières qui y passent, & se déchargent dans le fleuve appelé Saint-Laurent, autrement la grande rivière de Canada, & dans tous les autres fleuves qui les portent à la mer, terres, mines, minières, pour jouir toutefois desdites mines conformément à l'ordonnance, ports & havres, fleuves, rivières, étangs, isles, îlots & généralement toute l'étendue dudit pays au long & au large & par delà, tant & si avant qu'ils pourront étendre & faire connoître le nom de Sa Majesté, ne se réservant Sa dite Majesté que le ressort de la foi & hommage qui lui sera portée, & à ses successeurs Rois, par lesdits associés ou l'un d'eux, avec une couronne d'or du poids de huit marcs à chaque mutation de Rois, & la provision des Officiers de la justice souveraine, qui lui seront nommés & présentés par lesdits associés lorsqu'il sera jugé à propos d'y en établir; permettant auxdits associés faire fonder canons, boulets, forger toutes sortes d'armes offensives & défensives, faire poudre à canon, bâtir & fortifier places, & faire généralement esdits lieux toutes choses nécessaires, soit pour la sûreté dudit pays,

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablis-
sement de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

soit pour la conservation du commerce.

V. POURRONT lefdits associés améliorer & aménager lesdites terres, ainsi qu'ils verront être à faire, & icelles distribuer à ceux qui habiteront ledit pays, & autres en telle quantité & ainsi qu'ils jugeront à propos; leur donner & attribuer tels titres & honneurs, droits, pouvoirs & facultés qu'ils jugeront être bon, besoin ou nécessaire, selon les qualités, conditions & mérites des personnes, & généralement à telles charges, réserves & conditions qu'ils verront bon être. Et néanmoins en cas d'érection de Duchés, Marquisats, Comtés & Baronnies, seront prises lettres de confirmation de Sa Majesté sur la présentation de mondit Seigneur Grand Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France.

VI. ET afin que lefdits associés puissent jouir pleinement & paisiblement de ce qui leur sera donné & accordé, Sa Majesté révoquera tous dons faits desdites terres, parts ou portions d'icelles.

VII. D'AVANTAGE Sa Majesté accordera auxdits associés, pour toujours, le trafic de tous cuirs, peaux & pelleterie de ladite Nouvelle France; & pour quinze années seulement, à commencer au premier jour de janvier de l'année 1628, & finissant au dernier décembre, que l'on comptera 1643; tout autre commerce, soit terrestre ou naval, qui se pourra faire, tirer, traiter & trafiquer, en quelque sorte & manière que ce soit, en l'étendue dudit pays, & autant qu'il se pourra étendre; à la réserve de la pêche des molues & baleines seulement, que

que Sa Majesté veut être libre à tous ses sujets, révoquant à cet effet toutes autres concessions contraires à l'effet que dessus, même les articles ci-devant accordés à Guillaume de Caen & ses associés; & à ces fins interdira Sadite Majesté pour ledit temps, tout ledit commerce, tant audit de Caen qu'à ses autres sujets, à peine de confiscation de vaisseaux & marchandises, laquelle confiscation appartiendra à ladite Compagnie; & mondit Seigneur le Grand-Maitre ne baillera aucun congé, passeport ou permission, à autres qu'auxdits associés pour les voyages & commerces susdits, en tout ou partie desdits lieux.

VIII. POURRONT néanmoins les François habitués esdits lieux avec leurs familles, & qui ne seront nourris ni entretenus aux dépens de ladite compagnie, traiter librement des pelleteries avec les Sauvages, pourvû que les castors par eux traités, soient par après donnés auxdits associés ou à leurs commis & facteurs, qui seront tenus de les acheter d'eux sur le pied de quarante sols tournois la pièce. Leur fera Sadite Majesté défenses d'en traiter avec autres, sous pareille peine de confiscation; & toutefois ne seront tenus lesdits associés de payer quarante sols de chaque peau de castor, si elle n'est bonne, loyale & marchande.

IX. De plus Sadite Majesté fera don auxdits associés de deux vaisseaux de guerre de deux à trois cens tonneaux, armés & équipés, prêts à faire voile, sans victuailles toutefois; lesquels étant es havres de . . . seront au plus tôt mis par Sa Majesté en état de faire voyage, & délivrés auxdits

Pièces justificatives

III^e partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablissem-
ent de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

associés ou à leurs procureurs, pour ci-
après être entretenus par lesdits associés, &
employés à l'usage & profit de ladite Com-
pagnie : & arrivant le dépérissement desdits
vaisseaux par quelque voie que ce puisse é-
tre, excepté en cas que lesdits vaisseaux
fussent pris par les ennemis de Sa Majesté,
étant en guerre ouverte, feront lesdits asso-
ciés obligés d'en substituer d'autres en leur
place à leurs dépens, & iceux entretenir au
profit de ladite Compagnie.

X. D'AVANTAGE a été stipulé qu'en cas
que lesdits associés manquent à faire passer
dans les dix années des quinze, jusqu'à
quinze cens François de l'un & de l'autre
têxe; pour tout dédommagement de ladite
inexécution, ils restitueront à Sa Majesté la
somme à laquelle la prise desdits vaisseaux
se trouvera monter, comme aussi si dans les
cinq années restantes des quinze, ils man-
quoient à faire passer le reste des hommes
& femmes stipulé ci-dessus, sauf si (comme
dit est) lesdits vaisseaux étoient pris par les
ennemis de Sa Majesté; & sera la restitu-
tion de la prise desdits vaisseaux prise sur
le fonds de ladite société, si tant se peut
monter; & s'il ne suffit, ce qui en restera
fera levé au sol la livre sur chacun desdits
associés, sans aucune solidité, en telle sorte
qu'un chacun n'en payera qu'un centième,
& seront privés de la jouissance du commer-
ce à eux accordée par les présens articles.

XI. DANS lesdits vaisseaux lesdits associés
pourront mettre tels Capitaines pour y com-
mander, soldats & matelots pour y servir,
que bon leur semblera; prendront néanmoins
lesdits Capitaines commission ou provision
de

de Sa Majesté sur la nomination desdits associés, & pour commander en toute l'étendue de ladite Nouvelle France, en l'absence de mondit Seigneur le Grand-Maitre, ensemble dans les places & forts qui sont déjà édifiés, & qui seront ci-après par eux construits, & entretenus pour la sûreté dudit pays, ne sera par Sa Majesté ni ses successeurs Rois, donné pouvoir à autres qu'à ceux de ladite compagnie, que ledit Seigneur Grand-Maitre choisira sur le nombre de qui seront présentés à Sa Majesté de trois ans en trois ans par icelle Compagnie; & prêteront lesdits Chefs & Capitaines le serment entre les mains dudit Seigneur Grand-Maitre. Et pour le regard des autres vaisseaux qui seront entretenus par lesdits associés, leur sera loisible d'en donner le commandement à telles personnes que bon leur semblera, en la manière accoutumée.

XII. SA MAJESTE' fera don à ladite Compagnie de quatre coulevrines de fonte verte, ci-devant accordées à la compagnie des Moluques, lesquelles ledit de Caen a depuis retirées du défunt sieur Muiffon de Rouen, pour s'en servir à la navigation de la Nouvelle France.

XIII. Et pour exciter d'autant plus les sujets de Sa Majesté à se transporter esdits lieux, & y faire toutes sortes de manufactures, accordera Sa Majesté que tous artisans du nombre de ceux que lesdits associés s'obligent de faire passer audit pays, & qui auront exercé leurs arts & métiers en ladite Nouvelle France durant six ans, en cas qu'ils veulent retourner en ce Royaume, soient réputés pour maîtres de chef-d'œuvre,

Pièces-jurid.
ficatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
rés François

No. XV.
E'tablis-
sement de la
Compagnie
du Canada.

1627 & 1628.

& puissent tenir boutique ouverte dans Paris & autres villes, en rapportant certificat authentique dudit service esdits lieux; & pour cet effet tous les ans à chaque embarquement, sera mis un rôle au greffe de l'Amirauté, de ceux que la Compagnie fera passer en la Nouvelle France.

XIV. ET attendu que les marchandises, de quelque qualité qu'elles puissent être, qui viendront desdits pays, & particulièrement celles qui seront manufacturées esdits lieux de la Nouvelle France, proviendront de l'industrie des François, Sa dite Majesté exemptera pendant quinze ans toutes sortes de marchandises provenans de ladite Nouvelle France, de tous impôts & subsides, bien qu'elles soient voiturées, amenées & vendues en ce Royaume.

XV. COMME aussi déclarera toutes munitions de guerre, vivres & autres choses nécessaires pour l'avitaillement & embarquement qu'il faudra faire pour la Nouvelle France, exemptes, quittes & franches de toutes impositions & subsides quelconques, pendant ledit temps de quinze années.

XVI. SERA permis à toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient, tant Ecclésiastiques, Nobles, Officiers, qu'autres, d'entrer en ladite Compagnie, sans pour ce déroger aux privilèges accordés à leurs ordres; même pourront ceux de ladite Compagnie, si bon leur semble, associer avec eux ceux qui se présenteront ci-après, & jusqu'au nombre d'autres cent, si tant s'en présente; & au cas que du nombre desdits associés, il s'en rencontre quelqu'un qui ne soit d'extraction noble, Sa Majesté ennoblira

ra jusqu'à douze desdits associés, lesquels
 jouiront à l'avenir de tous privilèges de noblesse, ensemble leurs enfans nés & à naître en loyal mariage; & à cet effet, Sa Majesté fera fournir auxdits associés douze lettres de noblesse, signées & scellées & expédiées en blanc, pour les faire remplir des noms de douze desdits associés; & seront lesdites lettres distribuées par mondit Seigneur le Grand-Maitre, à ceux qui lui seront présentés par la Compagnie.

Pièces justificatives.
 IIIe. partie.
 Sur l'Acadie.

XVII. ORDONNERA Sa Majesté que les descendans des François qui s'habitueront audit pays, ensemble les Sauvages qui seront amenés à la connoissance de la foi, & en feront profession, seront censés & réputés naturels François, & comme tels pourront venir habiter en France quand bon leur semblera, & y acquérir, tester, succéder & accepter donations & légats, tout ainsi que les vrais regnicoles & originaires François, sans être tenus de prendre aucunes lettres de déclaration ni de naturalité,

XVIII. De plus accordera Sa Majesté, qu'arrivant guerre civile ou étrangère, qui apporte empêchement à l'exécution des préscens articles, il soit pourvû auxdits associés de continuation de délais, ainsi qu'il sera par Sa Majesté avisé en son Conseil.

XIX. SA MAJESTE' fera expédier & vérifier es lieux qu'il appartiendra, toutes lettres nécessaires pour l'entretienement de ce que dessus: & en cas d'opposition à ladite vérification, Sa Majesté s'en réservera la connoissance à soi & à sa personne.

XX. Si lesdits associés reconnoissent ci-après avoir besoin d'expliquer ou amplifier

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablis-
ment de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

aucuns des articles ci-dessus, même être né-
cessaire d'en ajoûter de nouveaux, sur les
remonstrances qui en seront faites à Sa Ma-
jesté de leur part, il y sera pourvû suivant
l'exigence des cas, laquelle permettra pareil-
lement auxdits associés de dresser tels arti-
cles de Compagnie qu'ils jugeront être né-
cessaires pour l'entretien de leur société,
réglemens & ordonnances d'icelle; lesquels
étant approuvés par mondit Seigneur le
Grand-Maître, autorisés par Sa Majesté, &
enregistrés où il appartiendra, seront à l'a-
venir inviolablement gardés & entretenus de
point en point selon leur forme & teneur,
tant par lesdits associés, que par ceux qui
sont habitans, & qui s'habitueront ci-après
en ladite Nouvelle France. Fait à Paris,
ce vingt-neuf avril mil six cens vingt-sept.
Signé ARMAND Cardinal DE RICHELIEU, DE
ROQUEMONT, HOUEL, tant pour moi que
lesdits DUCHESNE & LATAIGNANT, DABLON
Syndic de Dieppe, & CASTILLON.

*Acceptations à divers jours, des années
1627 & 1628, par plusieurs associés de
la Compagnie du Canada, des articles
accordés le 29 avril 1627 à ladite Com-
pagnie.*

Mercuré François, tome XIV, partie II, page 246.

AUJOUR'HUI sont comparus par devant
Pierre Parque & Pierre Guerreau No-
taires, Garde-notes du Roi notre Sire en
son Châtelet de Paris, souffignés, illustri-
me Seigneur Armand Cardinal de Richelieu,
Grand Maître, Chef & Surintendant gé-
néral de la navigation & commerce de France,
de

demeurant en son hôtel à Paris rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Eustache, Claude de Roquemont E'cuyer, sieur de Brisson, demeurant à Paris rue du Temple, paroisse Saint-Nicolas des-champs; noble homme Maître Louis Houel, sieur du petit Pré, Conseiller du Roi & Contrôleur général des salines en Brouage, demeurant à Paris rue des Bernardins, paroisse Saint-Nicolas du Chardonnet, tant pour lui que pour noble homme David Duchesne, Conseiller, E'chevin de la ville du Havre-de-grace, & pour noble homme Gabriel de Lataignant, Mayor de la ville de Calais, y demeurant; noble homme Simon Dablon, Syndic de la ville de Dieppe, & y demeurant, étant aussi de présent en cette ville de Paris, logé rue Montorgeuil en la maison du cheval blanc, dite paroisse Saint-Eustache; & honorable homme Jacques Castillon bourgeois de Paris, y demeurant rue du Monceau & paroisse Saint-Gervais, lesquels ont reconnu & confessé avoir accordé, convenu & signé les articles ci-devant écrits, qu'ils promettent entretenir de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir. Promettant, &c. obligeant, &c. chacun en droit soi, renonçant, &c. Fait & passé par ledit Seigneur Cardinal, en son hôtel devant déclaré, l'an 1627, le jeudi vingt-neuvième jour d'avril avant midi, par ledit sieur de Roquemont, ès études des Notaires ledits jour & an que dessus après midi; par ledits Houel & Castillon, le lendemain vendredi trentième jour desdits mois & an, esdits études des Notaires; & par ledit Dablon, le mardi quatrième jour de mai après midi,

Pièces justificatives.

III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablisse-
ment de la
Compagnie
au Canada.
1627 & 1628.

esdits études des Notaires: ainsi signé Ar-
mand Cardinal de Richelieu, de Roque-
mont, Houel, Dablon, Castillon, Parque,
Guerreau, en l'original délaissé pour minu-
te audit Guerreau.

Et depuis, en la présence & par-devant
lesdits Parque & Guerreau Notaires, com-
parurent en leur personne les souffignés fai-
sant le nombre de cent associés, pour éra-
blir la colonie de la Nouvelle France, dite
Canada, lesquels après avoir entendu de
mot après autre la lecture des articles du
29 avril dernier, dont copie est ci-devant
écrite, laquelle leur a été faire par l'un des
dits Notaires, l'autre présent, ont dit &
déclaré avoir agréé, consenti & accordé les
stipulations faites à leur profit, par les sieurs
de Roquemont, Houel, Dablon & Castil-
lon, & encore par ledit Houel pour les
sieurs Duchesne & Lataignant: ce faisant,
s'être ensemble associés, comme de fait ils
s'associent par ces présentes, chacun pour
un centième, sans aucune solidité pour l'exé-
cution de l'entreprise énoncée esdits arti-
cles, en cas qu'il plaise à Sa Majesté les
accorder selon leur forme & teneur, &
agréer les autres articles & conditions de
la présente société, dressés en conséquence
des susdits premiers articles, qui ont été
signés & autorisés par Monseigneur le Car-
dinal de Richelieu, Grand-Maitre, Chef
& Sur-intendant général de la navigation
& commerce de France, aussi signés par
lesdits associés ou aucuns d'eux, & en fin
d'iceux par lesdits Notaires, & insérés au
bas des présentes; promettant lesdits asso-
ciés y satisfaire chacun pour leurs parts &
por.

portions, sans aucune solidité, comme dessus, & aux conditions desdits articles ou scribe de Compagnie seulement; obligéant à ce, chacun en droit soi, tous leurs biens, meubles & immeubles, présens & à venir, à justifier par-tout où il appartiendra; renonçant à toutes choses à ce contraires. Fait & passé par ledit Seigneur Cardinal en son hôtel, l'an 1627, le vendredi septième jour de mai après-midi, & a ledit Seigneur élu son domicile en la maison de M^e. Pierre Groslier son Procureur en Parlement, sise à Paris rue Saint-André-des-arts: Et par les autres associés, fait & passé à plusieurs & divers jours & mois, tant de ladite année 1627, que de la présente 1628, jusques & compris ce-jourd'hui cinquième août, que les derniers d'iceux ont signé en la minute demeurée vers Guerreau, l'un des Notaires souffignés; les noms desquels associés, ensemble toutes lesdites dates n'ont été ci particulièrement mises & employées pour éviter à longueur & prolixité ennuyeuse; ce requérant M^e. Robert Regnaut, qui comme ayant charge & pouvoir de ladite Compagnie, a signé en l'acte dudit requisitoire & consentement, cejour d'hui six août mil six cens vingt-huit.

Pièces justificatives

III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Articles & conventions de société & compagnie, du 7 mai 1627, pour l'exécution des articles accordés le 29 avril 1627, à la Compagnie du Canada, &c.

Mercure François, tome XIV, partie II, page 250.

I. **P** REMIEREMENT, nous sommes demeurés d'accord de nous associer, comme

Pièces des Commissaires François. me par ces présentes nous nous associons pour l'exécution & entretenement des articles dont copie est ci-devant; & pour satisfaire aux charges mentionnées en icéux, ensemble au payement des dettes de ladite société, obligeons le fonds de ladite Compagnie seulement.

*No. XV.
E'tablissement de la Compagnie du Canada.
1627 & 1628.*

II. POUR accomplir ce qui est porté par lesdits articles, faire tout négoce & commerce permis, sera fait fonds de la somme de trois cens mille livres, qui sera trois mille livres pour chacun desdits associés; lesquelles trois mille livres, chacun desdits associés sera tenu fournir, savoir, mille livres dans le dernier jour de janvier prochain 1628, es mains de celui qui sera commis à la recette, & le surplus montant deux mille livres dans les années suivantes, ainsi qu'il sera avisé par les Directeurs ci-bas nommés; en [telle] sorte toutefois, que la somme qui sera jugée nécessaire par lesdits Directeurs, se lèvera au sol la livre, & par égales portions sur chacun desdits associés, jusqu'à la concurrence desdites trois mille livres, & non autrement.

III. SERA néanmoins loisible auxdits associés se retirer de ladite Compagnie, en perdant ladite première somme de mille livres qui aura été par eux fournie, pourvu qu'ils n'aient tiré aucun profit de ladite société; autrement seront obligés, comme les autres associés, de satisfaire aux charges, clauses & conditions de ladite société, & fournir jusqu'auxdites trois mille livres, sans qu'aucun desdits associés puisse être tenu ni contraint contribuer, sous quelque prétexte que ce soit, que jusqu'auxdites trois mille livres, si bon ne lui semble.

IV.

IV. LADITE Compagnie se dira & nom-
mera la Compagnie de la Nouvelle France; & Pièces justifi-
 catives.
 dudit nom seront intitulées toutes commis-Ille partie.
 sions & expéditions souscrites & signées, tou-
 tes lettres missives, cédules & lettres de Sur l'Acadie.
 change, & scellées du cachet de ladite so-
 ciété.

V. DESDITS Directeurs, le tiers du moins, seront marchands, lesquels se qualifieront Directeurs & Administrateurs de ladite Compagnie, des affaires de laquelle ils auront l'entier maniemment & conduite, avec plein pouvoir; & partant nous leur donnons la faculté de nommer & présenter au Roi ceux qu'ils jugeront capables du nombre desdits associés, pour commander aux deux vaisseaux que le Roi donnera, même en toute l'étendue de ladite Nouvelle France, en l'absence de mondit Seigneur le Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, places & forts qui se bâtiront en icelle.

VI. DONNER lettres & provisions aux Officiers & gens de commandement qui doivent être établis par la Compagnie; excepté ceux qui commanderont aux places & forts, & en toute l'étendue dudit pays, qui seront pourvûs, comme il est dit ci-dessus.

VII. DISTRIBUER les terres de ladite Nouvelle France, à telles clauses & conditions qu'ils verront être les plus avantageuses pour la Compagnie, ainsi qu'il est porté par lesdits articles; même commettre tels sur les lieux qu'ils trouveront à propos, pour la distribution desdites terres, & en régler les conditions.

VIII. ACHETER, vendre, troquer, échan-
 ger

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.

E'tablisse-
ment de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

ger & faire tout & tel négoce qu'ils avise-
ront & trouveront à propos, même tous
achats de munitions de guerre, vivres &
denrées nécessaires; faire faire les embar-
quemens & retours en tels ports & havres,
tant de ce Royaume, que de ladite Nouvelle
France, & autres qu'ils jugeront à propos;
donner la route que devront tenir ceux qui
commanderont aux vaisseaux.

IX. E'TABLIR tels Facteurs & Commis que
bon leur semblera, tant en ce Royaume
qu'en la Nouvelle France & ailleurs, avec
tels pouvoirs qu'ils jugeront nécessaires pour
le bien de ladite Compagnie.

X. FAIRE construire & bâtir tels navires
qu'ils verront être nécessaires, même chévir
& composer de toutes denrées dûes à ladite
Compagnie, à telle somme qu'ils verront
bon être; & généralement de faire tout
Commerce loisible & permis, & disposer du
fonds de ladite Compagnie, sans être tenus
ni garans de la validité des effets d'icelle.

XI. Ne feront les Directeurs obligés, en
leurs assemblées & délibérations particuliè-
res, d'appeler plus grand nombre desdits
associés pour les assister, qu'en cas qu'il soit
question de présenter au Roi, & nommer
quelques Officiers ou personnes de comman-
dement, ou bien de leur délivrer provisions
à cet effet, ou qu'ils voulussent distribuer &
aliéner auxdits associés ou autres, quelques
terres de ladite Nouvelle France, excédant
deux cens arpens, pour ce qu'auxdits cas ils
seront tenus d'appeler en leur assemblée, le
plus grand nombre des associés que faire se
pourra, & ne vaudra ce qui aura été par eux
résolu, que ladite délibération ne soit au
moins

moins soufrite de vingt defdits associés, y ^{Pièces jufti-} compris les Directeurs ou leurs Procureurs, ^{ficatives.} en la présence du sieur Intendant des affai- ^{IIIe. partie.} res dudit pays de la Nouvelle France: & ^{Sur l'Acadie} pour les autres affaires, les résolutions ne feront valables, qu'elles ne soient au moins soufrites de quatre des Directeurs & du Secrétaire de la Compagnie.

XII. LE compliment & la principale administration du négoce se fera en cette ville de Paris, en laquelle viendront rendre compte les commissionnaires qui seront employés par lesdits Administrateurs & Directeurs, tant pour les embarquemens & retours qui se feront es port & havres de ce Royaume & ailleurs, qu'autrement; se réservant la Compagnie d'établir à l'avenir des maisons & chambres particulières, en aucunes villes maritimes & autres de ce Royaume, & ailleurs, selon le progrès que fera ladite Compagnie & l'établissement du commerce auquel elle s'appliquera.

XIII. CENDANT les Directeurs qui ne seront demeurans à Paris, pourront envoyer procuration à tel des associés qu'ils jugeront à propos, pour, en leur absence, se trouver es assemblées de ladite Compagnie, & y avoir séance & voix délibérative, en prêtant, par les Procureurs, tel & pareil serment que les Directeurs.

XIV. CEUX qui seront nommés & commis par lesdits Directeurs, pour être employés aux affaires & négoce de ladite Compagnie, seront tenus de suivre les ordres qui leur seront donnés par lesdits Directeurs, auxquels ils rendront raison de tout ce qu'ils feront & à la fin de chaque année, & toutes & quan-

Pièces des
Commissaires
François.

No. XV.
*E'tablisse-
ment de la
Compagnie
du Canada.*
1627 & 1628.

quantés fois qu'ils en seront requis, leur enverront un inventaire & balance de la négociation qu'ils auront administrée: & pour cet effet tiendront bons livres, journaux, livres de caisse & grand livre; & les comptes des équipages & envoi de navires, se rendront à Paris trois mois après l'embarquement; & un mois après en sera envoyé copie à Rouen, Bordeaux & autres villes, aux Directeurs & associés qui y résideront, comme pareillement l'état des retours leur sera envoyé un mois après l'arrivée des vaisseaux, & leur sera donné toute communication possible, afin qu'ils aient pleine connoissance des affaires de ladite Compagnie.

XV. LES Directeurs & Administrateurs de ladite Compagnie, ensemble leurs facteurs & commissionnaires, ne pourront obliger ni engager lesdits associés que jusqu'à la concurrence du fonds de ladite société.

XVI. AURONT le soin lesdits Directeurs & Administrateurs, de rechercher & choisir à leur possible les soldats, artisans, ouvriers & autres personnes, tant hommes que femmes, que l'on est tenu de passer en la Nouvelle France, avec telle diligence qu'ils soient prêts à s'embarquer au temps du passage: préféreront néanmoins ceux qui leur seront nommés par lesdits associés; & pour éviter à la confusion qui pourroit survenir, seront tenus lesdits associés donner quatre mois auparavant le temps de l'embarquement, les noms, surnoms & demeure de ceux qu'ils voudront faire passer.

XVII. Tous les profits qu'il plaira à Dieu donner à ladite société pendant les trois premières

mières années, demeureront en ladite Compagnie, pour y tenir lieu de fonds & capital; & les années suivantes sera baillé à chacun desdits associés, le tiers de ce qui lui reviendra des profits qu'il y aura esdites années, & les deux autres tiers demeureront en ladite Compagnie, pour aussi y tenir lieu de fonds & capital, jusqu'à ce qu'autrement en soit par eux avisé.

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

XVIII. TOUTES dépenses, [tant] gages & frais de ceux qui seront employés pour ladite Compagnie, en quelque part que ce soit, qu'autres frais de négoce, & qui se feront pour icelui, généralement en quelque sorte & manière que ce soit, seront réglés & arbitrés par les Directeurs de ladite Compagnie, & pris & levés des plus clairs & liquides effets d'icelle, par préférence à toute autre chose: néanmoins les Directeurs & Administrateurs de ladite Compagnie ne prendront pour eux aucuns gages ni appointemens, sinon en cas de voyages pour les affaires de ladite Compagnie, & auront seulement pour droit d'entrée en chacune des assemblées où ils se trouveront, une livre de bougie blanche chacun.

XIX. POURRONT lefdits Directeurs, sur les profits qu'il plaira à Dieu donner à la Compagnie, employer en aumônes & œuvres pies, jusqu'à la somme de cinq cens livres par chacun an.

XX. LE Receveur complémentaire de ladite compagnie sera nommé & choisi par les Directeurs, & tiendra bons livres de caisse, livres, journaux & grand livres, & tous autres livres requis & nécessaires, selon le négoce qui sera entrepris & fait; lesquels livres les-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
Etablis-
sement de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

lesdits Directeurs pourront voir, & lui faire rendre compte quand bon leur semblera; & sur ledit grand livre sera par chacun an fait & dressé un inventaire ou balance, pour faire voir aux associés l'état des affaires, duquel livre lesdits associés auront communication toutes & quantes fois qu'ils le désireront.

XXI. LEDIT Receveur rendra compte général de tout son maniemment par chacune année & en fin d'icelle, en présence du sieur Intendant des affaires dudit pays de la Nouvelle France, & Directeurs, lesquels alloueront & arrêteront lesdits comptes; & sera ledit arrêté valable, comme s'il avoit été fait par tous les associés, à la reddition duquel compte pourront être présens tous les associés, si bon leur semble, sans voix délibérative toutefois.

XXII. CHACUN des cent associés pourra en sa part associer autre, tel que bon lui semblera, lequel néanmoins n'aura voix & ne pourra rien demander à ladite société, ains à celui qui l'aura associé, qui sera seul reconnu en ladite société.

XXIII. ET toutefois chacun desdits associés pourra vendre & remettre sa part & portion à telle seule personne qu'il avisera, lequel étant de la qualité requise, sera reconnu en ladite société, du jour qu'il aura baillé copie en bonne forme de son contrat au Secrétaire de ladite société, qui sera tenu de le notifier aux Directeurs, & l'enregistrer de leur ordonnance; duquel enregistrement sera délivré acte audit nouveau associé.

XXIV. LES créanciers desdits associés ne pourront demander aucun compte des effets
de

de ladite Compagnie, nī distraire le fonds de leur débiteur, & seront tenus se contenter des comptes qui auront été rendus ou se rendront par-devant les Directeurs, à la manière accoutumée; ainsi qu'il eût pu être fait par leur débiteur; & seront tenus subir les réglemens de la Compagnie, en laquelle ils ne pourront avoir entrée ni voix délibérative.

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

XXV. LE décès avenant de l'un desdits associés, s'il y a plusieurs héritiers, ils seront tenus de nommer l'un d'eux au lieu & place du décédé, lequel seul ladite société reconnoitra pour associé, sans qu'elle soit tenue en reconnoître autres.

XXVI. MONSIEUR le Cardinal de Richelieu, Grand-Maitre, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, fera supplié donner l'intendance des affaires dudit pays de la Nouvelle France & de ladite compagnie, au sieur de Lauzon, Conseiller du Roi en ses conseils d'état & privé, Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, & Président au grand Conseil; & en cas de décès, sera très-humblement supplié d'y commettre celui de Nosseigneurs du Conseil qui lui sera nommé par la Compagnie; en la présence duquel sieur Intendant les Directeurs s'assembleront une fois la semaine, ou à tel autre temps & à tel lieu qu'il sera avisé, pour y être toutes matières proposées, résolues au plus de voix, & les délibérations reçues par le Secrétaire de la Compagnie, lequel en tiendra bon & fidèle registre, pour y avoir recours quand besoin sera.

XXVII. POUR la conduite des affaires de

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablis-
sement de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

la Compagnie, y aura douze Directeurs & Administrateurs, qui seront choisis du corps desdits associés; six au moins demeurant actuellement à Paris, & le surplus, des autres villes de ce Royaume, à savoir, messieurs Alix, Secrétaire du Roi; Bonneau, Secrétaire du Roi; Aubert, Secrétaire du Roi; Robineau, Trésorier de la Cavalerie; Quentin sieur de Richebourg; Raoul Lhuillier, Marchand de Paris; Barthélemi Quantin, Marchand de Paris; Jean Tuffet, Marchand de Bordeaux, Gabriel Lataignant, Mayor ancien de Calais; Jean Rosée, Marchand de Rouen; Simon le Maître, Marchand de Rouen; Houel, Contrôleur des salines en Brouage.

XXVIII. LESDITS douze Directeurs exerceront leur charge deux années consécutives, qui finiront le dernier décembre, que l'on comptera 1629; & icelles expirées, sera procédé dans l'assemblée générale de la Compagnie, à l'élection d'autres douze, à savoir, six des douze anciens Directeurs, & six nouveaux qui seront nommés, lesquels douze exerceront leur charge par ensemble autres deux années, & après la fin desdites deux années, les six anciens sortiront, & y sera pourvû de six autres en leur place, & ainsi consécutivement de deux ans en deux ans.

XXIX. POUR faire à l'avenir desdites nominations, & aviser aux plus urgentes & importantes affaires de ladite Compagnie, tous lesdits associés seront tenus de s'assembler en la ville de Paris, le quinziesme jour de janvier de chacune année, en la maison du sieur Intendant, ou autre lieu commode qui

qui sera avisé; & ceux qui ne s'y pourront trouver, le manderont auxdits Directeurs, ou à tels des associés qu'ils jugeront à propos, & seront tenus pour excusés; même en cas d'absence seront priés d'avertir les associés de ce qu'ils estimeront devoir être proposé pour le bien & utilité de ladite Compagnie, sans que pour raison de ce lesdits associés puissent prétendre aucuns frais de voyage.

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

XXX. EN ladite assemblée, les matières proposées seront résolues au plus de voix; & les résolutions de ce qui se devra faire, seront prises par ceux qui se trouveront présents en ladite assemblée, pour être suivies & avoir tel effet que si tous ensemble & d'une voix, lesdits associés les avoient délibérées & arrêtées.

XXXI. Et pour le surplus à quoi n'aura été pourvû par les articles ci-dessus, nous le laissons en la liberté & au pouvoir des Directeurs & Administrateurs de ladite Compagnie, lesquels avant que d'entrer en charge, prêteront serment es mains dudit sieur Intendant des affaires de la Nouvelle France & de ladite Compagnie; de bien & fidèlement exercer leur charge, rendre & faire rendre compte bon & fidèle à tous ceux qui maneront les affaires de la Compagnie, garder égalité entre les associés de grande ou de moindre qualité, soit en la levée des deniers qu'il faudra faire sur eux pour dresser les équipages & faire les embarquemens, soit au repartiment qui sera ordonné être fait entre les associés après le retour des vaisseaux & vente des marchandises. FAIT à Paris, le sept mai mil six cens vingt-sept. *Signé AR-*

Pièces des
Commissai-
res François.

MAND Cardinal DE RICHELIEU, & autres y
signés.

No. XV.
E'tablis-
ment de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

*Acceptations à divers jours des années
1627 & 1628, par plusieurs associés de
la Compagnie du Canada, des articles
& conventions de société & compagnie.
du 7 mai 1627.*

Mercure François, tome XIV, partie II, page 261.

PAR-DEVANT Pierre Parque & Pierre
Guerreau Notaires, Garde-notes du Roi
notre Sire, en son Châtelet de Paris, souf-
signés, furent présens & comparurent per-
sonnellement les souffignés du nombre des
cent associés, pour établir la colonie de la
Nouvelle France, dite Canada; lesquels ont
de bonne foi reconnu & confessé être de-
meurés d'accord du contenu ès articles &
conditions devant écrites, par eux signés de
leurs mains ès seings accoûtumés, qu'ils pro-
mettent entretenir, effectuer & accomplir
selon leur forme & teneur; & à ce s'y obli-
gent respectivement, & chacun d'eux en son
endroit pour son centième, sous l'obligation
& hypothèque de tous & chacun leurs biens,
meubles & immeubles, présens & à venir,
qu'ils en ont soumis à justicier par-tout où il
appartiendra; & ce en conséquence & pour
l'exécution d'autres articles qui ont été, sous
le bon plaisir de Sa Majesté, accordés par
Monseigneur le Cardinal de Richelieu,
Grand-Maitre, Chef & Surintendant géné-
ral de la navigation & commerce de France,
aux sieurs de Roquemont, Houel, Lataig-
nant, Dablon, Duchesne & Castillon, fai-
sant tant pour eux que les souffignés leurs
associés,

affociés, le 29 avril 1627, aussi reconnu par-devant lesdits Notaires par lesdits sous-signés affociés, les jours & dates des présentes, & à cette fin renoncent à toutes choses à ce contraires. FAIT & passé par les signés en l'acte de ladite reconnoissance, à plusieurs & divers jours de l'année 1627, & de la présente 1628, jusques & compris ce jour-d'hui fixiême août 1628, que les derniers d'iceux ont signé audit acte de reconnoissance, demeuré vers ledit Guerreau Notaire; les noms desquels affociés signés audit acte, ensemble lesdites dates, n'ont été ici particulièrement mises & employées pour éviter à prolixité ennuyeuse.

Pièces justificatives.
III^e. partie.

Sur l'Acadie

Arrêt du Conseil, du 6 mai 1628, pour la ratification des articles de la Compagnie du Canada, des 29 avril & 7 mai 1627.

Mercure François, tome XIV, partie II, page 263.

SUR la Requête présentée au Roi, par les sieurs de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne & Castillon, tant pour eux que pour leurs affociés en la Compagnie de la Nouvelle France, tendant à ce qu'il plût à Sa Majesté ratifier les articles à eux accordés par Monseigneur le Cardinal de Richelieu, Grand-Maitre, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, les 29 avril & 7 mai 1627, sous le bon plaisir de Sa Majesté, pour l'établissement d'une colonie en la Nouvelle France. Vû ladite Requête, ensemble lesdits articles: Ouï le rapport du Commissaire à ce député; **LE ROI EN SON CONSEIL, a**

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablisse-
ment de la
Compagnie
du Canada.
1627 & 1628.

confirmé, approuvé, ratifié, & validé ; confirme, approuve, ratifie & valide lesdits articles des 29 avril & 7 mai 1627 : Veut & ordonne qu'ils sortent leur plein & entier effet, & que du contenu en iceux, lesdits de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne, Castillon & leurs associés, jouissent pleinement & paisiblement, sans qu'il y soit contrevenu en quelque manière que ce soit, sous les peines portées par iceux. Ordonne Sa Majesté que toutes lettres nécessaires seront expédiées auxdits associés pour l'exécution desdits articles, copie desquels paraphée par le Commissaire à ce député, demeurera ès mains du Secrétaire du Conseil pour y avoir recours quand besoin sera. FAIT au Conseil du Roi, tenu au camp devant la Rochelle, le sixième jour de mai mil six cens vingt-huit.

Signé COTIGNON.

Lettres patentes du 6 mai 1628., confirmatives de l'arrêt du Conseil dudit jour & an, pour la ratification des articles de la Compagnie du Canada.

Mercuré François, tome XIV, partie II, page 264.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; Salut. Ayant considéré les articles ci-attachés sous le contre-scel de notre Chancellerie, accordés sous notre bon plaisir par notre très-cher & très-ami cousin le Cardinal de Richelieu, Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France à la Compagnie de la Nouvelle France, le 29 avril 1627,

1627, & ceux aussi que les particuliers de ladite Compagnie ont fait ensemble en conséquence d'iceux, le 7^{me} jour de mai ensuivant; & voulant apporter tout ce qui sera requis de notre part, pour faire réussir un si bon & louable dessein, & si utile pour la gloire de Dieu & accroissement de la sainte religion: Nous avons, conformément à l'arrêt de notre Conseil du six de ce mois, aussi ci-attaché, confirmé, loué, approuvé & ratifié; confirmons, louons, ratifions & approuvons tout le contenu auxdits articles, des 29 avril & 7 mai 1627. Voulons, ordonnons & nous plaît qu'ils aient lieu, & sortent leur plein & entier effet, & que du contenu en iceux, les sieurs de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne, Castillon & leurs associés jouissent pleinement & paisiblement, sans qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & manière que ce soit, sous les peines portées par iceux. SI DONNONS EN MANDEMENT à notre dit cousin le Cardinal de Richelieu, que le contenu aux susdits articles il fasse entretenir & observer, & en jouir & user ladite Compagnie de la Nouvelle France, pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens au contraire; Car tel est notre plaisir; En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNE' au camp devant la Rochelle, le sixième jour de mai, l'an de grace mil six cens vingt-huit, & de notre règne le dix-huitième. *Signé* LOUIS. *Et sur le repli*, Par le Roi, POTIER Et scellé sur double queue du grand sceau en cire jaune.

Pièces justificatives
III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XV.
E'tablisse-
ment de la
Compagnie
du Canada,
1627 &
1628.

Lettres d'attache de M. le Cardinal de Richelieu, Grand-Maitre, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, du 18 mai 1628, sur les lettres patentes du 6 dudit mois, pour la Compagnie du Canada.

Mercuré François, tome XIV, partie II, page 265.

ARMAND Cardinal DE RICHELIEU, Grand-Maitre, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France: A tous ceux qui ces présentes verront. Vû par nous les lettres patentes du Roi, données au camp devant la Rochelle, le sixième jour de mai de la présente année, signées Louis, & plus bas, Potier, & scellées du grand sceau à double queue, portant ratification des articles par nous accordés, sous le bon plaisir de Sa Majesté, à la Compagnie de la Nouvelle France, le 29. avril 1627; & ceux aussi qu'en conséquence les particuliers de ladite Compagnie ont fait ensemble, le septième jour de mai ensuivant; par lesquelles lettres Sa Majesté nous mande de faire garder & observer lesdits articles, & faire jouir du contenu en iceux, les sieurs de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne, Castillon & leurs associés, ainsi qu'il est plus au long contenu par lesdites lettres. Nous, en tant qu'à nous est, & desirant qu'un si louable dessein soit exécuté, suivant la volonté de Sa Majesté, avons, en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, consenti & accordé, consentons & accordons que ladite Compagnie de la Nouvelle France, jouisse de tout le contenu auxdits articles,

cles, du vingt-neuvième avril & septième de mai ensuivant, que nous leur avons accordés. Mandons & ordonnons à tous nos Lieutenans généraux & particuliers, Capitaines & Commissaires, Officiers de la marine & autres, sur lesquels notre pouvoir s'étend; prions & requérons tous autres qu'il appartiendra, qu'ils souffrent & laissent jouir & user pleinement & paisiblement d'iceux articles, & de tout le contenu en iceux, les sieurs de Roquemont, Houel, Lataignant, Dablon, Duchesne, Castillon & leurs associés en la dite Compagnie de la Nouvelle France, sans leur faire ni souffrir leur être fait, mis ou donné aucun trouble ni empêchement, ains au contraire leur donnant tout l'aide, faveur & assistance dont ils auront besoin. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, fait mettre le scel de nos armes, & contre signer par notre Secrétaire. Au camp devant la Rochelle, le dix-huitième jour de mai mil six cens vingt-huit. Signé ARMAND Cardinal DE RICHELIEU. Et sur le repli, Par mondit Seigneur, MARTIN. Et scellé sur double queue en cire rouge.

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

No. XVI. LETTRE de David Kertk
au sieur de Champlain: pour le sommer
* de lui remettre le Canada.

Champlain, partie I^r, page 157.

MESSEURS, je vous avise, comme j'ai obtenu commission du Roi de la Grande.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Dans cette sommation il n'est fait mention ni de Nouvelle E'cosse ni de Guillaume Alexandre,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XVI.
Sommaison
faite à Cham-
plain par
David Kertk.
1628.

de-Bretagne, mon très-honoré Seigneur & Maître, de prendre possession de ces pays; savoir, Canada & l'Acadie; & pour cet effet nous sommes partis dix-huit navires, dont chacun a pris sa route selon l'ordre de Sa Majesté; pour moi je me suis déjà faisi de la maison de Miscou, & de toutes les pinaces & chaloupes de cette côte; comme aussi de celles d'ici, de Tadoussac, où je suis à présent à l'ancre: vous ferez aussi avertis comme entre les navires que j'ai pris il y en a un appartenant à la nouvelle Compagnie, qui vous venoit trouver avec vivres & rafraichissemens, & quelque marchandise pour la Traite, dans lequel commandoit un nommé Norot: *Le sieur de la Tour étoit aussi dedans qui vous venoit trouver*, lequel j'ai abordé de mon navire; je m'étois préparé pour vous aller trouver, mais j'ai trouvé meilleur seulement d'envoyer une patache & deux chaloupes, pour détruire & se saisir du bestial qui est au cap de Tourmente; car je sai que quand vous ferez incommodé de vivres, j'obtiendrai plus facilement ce que je desire, qui est d'avoir l'habitation; & pour empêcher que nul navire ne vienne, je résous de demeurer ici jusqu'à ce que la saison soit passée, afin que nul navire ne vienne pour vous avitailler: c'est pourquoi, voyez ce que desirez faire, si me desirez rendre l'habitation

ou

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

dre, quoiqu'il fût naturel d'en parler à l'occasion de la prise du sieur de la Tour; ce qui prouve que les chartres Angloises étoient ou inconnues à David Kertk, ou regardées par lui comme nulles.

ou non; car, Dieu aidant, tôt ou tard il faut que je l'aie; je desirerois pour vous que ce fût plutôt de courtoisie que de force, à celle fin d'éviter le sang qui pourra être répandu des deux côtés; & la rendant de courtoisie, vous vous pouvez assurer de toute sorte de contentement, tant pour vos personnes que pour vos biens, lesquels, sur la foi que je prétends en Paradis, je conserverai comme les miens propres, sans qu'il vous en soit diminué la moindre partie du monde. Ces Basques que je vous envoie sont des hommes des navires que j'ai pris, lesquels vous pourront dire comme les affaires de la France & l'Angleterre vont, & même comme toutes les affaires se passent en France, touchant la Compagnie nouvelle de ce pays. Mandez-moi ce que desirez faire; & si desirez traiter avec moi pour cette affaire, envoyez-moi un homme pour cet effet, lequel je vous assure de chérir comme moi-même, avec toute sorte de contentement, & d'octroyer toutes demandes raisonnables que desirez, vous résoudant à me rendre l'habitation. Attendant votre réponse, & vous résoudant de faire ce que dessus, je demeurerai, Messieurs, *Et plus bas*, votre affectionné serviteur, DAVID KERTK. Du bord de la Vicaille, ce 18 juillet 1628 vieux style, ce 8 de juillet style nouveau. Et dessus la missive étoit écrit, à Monsieur, Monsieur de Champlain, Commandant à Québec.



Pièces des
Commissai-
res François.

No. XVII.
Réponse de
Champlain
à David
Kertk. 1628.

No. XVII. RE'PONSE du sieur de
Champlain, à la lettre de David Kertk,
qui le sommoit de lui remettre le Canada.

Champlain, partie II, page 158.

MONSIEUR, nous ne doutons point des
commissions qu'avez obtenues du Roi
de la Grande-Bretagne; les grands Princes
font toujours élection des braves & géné-
reux courages, au nombre desquels il a élu
votre personne pour s'acquitter de la char-
ge en laquelle il vous a commis pour exécu-
ter ses commandemens, nous faisant cette
faveur, que Nous les particulariser, entre
autre celle de la prise de Norot & du sieur
de la Tour, qui apportoit nos commodités,
la vérité que plus il y a de vivres en une
place de guerre, mieux elle se maintient
contre les orages du temps; mais aussi ne
laisse de se maintenir avec la médiocrité
quand l'ordre y est maintenu. C'est pour-
quoi ayant encore des grains, blés d'Inde,
pois, fèves, sans ce que le pays fournit,
dont les soldats de ce lieu se passent aussi-
bien que s'ils avoient les meilleures farines
du monde; & sachant très-bien que rendre
un fort & habitation en l'état que nous
sommes maintenant, nous ne serions pas
dignes de paroître hommes devant notre
Roi, que nous ne fussions répréhensibles,
& mériter un châtiment rigoureux devant
Dieu & les hommes; la mort, combatant,
nous sera honorable; c'est pourquoi que
je sai que vous estimerez plus notre coura-
ge en attendant de pied ferme votre person-
ne

ne avec vos forces, que si lâchement nous abandonnions une chose qui nous est si chère, sans premier voir l'essai de vos canons, approches, retranchement & batterie, contre une place que je m'affure que, la voyant & reconnoissant, vous ne la jugerez de si facile accès, comme l'on vous auroit pû donner à entendre, ni des personnes lâches de courage à la maintenir, qui ont éprouvé en plusieurs lieux les hafards de la fortune: que si elle vous est favorable, vous aurez plus de sujet, en nous vainquant, de nous départir les offres de votre courtoisie, que si nous vous rendions possesseurs d'une chose qui nous est si recommandée par toute sorte de devoir que l'on sauroit s'imaginer. Pour ce qui est de l'exécution du cap de Tourmente, brûlement du bétail; c'est une petite chaumière, avec quatre à cinq personnes qui étoient pour la garde d'icelui, qui ont été pris sans verd par le moyen des Sauvages; ce sont bêtes mortes qui ne diminuent en rien de ce qui est de notre vie, que si vous fussiez venu un jour plus tard, il n'y avoit rien à faire pour vous, que nous attendons d'heure à autre pour vous recevoir, & empêcher, si nous pouvons, les prétentions qu'avez eu sur ces lieux, hors desquels je demeurerai, Monsieur, *Et plus bas*, votre affectionné serviteur, CHAMPLAIN. Et dessus, à Monsieur, Monsieur le Général Kettk, des vaisseaux Anglois.

Pièces justificatives.

III^e. partie.*Sur l'Acadie.*

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XVIII.
Sommat-
ion
à Champlain,
par de Louis
& Thomas
Kertk. 1629.

No. XVIII. *LETTRE* de Louis & Thomas Kertk au sieur de Champlain, pour la sommer * de leur remettre la ville de Québec.

Champlain, partie II, page 215.

MONSIEUR, en suite de ce que mon Frère vous manda l'année passée, que tôt ou tard il auroit Québec; n'étant secouru, il nous a chargé de vous assurer de son amitié, comme nous vous faisons de la nôtre; & sachant très-bien les nécessités extrêmes de toutes choses auxquelles vous êtes, que vous aiez à lui remettre le fort & l'habitation entre nos mains, vous assurant toutes sortes de courtoisies pour vous & pour les vôtres, comme d'une composition honnête & raisonnable, telle que vous fauriez desirer; attendant votre réponse, nous demeurons, Monsieur, vos très-affectionnés serviteurs. LOUIS & THOMAS KERTK.

Du bord du Flibot; ce 19 juillet 1629.

No. XIX. *RE'PONSE* du sieur de Champlain à Louis & Thomas Kertk, pour la capitulation de Québec.

Champlain; partie II, page 215.

MESSIEURS, la vérité est que les négligences ou contrariétés du mauvais temps,
OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Dans cette sommation, non plus que dans la capitulation qui s'ensuivit, il ne fut pas question;

temps, & les risques de la mer, ont empêché le secours que nous espérons en nos souffrances, & nous ont ôté le pouvoir d'empêcher votre dessein, comme avions fait l'année passée, sans vous donner lieu de faire réussir vos prétentions, qui ne seront, s'il vous plaît maintenant, qu'en effectuant les offres que vous nous faites d'une composition, laquelle on vous fera savoir en peu de temps, après nous y être résolu; ce qu'attendant, il vous plaira ne faire approcher vos vaisseaux à la portée du canon, ni entreprendre de mettre pied à terre que tout ne soit résolu entre nous, qui sera pour demain: ce qu'attendant, je demeurerai, Messieurs, votre affectionné serviteur.

CHAMPLAIN.

Ce 19 de juillet 1629.

N^o. XX. CAPITULATION DE QUEBEC. Articles demandés par les sieurs de Champlain & du Pont, le 19 juillet 1629.

Champlain, partie II, page 216.

QUE le sieur Kertk nous fasse voir la commission du Roi de la Grande-Bretagne, en vertu de quoi il se veut saisir de cette place; si c'est en effet par une guerre légitime que la France ait avec l'Angleterre, &

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi. tion de Nouvelle E'cosse; ce qui fait voir que David Kertk ne se doutoit pas du droit que les chartes de 1621 & de 1625 auroient donné à l'Angleterre sur cette partie du Canada si on en crovoit les Anglois d'aujourd'hui.

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

& s'il a procuratiou du sieur Kertk son frère, Général de la flotte Angloise, pour traiter avec nous, il la montrera.

No. XX.
Capitulation
de Québec.
1029.

Il nous sera donné un vaisseau pour repasser en France tous nos compagnons, & ceux qui ont été pris par le sieur Général, allant trouver passage en France, & aussi tous les Religieux, tant les Pères Jésuites que Récollets, que deux Sauvageffes qui m'ont été données, il y a deux ans, par les Sauvages, lesquelles je pourrai emmener, sans qu'on me les puisse retenir, ni donner empêchement en quelque manière que ce soit.

Que l'on nous permettra sortir avec armes & bagages, & toutes sortes d'autres commodités de meubles que chacun peut avoir, tant Religieux qu'autres, ne permettant qu'il nous soit fait aucun empêchement en quelque manière & façon que ce soit.

Que l'on nous donnera des vivres à suffisance pour nous repasser en France, en change de pelleteries, sans que par violence ou autre manière que ce soit, on empêche chacun en particulier d'emporter ce peu qui se trouvera entre les soldats & compagnons de ces lieux.

Que l'on usera envers nous de traitement le plus favorable qu'il se pourra, sans que l'on fasse aucune violence à qui que ce soit, tant aux Religieux & autres de nos compagnons, qu'à ceux qui sont en ces lieux, à ceux qui ont été pris, entre lesquels est mon beau-frère Boullé, qui étoit pour commander à tous ceux de la barque partie d'ici, pour aller trouver passage pour repasser en France.

Le

Le vaisseau où nous devons passer, nous sera remis trois jours après notre arrivée à Tadoussac entre les mains; & d'ici nous sera donné une barque ou vaisseau pour charger nos commodités, pour aller audit Tadoussac prendre possession du vaisseau que ledit sieur Kertk nous donnera pour repasser en France, près de cent personnes que nous sommes, tant ceux qui ont été pris, comme ceux qui sont de présent en ces lieux.

Ce qu'étant accordé & signé d'une part & d'autre par ledit sieur Kertk, qui est à Tadoussac Général de l'armée Angloise & son conseil, nous mettrons le fort, l'habitation & maisons entre les mains dudit sieur Kertk, ou autre qui aura pouvoir pour cet effet de lui. *Signé CHAMPLAIN & DU PONT.*

Articles accordés aux sieurs Champlain & du Pont.

POUR le fait de la commission de Sa Majesté de la Grande-Bretagne le Roi mon maître, je ne l'ai point ici, mais mon frère la fera voir quand ils seront à Tadoussac.

J'ai tout pouvoir de traiter avec M. de Champlain, comme je vous le ferai voir.

Pour le fait de donner un vaisseau, je ne le puis faire; mais vous vous pouvez assurer du passage en Angleterre, & d'Angleterre en France; ce qui vous gardera de retomber entre les mains des Anglois, auquel danger pourriez tomber.

Et pour le fait des Sauvages, je ne les puis accorder pour raisons que je vous ferai savoir si j'ai l'honneur de vous voir; pour le fait de sortir armes & bagages & pelletteries, j'accorde que ces messieurs sortiront

Pièces justificatives.

111e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XX.
Capitulation
de Québec,
1629.

avec leurs armes, habits & pelletteries à eux appartenans; & pour les soldats leurs habits chacun, avec une robe de castor sans autre chose; & pour le fait des Pères, ils se contenteront de leurs robes & livres.

Ce que nous promettons faire ratifier par mon frère Général pour la flotte pour Sa Majesté de la Grande-Bretagne. *Signé L. KERTK. Et plus bas, THOMAS KERTK. Et plus bas est écrit:*

Les susdits articles accordés avec les sieurs de Champlain & du Pont, tant par les frères Louis & Thomas Kertk je les accepte & ratifie, & promets qu'ils seront effectués de point en point. FAIT à Tadoussac, ce 19 août, style neuf, 1629. *Signé DAVID KERTK., avec paraphe.*

N^o. XXI. CONCESSION faite à M. le Commandeur de Razilly, de la rivière & baie Sainte-Croix, dans la Nouvelle France, du 19 mai 1632.

Tiré du dépôt de la Marine.

LA Compagnie de la Nouvelle France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; Salut. Le desir que nous avons d'apporter toute diligence possible à l'établissement de la colonie de la Nouvelle France, nous faisant rechercher ceux qui ont la volonté d'y contribuer de leur part, & l'obligation que nous avons de récompenser, par toutes voies, les travaux de ceux qui nous assistent, & d'embrasser les occasions de leur témoigner par effets, étant bien informés des bonnes inclinations que Monsieur le Com-

Com-

Commandeur de Razilly, Lieutenant général pour le Roi en la Nouvelle France, a toujours eues pour faire réussir cette entreprise, & desirant l'en reconforter par les gratifications à nous possibles; A ces causes, avons audit sieur de Razilly donné & octroyé, donnons & octroyons par ces présentes l'étendue des terres & pays qui ensuivent, à savoir la rivière & baie Sainte-Croix, isles y contenues, & terres adjacentes d'une part & d'autre en la Nouvelle France, de l'étendue de douze lieues de large; à prendre le point milieu en l'isle Sainte-Croix, où le sieur de Mons a hiverné, & vingt lieues de profondeur depuis le port aux Coquilles, qui est en l'une des isles de l'entrée de la rivière & baie Sainte-Croix, chaque lieue de quatre mille toises de long. Pour jouir desdits lieux par ledit sieur de Razilly, les successeurs & ayans cause, en toute propriété, justice & seigneurie à perpétuité, tout & ainsi, & à pareils droits qu'il a plu au Roi donner le pays de la Nouvelle France à la Compagnie; à la réserve de la foi & hommage que ledit sieur Commandeur, ses successeurs, ayans cause, seront tenus porter au fort Saint-Louis à Québec, ou autre lieu qui sera destiné par ladite Compagnie, par un seul hommage lige à chaque mutation de possesseur desdits lieux, avec une maille d'or du poids d'une once, & le revenu d'une année de ce que ledit sieur Commandeur se sera réservé, après avoir donné en fief ou à cens & rente, tout ou partie desdits lieux; que les appellations du juge qui sera établi esdits lieux par ledit sieur de Razilly, ressortiront nuement à la cour & justice

Pièces justificatives.
III partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXI.
*Concession
de la baie de
Sainte-Croix
dans la Nou-
velle France.*
3632.

justice souveraine qui sera ci-après établie au fault Saint-Louis ou ailleurs; que les hommes que ledit sieur Commandeur fera passer en la Nouvelle France tourneront à la décharge & diminution du nombre de ceux que la Compagnie doit faire passer, sans que ledit sieur Commandeur ou les siens puissent traiter des peaux & pelleteries qu'aux conditions portées par l'édit de l'établissement de la Compagnie de la Nouvelle France; & en cas que ledit sieur Commandeur desire faire porter à cette étendue de terre quelque nom & titre plus honorable, se retirera vers le Roi & Monseigneur le Cardinal de Richelieu, Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, pour lui être pourvû conformément aux articles accordés à ladite Compagnie. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes. A Paris, au Bureau de la Nouvelle France, le dix-neuvième mai mil six cent trente-deux. Signé LAMI avec paraphe, Secrétaire.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdites archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFELARD.

No. XXII. CONCESSION de la Compagnie de la Nouvelle France, à Charles de Saint-Etienne sieur de la Tour, Lieutenant général de l'Acadie,

*du fort de la Tour, dans la rivière
Saint-Jean, du 15 janvier 1635.*

Pièces justifi-
catives.
III^e. partie.

Tiré du dépôt de la Marine.

Sur l'Acadie.

LA Compagnie de la Nouvelle France :
A tous ceux qui ces presentes lettres
verront, Salut. Le desir que nous avons
d'accroître la colonie de la Nouvelle Fran-
ce, nous faisant recevoir ceux qui nous peu-
vent aider en ce louable dessein; & voulant
les inciter davantage, en les gratifiant de
quelques portions de terres à nous concé-
dées par le Roi, après avoir été certifiés
des bonnes intentions de Charles de Saint-
E'tienne sieur de la Tour, Lieutenant géné-
ral pour le Roi es côtes de l'Acadie en la
Nouvelle France, nommé par Monseigneur
le Cardinal Duc de Richelieu, Pair de Fran-
ce, Grand-Maître, Chef & Surintendant gé-
néral de la navigation & commerce de ce
Royaume, sur la présentation de ladite Com-
pagnie, & avoir reconnu le zèle dudit sieur
de la Tour à la Religion Catholique, Apo-
stolique & Romaine, & au service de Sa
Majesté, avons donné & octroyé, donnons
& octroyons par ces présentes, en vertu du
pouvoir à nous donné par Sa Majesté, le
fort & habitation de la Tour, *situé en la
rivière Saint-Jean en la Nouvelle France*, en-
tre les quarante-cinq & quarante-six degrés
de latitude, ensemble les terres prochaine-
ment adjacentes à icelui dans l'étendue de
cinq lieues au dessus le long de ladite riviè-
re, sur dix lieues de profondeur dans les
terres: le tout selon les bornes qui en se-
ront assignées, pour en jouir par ledit sieur

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXII.
Concession à
la rivière
Saint-Jean,
dans la Nou-
velle France.
1635.

de la Tour, ses successeurs ou ayans cause, en toute propriété, justice & seigneurie, & tout ainsi qu'il a plû au Roi donner & concéder ledit pays de la Nouvelle France à notre dite Compagnie; tenir le tout en fief *mouvant & relevant de Québec*, ou autre lieu qui sera ci-après désigné par ladite Compagnie; à la charge de *la foi & hommage* que ledit sieur de la Tour, ses successeurs ou ayans cause seront tenus de porter *audit fort de Québec* ou ailleurs, & de payer les droits & profits de fief, ainsi qu'il se pratique aux mutations de personnes; & que ledit sieur de la Tour, ses successeurs ou ayans cause ne pourront faire cession ou transport de tout ou de partie des choses ci-dessus à lui concédées pendant dix ans, à compter du jour & date des présentes, sans le gré & le consentement de ladite Compagnie; & après dix ans il lui sera loisible, & à ses successeurs ou ayans cause, d'en disposer avec les mêmes charges ci-dessus, au profit de personnes capables, & faisant profession de la religion catholique, apostolique & romaine. FAIT & accordé le quinziesme de Janvier mil six cent trente-cinq.

Extrait des délibérations de la Compagnie de la Nouvelle France. Signé A. CHEFFAULT avec paraphe.

Nous E. CUYER, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont aux dites archives & dépôt. A Paris, le sept. octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFILLARD.

Pièces justifi-
catives.

IIIe. partie.

N^o. XXIII. LETTRE du Roi Louis XIII, au sieur d'Aulnay Charnisay, Commandant, es forts de la Hève, Port-Royal, Pentagoet & côtes des Etehemins en la Nouvelle France, pour régler les bornes du commandement entre lui & le sieur de la Tour, du 10 février 1638.

Sur l'Acadie.

Tiré du dépôt de la Marine.

MONSEUR d'Aulnay Charnisay, voulant qu'il y ait bonne intelligence entre vous & le sieur de la Tour, sans que les limites des lieux où vous avez à commander l'un & l'autre puissent donner sujet de controverse entre vous, j'ai jugé à propos de vous faire entendre particulièrement mon intention touchant l'étendue desdits lieux, qui est que sous l'autorité que j'ai donnée à mon cousin le Cardinal Duc de Richelieu, sur toutes les terres nouvellement découvertes par le moyen de la navigation dont il est Surintendant, vous soyez mon Lieutenant général en la côte des Etehemins, à prendre depuis le milieu de la terre ferme de la Baie françoise, en tirant vers les Virginies, & Gouverneur de Pentagoet; & que la charge du sieur mon Lieutenant général en la côte d'Acadie, soit depuis le milieu de ladite Baie françoise jusqu'au détroit de Canseau. Ainsi vous ne pourrez changer aucun ordre dans l'habitation de la rivière de Saint-Jean, faite par ledit sieur de la Tour, qui ordonnera de son économie & peuple, comme il jugera à propos; & ledit de la Tour ne s'ingère-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXIII.

Ordre pour
régler les
commande-
mens des
sieurs de
Charnisay &
de la Tour.
1638.

ra non plus de rien changer ès habitations de la Hève & Port-royal, ni des ports de ce qui y est; quant à la troque l'on en usera comme l'on a fait du vivant du Commandeur de Razilly: vous continuerez, au reste, & redoublerez vos soins en ce qui est de la conservation des lieux qui sont dans l'étendue de votre charge, & principalement de prendre garde exactement qu'il ne s'établisse aucuns étrangers dans le pays & côtes de la Nouvelle France, dont les Rois mes prédécesseurs ont fait prendre possession en leurs noms: vous me donnerez compte au plus-tôt de l'état des affaires de de-là, & particulièrement sous quel prétexte, & avec quel aveu & commissions, quelques étrangers se sont introduits & ont formé des habitations esdites côtes, afin que j'y fasse pourvoir, & vous envoyer les ordres que je jugerai nécessaires sur ce sujet, par les premiers vaisseaux qui iront en vos quartiers: sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur d'Aulnay Charnisay, en sa sainte garde. E'CRIT à Saint-Germain-en-Laye, le dixième février mil six cent trente-huit. Signé LOUIS. Et plus bas, BOUTHILLIER.

Pour dessus de la lettre,

A Monsieur d'Aulnay Charnisay, Commandant ès forts de la Hève, Port-Royal, Pentagoet & côtes des Etchemins en la Nouvelle France,

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus

véritable. l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdites archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante. un. Signé LAFFILARD.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

No. XXIV. ORDRE du Roi au sieur d'Aulnay Charnisay, de faire arrêter & repasser en France le sieur de la Tour du 13 février 1641.

Tiré du dépôt de la Marine.

MONSIEUR d'Aulnay Charnisay, j'envoie ordre au sieur de la Tour par lettre expresse, de s'embarquer, & me venir trouver aussi tôt qu'il l'aura reçue; à quoi s'il manque d'obéir, je vous ordonne de vous saisir de sa personne, & de faire fidèle inventaire de tout ce qui lui appartient, copie duquel vous enverrez par de çà; pour cet effet vous vous servirez de tous les moyens & forces que vous pourrez, & mettrez les forts qui sont entre ses mains, en celles de personnes fidèles & affectionnées à mon service, qui en puissent répondre: la présente n'étant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur d'Aulnay Charnisay, en sa sainte garde. E'CRIT à Saint-Germain-en Laye, le treize février mil six cent quarante-un. Signé LOUIS. Et plus bas, BOUTHILLIER. Et au dos, à Monsieur d'Aulnay Charnisay.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres

Pièces des ^{Et} papiers qui sont auxdits archives ^{Et} dépôt.
 Commissai- A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante.
 res François. te-un. Signé LAFFILARD.

No. XXV.

Traité entre
 la Compagnie
 Et les habi-
 tans de la
 Nouvelle
 France, pour
 la traite des
 deux côtés du
 fleuve Saint-
 Laurent.

1645.

No. XXV. ARREST par lequel Sa
 Majesté approuve la délibération de la
 Compagnie de la Nouvelle France, Et
 le Traité fait en conséquence entre la-
 dite Compagnie Et le Député des ha-
 bitans de la Nouvelle France, du 6
 mars 1645.

Tiré du dépôt de la Compagnie des Indes.

VU par le Roi, étant en son Conseil, la
 Reine Régente sa Mère présente, les ar-
 ticles accordés à la Compagnie de la Nou-
 velle France, le 29 avril 1627, & l'édit de
 l'établissement de ladite Compagnie, du mois
 de mai 1628, l'acte contenant la délibération
 de l'assemblée générale des associés de la Com-
 pagnie de la Nouvelle France, du 6^e. jour
 de décembre 1644, & autres jours suivans
 jusqu'au 7 janvier 1645; le traité fait ensui-
 te le 14^e. jour dudit mois, entre lesdits as-
 sociés d'une part, & le député des habitans
 de la Nouvelle France fondé sur leur procu-
 ration, d'autre: par lequel, entr'autres cho-
 ses, la Compagnie de la Nouvelle France,
 relevant & conservant les nom, titres, au-
 torités, droit & pouvoirs qui lui ont été
 donnés par l'édit de son établissement, pour
 demeurer en pleine propriété, possession,
 justice & seigneurie de tous les pays & étendue
 des terres de la Nouvelle France, auroit
 accordé, cédé & remis, sous le bon plaisir
 de Sa Majesté, auxdits habitans dudit pays,
 pré-

présens & à venir, tout le droit & faculté de la traite des peaux & pelleteries en la Nouvelle France, dans l'étendue des terres au long du grand fleuve Saint-Laurent & rivières qui se déchargent en icelui, jusqu'à son embouchure dans la mer, à prendre à dix lieues près de la concession de Miscou du côté du sud & du côté du nord, autant que s'étendent les bornes de ladite Compagnie, sans comprendre en ladite concession, les traites qui se peuvent faire es colonies de l'Acadie, Miscou & du Cap-Breton, desquelles ladite Compagnie a ci-devant disposé, & auxquelles elle se réserve de pourvoir ci-après lorsqu'il y aura lieu; pour jouir par lesdits habitans des choses concédées, à l'exclusion de tous autres, ainsi que ladite Compagnie de la Nouvelle France en a pu ou dû jouir, conformément à l'édit de son établissement; & à la charge aussi que lesdits habitans entretiendront à l'avenir la colonie de la Nouvelle France, & déchargeront ladite Compagnie des dépenses ordinaires qu'elle faisoit ci-devant pour l'entretien & appointemens des Ecclesiastiques, Gouverneur, Lieutenans, Capitaines, Soldats & garnisons dans les forts & habitations dudit pays, & généralement de toutes autres charges dont la Compagnie pourroit être tenue suivant le même édit, & sans que lesdits habitans puissent faire aucune cession ou transport de tout ou de partie de ladite traite ainsi à eux cédée. Et Sa Majesté étant bien informée que ladite Compagnie, pour parvenir à l'établissement de ladite colonie en la Nouvelle France, a fait dépense de plus de douze cens mille livres, outre ce qui est provenu du pays, dont

Pièces justifi-
catives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXV.
*Traité entre
la Compagnie
& les habi-
sans de la
Nouvelle
France, pour
la traite des
deux côtés du
fleuve Saint-
Laurent.*
1645.

dont elle doit encore plus de quatre cens mille livres qu'il faut répéter avec grande peine & frais sur chacun associé, & qu'elle n'a eu d'autres motifs pour ce faire, que l'avancement de la gloire de Dieu, & l'honneur de cette Couronne en la conversion des peuples Sauvages, pour les réduire à une vie civile sous l'autorité de Sadite Majesté; & que ladite Compagnie n'en a pû donner de plus véritables marques, qu'en se privant des moyens de se rembourser à l'avenir de toutes lefdites dépenses, comme elle fait par le délaissement & abandonnement de ladite traite, au profit desdits habitans qui l'ont désiré & demandé avec très-grande instance, comme le seul moyen d'accroître & affermir ladite colonie. LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, la Reine Régente sa Mère présente, agréée, ratifiée & approuve ladite délibération de la Compagnie de la Nouvelle France, du 6 décembre 1644, & autres jours suivans; ensemble le Traité fait en conséquence d'icelle, le 14 janvier 1645, & ordonne qu'ils auront lieu, & que du contenu en iceux lefdits associés de ladite Compagnie de la Nouvelle France & lefdits habitans, jouiront respectivement à leur égard, pleinement & paisiblement, sans qu'il y soit contrevenu en aucune manière que ce soit, & qu'à cette fin toutes lettres nécessaires seront expédiées,

*Je soussigné Chef du Bureau des archives
de la Compagnie des Indes, certifie la copie de
l'arrêt, dont copie est ci-dessus & des autres
parts, transcrite, conforme à une copie qui est
déposée au Bureau de dépôt de la Marine du
Roi*

Roi. A Paris, le trois juillet mil sept cent cinquante-un.

Pièces justificatives.

Signé DERNIS.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

No. XXVI. PROLONGATION de la commission de Gouverneur & Lieutenant général à Québec, accordée par le Roi au sieur Huault de Montmagny, du 6 juin 1645.

Tiré du dépôt des Affaires étrangères.

L OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A notre cher & bien aimé Charles Huault de Montmagny, Chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, Salut. Vous ayant ci-devant commis, ordonné & établi Gouverneur & notre Lieutenant général à Québec, & sur le fleuve de Saint-Laurent, & autres rivières qui se débargent en icelui; vous auriez acquis tant de réputation par votre sage & prudente conduite, pendant les trois années de cet emploi, que ceux de la Compagnie de la Nouvelle France ayant vû que ledit terme de trois ans s'en alloit expirer, nous ont très-humblement supplié & requis de vouloir prolonger votre commission pour autres trois années prochaines; & après plusieurs bons témoignages qui nous ont été rendus par notre très-cher & bien aimé cousin le Duc de Bresé, Grand-Maître, Chef & Surintendant général de la navigation & commerce de France, de votre capacité, valeur & expérience, fidélité & affection pour notre service: A CES CAUSES, Nous, de l'avis de la Reine Régente notre très-honorée Dame & Mère, vous a-

vons

Pièces des Commissaires François, vous commis, ordonné & établi, commettons, ordonnons & établissons, Gouverneur & notre Lieutenant général représentant notre

No. XXVI. Prolongation du gouvernement de la Nouvelle France, pour M. de Montmagny, 1645.

personne à Québec & dans les provinces arrochées du fleuve Saint-Laurent, & des autres rivières qui se déchargent en icelui, & lieux qui en dépendent en la Nouvelle France, pour commander à tous les gens de guerre qui seront audit pays, tant pour la garde desdits lieux, que pour maintenir & conserver ce négoce, prendre soin de la colonie dudit pays, conservation & sûreté d'icelui sous notre obéissance, avec pouvoir d'établir sous vous tels Lieutenans pour le fait des armes que bon vous semblera, comme aussi par forme de provision, & jusqu'à ce qu'il y ait des Juges souverains établis sur les lieux pour l'administration de la justice, vous donnons pouvoir & aux Lieutenans qui seront par vous établis, de juger souverainement & en dernier ressort, avec les Chefs & Officiers de la Nouvelle France qui se trouveront près d'eux, tant les soldats qu'autres habitans desdits lieux, tenir la main à l'exécution desdits arrêts & réglemens du Conseil, faits pour l'établissement & conduite de la Compagnie de la Nouvelle France, & des accords faits entre ladite Compagnie & les habitans desdits lieux; & jouir par vous, durant lesdites trois années, à commencer du jour & date des présentes, de ladite charge, aux honneurs, autorités, prééminences, privilèges, droits, profits & emblomens qui y sont attribués. Si mandons à tous nos Lieutenans généraux, Capitaines & Conducteurs de nos gens de guerre, Justiciers & Officiers, chacun en droit soi, qu'ils y vous laissent,

laissent, souffrent, & fassent jouir & user de
 ladite charge pleinement & paisiblement, & à vous obéir & entendre de tous ceux
 ainsi qu'il appartiendra, es choses touchant
 & concernant ladite charge, de ce faire vous
 avons donné & donnons pouvoir, commission
 & mandement spécial par cesdites présentes :
 Car tel est notre plaisir. Donné à Paris, le
 sixième jour de juin, l'an de grace mil six
 cent quarante-cinq, & de notre règne le
 troisième.

Pibces just.
 ficatives. III^e. partie.
 Sur l'Acadie.

*Copie tirée des registres du dépôt des Affaires
 étrangères, & certifiée véritable. A Paris,
 le huit octobre mil sept cent cinquante-un.*
 Signé P. LE DRAN.

**N^o. XXVII. PROVISIONS en faveur
 du sieur de Lauzon, de la charge de
 Gouverneur & Lieutenant général du
 Roi en Canada, du 17 janvier 1651.**

Tiré du dépôt des Affaires étrangères.

Louis, par la grace de Dieu, &c. Salut.
 Estant nécessaire pour le bien de notre
 service, de pourvoir d'un Gouverneur &
 notre Lieutenant général dans toute l'étendue
 du fleuve Saint-Laurent, au lieu & place du
 sieur Daillebout, dont le temps, qui ne doit
 être que de trois ans, ordonné par nos ré-
 glemens pour ledit pays, est expiré; savoir
 faisons que pour l'entière confiance que nous
 avons de la personne de notre amé & féal
 Conseiller de notre Conseil d'état, le sieur
 de Lauzon, & de ses sens, suffisance, loyauté,
 prud'homme, vigilance, zèle, soins & in-
 dustrie,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXVII.

Provisions
de Gouver-
neur de la
Nouvelle
France pour
le sieur de
Lauzon,
1651.

dutrie, courage, valeur & sage conduite au fait des armes; icelui pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, par l'avis de la Reine Regente notre très-honorée Dame & Mère, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons, ensuite de la présentation qui nous a été faite de la personne par la Compagnie de la Nouvelle France, ainsi qu'il appert par un extrait de leurs délibérations, ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, commis, ordonné & établi, commettons, ordonnons & établissons par ces présentes signées de notre main, & lui avons donné & donnons ladite charge de Gouverneur & notre Lieutenant général dans toute l'étendue du fleuve Saint-Laurent en la Nouvelle France, & des terres adjacentes de part & d'autre dudit fleuve, & autres rivières qui se déchargent en icelui jusqu'à son embouchure, à prendre dix lieues près de Miscou du côté du sud & du côté du nord, autant que s'étendent les terres dudit pays, de la même sorte, & tout ainsi que l'avoit, tenoit & exerçoit ledit sieur Daillebout, pour trois ans seulement, qui commenceront du jour que ledit sieur de Lauzon arrivera à Québec; auquel nous donnons plein pouvoir, puissance, autorité, commission & mandement spécial, de commander dorénavant, tant aux gens de guerre qui sont & pourront être ci-après en quel qu'endroit que ce soit dudit pays, que tous nos Officiers, Ministres & sujets d'icelui; juger de tous les différends qui pourront naître entr'eux, faire punir les délinquans, & même exécuter à mort si le cas échet, le tout souverainement & sans appel; leur or-
donner

donner tout ce qu'il verra & connoitra être nécessaire pour notre service, & le bien de nos affaires, & la garde & conservation dudit pays en notre obéissance; & ce aux mêmes droits & honneurs & prérogatives que les précédens Gouverneurs pendant lesdites trois années. Si donnons en mandement à tous Capitaines & Officiers dudit pays, qu'ils aient à lui obéir & faire obéir par tous nos sujets, ès choses susdites, circonstances & dépendances, tout ainsi qu'à notre personne, sans y contrevenir en quelque sorte & manière que ce puisse être: Car tel est notre plaisir; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNE' à Paris, le dix-septième jour de janvier, l'an de grace mil six cent cinquante-un, & de notre règne le huitième.

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie

Signé LOUIS.

Copie tirée des registres du dépôt des Affaires étrangères, & certifiée véritable. A Paris, le huit octobre mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LE DRAN.

N^o. XXVIII. PROVISIONS pour le sieur Nicolas Denys, de Gouverneur & Lieutenant général en Canada, renfermant & désignant les bornes & étendue de son gouvernement, du 30 janvier 1654.

Tiré du dépôt de la Marine.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous présens & à avenir. Etant bien informé & assuré

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXVIII.
Provisions de
Gouverneur
de la baie
de Saint-
Laurent en
la Nouvelle
France, pour
le sieur De-
nys, 1654.

de la louable & recommandable affection, peine & diligence que le sieur Nicolas Denys E'cuyer, qui étoit ci-devant institué & établi par la Compagnie de la Nouvelle France, Gouverneur en toute l'étendue de la grande baie Saint-Laurent & isles adjacentes, à commencer depuis le cap de Canseau jusqu'au cap des Rosiers, en la Nouvelle France; & lequel depuis neuf ou dix ans en-çà a apporté & utilement employé tous ses soins, tant à la conservation des Sauvages dudit pays, à la foi & religion chrétienne, qu'à l'établissement de notre autorité, en toute l'étendue dudit pays, ayant construit deux forts, & contribué de son possible à l'entretien de plusieurs Ecclésiastiques religieux, pour l'instruction des enfans desdits Sauvages, & travaillé au défrichement des terres, où il auroit fait bâtir plusieurs habitations; ce qu'il auroit continué de faire, s'il n'en eût été empêché par Charles de Menou sieur d'Aulnay Charnifay, lequel, à main armée & sans aucun droit, l'en auroit chassé, pris de son autorité privée lesdits forts, victuailles & marchandises, sans en faire aucune satisfaction, & même ruiné lesdites habitations; de sorte que pour remettre ledit pays, le rétablir en son premier état, pour être capable d'y recevoir les colonies qui y avoient commencé leur établissement par le moyen desdites habitations qui y étoient faites & construites, & des forts dont ledit Charnifay s'est emparé, il est nécessaire d'y envoyer un homme capable & instruit en la connoissance des lieux, fidèle à notre service, pour reprendre lesdits forts, ou en construire d'autres, & remettre ledit pays sous notre domination,

& ladite Compagnie dans ses droits, portés par l'édit de son établissement; & pour la défense dudit pays, munir & garder lesdits forts, & ceux qui seront faits, de nombre suffisant de gens de guerre, & autres choses nécessaires où il convient faire de grandes dépenses; & pour nous rendre un service de cette importance; étant assuré du zèle, soin, industrie, courage, valeur, bonne & sage conduite dudit sieur Denys, lequel nous auroit été nommé & présenté par ladite Compagnie, avons, de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, icelui sieur Denys, confirmé & confirmons de nouveau, en tant que de besoin est ou seroit, ordonné & établi, ordonnons & établissons par ces présentes signées de notre main, Gouverneur & notre Lieutenant général, représentant notre personne, en tout le pays, territoire, côtes & confins de la grande baie de Saint-Laurent, A COMMENCER DU CAP DE CANSEAU JUSQU'AU CAP DES ROSIERS, isles de Terre-neuve, isles du Cap-Breton, de Saint-Jean, & autres isles adjacentes, pour y rétablir notre domination, & ladite Compagnie de la Nouvelle France, dans ses droits, y faire reconnoître notre nom, puissance & autorité, assujétir, soumettre & faire obéir les peuples qui y habitent, & les faire instruire en la connoissance du vrai Dieu, & en la lumière de la foi & religion chrétienne, & y commander tant par mer que par terre; ordonner & faire exécuter tout ce qu'il connoitra se devoir & pouvoir faire pour maintenir & conserver lesdits lieux sous notre autorité & puissance, avec pouvoir de commettre, établir & instituer tous Officiers, tant de guerre

Pièces justificatives:
IIIe. partie.

Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXVIII.
Provisions de
Gouverneur
de la baie
de Saint-
Laurent en la
Nouvelle
France, pour
le sieur De-
nys, 1654.

que de justice, pour la première fois, & de là en avant, nous les nommer & présenter pour les pourvoir; & leur donner nos lettres à ce nécessaires; & selon les occurrences des affaires, avec l'avis & conseil des plus prudens & capables, établir loix, statuts & ordonnances, le plus qu'il se pourra conformes aux nôtres; traiter & contracter paix, alliance & confédération avec lesdits peuples, ou autres ayant pouvoir & commandement sur eux; leur faire guerre ouverte, pour établir & conserver notre autorité, & la liberté du trafic & négoce, entre nos sujets & eux, & autres cas qu'il jugera à propos, jouir & octroyer à nos sujets qui habiteront ou négocieront audit pays & aux originaires d'icelui, graces, privilèges & honneurs, selon les qualités & mérite des personnes sous notre bon plaisir; voulons & entendons que ledit sieur Denys se réserve, approprie & jouisse pleinement & paisiblement de toutes les terres à lui ci-devant concédées par la dite Compagnie de la Nouvelle France lui & les siens, & que d'icelles il puisse en donner & départir telle part qu'il avisera, tant à nosdits sujets qui s'y habitueront, qu'auxdits originaires, ainsi qu'il jugera bon être, selon les qualités, mérite & services des personnes: faire soigneusement chercher les mines d'or, d'argent, cuivre & autres métaux & minéraux, & les faire mettre & convertir en usage, comme il est prescrit par nos ordonnances; nous réservant, du profit qui en viendra de celles d'or & d'argent, seulement le dixième denier, & lui délaissions & affectons ce qui pourroit nous en appartenir aux autres métaux & minéraux, pour lui aider à suppor-

supporter les autres dépenses que ladite charge lui apporte: Voulons que ledit sieur Denys, ^{Pièces justificatives.} ^{IIIe. partie.} ^{Sur l'Acadie.}
 privativement à tous autres, jouisse du privilège, pouvoir & faculté de trafiquer & faire la traite de pelleteries avec lesdits Sauvages, dans toute l'étendue dudit pays de terre ferme & côte de la grande baie Saint-Laurent, Terre-neuve, Cap Breton, & autres isles adjacentes, pour en jouir de toutes les choses ci-dessus déclarées, & par ceux qu'il commettra, & à qui il en voudra donner la charge, & qu'il lui soit fait raison par la veuve dudit d'Aulnay Charnisay & ses héritiers, de toutes les pertes & dommages qu'il a soufferts de la part dudit d'Aulnay Charnisay*; DE PLUS, nous avons donné & donnons, attribué & attribuons audit sieur Denys, le droit & faculté & pouvoir de faire une Compagnie sédentaire de la pêche des mollusques, saumons, maquereaux, harengs, sardines, vaches marines, loups marins, & autres poissons qui se trouveront en toute l'étendue dudit pays, & côte de l'Acadie, jusqu'aux Virginies & isles adjacentes, à laquelle Compagnie seront reçus tous les habitans dudit pays, pour telle part qu'ils y voudront entrer, pour des profits y participer, de ce que chacun y aura mis; & défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'entreprendre sur ladite Compagnie

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ce de plus marque une concession particulière pour la pêche sédentaire que le sieur Denys, en vertu de cette extension, pouvoit établir même à l'Acadie, & hors des bornes de son gouvernement.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXVIII.

Provisions de
Gouverneur
de la baie
de Saint-
Laurent en la
Nouvelle
France, pour
le sieur De-
ny, 1654.

Compagnie pour faire ladite pêche sédentaire en toute l'étendue dudit pays, à la réserve toutefois de nos sujets, que nous voulons & entendons pouvoir aller par-tout ledit pays de la Nouvelle France, avec navires, & en tels ports & havres que bon leur semblera, pour y faire pêche verte & sèche, tout ainsi qu'à l'ordinaire, sans y pouvoir être troublés en aucune façon par ladite Compagnie; faisant très-expresses inhibitions & défenses à tous marchands, maîtres & Capitaines de navires, & autres nos sujets ordinaires dudit pays, de quelque état & condition qu'ils soient, de faire la traite des pelleteries avec les Sauvages dudit pays, ni ladite pêche sédentaire, sans son expès congé & permission, à peine de desobéissance & confiscation entière de leurs vaisseaux, armes, munitions & marchandises au profit dudit sieur Denys, & de dix mille livres d'amende. Permettons audit sieur Denys de les empêcher par toutes voies, & d'arrêter les contrevenans à nosdites défenses, leurs navires, armes & victuailles, pour les remettre es mains de la justice, & être procédé contre la personne & biens des desobéissans, ainsi qu'il appartiendra: & à ce que cette intention & volonté soit notoire, & qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, mandons & ordonnons à tous nos Officiers, Justiciers qu'il appartiendra, qu'à la requête dudit sieur Denys, ils aient à faire lire, publier & registrer ces présentes; & le contenu en icelles faire garder & observer ponctuellement: faisant mettre & afficher es ports, havres & autres lieux de notre Royaume, pays & terres de notre obéissance, que besoin fera, un extrait sommaire

maire du contenu en icelles; voulant qu'aux copies qui en seront dûement collationnées par nos amés & féaux Conseillers, Secrétaire ou Notaire royal sur ce requis, foi soit ajoutée comme au présent original: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cefdites présentes. DONNE' à Paris, le trentième janvier mil six cent cinquante-quatre, & de notre règne le onzième. Scellé du grand sceau de cire verte, en lacs de soie rouge & verte. Signé LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, DE LOMENIE. Et à côté, Visa. Et plus bas, collationné à l'original par moi Conseiller Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France, & de ses finances, LA DORIE, avec paraphe.

Pièces justificatives.
III^e. partie.
Sur l'Acadie.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante un. Signé LAFFILARD.

No. XXIX. CAPITULATION de Port-Royal *, du 16 août 1654.

Tiré du dépôt de la Marine.

RÉSULTAT de tous les articles présentés par M. de la Verdure, tant en qualité de

Capi-
OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Il est remarquable que dans toute cette pièce on ne trouve pas le mot de Nouvelle E'cosse; d'où

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXIX.
Capitulation
de Port-
Royal. 1654.

Capitaine commandant dans le Port-Royal pour le Roi, que comme subrogé tuteur des enfans mineurs du défunt Monsieur d'Aulnay, à Monsieur Robert Sedgwicke Général de l'escadre & Commandant en chef par toutes les côtes de la Nouvelle Angleterre en l'Amérique, sous l'autorité de S. A. Olivier Protecteur de la République d'Angleterre, E'cosse & Irlande, & en vertu de la commission de sadite A. en date du 8 février 1653, & encore avec la commission du Conseil général de la Marine, en date du 9 février de la même année 1653, style ancien d'Angleterre; tous lesquels articles doivent être promptement & fidèlement observés, sans aucune explication réservée.

Premièrement, qu'il mettra entre les mains de mondit sieur Sedgwicke Général, le Fort du Port-Royal, avec les canons, armes & munitions de guerre; & de tout quoi sera fait inventaire, dont copie sera délivrée aux Parties, signée d'eux.

Que ledit sieur de la Verdure sortira hors du Fort, Soldats & Domestiques de toute condition, servans audit Fort, avec leurs armes & tambours battans, enseigne déployée, balle en bouche, mousquet ou fusil sur l'épaule, mèche allumée par les deux bouts, & deux petites pièces de canon, & de quoi tirer quatre coups de chaque pièce, & leur bagage, dans lequel seront compris les pelle-
teries

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.
il résulte que l'Angleterre ne possédoit ni ne prétendoit alors rien sous ce nom. On n'y trouve pas non plus celui d'Acadie, parce que le Port-Royal n'est pas dans l'Acadie.

teries qui leur seront délivrés pour le payement de leurs gages, sans qu'ils puissent être fouillés ni molestés, & leur sera four- ni bâtiment pour leur passage en France, avec leurs victuailles pour deux mois, & munitions de guerre, comme aussi passeport pour s'en servir en cas de rencontre de navires de guerre appartenans à la République d'Angleterre, E'cosse & Irlande, comme aussi de tous autres pays à eux appartenans.

Pièces justi-
ficatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Lequel article est accordé en la même forme qu'il est expliqué ci-dessus, excepté les canons.

Quant aux enfans, pour leur intérêt particulier, est requis & demandé que tous les meubles & immeubles, & marchandises & bestiaux qui se trouveront dans ledit Fort & fermes appartenantes auxdits enfans mineurs, seront remis de bonne foi entre les mains dudit sieur de la Verdure, pour être transportés en France s'ils desirent y passer, ou laissés dans le pays, si tant est que lesdits enfans mineurs & lui y demeurent: & quant aux terres mises en labour, & autres appartenant auxdits enfans, la propriété leur en sera réservée, pour être cultivées à leur profit.

Cet article est accordé, excepté le bétail qui a été pris par les troupes de Monsieur le Général pendant le siège de ladite place, qui demeure perdu pour lesdits enfans, & aussi excepté les meubles, marchandises & vivres qui se trouveront dans la maison & magasins dudit Fort, appartenans auxdits enfans, desquels sera fait inventaire, pour cet effect être présenté à mondit sieur le Général, pour être par lui, ce fait, être ordon-

Pièces des
Commissai-
res François.

né tout ce qui sera de sa grace & cour-
toisie.

No. XXIX.
Capitulation
de Port-Ro-
yal. 1654.

Quant aux habitans du Port Royal & lieux circonvoisins de ladite habitation, il leur sera libre de demeurer dans ledit pays, & jouir de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, suivant leurs concessions à eux accordées jusqu'à ce jourd'hui; même leur sera accordé liberté de conscience & exercice de religion, & à cet effet leur sera délaissé l'église encommée de nouveau, avec la demeure & retraite des bâtimens faits à cette fin.

Et en cas que lesdits habitans ou partie d'iceux veuillent s'en retourner en France, il leur sera donné même passage & nourriture qu'aux Soldats & Domestiques expliqués ci-dessus, avec leurs meubles; & pourront vendre pendant leur séjour en ce lieu, leurs terres & maisons à eux appartenantes suivant leurs concessions, à qui bon leur semblera, & emporter la valeur d'iceux, avec leurs autres meubles à eux appartenans.

Sur cet article a été accordé que les habitans auront liberté de conscience & de demeurer en leur maison ordinaire, & tous leurs meubles & immeubles qui leur appartiendront, leur demeureront comme à eux appartenans, moyennant la reconnoissance & devoirs seigneuriaux auxquels ils sont obligés par leurs concessions, avec la liberté de vendre lesdits meubles & immeubles quand bon leur semblera, pourvu que ce soit aux Sujets de ladite République ou aux François qui seront demeurans audit pays & dépendans dudit Port-Royal; & lorsqu'ils

qu'ils auront volonté de retourner en France, le passage leur sera aussi donné conformément aux autres, comme il est dit ci-devant, & pourront porter avec eux la valeur des meubles & immeubles qu'il auront vendus: & à l'égard de leur bétail qui a été pris par les gens de guerre, demeurera perdu & confisqué pour eux, comme acquis de bonne guerre.

Pièces justificatives.

III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Et en cas que les RR. PP. Missionnaires Capucins voulussent se retirer en France, ils auront passage pareil auxdits susnommés, & pourront emporter tous leurs ornemens, hardes, livres, meubles & autres choses à eux appartenans.

Sur cet article a été accordé qu'ils auront passage comme les autres avec la liberté d'emporter tout ce qui leur appartient; & au cas qu'ils aient dessein de demeurer dans ledit pays, leur est permis, moyennant qu'ils soient éloignés de deux à trois lieues de la Forteresse, & cela pour tant & si long-temps que S. A. Olivier Protecteur de ladite République, l'aura pour agréable; & jusqu'à l'embarquement en ce lieu que Monsieur le Général fera faire pour France, leur est permis de faire leur demeure en leur maison nouvelle, où ils seront conservés & protégés de l'autorité de mondit sieur le Général.

A l'égard des intérêts de Monsieur le Borgne bourgeois & marchand de la ville de la Rochelle, demande qu'il lui soit donné la liberté de son navire nommé le *Château fort*, armes, munitions & apparaux dudit navire, comme aussi les marchandises appartenantes audit le Borgne, qui sont tant dans

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXIX.
Capitulation
de Port-Ro-
yal. 1654.

dans ledit navire, que dans les magasins du-
dit Fort du Port Royal.

Sur lequel article Monsieur le Général re-
quiert qu'inventaire en sera fait, & ce fait
être porté par-devant lui, pour en après
être fait telle grace & donation qu'il peut &
doit espérer, comme il lui a promis qu'il
fera autant que sa bonté & générosité lui
pourra permettre.

Pour l'effet & conclusion de tous lesquels
articles, est arrêté & convenu entre les Par-
ties, que dès demain dix-septième août,
style de France, sera commencé à travail-
ler audit inventaire, & incessamment pro-
cédé jusqu'en fin de clôture & conclusion,
en présence de telles personnes que ledit
sieur Général plaira nommer & députer pour
cet effet; & lesdits inventaires accomplis,
entrera en possession dudit Fort & lieu du
Port-Royal; & ledit sieur de la Verdure Ca-
pitaine, en sortira avec lesdits Soldats &
Domestiques au desir des conditions spéci-
fiées par tous les articles du présent Traité,
qui seront observés & exécutés, le tout de
bonne foi. FAIT & passé le seizième d'août
mil six cent cinquante-quatre, style de
France, à bord du navire l'Admiral, nom-
mé l'*Augustin*, étant ancré dans la rivière
& devant le Fort du Port Royal.

Et pour plus grande assurance du conte-
nu des articles ci-dessus, ledit sieur de la
Verdure a laissé pour ôtage M.^e Jacques
Bourgeois son beau-frère & Lieutenant de
la Place, porteur de sa procuration pour le
présent Traité, & le sieur Emmanuel le
Borgne fils, jusqu'à l'accomplissement du
présent accord, lequel a été commencé dans

la première séance qui fut le jour d'hier, & Pièces justifi-
 conclu cejourd'hui seizième août mil six ficatives.
 cent cinquante-quatre, style de France; ain. IIIe. partie.
 si signé :

Sur l'Acadie.

BOURGEOIS,
 ROBERT SEDGWICKE,
 ROBERT SELEM,
 MARKE HARRISSON,
 ROBERT MARTIN,
 RICHARD MOREL.

Et plus bas est écrit, depuis ce présent
 Traité, lecture en a été faite au R. P. Léonard de Chartres, Vice-préfet & Custode
 de la mission, pour l'intérêt de la Maison;
 & M.^e Guillaume Trouen, Syndic des ha-
 bitans & pour leur intérêt; & le sieur le
 Borgne pour l'intérêt qui le concerne, tous
 lesquels ont agréé & approuvé ledit Traité.
 FAIT & passé les jour & an que dessus, &
 ont signé ainsi :

E'MANUEL LE BORGNE,
 GUILLAUME TROUEN,
 F. LEONARD DE CHARTRES Vice-préfet
 pour l'intérêt de la Maison.

*Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
 en la Cour des comptes, aides & finances de
 Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
 premier Commis & Garde des archives & dé-
 pôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus,
 véritable, l'ayant collationnée sur les registres
 & papiers qui sont auxdits archives & dépôt.
 A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILLARD.*

Pièces des
Commissai-
res François,

No. XXX.
Concession de
Cromwel aux
seurs de
Saint-E'tien-
ne, Crowne &
Temple.
1656.

No. XXX. *TRADUCTION* infor-
me de la concession faite par Cromwel
* aux seurs Charles de Saint-E'tienne,
qualifié Baron d'E'cosse, Crowne &
Temple, du 9 août 1656.

Tiré du dépôt de la Marine.

OLIVIER, Seigneur, Protecteur de la
République d'Angleterre, d'E'cosse &
d'Irlande, des dominations en dépendans :
A tous ceux qui ces présentes verront, Sa-
lut. Sachez que nous, & par l'avis de no-
tre Conseil, dans la poursuite de certains
articles accordés en date du 16. jour de juil-
let dernier, avant la date des présentes, fai-
te entre nous, d'une part, & le seigneur
Charles de Saint-E'tienne, sieur de la Tour,
baron d'E'cosse, Thomas Temple & Guil-
laume Crowne, Chevaliers, d'autre part;
& pour diverses autres causes & considéra-
tions, Nous insistant à ce faire de notre spé-
ciale grace & certaine science & pure volon-
té, avons donné & octroyé par ces présen-
tes, pour nous & nos successeurs, donnons
&

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cet acte & l'ordre de Cromwel, produits par
MM. les Commissaires Anglois, no. 12, sont à
depuis les chartes de 1621 & de 1625, les seules
pièces anciennes venues à notre connoissance, où
les mots de *Nouvelle E'cosse* aient été employés
par le gouvernement d'Angleterre, s'il est permis
de donner ce nom au gouvernement de Cromwel.
Cependant ni dans l'un ni dans l'autre de ces ac-
tes, on ne trouve pas que cette prétendue Nou-
velle E'cosse eût jamais appartenu à l'Angleterre.

& octroyons auxdits sieurs Charles de Saint-Etienne, sieur de la Tour, Thomas Temple & Guillaume Crowne, tous & chacun les terres & héritages dans l'Amérique, ci-après déclarés & limités; savoir, LE PAYS ET TERRITOIRE appelé L'ACADIE ET PARTIE DU PAYS nommé la NOUVELLE E'COSSE, depuis Merliguesche du côté de l'est, jusqu'au port & cap de la Heve, rangeant les côtes de la mer jusqu'au cap de Sable; & de là, jusqu'à un certain port appelé le port la Tour, & à présent nommé le port l'Esmeron; & de là, rangeant les côtes & isles jusqu'au cap Fourchu; & de là, jusqu'au cap & rivière Sainte-Marie, rangeant les côtes de la mer jusqu'au Port-Royal; & de là, rangeant les côtes jusqu'au fond de la Baie: & de là, rangeant ladite Baie jusqu'au fort Saint-Jean; & de là, rangeant toute la côte jusqu'à Pentagoet & rivière Saint-George dans Mescurus, situé sur les confins de la Nouvelle Angleterre, du côté de l'ouest & en dedans les terres tout le long desdites côtes jusqu'à cent lieues de profondeur; & plus avant, jusqu'à la première habitation faite par les Flamans ou François, ou par les Anglois de la Nouvelle Angleterre; & toutes & chacunes les terres, isles, mers & rivières, lacs, forts & forteresses, bois & taillis, & tous lieux de pêcherie, & tout ce qui est juridiction de l'Amirauté dans ladite étendue & toute autre semblable; comme aussi juridiction royale, privilèges, franchises & libertés dans lesdites limites, & l'espace de treize lieues au dedans de la mer le long desdites côtes susdites, confinant à la colonie de la baie de Massachusset en la Nouvelle Angleterre, ou quel-

Pièces justificatives
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXX.
Concession de
Cromwel aux
sieurs de
Saint-E'tien-
ne, Crowne &
Temple.
1656.

quelqu'autre colonie ou habitation dudit pays de la Nouvelle Angleterre, conformément à ce qu'elles sont à présent, ou seront formées ci-après, comme il se justifiera leur avoir été octroyé par quelques lettres patentes; & tous les forts, maisons, bâtimens & autres constructions en dépendans, & tous les fruits & profits, avantages & émolumens, lesquels de temps en temps en échoiront & proviendront dudit pays, territoires, terres, isles, mers, rivières, lacs & autres choses en dépendant, excepté néanmoins ce qui est hors de la présente concession; toujours excepté & réservé toutes les terres & territoires dans lesdites limites, qui pourront avoir été ci-devant concédés & octroyés à quelqu'autre, en cas qu'il s'en trouve avoir été concédé à quelqu'autre colonie ou habitans en la Nouvelle Angleterre, lesquels nous exceptons, tant pour nous que pour nos successeurs, & réservons; comme aussi toutes mines & minières qui sont dans ladite terre ou dessus, déjà trouvées ou qui se pourront trouver ci-après, ou partie d'icelles déjà connues ou à connoître, & tout ce qui peut croître & accroître en tout ou partie; d'avoir & tenir en tout ou partie dudit pays, territoires, forts, maisons, bâtimens & autres constructions, toutes & chacune généralement quelconque par celles-ci octroyées & mentionnées, excepté ce que nous avons déjà ci-dessus excepté, audit Charles de Saint-E'tienne, sieur de la Tour, Thomas Temple & Guillaume Crowne, leurs héritiers & successeurs pour toujours, rendant pour cela tous les ans à nous & à nos successeurs vingt peaux de castor, & vingt peaux de sou-
ret

set le vingt-neuvième de septembre annuel- Pièces-justi-
 lement, qui commencera dans l'an de notre ficatives
 Seigneur 1657. Et notre volonté & plaisir IIIe. partie.
 est, par celle-ci que nous octroyons pour
 nous & nos successeurs, audit Saint-Etien- *Sur l'Acadie*
 ne, Temple & Crowne, leurs héritiers &
 successeurs, lesquels pourront de temps en
 temps, & en tout temps ci-après, depuis &
 après la date de nos présentes lettres paten-
 tes, jouir à leur propre usage des fruits &
 profits, avantages & émolumens, qui échoi-
 ront ou pourront échoir audit pays, terres
 & territoires, isles, mers, rivières, lacs,
 & autres généralement queleonques ci-dessus
 nommés; & à cette fin que ledit de Saint-
 E'tienne, Temple & Crowne, leurs héri-
 tiers & successeurs puissent avoir & prendre
 le profit; Nous entendons par cette notre
 présente concession, de notre plus grande
 grace & pure volonté, & de l'avis de no-
 tre Conseil susdit, commandons & défen-
 dons pour nous & nos successeurs, étroite-
 ment à toutes & chacunes les personnes ou
 personne de quelque état, qualité & condi-
 tion qu'ils soient ou puissent être, que lui
 ou eux ou quelques-uns d'eux ne puissent
 traiter ou s'admettre de traiter & négocier
 avec les Natifs, ou autres qui y demeurent &
 négocient avec les Sauvages dans ledit pays,
 territoire & limites de ladite concession, sans
 le congé & consentement desdits Saint-E'tien-
 ne, Temple & Crowne leurs Héritiers & suc-
 cesseurs & sans avoir au préalable leur consen-
 tement par écrit de leur main; & en cas que quel-
 que personne ou personnes entreprennent de
 traiter ou trafiquer dans ladite concession &
 limites susdites, ou en quelque endroit d'i-
 Tome II. D d celles

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXX.
Concession de
Cromwel aux
seurs de
Saint-E'tien-
ne, Crowne &
Temple.
1656.

celles sans leur consentement susdit, il sera
réputé de bonne & loyale prise par lesdits
Saint-E'tienne, Temple & Crowne, leurs
héritiers & successeurs, commis ou députés
à cet effet; permettons de faire saisir tous
navires, barques ou bateaux qui seront
trouvés traitant avec les Natifs, comme dit
est ci-dessus, ou qui seront trouvés traitant
ou venant traiter avec eux, & pareillement
tout ce qui y sera ou pourra être de bonne
& loyable prise, pour & au profit desdits de
Saint-E'tienne, Temple & Crowne, leurs
héritiers & successeurs; & à cet effet pour-
ront aussi saisir toutes les marchandises que
lesdits navires, barques ou bateaux ap-
porteront pour traiter, ou marchandises dé-
jà traitées; & lesdits navires, barques, ba-
teaux & marchandises, ainsi par eux, leurs
héritiers ou successeurs saisis, comme dit
est, être convertis à leur propre usage &
profit, sans être obligés d'en rendre comp-
te, ni que lesdits de Saint-E'tienne, Tem-
ple & Crowne, leurs héritiers ou succes-
seurs, députés ou serviteurs, soient tenus
en rendre compte devant aucuns de la Nou-
velle Angleterre, ou dans aucune autre de
nos dominations ou de celles de nos succes-
seurs, pour raisons de semblables prises fai-
tes par eux ou aucuns d'eux, de temps en
temps, & en tout temps; néanmoins les-
dits Charles de Saint-E'tienne sieur de la
Tour, Thomas Temple & Guillaume Crow-
ne, pour eux & chacun d'eux, héritiers ou
successeurs, ont promis & accordé, accor-
dent & promettent à nous & nos succes-
seurs, par ces présentes, qu'eux ou cha-
cun d'eux ne feront ni ne voudront ordon-
ner,

ner, constituer, députer ou faire aucuns Gouverneur ou Gouverneurs de quelques garnisons, forts ou forteresses déjà faits, érigés ou qui se feront ou érigeront dans ledit pays & territoires de ladite concession susdite, autre que telle personne ou personnes qui nous seront & à nos successeurs présentés, & par nous agréés & approuvés; lequel Gouverneur ou Gouverneurs qui seront ainsi par nous agréés, ne prendront pas sur eux la charge du commandement de la garnison, forts ou forteresses, sans avoir reçu de nous notre commission ou provision sous le seing privé & cachet ou grand sceau d'Angleterre, si ce n'est en cas de mort; en ce cas nous donnons & octroyons par celle-ci, pour nous & nos successeurs, auxdits sieurs de Saint-Etienne, Temple & Crowne, leurs héritiers ou successeurs, qu'en cas d'accident de mort au Gouverneur qui y sera constitué, comme dit est, que pour lors, pour éviter mutinerie ou autre inconvénient qui pourront arriver par le manquement d'un Gouverneur, il sera & pourra être loisible auxdits sieurs de Saint-Etienne, Temple & Crowne, leurs héritiers & successeurs, de nommer, ordonner & appointer une autre personne suffisante & capable d'un emploi militaire, & de le charger du pouvoir & commandement de ladite garnison, forts & forteresses, à condition néanmoins que lesdits de Saint-Etienne, Temple & Crowne feront agréer & approuver de nous ou nos successeurs, celui qu'ils auront établi, dans douze mois après qu'ils l'auront institué; & où il ne nous seroit pas agréable; de recevoir celui ou ceux qui se-

Pièces justifi-
catives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des Commissaires François. ront par nous ou nos successeurs nommés, députés ou envoyés en vertu de notre susdite commission: Et par celle-ci nous voulons & requérons pour nous & nos suc-

No. XXX. Concession de Cromwel aux sieurs de Saint-Etienne, Crowne & Temple. 1656. cesseurs, étroitement commandons que les Gouverneurs qui seront nommés de temps en temps, comme il est dit, ne puissent, ni aucuns Officiers ou soldats sous leur commandement, traiter ni négocier ni s'entremettre de faire commerce ou trafic dans l'étendue de ladite concession, sans la permission & consentement par écrit de la main & cachet desdits Saint-Etienne, Temple & Crowne, leurs héritiers ou successeurs, sous peine de confiscation & du triple de la valeur de leurs marchandises, & autres effets pour lesquels ils s'entremettront ou entreprendront, au profit desdits de Saint-Etienne, Temple & Crowne, leurs héritiers ou successeurs; & encore sous peine d'encourir, selon le cas, plus grande punition; Et notre volonté & plaisir est que ledit sieur Charles de Saint-Etienne, Thomas, Temple & Guillaume Crowne, pour eux & chacun d'eux, leurs héritiers & successeurs, ont promis & promettent à nous & à nos successeurs, par ces présentes, qu'aucun soldat ne sera souffert de demeurer dans aucuns desdits forts, ni aucunes personnes d'habiter ou demeurer dans le pays spécifié par ces présentes, que ceux qui sont & seront de la Religion protestante, & se soumettront au gouvernement établi en cette République; & seront pareillement tenus de nous servir & nos successeurs, en tous les commandemens qui leur seront donnés & faits de notre part; & lesdits sieurs de Saint-Etienne

E'tienne, Temple & Crowne, leurs héritiers & successeurs, feront savoir à nous & à nos successeurs ou aux Seigneurs de notre Conseil privé, toutes les mines & minéraux qui seront trouvés & découverts dans ladite concession, par un avis ample & prompt, lorsqu'ils les auront trouvés & découverts, afin que tout ordre & direction se puissent donner à cet effet, comme nous & nos successeurs ou notre Conseil l'ordonneront; & pour y mieux encourager lesdits sieurs de Saint-E'tienne, Temple & Crowne, leurs héritiers & successeurs, nous leur octroyons pour nous & nos successeurs, & chacun d'eux, de temps en temps, & en tout temps, d'être dorénavant exempts & déchargés de tous droits & impositions de toutes sortes de marchandises dans ledit pays & territoire susdits, comme pays franc & libre, autant qu'aucunes colonies peuvent l'être, nonobstant quelques privilèges ou autres usages que ce puisse être. Ainsi est notre volonté & plaisir; & en témoignage de tout ce que dessus, nous avons fait faire ces présentes lettres patentes, où nous avons été présents. A Westminster, le neuvième jour d'août mil six cent cinquante-six.

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un.

Signé LAFFILLARD.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXI.
Lettres de
Gouverneur
général de la
Nouvelle
France, pour
le Vicomte
d'Argenjon.
1657.

N^o. XXXI. LETTRES PATENTES
de Gouverneur de la Nouvelle France,
en faveur du Vicomte d'Argenjon, du
26 janvier 1657.

Tiré du dépôt des Affaires étrangères.

LOUIS, &c. A tous ceux, &c. SALUT.
Étant nécessaire, pour le bien de notre
service, de pourvoir d'un Gouverneur no-
tre Lieutenant général dans toute l'étendue du
fleuve Saint-Laurent, au lieu & place du
sieur de Lauson, dont le temps, qui ne doit
être que trois ans, ordonné par nos règle-
mens pour ledit pays, est expiré, savoir fai-
sons que pour l'entière confiance que nous
avons de la personne de notre cher & bien
aimé le sieur Vicomte d'Argenjon, & de ses
sens, suffisance, loyauté, prud'homme, vi-
gilance, zèle, soin, industrie, courage,
valeur & sage conduite, icelui pour ces cau-
ses & autres à ce nous mouvans, & de no-
tre certaine science, pleine puissance & au-
torité royale, avons, ensuite de la présen-
tation qui nous a été faite de sa personne
par la Compagnie de la Nouvelle France,
ainsi qu'il appert par un extrait de leurs dé-
libérations, ci-attaché sous le contre-scel de
notre Chancellerie, commis, ordonné &
établi, commettons, ordonnons & établis-
sons par ces présentes signées de notre main,
& lui avons donné & donnons ladite charge
de Gouverneur & notre Lieutenant général
dans toute l'étendue dudit fleuve Saint-Laurent
en la Nouvelle France, isles & terres adja-
centes, de part & d'autre dudit fleuve, &
autres

autres rivières qui se déchargent en icelui jus-
 qu'à son embouchure, à prendre dix lieues
 près de Miscou du côté du sud, & du côté
 du nord autant que s'étendent lesdites ter-
 res dudit pays, de la même sorte & tout
 ainsi que l'avoit, tenoit & exerçoit ledit
 sieur de Lauzon, pour trois ans seulement,
 qui commenceront du jour que ledit sieur
 Vicomte d'Argenson arrivera à Québec;
 auquel nous donnons plein pouvoir, puis-
 sance, autorité, commission & mandement
 spécial de commander dorénavant, tant aux
 gens de guerre qui sont & pourront être ci-
 après en quelqu'endroit que ce soit dudit
 pays, qu'à tous nos Officiers, Ministres &
 sujets d'icelui: juger de tous les différends
 qui pourront naître entr'eux, faire punir
 les délinquans, & même exécuter à mort,
 si le cas y échet, le tout souverainement &
 sans appel; leur ordonner tout ce qu'il ver-
 ra & connoitra nécessaire pour notre servi-
 ce & le bien de nos affaires, & la garde &
 conservation dudit pays en notre obéissance;
 & ce aux mêmes droits, honneurs & pré-
 rogatives que les précédens Gouverneurs
 pendant lesdites trois années. SI DONNONS
 EN MANDEMENT à tous Officiers & Capitai-
 nes dudit pays, qu'ils aient à lui obéir &
 faire obéir par tous nos sujets ès choses sus-
 dites, circonstances & dépendances, tout
 ainsi qu'à notre personne, sans y contreve-
 nir en quelque sorte & manière que ce puis-
 se être: Car tel est notre plaisir. DONNE
 à Paris, le vingt-sixième jour de janvier,
 l'an de grace mil six cent cinquante-sept,
 & de notre règne le quatorzième. Signé

Pièces justi-
 ficatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des Commissaires François. LOUIS. Et sur le repli, Par le Roi, DE LOU-
MENIE.

Copie tirée des registres du dépôt des Affai-
No. XXXII. res étrangères, & certifiée véritable. A Pa-
Défenses aux habitants de la Nouvelle France d'en sortir sans
congé, le huit octobre mil sept cent cinquante-un.

Signé P. LE DRAN.

No. XXXII. ARREST portant défenses à tous habitans de la Nouvelle France d'en sortir sans le congé du Gouverneur, du 12 mars 1658.

Tiré du dépôt des Affaires étrangères.

SUR ce qui a été représenté au Roi, étant en son Conseil, que par la commodité qui se rencontre ordinairement à l'isle Percée & autres endroits du golfe Saint-Laurent en la Nouvelle France, plusieurs habitans François dudit pays, & particulièrement les serviteurs & hommes de labour qui servent à gages pour la culture des terres, entreprennent de repasser en France à l'insçu de leurs maîtres, s'embarquant nuitamment dans des chaloupes, avec lesquelles ils descendent le long du fleuve de Saint-Laurent jusqu'à ladite isle Percée & autres endroits, où ils rencontrent des navires François qui font la pêche, emportant furtivement avec eux les pelleteries qu'ils ont traitées, fraudant le magasin public de la colonie établi à Québec; ce qui est de pernicieuse conséquence, attendu que par ce moyen une partie des terres demeurent sans être cultivées ou dépouillées des fruits en la saison, faute d'ouvriers,

vriers, lesquels ont coûté beaucoup à leurs maîtres pour les faire passer de France au dit pays, dans l'espérance d'en retirer le service accoutumé; ce qui n'arriveroit, s'ils n'étoient assurés de leur passage dans lesdits navires, où ils sont reçus avec leurs pelleteries, qu'ils vendent aux Capitaines & maîtres d'iceux; à quoi étant besoin de pourvoir, ouï le rapport du sieur de Lamoignon, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, après qu'il en a communiqué aux sieurs d'Aligre & de Vertamont Conseillers ordinaires esdits Conseils, & de Boucherat, aussi Conseiller esdits Conseils, & Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, Commissaires députés par Sa Majesté, pour les affaires de la Marine, SA MAJESTE' E'TANT EN SON CONSEIL, a fait très-expreses inhibitions & défenses aux habitans François de la Nouvelle France, leurs serviteurs, domestiques, ouvriers, gens de labour, soldats & tous autres, de repasser dorénavant en France sans congé & passeport du Gouverneur dudit pays, ou de celui qui y commandera en son absence, à peine d'amende arbitraire contre lesdits habitans, & de punition corporelle contre les autres; & à tous Capitaines & Maîtres de navires qui iront faire la pêche dans l'étendue dudit golfe de Saint Laurent, ports & côtes maritimes de la Nouvelle France, de les recevoir en leurs navires, & leurs hardes & pelleteries, sans qu'il leur soit apparu dudit passeport, & de la quittance du droit qu'ils auront payé audit magasin pour lesdites pelleteries, à peine de confiscation d'icelles, de cinq cens livres d'amende par chacun d'iceux, & de

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXII.
Défenses aux
habitans de
la Nouvelle
France d'en
sortir sans
corgé. 1658.

tous dépens, dommages & intérêts: Sa Ma-
jesté fait pareilles inhibitions & défenses aux-
dits Capitaines & Maîtres de navires, qui
iront faire la pêche dans ledit golfe de Saint-
Laurent & autres endroits, dans l'étendue de
ladite Nouvelle France, de passer dans leurs
navires aucunes marchandises propres pour
ladite traite, pour qui que ce soit, s'ils ne
se chargent de les faire porter jusqu'à Qué-
bec, & les faire décharger dans ledit maga-
sin public, dont ils retireront certificat du
garde d'icelles, à peine d'en répondre en
leur propre & privé nom, de confiscation
desdites marchandises, & de cinq cens livres
d'amende par chacun d'iceux, qu'il aura en-
courue pour la contravention au présent ar-
rêt, & au règlement fait l'année dernière
concernant ladite traite; au payement des-
quelles amendes les contrevenans seront con-
traints en vertu du présent arrêt, nonobstant
oppositions ou appellations quelconques, &
sans préjudice d'icelles, dont si quelqu'une
intervenait, Sa Majesté s'en est réservé la
connoissance en son Conseil, icelle interdite
& défendue à toutes les Cours & Juges quel-
conques. Ordonne aussi Sa Majesté que les
vaisseaux qui iront faire traite audit pays
avec les congés du Gouverneur, seront te-
nus de souffrir la visite dudit Gouverneur,
ou de ceux qu'il préposera, avant que sortir
dudit pays, pour reconnoître s'ils ne font
fraude aux réglemens, & ne pourront partir
sans en avoir une nouvelle permission dudit
Gouverneur ou de celui qui commandera en
son absence; le tout à peine de confiscation
des marchandises, & de trois mille livres
d'amende, applicable moitié à l'hôpital dudit
Québec,

Québec, & l'autre moitié aux réparations du fort dudit lieu. Mandé & ordonne Sa Majesté au sieur Viconte d'Argenson, Gouverneur, son Lieutenant général audit pays de la Nouvelle France, & à tous Gouverneurs de villes & forteresses maritimes de ce Royaume, & à tous les Officiers, justiciers & sujets, de tenir la main, chacun en droit foi, à l'exécution du présent arrêt, lequel, afin que personne n'en ignore, sera affiché par-tout où besoin sera; & aux copies d'icelui collationnées par un des Conseillers Secrétaires de Sa Majesté, foi soit ajoutées comme à l'original. *Signé DE LAMOIGNON, D'ALIGRE, VERTAMONT & DE BOUCHERAT.* A Paris, ce douzième mars mil six cent cinquante-huit.

Pièces justificatives
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Copie tirée des registres du dépôt des affaires étrangères, & certifiée véritable. A Paris, le huit octobre mil sept cent cinquante-un.
Signé P. LE DRAN.

N^o. XXXIII. CONCESSION *des isles de la Madeleine & de Saint-Jean, au sieur Doublet, du 19 janvier 1663.*

Tiré du dépôt de la Marine.

LA Compagnie de la Nouvelle France, assemblée avec celle de Miscou, & de son consentement: A tous présens & à venir, Salut. Desirant aider ceux qui peuvent travailler à la colonie du pays, sur la demande à nous faite par le sieur Doublet, Capitaine de navire, des isles de la Madeleine, Saint-Jean, aux Oiseaux & de Brion, dans le golfe
de

pièces des de Saint-Laurent, pour y faire colonie. &
 Commissai- y envoyer navires nécessaires, & pour y faire
 res François. toutes sortes de pêches aux environs, & sur
 les battures desdites isles, défricher & cul-
 tiver lesdites terres. Sur quoi délibération
 se seroit ensuivie, suivant le pouvoir à elle
 donné par Sa Majesté, a audit sieur Doublet
 donné, concédé & accordé lesdites isles de
 la Madeleine, Saint Jean, aux Oiseaux, &
 de Brion, en toute propriété & redevance
 de vasselage de notredite Compagnie de
 Miscou, & chargée vers elle de cinquante
 livres par chacun an pour toute redevance,
 qui sera payée pendant les trois premières
 années, sans pourtant que ledit sieur Dou-
 blet puisse traiter aucunes peaux ni pellete-
 ries dans l'étendue desdits lieux ni ailleurs.
 En témoin de quoi nous avons fait apposer
 le scel de notre Compagnie. FAIT au Bureau
 de notre Compagnie de la Nouvelle France,
 le dix-neuvième janvier mil six cent soixante-
 trois.

No. XXXIII.
 Concession des
 isles de la
 Madelaine &
 de St. Jean,
 au sieur Dou-
 blet, du 19
 janvier 1663.

Extrait des délibérations de la Compagnie
 de la Nouvelle France, par moi Cheffaut
 Secrétaire, avec paraphe.

J'ai l'original signé DE BREVEDENT.

*Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
 en la Cour des comptes, aides & finances de
 Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
 premier Commis & Garde des archives & dépôt
 de la Marine, certifions la copie ci-dessus véri-
 table, l'ayant collationnée sur les registres &
 papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A
 Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-
 un. Signé LAFFILARD.*

N^o. XXXIV. LETTRES PATENTES du Roi, qui établissent le sieur de Mezy, Gouverneur pour trois ans dans l'étendue du fleuve Saint-Laurent dans la Nouvelle France, à la place du sieur du Bois d'Avaugour, rappelé par Sa Majesté. Du premier mai 1663.

Pièces justificatives
III^e. partie.
Sur l'Acadie.

Tiré du dépôt des Affaires étrangères.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Salut. Voulant, pour le bien de notre service, pourvoir d'un Gouverneur notre Lieutenant général dans toute l'étendue du fleuve Saint-Laurent, au lieu & place du sieur du Bois d'Avaugour, que nous desirons rappeler présentement en France, quoique le temps de trois ans, porté par sa commission, ne doive expirer qu'en l'année 1664; savoir faisons que pour l'entière confiance que nous avons de la personne de notre amé & féal le sieur de Mezy, Major de nos ville & château de Caen, & de ses sens, suffisance, loyauté, prud'homme, vigilance, zèle, soin & industrie, courage, valeur & sage conduite; icelui, pour ces causes & autres à ce nous mouvans, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons commis, ordonné & établi, commettons, ordonnons & établissons par ces présentes signées de notre main, & lui avons donné & donnons ladite charge de Gouverneur & notre Lieutenant général dans toute l'étendue dudit fleuve Saint-Laurent en la Nouvelle France, Isles & terres
adja.

Pièces des Commissaires François. *adjacentes, de part & d'autre dudit fleuve, & autres rivières qui se déchargent en icelui jus- qu'à son embouchure, à prendre dix lieues près de Miscou du côté du sud, & du côté du*

No. XXXIV.

*Lettres de
Gouverneur
général de
la Nouvelle
France, pour
M. de Mezy.
1663.*

nord autant que s'étendent les terres dudit pays, de la même sorte & tout ainsi que l'avoient, tenoient & exerçoient les précédens Gouverneurs; & ce pour trois ans seulement, qui commenceront du jour que ledit sieur de Mezy arri vera à Québec: auquel nous don- nons plein pouvoir, puissance, autorité, com- mission & mandement spécial de commander dorénavant, tant aux gens de guerre qui sont & pourront être ci après en quelqu'en- droit que ce soit de l'étendue dudit pays, qu'à tous nos Officiers, Ministres & sujets d'icelui; & touchant les différends qui pour- ront naître entr'eux, tenir la main à l'exé- cution de notre édit du 3^e. avril de la pré- sente année, fait pour le règlement de la jus- tice; leur ordonner tout ce qu'il verra & connoitra être nécessaire pour notre service, & le bien de nos affaires, & la garde & conservation dudit pays en notre obéissance; & ce aux mêmes droits, honneurs & préro- gatives que les précédens Gouverneurs en ont joui ci-devant pendant lesdites trois an- nées. SI DONNONS EN MANDEMENT à tous Capitaines, Officiers & sujets dudit pays, qu'ils aient à lui obéir es choses susdites, circonstances & dépendances, tout ainsi qu'à notre personne, sans y contrevénir en quel- que sorte & manière que ce soit & puisse être: Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre sceau aux- dites présentes. DONNÉ à Paris, le premier jour de mai, l'an de grace mil six cent soi-

xante-trois, & de notre règne le vingtième. *Pièces justificatives*
 Signé LOUIS. *Et au dos, sur le repli, Par* *IIIe. partie.*
 le Roi, DE LIONNE.

Et à côté droit du repli desdites Lettres de commission ci-dessus, est écrite la prétation de serment de cette sorte. *Sur l'Acadie,*

Aujourd'hui deuxième mai le sieur de Mezzy dénommé aux présentes lettres, a prêté le serment qu'il étoit tenu entre les mains du Roi, à cause de la charge de Gouverneur & Lieutenant général dans toute l'étendue du fleuve Saint-Laurent en la Nouvelle France, isles & terres adjacentes, dont Sa Majesté l'a pourvû, moi, son Conseiller Secrétaire de ses commandemens & finances, présent.

Signé DE LIONNE.

Copie tirée des registres du dépôt des Affaires étrangères, & certifiée véritable. A Paris, ce huit octobre mil sept cent cinquante un.

Signé P. LE DRAN.

N^o. XXXV. ASSOCIATION pour l'exploitation de l'isle St. Jean, & autres concédées au sieur Doublet, du premier février 1664.

Tiré du dépôt de la Marine.

CEJOURD'HUI premier jour de février mil six cent soixante-quatre, nous, soussignés, François Gon sieur de Quimé, Claude de Landemare & François Doublet, sommes convenus & demeurés d'accord de ce qui ensuit; à savoir que moi, dit Gon, remets

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXV.

Association
pour plusieurs
isles depen-
dantes du
Canada.
1664.

remets auxdits sieurs de Landemare & Doublet, les trois quarts d'un navire à moi appartenant, nommé le *Saint-François*, du port de cent cinquante tonneaux ou environ, étant de présent dans le port de Honfleur, pour le prix & somme de ce qu'il sera estimé par les arbitres, dont nous sommes aujourd'hui d'accord par écrit, passé entre nous; & nousdits de Landemare & Doublet, avons associé avec nous ledit sieur Gon, pour un quart dans le navire nommé le *Saint-Michel*, du port de trois cens tonneaux ou environ, aussi de présent à Honfleur, ainsi qu'il se contient & qu'il sera estimé par les mêmes arbitres; pour iceux deux navires susnommés, être conduits, savoir ledit *Saint-Michel*, par moi, dit Doublet, & le *Saint-François*, par celui qui sera convenu par lesdits sieurs Gon & de Landemare, pour, conjointement lesdits deux navires faire le voyage & pêche des molues, vertes & sèches, loups & vaches marines, & autres que l'on peut faire aux isles de la Madeleine.

Comme aussi il sera fait un compte de tout ce qui sera nécessaire être dépensé par nous pour l'expédition des equipemens, victuailles & armemens desdits navires, pour fournir ou payer chacun sa part & portion.

Nous sommes aussi demeurés d'accord de payer les uns aux autres la somme de huit mille livres, pour les frais & dépenses faites pour le transport, victuailles & hommes demeurés à la Madeleine, à proportion de nos parts, suivant l'état qui a été signé & arrêté cejourd'hui de nous; au moyen de laquelle

laquelle estimation, moi, dit Doublet, de-
 clare remettre auxdits sieurs Gon & de Lan-
 demare, savoir audit sieur Gon, un quart de
 la propriété desdites isles de la Madelaine,
 Saint-Jean, de Brion & aux Oiseaux; dont
 moi, dit Doublet, suis possesseur par la con-
 cession à moi accordée par Messieurs de la
 Compagnie du Canada; du 19 janvier 1663,
 dont copie sera ci-après insérée; & audit
 sieur de Landemare & moi, les trois autres
 quarts restans, dont toutefois & quantes moi,
 dit Doublet, baillerai déclaration de ladite
 propriété audit sieur de Landemare: il est
 bien entendu que, nousdits Gon, de Lan-
 demare & Doublet, ne pourrons nous deta-
 cher l'un de l'autre, pour prétendre auxdites
 isles, ni faire aucun commerce audit lieu
 séparément; mais conjointement faire navi-
 guer lesdits deux navires, & tels autres que
 nous trouverons à propos; dont nous con-
 viendrons amiablement; les profits ou per-
 tes des provenus desdits vaisseaux, seront
 partagés entre nous, suivant les parts &
 portions que nous avons auxdits navires,
 aussi-bien que le provenu des huiles & mo-
 lues qui seront pêchées pendant l'année pré-
 sente, par les hommes qui ont été laissés à
 la Madelaine, suivant l'accord fait avec eux,
 dont copie sera ci-après insérée; en date
 du 11 juillet dernier.

Lesdits sieurs de Landemare & Gon au-
 ront la direction dudit commerce, pour faire
 ensemble les choses qu'il sera nécessaire pour
 l'utilité de ladite association; & nous som-
 mes convenus dès à-présent, que lesdits deux
 navires seront équipés, pour du premier
 beau temps faire voile à la Rochelle pour

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXV.
*Association
pour plusieurs
îles dépen-
dances du
Canada.*
1564.

là y prendre trois cens muids de sel & choses nécessaires pour ledit négoce ; pour dudit lieu de la Rochelle aller en droite route à l'isle de la Madeleine, afin de faire leur pêche ; & les premières molues vertes qui seront pêchées, tant par ceux qui sont demeurés à l'isle que des deux équipages, seront mises dans ledit navire le *Saint-François*, pour être apportées en France, & rendues à Honfleur tout au plus tard au 15 juillet, dont aussi-tôt en sera donné avis audit sieur de Landemare, qui les fera vendre le plus avantageusement que faire se pourra, pour après être réquipé, & renvoyé en diligence à la Madeleine querir les molues vertes qui auront été pêchées pendant son absence, pour être aussi rapportées à Honfleur : & à l'égard des molues sèches qui seront pêchées, elles seront conduites à Bilbao en Espagne, pour là y être vendues, & les adresser à & de toutes lescdites pêches, huiles & autres profits qu'il plaira à Dieu nous envoyer, ledit sieur Doublet en prendra le tiers, à la charge par lui de satisfaire généralement à tous les loyers des équipages desdits navires, comme aussi aux hommes laissés en ladite isle l'année dernière, & de ceux qui y seront portés l'année présente ; & les deux tiers restans desdites marchandises, seront par nousdits intéressés, partagés chacun selon la part & portion que nous y avons

Il sera fourni la somme de deux mille cinq cens livres aux matelots & Officiers desdits navires à la grosse avanture, à vingt-sept livres dix sols pour cent.

Ne pourront lescdits Landemare & Gon,
vendre

vendre aucunes marchandises qui provien-
 dront dudit négoce, que du consentement
 l'un de l'autre, & feront bon des deniers des
 marchandises qu'ils vendront à leur particu-
 lier, & il ne sera besoin dudit consentement
 que de lettres écrites l'un à l'autre, & ce
 pour les années suivantes.

Pièces Justi-
 ficatives.
 IIIe. partie.
 Sur l'Acadie.

Ne pourront lefdits Gon, de Landemare
 & Doublet, faire aucune aliénation, tant
 desdites isles que des navires, que du con-
 sentement desdits associés, si ce n'est sous
 leurs parts, auquel cas ils ne pourront être
 inquiétés des affaires de ceux qui auront pris
 intérêt, & répondant chacun en particulier
 des affaires qu'ils auront faites.

Au cas que *ledit Doublet fasse quelque ac-*
quisition aux terres de Canada, du sieur Denis
& autres, soit de la traite de castors & orig-
 naux, & autres que mines & charbonnières,
 culture des terres & généralement tel traité
 que ce puisse être, il sera obligé d'en faire
 déclaration auxdits Gon & de Landemare,
 pour y prendre telle part qu'ils jugeront à
 propos pour le bien & utilité de ladite asso-
 ciation, suivant leur part & portion.

Si par cas fortuit il arrivoit quelque dis-
 grace, ce qu'à Dieu ne plaise, &c. & qu'il
 fût nécessaire de faire quelque voyage ou
 poursuivre quelque procès, lefdits associés
 en payeront leur part & portion, suivant
 l'intérêt qu'ils y ont; & afin que Dieu bé-
 nisse le travail desdits sieurs de Landemare,
 Doublet & Gon, ils ont convenu qu'il sera
 vendu au retour un cent de molues au profit
 des pauvres; ce qui a été signé triple à Rouen,
 les jour & an susdits. *Signé DE LANDEMA-*

Pièces des RE, GON & DOUBLET, avec chacun un pa-
 Commissai- raphé.
 res François. J'ai l'original, JEAN DE BREVEDENT.

No. XXXV. *Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire*
Association en la Cour des comptes, aides & finances de
pour plusieurs Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
isles dépen- premier Commis & Garde des archives & dé-
dantes du pôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus
Canada. véritable, l'ayant collationnée sur les registres
 1664. *& papiers qui sont auxdits archives & dé-*
pôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent
cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. XXXVI. *E'DIT du Roi, portant*
établissement d'une Compagnie des Indes
occidentales, pour faire tout le commer-
ce dans les isles & terres fermes de l'A-
mérique, & autres pays, aux conees-
cessions, pouvoirs, facultés, droits,
exemptions & privilèges y contenus, du
 28 mai 1664.

Sur l'imprimé à Paris chez Prault.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de
 France & de Navarre: A tous présens &
 à venir; Salut. La paix dont jouit présente-
 ment cet E'tat, nous ayant donné lieu de
 nous appliquer au rétablissement du com-
 merce, Nous avons reconnu que celui des
 colonies & de la navigation sont les seuls &
 véritables moyens de le mettre dans l'éclat
 où il est chez les étrangers, pour à quoi
 parvenir & exciter nos sujets à former de
 puissantes Compagnies, Nous leur avons pro-
 mis de si grands avantages, qu'il y a lieu
 d'es-

d'espérer que tous ceux qui prendront quelque part à la gloire de l'État, & qui voudront acquérir du bien par les voies honorables & légitimes; y entreront très-volontiers: ce que Nous avons déjà reconnu avec beaucoup de joie par la Compagnie qui s'est formée depuis quelques mois pour la terre ferme de l'Amérique, autrement appelée *France équinoxiale*: mais comme il ne suffit pas à ces Compagnies de se mettre en possession des terres que nous leur concédons, & les faire défricher & cultiver par les gens qu'ils y envoient avec grands frais, si elles ne se mettent en état d'y établir le commerce, par le moyen duquel les François qui s'habitueront auxdits pays, communiquent avec les naturels habitans, en leur donnant en échange des denrées qui croissent dans leur pays, les choses dont ils ont besoin; il est aussi absolument nécessaire pour faire ce commerce, d'équiper nombre de vaisseaux pour porter journellement les marchandises qui se débitent audit pays, & rapporter en France celles qui s'en retirent; ce qui n'a point été fait jusqu'à présent par les Compagnies ci-devant formées. Ayant reconnu que le pays de Canada a été abandonné par les intéressés en la Compagnie qui s'étoit formée en 1628, faute d'y envoyer annuellement quelque léger secours; & que dans les isles de l'Amérique, où la fertilité des terres y a attiré un grand nombre de François; ceux de la Compagnie à laquelle nous les avons concédées en l'année 1642, au lieu de s'appliquer à l'agrandissement de ces colonies, & d'établir dans cette grande étendue de pays un commerce qui leur devoit

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.
*E'tablisse-
ment de la
Compagnie
des Indes
occidentales
1664.*

être très-avantageux, se sont contentés de vendre lesdites isles à divers particuliers, lesquels s'étant seulement appliqués à cultiver les terres, n'ont subsisté depuis ce temps là que par le secours des étrangers; en sorte que jusqu'à présent ils ont seuls profité du courage des François, qui ont les premiers découvert & habité lesdites isles, & du travail de plusieurs milliers de personnes qui ont cultivé lesdites terres. C'est pour ces considérations que nous avons repris des intéressés en ladite Compagnie de Canada, la concession qui leur avoit été accordée dudit pays, par le feu Roi notre très-honoré Seigneur & père de glorieuse mémoire, laquelle ils nous ont volontairement cédée par acte de leur assemblée, du 24 février 1663, & que nous avons résolu de retirer toutes les isles de l'Amérique qui ont été vendues auxdits particuliers par ladite Compagnie, en remboursant les propriétaires d'icelles, du prix de leurs acquisitions & des améliorations qu'ils y auront faites. Mais comme notre intention a été, en retirant lesdites isles, de les remettre entre les mains d'une Compagnie qui pût les posséder toutes, achever de les peupler, & y faire le commerce que les étrangers y font présentement, Nous avons estimé en même temps, qu'il étoit de notre gloire & de la grandeur & avantage de l'Etat, de former une puissante Compagnie pour faire tout le commerce des Indes occidentales, à laquelle nous voulons concéder toutes lesdites isles, celle de Cayenne, & toute la terre ferme de l'Amérique, depuis la rivière des Amazones jusqu'à celle d'Orenoc, le Canada, l'Acadie, isles de Terre-neuve, & autres

autres isles & terres fermes, depuis le nord dudit pays de Canada jusqu'à la Virginie & Floride, ensemble toute la côte de l'Afrique, depuis le Cap-Verd jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, soit que lesdits pays nous appartiennent, pour être ou avoir été ci-devant habités par les François, soit que ladite Compagnie s'y établisse, en chassant ou soumettant les Sauvages ou naturels du pays, ou les autres nations de l'Europe qui ne sont dans notre alliance; afin que ladite Compagnie ayant établi de puissantes colonies dans lesdits pays, elle les puisse régir & gouverner par un même esprit, & y établir un commerce considérable, tant avec les François qui y sont déjà habitués, & ceux qui s'y habitueront ci-après, qu'avec les Indiens & autres naturels habitans desdits pays, dont elle pourra tirer de grands avantages: pour cet effet. Nous avons jugé à propos de nous servir de ladite Compagnie de la terre ferme de l'Amérique; laquelle Compagnie étant déjà composée de beaucoup d'intéressés, & munie du nombre de vaisseaux, peut aisément se mettre en état de former celle des Indes occidentales; & se fortifiant de tous ceux de nos sujets qui voudront y entrer, soutenir cette grande & louable entreprise. A CES CAUSES, & autres bonnes considérations à ce nous mouvans; SAVOIR FAISONS qu'après avoir fait mettre cette affaire en délibération en notre Conseil, où étoient la Reine notre très-honorée Dame & Mère, notre très-cher Frère le Duc d'Orléans, plusieurs Princes & autres Grands de notre dit Conseil, de notre certaine science, pleine puissance & autori-

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
—
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

*E'tablis-
ment de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.*

1664.

té Royale, Nous avons, par le présent E-
dit, ÉTABLI ET ÉTABLISSONS UNE COMPAG-
NIE DES INDES OCCIDENTALES, qui sera
composée des intéressés en la Terre ferme
de l'Amérique, & de tous nos sujets qui
voudront y entrer, pour faire tout le com-
merce qui se peut faire en l'étendue desdits
pays de la Terre ferme de l'Amérique,
depuis la rivière des Amazonés jusqu'à
celle d'Orenoc, & isles appellées *Antil-
les*, possédées par les François, & dans
le Canada, l'Acadie, isles de Terre-neu-
ve & autres isles, & Terre ferme depuis
le nord dudit pays de Canada jusqu'à la
Virginie & Floride, ensemble la côte de
l'Afrique depuis le Cap-Verd jusqu'au
Cap de Bonne Espérance, tant & si avant
qu'elle pourra s'étendre dans les terres, soit
que lesdits pays nous appartiennent, pour
être ou avoir été ci-devant habités par les
François, soit que ladite Compagnie s'y éta-
blisse, en chassant ou soumettant les Sauva-
ges ou naturels habitans desdits pays, ou
les autres nations de l'Europe qui ne sont
dans notre alliance; lesquels pays Nous a-
vons concédé & concédons à ladite Com-
pagnie, en toute seigneurie, propriété &
justice. Et après avoir examiné les articles
& conditions qui nous ont été présentés par
les intéressés en ladite Compagnie, Nous
les avons agréés & accordés, agréons &
accordons, ainsi qu'ils sont inférés ci-après.

P R E M I E R E M E N T.

COMME nous regardons, dans l'établisse-
ment desdites colonies, principalement la
gloire

gloire de Dieu, en procurant le salut des Indiens & Sauvages, auxquels nous desirons faire connoître la vraie Religion, ladite Compagnie présentement établie sous le nom de COMPAGNIE DES INDES OCCIDENTALES, fera obligée de faire passer aux pays ci-dessus concédés, le nombre d'Ecclésiastiques nécessaires pour y prêcher le saint E'vangile, & instruire ces peuples en la créance de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; comme aussi de bâtir des E'glises, & d'y établir des Curés & Prêtres (dont elle aura la nomination) pour faire le Service divin aux jours & heures ordinaires; & administrer les Sacremens aux habitans; lesquelles E'glises, Curés & Prêtres, ladite Compagnie sera tenue d'entretenir décemment & avec honneur, en attendant qu'elle les puisse fonder raisonnablement, sans toutefois que ladite Compagnie puisse changer aucun des Ecclésiastiques qui sont à présent établis dans lesdits pays, sur lesquels elle aura néanmoins le même pouvoir & autorité que les précédens Gouverneurs & propriétaires desdites isles.

Sur l'Acadie.

II. LADITE Compagnie sera composée de tous ceux de nos sujets qui voudront y entrer, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sans que pour cela ils dérogent à leur noblesse & privilèges, dont nous les dispensons. dans laquelle Compagnie pourrons pareillement entrer les étrangers & sujets de quelque Prince & Etat que ce soit.

III. Tous ceux qui voudront entrer en ladite société, soit François ou étrangers, y seront reçus pendant quatre mois, à compter

Fidces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

E'tablisse-
ment de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.
1664.

ter du premier jour du mois de juin de la présente année, pour telle somme qu'il leur plaira, qui ne pourra néanmoins être moindre de trois mille livres, après lequel temps passé aucune personne n'y fera admise.

IV. CEUX qui mettront dans ladite Compagnie depuis dix jusqu'à vingt mille livres, soit François ou étrangers, pourront assister aux assemblées générales, & y avoir voix délibérative; & ceux qui y mettront vingt mille livres & au dessus, pourront être élus Directeurs généraux chacun à leur tour, ou selon l'ordre qui sera arrêté par ladite Compagnie; & acquerront ceux qui seront intéressés en ladite Compagnie pour vingt mille livres, le droit de bourgeoisie dans les villes du Royaume où ils feront leur résidence.

V. LES étrangers qui entreront dans ladite Compagnie pour ladite somme de vingt mille livres, seront réputés François & Regnicoles pendant le temps qu'ils demeureront, & seront intéressés pour lesdites vingt mille livres en ladite Compagnie, & après le temps de vingt années expiré, ils jouiront dudit privilège incommutablement, sans avoir besoin d'autres lettres de naturalité, & leurs parens, quoiqu'étrangers, leur pourront succéder en tous les biens qu'ils auront en ce Royaume, leur déclarant que nous renonçons dès-à-présent pour ce regard, à tout droit d'aubaine.

VI. LES Officiers qui entreront en ladite Compagnie pour vingt mille livres, seront dispensés de la résidence à laquelle Sa Majesté les oblige par sa déclaration du mois de décembre dernier, & jouiront de leurs

gages & droits, comme s'ils étoient présens aux lieux de leur résidence.

Pièces justificatives.

VII. LES intéressés en ladite Compagnie pourront vendre, céder & transporter les Actions qu'ils auront en icelle, à qui & ainsi que bon leur semblera.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

VIII. SERA établi en la ville de Paris une Chambre de direction générale, composée de neuf Directeurs généraux qui seront élus par la Compagnie, & dont il y en aura du moins trois de marchands, lesquels Directeurs exerceront ladite direction pendant trois années; & où les affaires de ladite Compagnie requéreroient des Chambres de direction particulière dans les Provinces, il en sera établi par ladite Compagnie, avec le nombre de Directeurs qu'elle jugera à propos, lesquels seront pris du nombre des marchands desdites Provinces & non d'autres, lesquels marchands pourront entrer dans lesdites directions particulières, bien qu'ils ne soient intéressés que pour dix mille livres; & ne pourront lesdits Directeurs généraux & particuliers être inquiétés en leur personne ni en leurs biens, pour raison des affaires de ladite Compagnie.

IX. SERA tenu tous les ans une assemblée générale au premier jour de juillet, pour délibérer sur les affaires générales de la Compagnie, où tous ceux qui auront voix délibérative pourront assister; en laquelle assemblée seront nommés lesdits Directeurs généraux & particuliers à la pluralité des voix: & comme ladite Compagnie ne peut être entièrement formée avant le premier jour d'octobre prochain, sera le quinziesme dudit

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

*E'tablisse-
ment de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.*

1664.

audit mois fait une assemblée générale pour la nomination des neuf premiers Directeurs généraux, dont trois sortiront après trois années expirées, & en leur place il entrera trois nouveaux; la même chose se fera l'année suivante, & ainsi toutes les années il en sortira & entrera pareil nombre, en sorte que ladite Chambre de direction générale sera toujours composée de neuf Directeurs, savoir six anciens & trois nouveaux qui exerceront trois années à la réserve des neuf premiers Directeurs, dont trois exerceront quatre années, & les trois autres cinq, afin que les affaires de ladite Compagnie soient conduites avec plus de connoissance. La même chose se pratiquera pour l'élection des Directeurs particuliers, & en cas de mort d'aucun des Directeurs, il en sera élu d'autres par ladite Compagnie audit jour premier juillet.

X. LES Secrétaire & Caissier général de la Compagnie en France, seront nommés par icelle à la pluralité des voix, & ne pourront être destitués qu'en la même manière.

XI. LES effets de ladite Compagnie, ni les parts & portions qui appartiendront aux intéressés en icelle, ne pourront être saisis pour nos affaires, pour quelque cause, prétexte ou occasion que ce soit, ni même les parts qui appartiendront aux étrangers pour raison ou sous prétexte de guerre, représaille ou autrement, que nous pourrions avoir contre les Princes & E'tats dont ils sont sujets.

XII. Ne pourront pareillement être saisis les effets de ladite Compagnie par les créanciers d'aucuns des intéressés, pour raison de leurs

leurs dettes particulières; & ne seront tenus les Directeurs de ladite Société de faire voir l'état desdits effets, ni rendre aucun compte aux créanciers desdits intéressés, sauf auxdits créanciers à faire saisir & arrêter entre les mains du Caissier général de ladite Compagnie, ce qui pourra revenir auxdits intéressés par les comptes qui seront arrêtés par la Compagnie, auxquels ils seront tenus de se rapporter, à la charge que lesdits saisissans feront vider lesdites saisies dans les six mois du jour qu'elles auront été faites, après lesquels elles seront nulles & comme non avenues, & ladite Compagnie pleinement déchargée.

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

XIII. LES Directeurs généraux à Paris, nommeront les Officiers, Commandans & Commis nécessaires pour le service de ladite Compagnie, soit dans le Royaume ou dans les pays concédés, & ordonneront des achats des marchandises, équipement de vaisseaux, paiement de gages des Officiers & Commis, & généralement de toutes les choses qui seront pour le bien & utilité de ladite Compagnie; lesquels Directeurs pourront agir les uns en l'absence des autres, à la charge toutefois que les ordonnances pour les dépenses, seront signées au moins par quatre desdits Directeurs.

XIV. LES comptes des Chambres de direction particulière, ou des Commissionnaires qui seront établis dans les Provinces, seront rendus à la Chambre de direction générale à Paris, de six mois en six mois, & ceux de ladite Chambre de direction générale de Paris, arrêtés d'année en année, & les profits partagés, à la réserve des deux pre-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

E'tablisse-
ment de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.

1664.

premières années, pendant lesquelles il ne sera fait aucun partage; lesquels comptes seront rendus à la manière des marchands, & les livres de raison de ladite Compagnie, tant de ladite direction générale que des particulières, tenus en parties doubles, auxquels livres sera ajouté foi en justice.

XV. LA Compagnie fera seule, à l'exclusion de tous nos autres sujets qui n'entre-ront en icelle, tout le commerce & navigation dans lesdits pays concédés pendant quarante années. Et à cet effet nous faisons défenses à tous nosdits sujets qui ne feront de ladite Compagnie, d'y négocier, à peine de confiscation de leurs vaisseaux & marchandises, applicables au profit de ladite Compagnie, à la réserve de la pêche qui sera libre à tous nosdits sujets.

XVI. Et pour donner moyen à ladite Compagnie de soutenir les grandes dépenses qu'elle sera obligée de faire pour l'entretien des colonies, & du grand nombre de vaisseaux qu'elle enverra auxdits pays concédés, Nous promettons à ladite Compagnie de lui faire payer pour chacun voyage de sesdits vaisseaux qui feront leurs équipemens & cargaisons dans les ports de France, iront décharger & rechargeront dans lesdites isles & terre ferme, où les colonies Françoises seront établies, & feront leurs retours dans les ports du Royaume, trente livres pour chaque tonneau de marchandises qu'ils porteront dans lesdits pays, & quarante livres pour chacun tonneau de celles qu'ils en rapporteront & qu'ils déchargeront, ainsi qu'il est dit, dans les ports du Royaume; dont à quelque somme que chaque voyage se puisse

se

se monter, Nous lui avons fait & faisons Pièces justifi-
 don, sans que pour ce il soit besoin d'au- ficatives.
 tres lettres que la présente concession : Vou- III^e. partie.
 lons & ordonnons que lesdites sommes soient
 payées à ladite Compagnie par le Garde de *Sur l'Acadie.*
 notre trésor royal, sur les certifications de
 deux des Directeurs, & passées dans ses
 comptes sans aucune difficulté.

XVII. LES marchandises venant desdits
 pays, qui seront apportées en France par
 les vaisseaux de ladite Compagnie, pour
 être transportées par mer ou par terre dans
 les pays étrangers, ne payeront aucuns
 droits d'entrée ni de sortie, en donnant par
 les Directeurs particuliers qui seront sur les
 lieux, ou leurs Commissionnaires, des cer-
 tificats aux bureaux de nos fermes, comme
 lesdites marchandises ne sont point pour
 consommer en France; & seront lesdites
 marchandises mises en dépôt dans les douan-
 nes & magasin, jusqu'à ce qu'elles soient
 enlevées.

XVIII. LES marchandises qui auront été
 déclarées pour être consommées dans le Ro-
 yaume, & acquité les droits d'entrée, &
 que la Compagnie voudra renvoyer aux
 pays étrangers, ne payeront aucuns droits
 de sortie, non plus que les sucres qui au-
 ront été raffinés en France dans les raffine-
 ries que la Compagnie fera établir, lesquels
 nous déchargeons pareillement de tous droits
 de sortie, pourvu qu'ils soient chargés sur
 des vaisseaux François pour être transportés
 hors du Royaume.

XIX. LADITE Compagnie fera pareille-
 ment exempte de tous droits d'entrée & sor-
 tie sur les munitions de guerre, vivres &
 autres

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.
E'tablis-
sement de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.
1664.

autres choses nécessaires pour l'avitaillement & armement des vaisseaux qu'elle équipera, même de tous les bois, cordages, gaudrons, canons de fer & fonte, & autres choses qu'elle fera venir des pays étrangers pour la construction des navires qu'elle fera bâtir en France.

XX. APPARTIENDRONT à ladite Compagnie en toute seigneurie, propriété & justice, toutes les terres qu'elle pourra conquérir & habiter pendant lespdites quarante années, en l'étendue desdits pays ci-devant exprimés & concédés, comme aussi les isles de l'Amérique appelées *Antilles*, habitées par les François, qui ont été vendues à plusieurs particuliers par la Compagnie desdites isles, formée en 1642, en remboursant les seigneurs propriétaires d'icelles, des sommes qu'ils ont payées pour l'achat, conformément à leurs contrats d'acquisition, & des améliorations & augmentations qu'ils y ont faites, suivant la liquidation qu'en feront les Commissaires par Nous à ce députés, & les laissant jouir des habitations qu'ils y ont établies depuis l'acquisition desdites isles.

XXI. Tous lesquels pays, isles & terres, placés & forts qui peuvent y avoir été construits & établis par nos sujets, Nous avons donné, octroyé & concédé, donnons, octroyons & concédons à ladite Compagnie, pour en jouir à perpétuité en toute propriété, seigneurie & justice, ne nous réservant autre droit ni devoir que la seule foi & hommage lige, que ladite Compagnie sera tenue de nous rendre & à nos successeurs Rois, à chaque mutation de Roi, avec une couronne d'or du poids de trente marcs.

XXII.

XXII. NE sera tenue ladite Compagnie ^{Pièces justi-} d'aucun remboursement ni dédommagement ^{ficatives} envers les Compagnies auxquelles Nous ou ^{IIIe. partie.} nos prédécesseurs Rois ont concédé lesdites ^{Sur l'Acadie} terres & isles, nous chargeant d'y satisfaire, si aucun leur est dû; auquel effet nous avons révoqué & révoquons à leur égard, toutes les concessions que nous leur en avons accordées, auxquelles, en tant que besoin, nous avons subrogé ladite Compagnie, pour jouir de tout le contenu en icelles, ainsi & comme si elles étoient particulièrement exprimées.

XXIII. JOUIRA ladite Compagnie, en qualité de Seigneur desdites terres & isles, des droits seigneuriaux qui y sont présentement établis sur les habitans desdites terres & isles, ainsi qu'ils se lèvent à présent par les Seigneurs propriétaires, si ce n'est que la Compagnie trouve à propos de les commuer en autres droits pour le soulagement desdits habitans.

XXIV. LADITE Compagnie pourra vendre ou inféoder les terres, soit dans lesdites isles, Terre-ferme de l'Amérique ou ailleurs, dans lesdits pays concédés, à tels cens, rentes & droits seigneuriaux qu'elle jugera bon, & à telles personnes qu'elle trouvera à propos.

XXV. JOUIRA ladite Compagnie de toutes les mines & minières, caps, golfes, ports, havres, fleuves, rivières, isles & ilots, étant dans l'étendue desdits pays concédés, sans être tenue de nous payer, pour raison desdites mines & minières, aucuns droits de souveraineté, desquels nous lui avons fait don.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

E'tablisse-
ment de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.

1664.

XXVI. POURRA ladite Compagnie faire construire des forts en tous les lieux qu'elle jugera nécessaires pour la défense dudit pays, faire fondre canons à nos armes, au dessous desquelles elle pourra mettre celles que nous lui accordons ci-après; faire poudre, fondre boulets, forger armes, & lever des gens de guerre dans le Royaume pour envoyer auxdits pays, en prenant notre permission en la forme ordinaire & accoutumée.

XXVII. LADITE Compagnie pourra aussi établir tels Gouverneurs qu'elle jugera à propos, soit dans la Terre ferme, par provinces ou départemens séparés, soit dans lesdites isles; lesquels Gouverneurs seront nommés & présentés par les Directeurs de ladite Compagnie, pour leur être expédié nos provisions; & pourra ladite Compagnie les destituer toutesfois & quantes que bon lui semblera, & en établir d'autres en leur place, auxquels nous ferons pareillement expédier nos lettres sans aucune difficulté, en attendant l'expédition desquelles ils pourront commander le temps de six mois ou un an au plus, sur les commissions des Directeurs.

XXVIII. POURRA ladite Compagnie armer & équiper en guerre tel nombre de vaisseaux qu'elle jugera à propos pour la défense desdits pays & la sûreté dudit commerce, sur lesquels vaisseaux elle pourra mettre tel nombre de canons de fonte que bon lui semblera, arborer le pavillon blanc avec les armes de France, & établir tels Capitaines, Officiers, soldats & matelots qu'elle trouvera bon, sans que lesdits vaisseaux puissent

sent être par nous employés, soit à l'occasion de quelque guerre ou autrement, sans le consentement de ladite Compagnie.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

XXIX. S'IL est fait aucune prise par les vaisseaux de ladite Compagnie sur les ennemis de l'E'tat, dans les mers des pays concédés, elles lui appartiendront, & seront jugées par les Officiers qui seront établis dans les lieux desdits pays, où elles pourront être menées plus commodément, suivant les ordonnances de la Marine, nous réservant sur icelles le droit de l'Amiral, lequel donnera sans difficulté les commissions & congés pour la sortie desdits vaisseaux des ports de France.

Sur l'Acadie.

XXX. POURRA ladite Compagnie traiter de paix & alliance en notre nom, avec les Rois & Princes des pays où elle voudra faire ses habitations & commerce, & convenir avec eux des conditions desdits Traités, qui seront par Nous approuvés; & en cas d'insulte, leur déclarer la guerre, les attaquer, & se défendre par la voie des armes.

XXXI. ET en cas que ladite Compagnie fût troublée en la possession desdites terres & dans le commerce par les ennemis de notre E'tat, Nous promettons de la défendre & assister de nos armes & de nos vaisseaux à nos frais & dépens.

XXXII. POURRA ladite Compagnie prendre pour ses armes un écusson en champ d'azur semé de fleurs de lys d'or sans nombre, deux Sauvages pour support & une couronne tressée; lesquelles armes nous lui concédons pour s'en servir dans ses sceaux & cachets, & que nous lui permettons de mettre & apposer aux édifices publics, vais-

Pièces des Commissaires François. seaux, canons, & par-tout ailleurs où elle jugera à propos.

No. XXXVI.

E'tablissement de la Compagnie des Indes occidentales.

1664.

XXXIII. POURRA ladite Compagnie, comme seigneurs hauts Justiciers de tous lesdits pays, y établir des Juges & Officiers par-tout où besoin sera, & où elle trouvera à propos, & les déposer & destituer quand bon lui semblera; lesquels connoîtront de toutes affaires de justice, police, commerce & navigation, tant civiles que criminelles: & où il sera besoin d'établir des Conseils souverains, les Officiers dont ils seront composés, nous seront nommés & présentés par les Directeurs généraux de ladite Compagnie, & sur lesdites nominations les provisions leur seront expédiées.

XXXIV. SERONT les Juges établis en tous lesdits lieux, tenus de juger suivant les loix & ordonnances du Royaume, & les Officiers, de suivre & se conformer à la coutume de la prévôté & vicomté de Paris, suivant laquelle les habitans pourront contracter, sans que l'on y puisse introduire aucune autre coutume pour éviter la diversité.

XXXV. ET pour favoriser d'autant plus les habitans desdits pays concédés, & porter nos sujets à s'y habituer, Nous voulons que ceux qui passeront dans lesdits pays, jouissent des mêmes libertés & franchises que s'ils étoient demeurans en ce Royaume, & que ceux qui naîtront d'eux & des Sauvages convertis à la foi Catholique, Apostolique & Romaine, soient censés & réputés regnicoles & naturels François, & comme tels capables de toutes successions, dons, legs & autres dispositions, sans être obligés d'ob-

d'obtenir aucunes lettres de naturalité, & que les artisans qui auront exercé leurs arts & métiers auxdits pays pendant dix années consécutives, en rapportant certificats des Officiers des lieux où ils auront demeuré, attestés des Gouverneurs & certifiés par les Directeurs de ladite Compagnie, soient réputés maîtres de chefs-d'œuvres en toutes les villes de notre Royaume où ils voudront s'établir, sans aucune exception.

Pièces justificatives,
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

XXXVI. PERMETTONS à ladite Compagnie de dresser & arrêter tels statuts & réglemens que bon lui semblera, pour la conduite & direction de ses affaires, tant en Europe que dans lesdits pays concédés, lesquels statuts & réglemens nous confirmerons par lettres patentes, afin que les intéressés en ladite Compagnie soient obligés de les observer selon leur forme & teneur, sous les peines portées par iceux, que les contrevenans subiront comme arrêt de Cour souveraine.

XXXVII. Tous différends entre les Directeurs & intéressés en ladite Compagnie, ou d'associés avec associés, pour raison des affaires d'icelle, seront jugés à l'amiable par trois autres Directeurs dont sera convenu; & où les parties n'en voudroient convenir, il sera nommé d'office sur le champ par les autres Directeurs, pour juger l'affaire dans le mois; & où lesdits Arbitres ne rendroient leur jugement dans ledit temps, il en sera nommé d'autres, afin d'arrêter par ce moyen la suite des procès & divisions qui pourroient arriver en ladite Compagnie, auxquels jugemens les parties seront tenues d'acquiescer, comme si c'étoit arrêt de Cour

Pièces des
Commissai-
res François.

souveraine, à peine contre les contrevenans de perte de leur capital, qui tournera au profit de l'acquiesçant.

No. XXXVI.
*E'tablisse-
ment de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.*
1664.

XXXVIII. Et à l'égard des procès & différends qui pourroient naître entre les Directeurs de ladite Compagnie & les particuliers non intéressés, pour raison des affaires d'icelle; seront jugés & terminés par les Juges-Consuls, dont les sentences & jugemens s'exécuteront souverainement jusqu'à la somme de mille livres, & au dessus de ladite somme par provision, sauf l'appel par-devant les Juges qui en devront connoître.

XXXIX. Et quant aux matières criminelles, dans lesquelles aucun de ladite Compagnie sera partie, soit en demandant ou défendant, elles seront jugées par les Juges ordinaires, sans que pour quelque cause que ce soit, le criminel puisse attirer le civil, lequel sera jugé comme il est dit ci-dessus.

XL. Ne sera par nous accordé aucunes lettres d'état ni de répit, évocation ou surseance, à ceux qui auront acheté des effets de la Compagnie, lesquels seront contraints au payement de ce qu'ils devront, par les voies, & ainsi qu'ils y seront obligés.

XLI. APRE's lesdites quarante années expirées, s'il n'est jugé à propos de continuer le privilège du commerce, toutes les terres & isles que la Compagnie aura conquises, habitées ou fait habiter, avec les droits seigneuriaux & redevances qui seront dûs par lesdits habitans, lui demeureront à perpétuité en toute propriété, seigneurie & justice, pour en faire & disposer ainsi que bon lui semblera; comme de son propre héritage; comme aussi des forts, armes & munitions

tions, meubles, ustensiles, vaisseaux & marchandises qu'elle aura dans lesdits pays, sans y pouvoir être troublée, ni que nous puissions retirer lesdites terres & isles, pour quelque cause, occasion ou prétexte que ce soit, à quoi nous avons renoncé dès-à-présent, à condition que ladite Compagnie ne pourra vendre lesdites terres à aucuns étrangers, sans notre permission expresse.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

XLII. Et pour faire connoître à ladite Compagnie comme nous desirons la favoriser par tous moyens, contribuer de nos deniers à son établissement, & à l'achat des vaisseaux & marchandises dont elle a besoin pour envoyer auxdits pays, nous promettons de fournir le dixième de tous les fonds qui seront faits par ladite Compagnie, & ce pendant quatre années, après lesquelles ladite Compagnie nous rendra lesdites sommes sans aucun intérêt; & en cas que pendant lesdites quatre années elle souffre quelque perte, en le justifiant par les comptes, nous consentons qu'elle soit prise sur les deniers que nous aurons avancés, si mieux nous ne voulons laisser ledit dixième ainsi par nous avancé dans la caisse de ladite Compagnie, encore pour autres quatre années; le tout sans aucun intérêt, pour être en fin desdites huit années fait un compte général de tous les effets de ladite Compagnie; & en cas qu'il se trouve de la perte du fonds capital, nous consentons que ladite perte soit prise sur ledit dixième, & jusqu'à la concurrence d'icelui.

XLIII. EN attendant que ladite Compagnie soit entièrement formée, ce qui ne peut être qu'après le temps accordé à toutes per-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVI.

E'tablis-
ment de la
Compagnie
des Indes occi-
dentales.

1664.

456 MEMOIRES SUR LES
sonnes d'y entrer, ceux qui y seront pré-
sentement intéressés, nommeront six d'en-
tr'eux pour agir dans les affaires de
ladite Compagnie, & travailler incessam-
ment à faire équiper les vaisseaux, & aux
achats des marchandises qu'il convient en-
voyer dans lesdits pays, auxquels Direc-
teurs, ceux qui voudront entrer en ladite
Compagnie, s'adresseront, & ce qui aura
été géré & négocié par eux, sera approuvé.

Toutes lesquelles conditions ci-dessus ex-
primées, nous promettons exécuter de no-
tre part, & faire exécuter par-tout où be-
soin sera, & en faire jouir pleinement &
paisiblement ladite Compagnie, sans que
pendant le temps de la présente concession,
il puisse y être apporté aucune diminution,
altération ni changement. SI DONNONS EN
MANDEMENT à nos amés & feaux Conseil-
lers, les gens tenant notre Cour de Parle-
ment & Chambre des Comptes à Paris, que
ces présentes ils fassent lire, publier & ré-
gistrer, & le contenu en icelles garder &
observer selon sa forme & teneur, sans
souffrir qu'il y soit contrevenu en aucune
forte & manière que ce soit; CAR TEL EST
NOTRE PLAISIR. Et afin que ce soit chose
ferme & stable à toujours, nous avons fait
mettre notre Scel à cesdites présentes, sauf
en autres choses notre droit, & l'autrui en
toutes. DONNE' à Paris, au mois de mai,
l'an de grace mil six cent soixante-quatre,
& de notre règne le vingt-deuxième. Signé
LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, DE LYON-
NE. ET à côté, Visa SEGUYER. Et scellé
du grand Sceau de cire verte, en lacs de
soie rouge & verte.

No. XXXVII.

N^o. XXXVII. *EXTRAITS de plusieurs lettres de M. le Comte d'Estrades, concernant l'Acadie, depuis 1662 jusqu'en 1667.*

Pièces justificatives.
III^e. partie.
Sur l'Acadie.

A la Haye, 1719, six tomes in-12.

Extrait de la lettre du Comte d'Estrades au Roi, du 27 février 1662. Tome I, page 229.

DEPUIS ma dernière dépêche, il est arrivé auprès du Roi d'Angleterre des Députés de la Nouvelle Angleterre, accompagnés de deux François de la Religion; l'un a été Ministre des Cevennes, & l'autre est du bourg de Tarennes près la Rochelle; ils ont présenté une requête au Roi d'Angleterre & au Parlement, remplie de plusieurs & fortes raisons pour ne consentir pas que l'Acadie, qui contient quatre-vingt lieues de terre avec plusieurs rivières navigables, & de bons havres capables de contenir de grands navires de mille tonneaux, soit restituée à Votre Majesté.

Ils allèguent qu'il y a plusieurs temples construits, & la religion d'Angleterre bien établie dans quatre colonies; à quoi les peuples d'Angleterre ont travaillé avec grande dépense, & hasardé leur vie pour les conserver, suivant la concession qui leur fut donnée par feu Cromwel, & confirmée par le Roi d'Angleterre à son avènement à la Couronne.

Qu'ils supplient Sa Majesté & le Parlement

Pièces des
Commissaires
Français.

No. XXXVII.

Lettres du
Comte d'Es-
srades, 1662.

de considérer les avantages que le Roi & ledit Parlement retireront de la conservation de ce pays, leur offrant, de la part de la Nouvelle Angleterre, de fournir à leurs dépens dans Londres tous les mâts des navires nécessaires pour sa flotte, & telle quantité de gaudron que Sa Majesté ordonnera; offrant de plus de bâtir à leurs dépens deux frégates de soixante pièces de canon, & les envoyer dans six mois à Sa Majesté. Ils ajoutèrent que s'il ne tenoit qu'à de l'argent pour dédommager les intérêts des sujets de Votre Majesté, ils donneroient trois cent mille livres comptant; & qu'ils étoient assurés que plus de six mille François de la Religion quitteroient leur pays pour venir habiter le leur, s'ils en étoient les maîtres, comme ils n'en doutent pas, pourvû qu'ils soient certains de sa protection & de celle du Parlement.

Ayant été informé du contenu de cette requête, je fus aussi-tôt trouver le Roi d'Angleterre, & m'en plaindre, & demandai des Commissaires pour finir cette affaire, attendu que Votre Majesté m'avoit réitéré ses ordres, & qu'elle lui demandoit justice sur l'usurpation qui avoit été faite de sa souveraineté & du bien de ses sujets: j'en dis autant à M. le Chancelier, & il fut résolu que dès le lendemain on me donneroit des Commissaires; ce qui fut exécuté. Nous avons déjà traité de cette affaire en deux conférences.

Pour agir contre les points de leur requête, je demandai la restitution de toute l'Acadie, contenant quatre-vingt lieues de pays; que les forts de Pentagoet, de Port-Royal

Royal & de la Hève, soient rendus au même état qu'ils étoient quand ils ont été pris; que le canon & munitions de guerre, armes, vivres & marchandises, soient restitués suivant l'inventaire qui en fut fait dès ce temps-là, ou bien appréciés en argent suivant la valeur.

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Que le couvent des Capucins; leur maison & l'Eglise, & pareillement toutes les Eglises catholiques, les paroisses & chapelles dans l'étendue de l'Acadie, soient rebâties à leurs dépens, ainsi qu'elles étoient avant la démolition; qu'il ne sera permis à aucun habitant de rester ni d'habiter dans l'étendue du pays de l'Acadie appartenant au Roi, qu'il n'ait fait profession publique de la foi Catholique, Apostolique & Romaine, & que les Curés des lieux seront obligés de rendre compte toutes les semaines à celui qui commandera dans le pays de la part de Votre Majesté, s'il y a quelque hérétique dans les habitations, afin qu'ils soient châtiés selon ses ordres.

Que les temples & maisons particulières, ou le prêche & autres exercices de la religion d'Angleterre, ou autres contraires à la Catholique, soient démolis, & les pierres & bois employés à réédifier les Eglises qui avoient été ruinées.

Je me suis attaché à détruire, par ces demandes, toutes les fins de leur requête, & à leur faire connoître qu'il n'y avoit nul accommodement à espérer de la part de Votre Majesté, ni par argent, ni par autre voie, sur la restitution de l'Acadie: pourvû qu'elle se fasse, je pourrai bien consentir que quelques-unes de mes demandes soient adoucies, concernant seulement ce qui regarde la valeur

Pièces des
Commissai-
res François.

leur de munitions & pertes de marchandises, parce qu'aussi bien les propriétaires ne peuvent pas justifier ce qu'ils ont perdu.

No. XXXVII.

*Lettres
du Comte
d'Esstrades.
1662.*

Votre Majesté peut voir, par les offres que ces peuples ont faites au Roi d'Angleterre, les avantages qu'il retire de ce pays-là, & celui que Votre Majesté en pourroit retirer avec le temps s'il y avoit un bon ordre, & qu'on s'appliquât à fortifier ces colonies, en leur envoyant cette année douze cens hommes d'Infanterie, commandés par de bons Officiers, avec quoi, étant bien conduits, on pourroit venir à bout des Iroquois qui sont leurs ennemis, & gagner plus de trois cent lieues de pays, qui est fort peuplé de Sauvages, qui ayant une fois reconnu l'autorité de Votre Majesté, demeureroient dans l'obéissance, & la religion Catholique pourroit s'augmenter considérablement. Comme j'ai parlé de tout ce que dessus avec plusieurs personnes qui ont demeuré des années entières dans ce pays-là, je m'en suis informé particulièrement; & Votre Majesté peut faire un Royaume considérable d'un pays qui n'a pas été connu jusqu'à cette heure, & que les Anglois souhaitent d'avoir, par les grands biens qu'ils espèrent en retirer pour le commerce & la marine.

Je dois avoir demain une troisième conférence avec les Commissaires; j'en rendrai compte à Votre Majesté par le premier ordinaire. Je suis, &c.

*Extrait de la lettre du Roi à M. le Comte d'Estrades, du 4 mars 1662 **, Tome I, page 241. Pièces justificatives. IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

J'APPROUVE tout ce que vous avez fait jusqu'ici pour me faire rendre l'Acadie, & je me promets de votre zèle & de votre adresse que vous n'abandonnez pas l'affaire, que vous ne m'avez fait avoir une satisfaction qui est juste, dont le refus ou le délai pourroit entraîner des conséquences fâcheuses : c'est un effet de votre prudence, que j'ai fort estimée, d'avoir conçu vos demandes directement opposées à tout ce que contenoit la requête des Calvinistes, qui vouloient engager le Roi mon frère, par leur intérêt, au soutien d'une si manifeste injustice ; & vous avez agi fort prudemment, quand vous avez fait connoître que l'affaire n'étoit pas accommodable par aucune somme d'argent.

Extrait de la lettre du Comte d'Estrades au Roi, du 13 mars 1662. Tome I, page 261.

J'AUROIS souhaité avoir pû éviter d'importuner Votre Majesté par une si longue lettre ; mais étant question de lui rendre compte d'un Royaume qui a autant d'étendue que la France, & fort envié de l'Angleterre, j'ai cru être de son service & de mon devoir, de m'étendre sur tout ce qui s'est passé contenant cette négociation.

M'étant

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* L'édition de 1719, dont ces lettres sont tirées, met la date de celle-ci en 1668 au lieu de 1662. Cette édition fourmille de fautes.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVII.

Lettres
du Comte
d'Estrades.

1662.

M'étant aperçû que tous les délais qui étoient arrivés sur la restitution de l'Acadie, ne provenoient que d'une deuxième requête, présentée au Roi d'Angleterre par les habitans & députés de la Nouvelle Angleterre, & appuyée par son Parlement, je lui représentai fortement, de la part de Votre Majesté, le préjudice qu'elle recevoit de tant de délais sur la restitution de l'Acadie, que j'avois ordre exprès d'en tirer la dernière résolution, afin de prendre ensuite ses mesures. Le Roi d'Angleterre me dit qu'il vouloit contenter Votre Majesté, mais qu'il étoit juste qu'il n'abandonnât pas ses intérêts; que si je voulois, il feroit venir les Commissaires dans sa chambre, qui me feroient voir par bonnes raisons, le droit qu'il avoit dans le pays.

J'acceptai cette proposition, & lui témoignai qu'après avoir répondu en sa présence sur ce que ces Commissaires me diroient, j'espérois qu'il me feroit justice, en restituant à Votre Majesté ce qui lui appartenoit légitimement. Les Commissaires alléguèrent, pour justifier leur possession, une commission du Roi Jacques en 1607, à un Capitaine Richard, Chef d'une compagnie d'Anglois, avec pouvoir d'habiter dans le pays qu'on appelle *Nouvelle Angleterre*, où ensuite plusieurs familles allèrent s'établir, & depuis ce temps-là jusqu'à présent y ont bâti trois villes & plus de cent bourgs; qu'ils firent un fort au delà de la rivière de Noremburg, appelé *Pentagoet*, qu'ils l'avoient habitée des premiers, & commencé à défricher les terres.

Qu'il étoit vrai qu'il y avoit eu des troubles

bles par la méfintelligence des deux Royau-
mes, qui ont caufé des guerres entre les
François & les Anglois; que Pentagoet fut
pris fur les Anglois par le Commandeur de
Razilly, que depuis, en l'an 1654, Olivier
Cromwel donna commiffion aux habitans de
la Nouvelle Angleterre *d'ufer de représailles*,
& que fur beaucoup de pertes que ceux de
leur pays avoient souffertes par diverses in-
vasions des François par mer & par terre,
ils s'étoient faifis de l'Acadie.

Pièces justi-
ficatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Que même par le Traité fait entre Olivier
Cromwel & Votre Majesté, l'on étoit conve-
nu qu'on ne parleroit pas de cette restitution;
mais qu'on remettroit d'en examiner les
points, lorsque les Commissaires seroient af-
semblés pour traiter des représailles, dans
lequel temps on rendroit justice à un chacun.

Que tout ce qu'ils marquoient, faisoit voir
le droit que les Anglois avoient de conser-
ver l'Acadie, comme en étant faifis des pre-
miers, qui est la véritable possession dans les
pays nouvellement découverts.

Après que les Commissaires eurent dit
leurs raisons en présence du Roi d'Angle-
terre, je répondis qu'ils ne m'avoient allé-
gué qu'une commiffion donnée par le Roi
Jacques en 1607, à une compagnie de mar-
chands, conduits par un Capitaine Anglois,
nommé Richard, & que je leur voulois jus-
tifier une possession de l'Amérique aux Rois
de France, de plus de cent ans avant la
commiffion du Roi Jacques.

Que pour prouver ce que je disois, je ne
me contenterois pas de parler en termes gé-
néraux, comme MM. les Commissaires a-
voient fait; mais que je rapporterois par qui
la

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVII.

Lettres
du Comte
d'Estrades.
1662.

la première terre a été découverte, & les Rois qui ont ensuite donné des commissions à leurs sujets, & les noms de ceux qui ont été employés, afin que le Roi d'Angleterre pût voir plus clairement l'injustice qu'on faisoit pour retenir les terres de Votre Majesté.

Que je commençois par le voyage de deux Capitaines Bretons en l'an 1504, qui découvrirent les premiers les terres de l'Amérique, ainsi qu'il est vérifié par l'histoire de Corneille Witfliet & Antoine Magini, imprimé à Douay *; que depuis le Roi François Ier. en ayant été averti, envoya Jean Verazzan Capitaine de mer, avec deux vaisseaux de guerre, pour prendre possession du pays en son nom, commençant depuis le trente-troisième degré jusqu'au quarante-septième, où le pays, que les Anglois habitent à présent, & qu'ils ont nommé *la Nouvelle Angleterre*, est compris dans les limites appartenantes à Votre Majesté.

Ledit Jean Verazzan y fit deux voyages, dont le dernier fut en l'an 1523, & dès lors le pays fut nommé *la Nouvelle France*.

En l'an 1535, Jacques Cartier grand homme

(OBSERVATIONS des Commissaires du Roi,

* Cet Ouvrage a été imprimé à Douay en 1669 aux dépens de François Fabry, sous le titre d'Historique universelle des Indes orientales & occidentales. On y trouve, à l'article de *France Nouvelle*, que tout ce canton de terre jusqu'à la région de *Baccalaos*, comprend *Chilaga*, *Hoobelaga*, *Hongueda* & autres régions. On l'appelle maintenant *la Nouvelle France*, & les habitans *Canadiens*. Les Bretons & Normands s'amusant à pêcher des cabliaux, l'ont découverte l'an 1504. Par après Jean Verazzan, maintenu du Roi de France, découvrit *Rise* & le cap des Bretons.

me de mer, natif de Dieppe, de simple matelot venu à être Capitaine, découvrit la plus grande partie des côtes dudit pays de la rivière de Saint-Laurent.

Pièces justificatives.

111e. partie.

Sur l'Acadie.

L'an 1541, ledit Cartier fit un autre voyage avec trois vaisseaux, & eut la qualité de Lieutenant du sieur de Roberval, à qui le Roi donna la charge de Lieutenant général de toute l'Amérique.

- L'an 1542, le sieur de Roberval y fut en personne, avec six vaisseaux bien équipés de toutes choses nécessaires, & fit une habitation à une isle près Québec, qu'il nomma *l'Isle d'Orléans*.

En l'année 1543, ledit sieur de Roberval envoya le Capitaine Alphonse, Saintongeois, avec un vaisseau, vers le pays de Labrador, & découvrit le passage qui est entre la grande Terre & l'isle de la Terre-neuve.

En l'an 1564-65-66, les sieurs Ribaud & Laudonnières furent à la Nouvelle France, par ordre du Roi Charles IX, avec huit vaisseaux; ils fortifièrent les colonies, & furent ensuite prendre la Floride dans les Indes, qui appartenoit à Philippe II Roi d'Espagne; lequel fit équiper vingt vaisseaux, commandés par son Amiral, reprit la Floride, & fit mourir lesdits Capitaines Ribaud & Laudonnières, comme Pirates.

En l'an 1598, le Roi Henri IV résolut d'envoyer une personne de considération en ce pays là, ayant jugé que ce Royaume pourroit être un jour de grande utilité à la France; & pour cet effet donna la charge de Lieutenant général de l'Amérique, au Marquis de la Roche Giffard seigneur de Bretagne, avec

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVII.

Lettres
du Comte
d'Estrades,
1662.

un pouvoir absolu de commander dans l'étendue dudit pays.

L'an 1600, le Commandeur de Chatte, Gouverneur de Dieppe, succéda audit gouvernement, lequel y envoya, en qualité de son Lieutenant, le sieur de Monts, qui établit des habitations sur les rivières du Port-Royal, Sainte-Croix & de Noremberg.

L'an 1603, Henri le Grand se voyant, après beaucoup de dépense, en possession dudit pays, pour être mieux éclairci de toutes choses, de la situation, des ports de mer & des rivières navigables, y envoya le sieur Champlain, homme savant, bon géographe & expérimenté dans la fortification, pour lui faire un rapport exact de tout ce qu'il y auroit remarqué, comme en fait foi son livre & carte intitulé: *le voyage du sieur Champlain dans l'Amérique.*

La mort de Henri IV étant arrivée, ce pays demeura comme abandonné, par la perte de son protecteur & souverain, & les troubles qui arrivèrent ensuite dans le Royaume durant la minorité du feu Roi Louis XIII, ayant empêché qu'on ne s'appliquât à suivre le grand dessein que le feu Roi Henri le Grand avoit conçu pour la Nouvelle France, ce pays resta sans secours & abandonné (a) de la protection Royale. Ce fut donc dans cette

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Il falloit dire que le pays, depuis la Floride jusque vers la Nouvelle Angleterre, *resta sans secours & comme abandonné*; il a été prouvé dans le Mémoire du 4 octobre 1751, que les François n'ont jamais abandonné le pays établi par M. de Monts en 1604, & par conséquent le Roi Jacques I, ne pouvoit pas le concéder en 1607.

cette conjoncture que le Roi Jacques donna la commission l'an 1607, pour aller établir une colonie Angloise dans l'Amérique.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

En l'année 1629 (a), sous le feu Roi d'Angleterre Charles, le Chevalier Alexandre Sterling fut attaquer l'Acadie, prit les forts de Pentagoet, Sainte-Croix & Port-Royal, prit ensuite Québec & tout ce que nous tenions dans l'Amérique. Et par la paix qui fut faite entre les deux Rois en 1632, la restitution fut faite depuis Québec jusqu'à la rivière de Noremberg, où le fort de Pentagoet est construit, qui est la première place de l'Acadie; ensuite duquel Traité le feu Roi Louis XIII envoya M. le Commandeur de Razilly, avec quatre vaisseaux, pour prendre possession de toute l'Acadie, & fut pourvû de la Lieutenance générale de tout ce pays, dont nous avons paisiblement joui jusqu'en l'année 1654, qu'Olivier Cromwel, sous prétexte de lettres de représailles, envoya faire une descente avec quatre vaisseaux, dans la rivière de Saint-Jean, & ensuite prit les forts de l'Acadie, sans aucun sujet légitime de rupture, & contre le droit des gens.

Sur l'Acadie.

J'ajoutai que puisque par le rapport de Messieurs les Commissaires, il ne me paroissoit aucun titre valable pour justifier la légitime

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

(a) Le texte porte 1549; faute grossière. On en a corrigé quelques-unes de cette espèce, sans prétendre les corriger toutes. On peut, sur les dates & sur les faits consulter le Mémoire du 4 octobre 1751. Tout le narré de M. le Comte d'Estrades est de la plus grande inexactitude.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVII.

Lettres
du Comte
d'Estrades.
1662.

légitime possession de la Nouvelle Angleterre, qui avoit été usurpée sur le fonds de Votre Majesté, j'aurois sujet d'en demander la restitution, aussi-bien que celle de l'Acadie; mais que l'estime que Votre Majesté faisoit de l'amitié du Roi d'Angleterre, lui faisoit considérer que sa prétention, quoique juste, pouvant dans cette conjoncture apporter quelque trouble parmi ses sujets en ce pays-là, l'obligeoit de passer par dessus ses propres intérêts, & s'attacher seulement à la demande de la restitution de toute l'Acadie, sans pourtant renoncer à ses droits sur la Nouvelle Angleterre.

Si après cette conférence, où il m'a paru avoir amplement éclairci le droit de Votre Majesté, on ne lui donne satisfaction, je ne crois pas qu'on en doive plus attendre; mais je suis persuadé que le Roi d'Angleterre & le Chancelier y feront réflexion, leur ayant fait entendre à tous deux, comme de moi-même, que j'appréhendois que s'ils refusoient la justice que Votre Majesté leur demande dans cette restitution, Elle eût sujet de croire que toutes les protestations d'amitié qui lui ont été faites de sa part jusqu'à présent, ne sont que des paroles, & que les actions n'y répondent pas; que dans la passion que j'ai, de voir Vos Majestés bien unies, je souhaiterois fort que toute sorte de sujet de plainte leur fût ôté.

Le Roi d'Angleterre me dit que les affaires d'Irlande occuperoient son Conseil toute la semaine, qu'il ne pouvoit travailler à celle dont je lui avois parlé, que dans huit jours; mais qu'il me disoit par avance, qu'il feroit son possible pour donner contentement à Votre Majesté. Je suis, &c.

Extrait

Extrait de la lettre du Roi à M. le Comte d'Estrades, du 18 mars 1662. Tome I, page 269.

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

JE veux croire que le Roi d'Angleterre mon frère se payera de raison, puisqu'avec bien plus d'équité qu'il n'a pû vous le dire sur le fait de l'Acadie, je puis lui tenir le même discours; *que je veux bien le contenter en tout ce que je pourrai, mais qu'il est juste que je n'abandonne pas mes intérêts, & particulièrement quand les siens ne s'y trouvent pas réellement, mais seulement par une pure volonté d'empêcher que je ne me lie avec un autre E'tat, au lieu qu'en l'affaire dont il parloit, je puis me plaindre que jusqu'ici il me refuse mon bien,*

Je ne veux pas croire que ce refus dure long-temps; mais plutôt, que tant de fortes raisons que vous lui avez représentées en la présence de ses Commissaires l'obligeront à ne vous laisser point partir sans que vous puissiez me rapporter une si juste satisfaction, dont je vous saurai, en votre particulier, beaucoup de gré, ayant vû avec quelle suffisance, & combien de connoissance de tout le passé, vous avez soutenu mon droit.

Extrait de la lettre du Comte d'Estrades au Roi, du 27 novembre 1664. Tome II, page 434.

DEs le soir même, il [M. de Wit] vint chez moi de la part desdits E'tats, pour me dire que, suivant le Conseil de Votre Majesté, ils avoient résolu de retenir leur flotte, & de ne la faire partir qu'au prin-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVII.

Lettres
du Comte
d'Estrades.
1664.

temps; mais qu'il étoit chargé de leur part de me représenter qu'après la rupture que le Roi d'Angleterre a faite en Guinée, sans leur avoir donné aucune satisfaction sur leurs plaintes, mais au contraire après avoir donné de nouveaux ordres pour prendre toute la Nouvelle Hollande sur la côte d'Acadie*, que les États possédoient depuis soixante-ans, refusé ensuite la proposition que Votre Majesté leur avoit faite de renvoyer la guerre & toutes les hostilités hors de l'Europe, & continué de ne vouloir pas la médiation de Votre Majesté, c'étoient des marques assez évidentes que le Roi d'Angleterre rompoit avec eux de gaieté de cœur; que cela étant, ils ne doutoient pas que Votre Majesté ne fût en volonté d'exécuter le Traité de 1662; que si elle avoit agréable, vû l'éclaircissement qu'elle a de leur conduite & de leur procédé dans tout le cours de cette affaire, de faire entendre par M. de Comminges au Roi d'Angleterre, qu'attaquant MM. les États sans aucune raison dans l'Europe, Elle sera obligée de se déclarer pour eux en vertu du Traité, ils s'assurent que le Roi d'Angleterre sera bien aise d'entendre à un bon accommodement, plutôt que de s'exposer à rompre avec Votre Majesté.

Extrait

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* C'est avoir eu une notion bien confuse de l'Acadie, que d'en étendre les côtes jusque dans la Nouvelle York, appelée alors *Nouvelle Hollande* ou *Nouvelle Belgique*. En supposant que ce ne soit pas M. le Comte d'Estrades qui, dans son rapport, ait ajouté ces expressions au discours de M. de Wit, ce qui est le plus apparent; il semble qu'il auroit dû en relever l'erreur, s'il ne l'avoit pas adoptée.

*Extrait de la lettre de M. le Comte d'Est-
trades au Roi, du 25 décembre 1664.* Pièces justi-
ficatives.
IIIe. partie.
Tome II, page 467.

Sur l'Acadie.

VOTRE MAJESTÉ peut aussi, par un Traité avec le Roi d'Angleterre, se faire restituer l'Acadie, depuis Pentagoet jusqu'au Cap-Breton, qui sont quatre-vingts lieues de côte *, où il y a de fort bons havres, & obliger le Roi d'Angleterre, par le même Traité, de déclarer la guerre aux Iroquois, que les Hollandois, qui avoient leurs habitations voisines, ont toujours assités d'armes & de munitions contre nous. Moyennant cela Votre Majesté rendroit le Canada libre des seuls ennemis qu'Elle a en ce pays-là; & les attaquant par le côté de Canada, & par celui que les Anglois occupent, ils seroient tous détruits dans un an: ainsi faisant des réflexions sur tout ce que dessus, je persiste dans le sentiment où je suis, qu'il y a plus de sûreté & plus d'avantage de se lier avec les Anglois qu'avec les Hollandois, & que le mal est bien plus à craindre d'avoir les premiers contraires que ceux-ci.

*Extrait de la lettre du Roi au Comte
d'Esttrades, du 29 août 1665.* Tome
III, pages 289 & 293.

SUR le sujet de la Nouvelle Belgique †, le Chancelier a dit à mes Ambassadeurs qu'il

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Il y en a plus de trois cens; mais les véritables côtes de l'Acadie n'en ont que quatre-vingt ou environ.

† La Nouvelle Belgique, aujourd'hui la Nouvelle York,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVII.

Lettres
du Comte
d'Esstrades,
1665.

qu'il s'offroit de justifier que le Roi Jacques avoit donné le pays, nommé depuis *la Nouvelle Belgique*, au Comte de Sterling par des lettres patentes scellées du grand sceau d'Angleterre, & que les E'cossois avoient commencé de le cultiver long-temps avant que les Hollandois y eussent été reçûs; que le Duc d'York avoit acheté les droits des héritiers du Comte de Sterling, & qu'ainsi la Nouvelle Belgique appartenoit légitimement aux Anglois, & que les Hollandois n'y avoient été soufferts que comme ils le sont lorsqu'ils vont s'établir en Angleterre ou ailleurs, où ils n'acquièrent pas pour cela aucun droit de souveraineté à leur République.

On opposa à ce raisonnement le peu d'apparence qu'il y avoit d'appliquer la comparaison dans un cas où les Hollandois avoient peuplé & bâti une ville entière; mais les Ambassadeurs reconnurent facilement que l'intérêt du Duc d'York l'emportoit, & que la croyance du Chancelier est que les Hollandois ne rompront pas là-dessus, d'autant plus que j'ai déjà offert cette cession moyennant l'isle de Poleron.

Pour vous informer maintenant de mes sentimens sur quelques-uns des points contestés, je vous dirai qu'ayant examiné ce que les Anglois & Hollandois ont écrit sur le sujet de la Nouvelle Belgique, il me semble que

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.
York, ne faisoit pas partie de la concession du Comte de Sterling; & tout ce qui est rapporté dans cet article, comme dit par le Chancelier d'Angleterre, est détruit par les titres & par les faits.

que le droit des Hollandois est le mieux ^{Pièces justi-} fondé; car c'est une espèce de moquerie de ^{ficatives} vouloir persuader que des gens qui ont bâti ^{III^e. partie.} & peuplé une ville, sans qu'on leur ait dit ^{Sur l'Acadie} un mot pour l'empêcher, aient été soufferts comme des étrangers en France ou Angleterre; & l'habitation jointe à une longue possession, font, à mon sens, deux assez bons titres pour détruire toutes les raisons des Anglois.

Extrait de la lettre de M. de Lyonne au Comte d'Estrades, du 29 mai 1667.
Tome V. page 219,

LEs derniers avis que le Roi a eus de l'Amérique, & qui sont venus par la Hollande, sont que les armées de Sa Majesté s'étoient emparées sur les Anglois de l'isle de Monserrat, & qu'elles devoient attaquer celle de Niève; mais il n'y a pas grande apparence que celle-ci ait été prise. Sur cela Sa Majesté m'a chargé de vous mander de sa part que si les Anglois vous font instance pour la restitution desdites deux isles, vous ne devez faire aucune difficulté de la promettre, l'intention de Sa Majesté étant que l'Angleterre lui restituant l'Acadie, *toutes choses soient remises en l'Amérique en l'état qu'elles étoient avant cette guerre*, bien entendu que les Anglois s'obligeront réciproquement à la même chose, pour le cas qui auroit pû arriver, que leurs armes se fussent emparées de quelques isles ou terres qui appartenissent au Roi, & dont nous n'eussions pas encore la nouvelle.

Pièces des
Commissai-
res François.

*Extrait de la lettre du Comte d'Estrades
au Roi, du 9 juin 1667. Tome V,
page 286.*

No. XXXVII.

*Lettres du
Comte d'Es-
trades. 1667.*

C E P E N D A N T pour avancer toujours les affaires, & disposer les Plénipotentiaires des États à se rendre plus faciles, en cas que nous ne puissions pas vaincre l'opiniâtreté des Anglois, nous les fûmes trouver avant-hier, & nous leur dîmes que nous avions cru jusque-là que l'acceptation faite par le Roi de la Grande-Bretagne, de la proposition de laisser les choses dans l'état où le Ciel les a mises, assuroit à Votre Majesté la possession de ce qui avoit été occupé par ses armes dans les Indes occidentales; que néanmoins après en avoir parlé dans ce sens aux Ambassadeurs d'Angleterre, & les avoir trouvé persuadés que cette occupation ne devoit avoir son effet qu'à l'égard des États, puisqu'il n'en avoit jamais été fait aucune mention ailleurs que dans la dernière lettre que le Roi de la Grande-Bretagne leur avoit écrite, nous en avons rendu compte à Votre Majesté; que depuis nous avons toujours attendu ses ordres, & différé par cette considération de mettre ses affaires entre les mains des Médiateurs; mais que nous venions de recevoir une dépêche, par laquelle Votre Majesté nous permettoit de consentir; en son nom, que les choses fussent *remises au même état où elles étoient dans les Indes occidentales, avant la déclaration de la dernière guerre*, pourvu que le Roi de la Grande-Bretagne lui restituât l'Acadie; que nous étions aussi-tôt

venus leur communiquer cette résolution, afin d'en user de notre part avec la même franchise avec laquelle ils nous avoient informé du contenu dans leurs instructions, & que Votre Majesté s'étoit principalement disposée à se relâcher, comme Elle faisoit sur ce point, pour faire connoître la sincérité de ses intentions, & faire cesser les faux bruits qu'on faisoit courir dans les provinces, & qui n'étoient fondés que sur des avis venus de Bruxelles, par lesquels on essayoit de persuader aux peuples que Votre Majesté ne témoignoit desirer la paix qu'en apparence, & que dans la vérité, Elle souhaitoit la continuation de la guerre, pour affoiblir, embarrasser, & épuiser ses voisins.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Extrait de la lettre de M. le Comte d'Estades à M. de Lyonne, du 9 juin 1667. Tome V, page 292.

LEs choses étant dans cet état, pour gagner du temps, pendant lequel nous puissions recevoir les ordres de Sa Majesté & empêcher la rupture, nous avons engagé les Médiateurs à mettre nos affaires sur le tapis, & concerté avec M. Hollis, que sur la proposition de restituer l'Acadie, ils écrieroient en Angleterre, sous prétexte que cette demande n'avoit pas été prévue. Cependant, comme par votre lettre du dernier du mois passé, nous voyons que les nôtres ne vous seront pas rendues aussi promptement qu'il seroit à souhaiter, un de nous écrit directement à M. de Ruvigny, afin qu'il puisse (si Sa Majesté lui en a donné la permission) presser M. le Chancelier d'Angleterre
de

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXVII.
Lettre du
Comte d'Es-
trades, 1667.

de porter le Roi son Maître à prendre une dernière résolution sur le point des prétentions. Le projet des Anglois est fort captieux; & celui des E'tats, en y ajoutant les remarques sur le Traité de 1662, & les nouveaux articles que nous avons communiqués aux Médiateurs, n'est pas plus raisonnable; mais comme nous l'avons déjà remarqué, nous les réduirons dans les termes de la raison & de la justice, si nous pouvons vaincre les Anglois sur le point des vaisseaux; jusque-là nous n'avons point cru que nous dussions presser les E'tats, ni hasarder de perdre, ou tout au moins de dégoûter des Alliés, sans être assurés de n'avoir plus d'ennemis.

*Extrait de la lettre de M. le Comte d'Est-
rades au Roi, du 6 juin 1667. To-
me V, page 302.*

DANS le projet, les articles qui concer-
nent la restitution des isles de l'Acad-
die, & ce qui en dépend, sont conformes
à ce qui est porté dans notre instruction, &
dans les dépêches que nous avons eu l'hon-
neur de recevoir de Votre Majesté, Elle
remarquera, s'il lui plaît, que nous avons
affecté d'exprimer que cette restitution se fe-
roit à ceux qui auroient des pouvoirs scellés
des grands sceaux de France & d'Angleter-
re, pour éviter la difficulté qui s'est ren-
contrée sur celle de Poleron; les Anglois
prétendant qu'elle n'a pas été faite à celui
qui étoit chargé du pouvoir de Sa Majesté
Britannique, & se fondant là-dessus pour ac-
cuser les Hollandois de mauvaise foi.

N^o. XXXVIII. LETTRE du Colonel Temple au sieur du Bourg, sur les ordres qui l'empêchent de restituer l'Acadie, du 29 novembre 1668.

Pièces justificatives
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Tiré du dépôt de la Marine.

AYANT reçu un ordre de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, portant date du premier août 1668, par lequel j'ai commandement de ne point rendre le pays d'Acadie, jusqu'à ce que le plaisir de Sa Majesté me soit plus particulièrement connu, j'ai jugé à propos de vous en informer.

A Boston, ce 1^{er} novembre 1668. Signé
TEMPLE.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. XXXIX. ORDRE du Roi d'Angleterre au Colonel Thomas Temple, pour restituer l'Acadie à la France *, du 8 mars 1669.

Tiré du dépôt de la Marine.

CHARLES ROI. Fidèle & bien aimé, nous vous souhaitons bien; puisque par nos

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Voyez la remarque sur la XV^e pièce produite

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XXXIX.
Exécution du
Traité de
Breda, 1669.

nos lettres du 31 décembre 1667, conformément au Traité conclu à Breda le 31 juillet audit an, entre nous & notre frère le Roi Très-Chrétien, nous vous avons signifié notre plaisir pour l'immédiate *restitution* à notredit frère, ou à ceux qu'il auroit commis sous les grands sceaux de France, du pays nommé Acadie en nord Amérique, qui auparavant lui appartenoit, vous conformant en cela au dixième & onzième articles dudit Traité; & après nous avons trouvé convenable pour certaines raisons, avec l'avis de notre Conseil, par nos lettres du premier août, de vous enjoindre qu'en cas que ledit pays n'eût été par vous délivré ou restitué audit Roi Très-chrétien, conformément à notre première lettre, vous différiez & prolongiez la délivrance d'icelui pays, jusqu'à ce que vous eussiez reçu nos nouveaux ordres là-dessus: présentement nous trouvons à propos de vous signifier par celle-ci notre dernière volonté, & que, conformément à notredite lettre du 31 décembre 1667, immédiatement recevant celle-ci, vous donniez ordres effectifs pour la présente *restitution*, sans délai ou difficulté, audit Roi Très-chrétien, ou à celui qu'il commettra sous les grands sceaux de France, dudit pays d'Acadie, situé en nord Amérique, lequel

ci-
OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

te par MM. les Commissaires Anglois, où non plus que dans celle-ci, le mot de *Nouvelle E'cosse* ne se trouve pas, quoique le chevalier Temple eût le titre de Gouverneur de cette province idéale, & qu'il s'en fût servi pour justifier son refus de remettre aux François Pentagoet & autres places situées hors des anciennes limites de l'Acadie.

*ci-devant appartenoit audit Roi; comme nom- Pièces justi-
mément les forts & habitations de Penta- ficatives.
goet, Saint-Jean, Port-Royal, la Hève & IIIe. partie.
cap de Sable, que ses sujets ont possédés sous ———
son autorité jusqu'en 1654, & en 1655, que Sur l'Acadie.
les Anglois les en ont dépossédés, & depuis en
çà; & que vous procédiez en ceci réelle-
ment & sincèrement, vous conformant en
l'exécution de ceci, à ce qui est couché dans
les dixième & onzième articles dudit Traité
de Breda, nonobstant ce qui est contenu
dans notredite lettre du premier août der-
nier, en quoi la présente sera votre pouvoir:
ainsi nous vous disons adieu. DONNE' en
notre Cour de Whitehall, le huit mars mil
six cent soixante-neuf, & le vingt unième de
notre règne.*

Par le commandement de Sa Majesté,
ARLINGTON,

*Et à la suscription, à notre fidèle & bien
aimé Colonel Thomas Temple, notre Gouver-
neur de notre pays de la Nouvelle E'cosse.*

*Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en la Cour des comptes, aides & finances de
Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
premier Commis & Garde des archives & dé-
pôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus
véritable, l'ayant collationnée sur les registres
& papiers qui sont auxdits archives & dépôt.
A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.*

N^o. XL. *E'DIT du Roi, portant révo-
cation de la Compagnie des Indes occi-
dentales, & union au domaine de la
Couronne, des terres, isles, pays &
droits*

Pièces des
Commissai-
rés François.

*droits de ladite Compagnie; avec per-
mission à tous les sujets de Sa Majesté
d'y trafiquer, &c. du mois de décembre
1674.*

N^o. XL.

*Révocation
de la Compa-
gnie des Indes
occidentales.*

1674.

Sur l'imprimé à Paris chez Prault.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous présens & à venir; SALUT. La situation de notre Royaume, entre la mer océane & la méditerranée, facilitant l'enlèvement & la décharge des marchandises de toutes espèces, a donné lieu à plusieurs entreprises pour le commerce des pays éloignés; mais quoique le succès n'ait pas toujours répondu à l'attente que l'on en avoit, parce que la plupart des armemens se faisant par des particuliers, ils n'étoient pas soutenus des forces nécessaires pour y réussir: Nous aurions été invités, par l'affection que nous avons pour nos peuples, d'entreprendre de nouveau le commerce dans les isles & dans les terres fermes de l'Amérique, pour conserver à nos sujets les avantages que leur courage & leur industrie leur avoient acquis, par la découverte d'une grande étendue de pays en cette partie du monde, dont les étrangers tiroient tout le profit depuis soixante ans. Pour cet effet, nous avons par nos lettres en forme d'édit, du mois de mai 1664, formé une Compagnie des Indes occidentales, à laquelle nous avons accordé, à l'exclusion de tous autres, la faculté de faire seule commerce, durant quarante ans, dans la terre ferme de l'Amérique, depuis la rivière des Amazones jusqu'à celle d'Orénoc, dans les isles

ap.

appelées Antilles, Canada ou Nouvelle France, l'Acadie, dans les isles de Terre-neuve & autres, depuis le Nord de Canada jusqu'à la Virginie & la Floride; ensemble dans la côte d'Afrique, depuis le Cap Verd jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, tant & si avant que la Compagnie pourroit s'étendre dans les terres. Ce dessein également utile & glorieux a eu le succès que nous pouvions espérer, & cette Compagnie s'est mise heureusement en possession des terres que nous lui avons concédées: Et ces pays, qui sont d'une vaste étendue, sont habités à présent de plus de quarante-cinq mille personnes, qui sont gouvernées par deux de nos Lieutenans généraux en nos armées, par huit Gouverneurs particuliers, & par quatre Conseils, qui jugent souverainement & en dernier ressort. Plusieurs droits utiles, qui produisent un revenu très-considérable, y ont été établis: Et ce commerce occupe aujourd'hui près de cent navires François, depuis cinquante jusqu'à trois cens tonneaux de port, ce qui donne de l'emploi à grand nombre de pilotes, matelots, canonniers, charpentiers & autres ouvriers, & produit le débit & consommation des denrées qui croissent & se recueillent en notre Royaume. Cependant comme nous avons bien sù que les difficultés qui se sont présentées dans l'établissement de cette Compagnie, l'ont engagée à de très-grandes & nécessaires dépenses, à cause de la guerre qu'elle a été d'abord obligée de soutenir contre les Anglois: Nous aurions bien voulu nous informer de l'état présent de ses affaires, & par les comptes qui en ont été arrêtés par nos ordres, nous avons reconnu qu'elle

Pièces Justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XL.
Révocation
de la Compa-
gnie des Indes
occidentales.

1674.

est en avance de la somme de trois millions cinq cens vingt trois mille livres. Et bien que la Compagnie pût se dédommager à l'avenir de cette avance, tant par son commerce que par la possession de tant de pays, où elle jouit déjà de plusieurs revenus, qui augmenteront tous les jours, à mesure que le pays se peuplera : Néanmoins, comme nous avons jugé que la plûpart de ces droits & de ces revenus, conviennent mieux à la première puissance de l'E'tat qu'à une Compagnie qui doit tâcher à faire promptement valoir ses avances, pour l'utilité des particuliers qui la composent, ce qu'elle ne pourroit espérer qu'après un fort long-temps ; & qu'aussi nous avons sù que les particuliers intéressés en la-dite Compagnie, qui craignoient de s'engager en de nouvelles dépenses, eussent souhaité que nous eussions voulu les rembourser de leurs avances & de leur fonds capital, en prenant sur nous les soins de la continuation de cet établissement, & en acquérant à notre Couronne tous les droits en l'état qu'ils sont : Nous en avons reçu volontiers la proposition, & fait examiner, par des Commissaires de notre Conseil, les affaires de cette Compagnie, depuis son établissement jusqu'au 31 décembre 1673. Et par la discussion exacte qu'ils ont faite de ses registres & de ses comptes, ils ont reconnu que les Actions des particuliers qui s'y étoient intéressés volontairement, montoient à la somme de douze cens quatre-vingt-dix-sept mille cent quatre-vingt-cinq livres ; au remboursement desquelles nous avons fait pourvoir, savoir des deniers & effets appartenans à la Compagnie, de la somme d'un million qua-
ran-

rante-sept mille cent quatre-vingt-cinq livres, Pièces des
 & des deniers de notre trésor royal, deux Commissai-
 cens cinquante mille livres: en conséquence res François.
 duquel payement, le capital de leurs Ac- IIIe. partie.
 tions a été entièrement remboursé, outre Sur l'Acadie.
 deux répartitions qui ont été ci-devant faites
 à leur profit, à raison de quatre pour cent,
 nonobstant la perte sur le fonds capital de
 trois millions, cinq cens vingt-trois mille
 livres que nous avons bien voulu supporter
 entièrement: Au moyen de quoi les parti-
 culiers se trouvant remboursés de ce qui
 leur pouvoit appartenir, nous avons résolu
 de remettre en nos mains & réunir à notre
 domaine tous les fonds des terres par nous
 concédées à la Compagnie, (y compris la
 part restante au sieur Houel, en la propriété
 & seigneurie de l'isle de la Guadeloupe) avec
 les droits tant seigneuriaux que de capita-
 tion, de poids, & autres qui se lèvent à
 son profit, en conséquence des cessions &
 transports que les Directeurs & Commissai-
 res de ladite Compagnie nous ont fait, sui-
 vant le contrat passé entr'eux, & les sieurs
 Colbert Conseiller ordinaire en notre Con-
 seil royal, Contrôleur général de nos finan-
 ces, Poncet & Puffort aussi Conseillers en
 notredit Conseil royal, Hotman Intendant
 de nos finances, que nous avons commis &
 & députés à cet effet. Et pour faire con-
 noître en quelle considération nous avons
 ceux qui s'engagent en de pareilles entrepri-
 ses, qui tournent à l'avantage de nos E'-
 tats; comme aussi pour donner dès-à-pré-
 sent liberté à tous nos sujets de faire le
 commerce dans les pays de l'Amérique,
 chacun pour son compte, en prenant

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XL.
Révocation
de la Com-
pagnie des In-
des occidenta-
les. 1674.

seulement les passeports & congés ordi-
naires, & contribuer par ce moyen au
bien & avantage de nos peuples. A CES
CAUSES, de l'avis de notre Conseil, & de
notre certaine science, pleine puissance &
autorité Royale, nous avons révoqué, é-
teint & supprimé, révoquons, éteignons &
supprimons la Compagnie des Indes occi-
dentales, établie par notre édit du mois de
mai 1664. Permettons à tous nos sujets d'y
trafiquer, ainsi que dans tous les autres pays
de notre obéissance, en vertu du rembour-
sement fait aux intéressés, & de la cession,
transport & délaissement faits à notre profit
par les Directeurs & Commissaires de la
Compagnie, & acceptés par lesdits sieurs
Colbert, Poncet, Puffort & Hotman, sui-
vant le contrat passé par-devant le Beuf &
Baudry Notaires, ci-attaché sous le contre-
scel de notre Chancellerie. Nous avons
uni & incorporé, unissons & incorporons au
domaine de notre Couronne toutes les ter-
res & pays (y compris la part restante audit
sieur Houel, en la propriété & seigneurie
de ladite isle de la Guadeloupe) qui appar-
tenoient à ladite Compagnie, tant au mo-
yen des concessions que nous lui avons fai-
tes par l'édit de son établissement, qu'en
vertu des contrats d'acquisition ou autre-
ment; savoir, les pays de la Terre ferme
de l'Amérique, depuis la rivière des Ama-
zones jusqu'à celle d'Orenoc, & isles appe-
lées *Antilles*, possédées par les François;
le Canada ou la Nouvelle France, l'Acadie,
l'isle de Terre-neuve, & autres isles de Ter-
res-fermes, depuis le nord dudit pays de
Canada jusqu'à la Virginie & à la Floride;

ensemble la côte d'Afrique, depuis le Cap-Verd jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, & la propriété du fort & habitation du Sénégal, commerce du Cap-Verd, & rivière de Gambie, pour être les fonds régis ainsi que les autres fonds & domaines de notre Couronne, & les droits domaniaux de capitacion, de poids, d'entrée, de sortie, ensemble ceux de cinquante sols pour cent pesant de sucres & cires entrant en la ville de Rouen, unis à nos fermes, chacun selon leur qualité & nature, & être percûs dans les temps, & en la manière qu'il sera par nous ordonné, à commencer la jouissance du revenu desdits pays, terres & droits, au premier janvier de l'année 1681 seulement, attendu que nous avons laissé & abandonné les dettes actives, & les revenus pendant six années, pour acquitter les dettes restantes de ladite Compagnie, suivant qu'il est plus amplement porté par l'arrêt rendu ce jourd'hui en notre Conseil. Et en conséquence voulons que ceux qui seront par nous nommés & préposés pour l'administration, régie desdits revenus & acquittement desdites dettes, ne soient tenus de compter de leur dite administration en notre Chambre des Comptes ni ailleurs, que par-devant les Commissaires de notre Conseil, qui seront à cet effet par nous députés, attendu que la régie & administration desdits revenus & acquittement desdites dettes, n'est qu'une suite des affaires & dissolution de ladite Compagnie, & qui ne regarde en aucune manière nos intérêts. Et en conséquence des comptes de ladite Compagnie, vûs & examinés par les sieurs Hotman & le Vayer,

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XL.
*Révocation
de la Com-
pagnie des In-
des occidenta-
les. 1674.*

Commissaires par nous députés, nous avons approuvé, confirmé, ratifié & validé, approuvons, confirmons, ratifions & validons toutes les délibérations, ordonnances, jugemens, ordres, mandemens, commissions, établissemens, graces, concessions, baux à ferme, & tous autres actes généralement faits jusqu'à ce jour par les Directeurs & Commissaires de la Compagnie, ses Agens généraux, Secrétaires, Commis, Procureurs, Caissiers, & tous autres ses Officiers, tant sur les lieux qu'en France, même la levée des droits de passeports délivrés par la Compagnie, & les droits d'expédition d'iceux. Avons aussi déchargé & déchargeons tous les Directeurs & Commissaires, Procureurs, Secrétaires, Caissiers, Teneurs de livres ou registres, Commis, Officiers & autres, de leur administration, gestion ou commission, à la réserve des Commis particuliers des isles, & autres redevables pour les dettes de leurs comptes, leurs veuves, enfans, héritiers & bien-tenans, ensemble de toutes les saisies faites en leurs mains, pour quelque cause que ce puisse être, non-obstant les contraventions qui pourroient avoir été faites aux édits & réglemens par nous faits, pour l'établissement, conduite & administration des affaires de la Compagnie, & aux statuts & réglemens particuliers d'icelle: faisant très-expresse défenses à tous nos Officiers & autres personnes d'intenter pour raison de ce aucune action ni demande: comme aussi nous avons validé, approuvé & confirmé, validons, approuvons & confirmons les concessions des terres accordées par les Directeurs, leurs Agens & Pro-

Pro-

Procureurs, les ventes particulières qui ont été faites d'aucunes habitations, magasins, fonds & héritages dans les pays par nous concédés, ensemble les remises & compositions des dettes actives & passives qui peuvent avoir été faites par les Directeurs, leurs Commis & Officiers; comme aussi l'engagement des habitations du Sénégal, commerce du Cap-Verd & rivière de Gambie, aux termes & conditions portées par le contrat passé par les Directeurs & Commissaires de la Compagnie, le 8 novembre 1673, confirmé par arrêt de notre Conseil du 11 du même mois. Et attendu lesdits comptes rendus, dont tous les registres & pièces justificatives ont été rapportés & remis au greffe de notre Conseil, nous déchargeons pareillement les Directeurs, Commissaires, Agens généraux, Commis, Caissiers & Officiers, de rendre aucuns comptes à nos Chambres des Comptes, à cause des deniers de notre trésor, ceux de nos fermes & taxes de la Chambre de Justice, par nos ordres fournis aux Caissiers de la Compagnie, vû ceux qui en ont été rendus à la Compagnie, depuis examinés par les Commissaires de notre Conseil; sans préjudicier néanmoins aux droits des créanciers légitimes de la Compagnie, & au remboursement dudit sieur Houel, à cause de ce qui lui reste en l'isle de la Guadeloupe, à quoi & auxdites dettes, il sera par nous pourvû en notredit Conseil. Comme aussi en conséquence de l'extinction, suppression & révocation de la Compagnie, nous nous chargeons de pourvoir, ainsi qu'elle faisoit, aux lieux où elle étoit obligée, à la subsistance des Curés,

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XL.

Révocation
de la Com-
pagnie des In-
des occidenta-
les. 1674.

Prêtres & autres Ecclésiastiques, à l'entre-
tien & réparation des églises, ornemens &
autres dépenses nécessaires pour le service
divin; & il sera par nous pourvû de person-
nes capables pour remplir & desservir les
Cures. Voulons aussi que les Gouverneurs
généraux & particuliers, & leurs Lieute-
nans, soient ci-après pourvûs de plein droit
par nous, & nous prêtent le serment, ainsi
que ceux des provinces & des places de no-
tre Royaume; que la justice y soit rendue
en notre nom par les Officiers qui seront
par nous pourvûs; & jusqu'à ce, pourront
tous les Officiers de la Compagnie continuer
aussi en notre nom les fonctions de leurs
offices & charges en vertu des présentes let-
tres, sans rien innover, quant à présent, à
l'établissement des Conseils & Tribunaux qui
rendent la justice, sinon dans le nombre des
Conseillers des Conseils souverains de la
Martinique & Guadeloupe, qui ne sera que
de dix au plus à chaque isle, & ce des pre-
miers & principaux Officiers desdites isles,
jusqu'à ce qu'autrement y ait été par nous
pourvû. Comme aussi à l'égard du siège
de la Prevôté & justice particulière de Qué-
bec, que nous avons éteint & supprimé,
éteignons & supprimons: voulons & ordon-
nons que la justice y soit rendue par le Con-
seil en première instance, ainsi qu'elle l'é-
toit auparavant l'établissement de la Compag-
nie, & de l'édit du mois de mai 1664.
SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés &
séaux Conseillers, les gens tenant notre Cour
de Parlement & Chambre des Comptes à
Paris, que notre présent édit ils ayent à fai-
re lire, publier & registrer, & le contenu

en icelui garder & observer selon sa forme & teneur, nonobstant tous édits, déclarations, arrêts & autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre notre Scel à notre présent édit. DONNE' à Saint-Germain-en-Laye, au mois de décembre l'an de grace mil six cent soixante-quatorze, & de notre règne le trente-deuxième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, COLBERT. Et ensuite, *Visa* DALIGRE.

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie

N^o. XLI. CONCESSION de la terre de Soulange sur la rivière de Saint-Jean, par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur du Canada, du 12 octobre 1676.

Tiré du dépôt de la Marine.

LOUIS de Buade, Comte de Frontenac, Conseiller du Roi en ses Conseils, Gouverneur & Lieutenant général pour Sa Majesté en Canada, Acadie, isle de Terre-neuve & autres pays de la France septentrionale: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Savoir faisons que vû la requête à nous présentée par le sieur Pierre de Joibert E'cuyer, sieur de Soulange & de Marson, Major de Pentagoet, & Commandant des forts de Gemisik & de la rivière de Saint-Jean, à ce qu'il nous plût lui accorder en titre de fief, seigneurie, haute, moyenne & basse justice, le lieu appelé *Nachouac*, & que l'on appellera à l'avenir *Soulange*, sur ladite rivière de Saint-Jean,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLI.

Concession de
Soulange sur
la rivière de
Saint-Jean.
1676.

à quinze lieues dudit Gemisik, contenant deux lieues de front de chaque côté sur ladite rivière, & deux lieues de profondeur dans les terres, aussi de chacun côté, ensemble les isles & islets qui sont dans ladite rivière au devant desdites lieues de front; requérant cette quantité, attendu le peu de bonnes terres labourables qui s'y trouvent. Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, conjointement avec M. Duchesneau Conseiller du Roi en ses Conseils, & Intendant de la justice, police & finances de ce pays, & en considération des services que ledit sieur de Marson y a rendus, & desirant l'engager à les y continuer, avons audit sieur de Marson accordé, donné & concédé, donnons, accordons & concédons par ces présentes, ledit lieu appelé *Nachouac*, que l'on appellera à l'avenir *Soulange*, sur ladite rivière de Saint-Jean, contenant deux lieues de front de chaque côté de ladite rivière, & deux lieues de profondeur dans les terres, aussi de chaque côté, ensemble les isles & islets qui sont dans ladite rivière au devant desdites deux lieues de front; pour du tout jouir par lui, ses hoirs & ayans cause, en fief, seigneurie, haute, moyenne & basse justice, avec le droit de chasse & de pêche dans l'étendue desdits lieux, à la charge de la foi & hommage que ledit sieur de Marson, sesdits hoirs & ayans cause, seront tenus de porter au château Saint Louis de cette ville de Québec, duquel il relèvera aux droits & redevances accoutumés, & au desir de la coutume de la Prevôté & Vicomté de Paris, qui sera suivie pour cet égard par provision,

&

& en attendant qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté; & que les appellations du juge qui pourra être établi audit lieu, ressortiront par-devant..... Et à la charge qu'il tiendra & fera tenir feu & lieu par ses tenanciers, sur les concessions qu'il leur accordera; & à faute de ce faire, qu'il rentrera de plein droit en possession de ladite terre; & conservera ledit sieur de Marson, & fera conserver par ses tenanciers, les bois de chêne qui se trouveront propres pour la construction des vaisseaux, dans l'étendue desdits lieux; & qu'il donnera incessamment avis au Roi & à nous, des mines, minières & minéraux, si aucuns se trouvent, & y laissera & fera laisser tous chemins & passages nécessaires: le tout sous le bon plaisir de Sa Majesté, de laquelle il sera tenu de prendre la confirmation des présentes dans un an. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le sceau de nos armes, & contre-signer par l'un de nos Secrétaires. DONNE' à Québec, le douzième octobre mil six cent soixante-seize; *ainsi signé à l'original,* FRONTENAC, scellé à côté du sceau des armes dudit Seigneur, & *contre-signé plus bas,* par Monseigneur, LE CHASSEUR, avec paraphe. *Et ensuite est écrit.*

Le titre de concession ci-dessus, a été confirmé par arrêt du Conseil d'état du Roi, du 29 mai 1680, & enregistré au greffe du Conseil souverain à Québec, suivant ledit arrêt du Conseil d'état, & celui dudit Conseil souverain, du 24 octobre audit an, par moi, Greffier en chef audit Conseil, sousigné. *Ainsi signé* PEUVRET, avec paraphe.

Nous

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLII.
Concession de
Soulange sur
la rivière de
Saint-Jean.
1676.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en la Cour des comptes, aides & finances de
Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
premier Commis & Garde des archives & dé-
pôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus,
véritable, l'ayant collationnée sur les registres
& papiers qui sont auxdits archives & dépôt.
A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILLARD.

No. XLII. CONCESSION de la ter-
re de Soulange sur la rivière de Saint-
Jean, par M. Duchesneau, Intendant
de la Nouvelle France, du 12 octo-
bre 1676.

Tiré du dépôt de la Marine.

JACQUES Duchesneau, Chevalier, Seigneur
de la Douffinière & d'Ambrault, Conseil-
ler du Roi en ses Conseils d'état & privé,
Intendant de justice, police & finances en
Canada, Acadie, isle de Terre-neuve & au-
tres pays de la France septentrionale: A
tous ceux qui ces présentes lettres verront;
SALUT. Savoir faisons que vû la requête à
nous présentée par le sieur de Joïbert E'-
cuyer, sieur de Soulange & de Marson,
Major de Pentagoet, & Commandant des
forts de Gemisik & de la rivière de Saint-
Jean; tendante à ce qu'il nous plût lui ac-
corder en titre de fief & seigneurie, haute,
moyenne & basse justice, le lieu appelé Na-
cbouac, & que l'on appellera à l'avenir Sou-
lange, sur ladite rivière de Saint-Jean, à
quinze lieues au dessous dudit Gemisik,
contenant deux lieues de front de chaque
côté

côté sur ladite rivière, & deux lieues de profondeur dans les terres, aussi de chacun côté; ensemble les isles ou islets qui sont dans ladite rivière au devant desdites deux lieues de front; requérant cette quantité, attendu le peu de bonnes terres labourables qui s'y trouvent. Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, conjointement avec M. le Comte de Frontenac, Conseiller du Roi en ses Conseils, Gouverneur & Lieutenant général pour Sa Majesté en ce pays, & en considération des services que ledit sieur de Marson y a rendus, & desirant l'engager à les y continuer, avons audit sieur de Marson donné, concédé, accordé, donnons, concédons & accordons, par ces présentes, ledit lieu appelé *Nachouac* que l'on appellera à l'avenir *Soulange*, sur ladite rivière de Saint-Jean, contenant deux lieues de front de chaque côté de ladite rivière, & deux lieues de profondeur dans les terres, aussi de chaque côté, ensemble les isles & islets qui sont dans la dite rivière au devant desdites deux lieues de front; pour, du tout, jouir par lui, ses hoirs & ayans cause, en fief & seigneurie, haute, moyenne & basse justice, avec le droit de chasse & de pêche dans l'étendue desdits lieux; à la charge de la foi & hommage que ledit sieur de Marson, sesdits hoirs & ayant cause, seront tenus de porter au château de *Saint-Louis* de cette ville de *Québec*, duquel il relève aux droits & redevances accoutumés, & au desir de la coutume de la *Prévôté & Vicomté* de Paris, qui sera suivie pour cet égard par provision, & en attendant qu'il en soit autrement ordonné par Sa

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLII.
*Concession de
Soulange sur
la rivière de
Saint-Jean.*
1676.

Majesté; & que les appellations du juge qui pourra être établi audit lieu, ressortiront par devant..... Et à la charge qu'il tiendra & fera tenir feu & lieu par les tenanciers, sur les concessions qu'il leur accordera; & à faute de ce, qu'il rentrera de plein droit en possession de ladite terre, & conservera ledit sieur de Marson, & fera conserver par ses tenanciers, les bois de chêne qui se trouveront propres pour la construction des vaisseaux, dans l'étendue desdits lieux; & qu'il donnera incessamment avis au Roi & à nous, des mines, minières & minéraux, si aucuns se trouvent, & y laissera & fera laisser tous & chacuns passages nécessaires: le tout sous le bon plaisir de Sa Majesté, de laquelle il sera tenu de prendre la confirmation des présentes dans un an. En témoin de quoi nous les avons signées, & à icelles fait apposer le cachet de nos armes, & contre-signer par notre Secrétaire. DONNE' à Québec, le douze octobre mil six cent soixante-seize. *Signé à l'original en parchemin, DUCHESNEAU, scellé du sceau des armes dudit Seigneur Intendant, & contre-signé plus bas, par Monseigneur, RICHER.*
Et ensuite est écrit,

Le titre de concession ci dessus, a été confirmé par arrêt du Conseil d'état du Roi, du 29 mai 1680, & enregistré au greffe du Conseil souverain à Québec, suivant ledit arrêt du Conseil d'état & celui dudit Conseil souverain, du 24 octobre audit an, par moi, Greffier en chef audit Conseil, sousigné. *Ainsi signé PEUVRET, avec paraphe.*

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en

en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un.

Signé LAFFILLARD.

No. XLIII. CONCESSION au sieur Joibert de Soulange, du fort de Gemisik, par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur du Canada, du 16 octobre 1676.

Tiré du dépôt de la Marine.

LOUIS de Buade, Comte de Frontenac, Conseiller du Roi en ses Conseils, Gouverneur & Lieutenant général pour Sa Majesté en Canada, Acadie, isle de Terre-neuve & autres pays de la France septentrionale: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Savoir faisons que sur la requête à nous présentée par Pierre de Joibert E'cuyer, sieur de Soulange & de Marfon, Major de Pentagoet, & Commandant des forts de Gemisik & de la rivière de Saint-Jean, contenant que depuis quatre années qu'il a l'honneur de commander sous nos ordres dans lesdits forts, il a fait diverses réparations & augmentations à celui de Gemisik, afin de le rendre logeable & de défense, n'y ayant auparavant qu'un petit logement de bois tout ruiné, entouré seulement de quelques palissades

Pièces des des à demi-tombées par terre; en sorte que
 Commissai- pour réédifier le tout, il lui auroit coûté
 res François. beaucoup, & se verroit encore contraint

—
 No. XLIII. d'y faire de grandes dépenses pour le re-
 Concession de mettre en état, à cause de la ruine entière
 Gemisik, près qu'en ont fait les Hollandois en le faisant
 la rivière de prisonnier dans ledit fort, il y a deux ans,
 Saint-Jean. & lui enlevant généralement tout ce qu'il
 1676. y avoit; ce qui ne seroit pas juste; s'il n'é-
 toit assuré d'obtenir l'effet des promesses de
 M. Talon, ci-devant Intendant de la justi-
 ce, police & finances de ce pays; lequel
 lui en avoit fait espérer la propriété: c'est
 pourquoi il requeroit qu'il nous plût lui ac-
 corder pour son remboursement la proprié-
 té du fort ou maison de Gemisik, avec une
 lieue de chaque côté dudit fort, faisant
 deux lieues de front, la devanture de la
 rivière, & les isles & iflets qui y sont, &
 deux lieues de profondeur dans les terres,
 avec le droit de chasse & de pêche dans l'é-
 tendue desdits lieux: le tout en fief, seig-
 neurie, haute, moyenne & basse justice;
 duquel fort M. Talon, lors Intendant de la
 justice, police & finances de ce pays, lui
 auroit promis la propriété, attendu les dé-
 penses & voyages qu'il avoit faits dans le
 pays pour le service de Sa Majesté, peu au-
 paravant notre arrivée dans ce gouverne-
 ment. Nous, en vertu du pouvoir à nous
 donné par Sa Majesté, conjointement avec
 M. Duchesneau, Conseiller du Roi en ses
 Conseils, & Intendant de la justice, police
 & finances de ce pays, & en considération
 des services que ledit sieur de Marson y a
 rendus, & de la dépense qu'il a faite pour
 l'entretien & augmentation dudit fort de

Gemifik, de la perte qu'il a soufferte, il y a deux ans, lorsqu'il fut pris & pillé par les Hollandois; & pour aucunement le dédommager & l'engager de continuer ses services, avons audit sieur de Marson donné, octroyé, concédé, donnons, octroyons & concédons par ces présentes, ledit fort de Gemifik, avec une lieue de chaque côté dudit fort, faisant deux lieues de front, la devanture de la rivière, & les isles & islets qui y sont, & deux lieues de profondeur dans les terres, avec le droit de chasse & de pêche dans l'étendue desdits lieux: pour, du tout, jouir par lui en pleine propriété, ses hoirs & ayans cause, en fief & seigneurie, haute, moyenne & basse justice; à la charge de la foi & hommage que ledit sieur de Marson, seldits hoirs & ayans cause seront tenus de porter au château de Saint-Louis de cette ville de Québec, duquel il relèvera aux droits & redevances accoutumés, & au desir de la coutume de la Prevôté & Vicomté de Paris, qui sera suivie pour cet égard par provision, & en attendant qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté; & que les appellations du juge qui pourra être établi audit lieu, ressortiront par devant. A la charge qu'il tiendra & fera tenir feu & lieu par ses tenanciers, sur les concessions qu'il leur accordera; & à faute de ce faire, qu'il rentrera de plein droit en possession de ladite terre: & conservera ledit sieur de Marson, & fera conserver par ses tenanciers, les bois de chêne qui se trouveront propres pour la construction des vaisseaux, dans l'étendue desdits lieux; & qu'il donnera incessamment avis au Roi ou à nous, des mines, minières ou minéraux.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLIII.

Concession
de Gemisk,
près la rivie-
re de Saint-
Jean. 1676.

si aucuns s'y trouvent, & qu'il laissera & fera laisser tous chemins & passages nécessaires: le tout sous le bon plaisir de Sa Majesté, de laquelle il sera tenu de prendre la confirmation des présentes dans un an. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le sceau de nos armés, & contre-signer par l'un de nos Secrétaires. DONNE' à Québec, le seizième octobre mil six cent soixante-seize; ainsi signé à l'original en parchemin, FRONTENAC, & contre-signé plus bas, par Monseigneur, LE CHASSEUR, avec paraphe. Et au dos dudit titre est écrit,

Le titre de concession de l'autre part, a été confirmé par arrêt du Conseil d'état du Roi, du 29 mai 1680, & enregistré au greffe du Conseil souverain à Québec, suivant le dit arrêt du Conseil d'état & celui dudit Conseil souverain, du vingt-quatrième octobre audit an, par moi, Greffier en chef audit Conseil, souffigné. Ainsi signé PEUVRET, avec paraphe.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

N^o. XLIV. CONCESSION au sieur *Joibert de Soulange, du fort de Gemisik, par M. Duchesneau, Intendant de la Nouvelle France, du 16 octobre 1676.*

Sur l'Acadie.

Tiré du dépôt de la Marine.

JACQUES Duchesneau, Chevalier, seigneur de la Douffinière & d'Ambrault, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat & privé, Intendant de justice, police & finances en Canada, Acadie, isle de Terre-neuve, & autres pays de la France septentrionale : A tous ceux qui ces présentes lettres verront ; SALUT. Savoir faisons que sur la requête à nous présentée par Pierre Joibert, E'cuyer, sieur de Soulange & de Marson ; Major de Pentagoet, Commandant des forts de Gemisik & de la rivière de Saint-Jean, contenant que depuis quatre années qu'il commande dans lesdits forts, il a fait diverses réparations & augmentations à celui de Gemisik, afin de le rendre logeable, & le mettre en état de défense, n'y ayant auparavant qu'un petit logement de bois tout en ruine, entouré seulement de quelques palissades à demi tombées par terre ; en sorte que pour réédifier le tout, il lui auroit coûté beaucoup, & se verroit encore contraint d'y faire de grandes dépenses pour le remettre en état, à cause de la ruine entière qu'en ont fait les Hollandois, en le faisant prisonnier dans ledit fort, il y a deux ans, & lui enlevant généralement tout ce qu'il y avoit ; ce qui ne seroit pas juste, s'il n'étoit assuré d'obtenir l'effet des promesses de M. Talon,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLIV.
Concession de
Gemisick,
près la rivie-
re de Saint-
Jean. 1676.

Conseiller du Roi en ses Conseils, ci-devant
Intendant de justice, police & finances en
cedit pays, lequel lui en avoit fait espérer la
propriété: pourquoi il requéroit qu'il nous
plût lui accorder pour son remboursement,
la propriété du fort ou maison de Gemisick,
avec une lieue de chaque côté dudit fort,
faisant deux lieues de front, la devanture de
la rivière, & les isles & islets qui y sont, &
deux lieues de profondeur dans les terres,
avec droit de chasse & de pêche dans l'éten-
due desdits lieux: le tout en fief & seigneu-
rie, haute, moyenne & basse justice, duquel
fort, mondit sieur Talon lui avoit promis
la propriété, attendu les dépenses & voyages
qu'il avoit faits dans le pays pour le service
de Sa Majesté. Nous, en vertu du pouvoir
à nous donné par Sa Majesté, conjointement
avec M. le Comte de Frontenac, Gouver-
neur, Lieutenant général pour le Roi en
cedit pays, & en considération des services
que ledit sieur de Marson y a rendus, & de
la dépense qu'il y a faite pour l'entretien &
augmentation dudit fort de Gemisick, de la
perte qu'il a soufferte, il y a deux ans, lors-
qu'il fut pris & pillé par les Hollandois, &
pour aucunement le dédommager & l'enga-
ger de continuer ses services, avons audit
sieur de Marson donné, octroyé & concédé,
donnons, concédons & octroyons par ces
présentes, ledit fort de Gemisick, avec une
lieue de chaque côté dudit fort, faisant deux
lieues de front, la devanture de la rivière,
& les isles & islets qui y sont, & deux lieues
de profondeur dans les terres, avec le droit
de chasse & de pêche dans l'étendue desdits
lieux; pour, du tout, jouir par lui en pleine pro-

propriété, ses hoirs & ayans cause, en fief & seigneurie, haute, moyenne & basse justice; à la charge de la foi & hommage que ledit sieur de Marson, ses hoirs & ayans cause, seront tenus de porter au château de Saint-Louis de cette ville de Québec, duquel il relèvera avec droits & redevances accoutumés, & au desir de la coutume de la Prévôté & Vicomté de Paris, qui sera suivie pour cet égard par provision, & en attendant qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté; & que les appellations du juge qui pourra être établi audit lieu, ressortiront par devant.....

A la charge qu'il tiendra & fera tenir feu & lieu par ses tenanciers, sur les concessions qu'il leur accordera, & à faute de ce faire, qu'il rentrera de plein droit en possession de ladite terre; & conservera ledit sieur de Marson, & fera conserver par seldits tenanciers, les bois de chêne qui s'y trouveront propres pour la construction des vaisseaux, dans l'étendue desdits lieux; & qu'il donnera incessamment avis au Roi ou à nous, des mines, minières & minéraux, si aucuns se trouvent, & qu'il laissera & fera laisser tous les chemins & passages nécessaires: le tout sous le bon plaisir de Sa Majesté, de laquelle il sera tenu prendre la confirmation des présentes dans un an. En témoin de quoi nous les avons signées, à icelles fait apposer le cachet de nos armes, & contre-signer par notre Secrétaire. DONNE' à Québec, le seizième octobre mil six cent soixante-seize; ainsi signé à l'original en parchemin, DUCHESNEAU, scellé du sceau de ses armes, & contre-signé plus bas, par Monseigneur, RICHER, avec paraphe. Et au dessous,

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLV.
Concession de
Chignitou,
autrement
Beaubassin.
1676.

Le titre de concession de l'autre part, a été confirmé par arrêt du Conseil d'état du Roi, le 29 mai 1680, & enregistré au greffe du Conseil souverain à Québec, suivant ledit arrêt du Conseil d'état, & celui dudit Conseil souverain, du 24 octobre audit an, par moi Greffier en chef audit Conseil, soussigné. *Ainsi signé à l'original, PEUVRET, avec paraphe.*

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. XLV. CONCESSION de Chignitou ou Beaubassin, au sieur le Neuf de la Vallière, par M. le Comte de Frontenac, Gouverneur du Canada, du 24 octobre 1676.

Tiré du dépôt de la Marine.

L OUIS de Buade, Comte de Frontenac, Conseiller du Roi en ses Conseils, Gouverneur & Lieutenant général pour Sa Majesté en Canada, Acadie, île de Terre-neuve & autres pays de la France septentrionale: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Savoir faisons que vû la requête à nous présentée par Michel le Neuf E'cuyer, sieur de la Vallière, à ce qu'il nous

nous plaise lui accorder en titre de fief, *Pièces justificatives.*
 seigneurie, haute, moyenne & basse justice, l'étendue de dix lieues de terre de front *IIIe. partie.*
 qui sont du côté du sud, entre le Cap-Breton & l'isle Percée, à commencer depuis la *Sur l'Acadie.*
 rivière Kigiskouabougouet, icelle comprise jusqu'à une autre rivière appelée Kimongouitche, aussi y comprise avec dix lieues de profondeur dans lefdites terres, dont la baie de Chignitou & le cap Tourmantin font partie, avec le droit de chasse & de pêche dans l'étendue desdits lieux, auxquels lieux il desireroit s'établir, & y faire des pêches sédentaires & la culture des terres. Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, conjointement avec M. Duchesneau, Conseiller du Roi en ses Conseils, & Intendant de la justice, police & finances de ce pays, & en considération des bons & louables services que ledit sieur de la Vallière a rendus à Sa dite Majesté, & de l'affection avec laquelle il se porte pour continuer à lui en rendre en toutes sortes de rencontres, avons audit sieur de la Vallière donné, accordé & concédé, donnons, accordons & concédons par ces présentes, l'étendue de dix lieues de terres de front, qui sont du côté du sud, entre le Cap-Breton & l'isle Percée, à commencer depuis la rivière Kigiskouabougouet, icelle comprise jusqu'à une autre rivière appelée Kimongouitche, aussi y comprise avec dix lieues de profondeur dans lefdites terres, dont la baie de Chignitou & le cap Tourmantin font partie; pour, du tout, jouir par lui, ses hoirs & ayans cause, en fief, seigneurie, haute, moyenne & basse justice, avec le

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLV.
Concession de
Chignitou,
autrement
Beaubassin.
1676.

droit de chasse & de pêche dans l'étendue desdits lieux; à la charge de la foi & hom-
mage que ledit sieur de la Vallière, sesdits
hoirs & ayans cause, seront tenus de porter
au château de Saint-Louis de Québec, duquel
il relèvera aux droits & redevances accou-
tumés, & au desir de la coutume de la Pre-
vôté & Vicomté de Paris, qui sera suivie
pour cet égard par provision, & en atten-
dant qu'il en soit autrement ordonné par Sa
Majesté; & que les appellations du juge qui
pourra être établi auxdits lieux, ressortiront
par devant..... Et à la charge qu'il tien-
dra & fera tenir feu & lieu par ses tenan-
ciers, sur les concessions qu'il leur accorde-
ra; & à faute de ce faire, qu'il rentrera de
plein droit en possession de ladite terre; &
conservera ledit sieur de la Vallière, & fera
conserver par ses tenanciers, les bois de
chêne qui se trouveront propres pour la con-
struction des vaisseaux, dans l'étendue des-
dits lieux; & qu'il donnera incessamment
avis au Roi ou à nous, des mines, minières
ou minéraux, si aucuns s'y trouvent, & y
laissera & fera laisser tous chemins & passages
nécessaires: le tout sous le bon plaisir de Sa
Majesté, de laquelle il fera tenu de prendre
la confirmation des présentes dans un an.
En témoin de quoi nous avons signé ces pré-
sentes, à icelles fait apposer le sceau de nos
armes, & contre-signer par l'un de nos Se-
crétaires. DONNE' à Québec, le vingt-quatre
octobre mil six cent soixante-seize. Signé
FRONTENAC. Et au dessous, par Monseigneur,
LE CHASSEUR. Et scellé.

Collationné à l'original en papier, ce fait,
à l'instant rendu par le Notaire Garde-note
du

du Roi en sa ville & prévôté de Québec souffigné, ce seizième d'octobre mil sept cent deux. Signé. GENAPLE. Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD. Sur l'Acadie.

No. XLVI. CONCESSION de Chignitou ou Beaubassin, au sieur le Neuf de la Vallière, par M. Duchesneau, Intendant de la Nouvelle France, du 24 octobre 1676.

Tiré du dépôt de la Marine.

JACQUES Duchesneau, Chevalier, Seigneur de la Douffinière & d'Ambrault, Conseiller du Roi en ses Conseils d'état & privé, Intendant de la justice, police & finances en Canada, Acadie, Terre-neuve & autres pays de la France septentrionale: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Savoir faisons que vù la requête à nous présentée par Michel le Neuf E'cuyer, sieur de la Vallière, à ce qu'il nous plaise lui accorder en titre de fief, seigneurie, haute, moyenne & basse justice, l'étendue de dix lieues de terre de front qui sont du côté du sud, entre le Cap-Breton & l'isle Percée, à commencer depuis la rivière Kigiskouabougouet,

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLVI.
Concession de
Chignitou,
autrement
Beaubassin,
1676.

icelle comprise jusqu'à une rivière appelée Kimongouitche, aussi y comprise avec dix lieues de profondeur dans lesdites terres, dont la baie de Chignitou & le cap Tourmantin font partie, avec le droit de chasse & de pêche dans l'étendue desdits lieux, auxquels lieux il desireroit s'établir, & y faire des pêches sédentaires & la culture des terres. Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, conjointement avec M. le Comte de Frontenac, Conseiller du Roi en ses Conseils, Gouverneur & Lieutenant général pour Sa Majesté en ce pays, & en considération des bons & louables services que ledit sieur de la Vallière a rendus à Sadite Majesté, & de l'affection avec laquelle il se porte pour continuer à lui en rendre en toutes sortes de rencontres, avons audit sieur de la Vallière donné, accordé & concédé, donnons, accordons & concédons par ces présentes, l'étendue de dix lieues de terre de front qui sont du côté du sud, entre le Cap-Breton & l'isle Percée, à commencer depuis la rivière Kigiskouabougouet, icelle comprise jusqu'à une autre rivière appelée Kimongouitche, aussi y comprise avec dix lieues de profondeur dans lesdites terres, dont la baie de Chignitou & le cap Tourmantin font partie; pour, du tout, jouir par lui, ses hoirs & ayans cause, en fief, seigneurie, haute, moyenne & basse justice, avec le droit de chasse & de pêche dans l'étendue desdits lieux; à la charge de la foi & hommage que ledit sieur de la Vallière, sesdits hoirs & ayans cause, seront tenus de porter au château de Saint-Louis de Québec, duquel il relèvera aux droits & re-
de.

devances accoutumés, & au desir de la coutume de la Prevôté & Vicomté de Paris, qui sera suivie pour cet égard par provision, & en attendant qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté; & que les appellations du juge qui pourra être établi auxdits lieux, ressortiront par devant..... Et à la charge qu'il tiendra & fera tenir feu & lieu par ses tenanciers sur les concessions qu'il leur accordera; & à faute de ce faire, qu'il rentrera de plein droit en possession de ladite terre; & conservera ledit sieur de la Vallière, & fera conserver par ses tenanciers, les bois de chêne qui se trouveront propres pour la construction des vaisseaux, dans l'étendue desdits lieux; & qu'il donnera incessamment avis au Roi ou à nous, des mines, minières ou minéraux, si aucuns s'y trouvent, & y laissera & fera laisser tous chemins & passages nécessaires: le tout sous le bon plaisir de Sa Majesté, de laquelle il sera tenu prendre la confirmation des présentes dans un an. En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le sceau de nos armes, & contre signer par notre Secrétaire, DONNE' à Québec, le vingt-quatre octobre mil six cent soixante-seize. *Signé DUCHESNEAU. Et au dessous, par Monseigneur, RICHER. Et scellé.*

Collationné à l'original, ce fait, à l'instant rendu par le Notaire Garde-note du Roi en la ville de Québec en la Nouvelle France, soussigné, ce seizième d'octobre mil sept cent deux. *Signé GENAPLE.*

*Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en la Cour des comptes, aides & finances de
Rouen,*

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLVII.
Extrait d'un
Mémoire de
M. de Meu-
les. 1684.

Rouen. Commissaire ordinaire de la Marine,
premier Commis & Garde des archives & dé-
pôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus
véritable, l'ayant collationnée sur les registres
& papiers qui sont auxdits archives & dépôt.
A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-
un. Signé LAFFILARD.

No. XLVII. *EXTRAIT* d'un Mémoi-
re de 1684, sur l'étendue des terres du
Canada, adressé au Roi par M. de
Meules, Intendant de la Nouvelle
France.

Tiré du dépôt de la Marine.

SI l'on considère les terres du Canada
depuis le Cap-Breton qui est l'entrée du
fleuve Saint-Laurent jusqu'à dix ou douze
lieues autour de Québec, on y trouvera peu
de terres propres à semer des blés froment,
à cause des chaînes de montagnes qui ren-
dent ces lieux inaccessibles.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en la Cour des comptes, aides & finances de
Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
premier Commis & Garde des archives & dé-
pôt de la Marine, certifions la copie ci dessus
véritable, l'ayant collationnée sur les registres
& papiers qui sont auxdits archives & dépôt.
A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-
un. Signé LAFFILARD.

N^o. XLVIII. *REQUESTE des habitants de la côte du sud du fleuve Saint-Laurent 1684.*

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Tiré du dépôt de la Marine.

S I R E,

SUPPLIANT humblement Votre Majesté Louis Rouer, de Villerai, d'Amours, de Vitré, de Peiras, Conseillers en votre Conseil souverain de Québec, R. d'Auteuil Procureur général audit Conseil, Dupuy, Couillard, Huot, Saint-Laurent, Juchereau de Saint-Denys, le Mieux, la Durantaye, Aubert de la Chesnaye, de la Bouteillerie, Pierre de Saint-Pierre, Pierre Hudon, Jean Pelletier, Jean Grondin, René Hoilet, Joseph Renault, Noel Pelletier, Michel Bouchard, Robert l'Évesque, Jacques Tibutort & Damien Berube.

Tous habitans du côté du sud du fleuve Saint-Laurent, en descendant vers les Monts Notre Dame, & tendant à l'isle Percée: disans qu'ayant obtenu la concession de leurs terres avec droit de chasse & de pêche, & encore de traite avec les Sauvages, ils y sont troublés par le sieur Denys Riverin, en vertu de la procuration des sieurs intéressés en la ferme des droits de ce pays, & traite de Tadoussac; lesquels subrepticement ont obtenu une ordonnance du 1^{er} avril 1684, par laquelle Votre Majesté fait défenses audit sieur de la Chesnaye, & à toutes sortes de personnes de quelque qualité & condition qu'el-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLVIII.

Requête des
habitans de la
côte du sud du
fleuve Saint-
Laurent.

1634.

qu'elles soient, de faire aucun commerce ni
traite de castors ni autres pelleteries, dans
les limites de la traite de Tadoussac, sous
peine de cinq cens livres d'amende, & de
confiscation des marchandises & pelleteries.

Votre Majesté n'ayant pas été informée
qu'outre le droit que lesdits Supplians ont
de traiter avec les Sauvages, ils sont en pos-
session de le faire dans lesdits lieux, aupa-
ravant le traité de Me. Jean Oudiette, de
l'année 1675; & maintenus en cette posses-
sion par plusieurs ordonnances de M. Du-
chesneau ci-devant Intendant de ce pays,
des 28 avril & 26 septembre 1676, & 2 mai
1677, ci-jointes; ce qui a favorisé l'établisse-
ment considérable, qu'ont fait lesdits Sup-
plians, lequel d'ailleurs est avantageux aux-
dits Fermiers, par les droits qu'ils en per-
çoivent à présent, n'ayant jamais, non plus
que la Compagnie d'Occident, ni même la
communauté de ce pays, dans les temps
qu'elle faisoit exploiter ladite traite par ses
préposés, *fait traiter dudit côté du sud*, n'y
ayant pas alors un seul Sauvage, & que *cette
côte du sud* est éloignée de plus de soixante
lieues du lieu où se fait la traite de Tadou-
sac; & ils l'ont si bien reconnu, que depuis
ladite année 1677, il ne paroît pas qu'ils en
ayent fait la moindre plainte par-devant Mrs.
les Intendans de ce pays de la Nouvelle
France; d'autant moins qu'ils ont bien re-
connu que c'est cet établissement & la mul-
tiplicité de ceux qui habitent lesdits lieux,
qui a attiré ce qui s'y trouve de *Sauvages
qui viennent de Boston, des côtes de la Nou-
velle Angleterre & de l'Acadie*, n'y ayant
jamais eu de Sauvages de Tadoussac ni de la
côte

côte du nord dudit fleuve, qui y aient été traités, n'étant pas possible que lesdits Sauvages pussent s'exposer avec leurs canots, de passer ce fleuve de Saint-Laurent, qui est large en ces lieux-là de quinze à vingt lieues; & ce n'a été que par un excès de zèle, que ledit sieur Riverin s'est émû contre lesdits habitans, & a inspiré auxdits Fermiers de solliciter lesdites défenses auprès de Votre Majesté; lesquelles défenses il a même notablement étendues par des ordonnances qu'il a obtenues de M. de Meules, à présent Intendant de ce pays, des 24 & 2 septembre 1684, jusqu'au point d'empêcher que lesdits habitans n'ayent chez eux aucunes marchandises pour négocier entre eux, soit pour leur usage particulier & de leurs domestiques, soit pour traiter avec les Sauvages desdits lieux, des choses mêmes qui ne sont point du traité desdits Fermiers, comme de chairs, des huiles de loupmarin, & plusieurs ustensiles qui procèdent de l'industrie particulière des Sauvages, dont Votre Majesté n'a jamais entendu donner l'exclusion auxdits habitans, quand même ils ne seroient pas en droit comme ils sont, de traiter toutes sortes de pelleteries dans lesdits lieux avec lesdits Sauvages; droit qui leur est acquis, non seulement comme *habitans dudit pays de la Nouvelle France*, mais encore par titre particulier, suivant leur concession, & qui regarde le bien & avantage de ce pays en général, en favorisant l'établissement desdits lieux; & par les petits bénéfices que les habitans trouvent dans ladite traité avec lesdits Sauvages étrangers, leur donne une plus grande facilité d'établir les pêches de

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

saumons, morues & autres poissons qui se trouvent sur les lieux, comme l'expérience l'a fait voir les années précédentes, notamment l'année dernière & la présente.

No. XLVIII.

Requête des
habitans de la
côte du sud du
fleuve Saint-
Laurent.

1684.

A CES CAUSES, SIRE,¹

& attendu que lesdits Fermiers trouvent aussi de l'avantage à cet établissement, que les Supplians ont fait sur lesdits lieux, où ils ont attiré, comme dit est, des Sauvages étrangers, & que les pelleteries qu'ils traitent avec lesdits Sauvages, augmentent le bénéfice desdits Fermiers, qui en reçoivent les droits de quart des castors & dixième des orignaux, que lesdits habitans leur payent exactement; au lieu que voulant faire cette traite par leurs Commis, il en faudroit un grand nombre, & presque autant que d'habitans, pour empêcher lesdits habitans de traiter avec lesdits Sauvages, s'ils étoient capables de s'exposer à la peine qui seroit portée par les défenses; Il plaise à Votre Majesté conserver lesdits habitans auxdits droits & en la possession de traiter avec lesdits Sauvages étrangers, & ils seront d'autant plus obligés de continuer leurs vœux & leurs prières pour la santé & prospérité de Votre Majesté. *Signé* Rouer, de Villeray, d'Amours, R. d'Auteuil, Huot, Dupuy, Couillard, Saint-Laurent, Juchereau de Saint-Denys, le Mieux, C. Denis de Vitré, de Peiras, la Durantaye, Charles-Aubert de la Chevnye;

Et Pierre de Saint-Pierre, Pierre Hudon, Jean Pelletier, Jean Grondin, René Hoi-let, Noel Pelletier, Michel Bouchard, Robert l'E'vêque, Jacques Tibutort & Damien Berube, ont déclaré ne savoir écrire ni si-
gner.

Nous

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire *Pièces justifi-
en la Cour des comptes, aides & finances de* *ficatives.*
Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, pre- *III^e. partie.*
mier Commis & Garde des archives & dépôt de la *Sur l'Acadie,*
Marine, certifions la copie ci-dessus véritable,
l'ayant collationnée sur les registres & papiers
qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris,
le sept. octobre mil sept cent cinquante-un. Signé
L'AFFILARD.

No. XLIX. CONCESSION des sieurs
de la Barre Gouverneur du Canada,
& de Meules Intendant de la Nouvel-
le France, au sieur d'Amours E'cu-
yer, sieur des Chauffours, de la rivie-
re de Richibouctou, du 20 septembre
1684, avec la confirmation du 24 mai
1689.

Tiré du dépôt de la Marine.

LEs sieurs le Fèvre de la Barre, Seigneur
dudit lieu, Conseiller du Roi en ses
Conseils, Gouverneur & son Lieutenant gé-
néral en toutes les terres de la Nouvelle
France; & de Meules, Chevalier, Seigneur
de la Source, Conseiller du Roi en ses Con-
seils, Intendant de justice, police & finan-
ces dudit pays: A tous ceux qui ces présen-
tes lettres verront; SALUT. Savoir faisons
que sur la requête à nous présentée par le
sieur d'Amours E'cuyer, sieur des Chauf-
fours, à ce qu'il nous plût lui vouloir accor-
der en titre de fief, seigneurie, haute, mo-
yenne & basse justice, la rivière Richibouc-
Tome II. Kk tou,

Pièces des
Commissai-
res François.

N^o. XLIX.
Concession de
la rivière de
Richibouc-
tou. 1684.

tu, avec une lieue de terre de front du côté du sud-ouest d'icelle, & de l'autre côté jusqu'à trois lieues au delà de la rivière Richibouctou, icelle comprise aussi de front, avec les isles & islets adjacens, & de profondeur jusqu'au portage qui se trouve dans ladite rivière Richibouctou, sur le bord de laquelle il a fait faire au côté du sud-ouest, il y a deux ans environ, trois arpens de desert avec un fort de pieux, & deux cabanes pour se retirer & mettre à couvert les grains qu'il y a fait semer dès l'année dernière; ce desert étant à présent entièrement ensemencé de blé d'Inde & autres menus grains, & qu'il espéreroit y placer plusieurs habitans & censiers; comme aussi la liberté de toute chasse & pêche dans l'étendue desdits lieux, & de leur devanture sur la mer. Vû les arrêts du Conseil d'état du Roi, en date des 21 mars 1663, 4 juin 1672, 4 juin 1675 & du 9 mai 1679, portant retranchement des concessions accordées aux habitans de ce pays avant l'année 1665, & qui ne sont pas encore cultivées & défrichées. Nous, en vertu du pouvoir à nous conjointement donné par Sa dite Majesté, & attendu que lesdits lieux ne sont défrichés ni en culture, avons, exécutant lesdits arrêts, déclaré & déclarons lesdits lieux retranchés à ceux qui en avoient pu obtenir des concessions avant l'année 1665, & iceux réunis au domaine de Sa Majesté, & en ce faisant, donné, accordé & concédé, donnons, accordons & concédons par ces présentes, audit sieur des Chauffours, ladite rivière Richibouctou, avec une lieue de terre de front du

du côté du sud-ouest, & de l'autre côté jusqu'à trois lieues au delà de ladite rivière Chibouctouche, icelle comprise & les isles, islets adjacens, & de profondeur jusqu'au portage qui se trouve dans ladite rivière Richibouctou, duquel portage sera tiré une ligne parallèle au front & bord de la mer, pour terminer ladite profondeur; pour jouir desdits lieux, & de tout le compris en iceux, par ledit sieur des Chauffours, ses hoirs & ayans cause, à perpétuité en titre de fief, seigneurie & justice haute, moyenne & basse, en faire & disposer comme de chose à lui appartenant, ensemble de toute chasse & pêche dans l'étendue desdits lieux, & de leur devanture sur la mer; lequel fief & seigneurie portera le nom de des Chauffours, à la charge de la foi & hommage que ledit sieur des Chauffours, ses hoirs & ayans cause, seront tenus d'apporter à Sa Majesté au château de Saint-Louis de cette ville, duquel il relevera aux droits & redevances ordinaires, suivant la coutume de la Prevôté & Vicomté de Paris, sous laquelle ce pays se régit: qu'il continuera de tenir ou faire tenir feu & lieu, & y obligera les particuliers à qui il accordera des terres, & qu'à faute de ce faire par eux, il rentrera de plein droit en possession d'icelles; qu'il ne souffrira lesdites rivières de Richibouctou & Chibouctouche être embarrassées, afin que la navigation y soit libre; qu'il conservera & fera conserver les bois de chêne qui se trouveront dans l'étendue des lieux à lui ci-dessus concédés, propres pour la construction des vaisseaux; qu'il donnera avis à Sa Majesté ou à nous,

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

**Pièces des
Commissai-
res François.**

No. XLIX.
*Concession de
la rivière de
Richibouc-
tou. 1684.*

des mines, minières & minéraux, si aucuns s'y trouvent, & laissera & fera laisser, mettre & tenir en bon état les chemins & passages nécessaires, qu'il fera défricher & habiter lesdits lieux, & les garnira de bâtimens & bestiaux dans deux ans de ce jour, autrement ladite concession sera nulle: le tout sous le bon plaisir de Sa dite Majesté, de laquelle il sera tenu de prendre la confirmation des présentes dans deux ans. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, fait apposer à icelles le sceau de nos armes, & contre-signer par le Secrétaire de nousdit Intendant. **DONNE'** à Québec, le vingt septembre mil six cent quatre-vingt-quatre. *Ainsi signé* LE FEBVRE DE LA BARRE, DE MEULES. *Et plus bas*, par Monseigneur, PEUVRET. Et scellé.

Acte de confirmation.

AUJOURD'HUI 24^e du mois de mai 1689, le Roi étant à Versailles, voulant confirmer & ratifier les concessions faites au nom de Sa Majesté, des terres concédées en Canada par ses Gouverneurs & Intendans audit pays, Sa Majesté a confirmé & ratifié, confirme & ratifie la concession faite au sieur Louis d'Amours E'cuyer, sieur des Chauffours, le 20 septembre de l'année 1684, par les sieurs de la Barre lors Gouverneur, & de Meules Intendant audit pays de la rivière de Richibouctou, avec une lieue de terre de front du côté du sud-ouest d'icelle, & de l'autre côté jusqu'à trois lieues au delà de la rivière de Chibouctouche, icelle com-

comprise & les isles & islets adjacents, & de profondeur jusqu'au portage qui se trouve dans ladite rivière de Richibouctou, duquel portage sera tiré une ligne parallèle au front & bord de la mer pour terminer ladite profondeur; pour en jouir par ledit sieur d'Amours, ses héritiers ou ayans cause, à perpétuité comme de leur propre, à titre de fief & seigneurie, & aux droits de haute, moyenne & basse justice, ainsi qu'il est porté par le titre de la concession, & sans que ledit sieur d'Amours, ses héritiers ou ayans cause, soient obligés de payer à Sa Majesté ni à ses successeurs Rois, aucune finance ni indemnité, de laquelle, à quelque somme qu'elle puisse monter, Elle lui a fait don & remise par le présent brevet, nonobstant que la valeur de ladite concession ne soit ci spécifiée, & qu'elle n'ait pas été confirmée par Sa Majesté dans le temps porté par ses lettres patentes du mois de mai 1676. Mande Sa Majesté aux Gouverneur & Intendant dudit pays, de faire jouir ledit sieur d'Amours, ses héritiers ou ayans cause, du contenu en ladite concession, pleinement, paisiblement & perpétuellement; & aux Officiers du Conseil souverain dudit pays, d'y tenir pareillement la main, & d'enregistrer le présent brevet, que pour assurance de sa volonté, Sa Majesté a voulu signer de sa main, & être contre-signé par moi Conseiller, Secrétaire d'état & de ses commandemens & finances.

Ainsi signé LOUIS. *Et plus bas*, COLBERT.

*Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en la Cour des comptes, aides & finances de
Rouen,*

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLIX.
Concession
de la rivière
de Richi-
bouctou.
1684.

Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. L. CONCESSION de M. de la Barre Gouverneur du Canada, & de M. de Meules Intendant de la Nouvelle France, à René d'Amours sieur de Clignancourt, de terres à la rivière de Saint-Jean, près de Medoctet, du 20 septembre 1684.

Tiré du dépôt de la Marine.

L Es sieurs le Febvre de la Barre, Seigneur dudit lieu, Conseiller du Roi en ses Conseils, Gouverneur & son Lieutenant général dans toutes les terres de la Nouvelle France; & de Meules, Chevalier, Seigneur de la Source, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de la justice, police & finances en Canada & pays de ladite France septentrionale: A tous ceux qui ces présentes lettres verront; Salut. Savoir faisons que sur la requête à nous présentée par René d'Amours, E'cuyer, sieur de Clignancourt, à ce qu'il nous plût lui vouloir accorder en titre de fief, seigneurie, & justice, haute, moyenne & basse, ce qui se rencontre de terre non concédée le long de la rivière de Saint-Jean, depuis le lieu de Medoctet, ice-
lui

lui compris, jusqu'au long fault qui se trouve en remontant ladite rivière de Saint-Jean, icelle comprise, avec les isles & islets qui se trouveront dans cet espace, & deux lieues de profondeur de chaque côté de ladite rivière de Saint-Jean. Nous, en vertu du pouvoir à nous conjointement donné par Sa Majesté, avons donné, accordé, concédé, donnons, accordons & concédons par ces présentes, audit sieur de Clignancourt, ce qui se rencontre de terre non concédée ni habitée le long de ladite rivière de Saint-Jean, depuis ledit lieu de Medoctet, icelui compris, jusqu'au long fault qui se trouve en remontant ladite rivière de Saint-Jean; icelle comprise, avec les isles & islets qui se rencontreront dans cet espace, & deux lieues de profondeur de chaque côté de ladite rivière de Saint-Jean; pour jouir de ladite étendue de terre & de tout ce qui s'y pourra rencontrer, par ledit sieur de Clignancourt, ses hoirs & ayans cause, à perpétuité en titre de fief, seigneurie, haute, moyenne & basse justice, en faire & disposer comme de chose à lui appartenante; lequel fief & seigneurie portera le nom de Clignancourt, à la charge de la *foi & hommage* que ledit sieur de Clignancourt, sesdits hoirs & ayans cause, seront tenus d'apporter à Sa Majesté au *Château de Saint-Louis de cette ville*, duquel il relevera aux droits & redevances ordinaires, suivant la coutume de la *Prévôté & Vicomté de Paris* suivie en ce pays; qu'il y tiendra ou fera tenir feu & lieu, & y obligera les particuliers à qui il accordera des terres, & qu'à faute de ce faire par eux, il

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

* Pièces des
Commissai-
res François.

No. L.
Concession
de Medocet.
1687.

rentrera de plein droit en la possession d'icelles; qu'il ne souffrira ladite rivière de Saint - Jean être embarrassée, afin que la navigation y soit libre, qu'il conservera & fera conserver les bois de chêne qui s'y trouveront propres pour la construction des vaisseaux; donnera avis à Sa Majesté & à nous, des mines, minières & minéraux, si aucuns s'y trouvent, laissera & fera laisser & tenir en bon état les chemins & passages nécessaires, & qu'il fera défricher & habituer lesdits lieux, & les garnira de bâtimens & de bestiaux dans deux ans de ce jour, autrement la présente concession demeurera nulle & de nul effet: le tout sous le bon plaisir de Sa Majesté, de laquelle il sera tenu de prendre confirmation d'icelle dans deux ans. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, à icelles fait apposer le sceau de nos armes & contre-signer par le Secrétaire de nousdit Intendant. DONNE' à Québec, le vingt septembre mil six cent quatre-vingt-quatre. *Signé* LE FEBVRE DE LA BARRE & DE MEULES. *Et plus bas*, par Monseigneur, PEUVRET. Et scellé.

Collationné à l'original en parchemin à moi représenté, & à l'instant rendu, par moi Conseiller, Secrétaire du Roi & Greffier en chef du Conseil souverain de la Nouvelle France. A Québec le vingt-troisième septembre mil six cent quatre-vingt-quatre. *Signé* PEUVRET.

Pendant l'impression, les Commissaires du Roi se sont aperçus que la confirmation qui suit, avoit été accordée à Matthieu,

Et non pas à René d'Amours, Et qu'elle regardoit un terrain différent de celui de la concession ci-dessus ! mais n'ayant pu recouvrer la confirmation qui appartient à la concession du sieur de Clignancourt, non plus que la concession faite à Matthieu d'Amours, ils ont crû devoir donner cette pièce dans l'état où elle a été produite, cette erreur n'étant de nulle conséquence.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Acte de confirmation.

AUJOURD'HUI premier du mois de mars 1693, le Roi étant à Versailles, voulant ratifier & confirmer les concessions des terres, faites en son nom au pays de Canada en l'année 1684 par les sieurs de la Barre & de Meules, ci-devant Gouverneur & Intendant audit pays, en vertu du pouvoir qu'il leur en avoit donné, a confirmé & ratifié la concession qu'ils ont faite au sieur Mathieu d'Amours E'cuyer, des terres non concédées ni habituées le long de la rivière de Saint-Jean, entre les lieux de Gemisick & de Nachouac, sur deux lieues de profondeur de chaque côté de la rivière de Saint-Jean, icelle comprise, avec les isles & islets qui se rencontrent dans cet espace, ensemble la rivière du Kamouctou autant que ladite profondeur de deux lieues s'étendra; pour en jouir par ledit sieur d'Amours, ses hoirs & ayans cause, à perpétuité comme de leur propre, à titre de fief & seigneurie, haute, moyenne & basse justice, aux charges & conditions portées au titre de ladite concession du 20 septembre 1684, sans que pour ce le-

Pièces des
Commissai-
res François.

No. 1.
Concession de
MedoEs.
1684.

dit fleur d'Amours ou ses héritiers, ou ayans cause soient tenus de payer à Sa Majesté ni à ses successeurs Rois, aucune finance ni indemnité, de laquelle, à quelque somme qu'elle puisse monter, Elle les a déchargés par le présent brevet qu'Elle a voulu signer de sa main, & être contre-signé par moi Secrétaire d'état & de ses commandemens & finances. *Ainsi signé LOUIS. Et plus bas, PHELYPEAUX. Et au bas est écrit ce qui suit.* Aujourd'hui le brevet de confirmation & ratification ci-dessus, a été enregistré au Greffe du Conseil souverain, suivant son arrêt de ce jour, par moi Conseiller Secrétaire de Sa Majesté & Greffier en chef audit Conseil. A Québec le huitième mars mil six cent quatre-vingt-quatorze. *Signé PEUVRET, avec paraphe.*

Collationné à l'original par nous Commissaire de la Marine. Au fort de la rivière de Saint-Jean, ce vingt octobre mil six cent quatre-vingt-dix-neuf.

Signé FONTENU.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. LI. *ME'MOIRE* de M. de Meules
Intendant du Canada, sur la baie de
Chedabouctou, 1686.

Pièces justifi-
catives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Tiré du dépôt de la Marine.

CHEDABOUCTOU est une baie de trois lieues de large à son entrée, & de sept à huit lieues de long, *SITUÉE AU BOUT DES TERRES DE L'ACADIE, proche l'isle du Cap Breton, au milieu d'un passage qui fait la communication du fleuve de Saint-Laurent avec la mer; ce passage du côté dudit fleuve de Saint-Laurent, s'appelle Fronfac, & l'autre côté Canseau; mais vulgairement le passage de Canseau.*

Dans le fond de cette baie de Chedabouctou, est un établissement que quelques particuliers ont fait pour la pêche sédentaire, où ils ont bâti une maison qui consiste en plusieurs corps de logis; ils font toute leur pêche entre les isles de Canseau, à une ou deux lieues au large; ils font venir de France tous les ans un navire qu'on appelle *le Saint-Louis*, qui y arrive d'ordinaire dans le mois de mai, & s'en retourne au mois de Septembre.

Ledit lieu de Chedabouctou est fort beau & bien situé, y ayant de très-bonnes terres à trois ou quatre lieues, sur une rivière qui est à côté de l'habitation de Chedabouctou: il y a encore de bonnes terres à plus de huit ou dix lieues, & si cet endroit étoit habité, les peuples se répandroient dans plusieurs cantons, & principalement dans une rivière qui est assez proche du bout de la rivière de Chedabouctou, & qui a son entrée par le golfe
de

Pièces des
Commissai-
res François.

de Saint-Laurent, à deux lieues du cap Saint-Louis; le Cap-Breton n'étant qu'à trois ou quatre lieues de Chedaboutou, donneroit de grands secours à ceux qui auroient pris des habitations dans ces endroits, parce qu'il y a beaucoup de bonnes terres, & principalement dans le passage de Fronfac, qui est fort proche de Chedaboutou.

No. LII.
Concession de
Canibecachi-
che. 1689.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire en la Cour des comptes, aides & finances de Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine, premier Commis & Garde des archives & dépôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus véritable, l'ayant collationnée sur les registres & papiers qui sont auxdits archives & dépôt. A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFFILARD.

No. LII. CONCESSION à la rivière de Saint-Jean, du lieu nommé Canibecachiche, &c. à Pierre Chesnet E'cuyer, sieur du Breuil, par MM. de Denonville & de Champigny, Gouverneur & Intendant de la Nouvelle France, du 7 janvier 1689.

Tiré du dépôt de la Marine.

A T O U S ceux qui ces présentes lettres verront; SALUT. Savoir faisons que sur la requête à nous présentée par Pierre Chesnet E'cuyer, sieur du Breuil, tendante à ce qu'il nous plût lui accorder en propriété deux lieues de front le long de la rivière de Saint-Jean, dans le lieu appelé par les Sauvages Canibecachiche, & petit Nachouac
fai.

faisant le milieu de sa concession, avec les isles & islets qui se trouveront au devant, & trois lieues de profondeur, ensemble le droit de traite avec les Sauvages, de chasse, de pêche dans ladite étendue, & le tout tenir en fief, seigneurie, haute, basse & moyenne justice. Nous, en conséquence du pouvoir à nous donné par Sa Majesté, avons audit sieur du Breuil accordé & concédé, accordons & concédons à perpétuité, deux lieues de front le long de la rivière de Saint-Jean, dans le lieu appelé par les Sauvages Canibecachiche & petit Nachouac, savoir, une lieue d'un côté & une de l'autre, ledit petit Nachouac faisant le milieu de ladite concession, avec les isles & islets qui se trouveront au devant, & trois lieues de profondeur, ensemble le droit de traite avec les Sauvages, de chasse & de pêche dans ladite étendue; pour, par lui, ses hoirs & ayans cause, en jouir à perpétuité, à titre de fief & seigneurie, avec haute, moyenne & basse justice, & droit de chasse & de pêche dans toute l'étendue de ladite concession; à la charge de rendre la *foi & hommage au château de Saint-Louis de Québec*, & de payer les droits ordinaires à chaque mutation: le tout suivant la coutume de Paris; de conserver & faire conserver par ses tenanciers, les bois de chêne qui se trouveront dans toute l'étendue de ladite concession, propres pour la construction des vaisseaux; & de donner avis des mines, minières & minéraux, à Sa Majesté ou au Gouverneur du pays, si aucuns se trouvent; de faire insérer pareille condition dans les concessions qu'il lui sera permis d'accorder sur ladite

Pièces justificatives.
IIIe. partie.

Sur l'Acadie

Pièces des terre, & de commencer dans trois ans de
Commissai- ce jour, à travailler pour habiter ladite ter-
res François. re, à peine d'être déchu de la possession

No. LII.
Concession de
Canibecachi-
sho. 1689.

d'icelle. En témoin de quoi nous avons
 signé ces présentes, à icelles fait apposer le
 sceau de nos armes, & contre-signer par
 l'un de nos Secrétaires. FAIT à Québec,
 ce septième janvier mil six cent quatre-
 vingt-neuf. Signé J. R. DE BRISAY DE DE-
 NONVILLE, J. BOCHART CHAMPIGNY. Et
 plus bas, par Monseigneur, DE FREDIN.

Collationné à l'original en papier, par moi
 Notaire soussigné, ce vingt-huitième septem-
 bre mil six cent quatre vingt-dix-neuf, & à
 l'instant rendu. Signé HOPPINOT.

Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en la Cour des comptes, aides & finances de
Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
premier Commis & Garde des archives & dé-
pôt de la Marine, certifions la copie ci-dessus
véritable, l'ayant collationnée sur les registres
& papiers qui sont auxdits archives & dépôt.
A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-un. Signé LAFILLARD.

No. LIII. CHARTRE accordée par le
 Roi Guillaume & la Reine Marie,
 aux habitans de la province de la baie
 de Massachusset, en la Nouvelle An-
 gleterre, le 7 octobre 1691. (*)

Pièces justifi-
 catives.
 IIIe. partie.
 Sur l'Acadie.

Traduit sur l'imprimé Anglois, à la tête des ac-
 tes & loix de l'assemblée générale de la provin-
 ce de la baie de Massachusset: chez Baskett
 Imprimeur du Roi, à Londres, 1724, in-fol.

GUILLAUME & MARIE, par la grace de
 Dieu, Roi & Reine d'Angleterre, d'Ecosse,
 de France & d'Irlande, Défenseurs de la foi,
 &c. A tous ceux qui ces présentes verront;
 SALUT. D'autant que feu Sa Majesté le Roi
 Jacques Ier, notre prédecesseur royal, avoit
 par ses lettres patentes scellées du grand
 sceau d'Angleterre, datées de Westminster
 du 3 novembre de la dix-huitième année
 de son règne, donné & accordé au Conseil
 (ou Compagnie) établi à Plimouth dans le
 Comté de Devon, leurs successeurs & ayans
 cause, pour la plantation, le règlement,
 établissement du bon ordre & gouverne-
 ment de la Nouvelle Angleterre en Amérique,
 toute cette partie de l'Amérique qui com-
 prend en largeur depuis le quarantième
 degré de latitude septentrionale, jusqu'au
 quarante-huitième degré de latitude.

On retranche
 ici le texte
 Anglois qui
 se trouve
 dans l'édi-
 tion origina-
 le in-4°.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Cette pièce est chargée de répétitions qui la
 rendent peu intelligible; & c'est principalement
 ce qui a déterminé à insérer ici le texte Anglois.
 Les Commissaires du Roi ne se rendent point ga-
 rans de la traduction.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.

1691.

ladite latitude inclusivement, & en longueur tout le continent d'une mer à l'autre qui se trouve dans la susdite largeur, ensemble toutes les terres fermes, territoires, terres, havres, ports, rivières, eaux, pêches, mines, & minéraux, aussi bien les mines royales d'or & d'argent, que les autres mines & minéraux, pierres précieuses, carrières, & tous & chacuns autres biens, juridictions, droits royaux, privilèges, franchises & prééminences dans ladite étendue de terre sur le continent, & aussi dans les isles & mers adjacentes; *pourvu toutefois que lesdites terres, isles ou aucunes autres des choses susdites accordées par lesdites lettres patentes, ne fussent pas actuellement possédées ou habitées par aucun autre Prince ou Etat chrétien,* ou dans les bornes, limites ou territoires de la colonie méridionale, précédemment accordée par ledit feu Roi Jacques Ier. à plusieurs de ses sujets pour y faire des plantations dans les parties méridionales: Pour avoir & tenir, posséder & jouir de tous & chacuns des susdits continent, terres, territoires, isles, héritages & districts, mers, eaux, pêches, avec toutes sortes d'avantages, droits royaux, libertés, prééminences, & profits qui pourroient en provenir avec toutes & chacunes de leurs appartenances, & chaque partie ou parcelle d'iceux, par ledit Conseil, leurs successeurs & ayans cause pour toujours, pour le seul & propre usage & bénéfice dudit Conseil, leurs successeurs & ayans cause pour toujours: pour être tenu de Sa dite Majesté le Roi Jacques Ier, ses hoirs & successeurs, comme mouvans de son château d'*East-Greenwich* dans le

Cont.

Comté de Kent, en foccage * libre & commun & non pas *in capite*, ni comme fief de haubert; en donnant & payant pour cet effet audit feu Roi, à ses hoirs & successeurs la cinquième partie des minerais d'or & d'argent que l'on trouvera, tirera & aura de temps à autre, & en tout & quelque temps que ce soit, dans l'étendue d'aucunes desdites terres, limites, territoires ou districts, ou dans aucune partie ou parcelle d'iceux, pour toute sorte de droits, demandes & services quelconques, à donner, faire ou payer audit feu Roi Jacques I^{er}, ses hoirs & successeurs, comme il appert plus au long par lesdites lettres patentes, entre plusieurs autres clauses, pouvoirs, privilèges & octrois y contenus.

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Et d'autant que ledit Conseil établi à Plymouth dans le Comté de Devon, pour la plantation, règlement, établissement du bon ordre & gouvernement de la Nouvelle Angleterre dans l'Amérique, auroit, par un acte scellé du sceau commun, daté du 19 mars de la troisième année du règne de notre royal ayeul le Roi Charles I^{er}. de glorieuse mémoire, donné, accordé, cédé, vendu, inféodé, aliéné & confirmé au Chevalier Henri Roswell, au Chevalier Jean Young, à Thomas Southcott, Jean Humphreys,

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* *Soccage* vient du mot de *soc* de charue, & exprime une sorte de tenement, dont le tenancier dans l'origine, étoit obligé de labourer les terres de son seigneur : ce genre de service a été par la suite converti en une redevance en argent, & c'est ce qu'on appelle du nom de *soccage libre & commun*.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.
1691.

phreys, Jean Endicott & Simon Whetcom-
be, leurs hoirs & ayans cause, & leurs af-
sociés, pour toujours, toute cette partie de
la susdite Nouvelle Angleterre dans l'Amé-
rique, qui se trouve entre une grande riviè-
re, appelée communément *Monomack*, au-
trement *Mérimack*, & une autre rivière ap-
pelée la *Rivière-Charles*, située dans le fond
d'une baie, appelée communément *Massa-
chuset*, autrement *Mattachusett*, autrement
la *baie de Massatusett*, & aussi toutes & cha-
cunes les terres & héritages quelconques,
compris dans l'espace de trois milles d'An-
gleterre, au midi de ladite rivière *Charles*,
ou d'aucune & de toute partie d'icelle, &
aussi tous & chacuns les pays & héritages
quelconques compris dans l'espace de trois
milles d'Angleterre, au sud de la partie la
plus méridionale de ladite baie, appelée la
baie de Massachusetts, autrement *Mattachusett*,
autrement *baie de Massatusett*, & aussi tous
les pays & héritages quelconques, compris
dans l'espace de trois milles d'Angleterre,
au nord de ladite rivière appelée *Monomack*,
autrement *Mérimack*, ou au nord d'aucune
& de toute partie d'icelle, & tous les pays
& héritages quelconques compris dans les
limites susdites, nord & sud, en latitude &
en largeur, longueur & longitude, dans tou-
te l'étendue de la largeur susdite, en traver-
sant le continent depuis la mer occidentale
ou atlantique, & l'océan (du côté de l'est)
jusqu'à la mer du sud du côté de l'ouest, &
toutes les terres & emplacements, place &
places, terroirs, bois & forêts, havres, ports,
rivières, eaux, pêches & héritages quel-
conques, compris dans l'étendue desdites
bor-

Bornes & limites, & chaque partie ou parcelle d'iceux, & aussi toutes les isles se trouvant dans l'Amérique susdite, dans lesdites mers ou aucune d'elles, sur les côtes occidentales ou orientales, ou parties desdites étendues de terres données & accordées, cédées, vendues, inféodées, aliénées & confirmées par ledit contrat ou aucune d'elles; & aussi toutes les mines & minéraux, aussi bien les mines Royales d'or & d'argent, que les autres mines & minéraux quelconques, dans lesdites terres & lieux ci-dessus nommés ou aucune partie d'iceux, & toutes les juridictions, droits royaux, libertés, exemptions, immunités, privilèges, franchise, prééminences & biens quelconques, que ledit Conseil établi à Plimouth dans le Comté de Devon, pour la plantation, règlement & établissement du bon ordre & le gouvernement de la Nouvelle Angleterre dans l'Amérique, avoit alors ou pouvoit exercer & posséder dans l'étendue desdites terres ou lieux ci-dessus désignés, ou aucune partie ou parcelle d'iceux mentionnés par ledit acte, comme donnés, accordés, cédés, vendus, inféodés & confirmés, pour avoir & jouir de ladite partie de la Nouvelle Angleterre dans l'Amérique, qui se trouve & aboutit comme il est dit ci-dessus & de chaque partie ou parcelle d'icelle, & de toutes lesdites isles, rivières, ports, havres, eaux, pêches, mines, minéraux, juridictions, franchises, droits royaux, libertés, privilèges, biens, héritages & autres susdits quelconques, avec les appartenances; ledit Chevalier Henri Roswell, le Chevalier Jean Young, Thomas Southcott, Jean Humphreys, Jean En-

Pièces justificatives.

III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gletorre.
1691.

dicott & Simon Whetcombe, leurs hoirs & ayans cause, & leurs associés pour toujours, pour le seul propre & absolu usage & utilité desdits Chevalier Henri Roswell, Chevalier Jean Young, Thomas Southcott, Jean Humphreys, Jean Endicott & Simon Whetcombe, leurs hoirs & ayans cause, & leurs associés pour toujours; pour être tenus de notredit royal ayeul le Roi Charles I^{er}, ses hoirs & successeurs, comme mouvant de son château d'*East Greenwich* dans le Comté de Kent, en fockage libre & commun, & non pas *in capite* ni comme fief de haubert, en rendant & payant pour cet effet à notredit royal Ayeul, ses hoirs & successeurs, la cinquième partie des minerais d'or & d'argent que l'on trouvera, tirera & aura, & de temps à autre, & en tout & quelque temps que ce soit, dans aucunes desdites terres contenues dans lesdites limites, ou dans aucune partie d'icelles; pour tenir lieu de toute sorte de droits, demandes & services quelconques, à donner, faire ou payer à notredit royal Ayeul, ses hoirs & successeurs, comme il appert plus au long dans ledit contrat ci-dessus mentionné.

Et d'autant que notredit royal Ayeul par ses lettres patentes scellées du grand sceau d'Angleterre, datées de Westminster le 4 mars de la quatrième année de son règne, pour les considérations y contenues, auroit accordé & confirmé auxdits Chevalier Henri Roswel, Chevalier Jean Young, Thomas Southcott, Jean Humphreys, Jean Endicott & Simon Whetcombe, & à leurs associés ci-après nommés, c'est-à-dire au Chevalier Richard Saltenstall, Isaac Johnson, Samuel Al-

Aldersey, Jean Ven, Mathieu Craddock, George Harwood, Increase Nowell, Richard Perry, Richard Bellingham, Nathaniel Wright, Samuel Vassal, Theophile Eaton, Thomas Goffe, Thomas Adams, Jean Brown, Samuel Brown, Thomas Hutchins, Guillaume Vassal, Guillaume Pincheon & George Foxcroft, leurs hoirs & ayans cause, toute ladite partie de la Nouvelle Angleterre dans l'Amérique se trouvant dans les bornes & limites exprimées dans ledit Acte, & toutes les terres, place & places, terroirs, bois & forêts, havres, ports, rivières, eaux, mines, minéraux, juridictions, droits, droits royaux, libertés, exemptions, immunités, privilèges, franchises, prééminences & héritages quelconques, accordés, vendus, inféodés & confirmés, ou qu'on a eu intention de donner, accorder, céder, vendre, inféoder, aliéner & confirmer auxdits Chevalier Henri Roswell, Chevalier Jean Young, Thomas Southcott, Jean Humphreys, Jean Endicott & Simon Whetcombe, leurs hoirs & ayans cause, & leurs associés pour toujours par ledit accord ci-dessus mentionné; pour avoir & tenir ladite partie de la Nouvelle Angleterre dans l'Amérique & autres mentionnées par lesdites lettres comme accordées & confirmées, & chaque partie ou parcelle d'icelles avec les appartenances, par lesdits Chevalier Henri Roswell, Chevalier Jean Young, Richard Saltenstall, Thomas Southcott, Jean Humphreys, Jean Endicott, Simon Whetcombe, Isaac Johnson, Samuel Aldersey, Jean Ven; Mathieu Craddock, George Harwood, Increase Nowell, Richard Perry, Richard Bellingham, Nathaniel Wright, Samuel Vassal,

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des Commissaires François. sal, Théophile Eaton, Thomas Goffe, Thomas Adams, Jean Brown, Samuel Brown, Thomas Hutchins, Guillaume Vassal, Guillaume Pincheon & George Foxcroft, leurs

No. LIII.
Charte de
la Nouvelle
Angleterre.
1691.

hoirs & ayans cause pour toujours, pour leur seul, propre & absolu usage & utilité pour toujours; pour être tenus de notredit royal Ayeul, les hoirs & successeurs, comme mouvans du susdit château d'*East-Greenwich*, en foccage libre & commun, & non pas *in capite*, ni comme fief de haubert; & aussi en donnant & payant pour cet effet à notredit royal Ayeul, les hoirs & successeurs, la cinquième partie seulement de tous les minerais d'or & d'argent que l'on y gagnera, aura & obtiendra de temps à autre, & en tout & quelque temps que ce soit à l'avenir, pour tous les services, droits & demandes quelconques, suivant la teneur & les réserves exprimées dans ledit contrat.

Et de plus, notredit royal Ayeul auroit, par lescrites lettres patentes, donné & accordé auxdits Chevalier Henri Roswell, Chevalier Jean Young, Chevalier Richard Saltenstall, Thomas Southcott, Jean Humphreys, Jean Endicott, Simon Whetcombe, Isaac Johnson, Samuel Alderfey, Jean Ven, Mathieu Craddock, George Harwood, Increase Nowell, Richard Perry, Richard Bellingham, Nathaniel Wright, Samuel Vassal, Guillaume Pincheon & George Foxcroft, leurs hoirs & ayans cause, toute cettedite partie de la Nouvelle Angleterre en Amérique qui s'étend entre une grande rivière, appelée communément *Monomack*, autrement la *Rivière-Mérimack*, & une certaine autre rivière qu'on appelle la *Rivière-Charles*, étant au fond d'une

d'une baie appelée communément *Massachusset*, autrement *Mattachusset*, autrement la baie de *Massatusset*, ou aucune ou chaque partie d'icelles, & aussi toutes & chacunes les terres & héritages quelconques qui se trouvent dans l'espace de trois milles d'Angleterre au sud de ladite rivière appelée *Charles* ou de toute & chacune partie d'icelle, & aussi toutes & chacune les terres & héritages quelconques compris dans l'étendue de trois milles d'Angleterre au sud de la partie la plus méridionale de ladite baie appelée *Massachusset*, autrement *Mattachusset*, autrement baie de *Massatusset*, & aussi toutes les terres & héritages quelconques qui se trouvent dans l'étendue de trois milles d'Angleterre au nord de ladite rivière appelée *Monomack*, autrement *Mérimack*, ou au nord d'aucune & de toute partie d'icelle, & toutes les terres & héritages quelconques compris dans les limites ci-dessus nord & sud en latitude & en largeur, longueur & longitude, en traversant le continent depuis la mer occidentale & atlantique & l'océan (du côté de l'est) jusqu'à la mer du sud du côté de l'ouest, & toutes les terres, place & places, terroirs, bois & forêts, havres, ports, rivières, eaux & héritages quelconques, se trouvant dans les lefdites bornes & limites, & chaque partie ou parcelle d'iceux, & aussi toutes les îles dans l'Amérique susdite, dans lefdites mers, ou dans aucune d'elles, sur les côtes occidentales ou orientales, ou partie de ladite étendue de terres, mentionnées par lefdites lettres, comme données & accordées; & toutes les mines & minéraux, aussi bien les mines royales d'or & d'argent que les

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de
la Nouvelle
Angleterre.
1691

autres mines & minéraux quelconques, dans
lesdites terres & lieux ci-dessus mentionnés,
ou dans aucune partie d'iceux: & l'entière
liberté de la pêche dans aucune desdites ri-
vières ou eaux qui se trouvent dans les bor-
nes & limites ci-dessus, & les mers qui avoi-
sinent; & tous les poissons, poissons royaux
baleine, esturgeons & autres de quelque es-
pece & nature qu'ils soient, qui seront en
tout & quelque temps que ce soit, pris dans
la suite dans lesdites mers ou eaux, ou dans
aucune d'elles par lesdits Chevaliers Henri
Roswell, Jean Young & Richard Saltenfall,
& par Thomas Southcott, Jean Humphreys,
Jean Endicott, Simon Whetcombe, Isaac
Johnson, Samuel Aldersey, Jean Ven, Ma-
thieu Craddock, George Harwood, Increa-
se Nowell, Richard Perry, Richard Belling-
ham, Nathaniel Wriht, Samuel Vassal, Thé-
ophile Eaton, Thomas Goffe, Thomas Adams,
Jean Brown, Samuel Brown, Thomas Hut-
chins, Guillaume Vassal, Guillaume Pincheon
& George Foxcroft, leurs hoirs ou ayant
cause, ou par aucune autre personne ou per-
sonnes quelconques qui y habitent, par eux
ou aucuns d'eux commis à la pêche, pourvû
toutefois que si lesdites terres, isles ou au-
cuns des lieux ci-dessus mentionnés, & que
l'on vouloit & entendoit accorder par les
sufdites dernières lettres patentes, se trou-
voient au temps desdites premières lettres pa-
tentes, datées du 3 novembre de la dix-huitiè-
me année du règne de feue Sa Majesté le Roi
Jacques Ier, avoir été actuellement possédées
ou habitées par aucun Prince ou Etat Chré-
tien, ou dans l'étendue des bornes, limites
ou territoires de ladite colonie méridionale,

pré-

précédemment accordée par ledit Roi pour être plantée par plusieurs de ses amés-sujets dans les parties méridionales de l'Amérique; ^{Pièces justificatives} IIIe. partie.
 alors ledit octroi de notredit royal Aïeul ne s'étendrait à aucune de ces parties ou parcelles ainsi anciennement habitées ou comprises dans les bornes de la plantation méridionale, comme il est dit ci-dessus, mais deviendrait entièrement nul, quant à ces parties ou parcelles ainsi possédées ou habitées par aucun Prince ou Etat Chrétien, ou se trouvant dans l'étendue des susdites limites; pour avoir & tenir, posséder & jouir desdites parties de la Nouvelle Angleterre dans l'Amérique, qui s'étendent & aboutissent comme il est dit ci-dessus; & de chaque partie ou parcelle d'icelles, & de toutes les isles, rivières, ports, havres, eaux, pêches, poissons, mines, minéraux, juridictions, franchises, droits royaux, libertés, privilèges, biens & autres choses susdites quelconques, avec les appartenances, par lesdits Chevaliers Henri Roswell, Jean Young, Richard Saltenstall & Thomas Southcott, Jean Humphreis, Jean Endicott, Simon Wethcombe, Isaac Johnson, Samuel Aldersey, Jean Ven, Mathieu Craddock, George Harwood, Increase Nowel, Richard Perry, Richard Bellingham, Nathaniel Wright, Samuel Vassal, Théophile Eaton, Thomas Goffe, Thomas Adams, Jean Brown, Samuel Brown, Thomas Hutchins, Guillaume Vassal, Guillaume Pincheon & George Foxcroft, leurs hoirs & ayans cause, pour toujours, pour leur seul propre & absolu usage & utilité, leurs hoirs & ayans cause, pour toujours; pour être tenus de notredit royal Aïeul, ses hoirs & successeurs, ^{Sur l'Acadie.}
 comme

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de
la Nouvelle
Angleterre.
1691.

comme mouvans d'*East-Greenwich* dans le comté de Kent, dans ce royaume d'Angleterre, en fockage libre & commun, & non pas *in capite*, ni comme fief de haubert; & aussi en donnant & payant pour cet effet à notredit royal Ayeul, ses hoirs & successeurs, la cinquième partie seulement de tous les minéraux d'or & d'argent que l'on trouvera, tirera & aura de temps à autre, & en tout & quelque temps que ce soit, pour tous services, droits & demandes quelconques; pourvû toutefois, & la volonté & intention expresse de Sa Majesté étoit, que l'on réservât & qu'on payât à notredit royal Ayeul, à ses hoirs & successeurs, une cinquième partie seulement de tous les minéraux d'or & d'argent ci dessus mentionnés, en tout & pas davantage, en vertu desdites dernières lettres patentes, ci-devant mentionnées, notwithstanding les doubles réserves ou mentions ci-dessus, ou toute autre chose contenue en icelles: & à l'effet que les affaires qui pourroient survenir de temps à autre, concernant lesdits pays & leurs plantations, pussent être mieux administrées, & réglées, & pour le bon gouvernement desdits pays, notredit royal Ayeul le Roi Charles Ier, avoit par lesdites lettres patentes, créé & établi lesdits Chevalier Henri Roswell, Chevalier Jean Young, Chevalier Richard Saltenfall, Thomas Southcott, Jean Humphreys, Jean Endicott, Simon Whetcombe; Isaac Johnson, Samuel Alderfey, Jean Ven, Matthieu Craddock, George Harwood, Increase Nowell, Richard Perry, Richard Bellingham, Nathaniel Wright, Samuel Vassal & Theophile Eaton, Thomas Goffe, Thomas Adams, Jean

Jean Brown, Samuel Brown, Thomas Hutchins, Guillaume Vassal, Guillaume Pincheon & George Foxcroft, & tous autres qui seroient par la suite admis dans la compagnie & société ci-après mentionnée, pour faire un corps politique & corporation, ou communauté de fait & de nom, sous le nom de Gouverneur & compagnie de la baie de *Massachusset* dans la Nouvelle Angleterre, & leur avoit accordé à eux & à leurs successeurs, plusieurs pouvoirs, libertés & privilèges, ainsi qu'il appert plus au long par lesdites lettres patentes.

Pièces justificatives
IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Et d'autant que lesdits Gouverneur & Compagnie de la baie de *Massachusset* dans la Nouvelle Angleterre, en vertu desdites lettres patentes, avoient établi une colonie d'Anglois dans lesdites parties de l'Amérique, & que plusieurs autres bons sujets de ce Royaume, encouragés & invités par lesdites lettres patentes, s'y étoient transportés avec leurs effets; ce qui a peuplé considérablement ladite plantation, & engagé ledit Gouverneur & Compagnie, à créer, élever, faire, établir ou désigner dans l'étendue desdites parties de l'Amérique, plusieurs comtés, villes & places.

Et d'autant qu'au terme de la Sainte-Trinité, la trente sixième année du règne de notre trèscher oncle le Roi Charles II, il fut rendu un jugement en notre Cour de chancellerie, siégeant alors à Westminster, sur une assignation de *scire facias*, donnée & poursuivie dans ladite Cour, contre les Gouverneur & Compagnie de la baie de *Massachusset* dans la Nouvelle Angleterre, portant que lesdites lettres patentes de notre dit royal

Aieul

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de
la Nouvelle
Angleterre.
1691.

Aïeul le Roi Charles I^{er}, datées de Westminster le 4 mars de la quatrième année de son règne, accordées auxdits Gouverneur & Compagnie de la baie de *Massachusset* dans la Nouvelle Angleterre, & l'enregistrement desdites lettres, seroient cassées & annullées, & présentées à ladite Cour pour être supprimées, ainsi qu'il appert plus au long par ledit jugement qui subsiste dans les registres de ladite Cour; & d'autant que différentes personnes, employées comme agens de la part de notredite colonie de la baie de *Massachusset* dans la Nouvelle Angleterre, nous ont humblement présenté leur requête, pour qu'il nous plût, par notre Charte royale, réunir en un corps politique nos sujets de notredite colonie, & leur accorder les pouvoirs, privilèges & franchises que notre sagesse royale jugera les plus convenables à notre intérêt & à notre service, & au bien-être & bonheur de nos sujets de la Nouvelle Angleterre: Et Nous ayant pour agréable de traiter favorablement nosdits sujets, & aussi afin que nos bons sujets de notre colonie de la Nouvelle Plymouth dans ladite Nouvelle Angleterre, puissent jouir d'une forme de gouvernement qui les mette en meilleure situation de défense, & considérant que l'octroi de notre Charte royale fait à eux, aussi-bien qu'à nos sujets dans ladite colonie de la baie de *Massachusset*, avec des pouvoirs & privilèges raisonnables, contribuera infiniment, non-seulement à la sûreté, mais à l'état florissant de nos sujets dans lesdites parties de la Nouvelle Angleterre, & aussi à l'avancement des objets pour lesquels on a encouragé lesdites plantations dans leur origine, de notre grace spéciale,

ciiale, science certaine & propre mouvement, avons voulu & ordonné, & par ces présentes, voulons & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, que les territoires & colonies appelés communément, & connus sous les noms de colonie de la baie de *Maffachufet*, & colonie de la Nouvelle Plymouth, la province de Maine, le territoire appelé *Acadie* ou *Nouvelle E'cosse*, & tout l'espace de terrain situé entre les territoires de la Nouvelle E'cosse, & ladite province de Maine, soient érigés, unis & incorporés; & nous par ces présentes, les unissons, érigeons & incorporons en une province réelle, sous le nom de notre province de la baie de *Maffachufet* dans la Nouvelle Angleterre; & de notre grace spéciale, science certaine & propre mouvement, avons donné & accordé, & par ces présentes, donnons & accordons pour nous, nos hoirs & successeurs, à nos bons sujets les habitans de notre dite province ou territoire de la baie de *Maffachufet*, & à leurs successeurs; toute cette partie de la Nouvelle Angleterre, depuis la rivière de *Monomack* ou *Merimack*, du côté du nord, & trois mille au nord de cette rivière, jusqu'à l'océan atlantique ou occidental, & tout le pays nord & sud compris entre ces limites jusqu'aux caps les plus avancés, appelés Cap Cod & Gap-Malabar, & en s'étendant vers le sud & vers l'ouest, jusqu'à nos colonies de Rhode-Island, Connecticut & le pays de Narraganfet, & en largeur tout le pais compris dans l'espace ci-dessus, en traversant le continent, depuis la mer atlantique ou océan occidental, jusqu'à la mer du sud

Pièces justificatives
III^e. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.

1697.

542 sud *; comme aussi tout le pays depuis l'entrée du port de Piscataway, gagnant la rivière de Newichwannock, jusqu'à sa source la plus reculée, de la vers le Nord-ouest, jusqu'à concurrence de cent vingt milles dans l'intérieur des terres, & depuis ladite entrée du port de Piscataway jusqu'à Sagadahock, d'où, en s'étendant cent vingt milles, on ira regagner, par l'intérieur des terres, l'extrémité des cent vingt milles qu'on a dû compter de Piscataway, ensemble les isles de Shoals, Capawock & Nantucket, qui sont situées près ledit Cap-God; comme aussi les terres & héritages qui se trouvent dans le pays ou territoire communément appelé Acadie ou Nouvelle E'cosse, & toutes les terres & héritages qui se trouvent entre ledit pays ou territoire de la Nouvelle E'cosse, & ladite rivière de Sagadahock, ou aucune partie d'icelle; & toutes les terres, places, sols, bois & forêts, havres, ports, rivières, eaux & autres héritages quelconques, se trouvant dans l'étendue desdites bornes & limites, & chaque partie ou parcelle d'icelles; & aussi toutes les isles & islets dans l'espace de dix lieues, directement opposées à la terre ferme dans lesdites bornes, & toutes les mines & minéraux, aussi-bien les mines royales d'or & d'argent que les autres mines & minéraux quelconques, dans lesdites terres & lieux susdits, ou aucune par-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Tout ce passage est si obscur dans l'original, qu'il n'auroit point été intelligible en le traduisant littéralement: on a marqué les bornes & les extrémités désignées dans la Charte, comme les mers, les caps & les colonies voisines.

partie d'iceux ; pour avoir & tenir lesdits ter-
ritoires, étendues de pays terres, héritages,
& tous & chacuns autres lieux susdits avec
chacune de leurs appartenances, nosdits su-
jets les habitans de notredite province de la
baie de *Massachusset* dans la Nouvelle An-
gleterre, & leurs succeffeurs, pour leur seul
& propre usage & utilité, & être tenus de
nous, nos hoirs & succeffeurs, comme mou-
vant d'*East-Green-wich* dans le Comté de
Kent, à simple foi, en foccage libre & com-
mun, en donnant & payant annuellement
pour ce, à nous, nos hoirs & succeffeurs,
la cinquième partie de tous les minéraux d'or
& d'argent, & des pierres précieuses que
l'on trouvera, tirera & aura de temps à au-
tre, & en tout & quelque temps que ce soit,
dans aucune desdites Terres & lieux susdits,
ou dans aucune partie d'iceux ; & ordonnons
néanmoins pour nous, nos hoirs & succeffeurs,
que toutes & chacunes de ces terres,
tenemens & héritages, & tous autres biens
qu'aucunes personnes, ou corps politiques
ou corporations, villes, villages, collèges
ou écoles, tiennent & possèdent, ou doivent
tenir & posséder dans les bornes susdites, en
vertu d'octroi ou établissement ci-devant dûe-
ment fait ou accordé par une Cour généra-
le, ou les lettres patentes ci-devant mention-
nées, ou par aucun droit légitime ou titre
quelconque, seront tenus & possédés pour
tôujours à l'avenir, par ces personnes, corps
politiques & corporations, villes, villages,
collèges ou écoles, leurs hoirs respectifs,
succeffeurs & ayans cause, conformément à
la teneur & au desir des dits octrois, à la
charge toutesfois, des rentes & services

Pièces justi-
ficatives.III^e partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.

1691.

y réservés & exigibles, nonobstant toute chose à ce contraire : est pareillement ordonné que rien du contenu en ces présentes, ne pourra s'étendre ou s'interpréter au préjudice des droits, titres, intérêts ou prétentions réclamés par Samuel Allen de Londres, négociant, comme ayant droit de feu Jean Mafon E'cuyer, ou aux droits qu'aucunes autres personnes ont ou prétendent, tiennent ou possèdent dans aucun des lieux susdits, situés dans les limites ci-dessus mentionnées; mais que ledit Samuel Allen, & toutes & chacune de ces personnes, auront, tiendront & posséderont lesdits droits & actions, de la même manière & non autrement, que si ces présentes n'avoient point eu lieu. Notre volonté & plaisir étant qu'aucun octroi ou cessions d'aucunes terres, tenemens ou héritages à des villes, collèges, écoles ou aucun particulier, ne seront attaqués ou infirmés pour manque ou défaut de forme; mais qu'ils auront toute leur force, & seront maintenus & conservés comme ils l'auroient été ou auroient dû l'être avant le jugement ci-dessus mentionné, conformément aux loix & règles alors pratiquées & autorisées.

Et de plus, nous voulons, établissons & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, que désormais & pour toujours, il y aura un Gouverneur, un Lieutenant ou député du Gouverneur, & un Secrétaire de notredite province ou territoire, qui sera nommé & commis par nous, nos hoirs & successeurs, & vingt-huit Assistans ou Conseillers, pour conseiller & assister le Gouverneur de notredite province ou territoire, comme il sera ordonné ci-après par ces pré-
sen-

sentés, lesquels Conseillers ou Assistans seront constitués, élus & choisis en la forme & manière exprimées ci-après; & pour l'exécution pleine & entière de notre volonté Royale & des présentes concessions, nous, par ces présentes, nommons, faisons, ordonnons & constituons pour nous, nos hoirs & successeurs, nos féaux & bien amés Simon Broadstreet, Jean Richards, Nathaniel Saltenstall, Wait Winthrop, Jean Philips; Jacques Ruffel, Samuel Sewall, Samuel Appleton, Barthelemy Gedney, Jean Hathorn, E'lie Hutchinson, Robert Pike, Jonathas Corwin, Jean Jollife, Adam Winthrop, Richard Middlecot, Jean Foster, Pierre Serjeant, Joseph Lynd, Samuel Heyman, E'tienne Mafon, Thomas Hinkley, Guillaume Bradford, Jean Walley; Barnabé Lothrop, Job Alcot, Samuel Daniel & Silvain Davis, E'cuyers, les premiers & actuels Conseillers ou Assistans de notredite province, pour continuer dans leursdits offices respectifs de Conseillers ou Assistans, jusqu'au dernier mercredi de mai de l'an de notre Seigneur 1693, & jusqu'à ce qu'on choisisse & nomme en leur place d'autres Conseillers ou Assistans de la manière exprimée dans ces présentes: De plus, nous nommons & constituons par ces présentes, notre féal & bien amé Isaac Addington E'cuyer, pour notre premier & actuel Secrétaire de notredite province, & ce tant qu'il nous plaira; & notre volonté est que le Gouverneur de notredite province ait droit d'assembler de temps à autre, lorsqu'il le jugera à propos, les Conseillers ou Assistans de notredite province, & que ledit Gouverneur, avec lesdits Assistans ou Conseillers, ou au moins sept d'en-

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
glettre.

1691.

tre eux, pourront tenir conseil pour ordonner & diriger les affaires de notredite province: Et de plus, nous voulons, accordons & ordonnons par ces présentes, pour nous, nos hoirs & successeurs, que le Gouverneur assemblera & tiendra une cour générale le dernier mercredi du mois de mai tous les ans pour toujours, & toutes les fois que le Gouverneur de notredite province jugera convenable & l'ordonnera; laquelle dite cour générale ou assemblée, sera composée du Gouverneur & des Conseillers ou Assistans actuels, & des tenanciers libres de notredite province ou territoire, qui seront de temps à autre élus ou députés par la plus grande partie des tenanciers libres, & autres habitans des villes ou places qui seront présens à ces élections: chacune desdites villes & places ayant pouvoir par ces présentes, d'être & députer deux personnes seulement, pour les représenter respectivement dans ladite cour ou assemblée générale; à laquelle cour ou assemblée générale, nous, par ces présentes, donnons & accordons pour nous, nos hoirs & successeurs, plein pouvoir & autorité de temps à autre, de désigner & déclarer le nombre que chaque comté, ville & place choisira & députera, pour les représenter respectivement dans ladite cour générale ou assemblée; à condition toutesfois, qu'aucun tenancier libre ou autre, n'aura voix à l'élection des membres qui serviront dans ladite cour ou assemblée générale, qu'il n'ait, au temps de cette élection, une tenue libre dans notredite province ou territoire, de la valeur de quarante schellings par an au moins, ou un autre bien de la valeur de cinquante livres sterling; & que chaque per-

personne qui sera ainsi élue, prêtera avant de prendre séance, ou d'agir dans ladite cour ou assemblée générale, les sermens mentionnés dans un acte du Parlement, fait la première année de notre règne intitulé: *acte pour l'abrogation des sermens de fidélité & de suprématie, & qui prescrit d'autres sermens*, lesquels nous ordonnons par ces présentes, être prêtés au lieu des sermens de fidélité & de suprématie, & fera, répètera & sousscriera à la déclaration mentionnée dans ledit acte, en présence du Gouverneur ou Lieutenant, ou député Gouverneur, ou de deux des Assistans qui seront à ce autorisés & commis par notredit Gouverneur; & que le Gouverneur actuel aura plein-pouvoir & autorité de temps à autre, suivant qu'il le jugera nécessaire, d'ajourner, proroger & dissoudre toutes les cours ou assemblées générales convoquées, comme il est dit ci-dessus; & notre volonté & plaisir est, & par ces présentes, nous accordons, établissons & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, qu'il sera procédé par la cour & assemblée générale, une fois par chaque année, pour toujours à l'avenir, à une élection nouvelle de vingt-huit Conseillers ou Assistans; c'est-à-dire, dix-huit au moins des habitans ou propriétaires des terres dans l'étendue du territoire ci-devant appelé la colonie de la baie de *Massachusetts*, & quatre au moins des habitans ou propriétaires des terres dans l'étendue du territoire ci-devant appelé la *Nouvelle Plymouth*, & trois au moins des propriétaires des terres dans le territoire ci-devant appelé la province de *Maine*, & un au moins des habitans ou propriétaires

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle
Angleterre.
1698.

des terres dans l'étendue du territoire quise
trouve entre la rivière de *Sagabodock* & la
Nouvelle E'cosse; & que lesdits Conseillers
ou Assistans, ou aucun d'eux, pourront en
tout temps à l'avenir, être dépossédés ou
déplacés de leurs offices de Conseillers ou
Assistans, par la cour ou assemblée généra-
le; & que si aucuns desdits Conseillers ou
Assistans, viennent à décéder ou à être dé-
placés avant le jour général de l'élection, a-
lors, & dans ce cas, la cour ou assemblée
générale pourra à la première séance, pro-
céder à une nouvelle élection d'un ou de
plusieurs Conseillers ou Assistans, au lieu &
place des Conseillers & Assistans décédés ou
déplacés: Et de plus, nous accordons &
ordonnons qu'il sera permis audit Gouver-
neur, avec l'avis & consentement du Conseil
ou des Assistans, de temps à autre, de nom-
mer & commettre des Juges, *des Commissai-
res d'oyer & terminer*, des Sherifs, Prevôts,
Maréchaux, Juges de paix & autres Officiers
ressortissans de notre Conseil & Cours de jus-
tice; à condition toutesfois, qu'aucune no-
mination ne se fera, sans avoir, en premier
lieu, donné avis ou sommation sept jours
avant, à ceux desdits Conseillers ou Assis-
tans qui résideront alors dans notredite pro-
vince: Et notre volonté & plaisir est que
le Gouverneur & Lieutenant, ou député
Gouverneur, & les Conseillers ou Assistans, &
tous les autres Officiers à nommer ou choisir,
comme il est dit ci-dessus, prêteront, avant
que de se présenter pour remplir leurs offi-
ces & places respectivement, les sermens
différens & respectifs, pour s'acquitter dûe-
ment & fidèlement de leurs devoirs dans
leurs

leurs différens offices & places respectives, & aussi les sermens désignés par ledit acte du Parlement, fait la première année de notre règne, pour tenir lieu des sermens de fidélité & de suprématie, & feront, répéteront & souscriront à la déclaration mentionnée dans ledit acte, devant les personnes nommées ci-après par les présentes; c'est-à-dire, le Gouverneur de notre dite province ou territoire, prêtera lesdits sermens, fera, répètera & souscrira à ladite déclaration, en présence, du Lieutenant ou député Gouverneur, ou en son absence, devant deux ou plus grand nombre desdites personnes, nommées & commises par les présentes, pour être Conseillers ou Assistans de notre dite province ou territoire, à qui, par ces présentes, nous donnons plein-pouvoir & autorité de recevoir & faire prêter ledit serment par notre dit Gouverneur. Et après que notre dit Gouverneur aura prêté le serment, & souscrit à ladite déclaration, alors, notre Lieutenant ou député Gouverneur, & les Conseillers ou Assistans ci-dessus nommés, & commis par ces présentes, prêteront lesdits sermens, & feront, répéteront & souscriront à ladite déclaration, devant notre dit Gouverneur; & toutes personnes qui, au temps des élections annuelles, ou autrement par mort ou déplacement, seront ci-après choisies ou nommées pour être Conseillers ou Assistans, ou exercer quelque autre office, prêteront les sermens qui sont propres à leurs places & offices respectifs, & aussi lesdits sermens que ledit acte du Parlement a substitués aux sermens de fidélité & de suprématie; & feront, répéteront & souscriront à la déclaration mentionnée

Pièces justificatives.
IIIe. partie.
Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
Charte de
la Nouvelle
Angleterre.
1691.

dans ledit acte, en présence du Gouverneur ou du Lieutenant du Gouverneur, ou devant deux ou un plus grand nombre de Conseillers ou Assistans, ou devant telles autres personnes qui seront commises à cet effet par le Gouverneur actuel; auxquels nous donnons en conséquence, par ces présentes, plein-pouvoir & autorité de temps à autre, de recevoir & faire prêter lesdits sermens respectivement, conformément à notre véritable intention, exprimée ci-devant par ces présentes, sans avoir ni obtenir aucune commission nouvelle ou ordre de nous, nos hoirs & successeurs, à cet effet. Et notre volonté & plaisir est, & par ces présentes requérons & commandons à toutes & chacune personnes nommées & commises ci-après par nous, nos hoirs & successeurs, pour les offices respectifs de Gouverneur ou Lieutenant, ou député Gouverneur & Secrétaire de notredite province ou territoire (lequeldit Gouverneur & Secrétaire de notredite province ou territoire, nous nous réservons à nous, nos hoirs & successeurs, plein-pouvoir & autorité de nommer & commettre) prêteront, avant d'être admis à remplir leurs offices respectifs, le serment pour s'acquiter dûment & fidèlement desdits offices respectifs, ainsi que les sermens ordonnés par ledit acte du Parlement de la première année de notre règne, pour suppléer auxdits sermens de fidélité & de suprématie, & feront aussi, répéteront & souscriront la déclaration ordonnée par ledit acte, de la manière & devant les personnes comme il est dit ci-dessus.

Et de plus, notre volonté & plaisir est,
&

& par ces présentes, nous accordons, éta- Pièces justi-
 blissons & ordonnons pour nous, nos hoirs- ficatives.
 & successeurs, que ceux qui iront & habite- III^e. partie.
 ront dans notredite province & territoire, Sur l'Acadie.
 & chacun de leurs enfans qui y naîtront, ou
 sur les mers en y allant ou en revenant, au-
 ront & jouiront de toutes les libertés & im-
 munités de sujets libres & naturels dans tous
 les E'tats de nous, nos hoirs & successeurs,
 pour tout objet & à toutes fins quelconques,
 comme si eux & chacun d'eux étoient nés
 dans notre royaume d'Angleterre. Et pour
 la plus grande facilité & encouragement de
 nos amés sujets habitans notredite province
 ou territoire de la baie de *Massachusetts*, &
 de ceux qui iront y habiter, nous, par ces
 présentes, accordons, établissons & ordon-
 nons pour nous, nos hoirs & successeurs,
 que la liberté de conscience pour le culte de
 Dieu, sera accordée pour toujours à l'ave-
 nir, à tous les chrétiens qui habitent ou ha-
 biteront, ou résideront dans notredite pro-
 vince ou territoire, les catholiques excep-
 tés : & nous accordons & ordonnons par ces
 présentes, que le Gouverneur ou Lieutenant,
 ou député Gouverneur de notredite provin-
 ce ou territoire, ou l'un ou l'autre, ou au-
 cun des deux, ou un plus grand nombre
 du Conseil ou des Assistans qui seront com-
 mis à cet effet par ledit Gouverneur,
 pourront avoir en tout temps, & de temps
 à autre à l'avenir, plein pouvoir & autorité
 de recevoir & faire prêter les sermens or-
 donnés par ledit acte du Parlement de la
 première année de notre règne, pour sup-
 pléer aux sermens de fidélité & de supréma-
 tie, à toutes & chacune personne & person-

Pièces des
Commissai-
res François.

nes qui habitent ou résident actuellement dans notredite province ou territoire, ou qui iront ou passeront dans ces pays en tout & quelque temps que ce soit.

No. LIII.
*Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.*
1691.

Et de plus, Nous, de notre pleine gra-
ce, science certaine & propre mouvement,
accordons, établissons & ordonnons pour
nous, nos hoirs & successeurs, que la cour
ou assemblée générale de notredite province
ou territoire, convoquée comme il est dit
ci-dessus, aura, pour toujours, plein pou-
voir & autorité d'ériger & constituer des
cours de judicature, tribunaux & greffes,
ou autres cours, pour être tenues au nom
de nous, nos hoirs & successeurs, pour en-
tendre, juger & décider de toute sorte de
crimes, offenses, causes, procès, plaintes,
actions, matières & choses quelconques qui
surviendront dans notredite province ou
territoire, ou entre personnes qui y habitent
& qui y résident, soit que ces affaires soient
criminelles ou civiles, ou que lesdits crimes
soient capitaux ou non capitaux, ou que
lesdites actions soient réelles, personnelles
ou mixtes, & pour arbitrer & ordonner tou-
tes exécutions en conséquence; auxquelles
cours & tribunaux nous donnons & accor-
dons par ces présentes, pour nous, nos hoirs
& successeurs, plein-pouvoir & autorité de
temps à autre, de recevoir les sermens pour
parvenir à découvrir la vérité dans toute
matière controversée, ou pendant par-
devant eux: & nous accordons, établissons &
ordonnons pour nous, nos hoirs & succes-
seurs, que le Gouverneur de notredite pro-
vince ou territoire, alors en place, avec le
Conseil ou les Assistans, feront & exécute-
ront

ront tout ce qui est nécessaire pour la vérification des testamens & l'exécution d'iceux en ce qui concerne les intérêts ou les biens qu'aucune personne ou personnes auront dans notredite province ou territoire. Et d'autant que nous jugeons nécessaire que tous nos sujets aient la liberté d'en appeler à nous, nos hoirs & successeurs, dans les cas qui le mériteront, nous ordonnons par ces présentes, que dans le cas où l'une ou l'autre partie ne seroit pas satisfaite du jugement ou de la sentence d'aucuns des tribunaux ou cours de notredite province ou territoire, dans aucune action personnelle, où l'objet de la contestation excéderoit la valeur de trois cens livres sterlings, alors elles pourront en appeler à nous, à nos hoirs & successeurs, dans notre ou dans leur Conseil privé; pourvû que cet appel se fasse dans l'espace de quatorze jours, après que la sentence ou le jugement auront été rendus; & qu'avant que l'appel soit admis, la partie ou les parties appellantes donnent caution de la valeur de l'objet de la contestation, pour assurer & payer la dette & les dommages & intérêts sur lesquels est intervenu sentence & jugement, ainsi que les frais, dommages & intérêts qui seront arbitrés par nous, nos hoirs ou successeurs, dans le cas où la sentence ou le jugement seront confirmés; & pourvû aussi que l'exécution ne demeure pas en suspens, pour raison de cet appel fait à nous, nos hoirs & successeurs, dans notre ou dans leur Conseil privé; en sorte que la partie demanderesse, ou qui veut mettre à exécution, donne pareillement caution de la valeur de l'objet en contestation, pour

Pièces justificatives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie

Pièces des
Commissai-
res François.

faire restitution, dans le cas où le jugement ou la sentence seroient infirmés & annullés sur ledit appel.

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.
1691.

Et de plus, nous donnons & accordons pour nous, nos hoirs & successeurs, audit Gouverneur & à la cour ou assemblée générale de notredite province ou territoire, plein pouvoir & autorité de temps à autre, de faire, ordonner & établir toutes sortes de réglemens utiles & raisonnables, loix, statuts & ordonnances, ordres & instructions, avec ou sans injonction de peines (de sorte toutesfois, qu'elles ne soient pas opposées aux loix de notre royaume d'Angleterre), suivant qu'ils le jugeront à propos, pour le bien & avantage de notredite province ou territoire, & pour le bon gouvernement & règlement d'icelui, & des peuples qui l'habitent ou qui l'habiteront, & pour le soutien & la défense nécessaires dudit gouvernement: & nous donnons & accordons pour nous, nos hoirs & successeurs, plein-pouvoir & autorité à ladite cour ou assemblée générale, de nommer & établir annuellement tous les Officiers civils dans ladite province, excepté ceux dont nous nous sommes réservés par ces présentes, le choix & l'institution pour nous, nos hoirs ou successeurs, ou pour le Gouverneur alors en place de notredite province, & de fixer les différens droits, pouvoirs & limites de chaque office qui sera ainsi commis par ladite cour ou assemblée générale, & les formes des sermens non opposés aux loix & statuts de notre royaume d'Angleterre, qu'on leur fera prêter respectivement pour l'exécution de leurs différens emplois & places; & aussi
d'im-

d'imposer les amendes, peines & emprison-
 nemens & autres punitions, & d'imposer & lever des droits proportionnels & raisonnables, rôles & taxes, sur les biens & personnes de tous & chacun des propriétaires ou habitans de notredite province ou territoire, qui seront publiés & ordonnés par un ordre signé du Gouverneur actuel de notredite province, avec l'avis & consentement du Conseil, pour notre service & la défense nécessaire, & le soutien de notre gouvernement de notredite province & territoire, & la protection & conservation des habitans, conformément aux loix qui sont ou seront en force dans notredite province, & d'ordonner de toutes matières & choses par lesquelles nos sujets habitans de notredite province pourront être religieusement & paisiblement gouvernés, protégés & défendus; en sorte que leurs bonnes mœurs & conduite régulière, puissent gagner les Indiens naturels du pays, à la connoissance & à l'obéissance du seul vrai Dieu & Sauveur des hommes, & à la foi chrétienne; ce que Sa Majesté royale, notre royal Aïeul le Roi Charles Ier, a déclaré par sesdites lettres patentes, être ses royales intentions, & que les intéressés en cette entreprise, ont librement protesté être le principal objet de ladite plantation. Et pour la plus grande sûreté & maintien de la liberté de conscience accordée par les présentes, à toutes personnes étant ou résidant en aucun temps dans notredite province ou territoire, comme il est dit ci-dessus, voulons, commandons & requérons, & par ces présentes, ordonnons & enjoignons pour nous, nos hoirs & suc-
 cef-

Pièces justifi-
catives.

IIIe. partie.

Sur l'Acadie.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LIII.
*Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.*
1691.

cesseurs, que tous les ordres, loix, statuts, ordonnances, instructions & réglemens qui seront ainsi faits & publiés sous le sceau de notredite province ou territoire, soient dûement & soigneusement observés, gardés & mis en exécution, conformément à l'esprit véritable & à l'intention des présentes, pourvû toutesfois, & ainsi par ces présentes l'établissions & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, qu'en formant & passant lesdits ordres, loix, statuts & ordonnances, & dans toutes les élections & actes de gouvernement quelconques qui seront faits par ladite cour ou assemblée générale, ou dans le Conseil, le Gouverneur de notredite province ou territoire de la baie de *Massachusset dans la Nouvelle Angleterre*, aura la voix négative; & que sans son consentement ou approbation signifiés & déclarés par écrit, aucuns desdits ordres, loix, statuts, ordonnances, élections ou autres actes de gouvernement quelconques, ainsi faits & passés par ladite assemblée générale ou dans le Conseil, n'auront aucune force, effet ou validité, nonobstant toutes choses ici contenues à ce contraires. Et nous établissons & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, que lesdits ordres, loix, statuts & ordonnances, seront à la première occasion, après qu'ils auront été faits, envoyés ou transmis à nous, à nos hoirs & successeurs, scellés du sceau public, pour être approuvés ou improuvés de nous; & que dans le cas où tous ou aucun d'eux seroient improuvés & rejetés dans aucun temps dans l'espace de trois ans, après qu'ils auront été présentés à nous, à nos hoirs &

suc-

successeurs, dans leur Conseil privé ou dans le nôtre, & que nous, nos hoirs & successeurs l'auront fait signifier par un écrit signé de nous ou d'eux, & scellé de nos armes ou des leurs, ou par un ordre de leur Conseil privé ou du nôtre, au Gouverneur lors en place; alors ceux & chacun de ces actes ainsi improuvés & rejetés, cesseront d'avoir lieu, & deviendront entièrement nuls & de nul effet: il est toutesfois ordonné que dans le cas où nous, nos hoirs ou successeurs, ne signiferoient leur ou notre improbation dans le terme de trois ans, après que ces ordres, loix, statuts ou ordonnances, comme il est dit ci-dessus, auroient été présentés, alors lesdits ordres, loix, statuts ou ordonnances, resteront en pleine force & effet, conformément à leur véritable esprit & intention, jusqu'à leur expiration, ou qu'ils soient annullés par l'assemblée générale de notredite province.

Pièces justificatives.
 IIIe. partie.

 Sur l'Acadie,

Ordonnons aussi qu'il sera permis audit Gouverneur & à l'assemblée générale, de faire & accorder des concessions pour les terres situées dans les limites des colonies ci-devant appelées colonies de la baie de *Massachusetts*, de la *Nouvelle Plymouth*, & de la province de *Maine*, de la même manière, & ainsi qu'il pouvoit le faire ci-devant en vertu de toute charte ou lettres patentes précédentes; lesquelles concessions de terres dans les bornes susdites. nous voulons & ordonnons avoir & conserver pour toujours, leur pleine & entière force & effet, sans qu'il soit besoin de notre approbation ou consentement; *Et néanmoins, Et telle est notre volonté Royale Et bon plaisir,*

Pièces des
Commissai-
res François.

*fir, qu'aucune concession de terre située depuis la rivière de Sagadabock jusqu'au golfe de Saint-Laurent & à la rivière de Canada, & à la pleine mer au nord & à l'est, faite ou accordée par le Gouverneur & l'Assemblée générale de notredite province, n'ait aucune force, validité ou effet, jusqu'à ce que nous, nos hoirs & successeurs, en ayons signifié notre approbation **

No. LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.
1691.

Et nous, par ces présentes, accordons, établissons & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, que le Gouverneur de notredite province ou territoire, aura plein-pouvoir par lui-même, ou par aucun Commandant en chef, ou autre Officier ou Officiers par lui commis de temps à autre, d'enrégimenter, instruire, exercer & discipliner la milice du pays; & pour la défense spéciale & sûreté de notredite province ou territoire, d'assembler en armes & militairement, les habitans de notredite province & territoire, de se mettre à leur tête, & de les conduire, attaquer, chasser, repousser, résister & poursuivre par la force des armes, aussi.

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ce passage prouve bien évidemment que le terrain qui y est décrit, ne faisoit partie d'aucune colonie Angloise, & que nonobstant la guerre qui avoit lieu entre les deux nations, le gouvernement d'Angleterre ne croyoit pas devoir y autoriser aucun établissement. On ne peut en alléguer d'autre raison, si-non que ce pays étoit regardé en Angleterre même, comme une dépendance de la Nouvelle France, & comme devant rester sous la domination du Roi, si le traité de paix n'apportoît aucun changement aux possessions des deux nations dans l'Amérique; & dans le fait, le traité de Riswick n'a rien innové à cet égard.

aussi-bien par mer que par terre, au dedans ou au dehors des limites de notredite province ou territoire; & aussi de tuer, massacrer, détruire & conquérir par tous combats, entreprises & moyens quelconques, toutes & chaque personne qui dans aucun temps à l'avenir, tenteront ou entreprendront la destruction, invasion, détrimement ou préjudice de notredite province ou territoire; & aussi de mettre en usage & exécution la loi martiale en temps de guerre actuelle, invasion ou rébellion, suivant que la nécessité le requerra; & aussi, de temps à autre, d'élever des forts, & fortifier des places dans notredite province ou territoire, & de les fournir de toutes les munitions nécessaires & provisions de guerre, pour l'offensive ou la défensive, & d'en commettre, de temps à autre, la garde & le gouvernement aux personnes qui lui paroîtront propres à cet emploi, & de démolir à son gré lesdits forts & fortifications; & DE PRENDRE ET SURPRENDRE PAR TOUTES VOIES ET MOYENS QUELCONQUES, toutes personnes avec leurs vaisseaux, armes, munitions & autres effets, qui envahiront hostilement, ou tenteront d'envahir, subjuguier ou préjudicier à notredite province ou territoire. Et par ces présentes, nous accordons, établissons & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, que ledit Gouverneur ne transportera dans aucun temps à l'avenir, en vertu d'aucun pouvoir accordé par ces présentes, ou qui lui sera accordé à l'avenir, aucun des habitans de notredite province ou territoire, & ne les obligera à sortir des limites dudit pays, sans leur consentement libre

Pièces justificatives.
IIIe partie.
—
Sur l'Acadie.

&

Pièces des
Commissai-
res François.

No LIII.
Charte de la
Nouvelle An-
gleterre.
1691.

& volontaire, ou le consentement de la cour ou assemblée générale de notredite province ou territoire; ni n'accordera des commissions pour exécuter la loi martiale contre aucun des habitans de notredite province ou territoire, sans l'avis & consentement du Conseil, ou des assistans dudit Conseil.

Et nous, par ces présentes, constituons & ordonnons pour nous, nos hoirs & successeurs, que lorsque & aussi souvent que le Gouverneur de notredite province viendra à mourir, ou à être déplacé par nous, nos hoirs & successeurs, ou à être absent de son gouvernement; alors, & dans tous lesdits cas, le Lieutenant ou député Gouverneur de notredite province, aura plein-pouvoir & autorité de faire & exécuter tous & chacuns des actes, matières & choses que notre Gouverneur de notredite province pourroit faire & exécuter légitimement, en vertu de nos lettres patentes, comme s'il étoit présent personnellement, jusqu'au retour du Gouverneur absent, ou l'arrivée ou établissement d'un autre Gouverneur nommé en sa place par nous, nos hoirs & successeurs; & que lorsque, & aussi souvent que le Gouverneur & Lieutenant ou député du Gouverneur de notredite province ou territoire, viendra à mourir ou à être déplacé par nous, nos hoirs ou successeurs, ou à être absent de notredite province, & qu'il ne se trouvera dans ladite province aucune personne qui ait commission de nous, nos hoirs & successeurs, pour être Gouverneur dans ledit-pays; alors, & dans tous lesdits cas, le Conseil ou les Assistans de notredite pro-

province, auront plein-pouvoir & autorité, Pièces justi-
ficatives.
& par ces présentes, nous donnons & ac-
cordons audit Conseil ou Assistans de no- IIIe. partie.
tre dite province, ou à la plus grande partie
d'entre eux, plein pouvoir & autorité de Sur l'Acadie.
faire & exécuter tous & chacuns des actes,
matières & choses que ledit Gouverneur ou
Lieutenant, ou député Gouverneur de no-
tre dite province ou territoire, pourroient
légitimement faire & exécuter, comme si
eux ou l'un d'eux, étoient personnellement
présens, jusqu'au retour du Gouverneur ou
Lieutenant, ou député Gouverneur ainsi
absent, ou l'arrivée ou établissement d'un
autre Gouverneur ou Lieutenant, ou dépu-
té Gouverneur, qui seront & pourront être
nommés de temps à autre, par nous, nos
hoirs ou successeurs.

Il est toutefois déclaré par ces présentes,
que rien de ce qui y est contenu, ne s'étan-
dra ou ne s'interprétera pour ériger, accor-
der ou permettre l'exercice d'aucune cour,
jurisdiction, pouvoir ou autorité d'Amirau-
té; mais que le tout sera, & est réservé par
ces présentes, à nous & à nos successeurs;
& ne sera, de temps à autre, érigé, accor-
dé & exercé, qu'en vertu de commissions
qui seront données sous le grand sceau d'An-
gleterre, ou sous le sceau du Grand-Amiral,
ou des Commissaires pour exercer l'office
de Grand-Amiral d'Angleterre.

Et de plus, notre volonté expresse & plai-
sir est, & nous ordonnons & enjoignons par
ces présentes, pour nous, nos hoirs & suc-
cessors, que les présentes lettres patentes
n'aient effet en aucune manière, ou ne
s'interpréteront pour restreindre, exclure ou

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLIX.
Concession de
la rivière de
Richibouc-
tou. 1684.

empêcher aucuns de nos amés sujets quel-
conques, de faire & exercer le commerce
de la pêche sur les côtes de la Nouvelle An-
gleterre; mais qu'eux & chacun d'eux au-
ront plein & libre pouvoir, & liberté de
continuer & exercer ledit commerce de la
pêche sur lesdites côtes, dans toutes les
mers qui avoifinent, ou dans tous les bras
desdites mers ou rivières d'eau salée où ils
étoient accoutumés de pêcher, & de bâtir
& établir sur les terres, dans notredite pro-
vince ou colonie, vaines & vagues, & qui
ne sont possédées par aucuns propriétaires
particuliers, les graves, échaffaux & atte-
liers qui seront nécessaires pour saler, sé-
cher, garder & encaquer le poisson qui se-
ra pris sur cette côte; & de couper & pren-
dre les arbres & autres matériaux qui crois-
sent dans le pays, ou qui se trouvent dans
places vaines & vagues, & non possédées
par aucuns propriétaires particuliers, suivant
qu'il sera nécessaire pour cet objet, & pour
toutes les autres facilités, secours & avanta-
ges concernant le commerce de la pêche,
de la manière & en la forme qu'ils avoient
accoutumé d'en user en aucun temps, sans
faire aucun dégât volontaire, nonobstant
toutes choses contenues en ces présentes, à
ce contraires.

Et enfin, pour mieux pourvoir & fournir
de mâts notre marine royale, nous résér-
vons par ces présentes, à nous, nos hoirs
& successeurs, tous les arbres de vingt qua-
tre pouces de diamètre & au dessus, à la
hauteur de douze pouces de terre, qui se
trouveront dans aucun terrain de notredite
province ou territoire qui n'a pas encore
été

été concédé à aucun particulier ; & nous défendons à toutes personnes quelconques, d'abattre, couper ou détruire aucun de ces arbres, sans avoir auparavant eu & obtenu la permission royale de nous, nos hoirs ou successeurs, sous peine d'être condamnées à une amende de cent livres sterling, au profit de nous, nos hoirs & successeurs, pour chaque arbre ainsi abattu, coupé ou détruit, sans en avoir eu & obtenu la permission, nonobstant toutes choses contenues en ces présentes, à ce contraires.

En foi de quoi nous avons accordé les présentes lettres patentes. FAIT en notre présence, à Westminster, le sept octobre de la troisième année de notre règne.

Par ordonnance du Sceau privé.

Signé FIGOT.

N^o. LIV. LETTRE de M. Nicholson, Commandant les forces de Sa Majesté Britannique, à M. de Subercase Gouverneur de Port-Royal, pour le sommer de rendre cette place.

Tiré du dépôt de la Marine.

VOUS êtes par ceci requis & commandé de me délivrer pour la Reine de la Grande-Bretagne, le fort à présent en votre possession, lequel, de droit, dépend de Sa dite Majesté; ensemble tous les territoires qui sont sous votre commandement, en vertu d'un droit, sans doute, de ses Royaux prédécesseurs, & aussi avec tous les canons, mortiers, magasins de guerre & troupes aussi sous votre commandement; autrement je m'efforcerai, avec diligence, de les réduire.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. L.
Concession de
Madoffet.
1684.

par forces des armes de Sa Majesté. DON-
NE' de ma main & cachet de mes armes, le
troisième jour d'octobre, dans la neuvième
année du règne de notre Souveraine Dame
la Reine Anne, par la grace de Dieu, de
la Grande-Bretagne, France & Irlande, Dé-
fenderesse de la foi, *annoque Domini mille-
simo septingentesimo decimo.*

Signé F. F. NICHOLSON.

*Nous E'cuyer, Conseiller du Roi honoraire
en la Cour des comptes, aides & finances de
Rouen, Commissaire ordinaire de la Marine,
premier Commis & Garde des archives & dé-
pôt de la Marine, certifions la présente copie
véritable, l'ayant collationnée sur les registres
& papiers qui sont auxdits archives & dépôt.
A Paris, le sept octobre mil sept cent cinquante-
un. Signé LAFFILARD.*

N^o. LV. MANIFESTE du Général &
Commandant en chef les troupes de Sa
Majesté Britannique en Amérique. Ti-
ré de l'Histoire de la Nouvelle France,
par le P. Charlevoix, tome II, p. 357.
De par son Excellence, M. Jean Hill Gé-
néral & Commandant en chef les trou-
pes de Sa Majesté Britannique.

LA REINE de la Grande Bretagne ayant des
droits, & des titres justes & incontestables
sur toute l'Amérique septentrionale, par la
découverte qui en a été faite, & par la pos-
session que le Roi Très-chrétien a reconnue,
comme il paroît par les concessions d'une
partie d'icelle, accordée à Sa Majesté Très-
chrétienne par la Couronne de la Grande-
Bretagne, dont le détail seroit ennuyeux dans

ce court Manifeste *. Et comme la droite raison ne peut pas nous persuader que de telles concessions ayent été données afin qu'un peuple s'établisse dans les lieux comme des ennemis, pour troubler des sujets de la Grande-Bretagne, mais plutôt en vûe que ces terres & pays soient tenus en qualité de fiefs; & puisque la nature de tels fonds & articles de traités de neutralité, faits entre la Couronne de la Grande-Bretagne & le Roi Très-chrétien, pour être observés par les Anglois & les François en Amérique, quoiqu'il y eût guerre en Europe, entre la Couronne de la Grande-Bretagne & le Roi Très-chrétien, les François, nonobstant, ont commis plusieurs hostilités contre les sujets des Rois de la Grande-Bretagne; ce qui fait que ces pays, possédés ainsi par les François, retournent de droit; par les loix de la nature & de la nation, à la Couronne de la Grande-Bretagne, d'où ils viennent originairement; & Sa Majesté de la Grande-Bretagne peut les reprendre légitimement, encore qu'il n'y eût pas de guerre entre Elle & le Roi Très-chrétien, joint les continuelles plaintes des sujets de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, des horribles barbaries & cruautés inouïes, excitées & commises par les François avec les Indiens contre eux; ce qu'on voit très-évidemment par la récompense de quarante livres, donnée par les François aux Indiens, de chaque chevelure d'un Anglois.

Toutes ces choses ont justement ému Sa
Ma-

OBSERVATIONS des Commissaires du Roi.

* Ce Manifeste a été copié sur l'imprimé, ainsi les fautes de sens qu'on y trouve, sont de l'Auteur ou du Traducteur.

Pièces des
Commissai-
res François.

No. LII.
Manifeste
de M. Hill.
1711.

Majesté, & l'ont portée à secourir ses sujets opprimés d'une manière si abominable. Les Rois ses prédécesseurs, faute d'occasions propres & convenables, de se rendre maîtres de ces terres & de ce pays qui étoient perdus pour leur possession, Sa Majesté ayant une très-pieuse & juste intention de procurer à l'avenir une paix perpétuelle dans l'Amérique septentrionale, en prévenant & empêchant les très-injustes ravages & exécrables meurtres contre ses sujets, a résolu, sous la protection de Dieu Tout-puissant, de recouvrer toutes cesdites terres & pays, & de mettre des Gouverneurs dans les villes, bourgs, villages, châteaux & forteresses, où le Roi Très-chrétien a prétendu en avoir; & parce que les François, habitans présentement de ces lieux, pourroient par ignorance ou opiniâtreté, être persuadés par des personnes malignes & turbulentes, de résister aux bons desseins de Sa Majesté, Elle a jugé à propos, espérant que Dieu favorisera une entreprise si pieuse, d'envoyer des forces suffisantes, Dieu aidant, pour soumettre tous ceux qui s'opposeroient à la raison & justice.

Estimant tous les François qui sont habitués en cettedite terre & pays, sous le prétendu droit du Roi Très-chrétien, être aussi bien sujets de la Couronne de la Grande-Bretagne, que s'ils y étoient nés ou établis, ou en Irlande ou en d'autres endroits des colonies de Sa Majesté, qui sont immédiatement sous sa protection; cela fait qu'ayant égard à ses intérêts & au bien de ses sujets, nous avons trouvé bon de déclarer d'une manière très-solennelle, que tous les François demeurant en Canada & aux environs dans les villes, bourgs & villages, qui voudront

se mettre sous la protection de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, & se soumettre à ses loix & à son gouvernement & seront trouvés résidans sur leurs habitations & places, sans aucune diminution de leurs troupeaux & de leurs maisons, seront favorablement reçûs & traités, & continués, eux & leurs héritiers, en une douce & paisible possession de leurs terres, maisons & autres biens leur appartenant légitimement; jouiront de la liberté, privilèges & exemptions, en commun avec le reste des sujets naturels de Sa Majesté, avec le libre exercice de leur religion; & parce que peut-être, plusieurs aimeront mieux retourner en France, que de vivre, sous le gouvernement, quoiqu'il soit extrêmement doux & heureux, de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, nous déclarons pareillement, pourvû qu'ils ne prennent point les armes, & qu'ils ne sollicitent personne directement à résister aux forces de Sa Majesté, & avant aucun acte d'hostilité de part & d'autre, qu'en se rendant volontairement, ils auront la liberté de s'embarquer dans des bâtimens qu'on leur fera fournir, avec toutes les choses nécessaires pour aller en France, & de prendre avec eux les effets dont ils sont les justes possesseurs, ou de les vendre, aussi-bien que leurs terres & autres immeubles.

Pour ce qui regarde l'Evêque, les Ecclesiastiques, les Religieux & les Missionnaires, s'ils font leur possible à porter les François à obéir aux ordres de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, nous promettons qu'on aura toute sorte d'attention pour eux, selon leurs dignités, fonctions & caractères; bien loin d'être traités comme ennemis; & s'il leur plaît, on leur donnera des vaisseaux avec

Pièces des
Commissai-
res François.

No. XLIX.
Manifeste
de M. Hill.
1711.

toutes les choses nécessaires, pour leur transporter en France les effets qui paroîtront leur appartenir; que si au contraire, ils dissuadent les peuples d'accepter les conditions ci dessus proposées, ils seront réputés coupables de toutes les suites facheuses qu'on prendra pour les réduire par la force.

Nous déclarons encore que tous ceux qui prendront les armes, sous prétexte de défendre lesdits lieux, villes, bourgs, villages, châteaux ou forteresses, seront traités comme ennemis & usurpateurs, & toutes leurs terres, maisons & autres effets, seront saisis & acquis au profit de Sa Majesté, pour être distribués à ceux qui donneront quelque assistance, afin que ces pays soient sous la domination de Sa Majesté de la Grande-Bretagne; & tous ceux qui se distingueront & signaleront en cette occasion pour le service de Sa Majesté, recevront des marques particulières de sa bienveillance, à proportion des services qu'ils auront rendus.

Quoique c'en soit, nous déclarons ici qu'après qu'on aura fait des actes d'hostilité, nous nous estimons être déchargés de l'exécution de ces promesses, & qu'aucuns, excepté ceux qui se seront rendus ou distingués avant aucune hostilité, ne pourront prétendre aucun droit aux faveurs ci-dessus offertes, & nous n'aurons alors aucun autre but, avec la bénédiction de Dieu, que de dompter, par la force des armes, ceux qui feront de la résistance, espérant que Dieu, qui est Tout-puissant, donnera des succès généreux aux armes de Sa Majesté, dans une entreprise si raisonnable, juste & pieuse.

A Boston, chez B. Graen, 1711.

